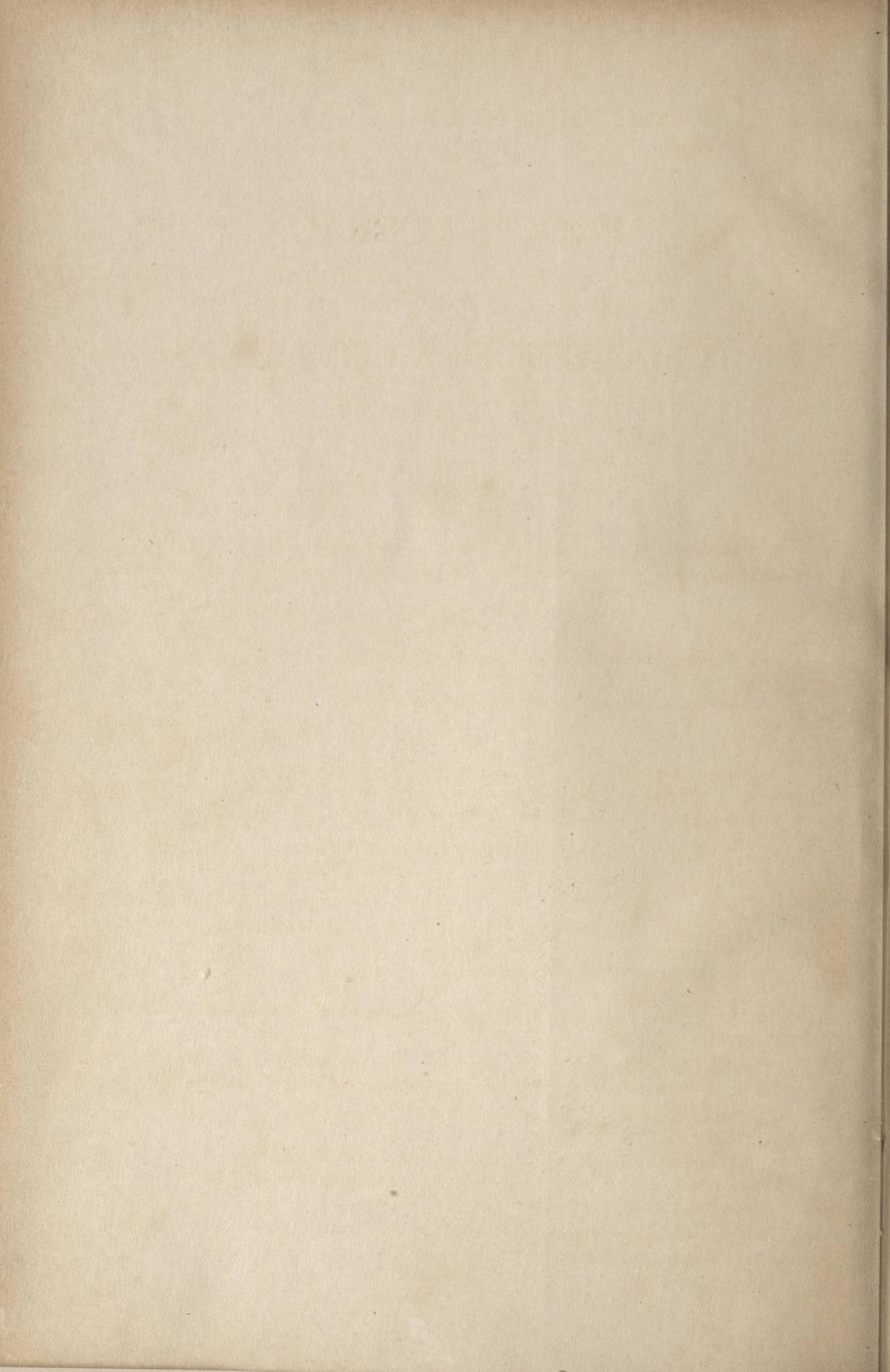


44731



23-2-26
S.P.
No 1.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

SEANCE DU LUNDI 14 FEVRIER 1921.

Aujourd'hui étant le jour pour lequel le Parlement a été convoqué par proclamations ci-annexées, pour l'expédition des affaires, et les membres étant réunis;

PRIÈRES.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

Bureau du Secrétaire du Gouverneur général,

OTTAWA, 31 janvier 1921.

Monsieur l'Orateur,—J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général se rendra à la salle du Sénat pour ouvrir la cinquième session du treizième Parlement du Canada, le lundi 14 février 1921, à trois heures p.m.

J'ai l'honneur d'être, monsieur l'Orateur,

Notre obéissant serviteur,

O.-M. BALFOUR, Capitaine,
Secrétaire militaire intérimaire.

A l'Honorable Orateur
de la Chambre des Communes.

Un message est reçu par le colonel E. J. Chambers, gentilhomme huissier de la Verge Noire:—

Monsieur l'Orateur,—Son Excellence, le Gouverneur général désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Sénat.

La Chambre en conséquence s'y rend,—et de retour.

M. l'Orateur informe la Chambre que durant l'intersession il a reçu avis de plusieurs membres le notifiant des vacances suivantes qui sont survenues dans la représentation, viz:—

De John Hampdon Burnham, écuyer, membre pour le district électoral de Peterborough-Ouest, qui a résigné.

De l'honorable Rupert Wilson Wigmore, membre pour le district électoral de la cité de Saint-Jean et des comtés de Saint-Jean et Albert, N.-B., en conséquence de son acceptation d'un office rétribué sous la couronne;

De l'honorable Fleming Blanchard McCurdy, membre pour le district électoral de Colchester, N.-E., en conséquence de son acceptation d'un office rétribué sous la couronne;

De l'honorable Martin Burrell, membre pour le district électoral de Yale, C.-B., en conséquence de son acceptation d'un office rétribué sous la couronne.

Et qu'il a adressé ses mandats aux directeur général des élections pour qu'il émette de nouveaux brefs d'élections pour cesdits districts électoraux respectivement.

DISTRICT ELECTORAL DE PETERBOROUGH-OUEST.

A l'honorable Orateur
de la Chambre des Communes du Canada.

Monsieur,—Je résigne par le présent avis mon siège comme membre de la Chambre des Communes du Canada pour le district électoral de Peterborough-Ouest, dans la province de l'Ontario.

En témoignage de quoi, j'ai affixé mon seing et sceau ce 15^e jour de juillet, 1920.

J. H. BURNHAM. (L.S.)

Témoins:—

MILDRED MAHOOD,
DAVID MAHOOD.

DISTRICT ELECTORAL DE LA CITE DE SAINT-JEAN ET DES COMTES DE SAINT-JEAN ET ABERT.

Puissance du Canada, }
Savoir:— }

Chambre des Communes.

A l'honorable Orateur
de la Chambre des Communes,

Nous sous-signés vous donnons présentement avis qu'une vacance est survenue dans la représentation à la Chambre des Communes pour le district électoral de la cité de Saint-Jean et des comtés de Saint-Jean et Albert, dans la province du Nouveau-Brunswick, en conséquence de l'acceptation d'un office rétribué sous la couronne par l'honorable R. W. Wigmore, son député actuel.

Donné sous nos seings et sceaux, en la cité d'Ottawa, ce seizième jour de juillet 1920.

ARTHUR L. SIFTON (L.S.)

Député pour le district électoral de *Medecine-Hat*.

ARTHUR MEIGHEN,

Député pour le district électoral de *Portage la Prairie*.

DISTRICT ELECTORAL DE COLCHESTER.

Puissance du Canada, }
Savoir:— }

Chambre des Communes.

A l'honorable Orateur
de la Chambre des Communes,

Nous sous-signés vous donnons présentement avis qu'une vacance est survenue dans la représentation à la Chambre des Communes pour le district électoral de Colchester, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, par suite de l'acceptation d'un office rétribué sous la couronne par l'honorable F. B. McCurdy, son représentant actuel.

Donné sous nos seings et sceaux, en la cité d'Ottawa, ce seizième jour de juillet 1920.

ARTHUR L. SIFTON (L.S.)

Député pour le district électoral de Medecine-Hat.

ARTHUR MEIGHEN, (L.S.)

Député pour le district électoral de Portage la Prairie.

DISTRICT ELECTORAL DE YALE.

Puissance du Canada }
Savoir:— }

Chambre des Communes

A l'honorable Orateur
de la Chambre des Communes.

Nous sous-signés vous donnons par le présent avis qu'une vacance est survenue dans la représentation à la Chambre des Communes pour le district électoral de Yale, dans la Colombie-Britannique, par suite de l'acceptation d'un office rétribué sous la couronne par son représentant actuel, l'honorable Martin Burrell.

Donné sous nos seings et sceaux en la cité d'Ottawa, ce vingtième jour de juillet 1920.

ARTHUR L. SIFTON, (L.S.)

Député pour le district électoral de Medecine-Hat.

ARTHUR MEIGHEN, (L.S.)

Député pour le district électoral de Portage la Prairie.

M. l'Orateur informe la Chambre que durant la vacance le greffier de la Chambre a reçu du directeur général des élections avis des élections et certificats des membres suivants:—

De l'honorable Rupert Wilson Wigmore, pour le district électoral de la cité de Saint-Jean et des comtés de Saint-Jean et Albert, Nouveau-Brunswick;

De l'honorable Fleming Blanchard McCurdy, pour le district électoral de Colchester, Nouvelle-Ecosse;

De John Armstrong McKelvie, pour le district électoral de Yale, Colombie-Britannique.

M. Meighen, du consentement de la Chambre, présente un bill (n° 1) Loi concernant la prestation des serments d'office, lequel est lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que lorsque la Chambre s'est rendue auprès de Son Excellence le Gouverneur général, dans la salle du Sénat, il a plu à Son Excellence de faire un discours aux deux Chambres du Parlement, et que pour en prévenir toute erreur, il en avait obtenu une copie, laquelle est lue comme suit :

Honorables messieurs du Sénat,

Honorables messieurs de la Chambre des Communes :

A l'occasion de votre retour à vos devoirs parlementaires, je suis heureux de pouvoir vous féliciter sur la prospérité relative du pays et sur l'absence comparative de ce sentiment de malaise qui a agité d'autres pays moins favorisés que le nôtre. A la suite du mouvement d'expansion des affaires dû à la guerre, une période de réaction était inévitable. Une limitation du crédit ayant pour conséquence une diminution de la production et des affaires, a été universelle, mais sur ce point, le Canada a moins souffert que d'autres contrées et un sentiment de confiance règne partout. Une diminution générale du coût de la vie a commencé et le pays, sauf dans quelques régions peu étendues, a été gratifié d'une abondante récolte.

En dépit de cette gêne dans les affaires, le revenu actuel du Canada s'est bien maintenu et mes conseillers ont été d'avis que certaines taxes, imposées en partie pour arrêter les achats extravagants, ont atteint leur but et pourraient être abolies. En conséquence, à peu d'exceptions près, ces taxes ont été supprimées, libérant ainsi l'industrie et les affaires et encourageant le travail.

Le manque de travail, résultat mondial des conditions auxquelles j'ai fait allusion, bien que moins général au Canada qu'ailleurs, a fait l'objet des études les plus sérieuses. Pour venir en aide aux sans-travail, des mesures ont été prises pour leur procurer un soulagement effectif et on a eu recours à des mesures spéciales pour venir en aide aux soldats sortis du service incapables ou partiellement incapables de travailler. Elles seront soumises à votre approbation.

On fait actuellement une enquête au département du travail sur les systèmes d'assurance pour les sans-travail et de pensions pour les vieillards.

On soumettra à votre sanction l'accord important conclu l'an dernier avec les gouvernements des Colonies Britanniques des Indes Occidentales dans le but de rendre plus suivies les relations commerciales entre le Canada et ces colonies, et d'améliorer les moyens de communication et de relations commerciales.

La première assemblée de la Ligue des Nations a été tenue récemment à Genève. Les représentants de quarante-et-une nations, y compris ceux du Canada, se sont réunis et ont délibéré ensemble dans un esprit d'harmonie qui promet beaucoup pour le succès de cette grande entreprise. On a dû consacrer beaucoup de temps à son organisation; mais d'autres mesures ont été aussi prises ayant pour but de promouvoir la stabilité et la bonne entente dans les rapports internationaux. Une des plus importantes de ces mesures est le projet d'établissement d'une Cour internationale de justice qui sera avant peu soumis à votre approbation.

Mes conseillers sont convaincus que la révision du tarif de la douane s'impose. Afin de se procurer les informations les plus complètes, un comité a fait une enquête générale et a obtenu les vues de tous les gens d'affaires intéressés en cette matière dans chaque province. Les recherches nécessaires à cette fin ont été complétées et les conclusions adoptées dérivant de cette enquête vous seront soumises en temps opportun. Mes conseillers sont d'avis que dans un travail de révision comme celui-ci on ne doit pas perdre de vue les besoins du revenu et que les principes de la protection

au travail et aux industries légitimes du Canada, comprenant l'agriculture, qui ont prévalu depuis plus de quarante ans en ce pays, doivent être logiquement maintenus et que les droits de douane imposés à cette fin ne devraient pas être plus élevés que ce qui est essentiel pour assurer des conditions d'existence satisfaisantes parmi la population ouvrière et pour conserver et rendre possible le développement normal des industries dans lesquelles elle est employée.

Un projet de loi pour abroger la Loi de la conservation vous sera soumis des dispositifs existant pour répartir les travaux essentiels de la Commission de conservation entre les départements du Gouvernement que cela concerne. Cette mesure évitera en conséquence un double emploi dans certains services et aura pour résultat une réduction de dépenses sans nuire aux avantages du public.

Un projet de loi vous sera soumis à l'effet d'amender la Loi des élections du Canada et pourvoyant à la révision nécessaire des listes électorales à être employées dans la votation qui sera tenue prochainement dans la province d'Ontario, concernant la Loi de tempérance, du Canada.

Des projets de loi relatifs aux droits d'auteurs, à la simplification et à la refonte de la Loi de 1917 concernant les taxes de guerre sur le revenu et les lois l'amendant et des projets de loi relatifs aux recherches scientifiques et autres sujets vous seront soumis.

Messieurs de la Chambre des Communes :

Les comptes publics pour le dernier exercice fiscal vous seront soumis. Le budget pour le prochain exercice fiscal vous sera mis entre les mains très prochainement, pourvoyant aux besoins des différents services du gouvernement. Ce budget a été préparé en vue de la plus grande économie tout en ayant égard aux obligations du pays et aux exigences du service public, et en prévision de toute restriction possible résultant de l'expansion de la période de la guerre.

Honorables messieurs du Sénat,

Messieurs de la Chambre des Communes :

En vous invitant à donner une étude sérieuse aux importants sujets qui vont attirer votre attention, je prie la Divine Providence de diriger et de faire réussir toutes vos mesures concernant la sécurité, l'honneur et le bien-être de notre souverain et de ce pays.

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné, que le discours de Son Excellence le Gouverneur général aux deux Chambres du Parlement, soit pris en considération mardi prochain, et que ledit ordre ait préséance sur toutes les autres affaires excepté la présentation des bills, jusqu'à la conclusion du débat.

Sur motion de M. Meighen un comité spécial est nommé pour préparer et rapporter avec toute la diligence possible la liste des membres devant composer les comités permanents prescrits par la règle 10; ledit comité devant se composer de MM. Reid (Grenville), Calder, McCurdy, Middlebro, King, Lemieux et Crerar, et que la partie de la règle 10 qui limite le nombre des membres dudit comité soit suspendue en cette occurrence.

M. l'Orateur dépose sur la Table de la Chambre, le rapport du directeur général des élections, conformément au chapitre 46, article 19 de la Loi des élections générales.

Aussi, il met devant la Chambre, le rapport des bibliothécaires conjoints du Parlement, lequel est comme suit :—

A L'HONORABLE ORATEUR DE LA CHAMBRE DES COMMUNES ;

Les bibliothécaires conjoints du Parlement ont l'honneur de vous soumettre le rapport suivant de l'exercice 1920, au cours duquel ils ont été assignés à leurs fonctions.

Monsieur Alfred D. DeCelles, bibliothécaire général, a pris sa retraite le premier juin dernier après avoir été attaché à la Bibliothèque durant quarante ans, dont cinq comme bibliothécaire adjoint, et trente-cinq comme bibliothécaire général.

Monsieur Martin J. Griffin, bibliothécaire parlementaire, a pris sa retraite le sept juillet dernier après trente-cinq années d'office.

Les Bibliothécaires conjoints se font un devoir de consigner ici à l'adresse de leurs prédécesseurs, qui viennent de terminer ainsi une longue carrière de services distingués, l'expression de leur reconnaissance pour l'aide et les informations précieuses qu'ils en ont reçues à leur entrée en office.

Dans le dernier rapport annuel des bibliothécaires, et de temps à autre auparavant, il a été fait allusion à l'état d'encombrement de la Bibliothèque, et à la nécessité de la placer dans des conditions de sécurité parfaite,—et suffisant à recevoir et classer ses milliers de volumes dont le trop plein est déversé dans les voûtes et chambres du rez-de-chaussée. Cet état de choses se continue et les soussignés sentent vivement que la sécurité et le classement méthodique de leur précieux fonds de livres ne peuvent se réaliser dans les conditions présentes.

Les bibliothécaires expriment leur satisfaction de ce que l'on ait mis à leur disposition deux chambres dans la partie nord du rez-de-chaussée de la nouvelle construction du Parlement. Une de ces chambres a déjà été pourvue par le Ministère des Travaux publics de rayons en acier, et un soulagement provisoire proportionnel résultera de l'installation, à cet endroit, de plusieurs milliers de volumes.

La liste des dons faits à la Bibliothèque, et celles des droits d'auteur enregistrés durant l'année, vous seront transmises avec le présent rapport.

Le catalogue supplémentaire contenant l'énumération des livres achetés au cours de l'exercice est entre les mains des imprimeurs et vous sera soumis sans retard.

Parmi les publications gouvernementales d'intérêt spécial, les soussignés font mention des Dépêches officielles du gouvernement britannique, avec cartes, au sujet de la bataille du Jutland. Plusieurs copies de ces dépêches ont été obtenues.

Il convient aussi de noter les documents contenant les délibérations de la Ligue des Nations, et toute spécialement :—

1. Le Journal Officiel.
2. Les Comptes rendus provisoires des procédures de l'Assemblée.
3. Les Procès verbaux des Commissions.
4. Une Série des documents soumis à la considération de l'Assemblée.
5. Le Recueil des Traités et des Engagements Internationaux.

La Bibliothèque a aussi reçu la collection du Très Honorable Joseph Chamberlain des Hansards de la Chambre des Communes d'Angleterre couvrant la période de sa carrière parlementaire. Ces livres ont été gracieusement offerts au gouvernement canadien par le Très Honorable Austen Chamberlain, Chancelier de l'Échiquier.

Dans la Grande Bretagne comme sur le continent, l'augmentation des prix des matériaux et de la main d'œuvre, comparée à ceux d'avant-guerre, ont causé une avance notable dans les prix des périodiques, des livres et de la reliure; il s'en suit qu'avec des subventions restées aux chiffres de 1914, les achats de 1920 ont forcément diminué.

Les bibliothécaires visent à tenir la Bibliothèque au courant des travaux qui font autorité sur les sujets de droit et procédure constitutionnels, de sociologie, d'économie politique, d'histoire et autres se rapportant de manière ou d'autre aux travaux du Parlement.

Les règlements établis par le Parlement a sujet des emprunts et de la remise des livres sont clairs et suffisants, mais trop fréquemment on ne se préoccupe pas plus de les enfreindre que de les observer. Il est à peine nécessaire de faire remarquer que ces infractions constituent un manque de justice vis-à-vis des lecteurs habituels, et un empêchement considérable aux service que la Bibliothèque est appelée à rendre.

Respectueusement soumis.

J. DE L. TACHE,
Bibliothécaire général.

M. BURRELL,
Bibliothécaire parlementaire.

Bibliothèque du Parlement,
Ottawa, 4 février, 1921.

(Pour appendice à ce rapport voir document de la session n° 41.)

M. l'Orateur informe la Chambre que sur son approbation le sergent d'armes a nommé Louis Charles Panet, écr., comme assistant sergent d'armes pour le cours de la session actuelle du Parlement.

M. Meighen remet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu comme suit par l'Orateur:—

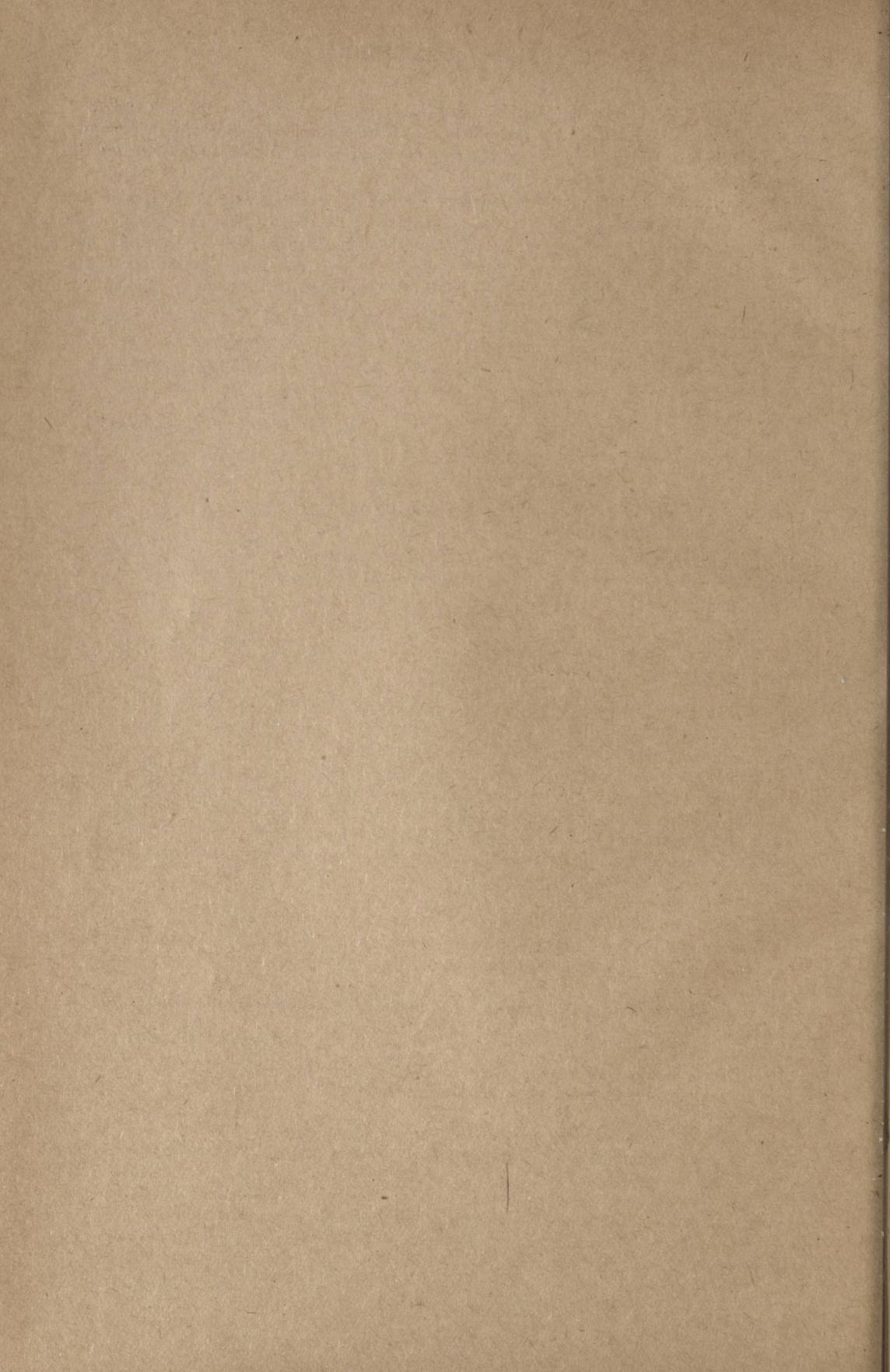
Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes copie certifiée d'une minute du conseil approuvée nommant l'honorable C. J. Doherty, ministre de la Justice; l'honorable John Dowsley Reid, ministre des Chemins de fer et Canaux; l'honorable James A. Calder, ministre de l'Immigration et de la Colonisation et président du Conseil privé; l'honorable Martin Burrell, ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, et l'honorable E. K. Spinney, pour agir avec l'Orateur de la Chambre des Communes comme commissaires pour les fins et en vertu des dispositions du chapitre 11 des Statuts révisés du Canada, 1906, intitulé: "Loi concernant la Chambre des Communes."

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Ottawa, 11 février 1921.

La Chambre s'ajourne alors à 3.50 p.m., jusqu'à demain.

EDGAR N. RHODES.
Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il d'aider la *Canadian Press, Limited*, au point de souscrire annuellement \$20,000 en vu d'acheter un service impérial de nouvelles des Reuters?

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que le gouvernement a vendu des bateaux patrouilleurs à la *Kirkwood Steamship Company*, et, dans l'affirmative, combien?
2. Dans l'affirmative, quel a été le prix de vente?
3. Dans l'affirmative, la vente a-t-elle été annoncée, et de quelle manière?
4. Combien le gouvernement avait-il payé pour ces bateaux, lors de l'achat?

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que, contrairement à la promesse formelle de sir Robert Borden, —faite au parlement lors de la session dernière,—les fonctionnaires civils ont été forcés par le gouvernement à travailler les jours de fêtes religieuses catholiques, notamment le jour de la Toussaint, le jour de l'Immaculée conception, et le jour de l'Epiphanie?
2. Dans l'affirmative, pour quelles raisons le gouvernement a-t-il agi dans ce sens?

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que le révérend Canon Scott a déclaré le 14 octobre 1920, à Calgary, que des milliers de soldats canadiens avaient perdu la vie pendant la guerre en raison des défauts de la carabine Ross; et connaît-il la demande d'enquête du Rév. Ross à ce sujet?
2. Dans l'affirmative, a-t-il l'intention de faire enquête sur ce point?

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—

1. La Grèce et la Roumanie ont-elles payé l'intérêt, jusqu'ici, sur les avances que le gouvernement du Canada leur a faites?
2. Dans l'affirmative, quelles sommes ont-elles payées, et à quelles dates?
3. Y a-t-il actuellement des échéances d'intérêt en souffrance?
4. Dans l'affirmative, quelles sont les dates d'échéance et quelles sommes devaient être payées?

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il payé certaines sommes d'argent à la *Dominion Cannery Company*, pour des produits achetés de la compagnie et destinés à la Grèce ou à la Roumanie,
2. Dans l'affirmative, (a) combien; (b) quand; (c) et quelle était la nature de ces produits?

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement est-il informé de la date de la prochaine conférence impériale à Londres?
2. Le gouvernement est-il informé des questions qui y seront discutées?
3. Le gouvernement a-t-il échangé de la correspondance avec le gouvernement britannique à ce sujet?
4. Le gouvernement se propose-t-il de communiquer au parlement du Canada ses vues sur les différentes questions qui seront discutées à cette conférence, et de fixer un jour pour la délibération de ces questions, à la Chambre, afin que les délégués à Londres soient au fait de l'opinion publique du Canada sur ces questions, et puissent la faire valoir à la conférence?

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai qu'un grand nombre de documents et publications du gouvernement ont été récemment brûlés ou vendus à vil prix?
2. Dans l'affirmative, (a) quels sont ces documents ou publications; (b) quand ont-ils été brûlés ou vendus; (c) et s'ils ont été vendus, à quel prix, et à qui?
3. Dans l'affirmative, qui a donné l'ordre de brûler ou de vendre ces documents ou publications?
4. Le gouvernement se propose-t-il de faire enquête à ce sujet?

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—Quel est le chiffre des dépenses encourues par le gouvernement relativement au tribunal de commerce, depuis l'institution dudit tribunal, jusqu'à date.

*M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que les règlements affectant les baux des terres de la couronne pour l'exploitation des puits d'huile ont été suspendus par le gouvernement?
2. Dans l'affirmative, quand et pour quelle raison?
3. Quand le gouvernement a-t-il l'intention de promulguer de nouveaux règlements?
4. Le gouvernement sait-il qu'en retardant la promulgation de nouveaux règlements, il favorise la *Imperial Oil Company* et protège cettedite compagnie au détriment des petits prospecteurs?

M. Smith—Mercredi prochain—QUESTION—Est-ce l'intention du gouvernement de prohiber l'importation des œufs de Chine?

M. Duff—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de navires en acier sont-ils actuellement en construction à Prince-Rupert, pour le compte du gouvernement canadien?
2. Quels sont les noms des personnes ou firmes qui ont signé des contrats à cet effet avec ledit gouvernement?
3. Quel sera le tonnage brut desdits navires?
4. Quel est le prix stipulé dans le contrat pour ces navires?
5. A quelle date ces contrats ont-ils été signés?
6. Quelle somme a été avancée aux entrepreneurs sur les travaux exécutés?
7. Quelle somme supplémentaire le gouvernement devra-t-il déboursier afin de terminer ces navires et les mettre en état de prendre la mer?
8. L'entrepreneur a-t-il complètement terminé la construction de ces navires ou le gouvernement a-t-il été obligé de faire d'autres arrangements pour la terminer?
9. Quels ont été ces arrangements?

M. Duff—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien y a-t-il actuellement de navires en acier en construction à Vancouver pour le compte du gouvernement canadien?
2. Quels sont les noms des personnes ou firmes qui construisent ces navires?
3. Quel sera le tonnage brut de ces navires?
4. Quel est le chiffre par tonne brute stipulé dans le contrat?
5. Quelles sommes supplémentaires seront nécessaires pour mettre ces navires en état de prendre la mer?
6. A quelle date ces contrats ont-ils été signés par le gouvernement et lesdits entrepreneurs?

M. Duff—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il accordé un contrat pour la construction d'une cale-sèche à Vancouver, Colombie-Britannique?
2. Quel est le nom de l'entrepreneur?

3. Quel est le chiffre de ce contrat?
4. Quels sont les noms des autres personnes ou firmes qui ont soumissionné et quel était le chiffre de leurs soumissions?
5. Quelle et la somme qui a été payée pour les terrains où sera construit cette cale-sèche?
6. De qui ces terrains ont-ils été achetés?
7. Quelle sera la capacité de ladite cale-sèche une fois terminée?

M. Duff—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien y a-t-il de navires en bois, construits ou actuellement en construction à Victoria, Colombie-Britannique, sur lesquels le gouvernement a fait des avances d'argent ou devra en faire?
2. Quel est le nom de la compagnie qui construit ces navires?
3. Quel est ou quel sera le tonnage brut de ce navires?
4. Quelle somme d'argent le gouvernement a-t-il avancé aux constructeurs, et quelles sommes supplémentaires devra-t-il leur avancer encore?
5. En vertu de quelle autorité ou statut, cesdites sommes sont-elles payées, avancées ou prêtées auxdits constructeurs ou propriétaires de navires?
6. A quelle date cedit arrangement a-t-il été conclu entre les constructeurs ou propriétaires et le gouvernement?
7. Quels sont les noms des propriétaires desdits navires?

M. Duff—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des navires de la marine marchande du Canada qui sont entrés dans le port de Montréal depuis le mois de mai 1918?
2. Quels sont les noms des navires de la marine marchande du Canada sur lesquels la *Hall Engineering Company of Montreal* a fait quelques travaux?
3. Quelle est la somme totale qui a été payée à la *Hall Engineering Company*?
4. Ces travaux ont-ils été exécutés après que des soumissions fussent demandées, et accordées, ou a-t-on permis à ladite compagnie de charger ses propres prix?
5. Quelles autres compagnies d'ingénieurs, s'il en est, ont fait des réparations ou exécuté des travaux sur cesdits navires de la marine marchande du Canada, et quelles sommes a été payées à ces firmes?

M. Archambault—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Les peintures qui ornent les murs de la Chambre Haute sont-elles placées là en permanence?
2. Le gouvernement croit-il qu'il n'y a pas au Canada de scènes dignes de cette Chambre?
3. Le gouvernement a-t-il placé là ces peintures dans le but de perpétuer au Canada l'esprit déprimant de la guerre et des armements?

*M. Archambault—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie du nouveau Traité de commerce entre la France et le Canada.

*M. Archambault—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents quelconques comportant, relativement au contrat adjudgé par le gouvernement canadien à la raison sociale *J. Coughlan & Sons*, pour la construction d'une cale sèche à Vancouver, toute la correspondance, les soumissions, le contrat ou autres documents se rapportant à ce contrat.

*M. Archambault—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat indiquant (a) le montant des sommes que le gouvernement a perçues des salaisons et entrepôts frigorifiques (1°) du chef de la loi sur les profits excessifs, depuis la mise en vigueur de cette loi; (2°) du chef du décret du Conseil, 9 mars 1918, qui limite les profits de ces salaisons ou entrepôts; (b) les noms des maisons qui ont payé; (c) la date des paiements faits; (d) la somme respective de chaque paiement.

**M. Archambault*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat indiquant : 1. le montant des sommes que le gouvernement du Canada a prêtées ou des crédits qu'il a faits depuis le 19 avril 1920 (a) à la Grèce et (b) à la Roumanie; 2. la date respectivement, de ces prêts ou crédits accordés (a) à la Grèce et (b) à la Roumanie; 3. la nature des marchandises que le gouvernement du Canada a achetées pour (a) la Grèce, et (b) la Roumanie; 4. les noms des corporations, maisons de commerce, ou particuliers qui ont vendu ces marchandises, avec (a) la nature de ces marchandises dans chaque cas, et (b) les sommes que le gouvernement du Canada a payées à ces corporations, maisons de commerce ou particuliers, et aussi, dans chaque cas, la date des paiements effectués.

M. Archambault—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—(1). Copie des règlements de la censure officielle durant la guerre; (2), articles de journaux qui ont été censurés pendant la guerre avec indication des dates et des endroits où lesdits journaux ont été publiés; (3), copie de toute correspondance entre le bureau de la censure et cesdits journaux.

Sir Sam Hughes—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—De l'avis de la Chambre, le major Hirsch et le capitaine McCaulay, dans la direction donnée à la visite des soldats au noviciat de Guelph—laquelle a fait le sujet d'une enquête—ont manifesté la plus stricte observance des ordres de leurs supérieurs; que chacun d'eux dans sa sphère a exécuté ces ordres d'une façon absolument satisfaisante; et avec tact et discrétion à l'endroit des intéressés immédiats

Sir Sam Hughes—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de la Chambre, un régime de patronage politique plaçant les nominations et les promotions au service public extérieur et intérieur sous l'examen précis des députés ou des candidats défaits du parti au pouvoir—et sujet à leur recommandation—protégerait les intérêts meilleurs du Canada et du peuple, tout en tenant bon compte de la stabilité du service, de l'avancement des fonctionnaires méritants, et de l'administration sage des affaires du pays; que la Loi du Service civil soit modifiée dans ce sens; et que la Commission du

De plus, qu'aucun pouvoir souverain, c'est-à-dire un pouvoir découlant d'un par-
importance dans une nouvelle sphère d'action.

Sir Sam Hughes—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—*Premièrement*: Que, de l'avis de la Chambre, le jour trop longtemps retardé est venu où toutes les parties de l'empire britannique devraient jouir, dans des proportions équitables, d'une pleine responsabilité, et d'une pleine représentation au parlement impérial de Grande-Bretagne et d'Irlande,—droit qui leur a toujours appartenu mais qu'on leur a pas accordé ou qu'elles n'ont pas exercé—et qu'à cette fin le parlement impérial de Grande-Bretagne et d'Irlande devrait être organisé selon des principes propres à donner représentation aux parties non représentées de l'empire, dans les mêmes proportions qu'aux parties qui sont actuellement représentées; que ce parlement, souverain, devrait s'occuper exclusivement de questions internationales, impériales ou intra-impériales: finances, commerce, change, défense, et toutes autres questions qu'on pourrait arrêter, sans qu'aucune partie intégrale perde un privilège matériel quelconque qu'elle possède présentement.

Deuxièmement: Que, pour les autres fins, l'empire devrait être divisé, comme il l'est actuellement, en parties intégrales composantes, savoir (a) Grande-Bretagne et Irlande; (b) Canada; (c) Australie; (d) Nouvelle-Zélande; (e) Sud-Afrique; (f) Indes; (g) Terre-Neuve, ayant chacune son parlement propre pour traiter des questions ressortissant de son propre ressort.

Troisièmement: Que les parlements, dans chacune de ces parties intégrales, et sous la direction de chacune, devraient être établis, si on le jugeait opportun, pour étudier les questions d'importance provinciale.

De plus, qu'aucun pouvoir souverain, c'est-à-dire un pouvoir découlant d'un parlement impérial central, ne devrait être en temps quelconque conféré à une partie de l'empire, et qu'aucune partie de l'empire ne devrait jouir de lois ou de privilèges spéciaux, en tant qu'il s'agirait de questions souveraines.

M. Manion—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de la Chambre, il est désirable que le gouvernement présente une mesure ayant pour objet le développement des ressources naturelles du Canada.

M. Archambault—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Considérant que la langue française est officielle à la Chambre des Communes; considérant qu'un grand nombre de discours sont prononcés en français; considérant qu'il est important que tous les députés soient tenus au courant de ce qui se dit au parlement; considérant que la très grande majorité des députés de langue anglaise ne comprennent pas le français; considérant que les discours prononcés en français ne paraissent pas en anglais dans les débats de la Chambre, si ce n'est dans les débats révisés, six ou sept mois plus tard, alors que les discours prononcés en anglais sont traduits en français le lendemain, dans le *Hansard*;

Vu tous ces faits, la Chambre est d'avis que les discours prononcés en français soient immédiatement traduits et publiés en anglais; que le gouvernement donne des instructions incessamment au bureau des traducteurs et à l'imprimeur du roi pour faire publier sans délai, en vue de la distribution, tous les lundis pendant la session un feuillet spécial du *Hansard*, contenant la traduction en anglais de tous les discours prononcés en français la semaine précédente.

M. Power—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de la Chambre, il est opportun d'amender la Loi des pensions aux membres des troupes canadiennes de terre, de mer et de l'air, ou à leur sujet, de façon à pourvoir que la pension d'une mère veuve d'un membre de ces troupes, mort en activité, ne sera pas réduite à cause de son revenu; et de plus qu'une pension lui sera accordée de droit, qu'elle ait ou non d'autres enfants vivants.

M. Power—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de la Chambre, les anciens murs et fortifications de la ville de Québec, devenus surannés à tous les points de vue militaires, devraient être mieux conservés à titre de souvenirs et de monuments historiques pour l'édification des générations à venir, et qu'en conséquence leur entretien et leur surveillance soient confiés à la commission nationale des champs de bataille.

M. Hocken—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de la Chambre, l'intérêt général du Canada serait mieux servi en rendant possible à un homme industriel, frugal et économe de devenir propriétaire d'un lot et maison par paiements simples; que le gouvernement du Canada devrait donner de l'aide afin de rendre la chose possible; et qu'à cet effet, la somme de dix millions de dollars devrait être appropriée annuellement pendant cinq années afin d'acheter des terres et d'y construire des logements pour des hommes ayant bons caractères et pouvant faire un petit paiement initial et liquider leur dette par des versements mensuels qui seront déterminés; qu'un bureau de logement fédéral soit nommé pour perfectionner ce plan, qui pour la première année ou pour plus longtemps si le Gouverneur en conseil juge la chose désirable, ne pourrait s'appliquer qu'aux soldats ayant servi outre-mer.

M. Power—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de la Chambre, il est expédient, afin qu'un plus grand nombre de soldats mutilés et leurs dépendants puissent jouir des bénéfices de la Loi de l'assurance des soldats, que des mesures devraient être prises, à l'effet de déduire à la demande du pensionnaire, des paiements de pension telle somme que le pensionnaire indiquera et l'appliquer pour le paiement des primes en vertu de ladite loi.

M. Smith—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que de l'avis de la Chambre, il n'est pas de l'intérêt du Canada que le gouvernement de la Grande-Bretagne lève l'embargo sur le bétail entrant dans ce pays.

M. Griesbach—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que si quelqu'un trouve ou produit de l'huile dans ou sous des terres dont le sous-sol appartient à la Couronne, dans les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan ou du Manitoba, le propriétaire de la surface aura droit au seizième de cette huile, s'il a fait une inscription de homestead ou autre inscription au sujet de ces terres, avant le jour de la demande du bail huilier du sous-sol. Et comme tous les baux actuels ont une condition qui les assujettit aux règlements en vigueur lors de l'adjudication du bail, et subéquemment en vigueur, il est résolu que les modifications voulues soient apportées aux règlements, pour donner au propriétaire de la surface un droit identique quant à l'huile produite sous l'empire d'un bail préalablement accordé, du moment qu'aucun travail n'a été fait dans ces terres en vertu du bail.

M. Griesbach—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que, puisque l'administration à Ottawa même des gérances de pétrole, de terrains pétrolifères de découvertes et de transactions de pétrole ou de terrains pétrolifères, a tendance d'entraver et d'embarrasser ces transactions et à grossir inutilement les dépenses et l'incertitude de ces transactions, au détriment de l'industrie pétrolifère, il est opportun qu'en attendant de régler la question du retour de ces ressources naturelles aux provinces de l'Ouest, tous les documents, papiers et archives que le département de l'Intérieur possède à Ottawa touchant les pétroles et terrains pétrolifères de l'Alberta, soient transférés à Edmonton, province de l'Alberta, et qu'un particulier et un personnel compétents soient nommés pour administrer à Edmonton même ces affaires, aussi pleinement qu'elles le sont actuellement au département de l'Intérieur à Ottawa.

M. Archambault—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Attendu que les Règlements du département de l'Agriculture décrètent, relativement aux expositions d'automne d'animaux et de volailles, que les sociétés d'agriculture qui auront dépensé, lors de leur exposition précédente, une somme minimum de \$3,600 de leurs propres fonds comme prix accordés aux catégories ci-dessus, auront droit à un octroi minimum de \$2,500, du ministère de l'Agriculture.

Attendu qu'en fixant le minimum à \$3,600 de dépenses pour donner droit à l'octroi le ministère n'encourage pas du tout les petites expositions locales de comté qui, en moyenne, distribuent \$500 en prix aux catégories ci-dessus.

La Chambre est d'avis que les Règlements devraient être modifiés par la réduction du minimum à \$500, et par l'adjudication comme octroi, aux petites expositions, des deux tiers des sommes dépensées l'année précédente, pourvu que ces sommes aient au moins été de \$500.

M. Lemieux—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Qu'une enquête sévère soit tenue au sujet de la destruction inconsiderée de documents très précieux qu'on aurait faite pendant l'intersession à l'Imprimerie d'Etat.

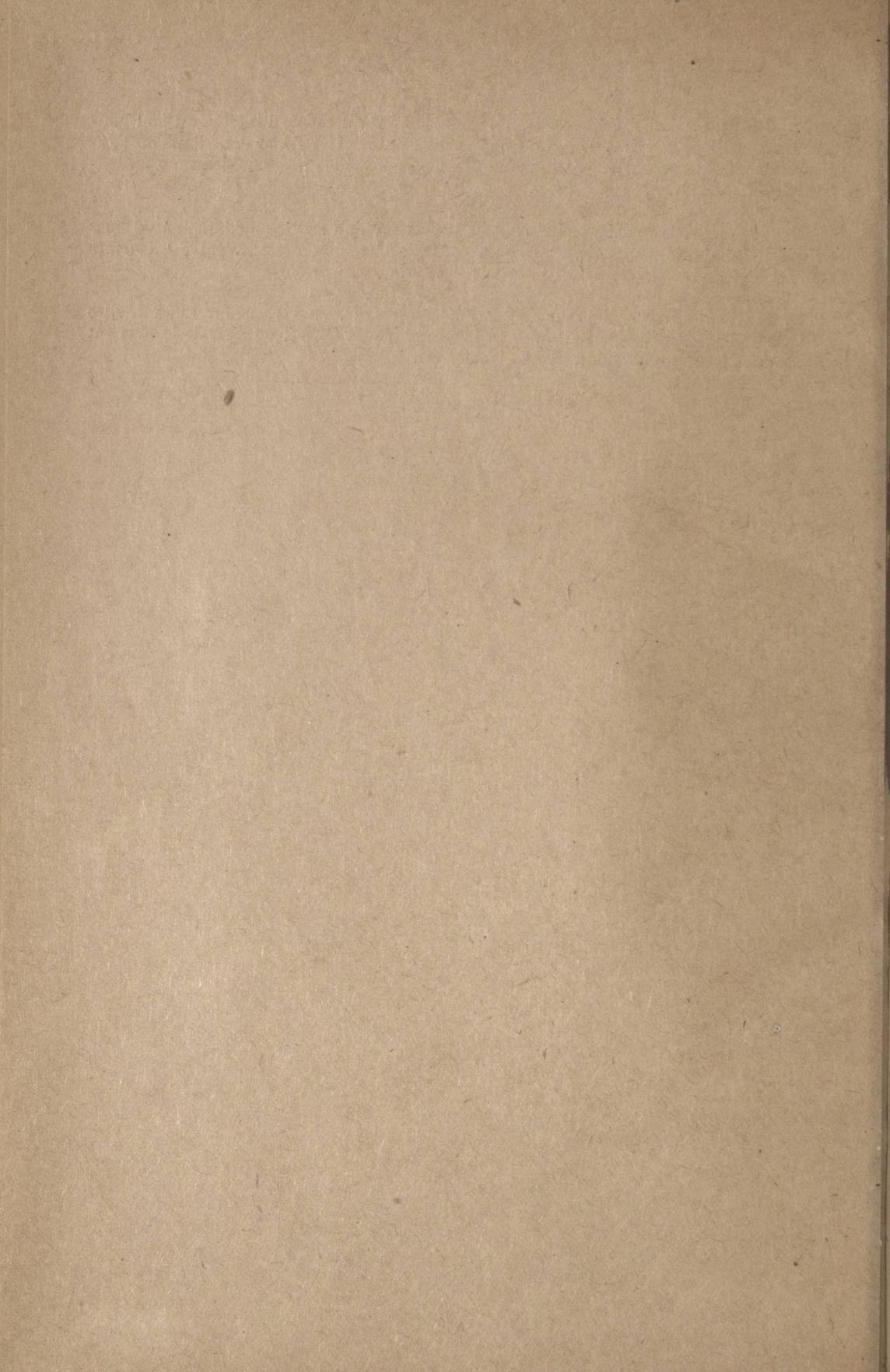
M. Lemieux—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que des représentations devraient être faites au gouvernement britannique pour faire abolir l'embargo placé sur le bétail canadien.

M. Lemieux—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que, pour coordonner et expédier les affaires du Parlement d'une façon plus intelligente et plus pratique, les estimations budgétaires des départements devraient avant leur dépôt en Chambre, être étudiées dans un comité spécial de la Chambre, lequel convoquerait les fonctionnaires à se présenter avec les plans et rapports découlant de chaque crédit.

M. *Lemieux*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Qu'il est de l'intérêt du bon gouvernement que les ministres de la Couronne soient autorisés à siéger dans l'une ou l'autre des Chambres du Parlement, lorsque des mesures et des programmes sont présentés pour leurs départements.

M. *Lemieux*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Qu'un service moderne de vapeurs soit établi deux fois par semaine, sous le contrôle du gouvernement, entre les divers ports des Iles de la Madeleine, P.Q., et la terre ferme.

M. *Lemieux*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que, vu les ressources naturelles illimitées qui exigent l'exploitation dans la péninsule de Gaspé, on devrait le plus tôt possible établir un meilleur service de transports.



No 2.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 15 FEVRIER 1921.

PRIÈRES.

Vingt-quatre pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

M. Ballantyne, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence, le Gouverneur général,—Cinquante-troisième rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries, pour l'année 1919-20.—Marine.

Aussi,—Rapport annuel du ministère du Service naval pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du Maître général des Postes pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

M. McCurdy, l'un des membres du conseil du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre des Travaux Publics pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

L'ordre pour la prise en considération de la motion pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session, étant lu,

M. McIsaac propose, appuyé par M. Mackelvie,

Que l'adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour remercier humblement Son Excellence du gracieux discours qu'Elle a bien voulu faire aux deux Chambres du Parlement, savoir:—

A Son Excellence le Très noble Victor Christian William, duc de Devonshire, marquis d'Hartington, comte de Devonshire, comte de Burlington, baron Cavendish de Hardwicke, baron Cavendish de Keighley, chevalier du très noble Ordre de la Jarretière, un des membres du Très honorable Conseil privé de Sa Majesté, chevalier Grand-Croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, chevalier Grand-Croix de l'Ordre royal de Victoria, Gouverneur général et Commandant en chef de la Puissance du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, les Communes du Canada, assemblées en Parlement, demandons qu'il nous soit permis d'offrir nos humbles remerciements à Votre Excellence pour le gracieux discours que Votre Excellence a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et la question étant posée;

M. King propose comme amendement:—Que les mots suivants soient ajoutés à la dite adresse:—

“Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de la Chambre ou du pays, et que la rétention de leurs fonctions constitue une usurpation des pouvoirs du gouvernement populaire.”

Et un débat s'ensuivant;

Sur motion de M. McKenzie,—Ordonné que le débat soit ajourné.

La Chambre s'ajourne alors à 9.20 p.m., jusqu'à demain à deux heures p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Michaud*—Jeudi prochain—QUESTIONS :

1. Une promesse a-t-elle été donnée, lors de la Conférence impériale de 1917, que l'embargo sur le bétail canadien serait aboli à la fin de l'année?
2. Dans l'affirmative, cette promesse a-t-elle été remplie?
3. Dans la négative, pourquoi pas?

M. *Prévost*—Jeudi prochain—QUESTIONS :

1. Une pension est-elle affectée à la position de directeur des postes dans les cités de Montréal et de Toronto?
2. Dans l'affirmative, quelles sommes le trésor a-t-il payées, à titre de pension, annuité ou indemnité, aux anciens directeurs de postes depuis cinq ans?
3. A qui ces sommes ont-elles été payées?

M. *Vien*—Jeudi prochain—QUESTIONS :

1. Combien le gouvernement a-t-il prélevé par les emprunts domestiques en 1916, 1917, 1918 et 1919, respectivement?
2. Combien chacune des provinces a-t-elle souscrit à chacun de ces emprunts?

M. *Vien*—Jeudi prochain—QUESTION :—Qui a rédigé l'inscription française sur le pied de la colonne, à l'entrée de l'édifice du Parlement?

M. *Vien*—Jeudi prochain—QUESTION :—Combien les chemins de fer de l'état avaient-ils de wagons de fret disponibles, le 15 janvier 1921, à Québec, Hervé-Jonction, La-Tuque, Doucet et Amos?

M. *Vien*—Jeudi prochain—QUESTIONS :

1. Combien de vaisseaux de la flotte du gouvernement sont actuellement en service?
2. Entre quels ports naviguent-ils?
3. Tiennt-ils des lignes régulières?
4. Comment sont-ils administrés?

*M. *Cardin*—Jeudi prochain—QUESTIONS :—

1. Pourquoi le nombre des ouvriers des chantiers de Sorel a-t-il été réduit récemment?
2. Le gouvernement se propose-t-il de rendre aux chantiers de Sorel leur ancienne activité, et cela prochainement?

M. *Verville*—Jeudi prochain—QUESTIONS :—

1. Quel est le chiffre de l'impôt sur le revenu qui a été perçu par province?
2. Sur cette somme, combien a-t-on perçu des cultivateurs, par province?

No 3.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 16 FEVRIER 1921.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

Trois pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 15 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De James Aiken, de la cité de Winnipeg, province du Manitoba, chevalier, et autres des provinces de l'Ontario et de Québec, pour une loi d'incorporation sous le nom de Association du barreau canadien,—*M. Jacobs*.

De Tom Eccles, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Madeline Mary Eccles (née Squire), pour une loi de divorce d'avec ladite Madeline Eccles, son épouse,—*M. Sheard*.

De R. B. Young et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Mayo Valley Railway, Limited*,—*M. Thompson* (Yukon).

Des Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée, des Territoires du Nord-Ouest, demandant un amendement à leur loi d'incorporation,—*M. Mackie* (Edmonton).

Du Très Révérend Samuel P. Matheson, archevêque de Rupertsland, primat de tout le Canada, et président du Synode de l'église anglicane au Canada, et autres pour une loi les autorisant à acquérir, posséder et disposer des propriétés pour le bénéfice de ladite église, et exercer les autres pouvoirs d'une compagnie constituée en corporation,—*M. Cronyn*.

De Lancing Belmont Campbell et autres de Toronto, Ontario, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Fidelity Company of Canada*,—*M. Mowat*.

De la *London and Lake Erie Railway and Transportation Company*, pour une loi l'autorisant à vendre et disposer de toutes ses propriétés meubles et immeubles, avec le consentement écrit et l'approbation de la *Fidelity Trusts Company of Ontario*, et pour d'autres objets,—*M. Glass*.

De la compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la Baie Géorgienne, pour une loi à l'effet de prolonger le délai pour le commencement de la construction desdits canaux qu'ils sont autorisé à construire, et aussi, prolongeant le délai pour l'achèvement et la mise en opération desdits canaux,—*M. Fripp*.

De la *James MacLaren, Limited*, pour une loi l'autorisant à augmenter leur capital-actions, et pour d'autres objets.—*M. Fontaine*.

De la *Dominion Life Assurance Company*, pour un amendement à leur loi d'incorporation.—*M. Euler*.

De *Emilina Dunsmore* (née *Kalbfleisch*) du township de *Downie*, comté de *Perth*, province de l'Ontario, épouse légitime de *Harold Edmond Dunsmore* du même endroit, ancien soldat, pour une loi de divorce d'avec ledit *Harold Edmond Dunsmore* son époux.—*M. Morphy*.

De *Rosetta Hood* (née *McElroy*) de la cité d'*Ottawa*, comté de *Carleton*, province de l'Ontario, épouse légitime de *Alexander Hood*, de la cité de *Kingston*, province de l'Ontario pour une loi de divorce d'avec ledit *Alexander Hood*, son époux.—*M. Fripp*.

De la *Vancouver Fraser Valley and Southern Railway Company*, pour des amendements à leur loi d'incorporation.—*M. Stevens*.

De *Arthur Ebenezer Sims* de la cité de *Peterborough*, province de l'Ontario, soldat licencié, époux légitime de *Fannie Sims* du même endroit, femme mariée, pour loi de divorce d'avec ladite *Fannie Sims*, son épouse.—*M. Smith*.

De *Frank Staunton*, de la cité de *Hamilton*, comté de *Wentworth*, province de l'Ontario, époux légitime de *Gertrude Staunton*, pour une loi de divorce d'avec ladite *Gertrude Staunton*, son épouse.—*M. Smith*.

De *Henry Kropp*, de la cité de *Toronto*, comté de *York*, province de l'Ontario, époux légitime de *Tillie Kropp* (née *Koehler*) du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite *Ethel May Bain*, son épouse.—*M. Best*.

De *William Gleaves Doyle*, de la cité de *Toronto*, comté de *York*, province de l'Ontario, époux légitime de *Margaret Edith Doyle* (née *Paterson*) de la cité de *London*, comté de *Middlesex*, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite *Margaret Edith Doyle*, son épouse.—*M. Best*.

De *Mathew John Scott*, du village de *Ridgeway*, comté de *Wendell*, province de l'Ontario, époux légitime de *Helen Margaret Sewell Scott* (née *Davis*) de la cité de *Toronto*, comté de *York*, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite *Helen Margaret Sewell Scott*, son épouse.—*M. Best*.

De *Elizabeth Alexander* (née *Hart*), de la cité de *Toronto*, comté de *York*, province de l'Ontario, épouse légitime de *John Frederick Alexander*, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ledit *John Frederick Alexander*, son époux.—*M. Douglas* (*Strathcona*).

De *Royland Stanley Morrison*, de la cité de *Toronto*, comté de *York*, province de l'Ontario, époux légitime de *Kathleen Loretta Marie Morrison* (née *Killackey*) du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite *Kathleen Loretta Marie Morrison*, son épouse.—*M. Douglas* (*Strathcona*).

De *Alexander W. LaRue*, de la cité de *Toronto*, comté de *York*, province de l'Ontario, époux légitime de *Mamie LaRue* (née *St. Germain*) du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite *Mamie LaRue*, son épouse.—*M. Douglas* (*Strathcona*).

De *Hazel Galbraith* (née *Kinsman*) de la cité de *Toronto* comté de *York*, province de l'Ontario, épouse légitime de *William Galbraith* du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ledit *William Galbraith*, son époux.—*M. Douglas* (*Strathcona*).

De *Lily Appleton* (née *Stier*), de la cité de *Toronto*, comté de *York*, province de l'Ontario, épouse légitime de *Thomas Henry Appleton*, du même endroit, pompier, pour une loi de divorce d'avec ledit *Thomas Henry Appleton*, son époux.—*M. Douglas* (*Strathcona*).

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Relevé des mandats du Gouverneur général en conseil émis depuis la dernière session du Parlement pour 1920-21.

Aussi,—Relevé des dépenses imprévues depuis le 1er avril 1920 au 15 février 1921, conformément à la Loi des subsides No 1, 1920.

Aussi,—Relevé des emprunts temporaires faits par le gouvernement du Canada depuis la dernière session du Parlement encore non-soldés.

Aussi,—Relevé des recettes et dépenses de la Commission des champs de batailles nationaux au 31 mars 1920.

Aussi,—Rapport de la commission d'embellissement de la cité d'Ottawa pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Aussi,—Relevé en conformité de l'article 17 de la Loi de l'assurance du service civil pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Aussi,—Etat des recettes et dépenses de la Société Royale du Canada pour l'année se terminant le 30 avril 1920.

Aussi,—Rapport du surintendant des assurances du Canada pour l'année se terminant le 31 décembre 1919,—Volume I, Compagnies d'assurance autres que sur la vie; Volume II, Compagnies d'assurance-vie.

Et aussi,—Relevé détaillé des endossements et obligations en vertu du chapitre 70, 10-11 George V, 1920, concernant l'industrie de la construction de navires.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministre de l'Agriculture du Canada, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac, pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King;

Et le débat se continuant, sur motion de M. McMaster, ledit débat est ajourné.

A six heures p.m., M. l'Orateur déclare la Chambre ajournée jusqu'à demain à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur. |

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Steele—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de grèves se sont produites au Canada dans chacune des années 1913, 1914, 1919 et 1920?
2. Quel est au total le nombre des jours de travail perdus par suite des grèves dans chacune des années susdites?
3. Quel est le total estimé des pertes en salaires de chacune des années susdites, du chef des grèves?

M. Steele—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien y avait-il de fonctionnaires civils du service intérieur, dans chaque département du gouvernement le 31 décembre 1920?
2. Combien de jours d'absence, en dehors des jours fériés ordinaires, ont été consignés dans chaque département, en 1920?

M. Casgrain—Vendredi prochain—QUESTION—

1. La Roumanie a-t-elle payé des versements d'intérêt, qu'elle devait au Canada, du chef des avances en produits et denrées que le Canada lui avait faites?
2. Dans l'affirmative, quand, et combien a-t-elle payé?
3. Dans la négative, pourquoi? et le gouvernement se propose-t-il de faire quelque chose en l'espèce?

M. Casgrain—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il qu'il existe une société de secours mutuels sous la direction, le contrôle et la surveillance du maître de poste de Montréal?
2. Dans l'affirmative, cette société de secours mutuels est-elle autorisée légalement et ratifiée par le département des postes?
3. Cela est-il du ressort du maître de poste de Montréal?

M. Casgrain—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la politique générale du département des Chemins de fer et Canaux quant à la construction ou aux améliorations nécessaires pour donner, à une route quelconque, droit à un octroi sous l'empire de la Loi des grandes routes du Canada, 9-10 Geo. V, chapitre 54?
2. Quelles sommes d'argent ont été payées, jusqu'ici, à chacune des provinces, en vertu de cette loi?
3. Des plans ont-ils été soumis au département des Chemins de fer, sous l'empire de cette loi, pour une grande route améliorée entre Québec et Saint-Siméon?
4. Dans l'affirmative, quand?

**M. Casgrain*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelles sont les sommes des différents chèques émanant des départements du gouvernement en faveur de l'honorable P.-E. Blondin, ministre des Postes, pour frais de voyage en Europe, pendant la guerre, alors qu'il était colonel?
2. Quelqu'une de ces sommes a-t-elle été remise au gouvernement, lorsque le ministre a repris ses fonctions aux Postes ?
3. Dans l'affirmative, quand? et qui en a fait remise?
4. Dans la négative, pourquoi?
5. Y a-t-il eu correspondance échangée à ce sujet entre sir Thomas White, ministre des Finances, et l'honorable P.-E. Blondin?
6. Dans l'affirmative, le gouvernement s'opposerait-il à la production de cette correspondance?

*M. Casgrain—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que Robert Fowler, ancien surintendant du département des lettres de rebut aux Postes, et sa secrétaire, Madame Yvonne Pouget, ont été destitués?
2. Dans l'affirmative, sur demande de qui, et pour quelle raisons ces deux destitutions ont-elles été décrétées?

*M. Casgrain—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté chacune des élections partielles tenues depuis la dernière session, pour la Chambre des Communes?
2. Combien de ministres ont pris part à ces élections, et quels sont-ils?
3. Où ont-ils travaillé ou parlé?
4. Les membres du gouvernement ou leurs représentants ont-ils utilisé des wagons particuliers ou des automobiles du gouvernement au sujet de ces élections?
5. Dans l'affirmative, combien, et pour quelle élection en particulier?

*M. Casgrain—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que les billets du Dominion ne sont pas acceptés, même avec escompte, dans les bureaux du Pacifique-Canadien, à Détroit, et en d'autres endroits des Etats-Unis?
2. Dans l'affirmative, quelle décision, s'il en est, le gouvernement compte-t-il prendre à ce sujet?

*M. Casgrain—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il qu'il existe actuellement un embargo sur le bétail canadien exporté en Grande-Bretagne?
2. Dans l'affirmative, le gouvernement canadien a-t-il fait des représentations pour le rappel de cet embargo?
3. Dans l'affirmative, quand, et avec quel résultat?

*M. Casgrain—Vendredi prochain—QUESTION—

1. La Commission de commerce existe-t-elle encore?
2. Dans l'affirmative, quels en sont les membres actuels?
3. Quand ont-ils été nommés, sur quelle recommandation, et à quels appointements respectifs?
4. Combien la Commission a-t-elle fait d'enquêtes depuis la dernière session?
5. Où ces enquêtes ont-elles été faites, et quelles ont été les décisions de la Commission?

*M. Casgrain—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il qu'il y a eu fort accaparement de denrées alimentaires dans les frigorifiques de tout le pays?
2. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il de prendre les mesures voulues pour soumettre une législation qui empêche la répétition de cet état de choses?
3. Dans l'affirmative, quand?
4. Dans la négative, pourquoi?

*M. Murphy—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelles mesures, s'il en est, le gouvernement a-t-il prises, touchant la nomination d'un représentant du Canada à Washington, conformément à l'autorisation que le Parlement lui a donnée à cette fin lors de la dernière session?
2. Sir Auckland Geddes, ambassadeur britannique à Washington, ou un autre représentant ou membre du gouvernement britannique, a-t-il fait des représentations au sujet de cette nomination, au gouvernement canadien?

3. Dans l'affirmative, est-ce en raison de ces représentations qu'aucune nomination n'a été faite?

4. Existe-t-il de la correspondance sur cette question? Dans l'affirmative, sera-t-elle soumise au Parlement?

*M. *Murphy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Lord Northcliffe, ou son secrétaire particulier—sir Campbell Stuart—a-t-il fait quelques représentations au gouvernement ou à quelqu'un de ses membres, touchant la nomination du prochain gouverneur général du Canada?

2. Dans l'affirmative, au nom de qui ces représentations ont-elles été faites; et la correspondance à ce sujet, s'il en est, sera-t-elle soumise au Parlement?

3. A-t-on suggéré ou recommandé la nomination de lord Burnham comme gouverneur général? Dans l'affirmative, y a-t-il de la correspondance à ce sujet, et sera-t-elle soumise au Parlement?

M. *Duff*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il disposé des croiseurs *Niobe* et *Rainbow*, ou les a-t-il vendus? Dans l'affirmative, quand?

2. Cette mise en disposition ou cette vente ont-elles été faites après appel de soumissions, ou autrement?

3. Quels sont les noms des particuliers qui ont soumis des offres, et le chiffre respectif de chaque soumission?

4. A qui ces vaisseaux ont-ils été transférés?

5. L'argent a-t-il été payé au Receveur général? Dans l'affirmative, quand?

M. *Duff*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté un terrain à Prince Rupert pour l'érection d'un édifice public?

2. Dans l'affirmative, de qui l'a-t-il acheté, et quand?

3. Quelle sont et la façade et la profondeur de ce terrain en pieds linéaires?

M. *Duff*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il exproprié la propriété de la *Halifax Graving Dock Limited*, appelée communément la cale-sèche de Halifax?

2. Le gouvernement a-t-il acheté ou exproprié les chemins de fer maritime à Dartmouth?

3. Quand le gouvernement a-t-il acquis ces propriétés?

4. Quel prix le gouvernement a-t-il payé pour ces propriétés, et quand l'a-t-il payé?

5. Ce prix a-t-il été convenu en particulier, ou autrement?

6. Comment le gouvernement a-t-il disposé de ces propriétés, et qui les a acquises?

7. Le gouvernement a-t-il reçu paiement pour ces propriétés?

8. Dans l'affirmative, combien, et quand?

M. *Mackie* (Edmonton)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé pour découvrir de l'huile (a) dans les Territoires du Nord-Ouest, et (b) dans la province de l'Alberta?

M. *Mackie* (Edmonton)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi les règlements établis par le décret du conseil du 14 février 1910, touchant les droits des sables goudronneux de la province de l'Alberta, ont-ils été suspendus par le décret n° 1486 du 31 mai 1912?

*M. Cardin—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire exécuter, cet hiver et le printemps prochain, les réparations nécessaires aux dragues et remorqueurs de la flotte organisée pour le creusage du chenal Saint-Laurent?

2. Le gouvernement sait-il que plusieurs des vaisseaux de cette flotte se détériorent gravement depuis quelques années, faute de réparations et d'entretien nécessaires, et que tout retard apporté à ces réparations compromet davantage la valeur de ces vaisseaux?

3. Le gouvernement sait-il, qu'un certain nombre de ces vaisseaux sont virtuellement jetés ou abandonnés sur la côte du Saint-Laurent, dans le voisinage de Sorel, et exposés à une destruction complète?

M. Vien—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels étaient les sous-ministres dans les différents départements de l'Etat en 1910, le 1er janvier?

2. Quels étaient-ils au 1er janvier 1921?

3. Quels étaient les chefs de division dans les différents départements de l'administration fédérale, en 1910?

4. Quels étaient-ils au 1er janvier 1921?

M. Vien—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont, nommément, les fonctionnaires congédiés depuis le 1er janvier

2. Quels sont nommément les fonctionnaires engagés depuis la même date?

1918, indiquant l'année de leur congé?

M. Vien—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien y a-t-il de conducteurs de chemins de fer, sur les chemins de fer de l'Etat, pour la province de Québec?

2. Quels sont leurs noms?

M. Vien—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de boisseaux de grain canadien ont été transportés de Winnipeg vers l'Est en 1919? Combien en 1920?

2. Quelle quantité de grain récolté en Canada et exporté à l'étranger a été exporté par les ports canadiens, donnant le nom des ports, et la quantité dans chaque port, en 1919 et en 1920?

3. Quelle quantité de grain canadien a été exporté par des ports américains en 1919 et en 1920 donnant le nom des ports et la quantité par chaque port?

4. Quelle quantité de grain canadien a été transporté de l'Ouest vers l'Est en 1919 et en 1920? (a) Par le C.P.R.? (b) Par le G.T.R.? (c) Par les chemins de fer de l'Etat?

5. Quel est le tarif actuel en vigueur pour le transport du grain en Canada? (a) Sur les chemins de fer de l'Etat? (b) Sur les différents autres chemins de fer?

M. Vien—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien coûte aux chemins de fer de l'Etat le transport du grain de Winnipeg à Québec, donnant le prix par boisseau et (a) le coût des opérations; (b) les charges fixes; (c) les frais généraux.

2. Quelle est la charge qu'une locomotive peut tirer sur le Transcontinental entre Winnipeg et Québec?

3. Combien de trains pour les passagers et pour le fret font le service entre Winnipeg et les gares de l'est, sur le Transcontinental National, par jour, et par semaine?

M. *Mackie* (Edmonton)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, papiers, lettres, etc., ayant amené l'adoption du décret No 1860 du Conseil, en date du 6 septembre 1919, qui autorisait (a) le retrait de la mise en disposition sous l'empire des règlements sur les mines de quartz, des droits de chlorure de soude (sel commun) utilisable dans le tp 88, rs 7 et 8, et tp 89, rs 8 et 9, Ouest du 4e M., afin de permettre la prospection de ce minéral dans l'intérêt de la province de l'Alberta; (b) le retrait de la mise en disposition des droits miniers du gypse sous la propriété susdite.

M. *Casgrain*—Vendredi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que le Gouverneur en conseil devrait révoquer les privilèges accordés à un W. H. Tapley, de Montréal, sous l'empire de la Loi des libérations conditionnelles, le faire réarrêter et renvoyer au pénitencier, pour achever la durée de sa condamnation, qui lui fut imposée au mieux des intérêts de la justice et de l'humanité.

M. *Casgrain*—Vendredi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que les mesures voulues devraient être prises pour assurer une indemnité convenable aux citoyens qui ont subi des pertes en raison des soi-disant émeutes de Québec, en 1918.

M. *Mackie* (Edmonton)—Vendredi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que les règlements sur l'émission des permis et baux de pétrole et de gaz dans les territoires du Nord-Ouest du Canada approuvés par le décret 331 du Conseil du 11 février 1921, sont en droit et en fait préjudiciables à l'exploitation de l'industrie pétrolière, et que leur tendance est de décourager l'initiative privée et de protéger inconsidérément les grands intérêts financiers, en permettant à ces derniers de prendre possession pleine des terrains pétrolières des territoires.

M. *McCoig*—Vendredi prochain—RÉSOLUTION—

Résolu, qu'il est expédient de soumettre une mesure décrétant l'uniformisation des parties de machines agricoles, et d'édicter:—

1. Qu'à compter du 1er novembre 1922, tous les instruments aratoires et fourgons de ferme manufacturés au Canada pour service au Canada, soient (quant aux parties suivantes, savoir: lames de couteau de lieuse à grain, têtes et lames de couteau de la faucheuse Pitman, têtes de couteau de faucheuse, crampons de faucheuse Pitman, gardes de faucheuses et tôles de gardes, dents de râteau à foin, dents et pointes de herse, chaînes à alluchon—différentes grandeurs—pointes de charrue, soles de charrue, attaches de charrue, chalumeau d'ensilage, écrous pour mancherons de charette, écrous et boulons à machines) faits conformément aux étalons établis par règlements que le ministre de l'Agriculture pourra faire avant le 1er novembre 1921, sur approbation du Gouverneur général en conseil; et que d'autres règlements soient faits de temps à autre par le ministre.

2. Qu'à compter du 1er novembre 1922, aucun instrument aratoire ou fourgon de ferme ne sera manufacturé au Canada pour service au Canada s'il ne se conforme pas, quand aux parties susdites, aux règlements alors en vigueur; et que tout manufacturier d'instruments aratoires ou de fourgons de ferme pour service au Canada, qui contreviendra aux dispositions présentes ou aux règlements, encourra une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$1,000.

No 4.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 17 FEVRIER 1921.

PRIÈRES.

Douze pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du proposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 16 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Oscar Proulx, de la cité de Montréal, comté d'Hochelega, province de Québec, percepteur, époux légitime de Maria Falligan de Vergne Proulx, dont le lieu de domicile est actuellement inconnu, pour une loi de divorce d'avec ladite Maria Falligan de Vergne Proulx, son épouse,—M. *Smith*.

De Lillian Florence Ansell (née White), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Frederick Ansell, de la cité de Vancouver, province de la Colombie-Britannique, pour une loi de divorce d'avec ledit Frederick Ansell, son époux,—M. *Douglas*, (Strathcona).

De Lily Maud McCormack, de Vankleek-Hill, comté de Prescott, province de l'Ontario, épouse légitime de Lorne Osgoode McCormack, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ledit Lorne Osgoode McCormack, son époux,—M. *Glass*.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Relevé des sommes payées à titre de pensions et d'allocations de retraites dans le service civil durant l'année se terminant le 31 décembre 1920, en vertu du chapitre 17, S.R.C., montrant le nom, le grade, le salaire, l'allocation accordée et la cause de la mise à la retraite de chaque fonctionnaire mis à sa pension ou qui s'est retiré du service, et faisant aussi connaître si la vacance a été remplie par avancement ou par nouvelle nomination, et le salaire de tout nouveau titulaire.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac, pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King.

Et le débat se continuant, ledit débat est ajourné sur motion de M. Thompson (Yukon).

La Chambre s'ajourne alors à 10.50 p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Power—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le bâtiment connu sous le nom d'édifice du collège Loyala, 68, rue Drummond, Montréal, est-il actuellement loué par le département du rétablissement des soldats, ou autre département du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quand le bail a-t-il été fait, et pour quelle durée?

3. A quelles fins ce bâtiment sert-il présentement?

M. Power—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé jusqu'au 5 février 1921, comme secours aux sans-travail, dans les villes de Toronto, Montréal et Québec?

2. Par quelle agence ces sommes ont-elles été distribuées, et combien la distribution a-t-elle coûté?

M. Power—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le département du Commerce produit-il des vues animées?

2. Dans l'affirmative, qui distribue ces vues aux théâtres?

3. Quelle entente générale est faite avec la compagnie ou la personne chargée de la distribution?

M. McGibbon (Argenteuil)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien au total y avait-il de fonctionnaires civils en 1913?

2. Combien y avait-il au total de fonctionnaires civils en 1920?

M. Mackie (Edmonton)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le général William-Bethune Lindsay, "M.I.E.C.", a-t-il acquis ou choisi les 1920 acres de concessions de sables pétrolifères dans la province de l'Alberta, lesquelles lui avaient été accordées par le décret 1547 C.P., du 8 juillet 1920?

2. Dans l'affirmative, quelle est la description de ces concessions acquises ou choisies?

3. Des terres énumérées dans le décret 1495 C.P., du 3 juillet 1920, publié dans la *Gazette du Canada* du 24 juillet 1920, page 248, sont-elles comprises dans le choix que ledit général William-Bethune Lindsay a fait?

M. Mackie (Edmonton)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien le gouvernement actuel a-t-il accordé de patentes pour entrepôts douaniers de spiritueux dans la province de l'Alberta, depuis 1917?

2. A qui ces patentes ont-elles été accordées?

3. Sur quelle recommandation?

M. Duff—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il négocié, avec le gouvernement de la Norvège, pour la vente de trente-cinq bateaux de la marine marchande du gouvernement canadien?

2. Dans l'affirmative, quelles étaient les conditions de ces négociations?

3. Qu'est-il résulté de ces négociations?

M. Duff—Lundi prochain—QUESTION—

1. Dans quels pays le gouvernement fédéral a-t-il établi des agences de commerce?

2. Quels sont les noms des agents, leur ancienne adresse, leur adresse actuelle, leur expérience d'affaires, la date de leur nomination, et leurs appointements respectifs?

M. Duff—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il remboursé aux pêcheries du littoral est des Etats-Unis une somme de \$14,500,000, qu'elles avaient payée pour frais douaniers sur le poisson exporté des Etats-Unis au Canada?

2. Dans l'affirmative, pourquoi?

*M. *Proulx*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Les comptes des départements, bureaux ou commissions du gouvernement ont-ils été sous-tirés dans les banques ou ailleurs, depuis la fin du dernier exercice financier?
2. Dans l'affirmative, quels sont ces départements, bureaux ou commissions, et quelle est dans chaque cas la somme sous-tirée?
3. Quelle est la situation actuelle quant à ces sous-tirages?
4. Un de ces départements, bureaux ou commissions a-t-il utilisé des fonds appartenant au gouvernement britannique ou autre gouvernement, depuis la fin du dernier exercice?
5. Dans l'affirmative, quelle est la posture des comptes du chef de ces fonds ainsi utilisés, à l'heure actuelle?

*M. *Proulx*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui a le contrat de fourniture de sable aux divers entrepreneurs occupés à la construction dans le nouveau canal Welland à eau profonde?
2. Quels sont les noms des particuliers intéressés quant aux contrats de sable?
3. Quelle est la date du contrat de sable?
4. Ce contrat a-t-il été modifié depuis qu'il a été fait? Dans l'affirmative, par quelle autorité, et sous quel rapport?
5. Ce contrat a-t-il été adjugé par soumissions? Dans la négative, pourquoi?
6. Les sommes gagnées en vertu du contrat sont-elles payables par procuration à une banque quelconque? Dans l'affirmative, quel est le nom de la banque?

M. *Douglas* (Strathcona)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'argent le gouvernement a-t-il perçu des baux pétrolifères de la province de l'Alberta, dans les années 1905-1920 inclusivement?
2. Combien d'argent a perçu le gouvernement des baux de gaz de la province de l'Alberta, dans les années 1905-1920 inclusivement?

M. *Mackie* (Edmonton)—ORDRE DE LA CHAMBRE—Lundi prochain—Copie de toutes lettres, papiers, documents et ententes émanant l'adoption du décret 1547 C.P. du 8 juillet 1920, par lequel le général William Bethune Lindsay M.I.E.C., s'est assuré le droit à 1920 acres de sable pétrolifères dans la province de l'Alberta.

M. *Mackie* (Edmonton)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie (a) du rapport de M.S.C. Ells, fonctionnaire du département des mines au ministère de l'Intérieur sur les sables pétrolifères de la province de l'Alberta tel que publié dans le décret 1495 C.P. du 3 juillet 1920; (b) de tous documents, lettres et papiers quelconques à venir jusqu'à l'adoption du décret susdit.

M. *Parent*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis qu'une indemnité devrait être payée aux victimes innocentes qui, au cours des soi-disant émeutes de Québec (1918), ont été tuées ou blessées par les soldats de Sa Majesté.

Le *Ministre de la Justice*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi concernant les droits d'auteur."

Le *Ministre du Commerce*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi à l'effet d'amender et de codifier les lois concernant les brevets d'invention."

Le *Ministre du Commerce*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des marques et dessins de commerce."

Le *Ministre de la Justice*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi à l'effet de définir le National-Canadien."

Le *Ministre des Finances*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi à l'effet de codifier la loi de l'impôt sur le revenu."

No 5.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 18 FEVRIER 1921.

PRIÈRES.

Neuf pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 17 courant lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Frederick Orford, de la cité de Toronto, comté de York province de l'Ontario, époux légitime de Lillian Grace Orford (née Partridge), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Lillian Grace Orford, son épouse,—M. *Mowat*.

De Werden Grant Parker, de la ville de Parry-Sound, district de Parry-Sound, province de l'Ontario, époux légitime de Ethel Parker (née Brown), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, femme mariée, pour une loi de divorce d'avec ladite Ethel Parker, son épouse,—M. *Mowat*.

De Albert Sydney McPherson, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, poseur d'appareils de chauffage, soldat rapatrié, époux légitime de Alice Hilda McPherson (née Hayward), de la cité de Londres, comté de Middlessex, dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour une loi de divorce d'avec ladite Alice Hilda Hayward, son épouse,—M. *Clark* (Wellington).

De Gladstone Cook, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Mary Louise Cook (née Laurin), de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Mary Louise Laurin, son épouse,—M. *Clark* (Wellington).

De Ernest Alfred Ballard, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Daisy Mathilda Ballard (née Alexander) du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Daisy Mathilda Ballard, son épouse,—M. *Clark* (Wellington).

De George Elmer Glossop, de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province de l'Ontario, époux légitime de Sarah Ann (Sade) Pye Glossop, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Sarah Ann (Sade) Pye Glossop, son épouse,—M. *Copp*.

De Duncan MacDonald Oxley, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Patricia Sarah Oxley (née Roberts), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Patricia Sarah Oxley, son épouse,—M. *Glass*.

De Alphonse LeMoyné de Martigny, de la cité de Montréal, province de Québec, éditeur, époux légitime de Albertine de Martigny, (née Dupuis), pour une loi de divorce d'avec ladite Albertine Dupuis, son épouse,—M. *Ross*.

De Gladys Frances Annie Bernard (née Wheeler), de la cité et district de Montréal, épouse légitime de Kenneth Lee Bernard, pour une loi de divorce d'avec ladite Kenneth Lee Bernard, son époux,—M. *McQuarrie*.

De Albert Edwin Gordon, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, marchand de bois, époux légitime de Edna Gertrude Gordon (née Young), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Edna Gertrude Gordon, son épouse,—M. *McQuarrie*.

De John Verner McAree, du village de Mimico, comté de York, province de l'Ontario, journaliste, époux légitime de Etta Winnifred McAree (née Klodt), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Etta Winnifred McAree, son épouse,—M. *Fripp*.

De Beatrice Osborne (née Paget), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Percy Osborne, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ledit Percy Osborne, son époux,—M. *Fripp*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapport de la treizième élection générale, pour la Chambre des Communes tenue le 17 décembre 1917, et des élections partielles durant les années 1916, 1917, 1918 et 1919.

M. Reid (Grenville), du comité spécial nommé pour préparer et rapporter avec toute diligence possible la liste des membres devant composer les comités permanents de la Chambre durant la présente session en vertu de la règle 10, présente la liste suivante:—

No 1

Privilèges et Elections

Messieurs:

Armstrong (<i>York</i>),	Devlin,	McIntosh,
Blake,	Doherty,	McKenzie,
Boys,	Douglas (<i>Strathcona</i>),	McMaster,
Buchanan,	Fripp,	Meighen,
Bureau,	Guthrie,	Mowat,
Cannon,	Jacobs,	Porter,
Copp,	Keefers,	Tweedie, et
Crothers,	Lapointe,	Vien.—28.
Davidson,	Lemieux,	
Demers,	McCoig,	

No 2

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes

Messieurs:

Allan,	Edwards,	Martin,
Anderson,	Elkin,	Merner,
Archambault,	Ethier,	Mewburn,
Argue,	Euler,	Middlebro,

Armstrong (<i>Lambton</i>),	Fafard,	Molloy,
Arthurs,	Fielding,	Morphy,
Ballantyne,	Fontaine,	Mowat,
Béland,	Fournier,	Murphy,
Blair,	Fraser,	Myers,
Blake,	Fripp,	Nesbitt,
Bolton,	Gauvreau,	Nicholson (<i>Algoma</i>),
Bonnell,	Guthrie,	Nicholson, (<i>Queen</i>),
Boyer,	Harold,	Pardee,
Boys,	Harrison,	Parent,
Bristol,	Henders,	Peck,
Buchanan,	Hay,	Pelletier,
Bureau,	Hepburn,	Porter,
Cahill,	Hocken,	Power,
Calder,	Hughes (Sir Sam),	Reid (<i>Grenville</i>),
Campbell,	Kay,	Reid (<i>Mackenzie</i>),
Cannon,	Keefer,	Richardson,
Casgrain,	Knox,	Savard,
Chabot,	Lalor,	Séguin,
Charlton,	Lanctôt,	Shaw,
Chisholm,	Lapointe,	Sheard,
Clark (<i>Red-Deer</i>),	Lavigueur,	Simpson,
Clements,	Leduc,	Smith,
Cockshutt,	Lemieux,	Stevens,
Cooper,	Lesage,	Stewart (<i>Hamilton</i>),
Copp,	Long,	Stewart (<i>Lanark</i>),
Crerar,	Mackie (<i>Edmonton</i>),	Sutherland,
Crowe,	Mackie (<i>Renfrew</i>),	Thompson (<i>Weyburn</i>),
Cruise,	Maclean (<i>York</i>),	Thomson (<i>Qu'Appelle</i>),
Currie,	MacNutt,	Trahan,
d'Anjou,	McCoig,	Tudhope,
Davidson,	McCrea,	Vien,
Davis,	McCurdy,	Wallace,
Déchêne,	McGregor,	Wigmore,
Delisle,	McLean (<i>Royal</i>),	Wilson (<i>Saskatoon</i>),
Devlin,	McQuarrie,	Wilson (<i>Wentworth</i>), et
Doherty,	Maharg,	Wright.—127,
Douglas (<i>Cap-Breton</i>),	Manion,	
Douglas (<i>Strathcona</i>),	Marcile (<i>Bagot</i>)	

Et que le quorum du dit comité se compose de 25 membres.

No 3

Bills Privés

Messieurs:

Ames (Sir Herbert),	Foster (<i>York</i>),	Pardee,
Anderson,	Fraser,	Parent,
Andrews,	Fripp,	Paul,
Archambault,	Fulton,	Pedlow,
Armstrong, (<i>York</i>),	Gauthier,	Power,
Ballantyne,	Glass,	Prévost,
Ball,	Green,	Proulx,
Blair,	Guthrie,	Reid (<i>Grenville</i>),

Bourassa,
Boyer,
Boys,
Brien,
Bureau,
Butts,
Casselman,
Charters,
Cronyn,
Douglas (*Cap-Breton*),
DuTremblay,
Ethier,
Fortier,

Harrison,
Hepburn,
Hocken,
Kennedy, (*Essex*),
Knox,
Lafortune,
Mackie (*Renfrew*),
McGibbon (*Muskoka*),
McLean (*Royal*),
Marcil (*Bonaventure*),
Martin,
Pacaud,
Papineau,

Richardson,
Robb,
Ross,
Rowell,
Scott,
Steele,
Stein,
Stewart (*Lanark*),
Thompson (*Hastings*),
Tobin, et
Tolmie.—61.

Et que le quorum du dit comité se compose de 10 membres.

No 4

Ordres Permanents

Messieurs :

Armstrong (*Lambton*),
Brien,
Butts,
Chabot,
Clarke (*Wellington*),
Cruise,
Deslauriers,
Doherty,
Duff,
Euler,
Gervais,

Griesbach,
Halbert,
Hartt,
Hepburn,
Kemp (Sir Edward),
MacKelvie,
Maclean (*York*),
MacNutt,
McGibbon (*Argenteuil*),
McGibbon (*Muskoka*),
McIsaac,

Marcile (*Bagot*),
Mayrand,
Michaud,
Mowat,
Paul,
Séguin,
Stacey,
Turgeon,
Verville,
Wallace, et
White (Sir Thomas).—33.

Et que le quorum du dit comité se compose de 7 membres.

No 5

Impressions

Messieurs :

Bowman,
Brouillard,
Buchanan,
Cardin,
Charters,
Clark (*Bruce*),
Clarke (*Wellington*),
Crowe,

Currie,
Fontaine,
Hocken,
Hughes (Sir Sam),
Keefer,
Maclean (*Halifax*),
Michaud,
Murphy.

Prévost,
Richardson,
Shaw,
Verville,
White (*Victoria*),
Wilson (*Wentworth*), et
Wright. — 23.

No 6

Comptes Publics

Messieurs :

Andrews,
Archambault,
Ball,
Best,

Green,
Griesbach,
Jacobs,
Kemp (Sir Edward),

Papineau,
Parent,
Proulx,
Redman,

Bonnell,
Boys,
Calder,
Cannon,
Chaplin,
Chisholm,
Copp,
Crothers,
Crowe,
Davidson,
Demers,
Devlin,
Drayton (Sir Henry),
Edwards,
Fripp,
Fulton,
Gauvreau,

Lapointe,
Mackie (*Renfrew*),
Maclean (*Halifax*),
McCoig,
McCrea,
McGregor,
McIsaac,
McKenzie,
McMaster,
Maharg,
Meighen,
Merner,
Mewburn,
Michaud,
Middlebro,
Morphy,
Murphy,

Reid (*Grenville*),
Ross,
Scott,
Sheard,
Simpson,
Sinclair (*Antigonish*),
Spinney,
Thomson (*Qu'Appelle*),
Tremain,
Tudhope,
Tweedie,
Verville,
Vien,
White (Sir Thomas), et
Wigmore.—61.

Et que le quorum du dit comité se compose de 21 membres.

No 7

Banques et Commerce

Messieurs :

Allan,
Ames (Sir Herbert),
Argue,
Baldwin,
Best,
Bristol,
Calder,
Cardin,
Casgrain,
Chaplin,
Charlton,
Clements,
Cockshutt,
Cowan,
Crerar,
Cronyn,
Currie,
d'Anjou,
Davis,
Déchène,
Demers,
Denis,
Desaulniers,
Deslauriers,
Douglas (*Strathcona*),
Drayton (Sir Henry),
DuTrembaly,

Edwards,
Elkin,
Fielding,
Finley,
Fortier,
Foster (Sir George),
Forter (*York*),
Gauthier,
Glass,
Henders,
Hunt,
Jacobs,
Johnston,
Kemp (Sir Edward),
Kennedy (*Essex*),
Lang,
Lavigueur,
Leduc,
Léger,
Lesage,
Lemieux,
Loggie,
Maclean (*Halifax*),
Maclean (*York*),
McCurdy,
McGibbon (*Argenteuil*),
McQuarrie,

Meighen,
Middlebro,
Molloy,
Nesbitt,
Pacaud,
Papineau,
Pardee,
Pedlow,
Porter,
Redman,
Robb,
Ross,
Sexsmith,
Sinclair (*Antigonish*),
Steele,
Stevens,
Stewart (*Hamilton*),
Sutherland,
Thompson (*Yukon*),
Thomson (*Qu'Appelle*),
Tobin,
Trahan,
Tremain,
Tweedie,
Whidden,
White (Sir Thomas), et
Wilson (*Saskatoon*).—81.

Et que le quorum du dit comité se compose de 21 membres.

No 8

Agriculture et Colonisation

Messieurs :

Allan,	Glass,	Mayrand,
Anderson,	Gould,	Merner,
Argue,	Halbert,	Molloy,
Armstrong (<i>York</i>),	Halladay,	Morphy,
Armstrong (<i>Lambton</i>),	Harold,	Myers,
Arthurs,	Hay,	Nicholson (<i>Algoma</i>),
Baldwin,	Henders,	Paul,
Ball,	Hughes (<i>Sir Sam</i>),	Proulx,
Best,	Hunt,	Reid (<i>Mackenzie</i>),
Blair,	Johnston,	Robb,
Bolton,	Kay,	Savard,
Bourassa,	Kennedy (<i>Glengarry</i>),	Séguin,
Bowman,	Knox,	Sexsmith,
Boyce,	Lafortune,	Shaw,
Brien,	Lanctôt,	Simpson,
Brouillard,	Lang,	Sinclair (<i>Antigonish</i>),
Cahill,	Léger,	Sinclair (<i>Queens, I.P.-E.</i>),
Caldwell,	Long,	Smith,
Casgrain,	MacKelvie,	Spinney,
Casselman,	Mackie (<i>Edmonton</i>),	Stacey,
Charters,	Mackie (<i>Renfrew</i>),	Steele,
Clark (<i>Red-Deer</i>),	Maclean (<i>York</i>),	Sutherland,
Clarke (<i>Wellington</i>),	MacNutt,	Thompson (<i>Hastings</i>),
Cowan,	McCoig,	Thompson (<i>Weyburn</i>),
Crerar,	McCrea,	Thompson (<i>Yukon</i>),
Cruise,	McCurdy,	Tolmie,
Davis,	McDonald,	Tremain,
Delisle,	McGibbon (<i>Argenteuil</i>),	Truax,
Denis,	McGibbon (<i>Muskoka</i>),	Wallace,
Desaulniers,	McGregor,	Whidden,
Douglas (<i>Strathcona</i>),	McIntosh,	White (<i>Victoria</i>),
Edwards,	McIsaac,	Wilson (<i>Wentworth</i>), et
Finley,	McLean (<i>Royal</i>),	Wright.—105.
Fournier,	McMaster,	
Fulton,	Maharg,	
Gervais,	Marcile (<i>Bagot</i>),	

Et que le quorum du dit comité se compose de 12 membres.

No 9

Marine et Pêcheries

Messieurs :

Ballantyne,	Hay,	Pelletier,
Butts,	Lang,	Rowell,
Caldwell,	Léger,	Savard,
Cardin,	Loggie,	Sinclair (<i>Antigonish</i>),
Chisholm,	McIntosh,	Sinclair (<i>Queen, I.P.-E.</i>),
Clark (<i>Bruce</i>),	McKenzie,	Spinney,

Clements,
Deslauriers,
Duff,
Fielding,
Gauvreau,
Hartt,

McQuarrie,
Manion,
Martin,
Munson,
Nicholson (*Queens*),
Peck,

Stevens,
Trahan,
Truax,
Tudhope,
Turgeon, et
Wigmore.—36.

Et que le quorum du dit comité se compose de 10 membres.

No 10

Mines et Minéraux

Messieurs :

Arthurs,
Blake,
Bolton,
Bonnell,
Cahill,
Campbell,
Cockshutt,
Déchène,
Denis,
Fortier,
Gould,
Green,
Griesbach,

Halbert,
Harrison,
Hartt,
Johnston,
Kennedy (*Glengarry*),
Lalor,
Lemieux,
Loggie,
Long,
MacKelvie,
McDonald,
Marcil (*Bonaventure*),
Nesbitt,

Nicholson (*Algoma*),
Pacaud,
Peck,
Pelletier,
Prévost,
Reid (*Mackenzie*),
Rinfret,
Sexsmith,
Smith,
Thompson (*Yukon*), et
White (*Victoria*).—37.

Et que le quorum du dit comité se compose de 10 membres.

No 11

Forêts, Cours d'eau et Forces hydrauliques

Messieurs :

Baldwin,
Béland,
Bourassa,
Bowman,
Boyce,
Bureau,
Caldwell,
Campbell,
Casselman,
Charlton,
Cooper,
Cowan,

Ethier,
Fafard,
Finley,
Foster (*York*),
Fraser,
Gould,
Halladay,
Kennedy (*Glengarry*),
Mackie (*Edmonton*),
McDonald,
Manion,
Michaud,

Pacaud,
Power,
Redman,
Stein,
Stewart (*Hamilton*),
Thompson (*Hastings*),
Thompson (*Weyburn*),
Tolmie,
White (*Victoria*), et
Wilson (*Saskatoon*).—34.

Et que le quorum du dit comité se compose de 10 membres.

No 12

Débats

Messieurs :

Ballantyne,
Chabot,
Devlin,
Elkin,
Foster (Sir George),

Hocken,
Kay,
Lemieux,
McKenzie,
Marcil (*Bonaventure*),

Munson,
Richardson, et
Rinfret.—13.

Et que le quorum du dit comité se compose de 10 membres.

No 13

Bibliothèque

Messieurs :

Andrews,	Cronyn,	Lemieux,
Béland,	Crothers,	Meighen,
Borden (Sir Robert),	Drayton (Sir Henry),	Myers,
Boyer,	Forter (Sir George),	Pardee,
Chaplin,	Harold,	Rowell,
Clark (<i>Red-Deer</i>),	Kings,	Sheard, et
Cooper,	Lapointe,	Whidden. — 21.

Sur motion de M. Meighen, ledit rapport est adopté.

Sur motion de M. Meighen, il est résolu,—Que les comités permanents de cette Chambre soient autorisés à s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre, et à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et documents,—à l'exception toutefois du comité des Débats et de celui de la Bibliothèque.

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné,—Qu'il soit envoyé un message au Sénat pour informer Leurs Honneurs que cette Chambre agira conjointement avec eux pour former un comité conjoint des deux Chambres concernant les impressions du Parlement, et que les membres du comité des Impressions, savoir: Messieurs Bowman, Brouillard, Buchanan, Cardin, Charters, Clark (Bruce), Clarke (Wellington), Crowe, Currie, Fontaine, Hocken, Hughes (Sir Sam), Keefer, Maclean (Halifax), Michaud, Murphy, Prévost, Richardson, Shaw, Verville White (Victoria) et Wilson (Wentworth), agiront, à titre de représentants de cette Chambre, comme membres dudit comité conjoint des Impressions du Parlement.

Aussi,—Un message informant Leurs Honneurs que la Chambre a nommé MM. Andrews, Béland, Borden (Sir Robert), Boyer, Chaplin, Clark (Red Deer), Cooper, Cronyn, Crothers, Drayton (Sir Henry), Foster (Sir George), Harold, King, Lapointe, Lemieux, Meighen, Myers, Pardee, Rowell, Sheard et Widden, comme comité aux fins d'assister Son Honneur l'Orateur dans la régie de la Bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de la Chambre des Communes, et pour agir, au nom de la Chambre des Communes, comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres de la Bibliothèque.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du commissaire des brevets pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

M. Wigmore, l'un des membres du Conseil privé du Roi, met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, contenant relevé des revenus avec état relatif aux importations, exportations, des douanes et du revenu de l'Intérieur, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920, tel que compilé par les rapports officiels.

Aussi,—Rapport du commerce maritime du ministère des Douanes, contenant relevé de la navigation et du commerce maritime du Dominion du Canada pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920, tel que compilé par les rapports officiels.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac, pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King.

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. McGibbon (Muskoka).

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a nommé les honorables messieurs Bostock, Boyer, Chapais, Godbout, Gordon, Laird, McHugh, McLennan, Poirier, Power, Taylor, Turriff et Webster (Brockville), ont été nommés pour composer un comité chargé d'aider Son Honneur le Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir comme membres du comité des deux Chambres sur ladite bibliothèque.

Aussi, un message informant la Chambre que le Sénat a nommé les honorables messieurs Chapais, Crosby, Dessaulles, De Veber, Domville, Donnelly, Farrell, Forget, Legris, McCall, McLean, Pope, Power, Ratz, Robertson, Sharpe, Thibaudeau, Todd, White (Inkerman) et White (Pembroke), ont été nommés pour composer un comité chargé de surveiller les impressions du Sénat pendant la présente session et d'agir avec le comité de la Chambre des Communes comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet des impressions du Parlement.

Aussi, un message informant la Chambre que Son Honneur le Président et les honorables messieurs Blain, Loughheed, Sir James, C.C.M.G., C.P., Sharpe, Thompson, Watson et White (Inkerman) ont été nommés pour former un comité chargé d'aider Son Honneur le Président dans l'administration du restaurant du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit restaurant.

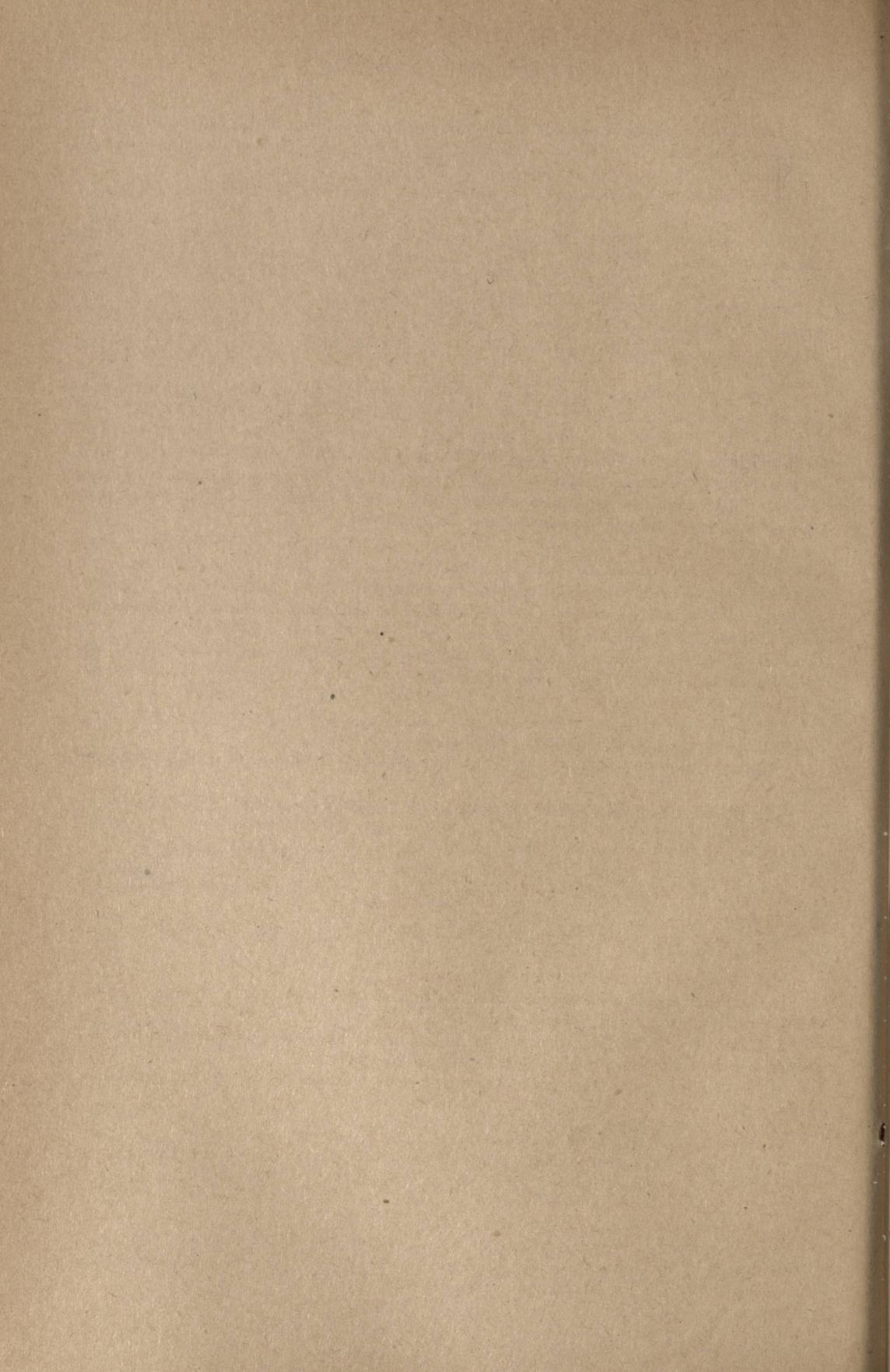
Et aussi, un message informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant pour lequel il demande le concours de la Chambre, savoir:—

Bill A (No 2) du Sénat, intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales."

La Chambre s'ajourna alors à 10.25 p.m., jusqu'à lundi prochain à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Kay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement se propose-t-il de permettre la pêche au filet dans la baie de Missisquoi, pendant la saison ouverte, cette année?
2. Dans la négative, pourquoi ne revient-on pas à la coutume d'avant-guerre, de permettre la pêche au filet dans ces eaux?
3. Le gouvernement a-t-il rouvert la question de la pêche au filet dans la baie de Missisquoi, avec le gouvernement des Etats-Unis?
4. Dans la négative, le gouvernement se propose-t-il de reprendre cette question, pour recueillir une preuve plus abondante en faveur des pêcheurs canadiens?

M. *Reid* (Mackenzie)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de milles de régalage a-t-on achevés sur les embranchements des chemins de fer de l'Etat au Manitoba, en Saskatchewan et dans l'Alberta, en 1918, 1919 et 1920?
2. Sur quelles lignes et dans quelles provinces respectivement ce régalage a-t-il été fait?
3. Les rails ont-ils été posés sur tous les régalages terminés?
4. Dans la négative, combien de milles de rail ont été posés sur les embranchements en 1918, 1919 et 1920?
5. Combien de (a) fourgons, (b) de fourgons à bétail, (c) de fourgons de queue, (d) de locomotives, de wagons à voyageurs, wagons de jour, wagon standard, touristes et colonistes nouveaux ont été mis en exploitation en 1918, 1919 et 1920?

*M. *Murphy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quand l'impôt somptuaire est-il entré en vigueur, et quand cette vigueur a-t-elle cessé?
2. Combien ont coûté la mise en vigueur et l'administration de cet impôt?
3. Combien le gouvernement a-t-il acheté de perforateurs métalliques pour l'oblitération des timbres, et combien ont-ils coûté au total?
4. De qui a-t-on acheté ces perforateurs, et à quelles conditions?
5. Des soumissions ont-elles été demandées pour ces perforateurs? Dans la négative, pourquoi?
6. Ces perforateurs ont-ils été laissés aux détaillants, ou qu'en a-t-on fait?

*M. *Murphy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté l'administration de la Loi de l'impôt sur le revenu, pendant chaque année de son fonctionnement?
2. Combien a coûté l'administration de la Loi sur les profits d'affaires en temps de guerre, pendant chaque année de son fonctionnement?
3. Combien de personnes sont employées pour administrer la Loi de l'impôt sur le revenu?

M. *Fripp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Au sujet de la réorganisation des département des Postes et des Douanes, par Griffenhagen et Associés, combien de comptables, commis, et autres employés du service public du Canada ont été chargés d'assister cette compagnie dans son travail de réorganisation?
2. L'assistance que ces fonctionnaires des différents départements ont rendue à Griffenhagen et Associés était-elle prise sur le temps affecté au gouvernement, ou sur les loisirs des personnes employées comme susdit?

3. Si c'est pendant les heures du gouvernement, a-t-on fait une déduction correspondante sur la rémunération de \$10,000 par mois que le gouvernement avait convenu de payer à Griffenhagen et Associés?

4. Si les fonctionnaires publics qui assistaient Griffenhagen et Associés ont été tenus de travailler en dehors de leurs heures officielles, le gouvernement verra-t-il que Griffenhagen et Associés, avant leur départ du pays, payent leurs services à ces fonctionnaires publics?

M. Parent—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il qu'il n'y a pas d'agent en charge à la gare du Trans-continental, paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, et qu'en raison de cette lacune les chemins de fer de l'Etat perdent un revenu annuel d'au moins \$15,000.

Dans l'affirmative, pourquoi ne nomme-t-on pas d'agent?

**M. Cahill*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le commissaire Perry, de la Gendarmerie à cheval a-t-il été en Angleterre depuis la dernière session du Parlement? Dans l'affirmative, qui l'avait autorisé à faire le voyage, et pourquoi?

2. Le commissaire Perry voyageait-il avec un ancien membre du gouvernement? Dans l'affirmative, lequel?

3. Des recrues ont-elles été amenées des îles britanniques pour la Gendarmerie à cheval, en conséquence ou à la suite de la visite du commissaire Perry?

4. Dans l'affirmative, combien; et où ont-elles été stationnées?

5. Quelles tentatives, s'il en est, ont été faites pour obtenir au Canada des hommes pour remplir les postes donnés aux recrues amenées de Grande-Bretagne?

6. Combien au total a coûté le voyage du commissaire Perry?

7. Combien ont coûté au Canada le transport des recrues de Grande-Bretagne au Canada, et leur stationnement en différents endroits du pays?

8. Y a-t-il une différence entre la Gendarmerie à cheval, telle que constituée à l'heure actuelle, et une armée permanente? Dans l'affirmative, quelle est cette différence?

**M. Cahill*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de membres de la Police fédérale ont rompu leur attache avec ce corps, depuis le fusionnement avec la Royale Gendarmerie à cheval?

2. Combien d'anciens membres de la Police fédérale reçoivent une allocation monétaire, et quel est le total annuel de cette allocation?

3. Combien de bâtiment occupés ou utilisés pour les fins quelconques par des membres de la Gendarmerie à cheval ont été détruits ou endommagés par le feu ou autrement depuis neuf mois?

4. Des enquêtes ont-elles été faites à ce sujet? Dans l'affirmative, combien de fois, et quel a été le résultat chaque fois?

5. Quel est le total de ces dommages, et qui doit les payer?

M. Desaulniers—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de commissions le gouvernement a-t-il créées depuis 1911?

2. Quelles sont-elles?

3. Quels sont les commissaires actuels, dans ces différentes commissions, et quels sont les appointements de chacun d'eux?

**M. Marcile (Bagot)*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Les réclamations des cultivateurs, au sujet de la construction de la nouvelle voie du National-Canadien, entre Sainte-Rosalie et la station de Bagot, sont-elles toutes payées?

2. Dans la négative, quelles sont les réclamations impayées? *

*M. *Marcile* (Bagot)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de personnes sont employées pour le Canada dans la Ligue des nations?

2. Quels sont les appointements de chacune?

3. Quel est le total des dépenses que le Canada est appelé à payer, comme membre de la Ligue des nations, relativement à ses employés?

*M. *Marcile* (Bagot)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'utiliser le terrain autrefois occupé par la ligne principale du National-Canadien, entre Sainte-Rosalie et Bagot-Station—ligne qui est maintenant abandonnée?

2. Dans la négative le gouvernement se propose-t-il de remettre ce terrain aux anciens propriétaires, respectivement?

M. *Bourassa*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'employés ont été nommés pour remplir les positions mentionnées dans les avis adressés aux députés par M. Wm. Foran, secrétaire de la commission du service civil du Canada, pendant l'année 1920?

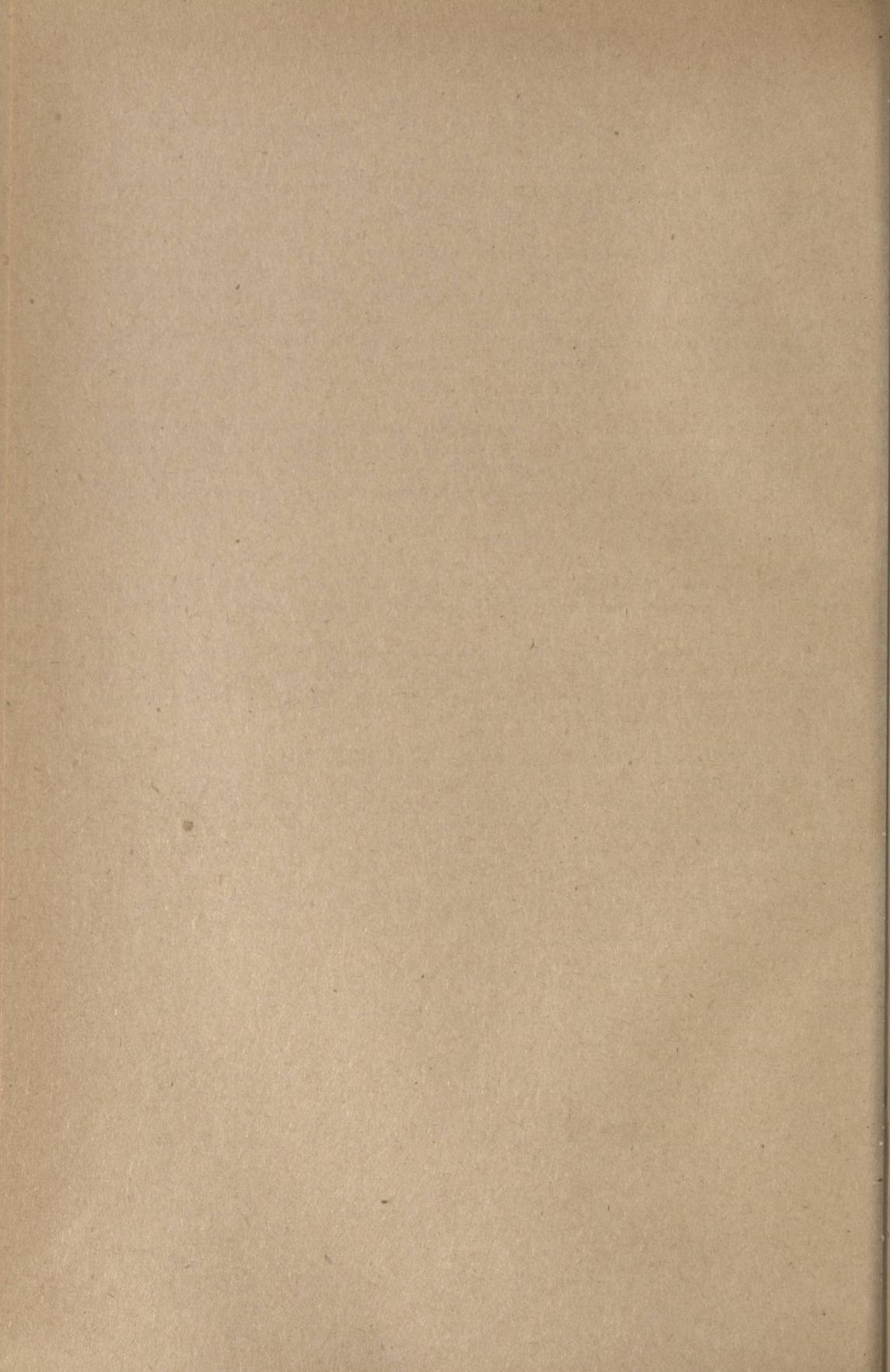
2. Combien de personnes de la province de Québec ont pu être nommées à de telles positions?

3. Quels sont les noms de ces personnes?

M. *Brien*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Que, de l'avis de la Chambre, une protection plus efficace devrait être accordée aux cultivateurs de tabac au Canada.

M. *Archambault*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis, vu le développement considérable de Montréal et de la rive Sud en face de Montréal; vu l'insuffisance notoire du pont Victoria, qu'un nouveau pont devrait être immédiatement construit pour relier Montréal à la rive Sud

M. *Steele*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que le Parlement devrait étudier l'approvisionnement futur du Canada en combustible, et qu'un comité spécial de la Chambre devrait incessamment être nommé pour s'enquérir de toutes questions en l'espèce, avec pouvoir de faire quérir personnes, documents et archives, d'interroger les témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre.



No 6.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 21 FEVRIER 1921.

PRIÈRES.

Huit pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table, le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 18 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Mary Elizabeth Leonard (née Cormack) de la ville de Hanover, comté de Grey, province de l'Ontario, actuellement demeurant temporairement dans la cité de Brockville, comté de Leeds, province de l'Ontario, épouse légitime de Samuel C. Leonard, de la ville de Hanover, comté de Grey, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ledit Samuel C. Leonard, son époux,—M. Ball.

De Gertrude Gladys Vernon, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, commis, épouse légitime de Roy Clinton Vernon, du même endroit, commis, pour une loi de divorce d'avec ledit Roy Clinton Vernon, son époux,—M. Fripp.

De Maria Martin Morel, (née Martin), de la cité de Montréal, province de Québec, épouse légitime de Alfred Morel, de la ville de Farnham, province de Québec, fabricant de cigares, pour une loi de divorce d'avec ledit Alfred Morel, son époux,—M. Fripp.

De Ethel Edna Denning, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, femme mariée, épouse légitime de Frederick George Denning, de la ville de Cleveland, état de l'Ohio, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, pour une loi de divorce d'avec ledit Frederick George Denning, son époux,—M. Fripp.

De Albert Harding, de la cité de Guelph, comté de Wellington, province de l'Ontario, soldat rapatrié, époux légitime de Elizabeth Harding (née Burns), du même endroit pour une loi de divorce d'avec ladite Elizabeth Harding, son épouse,—M. Fripp.

De Fergus McKee, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Emily McKee, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Emily McKee, son épouse,—M. Fripp.

De Dorothy Mearuel Score, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Andrew Hamilton Score, du même endroit, voyageur de commerce, pour une loi de divorce d'avec ledit Andrew Hamilton Score, son époux,—M. Fripp.

De la *Western Dominion Railway Company*, pour une loi à l'effet de prolonger le délai pour commencer et compléter la ligne de chemin de fer mentionnée dans l'article 1, du chapitre 92, des Statuts du Canada, 1919,—M. *Morphy*.

De John Holden, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, boucher, époux légitime de Agnes Holden (née O'Hara), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Agnes Holden, son épouse,—M. *Glass*.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi met devant la Chambre,—Etat financier du conseil honoraire consultatif des recherches scientifiques et industrielles du Canada, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1921.

Et aussi,—Rapport de la commission du blé du Canada, saison de 1920.

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill A (No 2) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des élections fédérales."

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac pour une adresse à Son Excellence, le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session et sur l'amendement de M. King.

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Doherty.

La Chambre s'ajourne alors à 10.35, p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

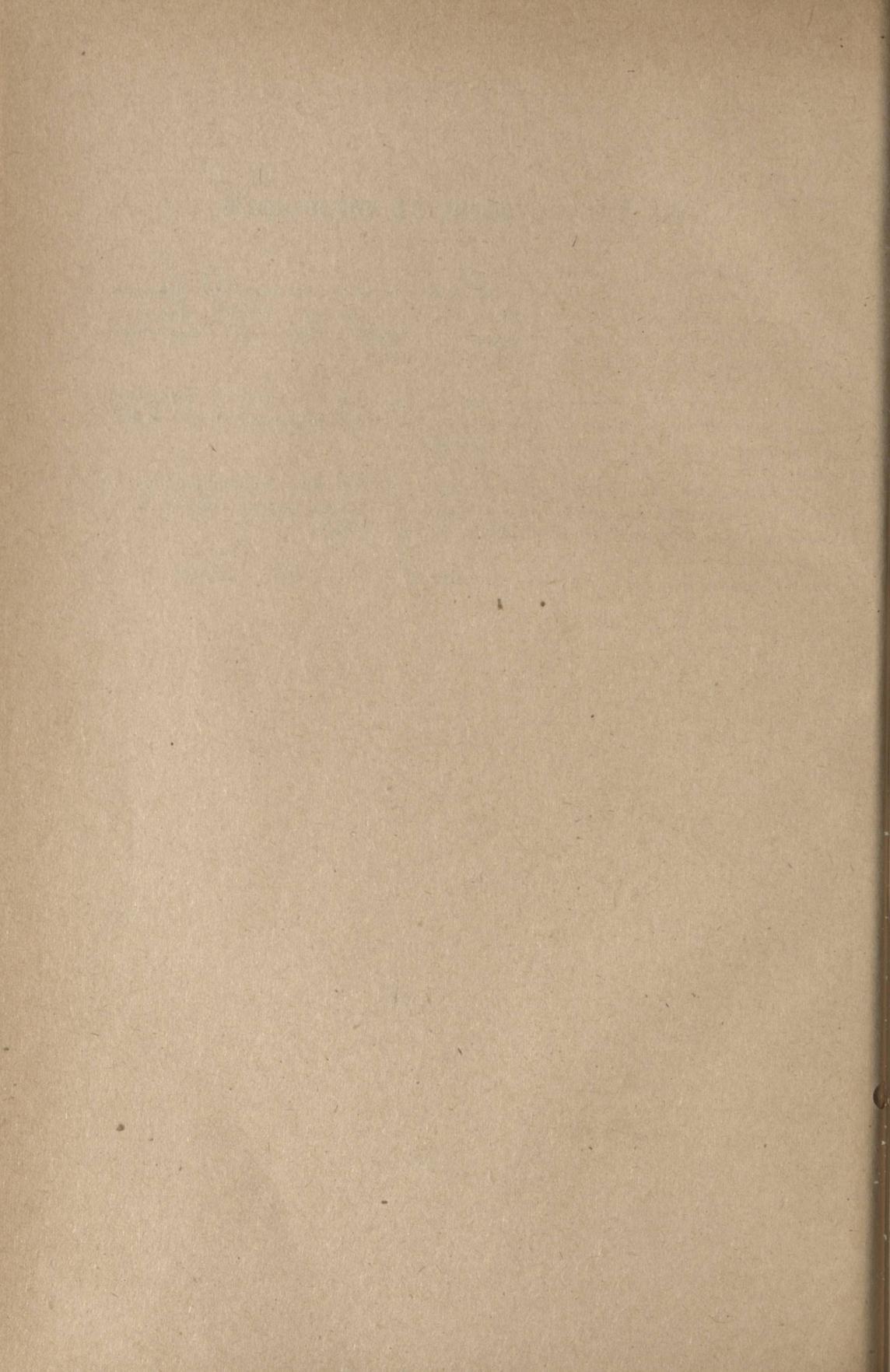
M. *Power*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Vu les mesures de quarantaine imposées à certains ports des Etats-Unis relativement aux immigrants qui y arrivent, et vu qu'un grand nombre d'immigrants arrivent aux Etats-Unis, le gouvernement a-t-il pris des mesures pour empêcher que ces immigrants soient dirigés sur des ports canadiens?

M. *Lemieux*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis qu'un service plus efficace de trains de voyageurs et de marchandises devrait être établi sur le Trancontinental, entre Winnipeg et Québec.

M. *Lemieux*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents et correspondance touchant la demande de pension de Mme Brunelle, mère veuve de feu le sergent-major N. Brunelle, No mat. 62068.

OTTAWA: Imprimé par THOMAS MULVEY, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1921.



No 7.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 22 FEVRIER 1921.

PRIÈRES.

Six pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 21 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Edmund Taylor, et autres de Calgary, Alberta, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Slave River Railway Company*,—M. Tweedie.

De William Joseph Blowing, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, ouvrier en fer à construction, époux légitime de Ada Alberta Blowing (née Jones), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Ada Alberta Blowing, son épouse,—M. Douglas (Strathecona).

De George Herbert Wood et autres de la cité de Toronto, Ontario, pour une loi d'incorporation sous le nom de *North American Trust Company of Canada*,—M. Mowat.

De Thomas Edwin William Flower, de la ville de Oshawa, comté d'Ontario, province de l'Ontario, et présentement demeurant dans la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province de l'Ontario, soldat rapatrié, époux légitime de Rose (Wall) Flower, pour une loi de divorce d'avec ladite Rose (Wall) Flower, son épouse,—M. Fripp.

De Ernest Lillie Montgomery, du village de Madawaska, district du Nipissing, province de l'Ontario, soldat rapatrié, époux légitime de Coral Catherine Montgomery, de la ville de Parry-Sound, district de Parry-Sound, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Coral Catherine Montgomery, son épouse,—M. Fripp.

De la *Kettle Valley Railway Company*, pour une loi les autorisant à émettre des débentures concernant leur ligne de chemin de fer pour un montant de cent cinquante mille dollars (\$150,000) par mille, construit ou sous contrat de construction,—M. Green.

De George Gourley, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, commis, époux légitime de Ivy Susan Gourley, du même endroit, femme mariée, pour une loi de divorce d'avec ladite Ivy Susan Gourley, son épouse,—M. Green.

De Ellen Greenwood (née Rhodes), du village de Lambton, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Alfred Greenwood, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ledit Alfred Greenwood, son époux.—*M. Smith.*

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie des arrêtés en conseil, C.P. No 1722 et C.P. No 1860, approuvant le tarif des honoraires aux officiers d'élection en vertu de l'article 76 de la Loi des élections fédérales.

Aussi,—Rapport sur la Loi de l'instruction agricole, 1919-20, conformément à l'article 8, chapitre 5, de 3-4, George V.

Et aussi,—Règlements sous l'empire de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux, conformément à l'article 9, chapitre 31 de 9-10, Edouard VII.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie d'un arrêté en conseil C.P. 2609, du 26 octobre 1920, nommant:—

Le très honorable sir George Eulas Foster, membre du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, C.C.M.G., B.A., D.C.L., LL.D., ministre du commerce du Canada;

Le Très Honorable Charles Joseph Doherty, membre du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, C.R., D.C.L., LL.D., ministre de la Justice du Canada; et

L'Honorable Newton Wesley Rowell, membre du Conseil privé du Canada, C.R., aux fin d'être présents à titre de représentants du Canada à la première réunion de l'Assemblée de la Ligue des nations, qui doit être tenue au siège de la ligue, à Genève, Suisse, le 15 novembre 1920.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac pour une adresse à Son Excellence, le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King.

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Harrison.

La Chambre s'ajourne alors à 10.30 p.m., jusqu'à demain à 2 p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le ministre des Chemins de fer et Canaux a-t-il reçu un rapport quelconque de la Commission des chemins de fer sur le service que le *Quebec Oriental Railway* et le *Atlantic Quebec and Western Railway* donnent? Dans l'affirmative, a-t-on pris quelque décision du chef de ce rapport?

2. Si l'on n'a rien fait, se propose-t-on de faire quelque chose, dans l'intérêt public?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le Chemin de fer de l'Etat a-t-il loué ou vendu du roulant au *Quebec Oriental* et à l'*Atlantic Quebec and Western*, au cours de l'année dernière? Dans l'affirmative, pour combien?

2. Les compagnies susdites ont-elles demandé une partie quelconque de ce roulant?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il l'année dernière fait quelque chose pour améliorer le service ferroviaire dans les comtés de Gaspé et de Bonaventure? Dans l'affirmative, qu'a-t-il fait?

2. A-t-on fait des propositions aux propriétaires du *Atlantic Quebec and Western* et du *Quebec and Oriental*, ou en a-t-on reçues, relativement à la fusion de ces lignes avec le National-Canadien, par achat, par bail ou autrement? Dans l'affirmative, quelles étaient ces propositions et quelle décision a-t-on prise à leur sujet?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le département des Postes a-t-il reçu des plaintes au cours de l'hiver dernier, au sujet du service postier dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé? Dans l'affirmative, quelle était la nature de ces plaintes?

2. Le département a-t-il autorisé une diminution ou un changement du service ferroviaire des postes? Dans l'affirmative, quel changement, et pourquoi l'a-t-on fait?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement ou l'un de ses membres a-t-il reçu des plaintes touchant le service de traverse entre Campbellton, N.-B., et Cross-Point, P.-Q.? Dans l'affirmative, quelle était la nature de ces plaintes?

2. Doit-on faire quelque chose pour faire disparaître ces sujets de plainte? Dans l'affirmative, que fera-t-on?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement ou l'un de ses membres a-t-il reçu une requête, récemment, pour la construction d'un pont roulier sur la rivière Restigouche, entre Campbellton, N.-B., et Cross-Point, P.-Q.?

2. Dans l'affirmative, de qui? et quelle réponse a-t-on donnée?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il autorisé le statisticien du Dominion à consulter les membres de la Chambre des Communes sur la cartographie des districts d'énumération, pour le recensement, dans leurs districts respectifs?

2. Le gouvernement se propose-t-il d'observer cette autorisation, si elle a été donnée, en consultant les députés sur les particuliers qui doivent être nommés commissaires ou énumérateurs pour le recensement dans leur districts respectifs?

M. Parent—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que le train local du Canadien-Nord, entre Québec et Shawinigan, est absolument indispensable au maintien du trafic entre ces deux villes et les différentes paroisses, comme Saint-Augustin, Neuville, Ecureuils Donacona et autres, sises sur cette ligne?

2. Est-il vrai qu'on se propose d'enlever ce train dans un avenir prochain?

3. Dans l'affirmative, le gouvernement ne sait-il pas qu'une telle décision privera le National-Canadien d'un fort revenu, et qu'il provoquera de lourdes pertes dans la population qui utilise cette ligne?

M. Murphy—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai, comme le dit une dépêche de presse du 17 février 1921, venant de Sainte-Catharines, qu'un nommé Hickman, qui se dit sujet britannique, a été déporté du Canada?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de sa déportation?

* M. Murphy—Jeudi prochain—QUESTION—

1. L'attention du gouvernement a-t-elle été attirée sur une déclaration de M. J. F. Haggerty, vice-président de l'usine de Thorold des compagnies Beaverboard, déclaration qui a été rapportée dans la presse, le 19 février 1921, comme suit:—

“Les soixante-dix membres de la Royale gendarmerie à cheval qui font du service à l'heure actuelle à Thorold et dans le voisinage, ont été dépêchés dans le district par les autorités fédérales d'Ottawa. Ils ont été envoyés pour nettoyer tout le district, après que les agents secrets fédéraux y ont fait un examen des conditions locales.”

2. La déclaration précédente est-elle exacte?

3. Dans l'affirmative, sur demande de qui, et par quelle autorité les agents fédéraux secrets et les soixante-dix gendarmes à cheval ont-ils été envoyés à Thorold et dans le voisinage?

M. Vien—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien y a-t-il de points divisionnaires sur les Chemins de fer de l'Etat, et quels sont leurs noms?

2. Quel a été le résultat des opérations pour chacun, en 1919 et en 1920, quant (a) aux recettes brutes, (b) aux frais d'exploitation, et (c) aux surplus ou déficits?

M. Prevost—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement se propose-t-il de construire une voie ferrée pour relier Montréal au Transcontinental?

2. Dans l'affirmative, le tracé de cette voie est-il fixé, et quel est-il?

M. Campbell—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que le gouvernement fédéral ne devrait pas retarder plus longtemps de rendre aux provinces de l'Ouest,—Manitoba, Saskatchewan et Alberta—l'exploitation de leurs ressources naturelles.

M. Campbell—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que le travail sur le chemin de fer de la baie d'Hudson, commencé en 1910 et continué jusqu'à la fin de 1918, devrait être repris le plus tôt possible cette année, et que l'entreprise devrait être achevée sans plus de retard.

M. Prevost—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—

Résolu que: Il est dans l'intérêt du public de lui permettre de se renseigner d'une manière officielle sur les travaux du Parlement canadien, de prendre connaissance du texte authentique des déclarations ministérielles, des réponses faites aux questions et aux interpellations des députés, et des discours prononcés en Chambre, ainsi qu'au Sénat.

Que le moyen le plus facile de mettre ces renseignements officiels à la portée de tous serait de déposer, dans tous les bureaux de poste du pays, au fur et à mesure qu'ils sont imprimés, deux exemplaires du Hansard, l'un en français, l'autre en anglais, pour être placés dans un endroit accessible au public, lequel pourrait en prendre connaissance en tout temps pendant les heures régulières d'ouverture des bureaux de poste.

M. *McMaster*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes."

Le *premier ministre*—MOTION—Que l'ordre de la Chambre donnant priorité à la prise en considération de l'adresse en réponse au discours de Son Excellence, le Gouverneur général à l'ouverture de la session sur toutes les autres questions, sauf la présentation des bills, soit rescindée à l'égard du Bill A (No 2) du Sénat, intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales."

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 25 février.</i>		
(Pour organisation).		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
231	Banques et Commerce.....	11.02 a.m.
231	Comptes publics.....	11.04 “
231	Marine et Pêcheries.....	11.06 “
231	Privilèges et Elections.....	11.08 “
231	Bills privés.....	11.10 “
231	Ordres permanents.....	11.12 “
231	Débats.....	11.14 “
231	Mines et minéraux.....	11.16 “
231	Agriculture et Colonisation.....	11.18 “
231	Forêts, Cours d'eau et Forces hydrauliques.....	11.20 “

No 8.

PROCÈS-VERBAUX

D' LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 23 FEVRIER 1921.

Deux heures, p.m.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 22 courant, lesquelles sont lues et regues et sont comme suit:—

De Gilmour et Hughson, Limitée, de la cité de Hull, province de Québec, pour une loi à l'effet de ratifier et confirmer la distribution parmi ses actionnaires de la somme de \$500,000, étant une partie des argents d'achat et des intérêts accrus, ainsi acquise en vertu d'une copie d'entente avec un Izaak Walton Killan, et pour d'autres objets, —M. *Fripp*.

De William Henry Coulson, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Marion Coulson (née Pollard), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Marion Coulson, son épouse, —M. *Hocken*.

De William Barnes Crockett, des cité et district de Montréal, province de Québec, contremaître d'atelier d'outils-machine de chemin de fer, époux légitime de Annie Lenora Crockett (née Floyd), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Annie Lenora Crockett, son épouse, —M. *Jacobs*.

De Harry Tolhurst, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, gardien, époux légitimes de Mae Dorothy Tolhurst (née Smart), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Mae Dorothy Tolhurst, son épouse, —M. *Smith*.

De Martin Cuby, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Sarah Cuby, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Sarah Cuby, son épouse, —M. *Mowat*.

De la *Quebec Central Railway Company*, pour une loi à l'effet de prolonger le délai pour construire et mettre en opération certaines lignes de chemin de fer, et pour d'autres objets, —M. *Béland*.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,— Copie des résolutions adoptées par l'Assemblée de la Ligue des nations à sa première session (novembre le 15 à décembre le 18, 1920).

Et aussi,—Rapport du secrétaire général de la première assemblée de la Ligue des nations sur le Travail du conseil.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier de la Chambre a reçu du directeur général des élections avis de l'élection de George Newcombe Gordon, écuyer pour le district électoral de Peterborough-Ouest.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le premier rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément à l'article 96, paragraphe 2, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son premier rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été observées dans chaque cas, savoir:—

De James A. M. Aikins, chevalier, et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom de Association canadienne du barreau.

Des Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée des Territoires du Nord-Ouest, pour une loi modifiant leur Loi d'incorporation.

Du Très Révérend Samuel P. Mathewson et autres, pour une loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

De Lancing Belmont Campbell et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom *Fidelity Company of Canada*.

De la compagnie du Canal de Montréal à Ottawa et la Baie Georgienne, pour une loi à l'effet de prolonger le délai pour commencer et compléter les canaux qu'elle est autorisé à construire.

De la *James Maclaren Company, Limited*, pour une loi les autorisant à augmenter leur capital-actions, et pour d'autres objets.

De la *Dominion Life Assurance Company*, pour une loi à l'effet de modifier leur loi d'incorporation.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table les bills privés suivants:—

Bill (No 3) Loi constituant en corporation *The Canadian Bar Association*.

Bill (No 4) Loi concernant *The Dominion Life Assurance Company*.

Bill (No 5) Loi constituant en corporation la Compagnie Fidélité du Canada.

Bill (No 6) Loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

Bill (No 7) Loi constituant en corporation la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Bill (No 8) Loi concernant la Compagnie James Maclaren (à responsabilité limitée).

Lesdits bills sont lus la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre conformément à la règle 99.

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné, que le nom de M. McDermand soit ajouté aux comités d'Agriculture et de Colonisation, des Bills Privés et des Ordres Permanents.

Sir George Foster, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 9) Loi modifiant la Loi des marques de commerce et dessins de fabrique, lequel est lu la première fois et la seconde lecture en est ordonné pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King;

Et le débat se continuant, sur motion de M. Archambault, ledit débat est ajourné à plus tard ce jour.

M. Meighen propose,—Que la Chambre revienne aux Affaires de Routine, à l'item des motions; agréé.

Les motions étant appelées;

M. Meighen propose alors,—Que l'ordre de la Chambre donnant priorité à la prise en considération de l'adresse en réponse au discours de Son Excellence, le Gouverneur général à l'ouverture de la session sur toutes les autres questions, sauf la présentation des bills, soit rescindée à l'égard du Bill A (No 2) du Sénat, intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales."

Et la question étant posée sur ladite motion, elle est agréée.

Le Bill A (No 2) du Sénat, intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales" est lu la seconde fois, considéré en comité général, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac, pour une adresse à Son Excellence, le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King.

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Crerar.

A six heures p.m., M. l'Orateur déclare la Chambre ajournée jusqu'à demain à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Kennedy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quand doit expirer ou a expiré le temps donné pour le choix des terres sous l'empire du transfert au gouvernement, en 1870, des droits de la compagnie de la baie d'Hudson?

2. Quand les terres réservées par la Couronne pour être choisies par la compagnie de la baie d'Hudson—et qui n'ont pas été choisies—ont-elles été ou doivent-elles être libérées pour la colonisation?

M. *Arthurs*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelle a été la valeur des importations, pour consommation domestique, de chacun des produits ci-dessous pendant l'année solaire 1920: produits agricoles et produits végétaux; animaux et leurs produits; légumes; instruments aratoires; faucheuses; faucheuses à pelouses; moissonneuses (engerbeuses automatiques)?

2. Quelle est la somme des droits de douane perçus sur chacune des catégories susdites?

M. *Prévost*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. L'honorable ministre de la Justice, l'un des représentants du Canada à l'Assemblée de la Société des nations tenue à Genève en décembre 1920, a-t-il présenté à ladite Assemblée une motion demandant l'élimination de l'Article 10 du Pacte conclu à Versailles?

2. Dans l'affirmative, l'honorable ministre de la Justice exprimait-il l'opinion du gouvernement canadien?

3. Qu'est-il advenu de cette motion?

M. *Rinfret*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que les percepteurs de la Douane continuent d'évaluer au pair le dollar américain, pour les marchandises qui nous viennent des Etats-Unis?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de donner des instructions aux percepteurs des Douanes pour qu'ils évaluent ces marchandises au taux courant du change, comme il l'a fait dans le cas des monnaies européennes?

* M. *Casgrain*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que le préfet du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul a démissionné?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il nommé un nouveau titulaire?

3. Dans l'affirmative, qui est-il?

4. Quelles sont les aptitudes exigées pour l'exercice de ces fonctions?

M. *Prévost*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il nommé un commissaire du recensement pour la province de Québec, en vue du recensement qui doit se faire cette année?

2. Dans l'affirmative, qui est-il, et quels sont ses appointements?

3. Un directeur du recensement a-t-il été choisi et nommé pour chaque comté de la province de Québec?

4. Quand doit commencer le travail effectif du recensement?

5. Quels seront les salaires des énumérateurs et de leur chef dans chaque comté?

M. Reid (Mackenzie)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la somme totale qu'on a jusqu'ici dépensée pour la briquetterie des houillères de lignite, en Saskatchewan?

2. Quelle est l'estimation du coût de l'installation une fois achevée?

3. Quelle sera sa capacité en briquettes?

4. Quand pouvons-nous prévoir la mise en marché des briquettes?

5. Y a-t-il des sous-produits à exploiter dans l'installation? Dans l'affirmative, lesquels?

6. La construction des chantiers se fait-elle à l'entreprise ou à la journée, ou au pourcentage?

7. Si c'est à l'entreprise, des soumissions ont-elles été demandées? et quels sont les entrepreneurs?

M. Euler—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelle partie, s'il en est, de la somme de \$20,000,000.00 que le Parlement du Canada a affectés en 1920 à la construction des navires par l'initiative privée, a été utilisée à ces fins?

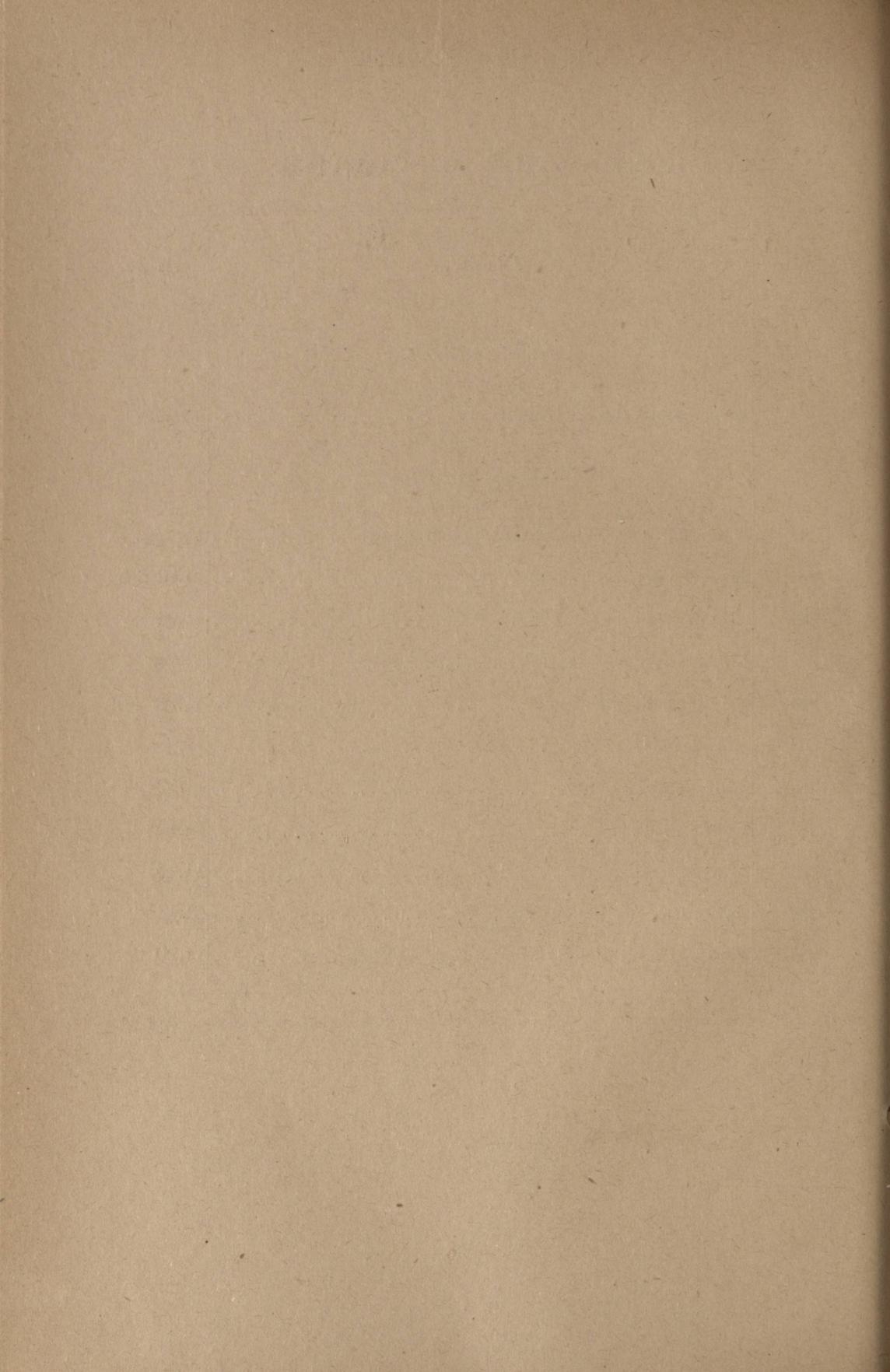
2. Si l'on n'a pas utilisé ce fonds, pourquoi ne l'a-t-on pas utilisé?

M. Lemieux—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance échangée entre les gouvernements du Canada et de la Serbie, touchant l'expulsion du docteur Burnham et de sa mission des hôpitaux, au Monténégro.

M. Lemieux—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, correspondance, télégrammes, échangés entre les gouvernement du Canada et des Etats-Unis au sujet de la demande des syndics du district sanitaire de Chicago, d'être autorisés à divertir 10,000 pieds cubes d'eau par seconde du lac Michigan dans le canal de drainage de Chicago.

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 24 février.</i>		
(Pour organisation).		
431	Impressions du Parlement.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 25 février.</i>		
(Pour organisation).		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
231	Banques et Commerce.....	11.02 a.m.
231	Comptes publics.....	11.04 “
231	Marine et Pêcheries.....	11.06 “
231	Privilèges et Elections.....	11.08 “
231	Bills privés.....	11.10 “
231	Ordres permanents.....	11.12 “
231	Débats.....	11.14 “
231	Mines et minéraux.....	11.16 “
231	Agriculture et Colonisation.....	11.18 “
231	Forêts, Cours d'eau et Forces hydrauliques.....	11.20 “



No 9.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 24 FÉVRIER 1921.

PRIÈRES.

Neuf pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 23 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Richard John Whitley, de la ville de Trenton, comté de Hastings, province de l'Ontario, briqueteur, époux légitime de Edna Mabel Whitley, pour une loi de divorce d'avec ladite Edna Mabel Whitley, son épouse,—*M. Porter*.

De Frederick Harold Walton, de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province de l'Ontario, conducteur de chemin de fer, époux légitime de Elsie Rebecca Walton (née Thurston), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Elsie Rebecca Walton, son épouse,—*M. Fripp*.

George Newcombe Gordon, écuyer, député pour le district électoral de Peterborough-Ouest, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé le rôle qui le contient, prend son siège en chambre.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie des Ordres et Règlements de la cour de l'Echiquier du Canada, conformément aux prescriptions de l'article 88, de la Loi de la cour de l'Echiquier, chapitre 140, S.R.C., 1906.

Aussi,—Règles générales et formules, en conformité de l'article 66, de la Loi de la faillite, chapitre 36, 9-10 George V.

M. McMaster, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 10), Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Meighen propose,—Que la Chambre procède maintenant aux mesures du gouvernement; agréé.

Les mesures du gouvernement étant en conséquence appelées;

M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill A (No 2) du Sénat, intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales"; agréé.

La Chambre en conséquence se forme de nouveau en comité général sur ledit bill, et sur rapport de nouveau progrès le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne maintenant à l'ordre spécial; agréé.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac, pour une adresse à Son Excellence, le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King;

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Blake.

La Chambre s'ajourne alors à 11.10 p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Boyce*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Les représentants de la *Arthur Young Company*, ou de *Griffenhagen and Associates*, ou des deux, ont-ils demandé que leurs honoraires, émoluments ou rémunérations, pour services rendus à la Commission du service civil, soient payés en argent américain, afin de bénéficier de la différence dans le tarif du change?
2. Dans l'affirmative, leur requête a-t-elle été satisfaite?

* M. *Halladay*—Lundi prochain—QUESTION—

1. M. Bailey ou M. Wolfe, qui étaient chargés de réorganiser l'Imprimerie d'Etat comme représentants de la *Arthur Young Company*, de Chicago, ont-ils donné ordre de détruire les clichés qui servent à l'impression des Statuts du Canada?
2. Par quelle autorité MM. Baily ou Wolfe ont-ils agi ainsi?
3. A-t-on demandé l'avis de l'Imprimeur du Roi avant de prendre cette mesure?
4. Quand a-t-on détruit ces clichés?
5. Les Statuts de combien d'années sont compris dans cette destruction?
6. Le Parlement a-t-il encore en main les originaux de tous les Statuts adoptés depuis la Confédération, ou ont-ils été détruits lors de l'incendie du 3 février 1916?
7. Combien coûteront la composition et l'électrotypie à neuf des Statuts, dont les clichés ont été détruits, si l'on juge nécessaire de les réimprimer?
8. Quel fonctionnaire du Parlement pourrait vérifier l'exactitude des Statuts réimprimés?
9. Si MM. Bailey ou Wolfe, comme représentants de la *Arthur Young Company*, ont agi comme il est dit, sans l'autorisation de la Commission du service civil ou d'un membre du gouvernement, une poursuite pour dommages-intérêts sera-t-elle intentée à la *Arthur Young Company* pour la conduite injustifiée de ses employés?

M. *Edwards*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Relativement au service public fédéral, qu'est-il entendu par les mots (a) service intérieur, et (b) service extérieur?
2. Combien de fonctionnaires y a-t-il actuellement dans (a) le service intérieur et (b) le service extérieur?

* M. *Duff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien la *Montréal Locomotive Company* a-t-elle construit de locomotives pour les chemins de fer du gouvernement depuis 1917, et combien sont à l'entreprise ou en voie de construction, mais inachevées, dans ses usines?
2. Quel a été ou quel sera le coût total de toutes ces locomotives?
3. Des soumissions publiques ont-elles été demandées pour la construction de ces locomotives? Dans la négative, pourquoi?
4. L'honorable ministre de la Marine et des Pêcheries est-il membre d'un bureau ou comité connexe à la *Montreal Locomotive Company*? Dans l'affirmative, quels sont les fonctions ou devoirs de ce bureau ou comité quant aux affaires faites avec le gouvernement?
5. Dans la négative, l'honorable ministre de la Marine et des Pêcheries a-t-il cessé d'être membre de ce bureau ou comité?

M. Duff—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien au total ont coûté le renflouage et les réparations du vapeur du gouvernement canadien *Canadian Recruit*, et sa mise en état de prendre la mer?
2. Pour combien ce navire était-il assuré?
3. Quelle était sa valeur, d'après les polices d'assurances qu'il portait?
4. Quelle est la somme que les estimateurs maritimes ont jugée devoir être payée par les assureurs maritimes pour le renflouage, les réparations etc., de ce navire?
5. Quelle somme de cette estimation a été perçue desdits assureurs maritimes, ou payée par eux?

M. Duff—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des vapeurs de la flotte du gouvernement canadien qui ont été en service à venir au 31 décembre 1920?
2. Où ces vapeurs ont-ils été construits et enregistrés, à venir à la date susdite, inclusivement?

M. Bourassa—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que depuis la classification faite par ses experts, des ouvrages publiés à l'Imprimerie nationale ont été jetés au panier parce qu'ils étaient mal faits, qu'ils ont été réimprimés, provoquant ainsi des pertes supérieures à \$100,000.00?
2. Le gouvernement sait-il que des machines parfaitement bonnes ayant servi à l'Imprimerie nationale, ont été vendues comme fer de rebut?
3. Dans l'affirmative, quelle somme cette vente a-t-elle rapportée?

M. Bourassa—Lundi prochain—QUESTION—1. Les autobus sont-ils sujets à la taxe de quinze pour cent établie par le paragraphe A de l'article 4 de la Loi spéciale du revenu de guerre, 1915?

* M. Gauvreau—Lundi prochain—QUESTION—

1. L'honorable premier ministre a-t-il pris connaissance des protestations et des accusations du *Standard* de Saint-Jean, N.-B., au sujet de la nomination de M. MacDonald, de la Nouvelle-Ecosse, à un siège du Sénat pour une des divisions du Nouveau-Brunswick?
2. Dans l'affirmative, se propose-t-il de rescinder cette nomination, ou de demander la démission de l'honorable M. Wigmore, son ministre des Douanes, vu les nombreuses demandes à cette fin qui lui viennent de la province du Nouveau-Brunswick?

* M. Gauvreau—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le département des Chemins de fer sait-il que les vieux employés de l'Intercolonial n'ont jamais reçu d'augmentation de pension, ni avant la guerre, ni pendant les jours difficiles où la vie chère atteignait des proportions inconcevables?
2. Sait-il que la pension actuelle est au minimum de \$15.00 par mois et ne dépasse pas \$52.50 au maximum, quant aux plus anciens employés?
3. Sait-il que tous les employés de l'Intercolonial étaient prêts à payer une contribution plus forte au fonds général, pour donner à ces vieux employés en retraite une pension qui leur permit de vivre convenablement?
4. Le département des chemins de fer, ou la Commission des Chemins de fer nationaux, sont-ils disposés à satisfaire à la requête de ces vieux pensionnaires, et à leur accorder une pension qui mette leurs vieux jours à l'abri de la misère?

M. *Rinfret*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il rompu un contrat avec la *Dominion Iron & Steel Company*, pour la fourniture de l'acier?
2. Quelle était la nature de ce contrat?
3. Quel en était le montant?
4. Pourquoi l'a-t-on discontinué?

M. *Rinfret*—Lundi prochain—QUESTION—Quel est le montant total des emprunts de guerre que le gouvernement canadien a consentis, et qui sont exempts de l'impôt sur le revenu?

Le *Ministre du Commerce*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi à l'effet de modifier et codifier les lois concernant l'inspection du gaz et compteurs à gaz."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 25 février.</i>		
(Pour organisation).		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
231	Banques et Commerce.....	11.02 a.m.
231	Comptes publics.....	11.04 “
231	Marine et Pêcheries.....	11.06 “
231	Privilèges et Elections.....	11.08 “
231	Bills privés.....	11.10 “
231	Ordres permanents.....	11.12 “
231	Débats.....	11.14 “
231	Mines et minéraux.....	11.16 “
231	Agriculture et Colonisation.....	11.18 “
231	Forêts, Cours d'eau et Forces hydrauliques.....	11.20 “

No 10.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 25 FEVRIER 1921.

PRIÈRES.

Onze pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 24 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De la *Manitoba and Northwestern Railway Company of Canada*, pour une loi les autorisant à construire certaines lignes de chemin de fer dans la province de la Saskatchewan, et pour d'autres objets,—*M. Lang*.

De James Wood, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, tonnelier, époux légitime de Martha Wood (née Minnoia), du même endroit, femme mariée, pour une loi de divorce d'avec ladite Martha Wood, son épouse,—*M. Fripp*.

De Robert Irwin, de la cité de Windsor, comté de Essex, province de l'Ontario, marchand, époux légitime de Mary Martha Irwin (née Burnett), R.R. No 2, du village de Flesherton, comté de Grey, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Mary Martha Irwin, son épouse,—*M. Douglas (Stratheona)*.

De Nora Beatrice St. John-McDonald, R.R. No 2, Bear-Line via Chatham, comté de Kent, province de l'Ontario, épouse légitime de Frank McDonald, actuellement détenu au pénitencier de Kingston, comté de Frontenac, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ledit Frank McDonald, son époux,—*M. Douglas (Stratheona)*.

De Abbie Jane Wigle (née Harris), de la cité de Windsor, comté de Essex, province de l'Ontario, épouse légitime de Purvis Guy Wigle, Hotel Shaftesbury, rue Great St. Andrews, W.C. 2, Londres, Angleterre, ex-soldat dans la F.E.C., numéro matricule 213674, pour une loi de divorce d'avec ledit Purvis Guy Wigle, son époux,—*M. Smith*.

De Sarah Anne King, de la ville de Kingsville, comté de Essex, province de l'Ontario, présentement demeurant dans la ville de Leamington, dans ledit comté de Essex, femme mariée, épouse légitime de James Frederick King, de la ville de Sackville, province du Nouveau-Brunswick, fabricant de patrons, pour une loi de divorce d'avec ledit James Frederick King, son époux,—M. *Smith*.

De William Herbert Wales Edward, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Olga Lillian Edward (née Browne); pour une loi de divorce d'avec ladite Olga Lillian Edward, son épouse,—M. *Sheard*.

De Walter E. Sloan, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, bijoutier, époux légitime de Mary Frances Sloan (née Loucks), pour une loi de divorce d'avec ladite Mary Frances Sloan, son épouse,—M. *Sheard*.

De la *Dominion Express Company*, pour une loi à l'effet d'étendre leurs pouvoirs de manière à inclure le transport des colis au dehors, aussi bien que dans le Canada, et d'augmenter leur capital-actions,—M. *Nesbitt*.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Etat détaillé des obligations et cautionnements enregistrés au ministère du secrétariat d'Etat, depuis le dernier rapport (27 février 1920) soumis au Parlement du Canada, conformément aux prescriptions de l'article 32, chapitre 19, S.R.C., 1906.

Sur motion de M. Meighen,—Résolu, que Messieurs Anderson, Douglas (Strathcona), Stewart (Hamilton), Armstrong (Lambton), Whidden, Nesbitt, Tobin, Lapointe et Maharg, soient nommés pour assister M. l'Orateur dans la régie du restaurant, en ce qui concerne les intérêts de la Chambre, et pour agir en qualité de membres d'un comité conjoint des deux chambres du Parlement.

Ordonné qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné, que le nom de M. Gordon soit ajouté aux comités des Bills Privés et des Banques et du Commerce.

Sir George Foster, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 11), Loi modifiant et codifiant la législation relative aux brevets d'invention, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Meighen propose,—Que la Chambre procède aux Mesures du Gouvernement; agréé.

Les Mesures du gouvernement étant en conséquence appelées;

M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill A (No 2) du Sénat, intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales;" agréé.

La Chambre se forme en conséquence en comité général sur ledit bill, lequel est rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne maintenant à l'Ordre spécial; agréé.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac, pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King;

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Wilson (Wentworth).

La Chambre s'ajourne alors à 11.15 p.m., jusqu'à lundi prochain.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Power*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le Cabinet a-t-il reçu une communication quelconque de sir Hamar Greenwood ou du gouvernement britannique, invitant quelques-uns des ministres canadiens de Sa Majesté à participer à l'inauguration d'un parlement de l'Irlande-Sud?
2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il accepté l'invitation?

M. *Griesbach*—Lundi prochain—QUESTION—A-t-on nommé, les juges des divisions d'appel et de procès de la Cour suprême de l'Alberta, créées en vertu du chapitre 3 des statuts de l'Alberta, 1919, et dont les émoluments ont été prévus dans le Chapitre 56 des Statuts du Canada, 1920?

* M. *Casgrain*—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il de ressusciter la Loi de l'impôt sur les profits excessifs d'affaires, l'année prochaine?

M. *Lemieux*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie du rapport spécial du docteur Burnham sur la façon dont le gouvernement serbe a traité la mission hospitalière canadienne au Monténégro.

* M. *Fripp*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous rapports, mémoires et correspondance que la Commission du service civil possède touchant la destitution d'Alfred Saint-Laurent à la division de la papeterie du département des impressions et de la papeterie publiques, à Ottawa.

No 11.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 28 FEVRIER 1921.

PRIÈRES.

Cinq pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 25 courant, lesquelles sont lues et regues et sont comme suit:—

De John Edward Kelly, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pompier, époux légitime de Elsie Kelly, du même endroit, femme mariée, pour une loi de divorce d'avec ladite Elsie Kelly, son épouse,—M. *Mowat*.

De la *Quebec, Montreal and Southern Railway Company*, pour une loi prolongeant le délai dans lequel ledit chemin de fer peut-être construit,—M. *Lemieux*.

Du Crédit Foncier Franco-Canadien, de la cité de Montréal, province de Québec, pour une loi à l'effet de rappeler leur loi d'incorporation, 46 Victoria, chapitre 85, Statuts du Canada, 1883,—M. *Chabot*.

De Evelyn Campbell (née Smith), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Robert Archibald Campbell, de la cité de Hamilton, comté de Wentworth, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ledit Robert Archibald Campbell, son époux,—M. *Best*.

De Edna Garnet Rabb (née Quinn), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, femme mariée, épouse légitime de Isaiah Leslie Rabb, maintenant demeurant dans ou près la ville de Harriston, comté de Wellington, province de l'Ontario, barbier, pour une loi de divorce d'avec ledit Isaiah Leslie Rabb, son époux,—M. *Fripp*.

De Sheman Talmage Smith, de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province de l'Ontario, fonctionnaire public, époux légitime de Beatrice Emily Smith (née Hodgson), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Beatrice Emily Smith, son épouse,—M. *Fripp*.

De Dora Lucy Bell (née Macdougall), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Walker Hardenbrooke Bell, du même endroit, colonel dans l'armée de Sa Majesté, pour une loi de divorce d'avec ledit Walter Hardenbrooke Bell, son époux,—M. *Mowat*.

De Carman Adams, du township de Ameliasburgh, comté de Prince-Edouard, province de l'Ontario, époux légitime de Maud Adams (née Brickman), de la cité de Belleville, comté de Hastings, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Maud Adams, son épouse,—M. *Mowat*.

De Ivan Ignatius Brazill, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, employé de trains, époux légitime de Mary Edna Brazill, (née Cole), maintenant demeurant dans le village de Todmorden, un faubourg de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Mary Edna Brazill, son épouse,—M. *Mowat*.

De Jean Grey Holt, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Thomas Fortune Holt, du même endroit, dentiste, pour une loi de divorce d'avec ledit Thomas Fortune Holt, son époux,—M. *Mowat*.

De Mamie McKillop (née Fleming), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Albert Charles McKillop, du même endroit, imprimeur, pour une loi de divorce d'avec ledit Albert Charles McKillop, son époux,—M. *Currie*.

M. Guthrie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère de la Milice et de la Défense pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Aussi, il met devant la Chambre,—Règlements pour le corps canadien d'aviation approuvés par le Gouverneur en conseil en conformément de l'article 5, de la Loi de la Commission de l'Air, 9-10 George V, chapitre 11 le 31 août 1920.

Du consentement de la Chambre, les bills suivants sont respectivement présentés, lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonné pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill (No 12), Loi modifiant et codifiant la législation concernant les droits d'auteur,—M. *Doherty*.

Bill (No 13), Loi modifiant et codifiant les lois concernant l'inspection du gaz et des compteurs à gaz.—*Sir George Foster*.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King,

Et le débat se continuant;

Et la question étant de nouveau posée sur l'amendement;

M. Campbell propose,—Que tous les mots après "Que" dans ledit amendement soient retranchés et remplacés par les suivants:

"La situation politique actuelle exige qu'il y ait une redistribution suivie de près par une élection générale; et que ce parlement devrait adopter immédiatement la législation que dans de telles circonstances, requiert l'intérêt du pays, et puis ajourner à une date rapprochée alors que les rapports du recensement seront disponibles en

vue des changements nécessaires dans la loi de la représentation; et qu'une élection générale ait alors lieu aussitôt que possible; et, de plus, que le recensement et les rapports requis pour la redistribution soient faits aussi promptement que cela sera praticable".

Et le débat se prolongeant, il est ajourné sur motion de M. Clark (Red Deer).

La Chambre s'ajourne alors à 10.30 p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Lafortune*—Mercredi prochain—QUESTION—Le gouvernement a-t-il l'intention de coopérer dans une certaine mesure à la construction des ponts de l'île Perrot, du moins du côté de Saint-Anne-de-Bellevue, sur la partie du canal qui lui appartient?

M. *Boyer*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire, cette année, le macadamisage du chemin qui va de Pointe-Cascades à Coteau Landing, sur la berge du canal de Soulanges?

2. Doit-il demander des nouvelles soumissions à cet effet?

3. Des plans et devis de ce travail ont-ils été préparés?

4. Dans l'affirmative, quel ministère a préparé ce travail?

M. *Demers*—Mercredi prochain—QUESTION—Quels ont été les revenus du Bureau de poste de la cité de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean-Iberville, pour les années 1918, 1919 et 1920?

M. *Casgrain*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il qu'il n'y a pas d'agent en charge aux gares du chemin de fer Québec-Saguenay, à Saint-Irénée, aux Eboulements et à la Petite-Rivière-Saint-François, et qu'en raison de cette lacune les chemins de fer de l'Etat perdent des revenus considérables?

2. Pourquoi a-t-on enlevé les agents à ces stations?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de les réintégrer dans leurs fonctions? Dans l'affirmative, quand?

M. *Casgrain*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les contrats accordés à l'entrepreneur Demers, pour le transport des malles dans la ville de Québec, soit pour les boîtes postales ou pour livraison à domicile?

2. Quel est le montant de chaque contrat?

* M. *Boyer*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire en macadam la route qui suit la berge du canal de Soulanges, Entre Pointe-Cascades et Coteau-Landing?

2. Des plans et devis ont-ils déjà été préparés pour la confection de ce chemin?

3. A quel ministère faudra-t-il s'adresser pour prendre connaissance de ces plans et devis?

* M. *Lafortune*—Mercredi prochain—QUESTION—Le gouvernement a-t-il l'intention de coopérer à la construction des ponts de l'île Perrot, entreprise pour laquelle le gouvernement de Québec a promis de voter la somme de \$600,000 au cours de la session actuelle?

M. *Power*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Des représentations ont-elles été faites au gouvernement canadien au sujet de la mission du lieutenant-colonel Burnham au Monténégro?

2. Le gouvernement sait-il que cet officier canadien a été forcé de se soumettre, aux mains du gouvernement serbe, du chef des représentants de ce gouvernement, à un traitement tout à fait contraire à celui que la courtoisie internationale exige?

3. Le gouvernement se propose-t-il d'intervenir au sujet de cette mission canadienne au Monténégro, afin qu'il soit permis de finir le travail que cette mission devait accomplir, à savoir; secourir des milliers de malades de l'Europe centrale en général, et du Monténégro en particulier?

M. Power—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement connaît-il la conduite du capitaine Seferovitch, consul serbe à Montréal, qui a porté des accusations publiques contre des citoyens du Canada dans des lettres aux journaux?

2. Dans l'affirmative, se propose-t-il de faire quelque chose en l'espèce?

3. A-t-on fait des représentations au gouvernement touchant le dossier personnel de ce capitaine Seferovitch?

M. Caldwell—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Lorsque le gouvernement fédéral a fait une convention avec la province du Nouveau-Brunswick, le 9 novembre 1916, pour exploiter le chemin de fer Saint-Jean et Québec comme partie des chemins de fer de l'Etat, quelle garantie a-t-il donnée à la province qu'il y aurait un service trainier suffisant maintenu sur ce chemin de fer Saint-Jean et Québec?

2. Le gouvernement sait-il que le service des voyageurs du Saint-Jean et Québec, entre Fredericton et Centreville, a été récemment diminué à trois fois la semaine, ce qui est tout à fait insuffisant dans l'intérêt public de cette partie du réseau?

3. Le gouvernement fédéral sait-il que la cité de Fredericton et les différentes villes entre Fredericton et Centreville sont très agitées en raison de cette diminution du service trainier?

M. Michaud—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelle est actuellement la valeur de la livre sterling au Canada?

2. Quelle est la valeur du dollar canadien en Angleterre?

3. L'écart du change, s'il en est, est-il causé par le contrôle aux Etats-Unis?

M. Blair—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de télégrammes, lettres, pétitions et résolutions le gouvernement a-t-il reçus du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, du 1er août 1919 au 1er janvier 1920, (a) approuvant la Commission des Blés du Canada, et (b) la désapprouvant?

2. Combien de lettres, télégrammes, pétitions et résolutions le gouvernement a-t-il reçus du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, du 1er août 1920 au 1er janvier 1921, (a) approuvant la Commission des blés du Canada, et (b) la désapprouvant?

M. Bourassa—Mercredi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il de construire un bureau de poste à Saint-Romuald, comté de Lévis, sur le terrain acheté à ces fins, il y a déjà longtemps, pour remplacer le bureau actuel, qui est une vieille remise?

* M. Murphy—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le Directeur général des élections a-t-il fait des rapports, en vertu de l'Article 74 de la Loi des élections fédérales, 1920?

2. Dans l'affirmative, combien et à quelles élections se rapportent-ils?

3. Doit-on soumettre une législation à la session actuelle en raison de ces rapports?

M. Devlin—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouverneur en conseil a-t-il interdit l'exportation hors du Canada de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou de lingots d'or fin; et dans l'affirmative, cette interdiction est-elle encore en vigueur, par quelle autorité l'est-elle, et quand et comment cette interdiction a-t-elle été déclarée, faite ou publiée?

2. Si le gouverneur en conseil a interdit l'exportation hors du Canada de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou des lingots d'or fin, cette interdiction était-elle absolue, ou ces lingots et cette monnaie, malgré toute interdiction qui put avoir été faite à leur sujet, restaient-ils sujets à l'exportation dans certains cas, ou en vertu de permis ou de patentes obtenus à ces fins?

3. Le gouverneur général en conseil, le gouvernement du Canada ou un ministre ou un fonctionnaire du gouvernement a-t-il émis ou accordé des permis ou des patentes autorisant ou permettant l'exportation de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou les lingots d'or fin hors du Canada, par un particulier, une banque, compagnie ou corporation, depuis le 1er janvier 1918; et dans l'affirmative, à quels particuliers, banques, compagnies ou corporations ces permis ou patentes ont-ils été accordés depuis le 1er janvier 1918; et quelles sont les dates respectives de ces permis ou patentes?

4. A quels particulier, banque, compagnie ou corporation chacun de ces permis ou patentes a été accordé; quand, et quelle quantité de monnaie d'or, d'or en lingots ou de lingots d'or fin a chacun de ces permis ou patentes autorisait-il à exporter; et quelle quantité de monnaie et de lingots comme susdit a été exportée sous l'empire de chacun de ces permis ou patentes?

5. Ces permis ou patentes qui ont pu être donnés pour l'exportation de la monnaie et des lingots d'or comme susdit, on la demande de ces permis ou patentes, précisaient-ils sur quels pays l'exportation de l'or était autorisée, et, dans l'affirmative, quels étaient les pays ainsi précisés dans chacun desdits permis ou patentes, et dans chaque demande de permis ou de patentes?

6. Le gouverneur en conseil, le gouvernement fédéral, un ministre ou un fonctionnaire du gouvernement, a-t-il imposé des honoraires pour les permis ou patentes d'exportation de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou des lingots d'or fin hors du Canada, et dans l'affirmative, quels sont ces honoraires; et ces honoraires ont-ils dans une mesure quelconque (et dans l'affirmative, dans quelle mesure), découlé de la quantité d'or comme susdit que les permis et patentes, respectivement, autorisaient à exporter?

M. *Casgrain*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie du décret du conseil adopté vers le milieu de février, à l'effet de fusionner la division du surintendant des postes avec celle des inspecteurs des postes.

M. *Casgrain*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis qu'un service moderne de vapeurs, trois fois par semaine, soit établi sous le contrôle du gouvernement, entre la Malbaie, dans le canté de Charlevoix, et Tadoussac, dans le comté de Saguenay.

M. *Keefe*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—Que de l'avis de la Chambre, un comité spécial composé de.....membres devrait être formé pour prendre en considération et examiner les avantages qui pourraient résulter d'une voie navigable à eau profonde pour le transport des grands lacs à la mer *via* le fleuve Saint-Laurent, et surtout les avantages qui surgiront en raison de l'augmentation des moyens de navigation et de l'utilisation de l'énergie hydro-électrique sur le fleuve Saint-Laurent, et

Que le comité spécial ait le droit de tenir des assemblées à Ottawa ou ailleurs durant l'intersession du Parlement et, le pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers ou documents, et examiner des témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre à la Chambre.

M. Boyer—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—

Résolu,—La Chambre est d'avis que pour faciliter aux cultivateurs et planteurs de tabac l'observance de la Loi des patentes et autres impôts sur la culture du tabac, il est opportun d'autoriser les maîtres de postes ruraux à émettre ces patentes, à vendre les timbres, et à percevoir les impôts, etc., pour le département du Revenu de l'Intérieur et en son nom; que cette mesure tendrait à éviter une foule d'ennuis entre le gouvernement et les cultivateurs, en offrant à ces derniers des moyens faciles de se conformer à la Loi et d'élaguer ainsi la perspective de poursuites et d'autres inconvénients.

Le *Ministre du Commerce*—Mercredi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu, (1)—Qu'il est expédient d'approuver la convention datée le dix-huitième jour de juin 1920, entre le gouvernement du Dominion du Canada et les gouvernements de certaines colonies de Sa Majesté des Indes Occidentales, laquelle convention est appelée "La Convention de commerce avec les Antilles, 1920";

(2) Que les dispositions de ladite convention se rapportant aux droits de douane sur les articles, produits ou manufactures d'une des colonies, dont le gouvernement est parti à ladite convention, soient approuvées et déclarées avoir force de loi au Canada;

(3) Que le Gouverneur en conseil aura le pouvoir de déterminer par proclamation publiée dans la *Gazette du Canada*, le jour où le traitement préférentiel des marchandises indiquées dans la convention entrera en vigueur sous l'empire de la convention quant à chacune desdites colonies, l'étendue de cette préférence dans les limites indiquées dans la convention lorsque la somme exacte de cette préférence n'est pas précisée dans la convention, et le jour où le traitement préférentiel de ces marchandises se termine de par la convention pour l'une des dites colonies;

(4) Que le tarif douanier de 1907 et ses amendements soit modifié conformément aux dispositions de ladite convention; et,

(5) Que la loi qui doit être basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour que le gouverneur en conseil fixera par proclamations publiées dans la *Gazette du Canada*.

No 12.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADASEANCE DU MARDI, 1^{ER} MARS 1921.

PRIÈRES.

Quatre pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 28 février courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit :—

De Teresa Costigan Armstrong, secrétaire de la *Catholic Women's League of Canada*, demandant à la Chambre de ne pas passer de législation concernant le divorce, —M. Chabot.

De la Compagnie du chemin de fer des Mille Îles, pour un amendement à leur loi d'incorporation, —M. Smith.

De la Compagnie du chemin de fer de Oshawa, pour un amendement à leur loi d'incorporation, —M. Smith.

De Robert Frank Massie et autres, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Standard Insurance Company*, —M. Mowat.

De Eudora Edith Perry (née Webster), de North-Hatley, comté de Stanstead, province de Québec, épouse légitime de Dana Perry, demeurant à Cabot, Etat du Vermont, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, charpentier, pour une loi de divorce d'avec ledit Dana Perry, son époux, —M. Baldwin.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Gouverneur général, —Comptes publics du Canada, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Et aussi, —Décret du conseil, C.P. 755, tel qu'amendé par le décret du conseil C.P. 879, du 14 avril 1920, établissant le Bureau de compensations et ses devoirs relativement au règlement des propriétés ou dettes en Canada d'allemands naturalisés, en conformité avec les dispositions de l'article 1 de la Loi ayant pour objet de mettre en vigueur les Traités de paix entre Sa Majesté et certaines autres puissances, chapitre 30, George V, 1919.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du Secrétaire d'Etat pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le greffier a déposé sur la Table le second rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:—

Conformément à la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son second rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et a constaté que les dispositions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De la *Vancouver, Fraser Valley and Southern Railway Company*, pour certains amendements à leur loi d'incorporation.

De George Herbert Wood et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom de *North American Trust Company of Canada*.

De Gilmour et Hughson, limitée, pour une loi à l'effet de conformer et ratifier certaines distributions d'argent faites par la compagnie et pour d'autres objets.

De Frank Alexander Staunton, pour une loi de divorce d'avec Gertrude Staunton, son épouse.

De William Gleaves Doyle, pour une loi de divorce d'avec Margaret Edith Doyle, son épouse.

De Elizabeth Alexander (née Hart), pour une loi de divorce d'avec John Frederick Alexander, son époux.

De Alexandre W. LaRue, pour une loi de divorce d'avec Mamie LaRue, son épouse.

De Hazel Galbraith (née Kinsman), pour une loi de divorce d'avec William Galbraith, son époux.

De Lillian Florence Ansell (née White), pour une loi de divorce d'avec Frederick Ansell, son époux.

De Werden Parker, pour une loi de divorce d'avec Ethel Parker, son épouse.

De George Elmor Glossop, pour une loi de divorce d'avec Sarah Ann (Sade) P. Glossop, son épouse.

De John Verner McAree, pour une loi de divorce d'avec Etta Winnifred McAree, son épouse.

De Beatrice Osborne, pour une loi de divorce d'avec Percy Osborne, son époux.

De Mary Elizabeth Leonard (née Cormack), pour une loi de divorce d'avec Samuel C. Leonard, son époux.

De Maria Martin Morel, pour une loi de divorce d'avec Alfred Morel, son époux.

De Fergus McKee, pour une loi de divorce d'avec Emily McKee, son épouse.

De Dorothy Mearuel Score, pour une loi de divorce d'avec Andrew Hamilton Score, son époux.

De John Holden, pour une loi de divorce d'avec Agnes Holden, son épouse.

De William J. Blowing, pour une loi de divorce d'avec Ada Alberta Blowing, son épouse.

De George Gourley, pour une loi de divorce d'avec Ivy Susan Gourley, son épouse.

De Ellen Greenwood (née Rhodes), pour une loi de divorce d'avec Alfred Greenwood, son épouse.

De William Henry Coulson, pour une loi de divorce d'avec Marion Coulson, son épouse.

De Martin Cuby, pour une loi de divorce d'avec Sarah Cuby, son épouse.

De Frederick Harold Walton, pour une loi de divorce d'avec Elsie Rebecca Walton, son épouse.

De William Herbert Wales Edward, pour une loi de divorce d'avec Olga Lillian Edward, son épouse.

De Evelyn Campbell (née Smith), pour une loi de divorce d'avec Robert Archibald Campbell, son époux.

De Jean Grey Holt, pour une loi de divorce d'avec Thomas Fortune Holt, son époux.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table les bills privés suivants :—

Bill (No 14), Loi concernant *Gilmour and Hughson, Limited*,—M. *Fripp*.

Bill (No 15), Loi constituant en corporation la *North American Trust Company of Canada*,—M. *Mowat*.

Bill (No 16), Loi concernant les Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée des Territoires du Nord-Ouest,—M. *Mackie* (Edmonton).

Lesdits bills sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, conformément à la règle 99.

M. Doherty, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 17), Loi ayant pour objet de définir l'expression "nationaux-canadiens", lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac, pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King; et sur l'amendement à l'amendement de M. Campbell;

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Copp.

La Chambre s'ajourne alors à 11.30 p.m., jusqu'à demain à deux heures p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Pacaud—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement du Canada a-t-il accordé un prêt à la Belgique?
2. Dans l'affirmative, jusqu'à quel point le gouvernement de Belgique s'est-il servi de cet emprunt?
3. Sur le total des exportations canadiennes en Belgique, imputées audit prêt, quelle proportion comportait des produits manufacturés, et quelle proportion des produits agricoles?

* M. Cowan—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quand doit être achevée la briquetterie en construction à Bienfait?
2. Comment disposera-t-on du produit, après l'achèvement?
3. Si la vente est faite par des agents locaux, qui les nommera?
4. A quel prix vendra-t-on les briquettes?
5. Combien le gouvernement fédéral dépense-t-il actuellement pour cette entreprise?

Le *Ministre de l'Agriculture*—Jeudi prochain—La Chambre en comité général sur la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'il est expédient de rappeler l'article 3 de la Loi de l'oléomargarine, 1919 (deuxième session) telle qu'amendée par l'article 1, chapitre 30 des Statuts de 1920, et de décréter à sa place, que nonobstant tout ce qui est contenu dans la Loi concernant l'Industrie Laitière, 1914, la manufacture dans et l'importation de l'oléomargarine en Canada, et son offre de vente, sa vente, et l'avoir en sa possession pour des fins de vente, sera permis.

Le *Ministre de la Justice*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier."

No 13.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 2 mars 1921.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

Sept pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table la rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 1er courant, lesquelles sont lues et reçues, et sont comme suit:—

De Herbert Henry Brown, marchand, de Escuminac, comté de Bonaventure, province de Québec époux légitime de Sophia Beatrice Little Brown, présentement demeurant à Bangor, Etat du Maine, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, pour une loi de divorce d'avec ladite Sophia Beatrice Little Brown, son épouse,—*M. Copp.*

De la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, pour une loi les autorisant à émettre des bons, débentures ou autres garanties collatérales pour ou au lieu de toutes débentures consolidées qu'ils sont autorisés ou pourront être autorisés à émettre dans la suite, et pour le même montant, et pour d'autres objets,—*M. Mewburn.*

De la Maritime Coal, Railway and Power Company, Limited, constituée en corporation en vertu du chapitre 153 des Statuts de 1903-4 de la province de la Nouvelle-Ecosse et des amendements y ajoutés, demandant une loi à l'effet de déclarer ses chemins de fer, travaux de chemins de fer et entreprises être pour l'avantage général du Canada, et pour d'autres objets,—*M. Maclean (Halifax).*

De Anne Elizabeth Walker (née McKnight), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Edward Walker, du même endroit machiniste, pour une loi de divorce d'avec ledit Edward Walker, son époux,—*M. Fripp.*

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King; et sur le sous-amendement de M. Campbell.

A six heures p.m., M. l'Orateur déclare la Chambre ajournée jusqu'à demain à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. L'attention du gouvernement a-t-elle été attirée sur la recommandation suivante du Board of Trade de Québec au président et aux membres de la Commission des chemins de fer, le 3 février 1921:

“Nous prions la Commission d’user de son influence en faveur des tentatives que fait actuellement le Board of Trade de Québec pour remédier à la situation pénible dans laquelle la population de la péninsule gaspésienne—près de 80,000 âmes—se trouve en raison du mauvais service ferroviaire et de l’absence d’un service de trains réfrigérants, que réclament leurs pêcheries,—lesquelles, depuis deux cents ans, sont au nombre des plus importantes du monde entier—afin qu’elles puissent avoir l’occasion de fournir aux villes canadiennes un approvisionnement peu coûteux de poisson frais, et rapporter en même temps aux pêcheurs de la côte de Gaspé un prix équitable pour leurs prises. Ces pêcheurs obtiennent maintenant un cinquième de ce que reçoivent les pêcheurs de Prince-Rupert, qui ont ces moyens de transport. Nous suggérons que le gouvernement fédéral devrait acquérir les deux cents milles de chemin de fer entre Matapédia et Gaspé, qui se trouve sur tout son parcours en vue des bateaux pêcheurs, et en faire une partie des chemins de fer de l’Etat”.

Et dans l’affirmative, doit-on décider quelque chose?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Des patentes pour la pêche au saumon dans les eaux maréennes de la province de Québec seront-elles cette année émises par le ministère de la Marine et des Pêcheries, et dans l’affirmative, quand?

2. Quel programme se propose-t-on de suivre?

3. Les porteurs actuels de permis de la province auront-ils la préférence quant à leurs patentes ? Faudra-t-il faire des demandes, et, dans l’affirmative, à qui, et quand. Donnera-t-on bon avis aux porteurs de patentes et au public à cet effet, et fournira-t-on des formules de demande?

4. Quels sont les fonctionnaires des pêcheries pour le comté de Bonaventure?

M. *Casgrain*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il qu’une saisie de spiritueux a été faite à la gare de la Baie-Saint-Paul, sur la ligne du Québec-Saguenay, en janvier dernier?

2. Quel est le nom du policier du National-Canadien qui a été délégué pour tenir enquête à ce sujet?

3. Ce policier a-t-il fait rapport?

4. Dans l’affirmative, le gouvernement le produira-t-il?

M. *Reid* (Mackenzie)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quand a-t-on commandé les 18,000 fourgons pour le C.N.R.?

2. Si les commandes sont de dates différentes, quelles sont le mois et l’année de chaque commande?

3. Quelles compagnies les ont construits?

4. Des soumissions ont-elles été demandées, ou la construction se fait-elle sur commande?

5. Si la construction se fait au coût plus pourcentage, quelle est la proportion autorisée du profit?

6. Combien coûtent 6,000 fourgons?
7. Combien de fourgons ont été livrés, et quand?
8. Combien de fourgons neufs a-t-on placés dans le transport du grain à l'Ouest de Fort William?
9. Quelle est la capacité maximum de ces fourgons, en grain?
10. Ces fourgons sont-ils munis d'auges de fonds pour le déchargement rapide au point d'arrivée?
11. Ces 18,000 fourgons sont-ils en sus des fourgons ajoutés pour remplacer des fourgons brisés ou usés?

M. *Casgrain*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu des pétitions des habitants de La-Petite-Rivière-Saint-François, de l'Île-aux-Coudres, de la Malbaie, (Saint-Etienne de la Malbaie), de la Pointe-au-Pic, de Saint-Fidèle, et de Saint-Siméon, demandant la construction de certains travaux ou édifices publics en ces endroits?
2. Le gouvernement a-t-il étudié l'utilité de ces travaux?
3. Dans l'affirmative, quand ces travaux doivent-ils être commencés?
4. Dans la négative, pourquoi?

M. *Archambault*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. A-t-on récemment demandé une enquête sur l'administration, dans le district de Montréal, (a) du Bureau de Poste, (b) du bureau du Revenu de l'intérieur, (c) du bureau des Douanes, (d) du bureau des travaux publics?
2. Dans l'affirmative, qui a demandé l'enquête dans chaque cas?
3. Quelles sont les raisons qui ont motivé cette demande?
4. Les requérants et les ministres intéressés ont-ils échangé de la correspondance au sujet des enquêtes susdites, et dans l'affirmative cette correspondance sera-t-elle déposée?
5. Des enquêtes ont-elles été faites à la suite de chaque demande?
6. Dans la négative, pourquoi n'a-t-on pas fait enquête?

M. *Casgrain*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que le député de Saint-Antoine, Montréal, a envoyé sa démission comme membre de la Chambre des Communes?
2. Dans l'affirmative, quand M. l'Orateur l'a-t-il reçue?

M. *Fielding*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'obligations du gouvernement canadien le comité des banquiers agissant pour le gouvernement a-t-il achetées dans chacun des exercices financiers 1919 et 1921, et jusqu'aujourd'hui en 1921?
2. Quelle somme, hors l'intérêt, a été payée dans chaque exercice pour ces obligations?
3. De combien d'obligations le comité a-t-il disposé dans chaque exercice?
4. Quelle somme, hors l'intérêt, le comité a-t-il reçue chaque année civile, à même ces ventes d'obligations?
5. Quelle somme d'obligations demeure aux mains du comité, lorsque ses opérations ont cessé?
6. Comment a-t-on disposé des obligations qui sont restées aux mains du comité?

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le vapeur *Canadian Sapper* est-il arrivé de Saint-Jean, Terre-Neuve, à Halifax, le ou vers le 22 janvier 1921?
2. Quel est son poids mort? en tonnes?

3. Combien de tonneaux de cargaison portait-il lors du voyage en question de Saint-Jean à Halifax ?

4. Combien de tonnes de houille ce vapeur consume-t-il ?

5. Quel tarif de salaires était payé aux bons marins de ce vapeur pendant le voyage en question ?

M. *Duff*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous contrats conventions, correspondances, lettres et télégrammes et autres documents, que le gouvernement du Canada, principalement le premier ministre, le ministre du Travail et le ministre de la Marine ont échangés avec le président du Congrès du métier et du travail, le secrétaire du Conseil du métier et du travail de Toronto, et des organisations du travail intéressées dans l'industrie de la construction maritime, au sujet des gages affectant les hommes qui ont travaillé ou qui travaillent actuellement à la *Dominion Shipbuilding Company*; aussi, tous contrats, soumissions, conventions et correspondance se rapportant à la construction de certains navires actuellement en construction dans les chantiers de ladite *Dominion Shipbuilding Company*, à Toronto.

M. *Archambault*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé (a) donnant les noms de tous les officiers du bureau des manifestes au ministère des douanes dans la ville de Toronto; (b) le salaire actuel de chacun de ces officiers.

N^o 14.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 3 MARS 1921.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 2 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De James Charles Allward, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, commis d'assurance, époux légitime de Eva Henrietta Allward (née Abbs), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Eva Henrietta Allward, son épouse,—*M. Currie*.

De John Graham, de la ville de Oshawa, comté d'Ontario, province de l'Ontario, électricien, époux légitime de Mary Graham du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Mary Graham, son épouse,—*M. Smith*.

De Rose Winifred Smith (née Witt), du village de Fairbank, comté de York, province de l'Ontario, demeurant présentement à Kleinburg, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de James Smith, de la cité de Winnipeg, province du Manitoba, autrefois de Orillia, comté de Simcoe, province de l'Ontario, fabricant d'outils et cultivateur, pour une loi de divorce d'avec ledit James Smith, son époux,—*M. Fripp*.

De Arthur Wilfred Rigby, autrefois de la cité de Hamilton, comté de Wentworth, province de l'Ontario, maintenant de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, soldat rapatrié, époux légitime de Ethel Rigby, de la cité de London, comté de Middlesex, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Ethel Rigby, son épouse,—*M. Mowat*.

De Addie Irene Gilbert, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de W. Leighton Gilbert, médecin, pour une loi de divorce d'avec ledit W. Leighton, son époux,—*M. Mowat*.

De Gertrude May Turner (née Freeman), de la cité de Chatham, comté de Kent, province de l'Ontario, épouse légitime de John Vivian Turner, autrefois de la ville de Napanee, comté de Lennox, province de l'Ontario, employé de chemin de fer, mais que l'on croit présentement demeurer à Montréal, province de Québec, pour une loi de divorce d'avec ledit John Vivian Turner, son époux.—*M. Ross.*

De Annie Maud Bell, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, infirmière graduée, épouse légitime de Charles Garland Bell, étudiant en médecine, un habitant de la province de l'Ontario, mais au meilleur de sa connaissance, n'y possède pas de lieu de domicile attiré, pour une loi de divorce d'avec ledit Charles Garland Bell, son époux.—*M. Boys.*

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:—

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
OTTAWA, 3 mars 1921.

Monsieur,—J'ai l'honneur de vous informer que le Très honorable Sir Louis Davies, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat, jeudi, le 3 mars, à 4 heures, pour y sanctionner certains bills.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,
Votre obéissant serviteur,

JAMES F. CROWDY,

Adjoint-assistant du secrétaire du Gouverneur général.

A l'honorable ORATEUR
de la Chambre des Communes,
Ottawa.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac pour une adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à Son discours à l'ouverture de la session; et sur l'amendement de M. King; et sur le sous-amendement de M. Campbell;

Et le débat se continuant, il est ajourné à plus tard ce jour, sur motion de M. Maharg.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat acquiesse aux amendements faits par la Chambre des Communes au Bill A (No 2) du Sénat, intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales", sans amendement.

Un message est reçu du Très Honorable juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, désirant la présence immédiate de la Chambre dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre s'y rendent, et de retour,—

M. l'Orateur fait rapport qu'il a plu à Son Honneur le député de Son Excellence le Gouverneur général, de donner la sanction royale au bill suivant:—

Bill modifiant la Loi des élections fédérales.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion de M. McIsaac secondé par M. Malkelvie,

Que l'adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général pour remercier humblement Son Excellence du gracieux discours qu'Elle a bien voulu faire aux deux Chambres du Parlement, savoir:—

A Son Excellence le Très noble Victor Christian William, duc de Devonshire, marquis d'Hartington, comte de Devonshire, comte de Burlington, baron Cavendish de Hardwicke, baron de Cavendish de Keighley, chevalier du très noble Ordre de la Jarretière, un des membres du Très honorable Conseil privé de Sa Majesté, chevalier Grand-Croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, chevalier Grand-Croix de l'Ordre royal de Victoria, Gouverneur général et Commandant en chef de la Puissance du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, les Communes du Canada, assemblées en Parlement, demandons qu'il nous soit permis d'offrir nos humbles remerciements à Votre Excellence pour le gracieux discours que Votre Excellence a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur l'amendement de M. King:—Que les mots suivants soient ajoutés à la dite adresse:—

“ Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de la Chambre ou du pays, et que la rétention de leurs fonctions constitue une usurpation des pouvoirs du gouvernement populaire.”

Et sur le sous-amendement de M. Campbell:—Que tous les mots après “Que” dans ledit amendement soient retranchés et remplacés par les suivants:

“La situation politique actuelle exige qu'il y ait une redistribution suivie de près par une élection générale; et que ce parlement devrait adopter immédiatement la législation que dans de telles circonstances, requiert l'intérêt du pays, et puis ajourner à une date rapprochée alors que les rapports du recensement seront disponibles en vue des changements nécessaires dans la loi de la représentation; et qu'une élection générale ait alors lieu aussitôt que possible; et, de plus, que le recensement et les rapports requis pour la redistribution soient faits aussi promptement que cela sera praticable”.

Et le débat se continuant et se prolongeant;

Vendredi, 4 mars 1921.

Et la question étant posée sur le sous-amendement, ell est rejetée.

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR:

Messieurs

Archambault,	Duff,	Lavigueur,	Pedlow,
Baldwin,	Du Tremblay,	Leduc,	Pelletier,
Béland,	Ethier,	Léger,	Power,
Bourassa,	Euler,	Lemieux,	Prevost,
Boyer,	Fafard,	Lesage,	Proulx,
Brouillard,	Fielding,	MacNutt,	Rinfret,
Bureau,	Fontaine,	McCoig,	Robb,
Cahill,	Fortier,	McCrea,	Ross,
Caldwell,	Fournier,	McDermand,	Savard,
Cannon,	Gauvreau,	McDonald,	Séguin,
Cardin,	Gervais,	McGibbon,	Sinclair (Antigonish-
Casgrain,	Gordon,	(Argenteuil),	et-Guysborough),
Chisholm,	Gould,	McKenzie,	Sinclair (Queens,
Copp,	Halbert,	McMaster,	I. du P.-E.),
Crerar,	Hunt,	Marcil,	Stein,

d'Anjou,	Jacobs,	(Bonaventure),	Thomson
Davis,	Johnston,	Marcile (Bagot),	(Qu'Appelle),
Déchène,	Kay,	Mayrand,	Tobin,
Delisle,	Kennedy	Michaud,	Trahan,
Demers,	(Essex N.),	Murphy,	Truax,
Denis,	King,	Pacaud,	Turgeon,
Desaulniers,	Lafortune,	Papineau,	Verville,
Deslauriers,	Lancôtôt,	Pardee,	Vien,
Devlin,	Lapointe,	Parent,	White (Victoria),
			Wright—91.

CONTRE :

Messieurs

Allan,	Cooper,	Henders,	Nicholson (Algoma),
Anderson,	Cowan,	Hocken,	Paul,
Andrews,	Cronyn,	Keefer,	Peck,
Argue,	Crowe,	Kemp (sir Edward),	Porter,
Armstrong	Cruise,	Lalor,	Redman,
(Lambton),	Currie,	Lang,	Reid (Grenville),
Armstrong (York),	Davidson,	Long,	Scott,
Arthurs,	Doherty,	MacKelvie,	Sexsmith,
Ballantyne,	Douglas	Mackie	Shaw,
Ball,	(Strathcona),	(Edmonton),	Sheard,
Best,	Douglas (Cap-	Mackie (Renfrew),	Simpson,
Blair,	Breton-S. et	Macleam (York),	Smith,
Blake,	Richmond),	McCurdy,	Spinney,
Bolton,	Drayton (sir Henry),	McGibbon	Stacey,
Bonnell,	Edwards,	(Muskoka),	Steel,
Bowman,	Elkin,	McIntosh,	Stevens,
Boyce,	Finley,	McIsaac,	Stewart
Boys,	Foster (sir George),	McLean (Royal),	(Hamilton),
Brien,	Foster (York),	McQuarrie,	Sutherland,
Bristol,	Fraser,	Manion,	Thompson
Butts,	Fripp,	Martin,	(Weyburn),
Calder,	Fulton,	Meighen,	Thompson
Casselman,	Gauthier,	Merner,	(Hastings),
Chabot,	Glass,	Mewburn,	Thompson (Yukon),
Chaplin,	Green,	Middlebro,	Tremain,
Charlton,	Griesbach,	Morphy,	Tudhope,
Charters,	Guthrie,	Mowat,	Tweedie,
Clark (Bruce),	Halladay,	Munson,	Whidden,
Clarke	Harold,	Myers,	Wigmore,
(Wellington),	Harrison,	Nesbitt,	Wilson
Clements,	Hartt,	Nicholson (Queens,	(Wentworth),
Cockshutt,	Hay,	1. du P.-E.),	Wilson
			(Saskatoon)—116.

Et la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée.

Sur motion de M. Meighen, il est ordonné.—Que ladite adresse soit grossoyée et qu'elle soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil privé.

Sur motion de Sir Henry Drayton, il est résolu.—Que cette Chambre se formera en comité, lundi prochain, pour prendre en considération les Subsidés à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de Sir Henry Drayton, il est résolu,—Que cette Chambre se formera en comité, lundi prochain, pour prendre en considération les Voies et Moyens de prélever les Subsidés à accorder à Sa Majesté.

La Chambre s'ajourne alors à 4.35 a.m.

EDGAR N .RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Duff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Relativement à l'émission des certificats et obligations de chemins de fer,—à savoir: de la compagnie de chemin de fer du Canadien-Nord, 1er mai 1920, \$15,000,000, et le 1er décembre 1920, \$25,000,000, et du Grand-Tronc, \$25,000,000 et \$12,000,000,—ces certificats et obligations ont-ils tous été émis par l'entremise de MM. Dillon et Read et Cie, de New-York ?

2. Dans l'affirmative, quelle commission a été payée à cette firme pour l'administration de ces \$77,000,000 de certificats et obligations ?

3. Quelle compagnie de fiducie, quelle banque ou quel particulier a agi au nom du gouvernement canadien ?

4. M. Miller Lash, de Toronto, a-t-il d'une façon quelconque été mêlé à la vente de ces obligations ou certificats ?

5. Dans l'affirmative, en quelle qualité a-t-il agi ?

6. Quelle rémunération lui a-t-on payée ?

M. *McMaster*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le Grand-Tronc a-t-il emprunté, au cours de l'année civile 1920-21, une somme de \$12,000,000, sur certificats de la fiducie d'outillage ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il garanti ces certificats ?

3. Dans la négative, ont-ils été émis du plein consentement et avec pleine autorité du gouvernement, et ce dernier est-il d'une façon quelconque responsable de leur remboursement ?

4. La commission et les frais de distribution de \$12,000,000 de certificats ont-ils coûté \$1,002,000 ?

5. Le taux d'intérêt payé sur ces certificats est-il de 6½ pour 100 ?

6. L'intérêt et le principal sont-ils payables à New-Cork ?

M. *McMaster*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il garanti des obligations du Nanadien-Nord pour \$25,000,000, le 1er décembre 1920 ?

2. A-t-on payé \$950,000 comme commission, sur la vente de ces obligations à New-York ?

3. Quelles dépenses ont été encourues en sus de cete commission ?

4. L'intérêt exigé sur ce prêt est-il de 7 pour 100 ?

5. L'intérêt et le principal sont-ils payables à New-York ?

M. *McMaster*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il garanti, le 1er octobre 1920, des obligations du Grand-Tronc au montant de \$25,000,000 ?

2. Après paiement des commissions et autres frais, le chemin de fer a-t-il reçu \$23,595,205.31, seulement, pour la vente de ces obligations ?

3. L'intérêt payé sur ces obligations est-il de 7 pour 100 ?

4. L'intérêt et le principal sont-ils payables à New-York ?

M. *McMaster*—Lundi prochain—QUESTION—

1. La Compagnie du chemin de fer Canadien-Nord, ou l'une de ses filiales, a-t-elle mis des certificats au montant de \$15,000,000 le 1er mai 1920 ?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom de la compagnie filiale qui a émis ces certificats ?

3. Ces certificats ou obligations étaient-ils garantis par le gouvernement?
4. Dans la négative, pourquoi pas?
5. La commission pour la vente de ces \$15,000,000. d'obligations s'est-elle chiffrée, avec les frais connexes, à \$766,568.85?
6. Quel a été le reliquat net encaissé du chef de cet emprunt, après paiement de la commission et des dépenses?
7. Quel intérêt paye-t-on sur ces certificats?
8. L'intérêt et le principal sont-ils payables à New-York?

M. *Gordon*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien y a-t-il eu d'enrôlements dans les Troupes expéditionnaires canadiennes (conscrits compris), de l'ouverture de la guerre au jour de l'Armistice?
2. Combien d'entre ces hommes ont fait du service (a) en Canada, (b) en Angleterres, et (c) en France?
3. Combien au total le Bureau des Pensions a-t-il examiné de pensionnés, de juin 1920 à aujourd'hui?
4. Combien de pensions ont été diminuées, et quel total ces réductions représentent-elles?
5. Combien a coûté l'administration du Bureau des Pensions pendant toute la période de son existence?
6. Combien de fonctionnaires (a) masculins et (b) féminins ce Bureau a-t-il employés, et combien des fonctionnaires masculins ont fait du service en France?
7. Combien des hommes employés au ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile ont fait du service en France, et combien l'administration de ce département a-t-elle coûté jusqu'ici?
8. Combien d'hommes sont au service du Bureau d'Etablissement des soldats, et du Bureau de préparation professionnelle, et combien d'entre eux ont fait du service en France?

M. *Griesbach*—Lundi prochain—QUESTION—1. Combien d'argent a été payé au gouvernement du Canada relativement aux demandes de baux pétrolifères dans la province de l'Alberta, depuis le 1er janvier 1920, indiquant ces paiements au total, mois par mois jusqu'à la date la plus rapprochée?

M. *Casgrain*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu, par l'entremise des départements de la Marine et des Pêcheries, ou des Postes, des requêtes ou demandes pour un service de vapeurs entre la baie Sainte-Catherine et Tadoussac, dans le comté de Saguenay sous le contrôle du gouvernement?
2. Le gouvernement a-t-il étudié la nécessité et l'opportunité d'accorder semblable service?
3. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder la requête contenue dans les pétitions susdites?

M. *Casgrain*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quand le gouvernement a-t-il pris possession du chemin de fer Québec et Saguenay par l'entremise du National-Canadien?
2. Combien ce chemin de fer a-t-il transporté de voyageurs, du 17 mars 1920 à aujourd'hui?
3. Quelles ont été les recettes nettes de ce chemin de fer, depuis cette date?
4. Quels salaires sont payés tous les mois aux différents agents de gare ou gardiens, sur la ligne de ce chemin de fer?

M. *Desaulniers*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de circuits nouveaux de distribution postale rurale ont été établis en 1920?
2. Dans quelles municipalités?

M. *Rinfret*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Les marchandises venant d'Allemagne sont-elle assujetties aux mêmes règlements que les marchandises venant d'autres pays d'Europe, à la Douane du Canada?
2. Dans la négative comment estime-t-on les droits de douane à leur sujet?

M. *Rinfret*—Lundi prochain—QUESTION—1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'imposer une taxe spéciale sur les compagnies d'assurance non-autorisées, et dites "mutuelles"?

No 15.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 4 MARS 1921.

PRIÈRES.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 3 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Stella Anna Jackson (née Kennedy), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, femme mariée, épouse légitime de George Edward Jackson, cardeur de laine, du même endroit, son époux,—M. *Mowat*.

De Elizabeth Gertrude Connor, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de William Roswell Connor, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ledit William Roswell Connor, son époux,—M. *Copp*.

M. Calder, l'un des membres du conseil privé du Roi met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport sommaire de la division des mines, ministère des Mines, pour l'année se terminant le 31 décembre 1919.

Aussi,—Rapport annuel du ministère de l'Intérieur, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Assui,—Rapport du département des Affaires des Sauvages pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Aussi, il met devant la Chambre,—Relevé montrant le nombre d'affranchissements des sauvages sous l'empire de la Loi des Sauvages, du 1er avril 1920 au 18 février 1921.

Ausi,—Règlements additionnels faits sous l'empire de la Loi d'établissement des soldats, 1919.

Aussi,—Relevé des décrets du conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada*, entre le 5 février 1920 et le 31 décembre 1920, en conformité des dispositions de l'article 77 de la Loi des terres fédérales, chapitre 20, 7-8 Edouard VII

Aussi,—Relevé des décrets du conseil qui ont été publiés dans la *Gazette du Canada*, depuis le 5 février 1920 et le 31 décembre 1920 en conformité des dispositions de l'article 19, chapitre 10, 1-2 George V,—Loi concernant les parcs fédéraux et réserves forestières.

Aussi,—Copie des décrets du conseil adoptés depuis le 5 février 1920 et le 31 décembre 1920 approuvant les règlements et formules prescrites en vertu des dispositions de l'article 4, chapitre 18, de la Loi concernant les oiseaux migrateurs, 1917.

Aussi,—Relevé montrant toutes les terres vendues par la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique durant l'année terminée le 30 septembre 1920, avec les noms des acheteurs conformément aux dispositions des Statuts du Canada, 1886, chapitre 9, article 8.

Aussi,—Relevé montrant le nombre de permis accordés pour le transport des liqueurs alcooliques dans les Territoires du Nord-Ouest pour l'année terminée le 31 décembre 1920, en conformité des dispositions des Statuts Révisés, chapitre 62, article 88.

Et aussi,—Troisième rapport annuel du Bureau de publication de documents historiques, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant pour lequel il demande le concours de la Chambre, savoir:—

Bill B (No 18) du Sénat, intitulé: "Loi amendant le Code criminel de façon à permettre la revision des sentences excessives ou inadéquates."

M. Doherty, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 19) Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier, lequel est lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Meighen pour Sir George Foster propose,—Que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—

(1)—Qu'il est expédient d'approuver la convention datée, du dix-huitième jour de juin 1920, que le gouvernement du Canada a faite avec les gouvernements de certaines colonies de Sa Majesté, aux Indes Occidentales, laquelle convention est appelée "La Convention de commerce avec les Antilles, 1920";

(2) Que les dispositions de ladite convention se rapportant aux droits de douane sur les articles, produits ou manufactures d'une des colonies, dont le gouvernement est partie à ladite convention, soient approuvées et déclarées avoir force de loi au Canada;

(3) Que le Gouverneur en conseil aura le pouvoir de déterminer par proclamation publiée dans la *Gazette du Canada*, le jour où le traitement préférentiel des marchandises indiquées dans la convention entrera en vigueur sous l'empire de la convention quant à chacune desdites colonies, l'étendue de cette préférence dans les limites indiquées dans la convention lorsque la somme exacte de cette préférence n'est pas précisée dans la convention, et le jour où le traitement préférentiel de ces marchandises se termine de par la convention pour l'une des dites colonies;

(4) Que le tarif douanier de 1907 et ses amendements soit modifié conformément aux dispositions de ladite convention; et,

(5) Que la loi qui doit être basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour que le gouverneur en conseil fixera par proclamation publiées dans la *Gazette du Canada*.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence, le Gouverneur général ayant été mis au fait de ladite résolution, la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain sur ladite résolution.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, propose.—Que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de révoquer l'article trois de la Loi de l'oléomargarine, 1919, chapitre 24 des statuts de 1919 (deuxième session), telle qu'amendée par l'article I du chapitre 30 des statuts de 1920, et de décréter en son lieu que par dérogation aux dispositions de la Loi concernant l'Industrie laitière, 1914, chapitre sept des statuts de 1914 ou de tout autre loi ou statut, la manufacture et l'importation de l'oléomargarine en Canada, sa mise en vente, sa vente ou le fait de la garder en sa possession pour la vente, seront permis.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général ayant été mis au fait de ladite résolution la recommande à la Chambre.

Résolu, que la Chambre se forme demain en comité général sur ladite résolution.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu de la règle 37:—

Par M. Vien:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Quels étaient les sous-ministres dans les différents départements de l'Etat en 1910, le 1er janvier.
2. Quels étaient-ils au 1er janvier 1921.
3. Quels étaient les chefs de division dans les différents départements de l'administration fédérale, en 1910.
4. Quels étaient-ils au 1er janvier 1921.

Par M. Vien:—Ordre de la Chambre,—Tableau Montrant:—

1. Quels sont, nommément, les fonctionnaires congédiés depuis le 1er janvier 1918, indiquant l'année de leur congé.
2. Quels sont nommément les fonctionnaires engagés depuis la même date.

Par M. Mackie (Edmonton):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Combien le gouvernement actuel a accordé de patentes pour entrepôts douaniers de spiritueux dans la province de l'Alberta, depuis 1917.
2. A qui ces patentes ont été accordées.
3. Sur quelle recommandation.

Par M. Desaulniers:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Combien de commissions le gouvernement a créées depuis 1919.
2. Ce quelles sont.
3. Quels sont les commissaires actuels, dans ces différentes commissions, et quels sont les appointements de chacun d'eux.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Bureau, pour M. Archambault:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents quelconques comportant, relativement au contrat adjudgé par le gouvernement canadien à la raison sociale *J. Coughlan & Sons*, pour la construction d'une cale sèche à Vancouver, toute la correspondance, les soumissions, le contrat ou autres documents se rapportant à ce contrat.

Par M. Bureau, pour M. Archambault:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant : 1. le montant des sommes que le gouvernement du Canada a prêtées ou des crédits qu'il a faits depuis le 19 avril 1920 (a) à la Grèce et (b) à la Roumanie; 2. la date respectivement, de ces prêts ou crédits accordés (a) à la Grèce et (b) à la Roumanie; 3. la nature des marchandises que le gouvernement du Canada a achetées pour (a) la Grèce, et (b) la Roumanie; 4. les noms des corporations, maisons de commerce, ou particuliers qui ont vendu ces marchandises, avec (a) la nature de ces marchandises dans chaque cas, et (b) les sommes que le gouvernement du Canada a payées à ces corporations, maisons de commerce ou particuliers, et aussi, dans chaque cas, la date des paiements effectués.

Par M. Bureau, pour M. Archambault:—Ordre de la Chambre,—(1). Copie des règlements de la censure officielle durant la guerre; (2), articles de journaux qui ont été censurés pendant la guerre avec indication des dates et des endroits où lesdits journaux ont été publiés; (3), copie de toute correspondance entre le bureau de la censure et cesdits journaux.

M. Griesbach propose,—Que, de lavis de la Chambre, si quelqu'un trouve ou produit de l'huile dans ou sous des terres dont le sous-sol appartient à la Couronne, dans les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan ou du Manitoba, le propriétaire de la surface aura droit au seizième de cette huile, s'il a fait une inscription de homestead ou autre inscription au sujet de ces terres, avant le jour de la demande du bail huilier du sous-sol. Et comme tous les baux actuels ont une condition qui les assujettit aux règlements en vigueur lors de l'adjudication du bail, et sub-séquemment en vigueur, il est résolu que les modifications voulues soient apportées aux règlements, pour donner au propriétaire de la surface un droit identique quant à l'huile produite sous l'empire d'un bail préalablement accordé, du moment qu'aucun travail n'a été fait dans ces terres en vertu du bail.

Et un débat s'ensuivant, il est ajourné sur motion de M. Meighen.

M. Lemieux propose,—Que, de l'avis de la Chambre, une enquête sévère soit tenue au sujet de la destruction inconsidérée de documents très précieux qu'on aurait faite pendant l'intersession à l'Imprimerie d'Etat.

M. McMaster, pour M. McCoig, propose,—Qu'il est expédient de soumettre une mesure décrétant l'uniformisation des parties de machine agricoles, et d'édicter:—

1. Qu'à compter du 1er novembre 1922, tous les instruments aratoires et fourgons de ferme manufacturés au Canada pour service au Canada, soient (quant aux parties suivantes, savoir: lames de couteau de lieuse à grain, têtes et lames de couteau de la faucheuse Pitman, têtes de couteau de faucheuse, crampons de faucheuse Pitman, gardes de faucheuses et tôles de gardes, dents de râteau à foin, dents et pointes de herse, chaînes à alluchon—différentes grandeurs—pointes de charrue, soles de charrue, attaches de charrue, chalumeau d'ensilage, écrous pour mancherons de charette, écrous et boulons à machines) faits conformément aux étalons établis par règlements que le ministre de l'Agriculture pourra faire avant le 1er novembre 1921, sur approbation du Gouverneur général en conseil; et que d'autres règlements soient faits de temps à autre par le ministre.

2. Qu'à compter du 1er novembre 1922, aucun instrument aratoire ou fourgon de ferme ne sera manufacturé au Canada pour service au Canada s'il ne se conforme pas, quand aux parties susdites, aux règlements alors en vigueur; et que tout manufacturier d'instruments aratoires ou de fourgons de ferme pour service au Canada, qui contreviendra aux dispositions présentes ou aux règlements, encourra une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$1,000.

Et après débat, la question étant posée sur la motion elle est agréée.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté:—

Par M. Duff:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous contrats conventions, correspondances, lettres et télégrammes et autres documents, que le gouvernement du Canada, principalement le premier ministre, le ministre du Travail et le ministre de la Marine ont échangés avec le président du Congrès du métier et du travail, le secrétaire du Conseil du métier et du travail de Toronto, et des organisations du travail intéressées dans l'industrie de la construction maritime, au sujet des gages affectant les hommes qui ont travaillé ou qui travaillent actuellement à la *Dominion Shipbuilding Company*; aussi, tous contrats, soumissions, conventions et correspondance se rapportant à la construction de certains navires actuellement en construction dans les chantiers de ladite *Dominion Shipbuilding Company*, à Toronto.

M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne aux Mesures du Gouvernement, agréé.

Les ordres du gouvernement étant en conséquence appelés;

M. Doherty propose,—Que le Bill (No 17), Loi ayant pour objet de définir “nationaux-canadiens” soit maintenant lu la seconde fois;

Et un débat s'ensuivant, ledit débat est ajourné sur motion de M. Doherty.

M. McMaster propose,—Que le Bill (No 10), Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes, soit maintenant lu la seconde fois;

Et un débat s'ensuivant, ledit débat est ajourné sur motion de M. Stevens.

La Chambre s'ajourne alors à six heures p.m., jusqu'à lundi prochain.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *White* (Victoria)—Lundi prochain—QUESTION—

1. MM. J.-S. Fowlie, A.-E. Fox, R.-H. Hall, Alex. Thompson, et Geo. Reid étaient-ils membres du Bureau de consultation et d'aptitudes (Loi d'établissement des soldats) à Prince-Albert, Saskatchewan?

2. Quand ont-ils été nommés et quand leurs services ont-ils cessé?

3. Quelle compensation leur a-t-on payée jusqu'ici, et quelle somme, s'il en est, leur doit-on encore?

4. L'un quelconque de ces messieurs a-t-il fait du service dans les Troupes expéditionnaire canadiennes, et en quelle qualité?

M. *Pedlow*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A-t-on attiré l'attention du gouvernement sur un rapport publié dans le *Journal d'Ottawa*, le 28 février, dans lequel M. A.-E. Fripp, C.R., député aux Communes, est censé avoir fait la déclaration suivante lors d'un banquet tenu à l'Hôtel Russell, Ottawa, le samedi soir, 26 février :

“Il y a quelque temps trois ou quatre batelées de Polonais ont abordé nos rivages.—Vous ne pouvez pas entrer.—Allez-vous en, dit le gouvernement.—Et ils partirent.”

Cette déclaration est-elle vraie?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons du gouvernement pour agir ainsi?

M. *Lavigneur*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien le ministère des Postes ou tout autre ministère a-t-il payé au docteur Michel Fiset, de Québec, depuis le 18 avril 1914?

2. Combien de rapports le docteur Michel Fiset a-t-il faits au ministère des Postes ou tout autre ministère depuis sa nomination par Décret du Conseil du 18 avril 1914?

3. Quel temps le docteur Michel Fiset est-il censé donner à ses fonctions, pour lesquelles il reçoit un traitement de \$2,800 par année?

4. D'autres fonctionnaires occupent-ils une position analogue à celle du docteur Fiset en d'autres parties du Canada? Dans l'affirmative, qui, et où?

5. Le ministère des Postes a-t-il l'intention de maintenir le docteur Fiset dans ses fonctions et au traitement de \$2,800 par année?

*M. *Rinfret*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la démission de M. Abel Guibea, ingénieur à bord du *Canadian Voyageur*, en 1919, et du *Canadian Sower*, en 1919-1920.

M. *Sexsmith*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que pour donner à chaque électeur une part égale de représentation, un régime quelconque de représentation proportionnelle devrait être adopté, et qu'un comité spécial de la Chambre des Communes devrait être incessamment nommé, avec charge de faire enquête sur les différents systèmes de représentation proportionnelle, en vue de recommander l'adoption d'un de ces systèmes.

M. *Rinfret*—Lundi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que la Loi des Assurances devrait être amendée de façon que l'assurance contre la maladie fasse l'objet de polices permanentes comme l'assurance-vie.

No 16.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 7 MARS 1921.

PRIÈRES.

Trois pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le troisième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:—

Conformément à la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son troisième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et a constaté que les prévisions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De R. B. Young et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom de *The Mayo Valley Railway, Limited*.

De la *Oshawa Railway Company*, pour un amendement à leur loi d'incorporation.

De la *Thousand Islands Railway Company*, pour un amendement à leur loi d'incorporation.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table les Bills Privés suivants:—

Bill (No 20), Loi constituant en corporation *The Mayo Valley Railway, Limited*,—M. Thompson (Yukon).

Bill (No 21), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Oshawa,—M. Smith.

Bill (No 22), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer des Mille-Iles,—M. Smith.

Lesdits bills sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, en conformité de la règle 99.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie de la Convention commerciale du Canada avec les Antilles, 1920.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 30 janvier 1920,—Copie d'une lettre envoyée le 30 janvier 1920 au très honorable sir George Foster, premier ministre suppléant, par M. J.-T. Ross, président du *Board of Trade* de Québec, touchant l'intention du gouvernement de construire au Canada des vapeurs-passagers de 15,000 tonneaux ayant une vitesse de 18 nœuds, pour le service canadien; et une copie de la réponse à cette lettre.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 26 mai 1920,—Tableau indiquant:—Quels ont été les prix moyens du charbon anthracite au Canada pendant les années 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mai 1920,—Relevé indiquant:—

1. Quelles sont les heures de travail des fonctionnaires du service intérieur—sténographes, commis et autres.

2. Si ces heures sont strictement suivies.

3. Quels appointements reçoivent les sténographes, commis et autres, c'est-à-dire la moyenne générale, y compris la moyenne du boni.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mai 1920,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et documents et autres correspondances échangés par le département des Postes, ou l'inspecteur des Postes à Halifax, avec des particuliers quelconques de Voglers Cove, Nouvelle-Ecosse, touchant des plaintes faites sur la façon dont les questions postales sont traitées à Voglers Cove.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 26 mai 1920,—Copie de tous télégrammes, lettres et documents de toute nature se rapportant d'une façon quelconque à la demande d'un changement d'emplacement pour le bureau de poste de Scotch Hill, comté d'Inverness, Nouvelle-Ecosse.

M. Ballantyne, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 4 juin 1920,—Tableau indiquant:—

1. Quel était le coût primitif des trente-six chasse-marée appelées *C. D.* dont parle l'honorable ministre du Service Naval, à la page 2916 du Hansard (anglais), édition non-revisée.

2. Combien on a dépensé pour réparer ces navires depuis leur achat jusqu'au 11 novembre 1918.

3. Qui a surveillé, au nom du gouvernement, la construction de ces navires.

4. Qui les a acceptés des constructeurs.

5. Si cette personne est encore dans le service.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 5 mai 1920,—Copie d'une lettre du *Board of Trade* de Québec au ministre de la Marine et des Pêcheries, en date du 29 décembre 1919, touchant le naufrage du *V.G.C. Canadian Recruit* et l'accident survenu au *V.G.C. Canadian Spinner* et autres accidents venant de l'absence de brise-glaces; et copie de la réponse à cette lettre.

M. McCurdy, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 3 mai 1920,—Copie de toute correspondance échangée entre le département des Travaux publics et tous ses officiers, employés, ou autres personnes, relativement à la redistribution des districts de ce département.

Les bills suivants sont lus la seconde fois et référés à leurs comités respectifs, savoir:—

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill (No 7), Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Banques et Commerce.

Bill (No 4), Loi concernant *The Dominion Life Assurance Company*.

Bill (No 5), Loi constituant en corporation la Compagnie Fidélité du Canada.

Bill (No 15), Loi constituant en corporation la *North American Trust Company of Canada*.

Bills Privés.

Bill (No 3), Loi constituant en corporation la *Canadian Bar Association*.

Bill (No 6), Loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

Bill (No 14), Loi concernant *Gilmour and Hughson, Limited*.

Bill (No 16), Loi concernant les Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée des Territoires du Nord-Ouest.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu de la règle 37:—

Par M. Steele:—Ordre de la Chambre,—Tableau indiquant:—

1. Combien il y avait de fonctionnaires civils du service intérieur, dans chaque département du gouvernement le 31 décembre 1920.

2. Combien de jour d'absence, en dehors des jours fériés ordinaires, ont été consignés dans chaque département, en 1920.

Par M. Casgrain:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien a coûté chacune des élections partielles tenues depuis la dernière session, pour la Chambre des Communes.

2. Combien de ministre ont pris part à ces élections, et quels sont-ils.

3. Où ils ont travaillé ou parlé.

4. Si les membres du gouvernement ou leurs représentants ont utilisé des wagons particuliers ou des automobiles du gouvernement au sujet de ces élections.

5. Dans l'affirmative, combien, et pour quelle élection en particulier.

Par M. Vien:—Ordre de la Chambre,—Tableau indiquant:—

1. Combien de boisseaux de grain canadien ont été transportés de Winnipeg vers l'Est en 1919. Combien en 1920.

2. Quelle quantité de grain récolté en Canada et exporté à l'étranger a été exporté par les ports canadiens, donnant le nom des ports, et la quantité dans chaque port, en 1919 et en 1920.

3. Quelle quantité de grain canadien a été exporté par des ports américains en 1919 et en 1920 donnant le nom des ports et la quantité par chaque port.

4. Quelle quantité de grain canadien a été transporté de l'Ouest vers l'Est en 1919 et en 1920. (a) Par le C.P.R. (b) Par le G.T.R. (c) Par les chemins de fer de l'Etat.

5. Quel est le tarif actuel en vigueur pour le transport du grain en Canada? (a) Sur les chemins de fer de l'Etat. (b) Sur les différents autres chemins de fer.

Par M. McGibbon (Argenteuil):—Ordre de la Chambre,—Tableau indiquant:—

1. Combien au total il y avait de fonctionnaires civils en 1913.

2. Combien il y avait au total de fonctionnaires civils en 1920.

Par M. Duff:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Dans quels pays le gouvernement fédéral a établi des agences de commerce.

2. Les noms des agents, leur ancienne adresse, leur adresse actuelle, leur expérience d'affaires, la date de leur nomination, et leurs appointements respectifs.

Par M. Edwards:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant:—

1. Relativement au service public fédéral, ce qui est entendu par les mots (a) service intérieur, et (b) service extérieur.

2. Combien de fonctionnaires il y a actuellement dans (a) le service intérieur et (b) le service extérieur.

Par M. Devlin:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Si le gouverneur en conseil a interdit l'exportation hors du Canada de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou de lingots d'or fin; et dans l'affirmative, si cette interdiction est encore en vigueur, par quelle autorité elle l'est quand et comment cette interdiction a été déclarée faite ou publiée.

2. Si le gouverneur en conseil ayant interdit l'exportation hors du Canada de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou de lingots d'or fin, cette interdiction était absolue, ou ces lingots et cette monnaie, malgré toute interdiction qui put avoir été faite à leur sujet, restaient sujets à l'exportation dans certains cas, ou en vertu de permis ou de patentes obtenus à ces fins.

3. Si le gouverneur général en conseil, le gouvernement du Canada ou un ministre ou un fonctionnaire du gouvernement a émis ou accordé des permis ou des patentes autorisant ou permettant l'exportation de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou de lingots d'or fin hors du Canada, par un particulier, une banque, compagnie ou corporation, depuis le 1er janvier 1918; et dans l'affirmative, à quels particuliers, banques, compagnies ou corporations ces permis ou patentes ont été accordés depuis le 1er janvier 1918; et quelles sont les dates respectives de ces permis ou patentes.

4. A quels particulier, banque, compagnie ou corporation chacun de ces permis ou patentes a été accordé; quand, et quelle quantité de monnaie d'or, d'or en lingots ou de lingots d'or fin a chacun de ces permis ou patentes il autorisait à exporter; et quelle quantité de monnaie et de lingots comme susdit a été exportée sous l'empire de chacun de ces permis ou patentes.

5. Si ces permis ou patentes qui ont pu être donnés pour l'exportation de la monnaie et des lingots d'or comme susdit, ou la demande de ces permis ou patentes, précisaient-ils sur quels pays l'exportation de l'or était autorisée, et, dans l'affirmative, quels étaient les pays ainsi précisés dans chacun desdits permis ou patentes, et dans chaque demande de permis ou de patentes.

6. Si le gouverneur en conseil, le gouvernement fédéral, un ministre ou un fonctionnaire du gouvernement, a imposé des honoraires pour les permis ou patentes d'exportation de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou de lingots d'or fin hors du Canada, et dans l'affirmative, quels sont ces honoraires; et si ces honoraires ont dans une mesure quelconque (et dans l'affirmative, dans quelle mesure), découlé de la quantité d'or comme susdit que les permis et patentes, respectivement, autorisaient à exporter.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à l'ordre de la Chambre qui précède.

Par M. Gordon:—Ordre de la Chambre,—Relevé montrant:—

1. Combien il y a eu d'enrôlement dans les Troupes expéditionnaires canadiennes (conserits compris), de l'ouverture de la guerre au jour de l'Armistice.

2. Combien d'entre ces hommes ont fait du service (a) en Canada, (b) en Angleterres, et (c) en France.

3. Combien au total le Bureau des Pensions a examiné de pensionnés, de juin 1920 à aujourd'hui.

4. Combien de pensions ont été diminuées, et quel total ces réductions représentent.

5. Combien a coûté l'administration du Bureau des Pensions pendant toute la période de son existence.

6. Combien de fonctionnaires (a) masculins et (b) féminins ce Bureau a employés, et combien des fonctionnaires masculins ont fait du service en France.

7. Combien des hommes employés au ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile ont fait du service en France, et combien l'administration de ce département a-t-elle coûté jusqu'ici.

8. Combien d'hommes sont au service du Bureau d'Etablissement des soldats, et du Bureau de préparation professionnelle, et combien d'entre eux ont fait du service en France.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté, savoir :

Par M. Robb, pour M. Archambault:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant : (a) le montant des sommes que le gouvernement a perçues des salaisons et entrepôts frigorifiques (1°) du chef de la loi sur les profits excessifs, depuis la mise en vigueur de cette loi; (2°) du chef du décret du Conseil, 9 mars 1918, qui limite les profits de ces salaisons ou entrepôts; (b) les noms des maisons qui ont payé; (c) la date des paiements faits; (d) la somme respective de chaque paiement.

Le Bill (No 13), Loi modifiant et codifiant les lois concernant l'inspection du gaz et des compteurs à gaz est lu la seconde fois, considéré en comité général, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 19), Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté avec un amendement, considéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne maintenant aux Avis de Motions; agréé.

Les Avis de Motions étant en conséquence appelés;

M. Power propose,—Que de l'avis de la Chambre, il est expédient, afin qu'un plus grand nombre de soldats mutilés et leurs dépendants puissent jouir des bénéfices de la Loi de l'assurance des soldats, que des mesures devraient être prises, à l'effet de déduire à la demande du pensionnaire, des paiements de pension telle somme que le pensionnaire indiquera et l'appliquer pour le paiement des primes en vertu de ladite loi.

Et un débat s'ensuivant, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

M. Power propose,—Que, de l'avis de la Chambre, il est opportun d'amender la Loi des pensions aux membres des troupes canadiennes de terre, de mer et de l'air, ou à leur sujet, de façon à pourvoir que la pension d'une mère veuve d'un membre de ces troupes, mort en activité ne sera pas réduite à cause de son revenu; et de plus qu'une pension lui sera accordée de droit, qu'elle ait ou non d'autres enfants vivants.

Après débat, ladite motion du consentement de la Chambre est retirée.

La Chambre s'ajourne alors à 10.35 p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Proulx*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quels services de publicité le colonel John-A. Cooper a-t-il rendus au Canada, pendant son séjour à New-York?
2. Quels sont ses appointements?
3. Quels ont été les frais de fonctionnement de ses bureaux?
4. A-t-il démissionné? Dans l'affirmative, pourquoi?
5. Le colonel Cooper doit-il être versé dans un ministère quelconque du gouvernement?

M. *Proulx*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'hôpitaux militaires y a-t-il actuellement au Canada?
2. Combien de patients y a-t-il dans chaque hôpital?
3. Quel est le personnel de chaque hôpital?
4. Quelles sont au total les dépenses de ces hôpitaux?
5. A-t-on fermé quelques-uns de ces hôpitaux récemment?
6. Combien de patients (soldats) ont été transférés des hôpitaux militaires aux hôpitaux publics ou municipaux dans tout le pays?
7. Quel personnel est maintenu à Ottawa pour l'inspection et la direction générale de ces hôpitaux militaires?
8. Quels sont les noms et appointements respectifs de ces fonctionnaires?
9. A-t-on tenté d'épargner de l'argent, en faisant traiter les patients soldats par les médecins locaux?

M. *Maclean* (York)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. A-t-on nommé un certain nombre de femmes célibataires dans le personnel permanent du Bureau de Poste de Toronto, alors qu'on a négligé cinquante-cinq soldats rapatriés possédant les aptitudes requises? Dans l'affirmative, pourquoi?

M. *Maclean* (York)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le département des Postes a-t-il profité de la Loi du service civil, adoptée le 10 novembre 1919, telle qu'elle s'applique pour accorder la permanence aux soldats rapatriés qui ont fait six mois de service d'une façon satisfaisante? Dans la négative, pourquoi pas?

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Mercredi prochain—QUESTION—Combien le gouvernement a-t-il dépensé, ou combien a-t-il encouru, de responsabilité pendant l'année solaire 1920, pour stabiliser le marché des Bons de la Victoire?

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. La drague à suction *Tornado* a-t-elle fait du dragage à Courtney Bay ou dans le port de Saint-Jean, N.-B., en 1920?
2. Dans l'affirmative, qui en est propriétaire?
3. Où la drague a-t-elle été construite?
4. Quand est-elle arrivée à Saint-Jean?
5. De quel port était-elle partie?
6. Quel était le total des dépenses, au 31 décembre 1920, quant au travail fait par cette drague?
7. Certains pontons ont-ils été perdus lorsque cette drague a été amenée à Saint-Jean?
8. Dans l'affirmative, les a-t-on retrouvés.
9. Ou est actuellement la drague *Tornado*?

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien la Marine marchande du gouvernement canadien a-t-elle dépensé pour la construction de navires, à venir au 31 décembre 1920?
2. Combien a-t-elle dépensé pour réparations à ces navires, à la date susdite?
3. Quel était le total des frais de toute nature, au 31 décembre 1920?
4. Quelles étaient les recettes brutes au 31 décembre 1920, du chef de l'exploitation?
5. Quelles étaient au 31 décembre 1920 les recettes nettes d'exploitations?

M. *Duff*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelle somme le gouvernement a-t-il payée à Vernon-W. Smith, pour un terrain mesurant environ 100 pieds sur 100, à Prince-Rupert, Colombie-Anglaise?
2. Quelle autre somme a-t-on payée pour l'excavation de ce terrain?

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Mercredi prochain—QUESTION—Quels sont les noms de tous les particuliers qui ont soumissionné pour la fourniture de la glace au Chemin de fer de l'Etat, à Mulgrave, Nouvelle-Ecosse, pour la saison actuelle?

M. *Reid* (Mackenzie)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel est le nombre total des personnes employées par le gouvernement fédéral, en comptant les services intérieur et extérieur, à part le Chemin de fer de l'Etat?
2. Combien de personnes sont employées par les Chemins de fer de l'Etat?

M. *Michaud*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. A-t-on récemment demandé par soumission des poteaux de cèdre relativement à l'exploitation du Chemin de fer de l'Etat?
2. Dans l'affirmative, des avis annonçant l'appel de ces soumissions ont-ils été affichés dans la partie Nord de la province du Nouveau-Brunswick, et entre autres sur le Chemin de fer Intercolonial?
3. Combien de soumissions ont été reçues, quels étaient les noms des soumissionnaires, et la somme de chaque soumission?

M. *Vien*—Mercredi prochain—QUESTION—Quand le gouvernement se propose-t-il de déposer le rapport annuel du département des Chemin de fer, et les statistiques des chemin de fer canadiens?

M. *Deslauriers*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le Gouvernement sait-il que plusieurs locomotives ont été sérieusement avariées par le froid sur le Transcontinental, aux usines Parent, parce qu'elles avaient été abandonnées aux portes de l'usine pendant plusieurs jours en décembre dernier?
2. Pourquoi ces locomotives n'ont-elles pas été remisées à temps?
3. Les employés proposés à ce travail sont-ils encore à l'emploi du gouvernement?
4. Combien ont coûté, approximativement, ces réparations à ces locomotives?

M. *Vien*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Qui contrôle aujourd'hui le Grand-Tronc et le Grand-Tronc Pacifique?
2. Comment ce contrôle est-il exercé?
3. Comment le bureau d'administration est-il élu?
4. Quels en sont actuellement les membres?

* M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu avis du gouvernement des Etats-Unis indiquant l'intention d'abroger le traité actuel qui restreint le droit des Etats-Unis à imposer des redevances différentielles de tonnage sur les vaisseaux canadiens?
2. Dans l'affirmative, quelle décision a-t-on prise en l'espèce?

* M. *Gauvreau*—Mercredi prochain—QUESTION—Le gouvernement se propose-t-il de prolonger d'un an le délai fixé par la Loi adoptée à la dernière session sous le titre "Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public"?

* M. *Gauvreau*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement se propose-t-il de présenter au cours de la session actuelle une loi de retraite et de pension pour les fonctionnaires civils?
2. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de la présenter?

M. *Savard*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel est le montant que le bureau des Douanes de Chicoutimi a perçu dans chacune des années 1918, 1919 et 1920?
2. Combien y a-t-il d'employés dans ce bureau, et quels sont les appointements de chacun d'eux?
3. Ce bureau relève-t-il directement d'Ottawa?

M. *Deslauriers*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—

Attendu que le chômage dans nos grandes villes constitue un problème sérieux; attendu que le gouvernement se propose d'étudier cette question; attendu qu'en Europe ce problème social existe à l'état non moins grave, et que, de ce fait, le Canada est exposé à recevoir une immigration plus ou moins désirable;

Qu'il soit résolu:—Que toute immigration soit suspendue dans l'intérêt de l'ordre au Canada, jusqu'à ce que le cours normal des affaires ait été rétabli.

M. *Deslauriers*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—

Attendu que le gouvernement n'a pas l'intention de faire des élections générales immédiatement, attendu qu'une conférence impériale, à laquelle le Premier ministre devra assister, doit se tenir au cours de l'été; attendu que le Premier ministre de la Grande-Bretagne a déclaré sur le parquet de la Chambre qu'il demanderait aux dominions de s'immiscer dans la politique intérieure de la Grande-Bretagne, au point de vue militaire et financier;

Qu'il soit résolu:—Que le Premier ministre du Canada, dans les délibérations de cette conférence, s'en tienne aux limites strictes de notre constitution, telle qu'elles ont été élaborées par les Pères de la Confédération en 1865.

Le *Premier Ministre*—Mercredi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'un comité spécial soit nommé pour considérer les questions inhérentes aux pensions, à l'assurance et au rétablissement des soldats rapatriés, et aux amendements que le comité pourra proposer ou étudier relativement aux lois existantes sur ces sujets; que ce comité ait pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et archives, d'imprimer de jour en jour ses transactions et la preuve reçue, à l'usage de comité; et de faire de temps à autre rapport; et que la règle 11 soit suspendue à cette fin.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

1921.

Les bills suivants ont, ce quatrième jour de mars, été affichés pour être pris en considération par leurs comités respectifs, le ou après lundi prochain, le 14 courant :—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill (No 7), Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Comité des Banques et du Commerce.

Bill (No 4), Loi concernant *The Dominion Life Assurance Company*.

Bill (No 5), Loi constituant en corporation la Compagnie Fidélité du Canada.

Bill (No 15), Loi constituant en corporation la *North American Trust Company of Canada*.

Comité des Bills Privés.

Bill (No 3), Loi constituant en corporation la *Canadian Bar Association*.

Bill (No 6), Loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

Bill (No 14), Loi concernant *Gilmour and Hughson, Limited*.

Bill (No 16), Loi concernant les Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée des Territoires du Nord-Ouest.

No 17.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 8 MARS 1921.

PRIÈRES.

Trois pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 7 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Charles Jolicoeur et autres, de Beauceville et Saint-Nicholas, province de Québec, pour une loi d'incorporation sous le nom de la Compagnie de téléphone Québec Union Electrique,—M. *Power*.

De Mabel Alice Allport (née Hotham), de la cité de London, comté de Middlesex, province de l'Ontario, femme mariée, épouse, légitime de Charles Wilfrid Allport, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ledit Charles Wilfrid Allport, son époux,—M. *Douglas* (Strathcona).

De Mabel Marshall (née Johnston), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Hubert Marshall, du même endroit, mécanicien d'automobiles, pour une loi de divorce d'avec ledit Hubert Marshall, son époux,—M. *Mowat*.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Rapport de l'Auditeur général pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920,—Volume 1, parties a-b, A à J; Volume 11, parties K à SS.

M. Ballantyne, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie des décrets du conseil qui suivent:—

C.P. 1849, du 12 août 1920: Limite d'âge d'entrée pour les sous-officiers et sous-officiers en chef pour service spécial—Changement de.

C.P. 2137, du 15 septembre 1920: Mettant en force la Loi de la discipline navale (Forces navales du Dominion).

C.P. 2328, du 25 septembre 1920: Etablissement de "Professeur naval", M.R.C.

C.P. 2790, du 6 novembre 1920: Prix en argent pour le travail de tir et de torpillage.

C.P. 2835, du 19 novembre 1920: Entrée de lieutenant-chirurgien.

C.P. 2678, du 3 décembre 1920: Entrée des premiers maîtres et maîtres dans la Marine Royale canadienne.

C.P. 2911, du 3 décembre 1920: Solde supplémentaire des marins dans la M.R.C.

C.P. 3037, du 30 décembre 1920: Allocation pour secrétaire de capitaine.

C.P. 28, du 21 janvier 1921: Entrée pour instructeur pour officiers, M.R.C.

C.P. 288, du 7 février 1921: Allocation aux officiers nommés au bureau des renseignements de districts.

C.P. 299, du 7 février 1921: Allocation de vêtements protecteurs pour les hommes engagés dans le service de sous-marins.

C.P. 289, du 14 février 1921: Allocation de solde aux officiers des quartiers généraux du service naval.

M. McCurdy, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente.—Réponse à un ordre de la Chambre du 29 mars 1920,—Copie des devis et plans de la cale sèche de Vancouver, Colombie Britannique, pour laquelle on accorde un subside à *J. Coughlan and Sons, Limited*, et copie du contrat entre le gouvernement et *J. Coughlan and Sons, Limited*, pour la construction de cette cale sèche.

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente.—Réponse à un ordre de la Chambre du 5 mai 1920,—Copies de tous télégrammes, lettres, documents et correspondances échangés entre le département de la Justice et autres, selon le cas, touchant le procès d'un nommé Onofrio Montezano, fait à la Malbaie, district du Saguenay, en 1912, et le procès des frères Labrie, fait à Sherbrooke, district de Saint-François, et leur libération du pénitencier à la suite d'irrégularités de procédure dans chacun de ces procès, et aussi copies de tous documents contenus aux archives du département de la Justice à ce sujet.

M. Guthrie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie des ordres généraux de la Milice promulgués pendant la période du 2 février 1920 au 15 janvier 1921.

Aussi,—Copie de tous les ordres de routine à la force expéditionnaire canadienne promulgués du 3 février 1920 au 30 septembre 1920.

Et aussi,—Nominations, promotions et retraites, Milice canadienne et Force Expéditionnaire canadienne, du 5 février 1920 au 9 décembre 1920.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu de plusieurs députés avis des vacances suivantes qui sont survenues dans la représentation, savoir:—

De Joseph Oscar Gladu, écuier, membre pour le district électoral de Yamaska, décédé;

De Harry McLeod, écuier, membre pour le district électoral de York-Sunbury, décédé;

De Thomas George Wallace, écuier, membre pour le district électoral de York-Ouest, décédé;

et qu'il a en conséquence émis au directeur général des élections l'ordre d'émettre de nouveaux mandats pour cesdits districts électoraux, respectivement.

DISTRICT ELECTORAL DE YAMASKA.

Puissance du Canada, }
Savoir: }

CHAMBRE DES COMMUNES.

A l'honorable ORATEUR,
de la Chambre des Communes.

Donné sous nos seings et sceaux, en la cité d'Ottawa, ce sixième jour de janvier dans la représentation à la Chambre des Communes, pour le district électoral de Yamaska, dans la province de Québec, en conséquence du décès de Joseph Oscar Gladu, son député actuel.

Donné sous nos seings et sceaux, en la cité d'Ottawa, ce sixième jour de janvier 1921.

J. D. REID, (L.S.)

(Député pour le district électoral de Grenville).

C. C. BALANTYNE, (L.S.)

(Député pour le district électoral de St-Laurent-St-George).

DISTRICT ELECTORAL DE YORK-SUNBURY.

Puissance du Canada, }
Savoir: }

CHAMBRE DES COMMUNES.

A l'honorable ORATEUR,
de la Chambre des Communes.

Nous, sous-signés, vous donnons par le présent avis qu'une vacance est survenue dans la représentation à la Chambre des Communes, pour le district électoral de York-Sunbury, dans la province du Nouveau-Brunswick, par suite du décès de Harry Fulton McLeod, son député actuel.

Donné sous nos seings et sceaux, en la cité d'Ottawa, ce septième jour de mars 1921.

J. A. CALDER, (L.S.)

(Député pour le district électoral de Moose-Jaw)

H. L. DRAYTON, (L.S.)

(Député pour le district électoral de Kingston)

DISTRICT ELECTORAL DE YORK-EST.

Puissance du Canada, }
Savoir: }

CHAMBRE DES COMMUNES.

A l'honorable ORATEUR,
de la Chambre des Communes.

Nous, sous-signés, vous donnons par le présent avis qu'une vacance est survenue dans la représentation à la Chambre des Communes, pour le district électoral de York-Est, par suite du décès de Thomas George Wallace, son député actuel.

Donné sous nos seings et sceaux, en la cité d'Ottawa, ce septième jour de mars 1921.

J. A. CALDER, (L.S.)

(Député pour le district électoral de Moose-Jaw).

H. L. DRAYTON, (L.S.)

(Député pour le district électoral de Kingston).

Sir Henry Drayton, l'un des membres du Conseil privé du Roi, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

DEVONSHIRE.

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes le budget des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1922, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des Communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

OTTAWA, 8 mars 1921.

Sur motion de Sir Henry Drayton, lesdits message et budget sont référés au comité des Subsidés.

Le Bill (No 19), Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier, est lu la troisième fois et passé.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Doherty, pour la seconde lecture du Bill (No 17), Loi ayant pour objet de définir l'expression "nationaux-canadiens";

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. McMaster.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. McMaster, pour que le Bill (No 17), Loi modifiant la Loi du Sénat et de la Chambre des Communes soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant posée sur ladite motion, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR:

Messieurs

Archambault,	Desaulniers,	McCoig,	Reid (Mackenzie),
Béland,	Deslauriers,	McDonald,	Rinfret,
Boivin,	Duff,	McKenzie,	Savard,
Boyer,	Fafard,	McMaster,	Séguin,
Brouillard,	Fontaine,	Maharg,	Sinclair (Antigonish
Bureau,	Fortier,	Marcile (Bagot),	et Guysborough),
Cahill,	Fournier,	Michaud,	Stein,
Cannon,	Gauvreau,	Molloy,	Tobin,
Chisholm,	Johnston,	Pacaud,	Trahan,
Copp,	King,	Parent,	Truax,
d'Anjou,	Knox,	Pedlow,	Turgeon,
Déchène,	Lanctôt,	Pelletier,	Verville,
Délisle,	Lapointe,	Prévost,	White
Demers,	Léger,	Proulx,	(Victoria—54.

CONTRE:

Messieurs

Allan,	Cooper,	Kemp (sir Edward),	Redman,
Anderson,	Cowan,	Lang,	Reid (Grenville),
Argue,	Crerar,	Long,	Robb,
Armstrong	Crowe,	MacKelvie,	Sexsmith,
(Lambton),	Cruise,	Mackie (Renfrew),	Shaw,
Arthurs,	Davidson,	Maclean (Halifax),	Sheard,

Ballantyne,	Doherty,	MacNutt,	Simpson,
Ball,	Douglas	McCrea,	Spinney,
Best,	(Strathcona),	McCurdy,	Stacey,
Blair,	Douglas (Cap-	McDermand,	Steel,
Blake,	Breton-S. et	McGibbon	Stevens,
Bolton,	Richmond),	(Muskoka),	Stewart
Bonnell,	Edwards,	McGregor,	(Hamilton),
Boyce,	Elkin,	McIsaac,	Sutherland,
Boys,	Finley,	McLean (Royal),	Thompson
Brien,	Foster (sir George),	McQuarrie,	(Weyburn),
Calder,	Fripp,	Manion,	Thompson
Caldwell,	Fulton,	Martin,	(Hastings),
Campbell,	Gauthier,	Meighen,	Thompson (Yukon),
Casselman,	Glass,	Merner,	Thomson
Chabot,	Green,	Mewburn,	(Qu'Appelle),
Chaplin,	Halbert,	Middlebro,	Tremain,
Charlton,	Halladay,	Morphy,	Tweedie,
Charters,	Harold,	Mowat,	Whidden,
Clark (Bruce),	Harrison,	Munson,	Wigmore,
Clark (Red-Deer),	Hartt,	Myers,	Wilson
Clarke	Hay,	Nesbitt,	(Wentworth),
(Wellington),	Henders,	Nicholson (Algoma),	Wilson
Cockshutt,	Keefer,	Paul,	(Saskatoon),
			Wright—105.

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Les bills suivants sont lus la seconde fois et référés à leurs comités respectifs, savoir:—

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill (No 20), Loi constituant en corporation *The Mayo Valley Railway, Limited.*

Bill (No 21), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Oshawa.

Bill (No 22), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer des Mille-Iles.

Bills Privés.

Bill (No 8), Loi concernant la Compagnie James Maclaren (à responsabilités).

Ayant disposé de l'Ordre pour les bills privés;

L'ordre étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la Résolution de M. Griesbach, déclarant: La Chambre est d'avis qu'advenant la découverte ou la production de pétrole, dans les terres de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba—et dont le sous-sol appartient à la Couronne—le propriétaire de la surface aura droit aux seizième du pétrole, s'il a fait une demande de homestead ou autre pour ces terres, avant d'avoir demandé le bail du pétrole souterrain. Et comme tous les baux actuels ont une disposition qui les assujettit aux règlements dès lors en vigueur, ou subséquemment adoptés, ces règlements devraient être modifiés de façon à donner au propriétaire de la surface un même intérêt dans le pétrole produit subordonné aux baux antérieurs, lorsque les terres de ces baux n'ont pas été exploitées.

Sur motion de M. Griesbach, ledit ordre est rescindé et la résolution retirée.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur la résolution de M. McCoig:—Qu'il est expédient de soumettre une mesure décrétant l'uniformisation des parties de machine agricoles, et d'édicter:—

1. Qu'à compter du 1er novembre 1922, tous les instruments aratoires et fourgons de ferme manufacturés au Canada pour service au Canada, soient (quant aux parties suivantes, savoir: lames de couteau de lieuse à grain, têtes et lames de couteau de la faucheuse Pitman, têtes de couteau de faucheuse, crampons de faucheuse Pitman, gardes de faucheuses et tôles de gardes, dents de râteau à foin, dents et pointes de herse, chaînes à alluchon—différentes grandeurs—pointes de charrue, soles de charrue, attaches de charrue, chalumeau d'ensilage, écrous pour mancherons de charette, écrous et boulons à machine) faits conformément aux étalons établis par règlements que le ministre de l'Agriculture pourra faire avant le 1er novembre 1921, sur approbation du Gouverneur général en conseil; et que d'autres règlements soient faits de temps à autre par le ministre.

2. Qu'à compter du 1er novembre 1922, aucun instrument aratoire ou fourgon de ferme ne sera manufacturé au Canada pour service au Canada s'il ne se conforme pas, quand aux parties susdites, aux règlements alors en vigueur; et que tout manufacturier d'instruments aratoires ou de fourgons de ferme pour service au Canada, qui contreviendra aux dispositions présentes ou aux règlements, encourra une amende d'au moins \$200 et d'au plus \$1,000.

M. McCoig propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur ladite résolution.

M. Henders propose en amendement,—Que M. l'Orateur ne quitte pas maintenant le fauteuil mais que le sujet de ladite résolution soit référé au comité de l'Agriculture et de Colonisation, avec instructions qu'il ait le pouvoir d'y ajouter telle recommandation que l'étude des faits aura justifiée.

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est agréée.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Robb, pour M. Rinfret,—Copie de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la démission de M. Abel Guibeau, ingénieur à bord du *Canadian Traveller*, en 1919, et du *Canadian Sower*, en 1919-1920.

Par, M. Middlebro, pour M. Mackie (Edmonton):—Copie de toutes lettres papiers, documents et ententes émanant l'adoption du décret 1547 C.P. du 8 juillet 1920, par lequel le général William Bethune Lindsay M.I.E.C., s'est assuré le droit à 1920 acres de sables pétrolifère dans la province de l'Alberta.

Par M. Middlebro, pour M. Mackie (Edmonton).—Copie (a) du rapport de M.S.C. Ells, fonctionnaire du département des mines au ministère de l'Intérieur sur les sables pétrolifères de la province de l'Alberta tel que publié dans le décret 1495 C.P. du 3 juillet 1920; (b) de tous documents, lettres et papiers quelconques à venir jusqu'à l'adoption du décret susdit.

M. Keefer propose,—Que de l'avis de la Chambre, un comité spécial composé de.....membres devrait être formé pour prendre en considération et examiner les avantages qui pourraient résulter d'une voie navigable à eau profonde pour le transport des grands lacs à la mer *via* le fleuve Saint-Laurent, et surtout les avantages qui surgiront en raison de l'augmentation des moyens de navigation et de l'utilisation de l'énergie hydro-électrique sur le fleuve Saint-Laurent, et

Que le comité spécial ait le droit de tenir des assemblées à Ottawa ou ailleurs durant l'intersession du Parlement et, le pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers ou documents, et examiner des témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre à la Chambre.

Et un débat s'ensuivant, ledit débat est ajourné sur motion de M. McKenzie.

La Chambre s'ajourne alors à 11.30 p.m., jusqu'à demain à deux heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Griesbach—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Relativement à l'article 56 des règlements sur l'émission des permis et baux concernant l'huile et le gaz dans les Territoires du Nord-Ouest, les citoyens d'un autre pays sont-ils empêchés d'acquérir un permis ou un bail par ces règlements?
2. Dans l'affirmative, quels "nationaux"?
3. Dans l'affirmative, pourquoi?

M. Tobin—Jeudi prochain—QUESTION—

1. M. A.-H. Black, est-il employé de la division des payes et allocations du département de la Milice et de la Défense?
2. Dans l'affirmative, a-t-il fait du service dans les troupes expéditionnaires canadiennes?
3. Doit-il être nommé dans le personnel permanent?

M. Tobin—Jeudi prochain—QUESTION—

1. H.-S. Douglas était-il à l'emploi de la division des payes et allocations du département de la Milice?
2. Est-il maintenant à l'emploi de cette division?
3. Dans la négative, pourquoi a-t-il quitté le service?
4. Qui remplit ses anciennes fonctions?

M. Tobin—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A.-H. Anderson est-il à l'emploi de la division des payes et allocations du département de la Milice?
2. Dans la négative, quand a-t-il démissionné ou quitté le service?
3. A-t-on nommé quelqu'un à sa place, et dans l'affirmative, qui?

M. Tobin—Jeudi prochain—QUESTION—

1. G.-B. Brackenbury est-il à l'emploi de la division des payes et allocations du département de la Milice?
2. Dans l'affirmative, quand a-t-il été nommé?
3. A-t-on recommandé sa nomination à titre permanent?
4. Quel travail faisait-il avant son entrée dans le service?
5. A-t-il acquis quelque expérience militaire?

M. Buchanan (Lethbridge)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on recommandé au gouvernement de nommer des agents de commerce en différentes parties des Etats-Unis, pour accentuer le commerce d'exportation avec ce pays?
2. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il de favoriser ce projet?

M. Wright—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de wagons, locomotives et roulant général le gouvernement a-t-il commandés pendant les années solaire 1918, 1919 et 1920?
2. Quelle était la valeur de ces commandes?
3. De qui cet outillage a-t-il été acheté, et quelle était la valeur de chaque contrat?

M. Kay—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Relativement au prochain recensement du Canada, qui doit nommer les énumérateurs?
2. Si des énumérateurs ont été nommés, qui les a nommés?

* M. Casgrain—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des officiers d'immigration dans la ville de Québec?
2. Le gouvernement sait-il qu'une jeune Anglaise voyageant sous les auspices du *Canadian Council for the Immigration of Household Workers* et amenée ici par J.-Obed Smith, surintendant de l'immigration au Canada, s'est vue refuser l'entrée à Québec par les officiers d'immigration, au commencement de l'année 1920?
3. Quels sont les noms et les fonctions des officiers qui lui ont refusé l'admission au Canada?
4. Quelles étaient les raisons de ce refus?
5. Ces officiers sont-ils encore à l'emploi du gouvernement?

M. Pacaud—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Y avait-il des stipulations ou conditions au contrat accordant un crédit de \$25,000,000 au gouvernement de Belgique, qui pussent limiter les achats aux produits manufacturés?
2. Sur les \$277,744 de denrées alimentaires achetées par la Belgique au moyen de ce crédit, quelle partie de cette somme représentait des produits alimentaires manufacturés?
3. Y avait-il dans ce contrat de quoi empêcher le gouvernement belge d'acheter s'il le voulait au Canada, au moyen de ce crédit, du blé dur canadien?

M. Brouillard—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Sur recommandation de qui M. W.-N. Tilley, C.R., a-t-il été nommé conseil du gouvernement canadien dans les procédures d'arbitrage entre le Canada et le chemin de fer du Grand-Tronc?
2. Quels sont ses émoluments pour ces services?

M. Brouillard—Jeudi prochain—QUESTION—

1. M. E.-F. Newcombe, avocat d'Ottawa, est-il à l'emploi du gouvernement canadien dans les procédures d'arbitrage entre le Canada et le chemin de fer du Grand-Tronc?
2. Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions, et sur recommandation de qui a-t-il été nommé?
3. Quels sont ses appointements?
4. Est-il fils du sous-ministre de la Justice?
5. Le gouvernement sait-il que M. Newcombe a été admis à la pratique du Droit il y a deux ans seulement?
6. Quelles sont ses aptitudes particulières à ce travail?
7. Le département de la Justice lui a-t-il confié d'autre travail?
8. Dans l'affirmative, sur recommandation de qui, quelle était la nature de ce travail, et combien a-t-il gagné jusqu'ici pour services autres que ceux relatifs à l'arbitrage du Grand-Tronc?

M. Euler—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que le département de la Milice, à Ottawa, a vendu des fournitures de guerre à des regrattiers au prix de \$1.00 la paire pour bottes de cuir; 10 cents par chemise de flanelle (corvée); 35 cents par sous-vêtement de laine; 90 cents par paire de pantalons de laine; \$1.00 par matelas Ostermoor?
2. Le gouvernement a-t-il fait enquête sur ces accusations?
3. Dans l'affirmative, étaient-elles fondées?
4. S'il n'y a pas eu d'enquête, le gouvernement se propose-t-il d'en tenir?

* M. Cahill—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien y avait-il de sous-officiers dans la Police fédérale lors du fusionnement avec la Gendarmerie du Nord-Ouest?
2. Combien de sous-officiers y a-t-il actuellement dans la division "A"?

3. Est-il vrai que tous les sous-officiers de la police fédérale ont été inscrits "junior" dans la liste d'ancienneté des Gendarmes à cheval, sans égard à leurs années de service; et, dans l'affirmative, est-il vrai qu'un sergent de Police fédérale ayant six ans de service comme tel, s'est trouvé, dès le fusionnement, placé en arrière d'un sous-officier de la Gendarmerie qui n'avait que quelques mois de service dans son grade?

4. Lors du fusionnement des deux effectifs, trois inspecteurs de la Police fédérale ont-ils été réduits au grade de sergent; et, dans l'affirmative, pourquoi?

5. Combien de sous-officiers de la Gendarmerie à cheval ont été promus à l'inspectorat, lors du fusionnement ou depuis?

* M. Cahill—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté la Police fédérale en 1919, moins les sections des empreintes digitales et des libérations conditionnelles?

2. Quel était l'effectif de la Police fédérale lors du fusionnement avec la Gendarmerie à cheval?

3. Quel est actuellement l'effectif de la division "A", et s'il y a eu augmentation numérique, quelle est la raison de cette augmentation?

4. Combien a coûté la division "A" pendant les douze mois qui ont suivi le fusionnement avec la Police fédérale, et s'il y a eu augmentation des frais, quelle en est la raison?

5. Combien d'édifices du gouvernement, etc., ont été confiés à la protection de la police lors du fusionnement des effectifs?

6. Combien d'édifices du gouvernement sont confiés à la garde de la police à l'heure actuelle?

* M. Cahill—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Les membres de la Royale Gendarmerie à cheval reçoivent-ils une part des amendes imposées pour infractions à une loi fédérale ou autre loi?

2. Dans l'affirmative, quelle proportion de l'amende reçoivent-ils?

3. Quels sont les membres de la Gendarmerie à cheval auxquels on a payé une part de ces amendes au cours des douze mois derniers, et quelle somme chacun d'eux a-t-il reçue?

* M. Cahill—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Avant leur fusionnement avec la Gendarmerie à cheval, combien de voyages par jour les membres de la Police fédérale faisaient-ils aux palais administratifs pour la malle policière?

2. Combien de voyages par jour les membres de la Gendarmerie actuelle font-ils chaque jour pour les mêmes fins?

3. La Police fédérale faisait-elle ce travail à pied?

4. La Gendarmerie fait-elle ce même travail en motocyclette, ou par le moyen d'autres véhicules?

5. La Police fédérale a-t-elle fait ce travail pendant trente ans environ?

6. Dans l'affirmative, pourquoi a-t-on diminué le nombre des voyages quotidiens, quant à la Gendarmerie à cheval?

* M. Cahill—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des officiers d'Etat-Major de la Royale Gendarmerie à cheval, d'après l'ancienneté?

2. Retirent-ils tous la solde d'Etat-major, et, dans l'affirmative, combien chacun d'eux retire-t-il?

3. Si tous ne retirent pas la solde d'Etat-major, quels sont les noms de ceux qui la reçoivent, et pourquoi fait-on exception?

4. En sus des détectives, y a-t-il un surintendant et des gendarmes en uniforme à Montréal et à Toronto?

5. Dans l'affirmative, quelle est la nécessité de maintenir ces gendarmes dans les villes indiquées?

6. En sus des salaires, les surintendants reçoivent-ils paiement de leur loyer d'habitation, et reçoivent-ils le chauffage et l'éclairage gratuitement?
7. Dans l'affirmative, les hommes ont-ils les mêmes avantages, et dans le cas contraire, pourquoi pas?
8. La division "N" de la Gendarmerie est-elle fixée à Ottawa?
9. Dans l'affirmative, quelles fonctions autres que l'exercice de cavalerie la division "N" exerce-t-elle?
10. Ne serait-il pas du meilleur intérêt public, et cela ne produirait-il pas une forte économie publique, si la Gendarmerie à cheval était absorbée par les Dragons royaux canadiens?
11. Y a-t-il quelque objection pratique à cette absorption? Dans l'affirmative, quelle est cette objection?

* M. Cahill—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai qu'une automobile suffisait au besoins de la Police fédérale avant le fusionnement avec la gendarmerie à cheval?
2. Est-il exact que la division "A" de la Gendarmerie à cheval s'est servi de deux automobiles, d'un fourgon automobile et de deux motocyclettes, et que cinq chauffeurs sont employés exclusivement à la conduite des autos?
3. Des membres de la Gendarmerie ont-ils été emprisonnés dans la prison du comté de Carleton, depuis le fusionnement avec la Police fédérale?
4. Dans l'affirmative, quels étaient dans chaque cas le délit et la peine, et qui a fait le procès et imposé la condamnation?
5. Le gouvernement a-t-il payé pour l'entretien de ces hommes emprisonnés dans la prison du comté de Carleton; et dans la négative, pourquoi pas?
6. Y a-t-il actuellement dans un édifice appartenant au gouvernement, dans la ville d'Ottawa, une cellule ou endroit de détention où les Gendarmes peuvent être détenus? Dans l'affirmative, où est ce lieu?
7. Un membre de la Gendarmerie à cheval a-t-il été détenu dans cette cellule ou lieu de détention, et pour quelle infraction?
8. Qui a fait le procès du contrevenant détenu, et quelle condamnation a été prononcée?
9. Un surintendant de la Gendarmerie a-t-il imposé une amende à deux garçonnets qui avaient brisé un carreau à la ferme modèle d'Ottawa l'été dernier?
10. Dans l'affirmative, quelle était cette amende; et le surintendant a-t-il payé l'argent reçu de ce chef; et dans l'affirmative, à qui l'a-t-il remis?

M. Knox—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de personnes ont payé l'impôt sur le revenu dans chaque province?
2. Sur ce nombre, combien dans chaque province étaient cultivateurs?

M. Demers—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le tribunal arbitral nommé il y a plusieurs années à la suite d'une convention appelée: "Pecuniary claims Convention", pour décider des réclamations pécuniaires existant entre l'Empire britannique et les Etats-Unis, au nombre desquelles se trouve celle des Canadiens commerçants de foin, pour droits de douanes surpayés, existe-t-il encore?
2. Dans l'affirmative, le gouvernement sait-il quand le tribunal doit reprendre ses sessions, suspendues depuis 1914?
3. Le gouvernement se propose-t-il de voir à la reprise de ces séances du tribunal dans un avenir prochain?

M. Demers—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on enlevé le cadran solaire du fort Lennox, Ile-aux-Noix, comté de Saint-Jean et Iberville?
2. Dans l'affirmative, pourquoi ce déplacement, et où a-t-on porté ce cadran?

* *M. King*—Jeudi prochain—ADRESSE—Copie d'un décret du Conseil du 9 juillet 1920, nommant l'honorable sir Thomas White arbitre estimateur du fond de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc; de tous décrets subséquents du Conseil relativement à cette nomination; et de toute correspondance que le gouvernement a échangée avec l'honorable sir Thomas White à ce sujet.

* *M. Parent*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous rapports, lettres, etc., que les officiers du chemin de fer Canadien-Nord ont échangés avec les ingénieurs relativement à la démolition de la rotonde de Saint-Foye, vis-à-vis le pont de Québec: au déplacement d'un personnel de mécanique de Sainte-Foye à Charny, de l'autre côté du fleuve Saint-Laurent; à la démolition projetée de la gar. de la ligne maîtresse du Transcontinental au Pont-de-Québec?

Le *Solliciteur général*—Jeudi prochain—Que le rapport du Directeur général des élections à l'honorable Orateur, subordonné à l'article 74 de la Loi des Elections fédérales, soit imprimé, et que la règle 74 soit suspendue à cette fin; que ce rapport soit référé au comité permanent des Privilèges et des Elections pour étude, à charge de faire rapport à la Chambre en l'espèce.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

1921.

Les bills suivants ont, ce huitième jour de mars été affichés pour être pris en considération par leurs comités respectifs, le ou après mardi prochain, le 15 courant:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill (No 20), Loi constituant en corporation *The Mayo Valley Railway, Limited*.

Bill (No 21), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Oshawa.

Bill (No 22), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer des Mille-Iles.

Comité des Bills Privés.

Bill (No 8), Loi concernant la Compagnie James Maclaren (à responsabilités).

No 18.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 9 MARS 1921.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 8 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Edith Myrtle Barnes (née Young), de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province de l'Ontario, épouse légitime de Frederick Horace Barnes, du même endroit, soldat rapatrié, pour une loi de divorce d'avec ledit Frederick Horace Barnes, son époux,—M. *Fripp*.

De Samuel James Rothwell et autres, de la cité de Winnipeg, province du Manitoba, pour une loi d'incorporation sous le nom de la Compagnie du chemin de fer de Forth-Smith,—M. *Douglas* (Strathcona).

De la *Autographic Register Systems, Limited*, une compagnie constituée en corporation dans le Dominion du Canada, ayant son siège social dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour une loi autorisant le commissaire des brevets, nonobstant tout ce que peut contenir la Loi des brevets, de leur accorder et émettre des brevets en Canada, pour certaines améliorations nouvelles et utiles dans les machines à fournir le papier pour les registres-autographiques, et pour certaines améliorations nouvelles et utiles dans les machines à plier le papier sur machines à écrire, et pour d'autres objets,—M. *DuTremblay*.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère des Chemins de fer et Canaux, pour l'exercice se terminant le 1er avril 1919.

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Le Bill B (No. 18) du Sénat, intitulé: "Loi amendant le Code criminel de façon à permettre la révision des sentences excessives ou inadéquates."—M. *Tweedie*.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu de la règle 37, paragraphe 4:—

Par M. Proulx:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Combien d'hôpitaux militaires il y a actuellement au Canada.
2. Combien de patients il y a dans chaque hôpital.
3. Quel est le personnel de chaque hôpital.
4. Quelles sont au total les dépenses de ces hôpitaux.
5. Si on a fermé quelques-uns de ces hôpitaux récemment.
6. Combien de patients (soldats) ont été transférés des hôpitaux militaires aux hôpitaux publics ou municipaux dans tout le pays.
7. Le personnel maintenu à Ottawa pour l'inspection et la direction générale de ces hôpitaux militaires.
8. Les noms et appointements respectifs de ces fonctionnaires.
9. Si on a tenté d'épargner de l'argent, en faisant traiter les patients soldats par les médecins locaux.

M. Sinclair (Antigonish et Guysborough):—Ordre de la Chambre,—Relevé montrant:—

1. Combien la Marine marchande du gouvernement canadien a dépensé pour la construction de navires, à venir au 31 décembre 1920.
2. Combien elle a dépensé pour réparations à ces navires, à la date susdite.
3. Le total des frais de toute nature, au 31 décembre 1920.
4. Les recettes brutes au 31 décembre 1920, du chef de l'exploitation.
5. Quelles étaient au 31 décembre 1920 les recettes nettes d'exploitations.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté:—

Par M. Mackie (Edmonton):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, papiers, lettres, etc., ayant amené l'adoption du décret No 1860 du Conseil, en date du 6 septembre 1919, qui autorisait (a) le retrait de la mise en disposition sous l'empire des règlements sur les mines de quartz, des concessions de chlorure de soude (sel commun) utilisable dans le tp 88, rs 7 et 8, et tp 89, rs 8 et 9, Ouest du 4e M., afin de permettre la prospection de ce minéral dans l'intérêt de la province de l'Alberta; (b) le retrait de la mise en disposition des droits miniers du gypse sous la propriété susdite.

M. Archambault propose,—Que,—Considérant que la langue française est officielle à la Chambre des Communes; considérant qu'un grand nombre de discours sont prononcés en français; considérant qu'il est important que tous les députés soient tenus au courant de ce qui se dit au parlement; considérant que la très grande majorité des députés de langue anglaise ne comprennent pas le français; considérant que les discours prononcés en français ne paraissent pas en anglais dans les débats de la Chambre, si ce n'est dans les débats révisés, six ou sept mois plus tard, alors que les discours prononcés en anglais sont traduits en français le lendemain, dans le Hansard;

Vu tous ces faits, la Chambre est d'avis que les discours prononcés en français soient immédiatement traduits et publiés en anglais; que le gouvernement donne des instructions incessamment au bureau des traducteurs et à l'imprimeur du roi pour faire publier sans délai, en vue de la distribution, tous les lundis pendant la session un feuillet spécial du Hansard, contenant la traduction en anglais de tous les discours prononcés en français la semaine précédente.

Après débat, ladite motion est agréée.

M. Smith propose,—Que de l'avis de la Chambre, il n'est pas de l'intérêt du Canada que le gouvernement de la Grande-Bretagne lève l'embargo sur le bétail entrant dans ce pays.

Et la question étant posée sur ladite motion.

M. Pedlow propose en amendement:—Que tous les mots après "Que" dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants: "la Chambre appuie la politique du gouvernement et des gouvernements précédents du Canada en protestant contre la supposition que le bétail canadien est atteint de maladie, comme l'implique l'embargo tel qu'il existe actuellement."

Et un débat s'ensuivant, il est ajourné sur motion de M. Steele.

A six heures p.m., M. l'Orateur déclare la Chambre ajournée jusqu'à demain à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Clark* (Red-Deer)—Vendredi prochain—QUESTION—Sur combien de revenus de \$200,000 ou plus a-t-on perçu l'impôt du revenu pendant le dernier exercice financier?

* M. *Trahan*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Qui a représenté le Canada à la Conférence financière internationale de Bruxelles, tenue du 24 septembre au 8 octobre 1920?
2. Ces représentants ont-ils fait rapport au gouvernement?
3. Le gouvernement a-t-il l'intention de communiquer à la Chambre le rapport de ses délégués, et de le distribuer aux députés?
4. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de le faire?
5. Dans la négative pourquoi refuse-t-il de communiquer ce rapport?

M. *Cardin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il acheté une maison à Régina pour le Commissaire des Indiens?
2. Dans l'affirmative, de qui l'a-t-il achetée, et à quel prix?
3. Le Commissaire paye-t-il un loyer au gouvernement pour cette maison?
4. Le gouvernement fournit-il une automobile et un chauffeur au Commissaire des Indiens?
5. Dans l'affirmative, combien a coûté l'automobile et quel est le salaire du chauffeur?

M. *Gould*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Les essais faits au moyen de gaz pour combattre le fléau des sauterelles en Saskatchewan, en 1920, ont-ils été jugés satisfaisants?
2. Fera-t-on cette année d'autres essais avec le même agent?
3. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé, au total, en 1920? en recherches dans le sens que les questions précédentes indiquent?
4. Les experts du gouvernement ont-ils fait rapport d'une répétition probable, en 1921, des dommages causés dans le passé par les sauterelles?
5. Quelle information le gouvernement possède-t-il sur les parasites qui tuent les sauterelles?

M. *Gould*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de patentes a-t-on données en 1919 et 1920 respectivement à des maisons exportatrices de spiritueux, en Saskatchewan?
2. Le gouvernement se propose-t-il de fermer ces maisons d'exportation?
3. Dans la négative, pourquoi pas?
4. Si le gouvernement se propose de les fermer, quand doit-il le faire?
5. Ces maisons seront-elles toutes fermées en même temps?

M. *Vien*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de divisions, ou divisions d'exploitation, y a-t-il sur le National-Canadien, et quels sont leurs noms?
2. Quel a été le résultat de l'exploitation pour chacune d'elles en 1919 et 1920, quant aux frais d'exploitation, recettes brutes et surplus ou déficits?

M. *Pedlow*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il récemment refusé d'admettre au Canada un grand nombre d'immigrants polonais?
2. Dans l'affirmative, combien ont été éconduits, et pourquoi?

M. *Chisholm*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de commissaires du recensement ont été nommés pour chaque province?
2. Combien de ces commissaires sont, dans chaque province, des soldats rapatriés?

M. *Peck*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien le gouvernement a-t-il payé en 1920 pour voyages des ministres, fonctionnaires et employés du gouvernement sur les chemins de fer suivants: (a) Intercolonial, (b) du gouvernement, sauf l'Intercolonial, mais tous les autres compris, et (c); le Pacifique-Canadien?
2. Quel milliaire les ministres ont-ils parcouru en 1920 sur les chemins de fer indiqués à la question 1?
3. Combien le gouvernement, tous départements compris, a-t-il payé en 1920 aux compagnies suivantes de télégraphie: (a) Pacifique-Canadien (b) *Great-North-Western Companies*, y compris *Great-North-Western*, *Western-Union* et toutes compagnies acquises par le gouvernement?
4. Quelles compagnies de télégraphe recommande-t-on aux départements de patronner?
5. Combien de troupes les chemins de fer suivant est transportées pour la démobilisation en 1919 et 1920, à l'Ouest de Winnipeg: (a) Pacifique-Canadien, (b) Chemin de fer de l'Etat, et (c) Grand-Tronc-Pacifique?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels appointements ou allocations doivent être payés aux membres du Bureau d'arbitrage nommé pour établir la valeur réelle de la compagnie du Grand-Tronc et de ses compagnies subsidiaires?
2. Qui paye ses appointements ou allocations auxdits arbitres?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. L'arbitre représentant le gouvernement dans l'arbitrage fait pour établir la valeur du régime ferroviaire du Grand-Tronc, a-t-il reçu instruction de tenir compte des pensions que le Grand-Tronc doit aux employés d'avant la grève générale de 1910?
2. Le gouvernement a-t-il décidé de rétablir pour ces employés les pensions dont ils ont été privés lors de cette grève?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu d'une compagnie de chemin de fer une demande de droits de passage sur les rails du Grand-Tronc, entre Richmond et la ville de Québec?
2. Dans l'affirmative, de quelle compagnie?
3. Dans la négative, écouterait-on une semblable demande?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quand le gouvernement a-t-il décidé de prendre en mains le régime ferroviaire du Grand-Tronc?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'employés de l'Imprimerie nationale sont obligés de faire du travail supplémentaire?
2. Quelle proportion de leurs salaires ordinaires reçoivent-ils pour ce travail supplémentaire?
3. Combien d'employés de l'Imprimerie nationale ont été destitués depuis deux ans?
4. Pourquoi n'a-t-on repris aucun de ses employés?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quel tarif milliaire paye-t-on en moyenne aux facteurs ruraux dans tout le Canada?
2. Quel est le tarif milliaire moyen payé aux facteurs ruraux de la province de Québec?
3. Quel tarif milliaire moyen paye-t-on aux facteurs ruraux dans le comté de Richmond-Wolfe?
4. Le gouvernement se propose-t-il d'établir un tarif milliaire uniforme pour le paiement des facteurs ruraux du Canada?
5. Dans l'affirmative, que sera ce tarif?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Brome, de la Commission d'établissement des soldats?
2. Quel est le prix moyen payé pour ces fermes?
3. Quelques-unes de ces fermes ont-elles été abandonnées?
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a-t-il disposé?
5. Y a-t-il eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il perdu en tout à ce sujet?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Missisquoi, de la Commission d'établissement des soldats?
2. Quel est le prix moyen payé pour ces fermes?
3. Quelques-unes de ces fermes ont-elles été abandonnées?
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a-t-il disposé?
5. Y a-t-il eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il perdu en tout à ce sujet?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Stanstead, de la Commission d'établissement des soldats?
2. Quel est le prix moyen payé pour ces fermes?
3. Quelques-unes de ces fermes ont-elles été abandonnées?
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a-t-il disposé?
5. Y a-t-il eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il perdu en tout à ce sujet?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Compton, de la Commission d'établissement des soldats?
2. Quel est le prix moyen payé pour ces fermes?
3. Quelques-unes de ces fermes ont-elles été abandonnées?
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a-t-il disposé?
5. Y a-t-il eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il perdu en tout à ce sujet?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Richmond-Wolfe, de la Commission d'établissement des soldats?
2. Quel est le prix moyen payé pour ces fermes?
3. Quelques-unes de ces fermes ont-elles été abandonnées?
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a-t-il disposé?
5. Y a-t-il eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il perdu en tout à ce sujet?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Shefford, de la Commission d'établissement des soldats?
2. Quel est le prix moyen payé pour ces fermes?
3. Quelques-unes de ces fermes ont-elles été abandonnées?
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a-t-il disposé?
5. Y a-t-il eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il perdu en tout à ce sujet?

M. *Tobin*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Drummond et Arthabaska, de la Commission d'établissement des soldats?
2. Quel est le prix moyen payé pour ces fermes?
3. Quelques-unes de ces fermes ont-elles été abandonnées?
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a-t-il disposé?
5. Y a-t-il eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a-t-il perdu en tout à ce sujet?

* M. *Fournier*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, correspondance, télégrammes, rapports soumissions, contrats, etc., relative-ment aux réparations au quai situé à Saint-Michel, comté de Bellechasse, P.Q., du 1er octobre 1918 à aujourd'hui.

* M. *Cahill*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute cor-respondance officielle que le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministres a échangée avec le gouvernement du Manitoba ou l'un de ses membres, touchant le paragraphe 5 de l'article 325 de la Loi des Chemins de fer du Canada.

* M. *Chisholm*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous docu-ments, télégrammes, correspondance, lettres, pétitions et recommandations touchant la nomination d'un maître de poste dans la ville d'Inverness, N.-E., en 1920 et 1921.

M. *Fielding*—Vendredi prochain—Il est désirable que les règlements de la Cham-bre soient modifiés de façon (a) à fixer à trois heures au lieu de deux heures, (temps actuel), l'ouverture des séances les mercredis, et (b) que la Chambre s'ajourne à onze heures du soir, lorsque les circonstances exceptionnelles n'exigent pas, de l'avis général, une séance plus longue.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 10 mars.</i>		
424	Agriculture et Colonisation.....	11 a.m.

No 19.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 10 MARS 1921.

PRIÈRES.

Sept pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 9 courant, lesquelles sont lues et reçues, et sont comme suit:—

De William Gordon Gordon, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, ingénieur électricien, époux légitime de Violet Anne Maud Gordon (née Nicholle), maintenant résidant dans la cité de Victoria, Colombie-Britannique, pour une loi de divorce d'avec ladite Violet Anne Maud Gordon, son épouse,—M. Currie.

De la *Montreal Central Terminal Company*, pour une loi à l'effet de prolonger le délai pour compléter ses travaux,—M. Lemieux.

Sur motion de M. Guthrie,—Ordonné que le rapport du Directeur général des élections à l'honorable Orateur, subordonnement à l'article 74 de la Loi des élections fédérales, soit imprimé et que la règle 74 soit suspendue à cette fin; que ce rapport soit référé au comité permanent des Privilèges et des Elections pour étude, à charge de faire rapport à la Chambre en l'espèce.

Sur motion de M. Meighen,—Résolu,—Qu'un comité spécial soit nommé pour considérer les questions inhérentes aux pensions, à l'assurance et au rétablissement des soldats rapatriés, et aux amendements que le comité pourra proposer ou étudier relativement aux lois existantes sur ces sujets; que ce comité ait pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et archives, d'imprimer de jour en jour ses transactions et la preuve reçue, à l'usage de comité, et de faire de temps à autre rapport; et que la règle 11 soit suspendue à cette fin.

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné, que le comité spécial nommé en conformité de la résolution adoptée ce jour, pour considérer les questions inhérentes aux pensions, à l'assurance et au rétablissement des soldats rapatriés, et aux amendements que le comité pourra proposer ou étudier relativement aux lois existantes sur ces sujets, soit composé des membres suivants:—MM. Arthurs, Béland, Brien, Caldwell, Chisholm, Cooper, Copp, Cronyn, Morphy, Nesbitt, Peck, Power, Redman, Ross, Savard, Spiny, Turgeon, White (Victoria), Wilson (Saskatoon).

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 23 juin 1920,—Ordre de la Chambre:—Copie de tous télégrammes, correspondances, lettres et rapports touchant l'émission de permis pour l'exportation du sucre, en faveur des raffineries ou leurs agents, ou des acheteurs ou leurs agents.

La Chambre reprend le débat sur la résolution de M. Keefer: Que de l'avis de la Chambre, un comité spécial composé de.....membres devrait être formé pour prendre en considération et examiner les avantages qui pourrait résulter d'une voie navigable à eau profonde pour le transport des grands lacs à la mer *via* le fleuve Saint-Laurent, et surtout les avantages qui surgiront en raison de l'augmentation des moyens de navigation et de l'utilisation de l'énergie hydro-électrique sur le fleuve Saint-Laurent, et

Que le comité spécial ait le droit de tenir des assemblées à Ottawa ou ailleurs durant l'intersession du Parlement et, le pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers ou documents, d'examiner des témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre à la Chambre.

Après débat, ladite motion, du consentement de la Chambre, est retirée.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la résolution de M. Smith,—Que de l'avis de la Chambre, il n'est pas de l'intérêt du Canada que le gouvernement de la Grande-Bretagne lève l'embargo sur le bétail entrant dans ce pays;

Et sur l'amendement de M. Pedlow,—Que tous les mots après "Que" dans ladite résolution soient retranchés et remplacés par les suivants:—"le gouvernement du Canada devrait protester avec énergie contre les raisons données par le gouvernement britannique comme excuse pour continuer l'embargo sur le bétail canadien sur pied entrant dans le Royaume-Uni; que ledit bétail canadien est atteint de maladie."

Et la question étant de nouveau posée sur l'amendement;

M. Steele propose, en amendement audit amendement,—Que tous les mots après "Que" dans la motion principale, et tous les mots dudit amendement soient retranchés, et remplacés par les suivants:—"la Chambre appuie la politique du gouvernement et des gouvernements précédents du Canada en protestant contre la supposition que le bétail canadien est atteint de maladie, comme l'impliquent l'embargo tel qu'il existe actuellement."

Et la question étant posée sur l'amendement audit amendement, elle est agréée.

L'ordre de la Chambre qui suit est adopté, savoir:—

Par M. Middlebro, pour M. Fripp:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous rapports, mémoires et correspondance que la Commission du service civil possède touchant la destitution d'Alfred Saint-Laurent à la division de la papeterie du département des impressions et de la papeterie publiques, à Ottawa.

L'adresse à Son Excellence le Gouverneur général qui suit est votée:—Par M. Robb, pour M. King,—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général:—Copie d'un décret du Conseil du 9 juillet 1920, nommant l'honorable sir Thomas White arbitre estimateur du fonds de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc; de tous décrets subséquents du Conseil relativement à cette nomination; et de toute correspondance que le gouvernement a échangée avec l'honorable sir Thomas White à ce sujet.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Doherty, que le Bill (No 17), Loi ayant pour objet de définir l'expression "ressortissants du Canada" soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Ledit bill est en conséquence lu la seconde fois, délibéré en comité général, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill D (No 23) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Commission de contrôle du lac des Bois."

Bill E (No 24) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Alexander Staunton."

Aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel a été référée la pétition de Frank Alexander Staunton pour une loi de divorce, avec prières qu'elle soit retournée au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 11.45 p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 15 mars.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 16 mars.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 17 mars.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Clark (Bruce)—Lundi prochain—QUESTION—

1. A-t-on attiré l'attention du gouvernement sur le témoignage que M. R.-T. Harding a donné devant un comité de la Législature ontarienne, comportant qu'il avait lui-même payé à même les fonds publics la somme de \$2,000, à chacun des juges Riddell et Latchford, siégeant en qualité de commissaires dans une enquête publique où M. Harding était procureur de la poursuite?

2. L'acceptation, par ces deux juges, du paiement susdit ou de tout autre paiement pour siéger à titre de commissaires, constitue-t-elle une contravention à l'article 12 de la Loi des Juges modifiée en 1920?

3. Dans l'affirmative, que doit faire le gouvernement à ce sujet?

M. Casgrain—Lundi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que le gouvernement a décidé, par un décret du Conseil adopté vers le milieu de février dernier, de fusionner le service du surintendant des Postes avec celui de l'Inspecteur des Postes?

2. Est-il vrai que tout le service extérieur du département des Postes, y compris les maîtres de postes, inspecteurs, etc., a été placé sous le contrôle de M. George Ross, de Toronto?

3. Est-il vrai qu'en conséquence M. Ross occupe un poste identique aux fonctions de sous-ministre?

M. Casgrain—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu une requête du Progressive Club, de Montréal, le priant d'admettre au nombre des ministres fédéraux, M. L.-J. Gauthier, député de Saint-Hyacinthe?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'intention du gouvernement à ce sujet?

M. Casgrain—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu une résolution du Progressive Club, de Montréal, demandant l'abolition de la Commission du service civil?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'intention du gouvernement à ce sujet?

M. Power—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le Bureau des commissaires des pensions a-t-il des formules rédigées en français à l'usage des personnes qui demandent des pensions?

2. Madame Marie-T. Poiré, ou M. R.-C. de la Chevrotière, son procureur, de la cité de Québec, ont-ils demandé l'envoi de semblables formules françaises?

3. Le Bureau des commissaires des pensions a-t-il répondu à Madame Veuve Poiré, lui adressant des formules rédigées en anglais?

4. Dans l'affirmative, pourquoi?

5. Le gouvernement se propose-t-il de prendre les mesures nécessaires pour que des formules françaises soient envoyées aux personnes de langue française?

No 20.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 11 MARS 1921.

PRIÈRES.

Une pétition est présentée et déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 10 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest, pour une loi à l'effet de prolonger le délai pour commencer la construction, compléter et mettre en activité la ligne de chemin de fer qu'ils sont autorisé à construire en vertu de la Loi 9-10, George V; chapitre 91.—*M. Devlin*.

De la *Essex Terminal Railway Company*, pour une loi à l'effet de prolonger le délai pour commencer et terminer leur ligne d'embranchement,—*M. Kennedy* (Essex).

De Margaret Marie Cook (née Gibson), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Henry Penman Cook, de Hurrah-Ranch, de Hurrah, dans l'Etat de Washington, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, pour une loi de divorce d'avec ledit Henry Penman Cook, son époux,—*M. Mowat*.

De Laura Newson, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Allan Frederick Newson, pour une loi de divorce d'avec ledit Allan Frederick Newson, son époux,—*M. Sheard*.

De W. E. Cavanagh, prêtre-curé, et autres, de la ville de Almonte, province de l'Ontario, priant la Chambre de ne pas passer de loi créant une cour de divorce dans la province de l'Ontario, et demandant au contraire, que le Parlement adopte une loi abolissant le divorce au Canada comme étant un mal moral et social qui ne doit pas être légalisé,—*M. Stewart* (Lanark).

De Margaret Swanston Neville, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, femme mariée, épouse légitime de Edward Neville, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ledit Edward Neville, son époux,—*M. Copp*.

De John Chalk, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Annie Chalk (née Cornelson), pour une loi de divorce d'avec ladite Annie Chalk, son épouse,—*M. Sheard*.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le greffier a déposé sur la Table le quatrième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 2, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:—

Votre examineur a examiné les pétitions suivantes pour bills privés et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De Edmund Taylor, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Slave River Railway Company*.

De la *Kettle Valley Railway Company*, pour une loi à l'effet d'augmenter leur pouvoir obligataire relativement à la ligne d'embranchement qu'ils sont autorisé à construire.

De la Compagnie du chemin de fer Québec Central, pour une loi prolongeant le délai dans lequel ils peuvent construire certaines lignes de chemins de fer et pour d'autres objets.

De la *Manitoba and Northwestern Railway Company of Canada*, pour une loi les autorisant à construire une certaine ligne de chemin de fer dans la province de la Saskatchewan, et pour d'autres objets.

M. l'Orateur met devant la Chambre le rapport du directeur général des élections tel que requis par l'article 74 de la Loi des élections fédérales, en date du 9 mars 1921.

Le greffier de la Chambre met devant la Table les bills privés suivants:—

Bill (No 25), Loi concernant *The Kettle Valley Railway Company*,—M. Green.

Bill (No 26), Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada*,—M. Lang.

Bill (No 27), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Québec Central, —M. Bélard.

Bill (No 28), Loi constituant en corporation *The Slave River Railway Company*, —M. Tweedie.

Lesdits bills sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, conformément à la règle 99.

Sur motion de Sir George Foster, pour M. Meighen,—Ordonné que le nom de M. Sutherland soit substitué à celui de M. Peck sur le comité spécial nommé pour considérer les questions relatives aux pensions, assurance et rétablissement des soldats rapatriés.

Les bills suivants du Sénat sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill (No 23) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Commission de contrôle du lac des Bois",—M. Meighen.

Bill E (No 24) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Alexander Staunton",—M. Smith.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, pour Sir Henry Drayton, met devant la Chambre,—Rapport de l'Auditeur général pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920; Volume 111, parties T à Z.

M. Meighen propose,—Que la Chambre passe maintenant aux Avis de Motions; agréé.

Les Avis de Motions étant appelés;

Sir Sam Hughes propose,—Que de l'avis de la Chambre, un régime de patronage politique plaçant les nominations et les promotions au service public extérieur et intérieur sous l'examen précis des députés ou des candidats défaits du parti au pou-

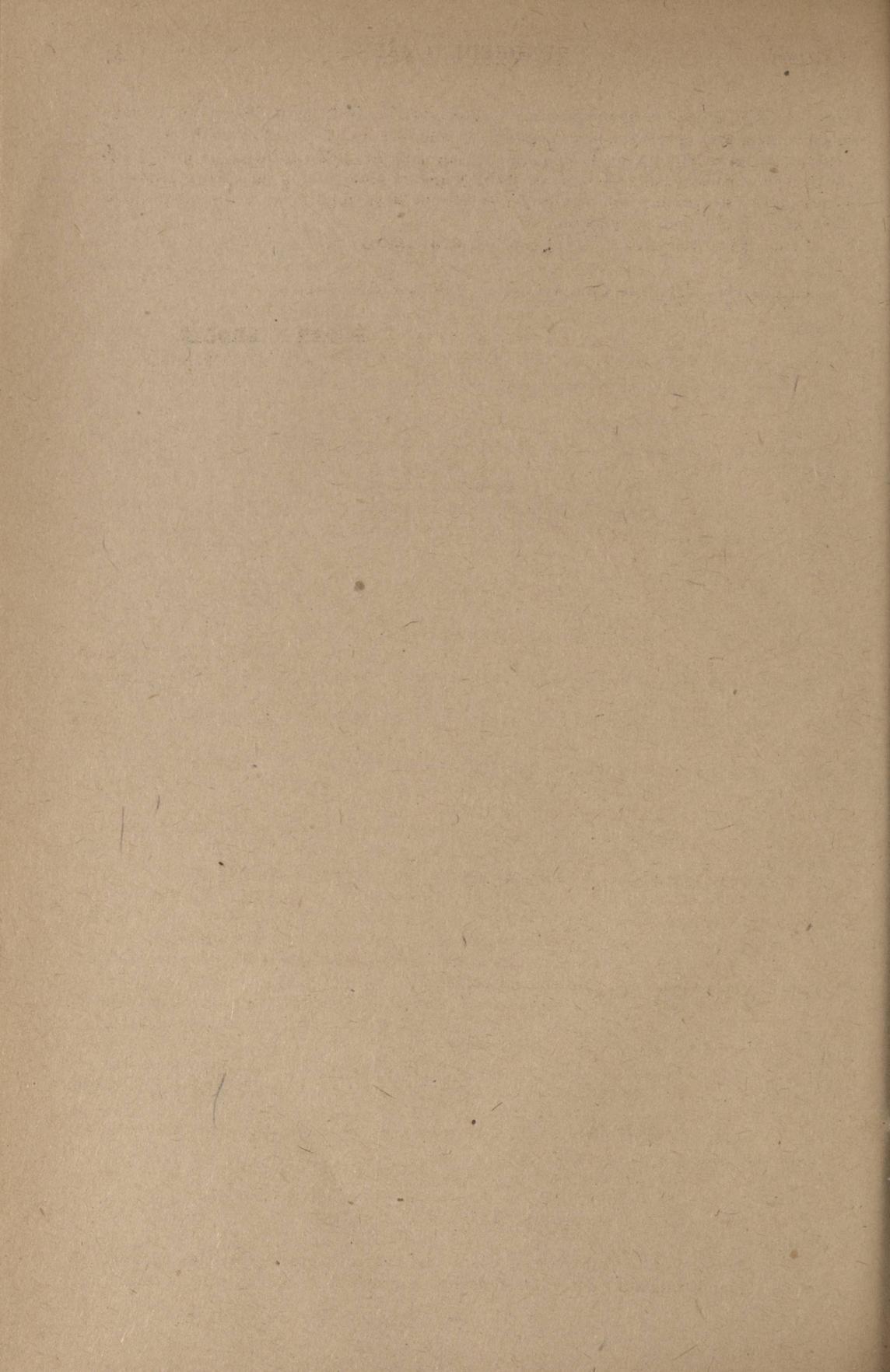
voir—et sujet à leur recommandation—protègerait les intérêts meilleurs du Canada et du peuple, tout en tenant bon compte de la stabilité du service, de l'avancement des fonctionnaires méritants, et de l'administration sage des affaires du pays; que la Loi du Service civil soit modifiée dans ce sens; et que la Commission du service civil soit placée dans une posture non-équivoque, conforme à sa dignité et à son importance dans une nouvelle sphère d'action.

Et un débat s'ensuivant; ladite motion est retirée.

La Chambre s'ajourne alors à 11 p.m., jusqu'à lundi prochain.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Anderson—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelles mesures a-t-on prises pour appliquer la Loi des produits alimentaires pour les animaux, sanctionnée le 1er juillet 1920, publiée dans la *Gazette du Canada*, le 4 décembre 1920, et mise en vigueur le 1er janvier 1921?
2. Quand donnera-t-on un service subordonné à cette loi?
3. Un fonctionnaire a-t-il été désigné comme analyste officiel des produits alimentaires, en vertu de l'Article 10 de la Loi susdite? Dans la négative, pourquoi ce retard, et quand la nomination doit-elle être faite?

M. Cannon—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les "officiers médicaux" employés aux bureaux chefs du Bureau des pensions à Ottawa?
2. Quels sont leurs noms et quelle est l'expérience de chacun en médecine?
3. Combien de ces conseillers en médecine ont terminé leurs cours universitaires, et (a) quels sont leurs noms; (b) combien d'entre eux ont obtenu leur diplôme autorisant la pratique; (c) et d'aucuns d'entre eux ont-ils obtenu leur droit de pratique en raison de leur service de guerre?
4. Quel est le dossier militaire de chacun de ces fonctionnaires?
5. Quels sont leurs appointements respectifs?
6. Quelles sont leurs fonctions respectives?
7. Ces conseillers ont-ils en médecine assez d'expérience pour régler les questions techniques du Bureau des pensions et sont-ils bien aptes à changer les décisions des médecins locaux?
8. Les commissaires sont-ils tenus d'accepter les décisions de leurs "officiers médicaux"?
9. Dans la négative, pourquoi pas?

M. Proulx—Lundi prochain—QUESTION—

1. Au sujet de la page 8 des Estimés (Intérieur): "F. Clapp, secrétaire suppléant du ministre, \$2,400," s'agit-il d'une femme?
2. Dans l'affirmative, depuis quand est-elle au service du gouvernement?
3. Quelles aptitudes spéciales a-t-elles pour recevoir des appointements si fort élevés supérieurs à ceux qu'on paye à de nombreux fonctionnaires anciens et éprouvés?
4. La Commission du service civil a-t-elle consenti à ces appointements?
5. Quels appointements cette jeune fille recevait-elle dès son entrée dans le service, et quels sont ses appointements actuels?
6. Recevra-t-elle quelque supplément comme secrétaire particulier ou autrement?

M. Parent—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des employés de la division des mandats-postes dans les bureaux de poste (bureaux-chefs) suivants: Hamilton, London, Ottawa, Montréal, Québec, Saint-Jean, N.-B., et Halifax, N.-E.?
2. Quel est d'après la nouvelle classification le grade de chacun de ces employés, ainsi que ses appointements?
3. Combien d'années de service compte chacun de ces employés?
4. Quel est le revenu réel de chacun des bureaux-chefs ci-dessus?
5. Quels sont les employés en charge de ce département dans chacun de ces bureaux?
6. Quels sont les employés en charge de l'enregistrement dans les bureaux de poste (grands bureaux) des villes ci-dessus, le grade et les appointements de chacun?

M. *Rinfret*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que pour certaines marchandises venant d'Allemagne les douaniers refusent d'accepter les factures comme elles sont présentées, et estiment eux-mêmes ces marchandises?
2. Dans l'affirmative, le ministère des Douanes a-t-il donné des instructions à cet effet?
3. Cela s'applique-t-il indifféremment à toutes les marchandises allemandes?
4. Dans la négative, lesquelles tombent sous ce règlement?

M. *Savard*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel montant le bureau des Douanes de Rimouski a-t-il perçu en 1920?
2. Combien y a-t-il d'employés dans ce bureau, et quels sont leurs appointements?
3. Ce bureau relève-t-il directement d'Ottawa?

M. *Séguin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel montant d'assignations de solde, de gratifications de guerre et d'allocations de départ indûment payées le département de la Milice a-t-il réussi à faire rembourser jusqu'ici?
2. Quel montant n'a pas encore été remboursé sur les sommes payées par erreur comme susdit à différentes personnes?
3. Quel moyen le département de la Milice prend-il pour recouvrir les sommes payées irrégulièrement?

M. *Séguin*—Lundi prochain—QUESTION—Contrairement à ce qui a été fait l'an dernier, le gouvernement entend-il exempter les fonctionnaires catholiques de l'obligation de travailler lors de leurs fêtes religieuses, notamment la Toussaint, l'Immaculée Conception et l'Épiphanie?

* M. *Boyer*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le total en livres du beurre exporté du Canada chaque année depuis 1910?
2. Quelle est la valeur annuelle de ces exportations depuis 1910?
3. Quel est le total en livres du fromage exporté du Canada chaque année, depuis 1910?
4. Quelle est la valeur annuelle de ces exportations depuis 1910?
5. Quels sont les pays sur lesquels notre beurre et notre fromage a été exporté chaque année dans la même période, et le montant et la valeur de ces exportations pour chaque pays?
6. Quelles quantités de beurre a-t-on importé des différents pays depuis 1910?
7. Quels sont ces pays et le chiffre de nos achats dans chacun d'eux?
8. Quelles quantités de fromage a-t-on importé des différents pays depuis 1910?
9. Quels sont ces pays et le chiffre de nos achats dans chacun d'eux?
10. Quels sont les noms ou les marques sous lesquels nos fromages sont vendus à l'étranger?
11. Quels sont les noms des beurres et fromages que nous importons?
12. Quelle quantité (livres) de margarine ou de tout autre succédané du beurre a-t-on fabriquée au pays chaque année depuis 1910, et quelle est leur valeur en argent, pour chaque année?
13. Quelle quantité (livres) de ces succédanés, et leur valeur, a-t-on importée au Canada chaque année depuis 1910?
14. L'inobservance de la loi sur la fabrication et la vente de ces succédanés produits au Canada ou achetés à l'étranger a-t-elle donné lieu à nombreuses poursuites?
15. Dans l'affirmative, combien?

* *M. Léger*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents touchant la démission de M. John Sheridan, surintendant des Indiens pour le district de la Côte-Nord, dans la province du Nouveau-Brunswick, en 1920; aussi: copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents touchant sa réintégration dans ses fonctions.

M. Parent—Lundi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis qu'il est opportun de prendre des mesures pour assurer aux chemins de fer du pays, le transport des produits canadiens par voie des ports canadiens.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 15 mars.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m
435	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 16 mars.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 17 mars.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.

No 21.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 14 MARS 1921.

PRIÈRES.

Une pétition est présentée et déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur la pétition présentée le 11 courant, laquelle est lue et reçue, et elle est comme suit:—

De John J. Wilson, du township de Douro, comté de Peterborough, province de l'Ontario, cultivateur, présentement demeurant dans la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Mary (quelques fois appelée Minnie) Angela Wilson, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Mary (alias Minnie) Angela Wilson, son épouse,—M. *Fripp*.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le greffier a déposé sur la Table le cinquième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 2, l'examineur des pétitions pour bills privés, a l'honneur de présenter son cinquième rapport, comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest, pour une loi prolongeant le délai pour commencer, etc., la ligne de chemin de fer depuis le présent terminus de sa ligne appelée "Embranchement Waltham" à Waltham, P.Q.

De la Compagnie du chemin de fer Terminal d'Essex, pour une loi à l'effet de prolonger le délai pour commencer, etc., sa ligne d'embranchement, et pour d'autres objets.

De Rosetta Hood (née McElroy), pour une loi de divorce d'avec Alexander Hood, son époux.

De Arthur Ebenezer Sims, pour une loi de divorce d'avec Fannie Sims, son épouse.

De Royland S. Morrison, pour une loi de divorce d'avec Kathleen Loretta Marie Morrison, son épouse.

De Alphonse Le Moyne de Martigny, pour une loi de divorce d'avec Albertine Dupuis, son épouse.

De Thomas W. E. Flower, pour une loi de divorce d'avec Rose Flower, son épouse.

De Ernest Lillie Montgomery, pour une loi de divorce d'avec Coral C. Montgomery, son épouse.

De Robert Irwin, pour une loi de divorce d'avec Mary, Martha B. Irwin, son épouse.

De Abbie Jane Harris-Wigle, pour une loi de divorce d'avec Purvis Guy Wigle, son épouse.

De Sarah Anne King, pour une loi de divorce d'avec James Frederick King, son époux.

De John Edward Kelly, pour une loi de divorce d'avec Elsie Kelly, son épouse.

De Edna Garnet Rabb, pour une loi de divorce d'avec Isaiah Leslie Rabb, son époux.

De Sherman Talmage Smith, pour une loi de divorce d'avec Beatrice Emily Smith, son épouse.

De Mamie McKillop, pour une loi de divorce d'avec Charles Albert McKillop, son époux.

De Arthur Wilfrid Rigby, pour une loi de divorce d'avec Ethel Rigby, son épouse.

De Stella Anna Jackson, pour une loi de divorce d'avec George Edward Jackson, son époux.

De Elizabeth Gertrude Conner, pour une loi de divorce d'avec William Rosswell Conner, son époux.

De Mabel Marshall (née Johnson), pour une loi de divorce d'avec Hubert Marshall, son époux.

De Edith Myrtle Barnes, pour une loi de divorce d'avec Frederick Horace Barnes, son époux.

De John Samuel Bain, pour une loi de divorce d'avec Ethel May Bain, son épouse.

De Gertrude Gladys Vernon, pour une loi de divorce d'avec Roy Clinton Vernon, son époux.

De John Graham, pour une loi de divorce d'avec Mary Graham, son épouse.

De Eudora Edith Perry, (née Watson), pour une loi de divorce d'avec Dana Perry, son époux.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table les bills privés suivants:—

Bill (No 29), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Terminal d'Essex, M. *Kennedy* (Essex).

Bill (No 30), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest,—M. *Devlin*.

Lesdits bills sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre. Conformément à la règle 99.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Rapport du département du Rétablissement des soldats dans la vie civile, décembre 1920.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1921—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Dans quels pays le gouvernement fédéral a établi des agences de commerce.
2. Les noms des agents, leur ancienne adresse, leur adresse actuelle, leur expérience d'affaires, la date de leur nomination, et leurs appointements respectifs.

Les bills suivants sont respectivement lus la seconde fois et référés au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:—

Bill (No 25), Loi concernant *The Kettle Valley Railway Company*.

Bill (No 26), Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada*.

Bill (No 27), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Bill (No 28), Loi constituant en corporation *The Slave River Railway Company*.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu du paragraphe 4 de la règle 37:—

Par M. Cahill:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Combien il y avait de sous-officiers dans la Police fédérale lors du fusionnement avec la Gendarmerie du Nord-Ouest.

2. Combien de sous-officiers il y a actuellement dans la division "A".

3. S'il est vrai que tous les sous-officiers de la police fédérale ont été inscrits "junior" dans la liste d'ancienneté des Gendarmes à cheval, sans égard à leurs années de service; et, dans l'affirmative, s'il est vrai qu'un sergent de Police fédérale ayant six ans de service comme tel, s'est trouvé, dès le fusionnement, placé en arrière d'un sous-officier de la Gendarmerie qui n'avait que quelque mois de service dans son grade.

4. Si lors du fusionnement des deux effectifs, trois inspecteurs de la Police fédérale ont été réduits au grade de sergent; et, dans l'affirmative, pourquoi.

5. Combien de sous-officiers de la Gendarmerie à cheval ont été promus à l'inspectorat, lors du fusionnement ou depuis.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à l'ordre qui précède.

Par M. Cahill:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien a coûté la Police fédérale en 1919, moins les sections des empreintes digitales et des libérations conditionnelles.

2. Quel était l'effectif de la Police fédérale lors du fusionnement avec la Gendarmerie à cheval.

3. Quel est actuellement l'effectif de la division "A", et s'il y a eu augmentation numérique, quelle est la raison de cette augmentation.

4. Combien a coûté la division "A" pendant les douze mois qui ont suivi le fusionnement avec la Police fédérale, et s'il y a eu augmentation des frais, quelle en est la raison.

5. Combien d'édifices du gouvernement, etc., ont été confiés à la protection de la police lors du fusionnement des effectifs.

6. Combien d'édifices du gouvernement sont confiés à la garde de la police à l'heure actuelle.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à l'ordre qui précède.

Par M. Cahill:—Ordre de la Chambre,—Etat montrant:—

1. Si les membres de la Royale Gendarmerie à cheval reçoivent une part des amendes imposées pour infractions à une loi fédérale ou autre loi.

2. Dans l'affirmative, quelle proportion de l'amende ils reçoivent.

3. Quels sont les membres de la Gendarmerie à cheval auxquels on a payé une part de ces amendes au cours des douze mois derniers, et quelle somme chacun d'eux a reçue.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à l'ordre qui précède.

Par M. Cahill:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Avant leur fusionnement avec la Gendarmerie à cheval, combien de voyages par jour les membres de la Police fédérale faisaient aux palais administratifs pour la malle policière.

2. Combien de voyages par jour les membres de la Gendarmerie actuelle font chaque jour pour les mêmes fins.

3. Si la Police fédérale faisait ce travail à pied.

4. Si la Gendarmerie fait ce même travail en motocyclette, ou par le moyen d'autres véhicules.

5. Si la Police fédérale a fait ce travail pendant trente ans environ.

6. Dans l'affirmative, pourquoi on a diminué le nombre des voyages quotidiens, quant à la Gendarmerie à cheval.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à l'ordre qui précède.

Par M. Cahill:—Ordre de la Chambre,—Tableau indiquant:—

1. Les noms des officiers d'Etat-Major de la Royale Gendarmerie à cheval, d'après l'ancienneté.

2. S'ils retirent tous la solde d'Etat-major, et, dans l'affirmative, combien chacun d'eux retire.

3. Si tous ne retirent pas la solde d'Etat-major, quels sont les noms de ceux qui la reçoivent, et pourquoi on fait exception.

4. En sus des détectives, s'il y a un surintendant et des gendarmes en uniforme à Montréal et à Toronto.

5. Dans l'affirmative, quelle est la nécessité de maintenir ces gendarmes dans les villes indiquées.

6. En sus des salaires, si les surintendants reçoivent paiement de leur loyer d'habitation, et s'il reçoivent le chauffage et l'éclairage gratuitement.

7. Dans l'affirmative, si les hommes ont les mêmes avantages, et dans le cas contraire, pourquoi pas.

8. Si la division "N" de la Gendarmerie est fixée à Ottawa.

9. Dans l'affirmative, quelles fonctions autres que l'exercice de cavalerie la division "N" exerce.

10. S'il ne serait pas du meilleur intérêt public, et si cela ne produirait pas une forte économie publique, si la Gendarmerie à cheval était absorbée par les Dragons royaux canadiens.

11. S'il y a quelque objection pratique à cette absorption. Dans l'affirmative, quelle est cette objection.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à l'ordre qui précède.

Par M. Cahill:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. S'il est vrai qu'une automobile suffisait aux besoins de la Police fédérale avant le fusionnement avec la gendarmerie à cheval.

2. S'il est exact que la division "A" de la Gendarmerie à cheval s'est servi de deux automobiles, d'un fourgon automobile et de deux motocyclettes, et que cinq chauffeurs sont employés exclusivement à la conduite des autos.

3. Si des membres de la Gendarmerie ont été emprisonnés dans la prison du comté de Carleton, depuis le fusionnement avec la Police fédérale.

4. Dans l'affirmative, quels étaient dans chaque cas le délit et la peine, et qui a fait le procès et imposé la condamnation.

5. Si le gouvernement a payé pour l'entretien de ces hommes emprisonnés dans la prison du comté de Carleton; et dans la négative, pourquoi pas.

6. S'il y a actuellement dans un édifice appartenant au gouvernement, dans la ville d'Ottawa, une cellule ou endroit de détention où les Gendarmes peuvent être détenus. Dans l'affirmative, où est ce lieu.

7. Si un membre de la Gendarmerie à cheval a été détenu dans cette cellule ou lieu de détention, et pour quelle infraction.

8. Qui a fait le procès du contrevenant détenu, et quelle condamnation a été prononcée.

9. Si un surintendant de la Gendarmerie a imposé une amende à deux garçonnetts qui avaient brisé un carreau à la ferme modèle d'Ottawa l'été dernier.

10. Dans l'affirmative, quelle était cette amende; et si le surintendant a payé l'argent reçu de ce chef; et dans l'affirmative, à qui il l'a remis.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,— Réponse à l'ordre de la Chambre qui précède.

Par M. Peck:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Combien le gouvernement a payé en 1920 pour voyages des ministres, fonctionnaires et employés du gouvernement sur les chemins de fer suivants: (a) Intercolonial, (b) du gouvernement, sauf l'Intercolonial, mais tous les autres compris, et (c), le Pacifique-Canadien.

2. Quel milliaire les ministres ont parcouru en 1920 sur les chemins de fer indiqués à la question 1.

3. Combien le gouvernement, tous départements compris, a payé en 1920 aux compagnies suivantes de télégraphie: (a) Pacifique-Canadien (b) *Great-North-Western Companies*, y compris *Great-North-Western*, *Western-Union* et toutes compagnies acquises par le gouvernement.

4. Quelles compagnies de télégraphe est recommandé aux départements de patronner.

5. Combien de troupes les chemins de fer suivants ont transportées pour la démobilisation en 1919 et 1920, à l'Ouest de Winnipeg: (a) Pacifique-Canadien, (b) Chemin de fer de l'Etat, et (c) Grand-Tronc-Pacifique.

Par M. Tobin:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Brome, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Par M. Tobin:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Missisquoi, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Par M. Tobin:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Stanstead, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a-t-il disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Par M. Tobin:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Compton, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Par M. Tobin:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Richmond-Wolfe, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Par M. Tobin:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Shefford, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Par M. Tobin:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Drummond et Arthabaska, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Par M. Séguin:—Ordre de la Chambre,—Etat montrant:—

1. Quel montant d'assignations de solde, de gratifications de guerre et d'allocations de départ indûment payées le département de la Milice a réussi à faire rembourser jusqu'ici.
2. Quel montant n'a pas encore été remboursé sur les sommes payées par erreur, comme susdit, à différentes personnes.
3. Quel moyen le département de la Milice prend pour recouvrir ces sommes payées irrégulièrement.

Par M. Boyer:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant:—

1. Le total, en livres, du beurre exporté du Canada chaque année, depuis 1910.
2. La valeur annuelle de ces exportations, depuis 1910.
3. Le total, en livres, du fromage exporté du Canada chaque année, depuis 1910.
4. La valeur annuelle de ces exportations, depuis 1910.
5. Les pays sur lesquels notre beurre et notre fromage ont été exportés chaque année, dans la même période, et le montant et la valeur de ces exportations pour chaque pays.
6. Quelles quantités de beurre on a importé des différents pays, depuis 1910.
7. Quels sont ces pays, et le chiffre de nos achats dans chacun deux.

8. Quelles quantités de fromage on a importé des différents pays, depuis 1910.
9. Quels sont ces pays, et le chiffre de nos achats dans chacun d'eux.
10. Les noms ou les marques sous lesquels nos fromages sont vendus à l'étranger.
11. Les noms des beurres et fromages que nous importons.
12. La quantité (livres) de margarine ou de tout autre succédané du beurre on a fabriqué, au pays chaque année, depuis 1910, et leur valeur en argent, pour chaque année.
13. La quantité (livres) de ces succédanés, et leur valeur, on a importée au Canada chaque année depuis 1916.
14. Si l'inobservance de la loi sur la fabrication et la vente de ces succédanés produits au Canada, ou achetés à l'étranger a donné lieu à nombreuses poursuites.
- 15 Dans l'affirmative, combien.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir :—

Par M. Cahill :—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance officielle que le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministres a échangée avec le gouvernement du Manitoba ou l'un de ses membres, touchant la paragraphe 5 de l'article 325 de la Loi des Chemins de fer du Canada.

Par M. Robb, pour M. Chisholm :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents télégrammes correspondance, lettres, pétitions et recommandations touchant la nomination d'un maître de poste dans la ville d'Inverness, N.-E., en 1920 et 1921.

Par M. Léger :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance, et autres documents touchant la démission de M. John Sheridan, surintendant des Indiens pour le district de la Côte-Nord, dans la province du Nouveau-Brunswick, en 1920; aussi: copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents touchant sa réintégration dans ses fonctions.

M. Manion propose,—Que, de l'avis de la Chambre, il est désirable que le gouvernement présente une mesure ayant pour objet le développement des ressources naturelles du Canada.

Et un débat s'ensuivant, M. Casgrain propose,—Que le débat soit maintenant ajourné.

Et la question étant posée sur la motion, elle est rejetée.

Et le débat continuant, et la question étant posée sur la motion principale, elle est rejetée.

M. Mackie (Edmonton) propose,—Que de l'avis de la Chambre, les règlements sur l'émission des permis et baux de pétrole et de gaz dans les territoires du Nord-Ouest du Canada approuvés par le décret 331 du Conseil du 11 février 1921, sont en droit et en fait préjudiciables à l'exploitation de l'industrie pétrolifère, et que leur tendance est de décourager l'initiative privée et de protéger inconsidérément les grands intérêts financiers, en permettant à ces derniers de prendre possession pleine des terrains pétrolifères des territoires.

Et un débat s'ensuivant et continuant;

Mardi, 15 mars 1921.

Et le débat se prolongeant, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

La Chambre s'ajourne alors à 12.40 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

* M. Lemieux—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de soumissions le département des Travaux publics a-t-il reçues pour les réparations à faire au quai de Sandy Beach, comté de Gaspé?
2. Quels sont les noms des soumissionnaires et le montant de leurs soumissions respectives?
3. A qui l'entreprise a-t-elle été adjugée?

* M. Fournier—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que le quai de Saint-Valier, comté de Bellechasse, a été avarié en novembre 1918, et qu'il n'a pas encore été réparé?
2. Le gouvernement se propose-t-il de recommander les réparations nécessaires, pour empêcher la ruine définitive de ce quai?
3. Qu'est-ce qui a causé ces retards dans les réparations?

* M. Proulx—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des membres de la Commission canadienne d'aviation et de l'Association des troupes canadiennes d'aviation?
2. Combien de départements ont été créés dans la Commission d'aviation et les Troupes d'aviation? et quels sont-ils?
3. Quels appointements paye-t-on aux chefs de départements?
4. Est-il vrai que les appointements des chefs de départements varient selon le nombre des employés qu'ils ont?
5. Est-il vrai que les chefs de départements reçoivent une augmentation de \$1,000 même, par année, quand ils ont trente employés ou plus dans leur département respectif?
6. Combien de départements ont trente employés ou plus; et ces départements ont-ils vraiment besoin d'autant d'employés?
7. Qui est censé dire combien d'employés sont nécessaires dans chaque département?
8. Qui est le chef responsable de la Commission d'aviation, et s'occupe-t-il de son travail autant qu'il le devrait?
9. Pourquoi les appointements et les fonctions de certains fonctionnaires des Troupes d'aviation sont-ils réduits après une certaine durée de service?
10. Quelles mesures, s'il en est, sont prises pour appliquer la Loi de tempérance d'Ontario dans le voisinage du camp Borden?
11. Si un particulier s'enrôle dans l'aviation comme mécanicien, quelle durée de travail réel donne-t-il aux moteurs et aux aéroplanes, et quel temps lui prennent les corvées et les exercices inutiles de peloton, que des instructeurs incompetents commandent?
12. Les employés de la Commission d'aviation ont-ils droit de porter des passagers inofficiels en aéroplanes?
13. Est-il permis de faire servir les avions du gouvernement à des parties de plaisir avec des passagères?
14. Qu'est-il arrivé à l'hydroplane employé au survol trans-canadien, et dont les dernières nouvelles disaient qu'il était dans la rivière Rouge, à Winnipeg? Est-il encore inutilement exposé aux rigueurs de l'hiver?

M. Molloy—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelles assurances contre le feu porte l'hôtel Fort Garry, à Winnipeg?
2. Quelles assurances contre le feu porte le mobilier de cet hôtel?
3. Y a-t-il dans la police une stipulation quant à la somme portée?

4. Quel est le taux de ces assurances?
5. Quelle est la durée de ces assurances?
6. Quels sont les noms des compagnies qui ont souscrit l'assurance?
7. Sont-elles patentées au Canada?
8. Quels sont les courtiers qui ont placé ces assurances?

M. *Copp*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la superficie en acres de la ferme modèle succursale de Fredericton, N.-B.?
2. Quel est l'acrage en culture?
3. Combien d'acres étaient en culture en 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919, respectivement?
4. Quel a été le revenu des ventes d'animaux et de produits venant de cette ferme, dans chacune des années 1915, 1916, 1917, 1918 1919 et 1920?

M. *Copp*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le vapeur *Laurentian* appartient-il au gouvernement?
2. Dans l'affirmative, quand a-t-il été acheté, de qui, et à quel prix?
3. Ce vapeur a-t-il été immobilisé par des avaries à Saint-Jean pendant cinq mois ou une période quelconque et dans l'affirmative, combien de temps?
4. Pendant que ce vapeur était immobilisé comme susdit à Saint-Jean, combien de membres de son équipage sont restés à bord?
5. Quel était le salaire de l'équipage resté, pendant l'immobilisation du vapeur?
6. Ce vapeur a-t-il été radoubé, et, dans l'affirmative, quand, par qui, et à quel prix?
7. Ce vapeur était-il nolisé par un département quelconque du gouvernement, avant son achat, et, dans l'affirmative, quel département, et quel était le paiement annuel en vertu de la charte?
8. Ce vapeur a-t-il déjà appartenu à la *Davie Wrecking Company*, de Québec, ou l'a-t-elle eu en contrôle, et l'a-t-elle offert en vente au gouvernement? Dans l'affirmative, quand, et à quel prix?

* M. *Murphy*—Mercredi prochain—QUESTION—1. Quel était le nombre total des fonctionnaires de toute catégorie du département des Impressions et de la papeterie publiques, le 31 décembre, dans chacune des années de 1911 à 1920, inclusivement?

M. *Proulx*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Y a-t-il un fonctionnaire du nom de Charles-P. Buckley, au ministère des Chemins de fer et canaux?
2. Dans l'affirmative, quels sont ses appointements actuels et sa classification?
3. De quels classification et appointements a-t-il été promu?
4. Ce fonctionnaire a-t-il jamais été inscrit, ou a-t-il étudié le Droit?
5. Quel droit légal a-t-il à sa classification?

M. *Savard*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté l'installation de l'éclairage sur les quais du gouvernement à Chicoutimi?
2. Combien coûte annuellement son entretien?

M. *Deslauriers*—Mercredi prochain—QUESTION—1. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder aux employés des postes (facteurs) le même boni que l'an dernier?

M. *Wright*—Mercredi prochain—QUESTION—1. Le gouvernement se propose-t-il de maintenir le paiement d'un boni d'appointements aux fonctionnaires, pendant l'exercice prochain?

M. *Kennedy* (Essex)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des membres du bureau de direction des chemins de fer de l'Etat?

2. Quels sont les appointements de chacun d'eux, et combien chacun a-t-il reçu pour dépenses l'an dernier?

3. D'aucuns de ces membres sont-ils aussi directeurs de compagnies à fonds social faisant affaires au Canada?

4. Dans l'affirmative, de quelles compagnies sont-ils, chacun, directeurs?

M. *Andrews*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous papiers, documents, mémoires et correspondance aux mains d'un membre quelconque du gouvernement touchant les demandes et requêtes de l'Union No 66 des Fonctionnaires fédéraux associés d'Ottawa, ou venant de F.-W. Patterson, président, touchant la Commission du service civil.

M. *Stevens*—Mercredi prochain—RÉSOLUTION—De l'avis de la Chambre, il est désirable de prendre immédiatement les mesures qui assureront les moyens d'expédition, et de faciliter la libération et l'envoi, des cargaisons maritimes et des exportations qui viennent au Canada pour l'exportation, qu'elles soient ou non ré-empaquetées, manufacturées ou traitées d'autre façon, pour que le Canada puisse faire en termes avantageux concurrence aux autres pays; et d'établir à Vancouver et dans d'autres ports des zones libres où ce travail peut se faire. ff

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce quatorzième jour de mars été affichés pour être pris en considération par le comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, le ou après lundi prochain, le 21 courant:—

Bill (No 25), Loi concernant *The Kettle Valley Railway Company*.

Bill (No 26), Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada*.

Bill (No 27), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Bill (No 28), Loi constituant en corporation *The Slave River Railway Company*.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambré.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 15 mars.</i>		
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 16 mars.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 17 mars.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Mardi, 22 mars.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.

No 22.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 15 MARS 1921.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur la pétition présentée le 14 courant laquelle est lue et reçue, et est comme suit:—

De A. W. Marchand, présidente de la Fédération des femmes canadiennes-françaises, Ottawa, Ontario, priant la Chambre de ne pas passer de loi établissant une cour de divorce dans la province de l'Ontario, mais demandant au contraire, de passer une loi abolissant le divorce au Canada, comme étant un mal moral et social qui ne doit pas être légalisé.—M. *Lemieux*.

M. Cronyn, du comité spécial nommé pour considérer les questions inhérentes aux pensions, à l'assurance et au rétablissement des soldats rapatriés, présente le premier rapport dudit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande que son quorum soit réduit de quinze (15) membres à sept (7) membres.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Quatrième rapport annuel du comité éditorial des publications du gouvernement, daté le 1er mars 1921.

Sur motion de M. Cronyn, le premier rapport du comité spécial nommé pour considérer les questions inhérentes aux pensions, à l'assurance et au rétablissement des soldats rapatriés, est agréé.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme en comité des Subsidés;

Sir Henry Drayton propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après débat, la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

La Chambre se forme en conséquence en comité des Subsidés.

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Le Bill E (No 24) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Alexander Staunton", est lu la seconde fois et avec la preuve, etc., qui l'accompagne est renvoyé au comité des Bills Privés.

Les bills suivants sont lus la seconde fois et renvoyés au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:—

Bill (No 29), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Terminal d'Essex.

Bill (No 30), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest.

Ayant disposé de l'ordre pour les Bills Privés;

Le comité des Subsidés reprend le cours de ses délibérations.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

14 Agriculture—

Traitements.	541,955 00
Dépense casuelle.	135,000 00

Mercredi, 16 mars 1921.

VII—AGRICULTURE.

40 Stations agronomiques. 1,245,639 50

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.20 a.m., jusqu'à deux heures p.m. ce jour.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

* M. *Brouillard*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. M. A.-D. George, avocat de Fort Frances, Ontario, a-t-il été récemment retenu par le gouvernement fédéral ou en son nom dans certaines affaires?
2. Dans l'affirmative, quelle sont ces affaires et leur objet?
3. Ce M. A.-D. George est-il le particulier qui fut en cause dans l'achat d'un emplacement de bureau de poste à Fort Frances, par l'entremise d'un commis de son bureau, il y a plusieurs années?
4. Un comité parlementaire a-t-il reconnu après enquête que l'emplacement susdit avait été acheté pour une somme très inférieure au prix de la vente au gouvernement?
5. Dans l'affirmative, quel était l'écart entre ce prix d'achat et le prix de vente au gouvernement?
6. Pourquoi le gouvernement continue-t-il à employer ce M. A.-D. George de préférence à d'autres avocats de Fort Frances?

M. *Sinclair* (Antigonish-et-Guysborough)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle était la circulation du papier-monnaie fédéral, le 31 mars 1914?
2. Qu'est-elle aujourd'hui?

M. *Sinclair* (Antigonish-et-Guysborough)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle a été, en tonnes et piastres, la quantité du fret administré chaque année depuis cinq ans aux stations suivantes des Chemins de fer du gouvernement, en Nouvelle-Ecosse: Piedmont, Barney's River, Marshy Hope, James River, South River, Heatherton, Tracadie et Monastère?

M. *Sinclair* (Antigonish-et-Guysborough)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on renfloué et remis en état le vapeur *Recruit*, de la marine marchande du Canada, qui s'était échoué à la Pointe-aux-Vaches, dans le Saint-Laurent?
2. Dans l'affirmative, combien a-t-on dépensé en réparations?
3. Où ces réparations ont-elles été faites, et a-t-on demandé des soumissions publiques par voie d'annonces?
4. A-t-on perçu l'assurance?
5. Quelle était l'assurance, et combien a-t-on perçu?
6. Combien ce bateau avait-il gagné en 1920, après déduction de tous les frais?
7. Où est-il maintenant?

M. *Pacaud*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le crédit de \$25,000,000 accordé à la Belgique en mars 1919, est-il encore en vigueur?
2. Sinon, sur demande de qui et pourquoi a-t-il été révoqué?
3. Le gouvernement sait-il que le gouvernement belge serait heureux d'utiliser ce crédit à l'achat de blé canadien au Canada?
4. Dans l'affirmative, le gouvernement du Canada se propose-t-il de renouveler ce crédit?

M. *Desaulniers*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il employé un M. Stewart, en 1918 et 1919 pour mettre en vigueur la Loi du service militaire dans le comté d'York-Nord et ailleurs, dans la province d'Ontario?
2. Ce M. Stewart a-t-il fait son travail à Clarksburg et le voisinage, et à Orillia?
3. Qui payait M. Stewart, et comment? Par salaire ou par commission sur les amendes?

4. Les amendes perçues du chef de la Loi du service militaire ont-elles été reçues par d'autres que le Receveur général?

5. Le gouvernement se propose-t-il de rembourser les sommes illégalement perçues et payées irrégulièrement par des particuliers au Canada, sous l'empire des dispositions de la Loi du service militaire?

6. Dans l'affirmative, quels moyens devrait prendre la partie lésée?

M. *Sinclair* (Antigonish-et-Guysborough)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quel est le coût initial du vapeur *Canadian Voyager*, et quand a-t-il été mis en service pour la première fois?

2. Combien a-t-on dépensé en réparations pour ce vapeur, depuis sa construction au 31 décembre 1920?

3. Quels ont été les gains bruts de ce vapeur dans l'année solaire 1920?

4. Quelle a été la somme brute de toutes dépenses relevant de l'exploitation de ce navire, dans l'année solaire 1920?

5. Quelle a été la somme nette des recettes de ce bateau, depuis sa mise en service au 31 décembre 1920, après déduction de toutes dépenses quelconques?

6. Quelles ont été les recettes nettes de ce navire dans l'année solaire 1920, déduction faite de toutes dépenses?

7. Combien de charbon (tonnes) ce navire a-t-il consommé dans l'année solaire 1920 et quel a été le coût moyen de ce charbon?

M. *Edwards*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelles sommes ont été affectées à la Galerie Nationale du Canada du 1er avril 1916 au 1er avril 1921?

2. Comment ces sommes ont-elles été dépensées?

3. Qui a charge de la Galerie Nationale, quand a-t-il été nommé, à quels appointements, et quels sont ses appointements actuels?

4. Combien de fonctionnaires forment le personnel de la Galerie, quels sont leurs noms, la date de leur nomination, et leurs appointements respectifs?

5. Quels fonctionnaires du personnel de la Galerie ont retiré leurs appointements pendant la fermeture de la Galerie, et quel travail faisaient-ils?

6. Quand la Galerie nationale a-t-elle été fermée, pourquoi, et quand doit-elle être rouverte?

* M. *Murphy*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels gages paye-t-on actuellement, par comparaison avec ceux de 1916, par mois, par jour, ou par heure, sur les chemins de fer nationaux, pour les catégories suivantes de travailleurs: mécaniciens, chauffeurs, conducteurs, trainiers, machinistes d'atelier, vagonniers, agents et télégraphistes, hommes de halles, cantonniers, et ouvriers des ponts et constructions?

2. Y a-t-il eu modification quelconque des conditions de travail depuis 1916, entre autres des heures de travail par journée, règlements des heures supplémentaires, etc., qui a augmenté les compensations au-delà des changements de tarifs? Dans l'affirmative, quels sont ces modifications pour chacune des catégories indiquées au No 1?

3. Quels seraient les gages comparatifs entre 1916 et maintenant payés aux mécaniciens, chauffeurs, conducteurs et trainiers (tenant compte des conditions moyennes des extras) dans les services suivants: voyage direct (voyageurs) voyage local (voyageurs), service direct et service local des marchandises?

4. Quels sont les gains mensuels comparatifs entre 1916 et l'heure actuelle des catégories suivantes de travailleurs donnant le plein horaire de besogne: machinistes d'atelier, trainiers, agents et télégraphistes, hommes de halles, cantonniers et ouvriers des ponts et constructions?

5. Quels seraient les gains mensuels des catégories indiquées à la question 4 s'il leur fallait travailler les mêmes heures régulières qu'en 1916, au tarif actuel comparé au tarif de 1916?

6. Des catégories de travailleurs indiquées dans les questions précédentes ont-elles reçu des compensations ou privilèges en sus de leur paye,—entre autres des commissions, loyers réduits ou gratuits, logement, chauffage, éclairage, transport, etc.? Dans l'affirmative, quelles sont en général ces concessions, et à quoi les estime-t-on dans les cas individuels?

M. *Ethier*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il qu'en certaines parties du Dominion l'avance de l'heure a été décrétée à compter du 1er mai prochain au 1er octobre prochain?

2. Le gouvernement sait-il que ce changement de l'heure solaire, isolément établi dans certaines parties du pays, peut créer de nombreux embarras et des ennuis réels, surtout à la population rurale?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de légiférer sur ce sujet, en adoptant une loi uniforme qui réglemente l'heure pour tout le pays?

M. *Ethier*—Jeudi prochain—QUESTION—1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'augmenter le boni accordé aux fonctionnaires, et, dans l'affirmative, en quelle proportion, comparativement au boni donné au cours des années dernières?

M. *Casselman*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on fait des recommandations au gouvernement pour remplir une vacance à la Cour suprême d'Ontario? Dans l'affirmative, quand, et qui a fait ces recommandations?

2. A-t-on reçu des plaintes des juges de la Cour suprême d'Ontario sur la somme de travail qu'il leur faut faire actuellement en raison du fait que trois des juges de ce tribunal sont occupés dans des commissions extérieures siégeant pour le gouvernement impérial?

* M. *Pelletier*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondances, rapports, mémoires aux mains du ministre ou des fonctionnaires du département des Travaux publics, du surintendant de la division de génie pour la province de Québec, M. A.-R. Décarie, et de la division de l'ingénieur à Ottawa, relativement à la construction, aux réparations ou améliorations des ports de Saint-Ulric, Matane, Sainte-Félicité, Ruisseau-à-la-Loutre, et Méchins, dans le comté de Matane, de janvier 1918 à aujourd'hui.

* M. *Pelletier*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, correspondances, télégrammes et rapports que le gouvernement fédéral a échangés avec les fonctionnaires de l'Intercolonial et des Chemins de fer du gouvernement relativement à l'enquête tenue à Sayabec, comté de Matane, P.Q., le 17 juin 1920, par M. A.-J. Tingley, agent spécial de district des chemins de fer du gouvernement, et à la destitution de M. Edmond Banville, agent de gare dans la localité sus-indiquée.

M. *Parent*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de lettres, télégrammes, etc., adressés au gouvernement par un particulier quelconque de la province de Québec qui a demandé une position de syndic, en vertu de la Loi des faillites; et copie de tous télégrammes et lettres recommandant quelqu'un à ces fonctions.

M. *Maclean* (Halifax)—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—

Résolu,—Que la règle 10 de la Chambre des Communes, sur la formation des comités permanents de la Chambre, soit modifiée par l'adjonction, aux comités permanents, d'un comité permanent des "chemins de fer et des navires" que le gouvernement possède, exploite ou contrôle; et que le comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres qui doivent constituer les comités permanents de la session courante, soient priés de préparer et de rapporter une liste des membres devant former le comité permanent des "chemins de fer et navires" que le gouvernement possède, exploite ou contrôle, pour la session courante.

Le Premier Ministre—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—Que lorsque la Chambre s'ajournera mercredi, le 23 courant, elle restera ajournée jusqu'à mardi, le 29 courant.

Le Premier Ministre—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—Que mercredi le 30 courant, et tous les mercredis suivants jusqu'à la fin de la session, la Chambre se réunira à trois heures p.m., et que l'ordre de procédure pour ces jours, sera en tout point conforme aux règlements qui régissent les autres jours.

Le Ministre des Finances—Jeudi prochain—La Chambre en comité sur les Résolutions suivantes:—

Résolu,—Qu'il, est expédient d'amender la Loi du Cours monétaire, 1910, chapitre 14 des Statuts de 1910, et de décréter:—

1. Que les pièces de nickel, frappées par l'autorité de la Couronne pour le circulation en Canada, de la dénomination de cinq cents, de l'étalon de poids de soixante-dix grains, de l'étalon de finesse du nickel pur, avec remède d'aloi voulu, seront égales à ladite somme et auront cours légal monétaire au Canada;

2. Qu'une offre de paiement d'argent, si elle est faite conformément à ladite loi avec des pièces, sera une offre légale de paiement d'une somme ne dépassant pas dix dollars; et jusqu'à concurrence de semblable somme ces pièces pourront être utilisées au paiement d'effets si elles sont présentées en paiement en une seule fois, même si ces effets sont pour une somme inférieure; et que nulle autre pièce de nickel n'aura cours au Canada;

3. Que le Gouverneur général en Conseil pourra faire des règlements sur le rachat de ces pièces, lesquelles, en raison de l'usure dans l'emploi ordinaire et légitime, seront devenues impropres à la circulation;

4. Que les fonctionnaires du revenu pourront couper, briser ou défigurer les pièces de nickel contrefaites ou illégalement diminuées;

5. Que personne n'aura droit, sauf en vertu d'une patente accordée par le Ministre des Finances, de fondre, briser, ou utiliser autrement qu'au titre de cours monétaire, les pièces d'or qui pour le moment sont de monnaie courante au Canada; et que des peines seront imposées pour toute infraction à la présente disposition.

Le Ministre des Finances—Jeudi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'il est expédient de décréter que le délai pour le paiement des débentures de deux millions de piastres émises par la Commission du port de Montréal, à Sa Majesté, en vertu du chapitre dix des Statuts de 1896, intitulé: "Acte concernant les Commissaires du havre de Montréal," soit prorogé au 1er jour de juillet 1946, et que le délai pour le paiement des débentures de deux millions de piastres émises par la Commission du port de Montréal, à Sa Majesté, en vertu du chapitre quarante-sept des statuts de 1898, intitulé: "Acte à l'effet d'accorder une nouvelle aide aux Commissaires du havre de Montréal," soit prorogé jusqu'au 1er juillet 1951.

Le Ministre de l'Immigration et de la Colonisation—Jeudi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'il est opportun d'amender la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public, chapitre soixante-sept des statuts de 1920, et de décréter:—

1. Que le paragraphe deux de l'article trois de cette Loi, touchant le taux d'allocation de retraite des fonctionnaires, soit révoqué, et qu'il soit décrété que tout fonctionnaire d'au moins quarante-cinq ans, et qui n'a pas soixante ans, et qui est mis à la retraite en vertu des dispositions de ladite Loi après vingt ans continus au moins de service public, et que tout fonctionnaire mis à la retraite en vertu des dispositions de ladite Loi, et qui a soixante ans ou plus et au moins dix ans de service public continu,

recevra, en sus des paiements que le paragraphe 1 dudit article autorise, une retraite annuelle viagère à lui payable, d'un soixantième de ses appointements moyens des trois dernières années pendant lesquels il aura été dans le service public, pour chaque année de service, mais au plus trente soixantièmes de ces appointements moyens;

2. Que le paragraphe cinq dudit article trois, touchant le calcul du traitement moyen, soit amendé par la radiation des mots "moyenne" et "annuel" de la première ligne du paragraphe;

3. Que les deux résolutions précédentes seront censées être entrées en vigueur le 1er juillet 1920;

4. Que l'article quatre de ladite Loi, touchant la dépense payée sur traitement, soit révoqué, et qu'il soit décrété en son lieu que les deniers payables subordonnément aux dispositions de ladite Loi à un fonctionnaire quelconque mis à la retraite selon ces dispositions, seront payées à même les fonds inaffectés du Fonds consolidé du revenu;

5. Que la durée de la vigueur de la Loi soit prolongée jusqu'au 1er juillet 1922.

M. Stevens—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer."

Le *Ministre des Finances*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission d'embellissement de la cité d'Ottawa, 1919."

Le *Ministre de la Justice*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de réforme."

Le *Solliciteur général*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales contestées."

Le *Solliciteur général*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur la corruption électorale."

Le *Solliciteur général*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de déqualification."

Le *Ministre de la Santé*—Jeudi prochain—La Chambre en comité sur la Résolution suivante:—

Résolu,—qu'il est opportun d'amender la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, chapitre dix-sept des statuts de 1911, amendée par le chapitre trente-et-un des statuts de 1920, et de décréter:

1. Que le paragraphe deux de l'article cinq soit amendé pour décréter qu'une ordonnance ne doit pas servir plus d'une fois;

2. Que le paragraphe deux de l'article cinq soit amendé pour décréter qu'un médecin ne prescrira, n'administrera ou ne donnera pas de drogues sauf pour des fins de médecine;

3. Que le paragraphe un de l'article Cinq-A soit amendé pour décréter que le ministre pourra prescrire qu'un particulier pourra être tenu de garder mémoire touchant l'exportation, l'importation, la réception, la vente, mise en disposition ou distribution de toute drogue signalée à la Cédule de ladite Loi;

4. Que l'alinéa (e) du paragraphe deux de l'article cinq-A soit amendé par l'addition d'une disposition établissant qu'un particulier qui occupe un local où, ou dans lequel, une drogue est trouvée, et qui sera accusé de possession illégale, sera censé être en possession de cette drogue, à moins qu'il ne prouve que la drogue était là sans son autorisation, sa connaissance ou son consentement, ou qu'il avait droit légitime de l'avoir en possession:

5. Que lorsqu'une accusation est portée en vertu de l'alinéa (a) ou (e) du paragraphe deux de l'article Cinq-A, le poids de la preuve sur accusation de fabrication, de vente, de don ou de distribution d'une drogue sans avoir au préalable obtenu une patente à ces fins, retombera sur l'accusé; et que le certificat de l'analyste fédéral sur l'analyse d'une drogue saisie en vertu de ladite Loi, sera accepté comme preuve de la nature et de la teneur de cette drogue dans toute procédure ou poursuite de droit sous l'empire de ladite Loi;

6. Que les articles sept, huit et neuf de ladite Loi soient révoqués et remplacés par une disposition établissant (a) qu'un constable ou autre officier de paix aura droit de perquisitionner s'il a lieu raisonnablement de soupçonner qu'une drogue est gardée ou cachée dans un but quelconque dans un local, contrairement à la Loi; (b) que la drogue et son contenant soient sur conviction forfaits à Sa Majesté, pour être dès lors livrés au Ministre qui en disposera à son gré; et (c) que toute drogue actuellement soumise à la garde d'un tribunal, ou toute drogue qui sera saisie pour infraction à une loi, trois mois après l'adoption de la présente Loi ou après la saisie selon le cas, sera forfaite à Sa Majesté, pour être dès lors livrée au Ministre, qui en disposera à son gré, à moins que dans les trois mois susdits il ne soit établi à la satisfaction du tribunal qu'il n'y a pas eu d'infraction en l'espèce, ou à moins que le tribunal n'en ordonne autrement; à condition toutefois que les dispositions de la Loi des Douanes s'appliqueront à toute drogue illégalement importée au Canada.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce quinzième jour de mars, été affichés pour être pris en considération par leurs comités respectifs le ou après mardi prochain, le 22 courant:—

Bills Privés.

Bill E (No 24) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Alexander Staunton."

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill (No 29), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Terminal d'Essex.

Bill (No 30), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest.

CONVOCAION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 16 mars.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 17 mars.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Mardi, 22 mars.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.

No 23.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 16 MARS 1921.

(Deux heures p.m.)

PRIÈRES.

Une pétition est présentée et déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 15 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Percy Christopher Paul, du village de Capreol, district de Sudbury, province de l'Ontario, époux légitime de Sadie Velma Eastman Paul, pour une loi de divorce d'avec ladite Sadie Velma Eastman Paul, son épouse,—*M. Harrison.*

De Garnet Louis Davis, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, voyageur de commerce, époux légitime de Eva Davis (née Grau), de la cité de New-York, Etat de New-York, l'un des Etats-Unis de l'Amérique pour une loi de divorce d'avec ladite Eva Davis, son épouse,—*M. Mowat.*

M. Cockshutt, du comité des Banques et du Commerce présente le premier rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill (No 15), Loi constituant en corporation la *North American Trust Company of Canada*, et a convenu de le rapporter avec des amendements. Votre comité recommande que le titre soit changé en celui de "Loi constituant en corporation la *Scottish Canadian Trust Company of Canada*."

A cause de l'amendement fait à l'article 3 du bill ci-haut mentionné fixant le capital-actions à un million de dollars le comité recommande que la différence entre le tarif pour un capital-actions de un million de dollars et celui pour trois millions de dollars payée par les promoteurs, soit remboursée.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Minutes de la Conférence Internationale Financière tenue à Bruxelles en 1920: Volume I—Rapport de la conférence. Volume II—Rapport verbatim des débats. Volume III—Relevés de la situation financière des pays représentés à la conférence. Volume IV—Finances Publiques.

Sur motion de M. Cockshutt, la recommandation contenue dans le premier rapport du comité des Banques et du Commerce est agréée.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu de la règle 37:—

Par M. Parent:—Ordre de la Chambre,—Tableau montrant:—

1. Les noms des employés de la division des mandats-postes, dans les bureaux de poste (bureau-chefs) suivants: Hamilton, London, Ottawa, Montréal, Québec, Saint-Jean, N.-B., et Halifax, N.-E.
2. Quels est d'après la nouvelle classification le grade de chacun de ces employés, ainsi que ses appointements.
3. Combien d'années de service compte chacun de ces employés.
4. Le revenu réel de chacun des bureaux chefs ci-dessus.
5. Les employés en charge de ce département dans chacun de ces bureaux.
6. Les employés en charge de l'enregistrement dans les bureaux de poste (grands bureaux) des villes ci-dessus, le grade et les appointements de chacun.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté:—

Par M. Fournier:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, correspondance, télégrammes, rapports, soumissions, contrats, etc., relativement aux réparations au quai situé à Saint-Michel, comté de Bellechasse, P.Q., du 1er octobre 1918 à aujourd'hui.

M. Power propose,—Que, de l'avis de la Chambre, les anciens murs et fortifications de la ville de Québec, devenus surannés à tous les points de vue militaires, devraient être mieux conservés à titre de souvenirs et de monuments historiques pour l'édification des générations à venir, et qu'en conséquence leur entretien et leur surveillance soient confiés à la commission nationale des champs de bataille.

Et après débat du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

M. Casgrain propose,—Que la Chambre est d'avis que le Gouverneur en conseil devrait révoquer les privilèges accordés à un W. H. Tapley, de Montréal, sous l'empire de la Loi des libérations conditionnelles, le faire réarrêter et renvoyer au pénitencier, pour achever la durée de sa condamnation, qui lui fut imposée au mieux des intérêts de la justice et de l'humanité.

Et après débat, la question étant posée sur ladite motion, elle est rejetée.

M. Campbell propose,—Que la Chambre est d'avis que le travail sur le chemin de fer de la baie d'Hudson, commencé en 1910 et continué jusqu'à la fin de 1918, devrait être repris le plus tôt possible cette année, et que l'entreprise devrait être achevée sans plus de retard.

Et un débat s'ensuivant;

M. Meighen soulève un point d'ordre: Que les lois du Parlement, ou les résolutions entraînant des dépenses de deniers publics, devraient être présentées par le gouvernement même."

M. L'ORATEUR:—Bourinot dit, page 410 de la quatrième édition:—

"La coutume de permettre à des députés de présenter des résolutions, lorsque ces dernières n'entraînent pas directement une dépense de deniers publics, s'est accentuée dans la Chambre; mais cette coutume exprime seulement une opinion abstraite sur une question que peut exiger un octroi futur."

Il me semble que la résolution soumise à la Chambre est parfaitement comprise dans la teneur de l'extrait que je viens de citer. Je trouve aussi dans May, 12e édition, page 468, ce qui suit:—

"De même la Chambre peut recevoir et agréer des motions recommandant des dépenses publiques ou l'imposition d'une charge, si elles sont exprimées en termes suffisamment abstraits et généraux. Les résolutions de ce genre"—et j'attire tout particulièrement l'attention de la Chambre sur la phrase qui suit,—
"sont admissibles, car leur adoption ne donne lieu à aucun octroi ou à aucune charge, puisqu'elles n'ont pas d'effet actif."

A mon sens, l'autorité que je viens de citer indique encore que la résolution est dans l'ordre. Mais en consultant le Journal de la Chambre, je trouve deux cas qui s'appliquent fort bien. En 1892, le 14 mars, M. Denison, appuyé par M. Tyrwhit, proposait:—

“ Que, considérant que le nouveau canal des Etats-Unis, au Sault-Sainte-Marie, est construit à une profondeur de 18 pieds: et

“ Considérant que cedit pays se propose de creuser ses canaux sur les Grands-Lacs jusqu'à une profondeur de 20 pieds; et

“ Considérant que l'approfondissement projeté à déjà été fait à l'embouchure de la rivière Détroit;

“ Cette Chambre est d'opinion qu'il est expédient que l'on donne une profondeur de vingt pieds au canal de Soulanges et aux autres canaux du Saint-Laurent.”

Evidemment, cette résolution comportait presque directement l'autorisation de dépenser des deniers publics. Il y eut aussi en 1885 une résolution de M. White (Cardwell), appuyée par M. Wright:—

“Que dans l'opinion de cette Chambre la totalité de l'indemnité sessionnelle devrait être payée, à leur départ d'Ottawa, à ceux des membres de cette Chambre qui ont offert ou qui pourront offrir leurs services pour aller dans le Nord-Ouest, et dont les services ont été ou pourront être acceptés.”

La teneur de cette résolution entraînait nettement des dépenses d'argent. Je crois à tout prendre que si la Chambre devait indûment restreindre les députés dans la proposition de ce genre, il s'ensuivrait un resserrement très marqué de la discussion, car après tout il y a peu de résolutions proposées qui n'entraîneraient pas d'elles-mêmes, si elles étaient adoptées, des dépenses de deniers publics. Je crois que le principe meilleur serait d'élargir autant que possible la portée de la règle, pour que l'opinion de la Chambre fut entendue en comprenant bien, toujours, que ces résolutions ne comportent qu'une expression d'opinion de la part de la Chambre, et qu'elles n'affectent en rien le mode constitutionnel qui confie au gouvernement la responsabilité de présenter la législation qui a pour objet des dépenses d'argent. Dans cette conjoncture, je dois donc décider que la résolution est dans l'ordre.

Et le débat continuant;

M. Hay propose en amendement:—

Que tous les mots après les mots “baie, d'Hudson”, deuxième ligne, soient biffés et remplacés par les suivants: “soit repris dès que la situation financière le permettra et que l'entreprise soit achevée dans le plus bref délai possible.”

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est agréée.

Et la question étant posée sur la motion principale telle qu'amendée;

Et le débat continuant;

A six heures p.m., M. l'Orateur déclare la Chambre ajournée jusqu'à demain à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Gervais*—Vendredi prochain—QUESTION—1. Le gouvernement est-il propriétaire de la ligne téléphonique reliant Berthierville à l'île Saint-Ignace et à l'île du Pas?

M. *Casgrain*—Vendredi prochain—QUESTION

1. Le gouvernement sait-il qu'on a volé des spiritueux à la gare de la Baie-Saint-Paul, ligne du chemin de fer Québec-Saguenay, en janvier dernier?

2. Quel est le constable du Canadien-Nord qui a été envoyé pour faire enquête sur ce vol?

3. A-t-il fait rapport?

4. Dans l'affirmative, le gouvernement le produira-t-il?

M. *Papineau*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de navires à vapeur le Canadien-Nord possédait et exploitait le 1er octobre 1917?

2. Combien le Canadien-Nord possède-t-il et exploite-t-il de vapeurs à l'heure actuelle?

3. Quels sont les noms et le tonnage de chacun?

M. *Duff*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. A quelle date le gouvernement a-t-il fait un contrat avec la *Dominion Iron and Steel Company*, pour fourniture de tôles d'acier pour construction maritime?

2. Quelle était la quantité totale fixée dans ce contrat, et quelle proportion la compagnie devait-elle en livrer au gouvernement?

3. Quel était le prix consenti, par tonne?

4. Combien de tonnes ont été jusqu'ici livrées, et en quel endroit?

5. Ce contrat a-t-il depuis lors été révoqué?

6. Dans l'affirmative, quels dommages-intérêts le gouvernement a-t-il dû payer à la compagnie?

7. Si ce contrat n'a pas été révoqué, la *Dominion Iron and Steel Company* a-t-elle fait des réclamations contre le gouvernement, et pour combien?

M. *Kay*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelles ont été les recettes et dépenses des terrains du camp de Farnham, P.Q., par année, depuis cinq ans?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de garder cette propriété?

3. Dans la négative, quand sera-t-elle vendue, et la sera-t-elle en bloc ou par lopins?

4. Qui est surintendant de cette propriété, et quels sont ses appointements?

M. *Kay*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Qui a été nommé commissaire du recensement dans le comté de Missisquoi?

2. Qui l'a nommé, et sur quelle recommandation?

3. Quand les énumérateurs seront-ils nommés?

M. *Hocken*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'hommes ont été pris dans le personnel de l'Imprimerie nationale depuis le 1er février 1921?

2. Par quelle autorité ont-ils été pris?

3. Quels sont leurs noms?

M. *Hocken*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de promotions ont été faites au Bureau de Poste de Toronto, depuis le 1er février 1921?
2. Par quelle autorité ces promotions ont-elles été faites?
3. Quels sont les noms des personnes promues?

M. *Johnston*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le chemin de fer du Grand-Tronc a-t-il compensé ses frais d'exploitation en 1920?
2. Dans la négative, quel a été le déficit d'exploitation?
3. Quelles ont été les charges fixes du Grand-Tronc en 1920?
4. Ont-elles été payées?

M. *Thomson* (Qu'Appelle)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la quantité de billets de banque du Dominion destinés à la circulation?
2. Quelle proportion, s'il en est, a été mise en circulation, et comment?
3. Quelle proportion, s'il en est, a été prêté ou avancée pour des garanties approuvées à des particuliers ou des corporations autres que des banques; à qui, et à quelles conditions?
4. Quelle est la quantité totale des billets du Dominion fournis aux banques canadiennes; à quelles conditions quand aux valeurs et à l'intérêt?
5. Des billets du Dominion ont-ils été acceptés à la place de l'or pour dépôt dans la réserve centrale d'or? Dans l'affirmative, combien?
6. Quelle est la somme réelle en or actuellement dans la réserve centrale d'or?
7. Quelles autres sommes en or sont détenues par le gouvernement fédéral, et à quelles fins?
8. Quelles autres sommes en or étaient dans les banques, compagnies de fiducie, etc., le 31 décembre 1920?
9. Quelle est la somme totale des billets de banque dont l'émission est autorisée en vertu du paragraphe 3 de l'article 61 (ou ses amendements) de la Loi des Banques?
10. Quelle était la somme moyenne des billets de banque en circulation pendant les premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'année 1920?

M. *MacNutt*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le ministre de l'Intérieur a-t-il reçu une lettre de A.-M. Graham, de Winnipeg, datée du 3 février 1921 et accompagnée d'une déclaration dudit A.-M. Graham, exprimant les faits réels au sujet des raisons alléguées pour la destitution de M. Graham du service de la Commission d'établissement des soldats sur des terres, quelque temps plus tôt?
2. Le ministre a-t-il répondu à cette communication? Dans la négative, pourquoi?
3. Si une réponse a été donnée, qu'était-elle?

M. *Griesbach*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que les pensions d'invalidité payées aux F.E.C., du chef de la grande guerre, sont égales à compter du grade de lieutenant au rang de simple soldat, y compris les dépendants?
2. Est-il vrai que les pensions d'invalidité, à compter du grade de capitaine en montant, y compris les dépendants, sont inégales et basées sur le grade du pensionnaire ou de la personne au sujet de laquelle la pension est accordée?
3. Quel a été le total payé du chef des pensions d'invalidité aux F.E.C. dans l'année close le 31 décembre 1920?
4. Quel était le total des pensionnés au 31 décembre 1920?

5. Combien de pensionnaires, du grade de lieutenant au rang de simple soldat, dépendants compris, y avait-il le 31 décembre 1920?

6. Combien y avait-il de pensionnaires, du grade de capitaine en montant, dépendants compris le 31 décembre 1920?

7. Quelle est la proportion des personnes (a) signalées dans 5 ci-dessus, et (b) dans 6?

8. Quelle est la somme totale d'argent payée en pensions aux personnes, dépendants compris, du grade de lieutenant en descendant, pour invalidité, pendant l'année solaire 1920?

9. Quelle est la somme totale en argent payée en pensions aux personnes, dépendants compris, du grade de capitaine en montant, pour invalidité, dans l'année solaire 1920?

10. Quelle est la proportion payée comme susdit, en tout, (a) du chef des personnes signalées à la question 8, et (b) des personnes indiquées en 9?

11. Si la somme payée du chef des pensions susdites était uniforme pour tous les grades et rangs, quelle serait l'augmentation annuelle des pensions des lieutenants et autres grades inférieurs jusqu'au simple soldat, et de leurs dépendants?

M. *Prévoist*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la part contributive du Canada aux dépenses de la Société des Nations?

2. Quels frais de représentation à la Société des Nations le Canada a-t-il encourus pour l'année 1920?

3. Des traitements sont-ils alloués par le gouvernement canadien à un personnel quelconque afférent à la Société des Nations?

M. *Rinfret*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement canadien sait-il que des représentations ont été faites auprès du gouvernement français pour lui demander de s'abstenir de donner des décorations à des Canadiens?

2. Le gouvernement canadien a-t-il été informé par le gouvernement impérial, ou d'autre part, que semblables représentations avaient été faites?

3. Le gouvernement canadien a-t-il l'intention d'intervenir dans des cas de ce genre?

4. Le gouvernement canadien sait-il si le gouvernement impérial a fait des représentations analogues à d'autres gouvernements que le gouvernement français?

* M. *Gervais*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie du rapport de l'enquête tenue par M. *Wiallard* à Sorel et à Montréal (décembre et janvier), sur certaines accusations portées contre l'administration des chantiers du gouvernement à Sorel.

M. *Jacobs*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de la faillite."

M. *Jacobs*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de la faillite version française."

Le *Ministre des Chemins de Fer et Canaux*—Vendredi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:

Résolu,—Qu'il est expédient de révoquer le paragraphe quatre de l'article soixante-et-onze-A de la Loi des chemins de fer, 1919, établie par le chapitre soixante-six des statuts de 1920, et de décréter en son lieu que les pouvoirs conférés à la Commission des chemins de fer du Canada dans ledit article soixante-et-onze-A, "de faire et d'autoriser les actes et choses et d'édicter, à sa discrétion, les ordonnances

et les règlements qu'elle peut, en raison de la rareté réelle ou redoutée des approvisionnements de charbon ou autre combustible," au Canada, et les autres pouvoirs connexes de la Commission indiqués dans ledit article, seront maintenus en vigueur jusqu'au jour où une proclamation du Gouverneur en conseil décrètera qu'ils n'ont plus de vigueur.

Le *Ministre de l'Agriculture*—Vendredi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:

Résolu,—Qu'il est expédient d'amender la Loi des épizooties, en décrétant que la durée de vigueur du paragraphe un de l'article six de ladite Loi, établie par le chapitre huit des statuts de 1918, au sujet des compensations pour animaux abattus sera prolongée de trois ans à compter du 24 mai 1921.

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 17 mars.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 22 mars.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 23 mars.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.

No 24.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 17 MARS 1921.

PRIÈRES.

Une pétition est présentée et déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur la pétition présentée le 16 courant, laquelle est lue et reçue et est comme suit:—

De William John Pulling et autres de la cité de Windsor, Ontario, et autres lieux, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Canadian Transit Company*,—M. Kennedy (Essex).

M. Steele, du comité des Bills Privés, présente le premier rapport dudit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill E (No 24) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Alexander Staunton", et a convenu de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi pris en considération les bills suivants, et a convenu de les rapporter avec des amendements, savoir:—

Bill (No 3), Loi constituant en corporation la *Canadian Bar Association*.

Bill (No 14), Loi concernant *Gilmour and Hughson, Limited*.

Votre comité recommande que le titre du bill en dernier lieu mentionné soit changé en celui de "Loi modifiant la Loi constituant en corporation *Gilmour and Hughson, Limited*."

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Rapport supplémentaire d'un comité d'experts, daté en janvier 1921, nommé par décret du conseil, le 20 novembre 1918, sur la recommandation de la Commission du service civil, pour faire une enquête et faire rapport sur les conditions du département de l'Imprimerie publique et de la Papeterie.

Et aussi,—Rapport par la Compagnie Arthur Young, daté le 6 décembre 1920, concernant la réorganisation du département de l'Imprimerie publique et de la Papeterie.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu la résignation de Sir Herbert Ames, chevalier, comme député du district électoral de Saint-Antoine, Montréal, et qu'il a en conséquence donné ordre au directeur général des élections d'émettre un nouveau bref d'élection pour ledit district électoral.

DISTRICT ELECTORAL DE SAINT-ANTOINE.

A l'honorable Orateur de la Chambre des Communes :

Je, Herbert Ames, membre de la Chambre des Communes pour le district électoral de Saint-Antoine, résigne présentement mon siège dans ladite Chambre des Communes pour le comté susdit.

Donné sous mes seing et sceau, en la cité d'Ottawa, ce quatorze février 1921.

HERBERT B. AMES, (L.S.)

Témoins : W. S. MIDDLEBRO,
HOWARD P. WHIDDEN.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu de la règle 37 :—

Par M. Sinclair (Antigonish et Guysborough) :—Ordre de la Chambre,—Etat montrant :—

1. Si la drague à succion *Tornado* a fait du dragage à Courtney Bay ou dans le port de Saint-Jean, N.B., en 1920.
2. Dans l'affirmative, qui en est propriétaire.
3. Où la drague a été construite.
4. Quand elle est arrivée à Saint-Jean.
5. De quel port elle était partie.
6. Le total des dépenses, au 31 décembre 1920, quant au travail fait par cette drague.
7. Si certains pontons ont été perdus lorsque cette drague a été amenée à Saint-Jean.
8. Dans l'affirmative, si on les a retrouvés.
9. Où est actuellement la drague *Tornado*.

Par M. Edwards :—Ordre de la Chambre,—Etat faisant voir :—

1. Sommes qui ont été affectées à la Galerie Nationale du Canada du 1er avril 1916 au 1er avril 1921.
2. Comment ces sommes ont été dépensées.
3. Qui a charge de la Galerie Nationale, quand il a été nommé, à quels appointements, et quels sont ses appointements actuels.
4. Combien de fonctionnaires forment le personnel de la Galerie, quels sont leurs noms, la date de leur nomination, et leurs appointements respectifs.
5. Quels fonctionnaires du personnel de la Galerie ont retiré leurs appointements pendant la fermeture de la Galerie, et quel travail ils faisaient.
6. Quand la Galerie nationale a été fermée, pourquoi, et quand elle doit être rouverte.

Sur motion de M. Meighen, —Résolu, que lorsque la Chambre s'ajournera, mercredi le 23 courant, elle restera ajournée jusqu'à mardi le 29 courant.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés ;

Du consentement de la Chambre, M. Reid (Grenville) propose—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée sur ladite motion, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

VII—AGRICULTURE

41 Entomologie.	26,000 00
42 Administration et application de la <i>Loi concernant les insectes destructeurs et autres fléaux</i>	180,000 00
43 Industrie laitière.	175,000 00
44 Entrepôts frigorifiques.	26,000 00
45 Fruits.	145,000 00
46 Santé des animaux, administration de la <i>Loi des Epizooties</i> et de la <i>Loi des viandes et conserves alimentaires</i>	1,410,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.25 p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *McMaster*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A quelle date en 1920 le gouvernement a-t-il changé son mode de calculer la valeur du franc, du marc, de la lire, etc., pour fins de douanes?
2. A-t-on remboursé quelque chose aux importateurs qui, en raison de l'ancien système, avaient payé en douane plus qu'ils n'auraient payé si les droits avaient été perçus selon le mode adopté dernièrement?
3. Quels sont ces importateurs?
4. Quelles étaient leur adresse et les sommes qu'on leur remboursa à chacun?

M. *Sinclair* (Antigonish-et-Guysborough)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel a été le coût initial des vapeurs *Canadian Gunner*, *Canadian Farmer*, *Canadian Victor*, *Canadian Signaller* et *Canadian Miller*, et quand chacun d'eux a-t-il été mis en service?
2. Combien a-t-on dépensé en réparations pour chacun de ces navires depuis leur construction jusqu'au 31 décembre 1920?
3. Quels ont été les gains bruts de chacun d'eux dans l'année solaire 1920?
4. Quelles ont été les dépenses brutes de toute nature afférant à l'exploitation de chacun de ces navires dans l'année solaire 1920?
5. Quelles ont été les recettes nettes de chacun de ces navires, de la mise en service au 31 décembre 1920, déduction faite de toutes dépenses?
6. Quelles ont été les recettes nettes de chacun de ces navires, dans l'année solaire 1920, déduction faite de toutes dépenses?
7. Combien de tonnes de houille chacun de ces navires a-t-il consommées dans l'année solaire 1920, et quel prix moyen a-t-on payé pour cette houille?

M. *Duff*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté originairement chacun des vapeurs *Canadian Conqueror*, *Canadian Commander* et *Canadian Planter*, et quand chacun a-t-il été mis en service?
2. Combien a-t-on dépensé en réparations pour chacun d'eux, de leur construction au 31 décembre 1920?
3. Quels ont été les gains bruts de chacun dans l'année solaire 1920?
4. Quelles ont été les dépenses brutes de toute nature afférant à l'exploitation de chacun dans l'année solaire 1920?
5. Quelles ont été les recettes de chacun, de la mise en service au 31 décembre 1920, déduction faite de toutes dépenses?
6. Quelles ont été les recettes nettes de chacun, dans l'année solaire 1920, déduction faite de toute dépenses?
7. Combien de tonnes de houille chacun a-t-il consommées dans l'année solaire 1920, et quel prix moyen a-t-on payé pour cette houille?

M. *Chisholm*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté à l'origine chacun des vapeurs *Canadian Spinner*, *Canadian Leader* et *Canadian Navigator*, et quand chacun d'eux a-t-il été mis en service?
2. Combien a-t-on dépensé en réparations pour chacun d'eux, de leur construction au 31 décembre 1920?
3. Quels ont été les gains bruts de chacun dans l'année solaire 1920?
4. Quelles ont été les dépenses brutes de toute nature afférant à l'exploitation de chacun dans l'année solaire 1920?
5. Quelles ont été les recettes de chacun, de la mise en service au 31 décembre 1920, déduction faite de toutes dépenses?

6. Quelles ont été les recettes nettes de chacun, dans l'année solaire 1920, déduction faite de toutes dépenses?

7. Combien de tonnes de houille chacun a-t-il consommées dans l'année solaire 1920, et quel prix moyen a-t-on payé pour cette houille?

* M. *Murphy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il qu'en Angleterre des accusations ont été portées touchant les détournements de fonds afférant aux surplus des cantines des troupes expéditionnaires?

2. Quelles mesures, s'il en est, le gouvernement actuel a-t-il prises pour assurer le paiement de la part du Canada dans ces surplus?

3. Les soldats rapatriés doivent-ils bénéficier d'une façon quelconque de la part du Canada dans ces surplus quand ces derniers seront payés? Dans la négative, à quoi l'argent sera-t-il appliqué?

M. *Euler*—Lundi prochain—QUESTION—

1. L'état que le ministre des Chemins de fer a soumis à la Chambre le 17 mars sur les pertes et l'exploitation des chemins de fer nationaux, vient-il de la vérification indépendante d'un apurateur responsable?

2. Dans l'affirmative, quel est cet apurateur?

3. Si l'état n'a pas été vérifié comme susdit, a-t-il été préparé par les fonctionnaires et comptables officiels des chemins de fer nationaux?

* M. *Molloy*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement du Canada a-t-il fait en 1883 un traité avec les Indiens du Sang, décrétant qu'un lopin de terre de l'Alberta-Sud serait pour toujours réservé à l'usage de ces Indiens, sous le nom de Réserve du Sang?

2. Combien de bêtes à corne appartenant aux Indiens du Sang et au département des affaires indiennes se trouvaient dans la Réserve du Sang pendant l'année civile 1917-18, d'après les rapports de l'agent des Indiens?

3. Combien de chevaux des Indiens y avait-il alors, d'après le même rapport, dans la Réserve du Sang?

4. Y avait-il dans l'année susdite environ 10,000 têtes de bêtes à corne appartenant à des colons blancs, et broutant dans la Réserve du Sang, du consentement des Indiens, en vertu d'une concession formelle de pâturage (ou son renouvellement) que les Indiens eux-mêmes avaient accordée quelque quinze ans plus tôt, sur approbation du département, et dont on avait profité sans interruption depuis lors?

* M. *White* (Victoria)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien au total y avait-il de bêtes à corne et de chevaux sur la Réserve du Sang lorsque le gouvernement lança sa campagne de surproduction dans les réserves indiennes au printemps de 1918?

2. Quel revenu les Indiens du Sang ont-ils reçu du pâturage des bestiaux et chevaux appartenant à des blancs, sur leur réserve en 1917?

3. La Réserve du Sang était-elle une des réserves indiennes que le ministre de l'Intérieur avait classées comme inoccupées et inutilisées en grande partie, lorsqu'il répondit aux objections soulevées contre l'adoption de l'amendement à la Loi des Sauvages, le 23 avril 1918, comme le rapporte le Hansard, aux pages 1048 à 1055?

M. *Redman*—Lundi prochain—QUESTION—

1. W.-J. Tobin ou J. Tobin a-t-il au cours des derniers dix-huit mois été à l'emploi du département du rétablissement des soldats, ou de la Commission de l'établissement des soldats, ou d'un autre département du gouvernement fédéral?

2. Dans l'affirmative, entre quelles dates l'a-t-il été?

3. Dans l'affirmative, a-t-il en aucun temps été à l'emploi d'un de ces services dans la cité d'Edmonton, dans quelles circonstances et entre quelles dates?

4. A-t-il eu congé, et entre quelles dates, et dans quelles circonstances?

* *M. Peck*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Deux employés du département des Travaux publics ont-ils remonté la rivière Stikine et descendu la rivière Dease jusqu'au poste Lower de la Liard, l'été dernier?
2. Combien a coûté ce voyage, y compris les appointements de ces fonctionnaires pendant sa durée?
3. Pourquoi ce voyage a-t-il été fait?
4. Le but a-t-il été atteint?

M. Davidson—Lundi prochain—QUESTION—Vu les soi-disant maux du régime de patronnage, comme il se distribuait jadis dans les nominations au service public, selon l'opinion de nombreux orateurs qui ont parlé à la Convention de la Fédération du service public, le gouvernement se propose-t-il de prendre des mesures pour destituer tous les fonctionnaires nommés d'après cette coutume inique, surtout les membres de la Commission du service civil et son personnel, afin que leurs postes soient remplis selon le désir des protagonistes du soi-disant régime du mérite?

M. Rinfret—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de bureaux de postes y a-t-il au total dans le Dominion?
2. Combien y en a-t-il dans chaque province?
3. Combien de boîtes de livraison rurale y a-t-il en usage dans (a) le Dominion et (b) dans chaque province?

M. McMaster—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—État indiquant les sommes payées chaque année depuis cinq ans, pour quais-et autres améliorations de ports dans tous les havres et ports placés sous le contrôle du gouvernement canadien, y compris les coût d'entretien et de surintendance; les revenus de cette source; le nombre des navires et le tonnage utilisant ces ports et havres.

* *M. Murphy*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copies de tous rapports de *Arthur Young & Co.*, et de *Griffenhagen and Associates*, et de toutes communications que ces compagnies ont adressées à la Commission du service civil touchant le département de l'Imprimerie et de la Papeterie publiques; et copies de toute correspondance échangée entre la Commission du service civil et le département de l'Imprimerie et de la Papeterie publiques, ou entre des fonctionnaires de ces départements, au sujet de ces rapports et communications.

* *M. Fielding*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copies de toute correspondance que le ministre des Chemins de fer et Canaux, ou qu'un fonctionnaire de ce département, à Ottawa, a échangée depuis janvier 1912 avec un fonctionnaire du chemin de fer Intercolonial, et qu'un fonctionnaire quelconque comme susdit, à échangée avec *G.-P. Davie & Sons* ou un agent ou avoué de cette compagnie, touchant l'expropriation de terrains à Lévis, P.Q., pour les fins du chemin de fer Intercolonial.

M. Maclean (Halifax)—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de la marine marchande au Canada (Havres publics).

Le *Ministre du Commerce*—Lundi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'il est expédient de décréter que la création de la Commission canadienne des blés, par le gouverneur en conseil en vertu du décret du Conseil du 31 juillet 1919 (C.P. 1589), les nominations faites de ce chef, et les pouvoirs, devoirs et droits de la Commission et du comité exécutif, du président et des membres de la Commission, définis dans le décret susdit et dans les décrets du 7 août 1919 (C.P. 1659), du 29 août 1919 (C.P. 1817) du 18 octobre 1919 (C.P. 2148), du 3 décembre

1919 (C.P. 2430), du 9 décembre 1919 (C.P. 2462), et dans deux décrets (C.P. 1741 et C.P. 1762) du 18 août 1919 et dans tout autre décret du Conseil adoptés relativement à la Commission, et les statuts et règlements et ordonnances de la Commission, soient ratifiés et confirmés comme comptant des dates respectivement de ces décrets du Conseil, statuts, règlements et ordonnances; et que les pouvoirs, devoirs et droits de la Commission, du comité exécutif, du président et des membres soient maintenus en pleine vigueur en tant qu'il sera nécessaire et opportun pour la clôture et l'achèvement des affaires de la Commission des blés, ou toute affaire afférente; et que le Gouverneur en conseil aura pouvoir, pendant la continuation de ces affaires de remplir les vacances de la présidence ou du corps de la Commission, et de faire tout règlement qu'il jugera nécessaire ou opportun pour la conduite, l'administration et la clôture des affaires de la Commission.

Le Solliciteur général—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant les lois concernant la corruption électorale."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 18 mars.</i>		
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 22 mars.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 23 mars.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.

No 25.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 18 MARS 1921.

PRIÈRES.

Huit pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur la pétition présentée le 17 courant, laquelle est reçue et lue, et est comme suit:—

De Susan Lee Johnson, de la cité et district de Montréal, province de Québec, modiste, épouse légitime de Henry Harrison Bell, de la cité de Chicago, Etat de l'Illinois, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, pour une loi de divorce d'avec ledit Henry Harrison Bell, son époux,—M. *McMaster*.

M. l'Orateur informe la Chambre, que le greffier a déposé sur la Table le sixième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 2, l'examineur des pétitions pour bills privés, a l'honneur de présenter son sixième rapport, comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De William John Pulling et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Canadian Transit Company*.

De la *London and Lake Erie Railway and Transportation Company*, pour une loi les autorisant à vendre et disposer de leurs biens meubles et immeubles.

De la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, pour une loi les autorisant à émettre des bons et autres garanties collatérales pour ou au lieu de débetures consolidées qu'ils sont ou pourront être autorisés à émettre dans l'avenir.

Du crédit Foncier Franco-Canadien, pour une loi abrogeant leur loi d'incorporation.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table les bills privés suivants:—

Bill (No 31), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique,—M. *Mewburn*.

Bill (No 32), Loi constituant en corporation *The Canadian Transit Company*,—M. *Kennedy* (Essex).

Bill (No 33), Loi concernant le Crédit Foncier Franco-Canadien,—M. Chabot.

Bill (No 34), Loi concernant la *London and Lake Erie Railway and Transportation Company*,—M. Glass.

Lesdits bills sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre conformément à la règle 99.

Sur motion de M. Archambault,—Ordonné, que les comptes publics et le rapport de l'Auditeur général, volumes, I, II et III, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920, soient référés au comité des Comptes Publics.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence, le Gouverneur général,—Rapport du ministère du Travail pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Les bills suivants, sont respectivement présentés, lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill (No 35), Loi modifiant la Loi des prisons et maisons de réforme,—M. Doherty.

Bill (No 36), Loi modifiant la Loi de la faillite.—M. Jacobs.

Bill (No 37), Loi modifiant la Loi de la faillite (version française).—M. Jacobs.

Sir Henry Drayton propose,—Que la Chambre se forme en comité général lundi prochain pour prendre en considération les résolutions suivantes:—

Qu'il, est expédient d'amender la Loi du Cours monétaire, 1910, chapitre 14 des Statuts de 1910, et de décréter:—

1. Que les pièces de nickel, frappées par l'autorité de la Couronne pour la circulation en Canada, de la dénomination de cinq cents, de l'étalon de poids de soixante-dix grains, de l'étalon de finesse du nickel pur, avec remède d'aloi voulu, seront égales à ladite somme et auront cours légal monétaire au Canada;

2. Qu'une offre de paiement d'argent, si elle est faite conformément à ladite loi avec des pièces, sera une offre légale de paiement d'une somme ne dépassant pas dix dollars; et jusqu'à concurrence de semblables somme ces pièces pourront être utilisées au paiement d'effets si elles sont présentées en paiement en une seule fois, même si ces effets sont pour une somme inférieure; et que nulle autre pièce de nickel n'aura cours au Canada;

3. Que le Gouverneur général en Conseil pourra faire des règlements sur le rachat de ces pièces, lesquelles, en raison de l'usage dans l'emploi ordinaire et légitime, seront devenues impropres à la circulation;

4. Que les fonctionnaires du revenu pourront couper, briser ou défigurer les pièces de nickel contrefaites ou illégalement diminuées;

5. Que personne n'aura droit, sauf en vertu d'une patente accordée par le Ministre des Finances, de fondre, briser, ou utiliser autrement qu'au titre de cours monétaire, les pièces d'or qui pour le moment sont de monnaie courante au Canada; et que des peines seront imposées pour toute infraction à la présente disposition.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet desdites résolutions les recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, que lundi prochain, la Chambre se formera en comité général sur lesdites résolutions.

Sir Henry Drayton propose,—Que lundi prochain, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de décréter que le délai pour le paiement des débentures de deux millions de piastres émises par la Commission du port de Montréal, à Sa Majesté, en vertu du chapitre dix des Statuts de 1896, intitulé: "Loi concernant les Commissaires du havre de Montréal," soit prorogé au 1er jour de juillet 1946, et que le délai pour le paiement des débentures de deux millions de piastres émises par la Commission du port de Montréal, à Sa Majesté, en vertu du chapitre quarante-sept des statuts de 1898, intitulé: "Acte à l'effet d'accorder une nouvelle aide aux Commissaires du havre de Montréal," soit prorogé jusqu'au 1er juillet 1951.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de ladite résolution, le recommande à la Chambre.

Résolu, que lundi prochain, la Chambre se formera en comité général sur ladite résolution.

M. Meighen pour M. Calder, propose,—Que la Chambre se forme en comité général lundi prochain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Qu'il est opportun d'amender la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public, chapitre soixante-sept des statuts de 1920, et de décréter:—

1. Que le paragraphe deux de l'article trois de cette Loi, touchant le taux d'allocation de retraite des fonctionnaires, soit révoqué, et qu'il soit décrété que tout fonctionnaire d'au moins quarante-cinq ans, et qui n'a pas soixante ans, et qui est mis à la retraite en vertu des dispositions de ladite Loi après vingt ans continus au moins de service public, et que tout fonctionnaire mis à la retraite en vertu des dispositions de ladite Loi, et qui a soixante ans ou plus et au moins dix ans de service public continu, recevra, en sus des paiements que le paragraphe 1 dudit article autorise, une retraite annuelle viagère à lui payable, d'un soixantième de ses appointements moyens des trois dernières années pendant lesquels il aura été dans le service public, pour chaque année de service, mais au plus trente soixantièmes de ces appointements moyens;

2. Que le paragraphe cinq dudit article trois, touchant le calcul du traitement moyen, soit amendé par la radiation des mots "moyenne" et "annuel" de la première ligne du paragraphe;

3. Que les deux résolutions précédentes seront censées être entrées en vigueur le 1er juillet 1920;

4. Que l'article quatre de ladite Loi, touchant la dépense payée sur traitement, soit révoqué, et qu'il soit décrété en son lieu que les deniers payables subordonnement aux dispositions de ladite Loi à un fonctionnaire quelconque mis à la retraite selon ces dispositions, seront payés à même les fonds inaffectés du Fonds consolidé du revenu;

5. Que la durée de la vigueur de la Loi soit prolongée jusqu'au 1er juillet 1922.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de ladite résolution la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, que la Chambre se formera en comité général lundi prochain pour prendre en considération ladite résolution.

Sur motion de M. Meighen pour M. Calder,—Résolu, que la Chambre se formera en comité général lundi prochain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Qu'il est opportun d'amender la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, chapitre dix-sept des statuts de 1911, amendée par le chapitre trente-et-un des statuts de 1920, et de décréter:

1. Que le paragraphe deux de l'article cinq soit amendé pour décréter qu'une ordonnance ne doit pas servir plus d'une fois;
2. Que le paragraphe deux de l'article cinq soit amendé pour décréter qu'un médecin ne prescrira, n'administrera ou ne donnera pas de drogues sauf pour des fins de médecine;
3. Que le paragraphe un de l'article Cinq-A soit amendé pour décréter que le ministre pourra prescrire qu'un particulier pourra être tenu de garder mémoire touchant l'exportation, l'importation, la réception, la vente, mise en disposition ou distribution de toute drogue signalée à la Cédule de ladite Loi;
4. Que l'alinéa (e) du paragraphe deux de l'article cinq-A soit amendé par l'addition d'une disposition établissant qu'un particulier qui occupe un local où, ou dans lequel, une drogue est trouvée, et qui sera accusé de possession illégale, sera censé être en possession de cette drogue, à moins qu'il ne prouve que la drogue était là sans son autorisation, sa connaissance ou son consentement, ou qu'il avait droit légitime de l'avoir en possession;
5. Que lorsqu'une accusation est portée en vertu de l'alinéa (a) ou (e) du paragraphe deux de l'article Cinq-A, le poids de la preuve sur accusation de fabrication, de vente, de don ou de distribution d'une drogue sans avoir au préalable obtenu une patente à ces fins, retombera sur l'accusé; et que le certificat de l'analyste fédéral sur l'analyse d'une drogue saisie en vertu de ladite Loi, sera accepté comme preuve de la nature et de la teneur de cette drogue dans toute procédure ou poursuite de droit sous l'empire de ladite Loi;
6. Que les articles sept, huit et neuf de ladite Loi soient révoqués et remplacés par une disposition établissant (a) qu'un constable ou autre officier de paix aura droit de perquisitionner s'il a lieu raisonnablement de soupçonner qu'une drogue est gardée ou cachée dans un but quelconque dans un local, contrairement à la Loi; (b) que la drogue et son contenant soient sur conviction forfaits à Sa Majesté, pour être dès lors livrés au Ministre qui en disposera à son gré; et (c) que toute drogue actuellement soumise à la garde d'un tribunal, ou toute drogue qui sera saisie pour infraction à une loi, trois mois après l'adoption de la présente Loi ou après la saisie selon le cas, sera forfaite à Sa Majesté, pour être dès lors livrée au Ministre, qui en disposera à son gré, à moins que dans les trois mois susdits il ne soit établi à la satisfaction du tribunal qu'il n'y a pas eu d'infraction en l'espèce, ou à moins que le tribunal n'en ordonne autrement; à condition toutefois que les dispositions de la Loi des Douanes s'appliqueront à toute drogue illégalement importée au Canada.

M. Tolmie propose,—Que lundi prochain, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération la résolution suivante:—

Qu'il est expédient d'amender la Loi des épizooties, en décrétant que la durée de vigueur du paragraphe un de l'article six de ladite Loi, établie par le chapitre huit des statuts de 1918, au sujet des compensations pour animaux abattus sera prolongée de trois ans à compter du 24 mai 1921.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence, le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de ladite résolution, la recommande à la recommandation de la Chambre.

Résolu, que lundi prochain, la Chambre se formera en comité général pour prendre en considération ladite résolution.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés; Du consentement de la Chambre, Sir Henry Drayton propose.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

La Chambre se forme en conséquence de nouveau en comité des Subsidés.

(*En comité*).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

VII.—AGRICULTURE.

47 Publications. 34,500 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

4 Ministère de la Justice—

Traitements.	190,832 50
Dépense casuelle.	25,000 00

IV.—ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

31 {	Dépenses diverses.	10,000 00
	Frais de subsistance du juge pour le district d'Atlin, C.-B.	1,200 00
	Frais de bureau du préposé aux achats.	2,000 00

Cour Suprême du Canada.

32 {	Dépense casuelle et déboursés, salaires des officiers (shérifs, etc.); livres, magazines, etc., pour les juges, montant n'excédant pas \$300.	7,500 00
	Livres de droit et de référence pour la bibliothèque et reliure.	8,000 00
	Impressions, reliure et distribution des rapports de la cour.	4,500 00

Cour de l'Echiquier du Canada

33 {	Dépense casuelle—Frais de voyage des juges, rémunération aux shérifs, etc., impressions, papeterie, etc., et \$150 pour les livres des juges.	6,000 00
	Dépenses diverses, quand le tribunal siège en cour d'amirauté.	500 00
	Salaire du prévôt de l'amirauté, Québec.	333 34
	Impressions, reliure et distribution des rapports de la cour.	1,500 00

Territoire du Yukon.

34 {	Frais de voyage du juge.	500 00
	Allocation de subsistance du juge.	5,000 00
	Traitements des fonctionnaires de la cour territoriale, shérif et greffier, \$4,000 chacun, sténographe, \$2,000.	10,000 00
	Allocations de subsistance des fonctionnaires de la cour et du magistrat de police.	6,800 00
	Rétribution et dépenses des témoins, jurés et interprètes dans les causes criminelles.	4,000 00
	Entretien et transport des prisonniers.	10,000 00
	Dépenses diverses.	6,000 00

XXXVI—DIVERS.

295 Dépenses se rattachant à des affaires litigieuses relevant du ministère de la Justice.	13,000 00
296 Contribution annuelle à la Canadian Law Library, Londres, Ang..	500 00

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

M. Fripp propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés en vertu de la règle 109, agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill E (No 24) du Sénat, Loi pour faire droit à Frank Alexander Staunton.

Bill (No 3), Loi constituant en corporation la *Canadian Bar Association*.

Bill (No 14), Loi concernant *Gilmour and Hughson, Limited* (amendé); titre changé en: Loi modifiant les Lois constituant en corporation *Gilmour and Hughson, Limited*.

Sur motion de M. Steele,—Ordonné qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à Leurs Honneurs la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorcés au Sénat auquel a été soumis le Bill E (No 24) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Alexander Staunton."

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés;

Le comité des Subsidés reprend le cours de ses délibérations.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

V—PENITENCIERS.

Kingston.	382,500 00
Saint-Vincent-de-Paul.	305,000 00
Dorchester.	205,800 00
Manitoba.	152,000 00
35} Colombie-Britannique.	105,000 00
Alberta.	5,000 00
Saskatchewan.	215,500 00
En général.	800 00

VII—AGRICULTURE.

49 Institut International d'agriculture.	10,000 00
49 Bétail sur pied.	1,000,000 00
50 Loi concernant les graines de semence.	240,000 00
51 Administration de la Loi concernant l'instruction agricole.	10,000 00

XXXVI—DIVERS.

335 Subvention au Conseil national de l'industrie laitière. 3,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité des Subsidés devant siéger à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.55 p.m., jusqu'à lundi prochain.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il établi un parc dans l'Ouest du Canada, pour servir de réserve aux antilopes?
2. Dans l'affirmative, où est ce parc?
3. Combien d'antilopes contient-il actuellement?
4. Le gouvernement sait-il le nombre des antilopes dans l'Ouest du Canada?

M. *Buchanan*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels crédits le gouvernement du Canada a-t-il accordés à la Roumanie et à la Grèce?
2. Quelle partie de ces crédits a été utilisée?
3. Quelles marchandises a-t-on achetées avec ces sommes?
4. Le gouvernement a-t-il dirigé le placement des commandes pour ces marchandises?
5. Les marchandises fournies étaient-elles toutes de fabrication canadienne?
6. Dans la négative, quelles étaient les exceptions, et quelle était l'origine des produits étrangers?
7. La Roumanie a-t-elle commandé des locomotives au Canada sur ces crédits?
8. Dans l'affirmative, combien, à qui, et à quel prix?
9. Ces locomotives sont-elles en construction au Canada?
10. Dans la négative, où les fait-on, qui les fait, et à quel prix?
11. A quel prix livrera-t-on ces locomotives à la Roumanie?

* M. *Brouillard*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le juge Snider a-t-il fait rapport sur l'enquête au sujet de la destruction des biens du gouvernement à l'Imprimerie nationale?
2. Dans l'affirmative, quelle est la date de ce rapport, quelle décision a-t-on prise à son sujet, et quand sera-t-il déposé en Chambre?
3. Quand le juge Snider doit-il finir son enquête?

M. *Reid* (Mackenzie)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le nom du préposé à la distribution des animaux pur-sang en Saskatchewan, où demeure-t-il, quels sont ses appointements, et depuis quand est-il au service du gouvernement?
2. Combien d'assistants emploie-t-il, quels sont leurs noms, où demeurent-ils, et quels sont leurs appointements?
3. Combien de pur-sang mâles le gouvernement a-t-il distribués en Saskatchewan, quel est leur âge moyen, quel est le prix moyen qu'on en a payé, et quelles sont les races utilisées?
4. Dans quels districts ces animaux pur-sang sont-ils distribués?
5. Comment dispose-t-on des pur-sang mâles quand ils ne sont plus jugés bons à la reproduction?

M. *Reid* (Mackenzie)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement exploitait-il une ligne télégraphique dans la Colombie-Anglaise septentrionale, avant d'acquérir la ligne de la *Great North Western Telegraph Company*, relativement aux chemins de fer du Grand-Tronc-Pacifique et du Canadien-Nord?

2. Le gouvernement exploite-t-il encore les deux lignes de télégraphe, savoir, l'ancienne ligne du gouvernement et celle de la G.N.W.?

3. Pourquoi le gouvernement entretient-il deux bureaux des télégraphes à Hazelton, New-Hazelton, Smithers, Telkwa, et autres endroits sur le Grand-Tronc-Pacifique?

4. L'achalandage justifie-t-il le maintien de deux bureaux séparés des télégraphes dans les villes nommées?

M. Sutherland—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelles compagnies ont fourni des criblures conformes à l'étalon qu'un contrat exige?

2. A-t-on encaissé des remboursements des compagnies parce que les criblures n'étaient pas conformes à l'étalon?

3. Dans l'affirmative, de quelles compagnies, et combien?

4. Le département se propose-t-il de recouvrer, des compagnies qui fournissent des criblures inférieures à l'étalon exigé dans les contrats?

M. Sutherland—Lundi prochain—QUESTION—

1. Par quelle autorité le département de l'Agriculture a-t-il fait contrat avec des compagnies d'élevateurs pour l'achat de criblures de grain, après l'année 1911?

2. Cette autorité venait-elle d'un décret du Conseil ou du parlement, et de quand date-t-elle?

3. Si c'est d'un décret, sur quelle recommandation ce décret a-t-il été adopté?

4. Combien de contrats d'achat ont été faits, avec quelles compagnies, à quelles dates, à quel prix, et quelle est la somme totale payée à chacune jusqu'ici?

5. Dans quelles provinces en a-t-on disposé, en quelle quantité dans chaque province, moulue et non moulue, et quel prix a été reçu?

6. Combien a coûté l'annonce de la vente de ces criblures?

7. Quelle proportion de teneur en graines d'herbes nuisibles était permise dans les contrats?

8. Des personnes qui ont acheté des criblures du département ont-elles refusé de les accepter?

9. Dans l'affirmative, combien de fois, pour quelle quantité, et pour quelles raisons?

10. Comment a-t-on disposé des criblures refusées, et à quel prix?

11. Quelle est actuellement la situation entre le département et les entrepreneurs?

M. Currie—Lundi prochain—QUESTION—

1. A-t-on attiré l'attention du gouvernement sur la dépêche de presse suivante, publiée dans le *Citizen* d'Ottawa du 16 courant:—

“Le capitaine Adams n'a pas blâmé les Canadiens.

“Le rapport de son discours de Vancouver est faux.

“Vancouver, 15 mars.—Dans une dépêche expédiée hier soir, on attribue à tort au capitaine Henry-C. Adams, de l'escadre canadienne, des paroles qu'il aurait prononcées lors d'un discours fait au dîner du *Canadian Club*; que l'Angleterre payait \$17 par tête pour le maintien de la marine, et que le temps était venu pour que le Canada monte sur la brèche et accepte sa part raisonnable du fardeau. Cette remarque vient de M. Gordon-C. Jackson, secrétaire de la *Dominion Navy League*.”

2. Vu les allusions qu'un honorable membre de la Chambre a faites au capitaine Adams, en s'appuyant sur une information controuvée dont la dépêche précédente parle?

3. Vu l'allusion qu'un honorable député, selon le *Hansard* du 15, a faite au capitaine Adams en se basant sur une information fautive dont parle la dépêche susdite, le gouvernement prendra-t-il les moyens d'exonérer publiquement le capitaine Adams des accusations portées contre lui en qualité d'officier de marine?

M. *Papineau*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le département des Postes se propose-t-il de continuer la publication du Guide postal?
2. Les formes permanentes que l'on gardait jusqu'ici pour l'impression de ce volume, ont-elles été détruites?
3. Dans l'affirmative, par quelle autorité et pourquoi?
4. Si la publication du Guide postal doit être continuée, faudra-t-il en recomposer le texte?

M. *Gervais*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi les rapports sur la culture du tabac, publiés dans le Bulletin mensuel de janvier 1921, sont complets et détaillés quant à la province d'Ontario, et ne le sont pas pour la province de Québec?
2. Pourquoi cette différence?

M. *Euler*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui a remplacé M. Sydney Smith au département des Postes?
2. Est-ce un sujet britannique?
3. Dans l'affirmative, est-il sujet né ou naturalisé?
4. S'il est naturalisé, de quel pays vient-il?
5. Depuis quand habite-t-il le Canada?
6. Quand a-t-il été naturalisé?

M. *Gervais*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A la page 512 de l'Annuaire du Canada, 1919, l'un des items du tarif de l'Accise canadienne se lit comme suit:—

“Tabac, par livre. 20cts.”

et un autre se lit comme suit:—

“Tabac canadien en feuilles et à l'état nature, par livre. . . 5cts.”

Dans quel cas chacun de ces droits différents d'accise s'applique-t-il?

M. *Fripp*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Pour combien de grandes routes d'Ontario le ministre des Chemins de fer a-t-il approuvé des projets de relevés afférant aux octrois fédéraux du chef de la Loi des grandes routes, chapitre 54 des Statuts du Canada, 1919?
2. Quels sont les grandes routes au sujet desquelles une entente au sujet d'une aide fédérale a été conclue entre le ministre des Chemins de fer et la province d'Ontario?
3. A-t-on payé des sommes quelconques à la province d'Ontario pour la nouvelle route Ottawa-Prescott?
4. Dans l'affirmative, quel en est le total au 31 décembre 1920?
5. S'est-on entendu avec le gouvernement d'Ontario quant au fini de surface de cette route—si ce doit être du béton, du macadam dans l'eau, du gravier, du tarvia, ou autre matière? Dans l'affirmative, quelle est l'entente?
6. Quelle est l'aide estimée fédérale pour cette route Ottawa-Prescott?

* M. *Molloy*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres et autre correspondance que le gouvernement fédéral ou un de ses ministres a échangés avec le gouvernement d'Ontario ou l'un de ses ministres au sujet du Bill D (No 23) du Sénat, intitulé: “Loi concernant la Commission de contrôle du lac des Bois,” ou le sujet de ce bill.

* *M. McCoig*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, correspondance, télégrammes, rapports et autres papiers, que le premier ministre du Canada ou un ministre a échangés avec le premier ministre de la Colombie-Anglaise ou un ministre de cette province, touchant les pouvoirs de la Colombie-Anglaise, du chef des lois fédérales, de contrôler l'importation des spiritueux dans cette province.

* *M. Gauvreau*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous rapports, correspondance, requêtes, lettres, états financiers et rapports sur le nombre des wagons, etc., que les colons du Sully, comté de Témiscouata, sur le Transcontinental national, ont échangés avec le surintendant des chemins de fer du gouvernement, au sujet de l'érection d'une gare à Sully.

M. Lafortune—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi amendant le Code criminel.

Le Premier Ministre—Lundi prochain—RÉSOLUTION—Que le mercredi, 6 avril, et les autres mercredis, jusqu'à la fin de la session, la Chambre s'assemble à trois heures de l'après-midi, et que les séances de ces jours-là soient sous tous rapports dirigées par les mêmes règles que pour les autres jours, et que les avis de motion du gouvernement et les mesures du gouvernement aient priorité sur toutes les affaires, sauf sur les questions des députés et les avis de motion pour la production de documents.

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Lundi, 21 mars.</i>		
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 22 mars.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 23 mars.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.

No 26.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 21 MARS 1921.

PRIÈRES.

Cinq pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 18 courant, lesquelles sont lues et reçues, et elles sont comme suit:—

Du Révérend Père L. N. Dubois, O.M.I., et autres, de la cité d'Ottawa, et autres lieux de l'Ontario, priant la Chambre de ne pas passer de loi créant des cours de divorce dans l'Ontario, mais au contraire, demandant que le Parlement passe une loi abolissant le divorce en Canada comme étant un mal moral et social qui ne doit pas être légalisé,—M. *Chabot*.

De James Henry Bigrow, du village de Monteith, du district du Témiskamingue, province de l'Ontario, époux légitime de Eva May Bigrow, dont la demeure est présentement inconnue, pour une loi de divorce d'avec ladite Eva May Bigrow, son épouse,—M. *Harrison*.

De Margaret Thorne Acton (née Christie), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Clarence Sims Acton, de la cité de Montréal, province de Québec, éditeur, pour une loi de divorce d'avec ledit Clarence Sims Acton son époux,—M. *Sheard*.

De Esther Annie Vanzant (née Rusnell), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, femme mariée, épouse légitime de Charles Vanzant, du même endroit, facteur, pour une loi de divorce d'avec ledit Charles Vanzant, son époux,—M. *Mowat*.

De William Carr, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Gertrude Carr, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Gertrude Carr, son épouse,—M. *Boys*.

De Ada Florence Keenan (née Clear), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Albert Edward Keenan, de la ville de Niagara-Falls, comté de Welland, province de l'Ontario, ingénieur, pour une loi de divorce d'avec ledit Albert Edward Keenan, son époux,—M. *Boys*.

De Florence Gibb, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, femme mariée, épouse légitime de Henry Havelock Gibb, bijoutier et commis, autrefois demeurant en ladite cité de Toronto, mais maintenant de lieux inconnus, pour une loi de divorce d'avec ledit Henry Havelock Gibb, son époux,—M. Copp.

De Willie Hopkinson, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Louisa Hopkinson (née Williams), récemment de la cité de Toronto, femme mariée, mais présentement de lieux inconnus, pour une loi de divorce d'avec ladite Louisa Hopkinson, son épouse,—M. Fripp.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le septième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est lu comme suit:—

Conformément à la règle 96, paragraphe 2, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son septième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et a constaté que les dispositions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De Charles Jolicoeur et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom de la Compagnie de Téléphone Québec Union Electrique.

De la *Dominion Express Company*, pour une loi étendant ses pouvoirs de manière à inclure le transport des colis en dehors du Canada aussi bien qu'en dedans et augmentant son capital-actions.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le bill privé suivant:—

Bill (No 38), Loi constituant en corporation la Compagnie de Téléphone Québec Union Electrique (*The Quebec Union Electric Telephone Company.*)—M. Power.

Ledit bill est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre conformément à la règle 99.

M. Guthrie, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 39), Loi amendant les lois concernant la corruption électorale, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Mowat propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109; agréé.

Le Bill (No 15), Loi constituant en corporation la *North American Trust Company of Canada* est considéré en comité général, et sur rapport de progrès;

Sur motion de M. Mowat,—Ordonné, que ledit bill soit référé de nouveau au comité des Banques et du Commerce.

Les bills suivants sont lus la seconde fois et référés à leurs comités respectifs, comme suit:—

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill (No 31), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique.

Bill (No 32), Loi constituant en corporation *The Canadian Transit Company.*

Bill (No 34), Loi concernant la *London and Lake Erie Railway and Transportation Company.*

Banques et Commerce.

Bill (No 33), Loi concernant le Crédit foncier Franco-Canadien.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Pelletier:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance, rapports, mémoires aux mains du ministre ou des fonctionnaires du département des Travaux publics, du surintendant de la division de génie pour la province de Québec, M. A.-R. Décarie, et de la division de l'ingénieur à Ottawa, relativement à la construction, aux réparations ou améliorations des ports de Saint-Uric, Matane, Sainte-Félicité, Ruisseau-à-la-Loutre, et Méchins, dans le comté de Matane, de janvier 1918 à aujourd'hui.

Par M. Pelletier:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents correspondance, télégrammes et rapports que le gouvernement fédéral a échangés avec les fonctionnaires de l'Intercolonial et des Chemins de fer du gouvernement relativement à l'enquête tenue à Sayabec, comté de Matane, P.Q., le 17 juin 1920, par M. A.-J. Tingley, agent spécial de district des chemins de fer du gouvernement et à la destitution de M. Edmond Banville, agent de gare dans la localité sus-indiquée.

Par M. Parent:—Ordre de la Chambre,—Copie de lettres, télégrammes, etc., adressés au gouvernement par un particulier quelconque de la province de Québec qui a demandé une position de syndic, en vertu de la Loi des faillites; et copie de tous télégrammes et lettres recommandant quelqu'un à ces fonctions.

Par M. Robb, pour M. Gervais:—Ordre de la Chambre,—Copie du rapport de l'enquête tenue par M. Wiillard à Sorel et à Montréal (décembre et janvier), sur certaines accusations portées contre l'administration des chantiers du gouvernement à Sorel.

Par M. Molloy:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, lettres et autre correspondance que le gouvernement fédéral ou un de ses ministres a échangés avec le gouvernement d'Ontario ou l'un de ses ministres au sujet du Bill D (No 23) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Commission de contrôle du lac des Bois," ou le sujet de ce bill.

Par M. Robb, pour M. McCoig:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous documents, correspondance, télégrammes, rapports et autres papiers, que le premier ministre du Canada ou un ministre a échangés avec le premier ministre de la Colombie-Anglaise ou un ministre de cette province, touchant les pouvoirs de la Colombie-Anglaise, du chef des lois fédérales, de contrôler l'importation des spiritueux dans cette province.

M. Hocken propose,—Que de l'avis de la Chambre, l'intérêt général du Canada serait mieux servi en rendant possible à un homme industriel, frugal et économe de devenir propriétaire d'un lot et maison par paiements simples; que le gouvernement du Canada devrait donner de l'aide afin de rendre la chose possible; et qu'à cet effet, la somme de dix millions de dollars devrait être appropriée annuellement pendant cinq années afin d'acheter des terres et d'y construire des logements pour des hommes ayant bons caractères et pouvant faire un petit paiement initial et liquider leur dette par des versements mensuels qui seront déterminés; qu'un bureau de logement fédéral soit nommé pour perfectionner ce plan, qui pour la première année ou pour plus longtemps si le Gouverneur en conseil juge la chose désirable, ne pourrait s'appliquer qu'aux soldats ayant servi outre-mer.

Du consentement unanime de la Chambre, il est permis à l'honorable député d'amender ladite motion en substituant les mots "une appropriation annuelle soit faite" aux mots "la somme de dix millions de dollars devrait être appropriée annuellement pendant cinq années".

Et un débat s'ensuivant, sur motion de M. Andrews, ledit débat est ajourné.

M. Lemieux propose,—Qu'il est de l'intérêt du bon gouvernement que les ministres de la Couronne soient autorisés à siéger dans l'une ou l'autre des Chambres du Parlement, lorsque des mesures et des programmes sont présentés pour leurs départements.

Après débat, ladite motion, du consentement de la Chambre est retirée.

La Chambre s'ajourne alors à 11 p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Wright*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de fonctionnaires le gouvernement a-t-il dans les îles britanniques?
2. Combien y maintient-il de départements?
3. Combien de fonctionnaires le gouvernement a-t-il aux Etats-Unis?
4. Combien de départements y maintient-il?

M. *Griesbach*—Mercredi prochain—QUESTION—1. Relativement à l'acquisition de chemins de fer, par le gouvernement du Canada, depuis le 1er janvier 1912, de quelle somme d'obligation chaque province a-t-elle été relevée quant à ces chemins de fer, en raison de la décision du gouvernement?

M. *Tobin*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Les formules de la division de l'impôt, du ministère des Finances, ont-elles été soumises au ministère de la Justice pour être révisées, avant d'être imprimées et distribuées?

2. Le ministère de la Justice a-t-il approuvé la formule T-4, 1919 et surtout la phrase suivante: "Les sommes payées au Fonds de retraite en vertu de la Loi des retraites et pensions du service civil ne doivent pas être déduites du revenu des membres du service civil?"

3. Par quelle autorité le commissaire de l'impôt refuse-t-il de reconnaître la prétention des fonctionnaires: que les déductions faites sur leurs appointements en vertu de l'article 27 du Chapitre 17 des Statuts révisés, ne sont pas sujettes à la loi de l'impôt?

M. *Papineau*—Mercredi prochain—QUESTION—

Le 5 juin 1919, le ministre des Finances à cette époque, sir Thomas White, déclarait dans son discours sur le budget:

"Vu que la totalité de nos emprunts de guerre ne dépasse pas le chiffre net de notre dépense militaire, il y a lieu de faire observer que nous avons pu, au cours des hostilités, faire des avances à la Grande-Bretagne pour ses achats au Canada, avances qui l'emportent sur celles que nous avons obtenues du gouvernement impérial pour solder notre dépense de guerre en Angleterre et sur le continent. Il s'ensuit, toutes déductions faites, que le gouvernement impérial nous doit un reliquat d'environ deux cent trente millions de dollars. Il faudra défalquer la somme encore inconnue que nous aurons à payer relativement au renchérissement des munitions sur le théâtre de la guerre, depuis le 1er septembre 1917. Une enquête a lieu en ce moment afin de fixer le chiffre de cette dépense."

1. Cette enquête est-elle finie?
2. Dans l'affirmative, quelle décision a-t-on trouvée?
3. Qui a fait cette enquête?
4. Qui représentait le Canada à cette enquête?

* M. *Lemieux*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'agents de trains y a-t-il dans le régime des Chemins de fer nationaux?
2. Quel est le salaire d'un agent de trains?
3. L'agent de train est-il nommé pour aider au conducteur?
4. Depuis quand ces agents de trains sont-ils nommés?
5. Les conducteurs de trains ont-ils jamais demandé l'assistance d'agents de trains?

* *M. White* (Victoria)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de baux de pâturage dans des parties de la Réserve du Sang les fonctionnaires du département des affaires indiennes ont-ils donnés en 1918?
2. La location s'est-elle faite par soumission publique?
3. Qui a autorisé l'octroi de baux dans la Réserve du Sang sans avoir demandé ou obtenu le consentement des propriétaires indiens?
4. En vertu de quelle loi les baux de pâturage de 1918 ont-ils été accordés pour cette réserve?
5. Le gouvernement croit-il que l'urgence de guerre est une raison valable de rompre les traités?

* *M. Molloy*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Une délégation de locataires en perspective est-elle venue à Ottawa au commencement de 1918 pour obtenir du gouvernement des baux sur la Réserve du Sang? Dans l'affirmative, quand?
2. Quels étaient les délégués, et quel était le membre ou le représentant du gouvernement avec lequel ils discutèrent la question à Ottawa?
3. Le département des affaires indiennes ou l'un de ses fonctionnaires supérieurs, a-t-il accordé, sans avoir obtenu le consentement des Indiens, un certain nombre de baux de pâturages dans la Réserve du Sang au printemps de 1918?
4. Dans l'affirmative, quelle était la durée de ces baux?

* *M. Davidson*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes lettres et correspondances que des professeurs ou des employés de l'université Acadia ont échangées avec le département des Mines, depuis le 1er février 1920, touchant l'emploi d'étudiants de l'université dans ce département pendant l'été.

M. Stevens—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé indiquant (a) le nombre des ex-fonctionnaires qui retirent une pension du gouvernement, et qui avaient contribué pendant trente-cinq ans au fonds de retraite, (b) la somme qui reste encore dans ce fonds, et (c) les sommes retirées en 1918, 1919 et 1920.

M. Armstrong (Lambton)—Mercredi prochain—BILL intitulé: "Loi amendant la Loi des chemins de fer, 1919."

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce vingt et unième jour de mars, été affichés pour être pris en considération par leurs comités respectifs, le ou après mardi, le 29 courant:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Ténégraphes.

Bill (No 31), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique.

Bill (No 32), Loi constituant en corporation *The Canadian Transit Company*.

Bill (No 34), Loi concernant la *London and Lake Erie Railway and Transportation Company*.

Comité des Banques et du Commerce.

Bill (No 33), Loi concernant le Crédit foncier Franco-Canadien.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 22 mars.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 23 mars.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 30 mars.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 31 mars.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.

No 27.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 22 MARS 1921.

PRIÈRES.

Trois pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 21 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De Louise Schnepfer, de la cité et district de Montréal, province de Québec, épouse légitime de Edward Blake Sullivan, du même endroit, commis au service de la corporation de la cité de Montréal, pour une loi de divorce d'avec ledit Edward Blake Sullivan, son époux,—*M. McMaster*.

De Joseph Sorton, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, époux légitime de Nellie Doris Whiteley Sorton, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Nellie Doris Whiteley Sorton, son épouse,—*M. Mowat*.

De John Hurst, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, journalier, époux légitime de May Hurst, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite May Hurst, son épouse,—*M. Fripp*.

De John Deluce, de la ville de Chapleau, district de Sudbury, province de l'Ontario, ingénieur, époux légitime de Mary Ann Deluce, présentement de lieux inconnus, pour une loi de divorce d'avec ladite Mary Ann Deluce, son épouse,—*M. Fripp*.

De Hilda May Freeman (née Paine), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Charles Michael Freeman, du même endroit, wattman, pour une loi de divorce d'avec ledit Charles Michael Freeman, son époux,—*M. Mowat*.

M. Armstrong (Lambton), du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le premier rapport dudit comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants et a convenu de les rapporter sans amendement, savoir:—

Bill (No 7), Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Bill (No 21); Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Oshawa.

Bill (No 22), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer des Mille-Isles.

Bill (No 25), Loi concernant *The Kettle Valley Railway Company*.

Bill (No 26), Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada*.

Bill (No 27), Loi concernant la Compagnie de chemin de fer Québec Central.

Bill (No 29), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Terminal d'Essex.

Bill (No 30), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest.

Votre comité a aussi pris en considération le Bill (No 20), Loi constituant en corporation *The Mayo Valley Railway, Limited*, et a convenu de le rapporter avec des amendements.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Relevé en détail des remises et des remboursements de droits de douane en conformité de l'article 92 de la Loi du revenu consolidé et de l'audition, effectués par le ministère des Douanes pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1920.

Il met aussi devant la Chambre, par ordre de Son Excellence, le Gouverneur général,—Rapport du Secrétaire d'Etat du Canada pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu avis qu'une vacance est survenue dans la représentation pour le district électoral de Medecine-Hat, par suite du décès du Très Honorable Arthur Lewis Sifton, son député actuel;

Et qu'il a, en conséquence, mandé au directeur général des élections d'émettre un nouveau bref d'élection pour ledit district électoral.

DISTRICT ELECTORAL DE MEDICINE-HAT.

Puissance du Canada }
Savoir: }

CHAMBRE DES COMMUNES.

A l'honorable ORATEUR,
de la Chambre des Communes:

Nous, sous-signés, vous donnons présentement avis qu'une vacance est survenue dans la représentation à la Chambre des Communes pour le district électoral de Medecine-Hat, dans la province de l'Alberta, en conséquence du décès du Très Honorable Arthur Lewis Sifton, son député actuel.

Donné sous nos seings et sceaux, en la cité d'Ottawa, ce septième jour de mars 1921.

J. A. CALDER, (L.S.)

Député pour le district électoral de Moosejaw.

H. L. DRAYTON, (L.S.)

Député pour le district électoral de Kingston.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1921:—Copie de tous télégrammes, lettres et autre correspondance que le gouvernement fédéral ou un des ses ministres a échangés avec le gouvernement d'Ontario ou l'un de ses ministres au sujet du Bill D (No 23) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Commission de contrôle du lac des Bois," ou le sujet de ce bill.

M. Maclean (Halifax), du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 40), Loi modifiant la Loi de la marine marchande au Canada (Havres publiques), lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Reid (Grenville) propose,—Que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de révoquer la paragraphe quatre de l'article soixante-et-onze-A de la Loi des chemins de fer, 1919, établie par le chapitre soixante-six des statuts de 1920, et de décréter en son lieu que les pouvoirs conférés à la Commission des chemins de fer du Canada dans ledit article soixante-et-onze-A, "de faire et d'autoriser les actes et choses et d'éditer, à sa discrétion, les ordonnances et les règlements qu'elle peut, en raison de la rareté réelle ou redoutée des approvisionnements de charbon ou autre combustible," au Canada, et les autres pouvoirs connexes de la Commission indiqués dans ledit article, seront maintenus en vigueur jusqu'au jour où une proclamation du Gouverneur en conseil décrètera qu'ils n'ont plus de vigueur.

Sir George Foster propose,—Que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de décréter que la création de la Commission canadienne des blés, par le Gouverneur en conseil en vertu du décret du Conseil du 31 juillet 1919 (C.P. 1589), les nominations faites de ce chef, et les pouvoirs, devoirs et droits de la Commission et du comité exécutif, du président et des membres de la Commission, définis dans le décret susdit et dans les décrets du 7 août 1919 (C.P. 1659), du 29 août 1919 (C.P. 1817) du 18 octobre 1919 (C.P. 2148), du 3 décembre 1919 (C.P. 2430), du 9 décembre 1919 (C.P. 2462), et dans deux décrets (C.P. 1741 et C.P. 1762) du 18 août 1919 et dans tout autre décret du Conseil adoptés relativement à la Commission, et les statuts et règlements et ordonnances de la Commission, soient ratifiés et confirmés comme comptant des dates respectivement de ces décrets du Conseil, statuts, règlements et ordonnances; et que les pouvoirs, devoirs et droits de la Commission, du comité exécutif, du président et des membres soient maintenus en pleine vigueur en tant qu'il sera nécessaire et opportun pour la clôture et l'achèvement des affaires de la Commission des blés, ou toute affaire afférente; et que le Gouverneur en conseil aura pouvoir, pendant la continuation de ces affaires de remplir les vacances de la présidence ou du corps de la Commission, et de faire tout règlement qu'il jugera nécessaire ou opportun pour la conduite, l'administration et la clôture des affaires de la Commission.

Sur motion de M. Meighen,—Résolu, que le mercredi, 6 avril, et les autres mercredis, jusqu'à la fin de la session, la Chambre s'assemble à trois heures de l'après-midi, et que les séances de ces jours-là soient sous tous rapports dirigées par les mêmes règles que les autres jours, et que les avis de motion du gouvernement et les mesures du gouvernement aient priorité sur toutes les affaires, sauf sur les questions des députés et les avis de motion pour la production de documents.

L'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu; Sir George Foster propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. King propose en amendement, que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:—

"Sous la réserve que, dans des cas exceptionnels il peut se trouver des documents d'un caractère confidentiel qu'il est dans l'intérêt public de ne pas publier, la Chambre déclare que le Parlement a le droit incontestable de demander et recevoir copies de tous rapports, comptes, correspondance et documents relatifs à l'administration de chaque département du service public, y compris les affaires des chemins de fer nationaux du Canada, qu'ils soient opérés directement ou indirectement par un ministère ou par l'intermédiaire d'une corporation."

Et un débat s'ensuivant;

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

*Huit heures p.m.**(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).*

Le Bill (No 38) Loi constituant en corporation le Compagnie de Téléphone Québec Union Electrique (*The Québec Union Electric Telephone Company*) est lu la seconde fois et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés :

La Chambre reprend le débat sur la motion de sir George Foster : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, et sur l'amendement de M. King.

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est rejetée sur la division suivante :

POUR :

messieurs

Archambault,	Fafard,	Lesage,	Prévost,
Baldwin,	Fielding,	Macleau (Halifax),	Rinfret,
Béland,	Fontaine,	McCrea,	Robb,
Boivin,	Fortier,	McDermand,	Ross,
Bourassa,	Fournier,	McDonald,	Savard,
Boyer,	Gervais,	McGibbon	Séguin,
Brouillard,	Gordon,	(Argenteuil),	Sinclair (Antigonish-
Bureau,	Gould,	McKenzie,	et-Guysborough),
Cahill,	Halbert,	McMaster,	Sinclair (Queens,
Cannon,	Hunt,	Marcil	I. du P.-E.),
Cardin,	Jacobs,	(Bonaventure),	Stein,
Casgrain,	Kay,	Marcile (Bagot),	Thomson
Chisholm,	Kennedy (Essex-N.),	Mayrand,	(Qu'Appelle),
Copp,	Kennedy (Glengarry	Michaud,	Trahan,
d'Anjou,	et Stormont),	Molloy,	Truax,
Delisle,	King,	Murphy,	Turgeon,
Demers,	Lancôtôt,	Pacaud,	Verville,
Denis,	Lapointe,	Papineau,	Vien,
Desaulniers,	Lavigneur,	Parent,	White
Deslauriers,	Leduc,	Pedlow,	(Victoria)—79.
Duff,	Léger,	Pelletier,	
Euler,	Lemieux,	Power,	

CONTRE :

messieurs

Allan,	Cronyn,	Henders,	Porter,
Anderson,	Crothers,	Hocken,	Redman,
Andrews,	Crowe,	Hughes (sir Sam),	Reid (Grenville),
Argue,	Cruise,	Keefer,	Reid (Mackenzie),
Armstrong	Currie,	Kemp (sir Edward),	Sexsmith,
(Lambton),	Davidson,	Knox,	Shaw,
Armstrong (York),	Davis,	Lang,	Sheard,
Arthurs,	Doherty,	Long,	Simpson,
Ball,	Douglas	MacKelvie,	Smith,
Best,	(Strathcona),	Mackie	Spinney,
Blair,	Douglas (Cap-	(Edmonton),	Stacey,
Bolton,	Breton-S.-et-	Mackie (Renfrew),	Steel,
Bonnell,	Richmond),	MacNutt,	Stevens,
Borden (sir Robert),	Drayton (sir Henry),	McCurdy,	Stewart
Bowman,	Edwards,	McGibbon	(Hamilton),

Boyce,	Elkin,	(Muskoka),	Stewart
Brien,	Finley,	McGregor,	(Lanark),
Bristol,	Foster (sir George),	McIntosh,	Sutherland,
Butts,	Foster (York),	McIsaac,	Thompson
Casselman,	Fraser,	McQuarrie,	(Weyburn),
Chabot,	Fripp,	Maharg,	Thompson
Chaplin,	Fulton,	Martin,	(Hastings),
Charters,	Gauthier,	Meighen,	Thompson (Yukon),
Clark (Bruce),	Glass,	Merner,	Tolmie,
Clark (Red Deer),	Green,	Middlebro,	Tremain,
Clarke	Griesbach,	Morphy,	Tweedie,
(Wellington),	Guthrie,	Mowat,	Whidden,
Clements,	Halladay,	Munson,	Wigmore,
Cockshutt,	Harold,	Myers,	Wilson
Cooper,	Harrison,	Nesbitt,	(Wentworth),
Cowan,	Hartt,	Nicholson (Algoma),	Wilson
Crerar,	Hay,	Paul,	(Saskatoon),
		Peck,	Wright—117.

Et la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée.

Ordonné que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre en conséquence se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:—

21 Commerce—

Traitements.	371,612 50
Dépense casuelle.	22,000 00

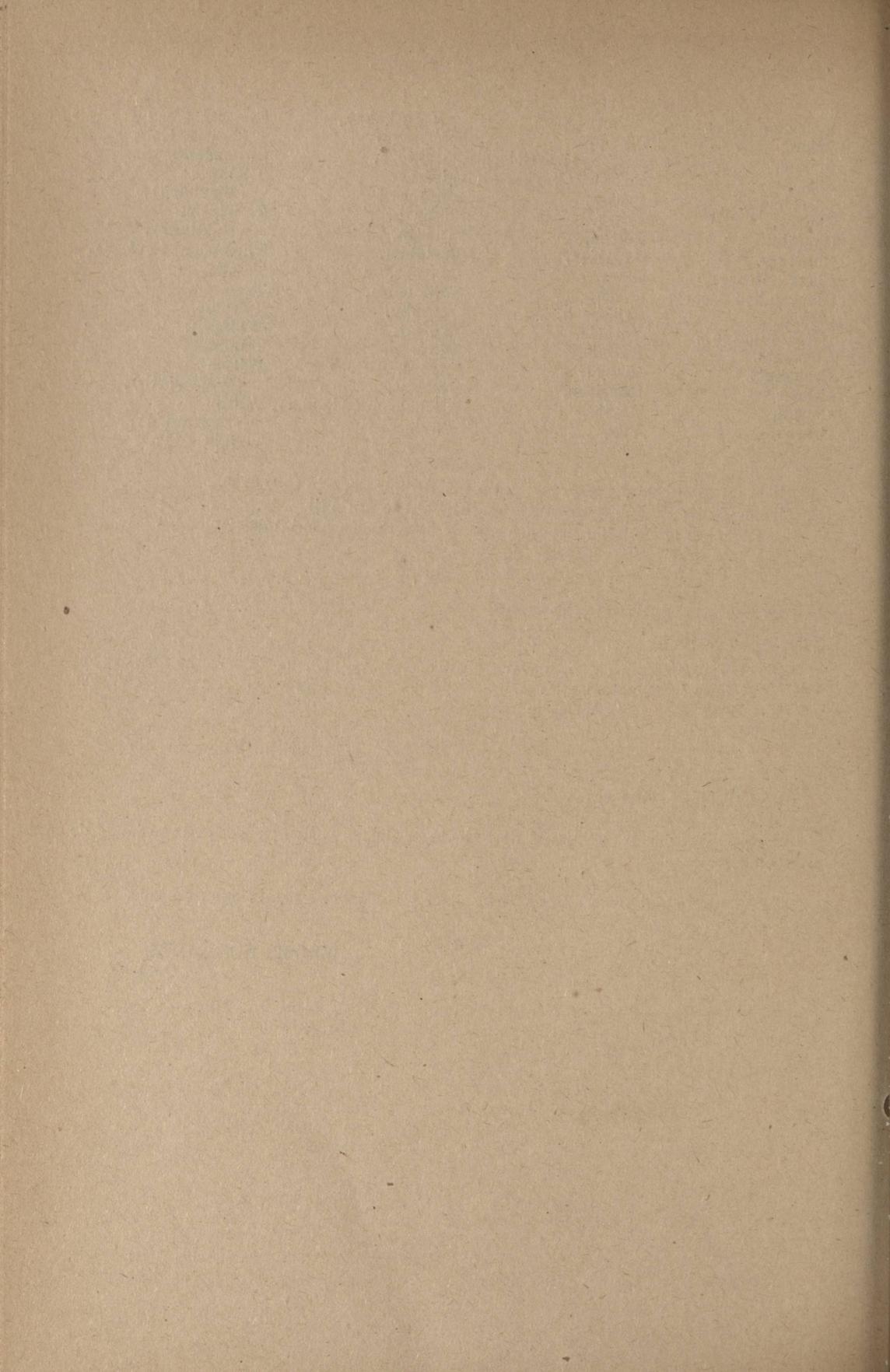
Mercredi, 23 mars 1921.

Résolution à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.20 p.m., jusqu'à deux heures p.m. ce jour.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Sinclair* (Antigonish-et-Guysborough)—Mardi prochain—QUESTION—

1. Combien à l'origine a coûté le vapeur *Canadian Otter*, et quand a-t-il été mis en service?
2. Combien a-t-on dépensé en réparations pour ce navire depuis sa construction jusqu'au 31 décembre 1920?
3. Quelles ont été les recettes brutes de ce vapeur dans l'année solaire 1920?
4. Quelles ont été les dépenses brutes totales de toute nature pour le service de ce vapeur dans l'année solaire 1920?
5. Quelles ont été les recettes nettes de ce vapeur depuis sa mise en service jusqu'au 31 décembre, après déduction de toutes les dépenses?
6. Quelles ont été les recettes nettes de ce vapeur dans l'année solaire 1920, déduction faite de toutes dépenses?
7. Combien de tonnes de houille ce vapeur a-t-il consommées dans l'année solaire 1920, et quel prix moyen en a-t-on payé?

M. *Gould*—Mardi prochain—QUESTION—

1. Combien y avait-il d'hommes dans le F.E.C. immédiatement avant la démobilisation?
2. Combien d'entre eux étaient cultivateurs ou ouvriers de ferme?
3. Combien ont déclaré qu'ils tireraient profit du projet d'établissement sur des terres?
4. Quel était l'avoir moyen des soldats licenciés, dès leur licenciement, en dehors des gratifications ou pensions de service?

* M. *Sinclair* (Antigonish-et-Guysborough)—Mardi prochain—QUESTION—1. Touchant la réponse au sujet de la circulation des billets du Dominion, donnée à la page 1048 des Débats non-revisés, quelles sont les garanties autorisées qu'on indique comme formant la base de l'émission de \$137,115,075.00 de billets du Dominion?

M. *Duff*—Mardi prochain—QUESTION—

1. M. Thomas Cantley, de New-Glasgow, N.-E., est-il directeur des chemins de fer nationaux du Canada?
2. A-t-on placé un wagon particulier à sa disposition depuis sa nomination?
3. Quel est le nom ou le numéro de ce wagon?
4. Ce wagon est-il muni d'un chef; d'un garçon et de tous les approvisionnements voulus?
5. Combien ce wagon a-t-il coûté au pays depuis qu'on l'a placé au service de M. Cantley?

M. *Armstrong* (Lambton)—Mardi prochain—QUESTION—

1. Combien d'argent le gouvernement du Canada a-t-il dépensé dans chaque province du Canada, en 1920, pour la voirie?
2. Combien d'argent le gouvernement du Canada a-t-il dépensé dans chaque province, en 1920, pour l'enseignement technique, sous l'empire de la Loi de l'enseignement agricole?
3. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé pour assister les expositions agricoles tenues en 1920 dans chaque province?
4. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé en 1920 dans chaque province, pour le service d'un organisme des ventes de bestiaux, etc.?

5. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé en tout en 1920 pour aider et propager l'agriculture?
6. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé en tout, en 1911, pour aider et propager l'agriculture?
7. Combien le gouvernement fédéral a-t-il dépensé en 1920 dans chaque province du chef de la Loi du logement?

M. Rinfret—Mardi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement canadien se propose-t-il de retenir une somme de cinquante pour cent sur tous les paiements faits pour des marchandises achetées en Allemagne, comme vient de le décréter le gouvernement britannique?
2. Dans la négative, le gouvernement canadien a-t-il l'intention d'en avertir la Chambre immédiatement et d'en instruire aussi les importateurs canadiens qui achètent en Allemagne?

* M. Sutherland—Mardi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous rapports, ordonnances, télégrammes, certificats d'estimation, ou de toute autre correspondance touchant l'abattage de 285 porcs appartenant à George-B. Alderson, que des employés du ministère de l'Agriculture ont tués le 20 avril 1920, ou vers cette date, et pour lequel le ministre a refusé une compensation.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Le Bill suivant a, ce vingt-deuxième jour de mars, été affiché pour être pris en considération par le comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, le ou après mardi prochain, le 29 courant:—

Bill (No 38), Loi constituant en corporation la Compagnie de Téléphone Québec Union Electrique (*The Quebec Union Electric Telephone Company*).

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 23 mars.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 30 mars.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	11 a.m.
<i>Jedi, 31 mars.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.

No 28.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 23 MARS 1921.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 22 courant, lesquelles sont lues et reçues et elles sont comme suit:—

De James E. Nixon, de la cité d'Ottawa, comté de Carleton, province de l'Ontario, soldat rapatrié, actuellement demeurant en la cité de Kingston, comté de Frontenac, province de l'Ontario, époux légitime de Florence Nixon (née Fitzsimons), de la cité d'Ottawa ci-haut mentionnée, actuellement demeurant dans la ville de Eastview, comté de Carleton, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Florence Nixon, son épouse,—M. Fripp.

De Joseph Cléophas Lamothe, de la cité de Montréal, province de Québec, avocat, et autres d'autres lieux, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Commonwealth Bank of Canada*,—M. Hocken.

De Agnes Robertson, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, femme mariée, épouse légitime de Henry Robertson, chauffeur, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ledit Henry Robertson, son époux,—M. Fripp.

M. Cockshutt, du comité des Banques et du Commerce présente le second rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants et a convenu de les rapporter avec des amendements, savoir:—

Bill (No 4) Loi concernant *The Dominion Life Assurance Company*.

Bill (No 5) Loi constituant en corporation la Compagnie Fidélité du Canada.

Votre comité recommande que le titre du bill en dernier lieu mentionné soit changé en celui de *An Act to incorporate Fidelity Insurance Company of Canada*, et quand on se servira du français pour désigner la compagnie, l'équivalent dudit nom sera "La Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada."

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente—Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1921:—Copie de tous documents, papiers, lettres, etc., ayant amené l'adoption du décret No 1860 du Conseil en date du 6 septembre 1919, qui autorisait (a) le retrait de la mise en disposition sous l'empire des règlements sur les mines de quartz, des concessions de chlorure de soude (sel commun) utilisable dans le tp 88, rs 7 et 8, et tp 89, rs 8 et 9, Ouest du 4e M., afin de permettre la prospection de ce minéral dans l'intérêt de la province de l'Alberta; (b) le retrait de la mise en disposition des droits miniers du gypse sous la propriété susdite.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 8 mars 1921:—Copie (a) du rapport de M.S.C. Ells, fonctionnaire du département des mines au ministère de l'Intérieur sur les sables pétrolifères de la province de l'Alberta tel que publié dans le décret 1495 C.P. du 3 juillet 1920; (b) de tous documents, lettres et papiers quelconques à venir jusqu'à l'adoption du décret susdit.

M. Stevens, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 41) Loi modifiant la Loi des chemins de fer, lequel est lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les ordres qui suivent sont votés conformément à la règle 37:—

Par M. Wright:—Ordre de la Chambre,—Tableau indiquant:—1. Combien de wagons, locomotives et roulant général le gouvernement a commandés pendant les années solaire 1918, 1919 et 1920.

2. Quelle était la valeur de ces commandes.

3. De qui cet outillage a été acheté, et quelle était la valeur de chaque contrat.

Par M. Cameron:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—1. Quels sont les "officiers médicaux" employés aux bureaux chefs du Bureau des pensions à Ottawa.

2. Quels sont leurs noms et quelle est l'expérience de chacun en médecine.

3. Combien de ces conseillers en médecine ont terminé leurs cours universitaire et (a) quels sont leurs noms; (b) combien d'entre eux ont obtenu leur diplôme autorisant la pratique (c) et d'aucuns d'entre eux ont obtenu leur droit de pratique en raison de leur service de guerre.

4. Quel est le dossier militaire de chacun de ces fonctionnaires.

5. Quels sont leurs appointements respectifs.

6. Quelles sont leurs fonctions respectives.

7. Si ces conseillers ont en médecine assez d'expérience pour régler les questions techniques du Bureau des pensions et s'ils sont bien aptes à changer les décisions des médecins locaux.

8. Si les commissaires sont tenus d'accepter les décisions de leurs "officiers médicaux".

9. Dans la négative, pourquoi pas.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente—Réponse à l'ordre qui précède.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Douglas (Strathcona), pour M. Davidson:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes lettres et correspondances que des professeurs ou des employés de l'université Acadia ont échangées avec le département des Mines, depuis le 1er février 1920, touchant l'emploi d'étudiants de l'université dans ce département pendant l'été.

Par M. Murphy :—Ordre de la Chambre,—Copie de tous rapport de *Arthur Young & Co.*, et de *Griffenhagen and Associates*, et de toutes communications que ces compagnies ont adressées à la Commission du service civil touchant le département de l'Imprimerie et de la Papeterie publiques; et copies de toute correspondance échangée entre la Commission du service civil et le département de l'Imprimerie et de la Papeterie publiques, ou entre des fonctionnaires de ces départements, au sujet de ces rapports et communications.

M. Archambault propose,—Que, Attendu que les Règlements du département de l'Agriculture décrètent, relativement aux expositions d'automne d'animaux et de volailles, que les sociétés d'agriculture qui auront dépensé, lors de leur exposition précédente, une somme minimum de \$3,600 de leurs propres fonds comme prix accordés aux catégories ci-dessus, auront droit à un octroi minimum de \$2,500, du ministère de l'Agriculture.

Attendu qu'en fixant le minimum à \$3,600 de dépenses pour donner droit à l'octroi le ministère n'encourage pas du tout les petites expositions locales de comté qui, en moyenne, distribuent \$500 en prix aux catégories ci-dessus.

La Chambre est d'avis que les Règlements devraient être modifiés par la réduction du minimum à \$500, et par l'adjudication comme octroi, aux petites expositions, des deux tiers des sommes dépensées l'année précédente, pourvu que ces sommes aient au moins été de \$500.

Et après débat, ladite motion, du consentement de la Chambre est retirée.

M Steele propose,—Que la Chambre est d'avis que le Parlement devrait étudier l'approvisionnement futur du Canada en combustible, et qu'un comité spécial de la Chambre devrait incessamment être nommé pour s'enquérir de toutes questions en l'espèce, avec pouvoir de faire quérir personnes, documents et archives, d'interroger les témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre.

Et un débat s'ensuivant, ledit débat est ajourné sur motion de M. Douglas (Cap-Breton Sud et Richmond).

A six heures p.m., M. l'Orateur déclare la Chambre ajournée jusqu'à mardi prochain, le 29 courant, à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Pacaud—Mardi prochain—QUESTION—

1. Combien, à l'origine, ont coûté les vapeurs *Canadian Ranger* et *Canadian Seigneur*, et quand ont-ils été mis en service?
2. Combien a-t-on dépensé en réparations pour ces navires depuis leur construction jusqu'au 31 décembre 1920?
3. Quelles ont été les recettes brutes de chacun de ces vapeurs dans l'année solaire 1920?
4. Quelles ont été les dépenses brutes totales de toute nature pour le service de chacun de ces vapeurs dans l'année solaire 1920?
5. Quelles ont été les recettes nettes de chacun de ces vapeurs depuis leur mise en service jusqu'au 31 décembre 1920, déduction faite de toutes dépenses?
6. Quelles ont été les recettes nettes de chacun de ces vapeurs dans l'année solaire 1920, déduction faite de toutes dépenses?
7. Combien de tonnes de houille chacun de ces vapeurs a-t-il consommées dans l'année solaire 1920, et quel prix moyen en a-t-on payé?

M. Archambault—Mardi prochain—QUESTION—

1. Combien, à l'origine, ont coûté les vapeurs *Canadian Squatter* et *Canadian Pioneer*, et quand ont-ils été mis en service?
2. Combien a-t-on dépensé en réparations pour ces navires depuis leur construction jusqu'au 31 décembre 1920?
3. Quelles ont été les recettes brutes de chacun de ces vapeurs dans l'année solaire 1920?
4. Quelles ont été les dépenses brutes totales de toute nature pour le service de chacun de ces vapeurs dans l'année solaire 1920?
5. Quelles ont été les recettes nettes de chacun de ces vapeurs depuis leur mise en service jusqu'au 31 décembre 1920, déduction faite de toutes dépenses?
6. Quelles ont été les recettes nettes de chacun de ces vapeurs dans l'année solaire 1920, déduction faite de toutes dépenses?
7. Combien de tonnes de houille chacun de ces vapeurs a-t-il consommées dans l'année solaire 1920, et quel prix moyen a-t-on payé?

M. Delisle—Mardi prochain—QUESTION—

1. Combien de conducteurs et de serre-freins du chemin de fer du gouvernement ont été congédiés en 1920, de Québec à O'Brien?
2. Quels sont leurs noms?
3. Pourquoi ont-ils été congédiés? Ont-ils eu une enquête légale et impartiale, comme le demande l'article 36 des *Tarifs de paye et Règles* signés de F.-P. Brady pour le C.-N. R., de M.-G. Wilson pour la Fraternité des employés de chemins de fer, et de M. Kelleher, pour le "O.R.C."?
4. Quels sont les noms des indicateurs qui ont fait la "cause"?
5. Où étaient-ils employés avant de faire ce travail pour le gouvernement?
6. A-t-on pris des affidavits? Qui les a assermentés?
7. Le gouvernement se propose-t-il de reprendre ces employés?

M. Delisle—Mardi prochain—QUESTION—1. Certains ministres, ou un comité quelconque, s'occupent-ils du ministère des Postes, bien qu'il y ait de fait un ministre des Postes?

M. *Proulx*—Mardi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que le Comité éditorial que le gouvernement a nommé sous prétexte d'économie a supprimé l'impression de la Liste du service civil?

2. Dans l'affirmative, la suppression de la Liste du service civil n'est-elle pas inconséquente, vu le grand nombre des rapports et livres bleus de valeur douteuse qu'on imprime encore?

3. Le gouvernement sait-il que la plupart des banques et magasins comptent sur cette Liste du service civil comme renseignement authentique pour accorder du crédit aux fonctionnaires quant aux besoins de la vie, tout comme ils emploient le *Dum* ou le *Bradstreet*?

4. Le gouvernement étudiera-t-il la réimpression de ce livre?

M. *McMaster*—Mardi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé indiquant les noms des membres du gouvernement qui sont directeurs de compagnies incorporées, le nom des compagnies dans lesquelles des ministres sont directeurs; les contrats, s'il en est, que le gouvernement canadien, ou un de ses départements, a faits depuis le 30 octobre 1917 avec ces compagnies; les contrats, s'il en est, que les chemins de fer Nationaux, dirigés par un département du gouvernement ou par une compagnie, ont faits avec ces compagnies depuis le 30 octobre 1917; les contrats, s'il en est, que la Marine Marchande Canadienne, Limitée, ou l'une quelconque des compagnies incorporées représentant des navires particuliers, a faits avec les compagnies susdites depuis la date indiquée; indiquant dans chaque cas les détails des contrats en question, et la somme en jeu dans chacun.

M. *Davidson*—Mardi prochain—RÉSOLUTION—

Résolu,—La Chambre est d'avis, vu la preuve récemment soumise à une commission royale, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, et révélant que dans la dépense de deniers faites par cette province, sur des routes recevant l'aide fédérale, il y a eu gaspillage, incompétence et fraude dans des proportions jusqu'ici inconnues au Canada: et vu la croyance répandue que de semblables irrégularités afférant aux dépenses de cette nature se sont produites dans d'autres provinces, que la Loi des grandes routes du Canada devrait être amendée au cours de la session actuelle du Parlement de façon à décréter que tout crédit voté par le Parlement comme aide à la voirie, soit directement dépensé par le gouvernement du Canada.

M. *Peck*—Mardi prochain—RÉSOLUTION—Vu que le Canada a eu pour politique d'établir de nouvelles provinces à mesure que le pays grandit, comme il l'a fait pour les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta; et

Vu que les ressources naturelles de la Colombie-Anglaise septentrionale et celles du Yukon sont de nature identique;

Vu que ces ressources sont en voie d'exploitation, et qu'en conséquence la population de ce territoire grandit rapidement;

Vu qu'on s'attend que le recensement à prendre cette année accusera une population suffisante pour justifier l'érection d'une province nouvelle;

Vu que la construction du Grand-Tronc-Pacifique a créé une division politique naturelle;

Qu'il soit résolu que, de l'avis de la Chambre, une nouvelle province devrait être formée de cette partie de la Colombie-Anglaise située au nord du 52^e parallèle de latitude Nord, y compris le territoire du Yukon, sujet à l'approbation de la majorité des électeurs de tout le territoire mentionné, par voie plébiscitaire.

Le *Ministre des Finances*—Mardi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'il est expédient d'amender la Loi des Assurances, 1917, et de décréter:—

1. Que l'article huit soit révoqué et remplacé par une disposition que la patente autorisant une compagnie à faire affaires autorisera la transaction de telles catégories

d'assurances que le ministre jugera opportunes; mais sujette au renouvellement des patentes accordées antérieurement, une compagnie qui recevra une patente d'assurance-vie combinée avec une autre catégorie d'assurance, devra garder des fonds séparés et distincts;

2. Que toute compagnie canadienne d'assurance-vie, et toute autre compagnie d'assurance-vie patentée en vertu de la Loi, et que ses lettres patentes autorisant, pourra donner des polices de vie comprenant aussi l'assurance contre l'invalidité provenant d'accident ou de maladie, mais qu'une disposition soit faite pour limiter la somme de cette assurance d'invalidité.

3. Que l'article neuf de ladite Loi, relatif à l'autorisation lorsque les lettres patentes d'une compagnie permettent un nombre excédent ou une variété de classes, et l'article dix, touchant les excédents de dépôt, soient révoqués.

4. Que l'article treize soit révoqué et remplacé par une disposition qu'un contrat d'assurance-vie ne sera pas combiné dans la même police avec un contrat d'assurance pour une autre classe.

5. Que dans tout état annuel que les articles 30, 31 et 32 de la Loi susdite, les bons, débentures, stocks et autres valeurs entreront en ligne de compte selon la valeur du marché qui leur est applicable à la date de cet état; mais qu'on pourvoit à la dépression temporaire du cours du marché en raison d'un dérangement grave des marchés des valeurs.

6. Que l'article 60 soit amendé de façon à décréter qu'aucune compagnie d'assurance-vie ne pourra faire de prêt de ses fonds à un de ses directeurs ou officiers, ou agent ou autre employé dont les appointements dépassent cinq mille piastres par année, ou à un membre de la famille de ce directeur, officier, agent ou employé.

7. Que l'article 77, touchant l'extension de la patente par l'autorité de la Trésorerie, soit amendé par une disposition plus complète quant aux fonds séparés et distincts à garder du chef des catégories d'assurance, et la liquidation ou la cession d'icelles conformément à ladite Loi ou à la Loi des Cessions.

8. Qu'une disposition soit établie pour que le surintendant approuve les agents ou courtiers avant qu'une commission ou rémunération leur soit payée pour la sollicitation ou l'obtention de demandes ou propositions d'assurance, ou pour l'encaissement de primes des porteurs de police, et que le surintendant donne avis écrit de sa désapprobation à la compagnie intéressée après enquête par un Bureau d'enquête—avec droit d'appel près la Trésorerie, de la désapprobation du surintendant.

9. Que le paragraphe deux de l'article 129, touchant les rapports annuels d'assurance dans les compagnies non patentées d'assurance contre le feu, soit amendé, en ajoutant une disposition que dans le cas d'une assurance contre le feu, sur une propriété située au Canada, dans une compagnie non patentée, quiconque effectue semblable assurance paiera au ministre des Finances, pour le Fonds du revenu consolidé une somme égale à quinze pour cent du coût net total de l'assurance ainsi effectuée, mais d'au plus, dans tous les cas, quinze cents par chaque cent piastres d'assurance pour une année, ou une somme proportionnée pour toute période plus longue ou plus brève.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 30 mars.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 31 mars.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.

No 29.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 29 MARS 1921.

PRIÈRES.

Quatorze pétitions sont présentées et déposées sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le huitième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son huitième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés a constaté que les dispositions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De la *Western Dominion Railway Company*, pour une loi à l'effet de prolonger le délai pour commencer, etc., leur ligne de chemin de fer.

De Robert Frank Massie et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Standard Insurance Company*.

De Harry Tolhurst, pour une loi de divorce d'avec Mae Dorothy Tolhurst, son épouse.

De Annie Maud Bell, pour une loi de divorce d'avec Charles Garland Bell, son époux.

De William Carr, pour une loi de divorce d'avec Gertrude Carr, son épouse.

De Willie Hopkinson, pour une loi de divorce d'avec Louisa Hopkinson, son épouse.

De John Hurst, pour une loi de divorce d'avec May Hurst, son épouse.

De John Deluce, pour une loi de divorce d'avec Mary Ann Deluce, son épouse.

De James E. Nixon, pour une loi de divorce d'avec Florence Nixon, son épouse.

De Agnes Robertson, pour une loi de divorce d'avec Henry Robertson, son époux.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table les bills privés suivants:—

Bill (No 43), Loi constituant en corporation la *Standard Insurance Company*—M. *Mowat*.

Bill (No 44), Loi concernant *The Western Dominion Railway Company*,—M. *Morphy*.

Lesdits bills sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, conformément à la règle 99.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, —Copie de la convention entre la France et le Canada, signée à Paris, le 29 janvier 1921.

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 16 mars 1921,—Tableau montrant:—

1. Les noms des employés de la division des mandats-postes, dans les bureaux de poste (bureau-chefs) suivants: Hamilton, London, Ottawa, Montréal, Québec, Saint-Jean, N.-B., et Halifax, N.-E.

2. Quel est d'après la nouvelle classification le grade de chacun de ces employés ainsi que ses appointements.

3. Combien d'années de service compte chacun de ces employés.

4. Le revenu réel de chacun de ces bureaux chefs ci-dessus.

5. Les employés en charge de ce département dans chacun de ces bureaux.

6. Les employés en charge de l'enregistrement dans les bureaux de poste (grands bureaux) des villes ci-dessus, le grade et les appointements de chacun.

L'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés étant lu;

M. Ballantyne propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

Et un débat s'ensuivant;

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de la règle 25).

M. Fripp propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés conformément à la règle 109; agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill (No 7), Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et à la baie Georgienne.

Bill (No 21), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Oshawa.

Bill (No 22), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer des Mille-Iles.

Bill (No 25), Loi concernant *The Kettle Valley Railway Company*.

Bill (No 26), Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada*.

Bill (No 27), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Québec-Central.

Bill (No 29), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Terminal d'Essex.

Bill (No 30), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest.

Bill (No 20), Loi constituant en corporation *The Mayo Valley Railway, Limited*. (Amendé).

Bill (No 4), Loi concernant *The Dominion Life Assurance Company*.

Bill (No 5), Loi constituant en corporation La Compagnie Fidélité du Canada; titre changé en Loi constituant en corporation la Compagnie d'assurance Fidélité du Canada.

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés;

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Ballantyne,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

M. King propose comme amendement, que tous les mots après " que " soient biffés et remplacés par les suivants:—

" La représentation au Parlement constituant un droit fondamental du peuple, la Chambre est d'avis que les brefs devraient incessamment émaner, afin que les vacances actuelles de la Chambre des Communes soient remplies; et que, le plus tôt possible, on devrait tenir des polls pour que toutes les divisions électorales soient représentées au cours de la présente session du Parlement."

Et le débat continuant:

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR :

Messieurs

Béland,	Euler,	Lanctôt,	Parent,
Bourassa,	Fafard,	Lapointe,	Pedlow,
Boyer,	Fielding,	Leduc,	Pelletier,
Brouillard,	Fontaine,	Léger,	Proulx,
Bureau,	Fournier,	Lesage,	Rinfret,
Cahill,	Gauvreau,	McCoig,	Robb,
Cannon,	Gervais,	McDonald,	Ross,
Casgrain,	Gordon,	McKenzie,	Savard,
d'Anjou,	Hunt,	McMaster,	Séguin,
Délisle,	Jacobs,	Marcel	Sinclair (Antigonish
Demers,	Johnston,	(Bonaventure),	et Guysborough),
Desaulniers,	Kay,	Marcile (Bagot),	Stein,
Deslauriers,	Kennedy (Glengarry	Mayrand,	Tobin,
DuTremblay,	et Stormont),	Murphy,	Truax,
Ethier,	King,	Pardee,	Turgeon,
			Verville—58.

CONTRE :

Messieurs

Anderson,	Cowan,	Keefer,	Reid (Grenville),
Argue,	Crowe,	Kemp (sir Edward),	Sexsmith,
Armstrong (York),	Davis,	Long,	Shaw,
Arthurs,	Doherty,	MacKelvie,	Smith,
Ballantyne,	Douglas	Mackie (Edmonton),	Stacey,
Ball,	(Strathcona),	Mackie (Renfrew),	Steel,
Best,	Douglas (Cap-	MacNutt,	Stevens,
Blair,	Breton-Sud-et-	McDermind,	Stewart
Bolton,	Richmond),	McGibbon	(Hamilton),
Bowman,	Drayton (sir Henry),	(Muskoka),	Stewart (Lanark),
Boyce,	Edwards,	McIsaac,	Sutherland,
Boys,	Fraser,	McQuarrie,	Thompson

Brien,	Fulton,	Manion,	(Hastings),
Bristol,	Glass,	Martin,	Thompson (Yukon),
Butts,	Gould,	Meighen,	Thomson
Calder,	Green,	Merner,	(Qu'Appelle),
Caldwell,	Griesbach,	Middlebro,	Tolmie,
Casselman,	Guthrie,	Morphy,	Tudhope,
Charlton,	Halbert,	Mowat,	Tweedie,
Charters,	Halladay,	Munson,	Wigmore,
Clark (Bruce),	Harold,	Nesbitt,	Wilson
Clark (Red Deer),	Harrison,	Paul,	(Wentworth),
Clements,	Hay,	Peck,	Wilson
Cooper,	Hocken,	Redman,	(Saskatoon),
			Wright—89.

Alors la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée.

La Chambre en conséquence se forme de nouveau en comité des Subsidés.

Mercredi, 30 mars 1921.

(En comité).

La résolution suivante est adoptée:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

7 Intérieur—

Traitements, y compris F. Clapp, secrétaire intérimaire du Ministre, à \$2,400.	1,353,922 50
Dépense casuelle.	115,000 00

Résolution à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourna alors à 2.14 a.m., jusqu'à deux heures p.m., ce jour.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Griesbach*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. La *Young Men's Christian Association*, associée aux Troupes expéditionnaires canadiennes pendant la grande guerre, a-t-elle soumis au gouvernement un état financier indiquant tout l'argent encaissé, et dépensé, du chef de contributions populaires ou de ventes aux troupes canadiennes?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement déposera-t-il cet état en Chambre?

3. Dans la négative, le gouvernement se propose-t-il d'obtenir et de distribuer un état de ce genre?

M. *Archambault*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement du Canada a-t-il à une époque quelconque payé, depuis six ans, en conséquence de blessures reçues aux mains d'une foule ameutée, une compensation au révérend N. Tappert, citoyen américain qui demeurait il y a quelques années à Kitchener?

2. Dans l'affirmative, quelle était cette compensation?

3. Dans la négative, a-t-on fait demande de compensation, quand, et qui l'a faite?

M. *Michaud*—Jeudi prochain—QUESTION—1. Quelles ont été les recettes brutes du chemin de fer Saint-Jean et Québec dans la dernière année civile?

M. *Michaud*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le juge Wilson, de la cour des comtés d'York et Sunbury, province du Nouveau-Brunswick, a-t-il été mis à la retraite par Décret du conseil? Dans l'affirmative, quand?

2. Qui a été nommé au poste vacant, et quand? S'il n'y a pas de successeur, pourquoi?

3. Quand le juge Wilson a-t-il été averti de sa mise à la retraite et par qui?

4. Qui a été recommandé pour remplir la vacance, et par qui?

M. *Fafard*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que le gardien du phare du haut de La Traverse, à Saint-Roch, M. Fournier, a démissionné?

2. Dans l'affirmative, quand?

3. Qui l'a remplacé?

4. Le remplaçant a-t-il été nommé par la Commission du service civil?

5. Dans la négative, quand sera-t-il nommé?

M. *Fafard*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien le département des Travaux publics a-t-il dépensé au port de Saint-Jean, N.-B. de 1900 à 1920?

2. Combien le département se propose-t-il de dépenser au cours de l'année présente?

M. *Fafard*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement se propose-t-il d'installer un appareil à gaz Aga sur le pilier de la roche Algernon?

2. Est-ce pour l'année courante?

M. *Fafard*—Jeudi prochain—QUESTION—1. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder un boni aux gardiens des phares, pour l'année 1920?

* M. *Murphy*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on au cours de l'année dernière construit une rallonge à l'Imprimerie Nationale?

2. Dans l'affirmative, a-t-on demandé des soumissions par annonce publique, et, dans chaque cas, qui étaient les soumissionnaires, et quels étaient leur prix respectif?

3. Si l'on n'a pas demandé de soumissions, pourquoi les a-t-on omises?

4. Quel était l'entrepreneur de la rallonge, et quel était son prix?

5. Combien au total coûtera cette rallonge, et combien reste-t-il à payer à son sujet?

M. *Jacobs*—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que les règlements restrictifs actuels, sur les immigrants d'Europe, sont mal avisés en ce qu'ils contrarient les intérêts meilleurs de notre pays, et qu'ils devraient être largement amendés?

Le *Ministre du Commerce*—Jeudi prochain—La Chambre en comité sur les Résolutions suivantes:—

Résolu,—1. Qu'il est expédient d'approuver les dispositions de la Convention de commerce que le gouvernement du Canada a faite avec le gouvernement de la République française, à Paris, en date du 29 janvier 1921.

2. Que le Gouverneur en conseil pourra faire les ordonnances et règlements jugés nécessaires pour mettre en vigueur les dispositions de ladite Convention, et les ordonnances et règlements pourront être changés ou révoqués, et devront être soumis aux deux Chambres du Parlement le plus tôt possible après qu'ils auront été faits.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 30 mars.</i>		
429	Privilèges et Elections	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 31 mars.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.

No 30.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 30 MARS 1921.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 29 courant, lesquelles sont lues et reçues et elles sont comme suit:—

De Andrew Chauncey Sanders, du township de York, comté de York, province de l'Ontario, cultivateur, époux légitime de Lillian Sanders (née Moore), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Lillian Sanders, son épouse,—*M. Copp.*

De Alfred Williams Wells, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, tailleur d'habits, époux légitime de May Ethel Wells (née Parker), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite May Ethel Wells, son épouse,—*M. Boys.*

De Annie Bell Westbeare, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Frederick Henry Westbeare, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ledit Frederick Henry Westbeare, son époux,—*M. Boys.*

De Christiana Stephens (née Wilson), de la cité de Toronto comté de York, province de l'Ontario, femme mariée, épouse légitime de Edgar Thompson Stephens, du même endroit, courtier, pour une loi de divorce d'avec ledit Edgar Thompson Stephens, son époux,—*M. Mowat.*

De Maria Amy Drury, de Jordan-Station, comté de Lincoln, province de l'Ontario, femme mariée, épouse légitime de Henry Drury, pour une loi de divorce d'avec ledit Henry Drury, son époux,—*M. Chaplin.*

De Catherine Rudd (née Gibbs), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, épouse légitime de Richard Clement Rudd, du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ledit Richard Clement Rudd, son époux,—*M. Mowat.*

De George Herbert Stanley Campbell, du township de Portland, comté de Frontenac, province de l'Ontario, époux légitime de Annie Eleanor Campbell, de Kingston, comté de Frontenac, province de l'Ontario, pour une loi de divorce d'avec ladite Annie Eleanor Campbell, son épouse,—*M. Nesbitt.*

De Kenneth Hutchinson Dunlop, de la cité de Kingston, comté de Frontenac, province de l'Ontario, mécanicien de grue électrique, époux légitime de Laura Mary Dunlop, du même endroit, femme mariée, pour une loi de divorce d'avec ladite Laura Mary Dunlop, son épouse,—M. *Nesbitt*.

De Eva McRae (née Hayden), de Waubaushene, comté de Simcoe, province de l'Ontario, épouse légitime de Allan H. S. McRae, de la cité de Kingston, comté de Frontenac, province de l'Ontario, vendeur, pour une loi de divorce d'avec ledit Allan H. S. McRae, son époux,—M. *Nesbitt*.

De Arthur Daughton, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, mécanicien, époux légitime de Frances Marion Daughton (née Pember), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Frances Marion Daughton, son épouse,—M. *Douglas* (Strathcona).

De Edward George Taylor, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, cocher, époux légitime de Lillian Pearl Taylor (née Parkinson), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Lillian Pearl Taylor, son épouse,—M. *Douglas* (Strathcona).

De Herbert Morgan Davies, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, époux légitime de dame Florence Annie Dudley, du village de Fulford, district de Bedford, province de Québec, pour une loi de divorce d'avec ladite Florence Annie Dudley, son épouse,—M. *Mowat*.

De Alice Andrews (née Guy), de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, servante, présentement demeurant dans la ville de Barrie, comté de Simcoe, province de l'Ontario, épouse légitime de John Bowman Andrews, de la cité de Toronto, voyageur de commerce, pour une loi de divorce d'avec ledit John Bowman Andrews, son époux,—M. *Hocken*.

De Thomas Grainger, de la cité de Toronto, comté de York, province de l'Ontario, polisseur, époux légitime de Violet Martha Grainger (née Stevenson), du même endroit, pour une loi de divorce d'avec ladite Violet Martha Grainger, son épouse,—M. *McGibbon* (Muskoka).

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie d'un décret du conseil, C.P. 856, daté le 21 mars 1921, plaçant le bureau du Haut-Commissaire du Canada à Londres sous le contrôle et la direction du Secrétariat d'Etat pour les Affaires Etrangères.

Sir Henry Drayton l'un des membres du conseil privé du Roi, présente—Réponse à un ordre de la Chambre du 4 mars 1921—Relevé faisant voir :—

1. Quels étaient les sous-ministres dans les différents départements de l'Etat en 1910, le 1er janvier.

2. Quels étaient-ils au 1er janvier 1921.

3. Quels étaient les chefs de division dans les différents départements de l'administration fédérale, en 1910.

4. Quels étaient-ils au 1er janvier 1921.

Aussi—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1921—Tableau indiquant.—

1. Combien au total il y avait de fonctionnaires civils en 1913.

2. Combien il y avait au total de fonctionnaires civils en 1920.

Et aussi—Réponse à un ordre de la Chambre du 4 mars 1921 :—

1. Combien de commissions le gouvernement a créées depuis 1911.

2. Ce quelles sont.

3. Quels sont les commissaires actuels dans ces différentes commissions, et quels sont les appointements de chacun d'eux.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu de la règle 37:—

Par M. Reid (Mackenzie)—Ordre de la Chambre—Relevé montrant:—

1. Quand on a commandé les 18,000 fourgons pour le C.N.R.
2. Si les commandes sont de dates différentes, quels sont les mois et l'année de chaque commande.
3. Quelles compagnies les ont construits.
4. Si des soumissions ont été demandées, ou si la construction se fait sur commande.
5. Si la construction se fait au coût plus pourcentage, quelle est la proportion autorisée du profit.
6. Combien coûtent 6,000 fourgons.
7. Combien de fourgons ont été livrés, et quand.
8. Combien de fourgons neufs on a placé dans le transport du grain à l'Ouest de Fort William.
9. Quelle est la capacité maximum de ces fourgons en grain.
10. Si ces fourgons sont munis d'auges de fonds pour le déchargement rapide au point d'arrivée.
11. Si ces 18,000 fourgons sont en sus des fourgons ajoutés pour remplacer des fourgons brisés ou usés.

M. Reid (Grenville), l'un de membres du conseil privé du Roi, présente—Réponse à l'ordre qui précède.

Par M. Sutherland:—Ordre de la Chambre,—Etat faisant voir:—

1. Par quelle autorité le département de l'Agriculture a fait un contrat avec des compagnies d'élevateurs pour l'achat de criblures de grain, après l'année 1911.
2. Si cette autorité venait d'un décret du Conseil ou du parlement, et de quand elle date.
3. Si c'est d'un décret, sur quelle recommandation ce décret a été adopté.
4. Combien de contrats d'achat ont été faits, avec quelles compagnies, à quelles dates, à quel prix, et quelle est la somme totale payée à chacune jusqu'ici.
5. Dans quelles provinces on en a disposé, en quelle quantité dans chaque province, moulue et non moulue, et quel prix a été reçu.
6. Combien a coûté l'annonce de la vente de ces criblures.
7. Quelle proportion de teneur en graines d'herbes nuisibles était permise dans les contrats.
8. Si des personnes qui ont acheté des criblures du département ont refusé de les accepter.
9. Dans l'affirmative, combien de fois, pour quelle quantité, et pour quelles raisons.
10. Comment on a disposé des criblures refusées, et à quel prix.
11. Quelle est actuellement la situation entre le département et les entrepreneurs.
12. Quelles compagnies ont fourni des criblures conformes à l'étalon qu'un contrat exige.
13. Si on a encaissé des remboursements des compagnies parce que les criblures n'étaient pas conformes à l'étalon.
14. Dans l'affirmative, de quelles compagnies, et combien.
15. Si le département se propose de recouvrer, des compagnies qui fournissent des criblures inférieures à l'étalon exigé dans les contrats.

Par M. Armstrong (Lambton):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Combien d'argent le gouvernement du Canada a dépensé dans chaque province du Canada, en 1920, pour la voirie.
2. Combien d'argent le gouvernement du Canada a dépensé dans chaque province, en 1920, pour l'enseignement technique, sous l'empire de la Loi de l'enseignement agricole.

3. Combien le gouvernement fédéral a dépensé pour assister les expositions agricoles tenues en 1920 dans chaque province.

4. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en 1920 dans chaque province, pour le service d'un organisme des ventes de bestiaux, etc.

5. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en tout en 1920 pour aider et propager l'agriculture.

6. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en tout, en 1911, pour aider et propager l'agriculture.

7. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en 1920 dans chaque province du chef de la Loi du logement.

L'adresse à Son Excellence et l'ordre de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Casgrain—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général:—Copie du décret du conseil adopté vers le milieu de février, à l'effet de fusionner la division du surintendant des postes avec celle des inspecteurs des postes.

Par M. Archambault:—Ordre de la Chambre,—Relevé (a) donnant les noms de tous les officiers du bureau des manifestes au ministère des douanes dans la ville de Toronto; (b) le salaire actuel de chacun de ces officiers.

M. Deslauriers propose:—

Attendu que le chômage dans nos grandes villes constitue un problème sérieux; attendu que le gouvernement se propose d'étudier cette question; attendu qu'en Europe ce problème social existe à l'état non moins grave, et que, de ce fait, le Canada est exposé à recevoir une immigration plus ou moins désirable;

Qu'il soit résolu:—Que toute immigration soit suspendue dans l'intérêt de l'ordre au Canada, jusqu'à ce que le cours normal des affaires ait été rétabli.

Après débat, ladite motion est retirée.

A six heures p.m., M. l'Orateur déclare la Chambre ajournée jusqu'à demain à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Buchanan*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quel est le total des droits de douane perçus pendant chacune des cinq dernières années dans la province de l'Alberta?
2. Quelle est la population actuelle estimée de l'Alberta?
3. Quel est le total des droits de douane perçus pendant chacune des cinq dernières années dans les autres provinces du Canada, respectivement?
4. Quelle est la population actuelle estimée des autres provinces du Canada?

M. *Parent*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Y a-t-il une station appelée Charny sur l'Intercolonial?
2. Dans l'affirmative, y construit-on des édifices quelconques?
3. Quelle est la nature des matériaux qui servent à la construction?
4. Où a-t-on obtenu ces matériaux?
5. A-t-on en partie ou complètement démoli la rotonde à Sainte-Foy, devant le pont de Québec?
6. Dans l'affirmative, qu'a-t-on fait de la brique de cette rotonde?
7. Sur instruction de qui cette rotonde a-t-elle été démolie?
8. Qui a donné les instructions sur l'emploi de cette brique?
9. Y a-t-il similitude entre la brique utilisée à Charny et la brique enlevée à la rotonde de Sainte-Foy?

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le vapeur *Canadian Beaver* a-t-il quitté Halifax pour les Barbades, le 28 mars 1921, ou vers cette date?
2. Ce vapeur est-il aménagé pour les passagers? Dans l'affirmative, pour combien?
3. Combien de passagers ce vapeur avait-il dans le voyage susdit?
4. Quel est son tonnage poids-mort, et combien de tonneaux de fret portait-il de Halifax, dans ce voyage?

M. *Smith*—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie des télégrammes, correspondances, pétitions et autres documents que le gouvernement fédéral a échangés avec le gouvernement provincial d'Ontario, ou qui ont été échangées par des ministres d'une administration ou de l'autre, touchant la révocation de l'embargo placé sur le bétail canadien en Angleterre.

M. *Caldwell*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des engrais, 1909".

Le *Ministre de la Justice*—Vendredi prochain—La Chambre en comité sur les résolutions suivantes:—

Résolu.—Qu'il est expédient de décréter:—

1. Que les dispositions de l'article onze du chapitre cinquante-six des statuts de 1920, intitulé Loi modifiant la Loi des Juges, retirant l'exemption de certains juges à l'application de certaines taxes, ne s'appliquera pas au Juge en chef actuel du Canada.

2. Qu'un juge additionnel de la Cour du Banc du roi pour la province de la Saskatchewan soit nommé, aux émoluments annuels de neuf mille dollars.

3. Que l'alinéa (b) de l'article dix-huit de la Loi des Juges soit révoqué, et qu'il soit décrété en son lieu des dispositions pour que certains juges des cours suprêmes et supérieures des provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick du Manitoba, de la Colombie-Anglaise, de l'Île du Prince-Edouard, de la Saskatchewan et de l'Alberta, ne reçoivent pas de frais de déplacement pour assister aux audiences en cour ou en chambre.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 31 mars.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m
429	Bills privés.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 5 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 6 avril.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	10.30 a.m.

No 31.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 31 MARS 1921.

PRIÈRES.

M. Steele, du comité des Bills Privés présente le second rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le bill suivant et a convenu de le rapporter avec des amendements, savoir:—

Bill (No 6), Loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

Votre comité recommande que les frais et déboursés payés pour les bills suivants soient remboursés moins les frais de traduction et d'impression, savoir:—

Bill (No 3), Loi constituant en corporation *The Canadian Bar Association*.

Bill (No 6), Loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

M. Armstrong (Lambton), du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le second rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill (No 34), Loi concernant la *London and Lake Erie Railway and Transportation Company*, et a convenu de la rapporter sans amendement.

Sur motion de M. Steele,—Ordonné que selon la recommandation contenue dans le second rapport du comité des Bills Privés, les frais et déboursés payés sur les bills suivants soient remboursés, moins les frais de traduction et d'impression, savoir:—

Bill (No 3), Loi constituant en corporation *The Canadian Bar Association*.

Bill (No 6), Loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

Sur motion de Sir George Foster,—Ordonné, que quatre (400) cents copie en anglais et quatre (400) cents copies en français de la convention de commerce entre la France et le Canada soient imprimées sans délai, et que la règle 74 soit suspendue à cet effet.

Sur motion de Sir George Foster,—Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—

1. Qu'il est expédient d'approuver les dispositions de la Convention de commerce que le gouvernement du Canada a faite avec le gouvernement de la République française, à Paris, en date du 29 janvier 1921.

2. Que le Gouverneur en conseil pourra faire les ordonnances et règlements jugés nécessaires pour mettre en vigueur les dispositions de ladite Convention, et les ordonnances et règlements pourront être changés ou révoqués, et devront être soumis aux deux Chambres du Parlement le plus tôt possible après qu'ils auront été faits.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XLI—COMMERCE

347 Primes sur le lin tissé au Canada avec du lin canadien, y compris les frais de surveillance conformément à l'arrêté ministériel du 3 septembre 1918.	26,000 00
346 Primes sur le pétrole administration de la loi.	3,000 00
349 <i>Annuaire statistique</i>	20,000 00
350 Mesurage du bois, y compris une somme de \$600 pour mesurateurs de bois à la retraite.	1,600 00
352 <i>Loi du Poinçonnage de l'or et de l'argent</i> , administration de la.	4,000 00
353 Subvention à la <i>Canadian Engineering Standards Association</i> pour encourager l'uniformité d'étalons dans les produits métalliques et autres.	10,000 00
354 Conseil consultatif honoraire des recherches industrielles et scientifiques (Traitements et dépenses, y compris les impressions et la papeterie, la compilation et la distribution des renseignements, bourses d'étude et d'agrégation, les études de problèmes spéciaux et de sylviculture).	120,000 00
355 <i>Loi des inspections et de la vente</i> , administration de la.	2,500 00

Vendredi, 1er avril 1921.

357 Bureau du tarif international des douanes.	1,400 00
360 Câble des Indes occidentales.	38,933 33
361 Impression des publications parlementaires et départementales, y compris les frais de traduction.	125,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre, viz:—

Bill G (No 45) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Henry Coulson".

Bill I (No 46) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Alexander".

Bill J (No 47) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Gleaves Doyle".

Bill K (No 48) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Bell".

Bill L (No 49) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Mearuel Score".

Bill M (No 50) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry William Maynard".

Bill N (No 51) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Elmor Glossop".

Aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des divorces au Sénat auquel ont été soumises les pétitions de William Henry Coulson, Elizabeth Alexander, William Gleaves Doyle, William John Bell, Dorothy Mearuel Score, Henry William Maynard et George Elmor Glossop, respectivement demandant une loi de divorce, ainsi que les documents produits comme preuve, avec prière qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 12.05 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 5 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 6 avril.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	10.30 a.m.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Tobin*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle somme totale le gouvernement a-t-il appropriée l'an dernier pour le paiement d'un boni aux fonctionnaires pendant l'année civile 1920-21?
2. Combien a-t-on payé de fait, à même cette appropriation?
3. Si c'est moins que le total, pourquoi?
4. En quelle proportion l'appropriation de 1920-1921 sera-t-elle réduite pour égaler la diminution de 25 pour 100 annoncée par le gouvernement quant au boni des fonctionnaires pour 1921-1922?

M. *Demers*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le montant total des dépôts dans les banques canadiennes hors du Canada?
2. Quel est le montant total des prêts que les banques canadiennes hors du Canada ont faits?

M. *McCoig*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de barils et de caisses de pommes a-t-on exportées du Canada au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, du 1er août 1920 au 28 février 1921?
2. Quelle était la valeur totale de ces exportations?
3. Quelles étaient la valeur et la quantité de ces exportations, venant d'Ontario?

M. *Cannon*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le montant de la pension payée aux anciens pilotes de la division Montréal-Québec, ou à leurs veuves et dépendants?
2. Quel est le nombre des pensionnaires?
3. Quel sont leurs noms et leur âge?
4. Depuis quand reçoivent-ils ces pensions?

M. *Cannon*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Un nommé W.-A. Doner, ancien gérant de la banque de Toronto à Staynerm, Ont., a-t-il été libéré du pénitencier où il avait été interné pour trois ans, en avril 1920, par sentence du juge Lennox, président des Assises criminelles à Barrie?
2. Combien a duré la détention dudit Doner au pénitencier?
3. Pourquoi, et sur recommandation de qui ledit Doner a-t-il été libéré?
4. A quelle date la libération a-t-elle été accordée?

M. *Lavigne*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et la Chambre de Commerce et le Conseil municipal et la Commission du port de Québec, depuis la session de 1917, touchant la diversion du grain du nord-ouest sur New-York, l'inexécution, par le gouvernement, de ses entreprises au sujet des têtes de lignes du chemin de fer Transcontinental à Québec, et des mémoires adressés au premier ministre sur ce sujet.

No 32.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 1ER AVRIL 1921.

PRIÈRES.

Du consentement unanime de la Chambre, sur motion, de M. Meighen,—Résolu, qu'un comité spécial composé de MM. Steele, Blair, Cowan, Keefer, Hocken, Douglas (Cap-Breton et Richmond), Ross, McKenzie, Lemieux et Maharg soit nommé pour s'enquérir de toutes matières se rapportant de l'approvisionnement futur du combustible pour le Canada, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et archives, d'examiner des témoins sous serment et faire rapport de temps à autre.

M. Casgrain pour M. Lafortune, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 52) Loi modifiant le Code criminel lequel est lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants sont lus la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill G (No 45) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Henry Coulson."—M. *Hocken*.

Bill I (No 46) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Alexander."—M. *Douglas* (Strathcona).

Bill J (No 47) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William-Gleaves Doyle."—M. *Best*.

Bill L (No 49) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy-Mearuel Score."—M. *Fripp*.

Bill M (No 50) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry William Maynard."—M. *Hocken*.

Sur motion de M. Doherty,—Résolu, que lundi prochain, la Chambre se formera en comité général pour prendre en considération les résolutions suivantes:—

Qu'il est expédient de décréter:—

1. Que les dispositions de l'article onze du chapitre cinquante-six des statuts de 1920, intitulé: Loi modifiant la Loi des Juges, retirant l'exemption de certains juges à l'application de certaines taxes, ne s'appliquera pas au Juge en chef actuel du Canada.

2. Qu'un juge additionnel de la Cour du Banc du roi pour la province de la Saskatchewan soit nommé, aux émoluments annuels de neuf mille dollars.

3. Que l'alinéa (b) de l'article dix-huit de la Loi des Juges soit révoqué, et qu'il soit décrété en son lieu des dispositions pour que certains juges des cours suprêmes et supérieures des provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Colombie-Anglaise, de l'Île du Prince-Edouard, de la Saskatchewan et de l'Alberta, ne reçoivent pas de frais de déplacement pour assister aux audiences en cour ou en chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XLI.—COMMERCE.

348 *Loi des grains du Canada*, administration de la. 1,175,000 00
356 Entretien des élévateurs de tête de ligne et installation nécessaire. 10,000 00

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(*L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25.*)

M. Cronyn propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés; agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill (No 6), Loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

Bill (No 34), Loi concernant la *London and Lake Erie Railway and Transportation Company*.

Les bills suivants sont lus la seconde fois et référés à leurs comités respectifs, savoir:—

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill (No 44), Loi concernant *The Western Dominion Railway Company*.

Banques et Commerce.

Bill (No 43), Loi constituant en corporation la *Standard Insurance Company*.

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés;

Le comité des Subsidés reprend le cours de ses délibérations.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XLI.—COMMERCE.

358 Commissaires du commerce et agents commerciaux, y compris les traitements, les dépenses de voyage, la dépense casuelle et autres frais s'y rapportant. 230,000 00

359 Développement et extension du commerce canadien, y compris les expositions et la publicité, la négociation des traités et les dépenses diverses d'impression et d'annonces ou autres s'y rapportant.	100,000 00
--	------------

XLII—INSPECTION DES POIDS ET MESURES DU GAZ ET DE L'ÉLECTRICITÉ.

POIDS ET MESURES.

362	{ Appointements des inspecteurs et du personnel des poids et mesures	192,460 00
	{ Loyer, combustible, frais de voyage, frais de port, papeterie, etc., pour le service des poids et mesures.	125,000 00
	{ Bureau international des poids et mesures.	400 00

GAZ ET ÉLECTRICITÉ.

363	{ Appointements des inspecteurs et du personnel du gaz et de l'électricité.	118,310 00
	{ Loyer, combustible, frais de voyage pour l'inspection du gaz et de l'électricité et l'achat et réparation d'instruments.	50,000 00
	{ Exportation de l'énergie électrique.	500 00
	{ A la Commission électrotechnique internationale.	400 00

XVII—SUBVENTIONS POSTALES ET AUX PAQUEBOTS

OCÉAN ATLANTIQUE.

155 Service ou services à la vapeur entre le Canada et Terre-Neuve.	35,000 00
156 Service ou services à la vapeur entre le Canada et les Indes Occidentales ou l'Amérique du Sud, ou les deux.	340,666 66
157 Service à la vapeur entre le Canada et l'Afrique du Sud.	146,000 00

OCÉAN PACIFIQUE.

158 Service à la vapeur entre le Canada et l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, ou les deux, sur l'océan Pacifique.	130,509 00
159 Service à la vapeur entre Prince-Rupert C.-B., et les îles de la Reine-Charlotte.	21,000 00
160 Service à la vapeur entre Victoria et San-Francisco.	3,000 00
161 Service à la vapeur entre Victoria, Vancouver, les ports d'escale et Skagway.	25,000 00
162 Service à la vapeur entre Victoria et la côte ouest de l'île de Vancouver.	15,000 00
163 Service à la vapeur entre Vancouver et les ports du nord de la Colombie-Britannique.	24,800 00
164 Service à la vapeur entre Vancouver et les ports sur Howe Sound.	5,000 00

SERVICES LOCAUX.

165 Service à la vapeur entre Baddeck et Iona.	8,825 00
166 Service à la vapeur entre Charlottetown, Pictou et New-Glasgow.	2,000 00
167 Service à la vapeur entre Charlottetown, Victoria et le quai de Holiday.	2,500 00
168 Service à la vapeur entre Grand-Manan et la terre ferme.	15,000 00
169 Service à la vapeur entre Halifax, Canso et Guysborough.	7,000 00
170 Service à la vapeur entre Halifax, La Have et les ports de la rivière La Have.	4,000 00
171 Service à la vapeur entre Halifax et Terre-Neuve par les ports du Cap-Breton.	5,000 00
172 Service à la vapeur entre Halifax et Spry-Bay et les ports du Cap-Breton.	6,000 00

173 Service à la vapeur entre Halifax, Cap-Breton-Sud et les ports du lac Bras-d'Or.	6,000 00
174 Service à la vapeur entre Halifax et la côte O. du Cap-Breton avec arrêts aux ports d'escale.	4,000 00
175 Service à la vapeur entre Mulgrave et Canso.	13,500 00
176 Service à la vapeur entre Mulgrave et Guysborough, avec arrêts aux ports d'escale.	7,500 00
177 Service à la vapeur entre Newcastle, Néguaac et Escuminac, arrêts à tous les ports d'escale sur la rivière Miramichi et dans la baie de Miramichi.	4,000 00
178 Service à la vapeur entre l'île pelée et la terre ferme.	8,000 00
179 Service à la vapeur entre Mulgrave, Arichat et Petit-de-Grat.	9,000 00
180 Service à la vapeur entre Pictou, Montague, Murray-Harbour et Georgetown.	6,000 00
181 Service à la vapeur entre Pictou, Mulgrave et Chéticamp.	7,500 00
182 Service de goélette entre Pictou; New-Glasgow et les ports du comté d'Antigonish.	1,500 00
183 Service à la vapeur entre Port-Mulgrave, St-Peter's Irish-Cove et Marble-Mountain et autres ports sur les lacs Bras-d'Or.	6,500 00
184 Service à la vapeur entre Pictou, Souris et les Iles de la Madeleine.	20,000 00
185 Service à la vapeur entre Québec Natashquan et Harrington et autres ports situés sur la rive nord du golfe St-Laurent.	50,000 00
186 Service à la vapeur entre Québec, Montréal et Paspébiac et les ports de la rive sud du golfe St-Laurent.	30,000 00
187 Service à la vapeur entre St-John et St-Andrew's, N.-B., avec arrêts aux ports intermédiaires.	4,000 00
188 Service à la vapeur entre St-John et Bridgetown.	2,000 00
189 Service à la vapeur entre St-John et Digby.	10,000 00
190 Service à la vapeur entre St-John, Digby, Annapolis et Granville; i.e. le long de la côte occidentale du bassin d'Annapolis.	2,000 00
191 Service à la vapeur entre St-John, N.-B. et les ports sur la baie de Fundy et le bassin Minas.	5,000 00
192 Service à la vapeur entre St-John, Westport et Yarmouth et autres ports d'escale.	10,000 00
193 Service à la vapeur entre Sydney et la baie St-Laurent, avec arr. aux ports d'escale.	9,000 00
194 Service à la vapeur entre Sydney et Whyconomagh.	4,000 00
195 Service à la vapeur entre Sydney et les ports du lac Bras-d'Or et les ports sur le litt. orient. et occid. du Cap-Breton.	14,000 00
196 Dépenses relatives à la surveillance des paquebots subventionnés.	4,000 00

XXXVI.—DIVERS.

324 <i>Patent Record</i>	45,000 00
------------------------------------	-----------

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

22 Bureau des brev. et des droits d'auteur—	
Traitements.	161,292 50
Dépense casuelle.	35,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à minuit, jusqu'à lundi prochain.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

* *M. Steele*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'immigrants ont été refusés aux ports océaniques canadiens, dans l'année solaire 1920?
2. Combien aux ports-frontière?
3. Combien ont été refusés sur certificat médical?
4. Combien y a-t-il eu de déportations hors du Canada dans l'année solaire 1920?
5. Combien de ces déportations venaient du certificat médical?

M. Sinclair (Antigonish-et-Guysborough)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'aéroplanes sont actuellement en service au camp Borden?
2. Combien ont-ils coûté à l'origine? au total?
3. Combien a-t-on dépensé pour les réparer, en 1920?
4. Quelles ont été les dépenses totales pour le personnel et les salaires de tous les opérateurs et employés, en 1920?
5. Combien d'avions ont été rompus dans ce camp depuis l'armistice?
6. Quelles ont été les dépenses totales de toute nature quant au maintien de ce camp, depuis l'armistice?

M. Sinclair (Antigonish-et-Guysborough)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le département de l'Agriculture a-t-il acheté du bétail de M. H. Corning, Yarmouth, N.-E., en 1919 et 1920?
2. Dans l'affirmative, (a) combien, (b) de quelles races, (c) de quel âge, respectivement, et (d) à quel prix pour chaque animal?
3. A-t-on appliqué la réaction tuberculine?
4. Dans l'affirmative, a-t-on trouvé des animaux tuberculeux, et en a-t-on rejetés pour cette raison?
5. Sur quelle recommandation ce bétail a-t-il été acheté?

M. Anderson—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les six inspectorats établis du chef de la Loi des produits d'alimentation des animaux?
2. Quels sont les inspecteurs en charge de ces districts, et quels sont leurs appointements?
3. Qui est inspecteur des graines et produits d'alimentation à Walton, sous les ordres de l'inspecteur de district, et quels sont ses appointements?
4. Le docteur McGill, analyste en chef de par la Loi des produits d'alimentation des animaux, 1909, donne-t-il actuellement ses services?

M. Lemieux—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de contremaîtres routiers de locomotives sont actuellement à l'emploi du National-Canadien?
2. Quels sont leurs salaires?
3. Quels sont leurs devoirs?

M. Brouillard—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui a été nommé surintendant de la division Hornepayne du National-Canadien?
2. Quel est l'âge du titulaire, et quels sont ses états de service dans le chemin de fer?
3. Qui l'a recommandé?
4. Pourquoi un conducteur ou un mécanicien de locomotive n'a-t-il pas été promu à ces fonctions, comme cela se fait au Pacifique-Canadien?

* M. *White*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que certains Indiens du Sang ont été privés, par les baux de surproduction de 1918, de leurs moyens d'existence dans leur réserve, et ont depuis lors été obligés de vagabonder dans le voisinage à la recherche de travail quelconque qui leur permît de faire vivre leur famille?

2. Le gouvernement se propose-t-il de maintenir ces baux de paccage dans la réserve du Sang, en 1921?

3. Combien d'Indiens du Sang sont actuellement sans abri en conséquence de ces baux de surproduction de 1918 et de leur maintien en 1919 et 1920?

4. Le gouvernement se propose-t-il de révoquer l'amendement de la Loi des Sauvages en vertu duquel ces dépossessions se sont produites?

5. Le département des Affaires indiennes a-t-il offert quelque compensation aux Indiens dépossédés? Dans l'affirmative, quand, à qui, et combien?

6. Dans la négative, pourquoi pas?

M. *Gauvreau*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai qu'un cantonnier a été destitué dans toutes les sections de l'Intercolonial, ou dans plusieurs sections?

2. Dans l'affirmative, pourquoi ces destitutions en cette saison de l'année?

M. *Lapointe*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi amendant la Loi d'immigration (déportation des indésirables)."

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

1921.

Les bills suivants ont, ce 1^{er} jour d'avril, été affichés pour être pris en considération par leurs comités respectifs, le ou après vendredi prochain, le 8 courant:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill (No 44), Loi concernant *The Western Dominion Railway Company.*

Comité des Banques et du Commerce.

Bill (No 43), Loi constituant en corporation la *Standard Insurance Company.*

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 5 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 6 avril.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	10.30 a.m.

No 33.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 4 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le neuvième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2, de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son neuvième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et a constaté que les dispositions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De la *Montreal Central Railway Company*, pour une loi a l'effet de prolonger le délai pour compléter ses travaux.

De Samuel James Rothwell et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom de la compagnie du chemin de fer de Fort-Smith.

De Margaret Marie Cook, pour une loi de divorce d'avec Henry Penman Cook, son époux.

De Percy Christopher Paul, pour une loi de divorce d'avec Sadie Velma Eastman, Paul, son épouse.

De James Henry Bigrow, pour une loi de divorce d'avec Eva May Bigrow, son épouse.

De Esther Annie Vanzant (née Rusnell), pour une loi de divorce d'avec Charles Vanzant, son époux.

De Joseph Sorton, pour une loi de divorce d'avec Nellie Doris Whiteley Sorton, son épouse.

De Kenneth Hutchison Dunlop, pour une loi de divorce d'avec Laura Mary Dunlop, son épouse.

De Arthur Daughton, pour une loi de divorce d'avec Frances Marion Daughton, son épouse.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et a constaté que les dispositions de la règle 91 ont été suivies, savoir:—

Bill M (No 50) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry William Maynard."

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le Bill Privé suivant:—

Bill (No 53), Loi constituant en corporation *The Fort Smith Railway Company*.—M. Douglas (Stratheona).

Ledit bill est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre conformément à la règle 99.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Copie des décrets du conseil, C.P. 279, daté le 5 février 1921, et C.P. 999, daté le 23 mars 1921, relativement à la nomination et au salaire du gérant pour le restaurant du Parlement.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Rapport du directeur vétérinaire général pour l'exercice se terminant le 31 mars 1919.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, pour Sir Henry Drayton, met devant la Chambre,—Rapport de l'Auditeur général pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920. Volume IV, Partie ZZ.

Il met aussi devant la Chambre,—Réponse à une adresse à Son Excellence, le Gouverneur général, datée le 10 mars 1921:—

Copie d'un décret du Conseil du 9 juillet 1920, nommant l'honorable sir Thomas White arbitre estimateur du fonds de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc; de tous décrets subséquents du Conseil relativement à cette nomination; et de toute correspondance que le gouvernement a échangée avec l'honorable sir Thomas White à ce sujet.

Les bills suivants, du consentement de la Chambre, sont respectivement présentés, lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill (No 54), Loi modifiant la Loi des chemins de fer, 1919,—M. Armstrong (Lambton).

Bill (No 55), Loi modifiant la Loi des engrais, 1909,—M. Caldwell.

Bill (No 56), Loi modifiant la Loi de l'immigration. (Déportation des indésirables),—M. Lapointe.

Le Bill suivant du Sénat est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill N (No 51) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Elmor Glossop."—M. Copp.

Les bills suivants sont lus la seconde fois, et avec la preuve, etc., faite devant le comité des Divorces au Sénat auquel ils ont été soumis et les documents qui les accompagnent, sont référés au comité des Bills Privés, savoir:—

Bill G (No 45) du Sénat, Loi pour faire droit à William-Henry Coulson.

Bill I (No 46) du Sénat, Loi pour faire droit à Elizabeth Alexander.

Bill J (No 47) du Sénat, Loi pour faire droit à William-Gleaves Doyle.

Bill L (No 49) du Sénat, Loi pour faire droit à Dorothy-Mearuel Score.

Bill M (No 50) du Sénat, Loi pour faire droit à Henry-William Maynard.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Stevens:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant (a) le nombre des ex-fonctionnaires qui retirent une pension du gouvernement, et qui avaient contribué pendant trente-cinq ans au fonds de retraite, (b) la somme qui reste encore dans ce fonds, et (c) les sommes retirées en 1918, 1919 et 1920.

Par M. Papineau, pour M. Lavigueur:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et la Chambre de Commerce et le Conseil municipal et la Commission du port de Québec, depuis la session de 1917, touchant la diversion du grain du nord-ouest sur New York, l'inexécution, par le gouvernement, de ses entreprises au sujet des têtes de lignes du chemin de fer Transcontinental à Québec, et des mémoires adressés au premier ministre sur ce sujet.

Par M. Middlebro, pour M. Sutherland:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous rapports, ordonnances, télégrammes, certificats d'estimation, ou de toute autre correspondance touchant l'abattage de 285 porcs appartenant à George-B. Alderson, que des employés du ministère de l'Agriculture ont tués le 20 avril 1920, ou vers cette date, et pour lequel le ministre a refusé une compensation.

M. Parent propose:—La Chambre est d'avis qu'une indemnité devrait être payée aux victimes innocentes qui, au cours des soi-disant émeutes de Québec (1918), ont été tuées ou blessées par les soldats de Sa Majesté.

Et après débat, la question étant posée sur ladite motion, elle est rejetée sur division.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant, sans amendement:—

Bill (No 19), Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill F (No 57) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des Postes."

Bill O (No 58) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Galbraith."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel a été référée la pétition de Hazel Galbraith, demandant une loi de divorce, et les documents produits comme preuve, avec prière qu'ils soient retournés au Sénat.

M. Lemieux propose,—Qu'il soit émis un ordre de la Chambre, pour:—Copie de tous documents et correspondance touchant la demande de pension de Mme Brunelle, mère veuve de feu le sergent-major N. Brunelle, No mat. 62068.

Après débat, la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

M. Lemieux propose,—Qu'il soit émis un ordre pour:—Copie de toute correspondance échangée entre les gouvernements du Canada et de la Serbie, touchant l'expulsion du docteur Burnham et de sa mission des hôpitaux, au Monténégro.

Après débat, la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

M. Lemieux propose,—Qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour:—Copie du rapport spécial du docteur Burnham sur la façon dont le gouvernement serbe a traité la mission hospitalière canadienne au Monténégro.

Après débat, la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

M. Sexsmith propose,—Que la Chambre est d'avis que pour donner à chaque électeur une part égale de représentation, un régime quelconque de représentation proportionnelle devrait être adopté, et qu'un comité spécial de la Chambre des Communes devrait être incessamment nommé, avec charge de faire enquête sur les différents systèmes de représentation proportionnelle, en vue de recommander l'adoption d'un de ces systèmes.

Et la question étant posée;

M. Calder propose en amendement,—Que tous les mots après le mot “que”, dans la première ligne de la motion, soient biffés et remplacés par ce qui suit:

“Un comité de la Chambre devrait être nommé pour étudier la question de représentation proportionnelle, la question du vote simple transférable ou préférentiel, et l'opportunité d'appliquer l'un ou l'autre ou les deux aux élections à la Chambre des Communes du Canada; que ce comité fasse rapport à la Chambre, et qu'il ait pouvoir d'envoyer quérir personnes, documents et archives, et d'interroger des témoins sous serment.”

Et un débat s'ensuivant;

Mardi, 5 avril 1921.

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est agréée.

Et la question étant posée sur la motion principale telle qu'amendée, elle est agréée.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Meighen,—Ordonné, que le comité spécial nommé ce jour pour étudier la question de la représentation proportionnelle, et la question du vote simple transférable ou préférentiel, et l'opportunité d'appliquer l'un ou l'autre ou les deux aux élections à la Chambre des Communes du Canada, soit formé des membres suivants: MM. Blair, Calder, Crowe, Currie, Davidson, Denis, Harold, Manion, McMaster, Molloy, Pardee, Sexsmith, Simpson, Sinclair (Antigonish et Guysborough), Thomson (Qu'Appelle), et Whidden.

La Chambre s'ajourne alors à 12.18 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Shaw*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quels revenus a-t-on reçus des Indiens qui possèdent les différentes réserves de la Saskatchewan et de l'Alberta, pour location de pacages depuis le printemps de 1918?
2. Quels loyers recevait-on pour le bénéfice des Indiens du chef de ces terres, antérieurement?
3. Quelle somme totale a été reçue pour la Réserve du Sang, et créditée aux Indiens du Sang?

M. *Shaw*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Qui était agent de la Réserve du Sang, de juin 1908 à juin 1911?
2. L'inspecteur financier du département a-t-il fait rapport sur l'état du bétail dans cette réserve, en juillet 1911?
3. Quel était la nature de ce rapport?
4. L'agent a-t-il refusé de signé la déclaration des propriétaires du bétail?
5. Combien de bestiaux y avait-il dans la Réserve du Sang?
6. Combien en a-t-on trouvés en 1911 dans la réserve, lorsque le bétail fut immergé pour la gale?

* M. *Boyer*—Mercredi prochain—QUESTION—1. A-t-on traduit les volumes publiés jusqu'ici de *A History of the Organization, Development and Services of the Military and Naval Forces of Canada*, dont la Section historique des quartiers généraux de l'armée est éditrice?

* M. *White* (Victoria)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de baux de pâturage ont été accordés pour la partie nord de la Réserve du Sang, en 1918, relativement à la surproduction?
2. Quel était l'acrage total approximatif compris dans ces baux de la partie nord?
3. Combien de ces baux fixait une limite au nombre des bestiaux qui devaient paître, et, dans chaque cas, combien de têtes étaient autorisées pour chaque section de 640 acres?
4. Des locataires ont-ils été forcés de clôturer leurs pacages?
5. Combien d'entre ces baux susdits de la Réserve du Sang étaient en 1918 libérés du clôturage et des restrictions sur le nombre des bêtes à mettre en pacage?
6. Ces baux donnaient-ils aux porteurs des privilèges virtuellement illimités de pâturage sur la partie non louée de la Réserve du Sang?

* M. *Molloy*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Un fonctionnaire du département des affaires indiennes a-t-il loué à un blanc, en 1918, cette partie sud-ouest de la Réserve du Sang couvrant environ 40,000 acres, et ordinairement utilisée par les Indiens du Sang pour le foin et les pâturages d'hiver de leurs bestiaux?
2. L'accès à ces terres a-t-il été interdit aux troupeaux des Indiens du Sang par la construction, en 1918, d'une clôture de douze ou treize milles de longueur, qui séparait cette superficie du reste de la réserve?
3. A-t-on attiré l'attention du gouvernement sur ceci, qu'en 1918 une grande partie de terres a foin, sur laquelle les Indiens du Sang comptaient pour nourrir leur bétail et pour le soutien de leurs familles, a été louée à des blancs par le département des Affaires indiennes?

4. Quelle quantité de foin a-t-on tirée de la Réserve du Sang en 1918-19, au moyen des baux de surproduction?

5. Quelle quantité de foin et de paille a été tirée de la Réserve du Sang pendant les années civiles 1919 et 1920, au moyen des baux de surproduction?

* M. *Desaulniers*—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous rapports, requêtes, lettres, etc., au sujet du changement du maître de poste au Pont-Saint-Maurice, comté de Champlain.

Le *Ministre des Chemins de fer et Canaux*—Mercredi prochain—La Chambre en comité sur la résolution:—

Résolu,—Que les dispositions du chapitre trente-et-un des statuts de 1919, touchant la prorogation du délai pour l'achèvement du chemin de fer *St. John and Quebec*, entre Centreville, dans le comté de Carleton, et Andover, dans le comté de Victoria, soient amendées par la substitution du 31 décembre 1923, au 31 décembre 1921.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce quatrième jour d'avril, été affichés pour être pris en considération par le comité des Bills Privés, le ou après mercredi prochain, le 6 courant:—

Bill G (No 45) du Sénat, Loi pour faire droit à William-Henry Coulson.

Bill I (No 46) du Sénat, Loi pour faire droit à Elizabeth Alexander.

Bill J (No 47) du Sénat, Loi pour faire droit à William-Gleaves Doyle.

Bill L (No 49) du Sénat, Loi pour faire droit à Dorothy-Mearuel Score.

Bill M (No 50) du Sénat, Loi pour faire droit à Henry-William Maynard.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 5 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 6 avril.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	10.30 a.m.
<i>Vendredi, 8 avril.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.

No 34.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 5 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. Armstrong (Lambton), du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes présente le troisième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants et a convenu de les rapporter avec des amendements, savoir:—

Bill (No 31), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Bill (No 32), Loi constituant en corporation *The Canadian Transit Company*.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 23 mars 1921:—Copie de toutes lettres et correspondances que des professeurs ou des employés de l'université Acadia ont échangées avec le département des Mines, depuis le 1er février 1920, touchant l'emploi d'étudiants de l'université dans ce département pendant l'été.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 8 mars 1921:—Copie de toutes lettres, papiers, documents et ententes émanant l'adoption du décret 1547 C.P. du 8 juillet 1920, par lequel le général William Bethune Lindsay M.I.E.C., s'est assuré le droit à 1,920 acres de sable pétrolifère dans la province de l'Alberta.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 10 mars 1921:—Copie de tous rapports, mémoires et correspondance que la Commission du service civil possède touchant la destitution d'Alfred Saint-Laurent à la division de la papeterie du département des impressions et de la papeterie publiques, à Ottawa.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Drummond et Arthabaska, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes,

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Shefford, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Richmond-Wolfe, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Compton, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Brome, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Missisquoi, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Stanstead, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.

3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.

4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.

5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 avril 1920,—Relevé indiquant:—

1. Si des instructions ont été données pour limiter la publication, en français, des documents publics du Canada et des Livres bleus.

2. Quels sont les Livres bleus qui ont été publiés en 1919.
3. Quels sont ceux de ces documents qui ont été publiés dans les deux langues?
4. Quels sont ceux de ces documents qui n'ont été publiés que dans une seule langue, et dans laquelle.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 24 mars 1921,—Tableau indiquant:—1. Combien de wagons, locomotives et roulant général le gouvernement a commandés pendant les années solaires 1918, 1919 et 1920.

2. Quelle était la valeur de ces commandes.

3. De qui cet outillage a été acheté, et quelle était la valeur de chaque contrat.

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois, savoir:—

Bill K (No 48) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Bell."

--M. *Tudhope*.

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill O (No 58) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Galbraith."

--M. *Douglas* (Strathcona).

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le Traité de commerce avec les Indes Occidentales, 1920.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu, (1)—Qu'il est expédient d'approuver la convention datée du dix-huitième jour de juin 1920, que le gouvernement du Canada a faite avec les gouvernements de certaines colonies de Sa Majesté, aux Indes Occidentales, laquelle convention est appelée "La Convention de commerce avec les Antilles, 1920";

(2) Que les dispositions de ladite convention se rapportant aux droits de douane sur les articles, produits ou manufactures d'une des colonies, dont le gouvernement est partie à ladite convention, soient approuvées et déclarées avoir force de loi au Canada;

(3) Que le Gouverneur en conseil aura le pouvoir de déterminer par proclamation publiée dans la *Gazette du Canada*, le jour où le traitement préférentiel des marchandises indiquées dans la convention entrera en vigueur sous l'empire de la convention quant à chacune desdites colonies, l'étendue de cette préférence dans les limites indiquées dans la convention lorsque la somme exacte de cette préférence n'est pas précisée dans la convention, et le jour où le traitement préférentiel de ces marchandises se termine de par la convention pour l'une desdites colonies;

(4) Que le tarif douanier de 1907 et ses amendements soit modifié conformément aux dispositions de ladite convention; et,

(5) Que la loi qui doit être basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour que le Gouverneur en conseil fixera par proclamations publiées dans la *Gazette du Canada*.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

Sir George Foster, du consentement de la Chambre, présente alors un Bill (No 59), Loi concernant un certain traité entre le Canada et quelques colonies de Sa Majesté dans les Indes Occidentales, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution approuvant les dispositions de la convention de commerce intervenue entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—1. Qu'il est expédient d'approuver les dispositions de la Convention de commerce que le gouvernement du Canada a faite avec le gouvernement de la République française, à Paris, en date du 29 janvier 1921.

2. Que le Gouverneur en conseil pourra faire les ordonnances et règlements jugés nécessaires pour mettre en vigueur les dispositions de ladite Convention, et les ordonnances et règlements pourront être changés ou révoqués, et devront être soumis aux deux Chambres du Parlement le plus tôt possible après qu'ils auront été faits.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution amendant la Loi des juges;

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence, le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

La Chambre se forme alors en comité général pour prendre en considération ladite résolution.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de décréter:—

1. Que les dispositions de l'article onze du chapitre cinquante-six des statuts de 1920, intitulé Loi modifiant la Loi des Juges, retirant l'exemption de certains juges à l'application de certaines taxes, ne s'appliquera pas au Juge en chef actuel du Canada.

2. Qu'un juge additionnel de la Cour du Banc du roi pour la province de la Saskatchewan soit nommé, aux émoluments annuels de neuf mille dollars.

3. Que l'alinéa (b) de l'article dix-huit de la Loi des Juges soit révoqué, et qu'il soit décrété en son lieu des dispositions pour que certains juges des cours suprêmes et supérieures des provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Colombie-Anglaise, de l'Île du Prince-Edouard, de la Saskatchewan et de l'Alberta, ne reçoivent pas de frais de déplacement pour assister aux audiences en cour ou en chambre.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

M. Doherty, du consentement de la Chambre, présente alors un Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des juges, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Sir George Foster du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 61), Loi concernant un certain arrangement commercial entre Sa Majesté et le Président de la République Française, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés étant lu;

M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'ensuivant;

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour le bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Les bills suivants sont lus la seconde fois et référés à leurs comités respectifs, comme suit:—

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill (No 53), Loi constituant en corporation *The Fort Smith Railway Company.*

Bills Privés.

Bill N (No 51) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Elmor Glossop." *(Avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, et la pétition sur laquelle le bill est fondé.)*

Ayant disposé de l'Ordre pour les bills privés;

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Meighen,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

Et le débat continuant;

M. Maclean (Halifax) propose en amendement,—Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:—

"La règle 10 de la Chambre des Communes, sur la formation des comités permanents de la Chambre, soit modifiée par l'adjonction, aux comités permanents, d'un comité permanent des "Chemins de fer et Navires" que le gouvernement possède, exploite ou contrôle; et que le comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres qui doivent constituer les comités permanents de la session courante, soient priés de préparer et de rapporter une liste des membres devant former le comité permanent des "Chemins de fer et Navires" que le gouvernement possède, exploite ou contrôle, pour la session courante."

Et le débat se prolongeant;

Mercredi, 6 avril 1921.

Et après un plus ample débat, ledit amendement du consentement de la Chambre, est retiré.

Et la question étant posée sur la motion principale, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du Conseil privé du Roi, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

DEVONSHIRE,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes, le budget supplémentaire des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1922, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des Communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

OTTAWA, 5 avril 1921.

Sur motion de Sir Henry Drayton, lesdits messages et budget supplémentaire additionnel sont référés au comité des Subsides.

M. Meighen, de son siège en Chambre donne avis verbal qu'à la prochaine séance de la Chambre il proposera la résolution suivante:—

Qu'un comité permanent sur les chemins de fer nationaux et navires soit nommé pour la présente session, et reçoive instruction de faire une enquête sur les questions suivantes:—

(1) Quelles sont les informations concernant les opérations des chemins de fer nationaux et des navires telles que conduites par le bureau des directeurs qui devraient, de l'intérêt public être déposées devant le Parlement en réponse aux questions, motions pour production de documents ou autres;

(2) Quand, par quelle méthode et sous quelles conditions, s'il en est, ces informations devraient être fournies, ayant égard à la nécessité de donner au Parlement et au public tous les faits requis pour déterminer la politique (y compris la finance) et pour le bureau des directeurs les meilleures conditions possibles de direction.

(3) Quel système d'apurement devrait être adopté, et quelle limite de détails devraient être donnés dans le rapport annuel.

(4) Si ce comité doit être maintenu, et pour quelles raisons il doit l'être, et que pour ces raisons ou pour toutes autres que le comité déterminera être de l'intérêt public, le rapport annuel du bureau des directeurs doit lui être soumis, et que le comité ait le pouvoir d'interroger des témoins sous serment, d'envoyer quérir personnes, documents et archives et faire rapport de temps à autre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.55, a.m., jusqu'à ce jour à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Duff*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de réclamations le gouvernement a-t-il reçues des citoyens du Canada, pour dommages subis et pertes de biens en raison des déprédations que les sous-marins allemands ont exercées pendant la guerre?

2. Quelles sont les sommes de ces réclamations pour pertes de marchandises et pour pertes de navires?

3. Quel est le total des biens vendables que le gouvernement détient actuellement et qui appartenaient antérieurement au gouvernement d'Allemagne ou à des sujets allemands?

4. Le gouvernement canadien, suivant en cela l'exemple du gouvernement américain et de la Grande-Bretagne, se propose-t-il de régler les réclamations des Canadiens et de leur payer la réparation qui leur est due? Dans l'affirmative, quand?

M. *Armstrong* (Lambton)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle décision, s'il en est, le gouvernement a-t-il prise touchant l'acceptation des recommandations du rapport final de la Commission royale sur les ressources nationales, le commerce et la législation dans certaines parties des possessions de Sa Majesté, rapport qui a été soumis aux deux Chambres du Parlement par ordre de Sa Majesté en 1917 et indiquant qu'il n'est pas désirable que les compagnies de navigation qui transportent des passagers et du fret entre le Canada et les Etats-Unis demeurent plus longtemps sans une certaine mesure de surveillance officielle?

2. Le gouvernement se propose-t-il de donner suite à cette législation?

3. Quelle décision, s'il en est, le gouvernement a-t-il prise pour aider au gouvernement britannique d'établir le contrôle gouvernemental des voituriers océaniques faisant affaires (ou faisant affaires de temps à autres) entre des ports du Royaume-Uni et des ports du Canada?

M. *Rinfret*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai qu'on ait transféré les bureaux du Revenu de l'Intérieur, à Montréal, dans l'édifice des Douanes?

2. Dans l'affirmative, pourquoi?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de changer le nombre des fonctionnaires du Revenu de l'Intérieur, à Montréal?

M. *Lemieux*—Jeudi prochain—ADRESSE—Copie de toute la correspondance que le Juge en chef de l'Ontario a échangée avec un membre du gouvernement, relativement à la Loi des Juges, de la session de 1920.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce cinquième jour d'avril, été affichés pour être pris en considération par leurs comités respectifs, comme suit:—

COMITÉ DES BILLS PRIVÉS.

Le ou après jeudi, 7 avril.

Bill N (No 51) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Elmor Glossop."

COMITÉ DES CHEMINS DE FER, CANAUX ET TÉLÉGRAPHES.

Le ou après mardi, le 12 avril.

Bill (No 53), Loi constituant en corporation *The Fort Smith Railway Company*.

CONVOCAION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 6 avril.</i>		
429	Privilèges et Elections	10.30 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 7 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10 a.m.
231	Agriculture et Colonisation.....	11 a.m.
429	Bills privés.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 8 avril.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.

No 35.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 6 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier de la Chambre a déposé sur la Table le rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son dixième rapport, comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné la pétition pour le bill suivant et a constaté que les dispositions de la règle 91 ont été suivies, savoir:—

Bill K (No 48) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Bell.

M. Cronyn, du comité spécial nommé pour considérer les questions inhérentes aux pensions, à l'assurance et au rétablissement des soldats rapatriés présente le second rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre.

Sur motion de M. Cronyn, ledit rapport est agréé.

M. Calder, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général, le Rapport de la Royale gendarmerie à cheval du Canada, pour l'année solaire se terminant le 30 septembre 1920.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Etat indiquant:—

1. Le total, en livres, du beurre exporté du Canada chaque année, depuis 1910.
2. La valeur annuelle de ces exportations, depuis 1910.
3. Le total, en livres, du fromage exporté du Canada chaque année, depuis 1910.
4. La valeur annuelle de ces exportations, depuis 1910.
5. Les pays sur lesquels notre beurre et notre fromage ont été exportés chaque année, dans la même période, et le montant et la valeur de ces exportations pour chaque pays.
6. Quelles quantités de beurre on a importé des différents pays, depuis 1910.
7. Quels sont ces pays, et le chiffre de nos achats dans chacun d'eux.
8. Quelles quantités de fromage on a importé des différents pays, depuis 1910.

9. Quels sont ces pays, et le chiffre de nos achats dans chacun d'eux.
10. Les noms ou les marques sous lesquels nos fromages sont vendus à l'étranger.
11. Les noms des beurres et fromages que nous importons.
12. La quantité (livres) de margarine ou de tout autre succédané du beurre on a fabriqué, au pays chaque année, depuis 1910, et leur valeur en argent, pour chaque année.
13. La quantité (livres) de ces succédanés, et leur valeur, on a importée au Canada chaque année depuis 1916.
14. Si l'inobservance de la loi sur la fabrication et la vente de ces succédanés produits au Canada, ou achetés à l'étranger a donné lieu à nombreuses poursuites.
15. Dans l'affirmative, combien.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 4 mars 1921,—Relevé faisant voir:—

1. Combien le gouvernement actuel a accordé de patentes pour entrepôts douaniers de spiritueux dans la province de l'Alberta, depuis 1917.
2. A qui ces patentes ont été accordées.
3. Sur quelle recommandation.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1921,—Tableau indiquant:—

1. Combien de boisseaux de grain canadien ont été transportés de Winnipeg vers l'Est en 1919. Combien en 1920.
2. Quelle quantité de grain récolté en Canada et exporté à l'étranger a été exporté par les ports canadiens, donnant le nom des ports, et la quantité dans chaque port, en 1919 et en 1920.
3. Quelle quantité de grain canadien a été exporté par des ports américains en 1919 et en 1920 donnant le nom des ports et la quantité par chaque port.
4. Quelle quantité de grain canadien a été transporté de l'Ouest vers l'Est en 1919 et en 1920. (a) Par le C.P.R. (b) Par le G.T.R. (c) Par les chemins de fer de l'Etat.
5. Quel est le tarif actuel en vigueur pour le transport du grain en Canada? (a) Sur les chemins de fer de l'Etat. (b) Sur les différents autres chemins de fer.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie de la correspondance entre le Gouvernement du Canada et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc relative à la question de la prorogation de délai dans les procédures d'arbitration et autres sujets s'y rapportant, à la date du 3 avril 1921.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu la résignation du Très Honorable Sir Thomas White, C.C.M.G., comme membre pour le district électoral de Leeds;

Et qu'il a en conséquence donné son mandat au directeur général des élections pour un nouveau bref d'élection pour ledit district électoral.

DISTRICT ELECTORAL DE LEEDS.

A l'Honorable ORATEUR de la Chambre des Communes;

Je, Sir Thomas White, membre de la Chambre des Communes du Canada pour le district électoral de Leeds, résigne présentement mon siège en ladite Chambre des Communes pour le district ci-haut mentionné.

Donné sous mon seing et sceau à Montréal.

W. T. WHITE, (L.S.)

Témoin: W. N. TILLEY.

Témoin: HECTOR McINNES.

Le Bill suivant du Sénat est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill F (No 57) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des Postes".—M. Doherty.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu de la règle 37:—

Par M. Griesbach:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Si la *Young Men's Christian Association*, associée aux Troupes expéditionnaires canadiennes pendant la grande guerre a soumis au gouvernement un état financier indiquant tout l'argent encaissé, et dépensé, du chef de contributions populaires ou de ventes aux troupes canadiennes.

2. Dans l'affirmative, si le gouvernement déposera cet état en Chambre.

3. Dans la négative, si le gouvernement se propose d'obtenir et de distribuer un état de ce genre.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté:—

Par M. Desaulniers:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous rapports, requêtes, lettres, etc., au sujet du changement du maître de poste au Pont-Saint-Maurice, comté de Champlain.

Sur motion de M. Reid (Grenville), Résolu,—Que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—Que les dispositions du chapitre trente-et-un des statuts de 1919, touchant la prorogation du délai pour l'achèvement du chemin de fer *St. John and Quebec*, entre Centreville, dans le comté de Carleton et Andover, dans le comté de Victoria, soient amendées par la substitution du 31 décembre 1923, au 31 décembre 1921.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'ensuivant;

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Ordonné, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre en conséquence se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité.)

La résolution suivante est adoptée:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

17 Chemins de fer et Canaux—

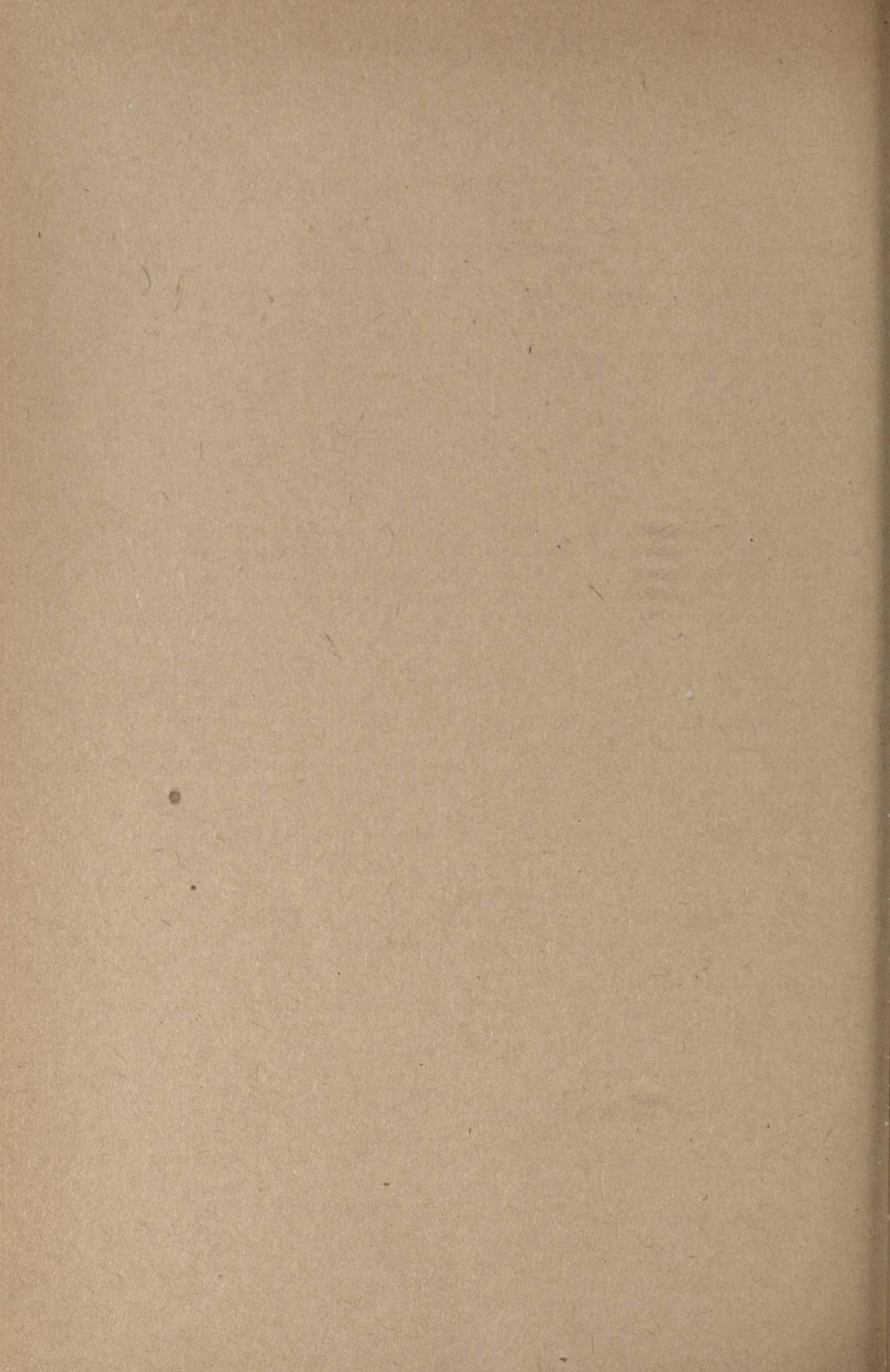
Traitements.	202,025 00
Dépense casuelle.	28,000 00

Résolution à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.20 p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

* M. *Shaw*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. En quelle année les Indiens du Sang ont-ils commencé l'élevage du bétail?
2. Combien de bestiaux le département des affaires indiennes a-t-il fournis cette année-là?
3. Qui a pris charge de la Réserve du Sang en 1903? et quand a-t-il quitté le service du département?
4. Combien y avait-il de bestiaux dans la réserve quand il en pris charge?
5. Combien de bestiaux y avait-il dans la réserve, d'après ses rapports, en 1905, en 1906 et 1907 respectivement?
6. Combien de bestiaux trouva-t-on dans la réserve quand il quitta le service du département?

* M. *Lemieux*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le Premier ministre a-t-il reçu une communication de l'Association des voyageurs de commerce du Canada, demandant que le jour d'actions de grâces soit dans tout le Canada fixé à un lundi de préférence à tout autre jour?
2. Le gouvernement a-t-il pris une décision en l'espèce?
3. Dans l'affirmative, quelle est-elle?

M. *Wright*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Pour combien de routes de la province de la Saskatchewan le ministre des Chemins de fer a-t-il approuvé un projet d'état pour les octrois fédéraux afférant à la Loi des grandes routes du Canada, chapitre 54 des Statuts du Canada, 1919?
2. Quelles sont les routes au sujet desquelles une entente, pour l'aide fédérale, est intervenue entre la province de la Saskatchewan et le ministre des Chemins de fer?
3. Des sommes ont-elles été payées à la province de la Saskatchewan sous l'empire de la Loi des grandes routes du Canada?
4. Dans l'affirmative, quel en était le total au 31 mars 1921?
5. A quelles route ou routes ces paiements s'appliquent-ils?

* M. *Molloy*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. L'estimation de 25,000 moutons que le rapport annuel du département des affaires indiennes de 1918 dit à la page 12 avoir été placés dans la Réserve du Sang, du chef des baux de surproduction, est-elle exacte? Dans la négative, combien y avait-il de moutons en 1918?
2. Combien de moutons ont pacagé dans la Réserve du Sang en 1919, d'après les baux de surproduction?
3. Les Indiens du Sang, propriétaires de bétail, ont-ils protesté auprès du département ou de ses fonctionnaires, au printemps de 1918, contre la présence de moutons dans les pâturages de leurs bestiaux?
4. Dans l'affirmative, qu'a fait le gouvernement du chef de ces protestations?
5. Le gouvernement sait-il combien de foin a été coupé dans la Réserve du Sang, du chef des baux de surproduction en 1918 et 1919? Dans l'affirmative, quel a été le total pour chaque année?

* M. *White*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. L'agent des indiens de la Réserve du Sang a-t-il attiré l'attention de ses supérieurs, dans son rapport de mai 1919, sur la rareté de l'herbe et du foin, parce que la réserve avait été épuisée?

2. Cet agent a-t-il dans son rapport de juin 1919 insisté sur ses avertissements quant à l'épuisement de la Réserve du Sang, en fait de fourrage pour l'hivernement du bétail et des chevaux des Indiens?

3. Qu'a fait le gouvernement du chef de ces deux rapports pour protéger les intérêts animaliers des Indiens?

4. En dehors de l'argent des Indiens, quelqu'un a-t-il attiré, l'attention du gouvernement, en 1919, sur le fait que l'existence des riches troupeaux de bestiaux des Indiens du Sang se trouvait menacée par le changement dans le mode d'administration?

5. Qui a donné ces avertissements, à quelle date, et qu'a fait le gouvernement pour affronter la situation?

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 7 avril.</i>		
425	Comité spécial pour l'approvisionnement du combustible au Canada.....	11 a.m.
231	Agriculture et Colonisation.....	11 a.m.
429	Bills privés.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 8 avril.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 12 avril.</i>		
425	Comité spécial pour l'approvisionnement du combustible au Canada.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 13 avril.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	10.30 a.m.
—	Banques et Commerce.....	11 a.m.

No 36.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 7 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. Steele, du comité des Bills Privés, présente le troisième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le bill suivant et a convenu de le rapporter avec des amendements, savoir:—

Bill (No 8), Loi concernant la Compagnie James Maclaren, (à responsabilité, limitée).

Votre comité a aussi pris en considération les bills suivants et a convenu de les rapporter sans amendement, savoir:—

Bill G (No 45) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Henry Coulson."

Bill I (No 46) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Alexander."

Bill J (No 47) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Willam Gleaves Doyle."

Bill L (No 49) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Mearuel Score."

Bill M (No 50) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry William Maynard."

Bill N (No 51) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Elmor Glossop."

M. Calder, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence, le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère de l'Immigration et de la Colonisation pour l'exercice se terminant le 31 mars 1921.

Sur motion de M. Tudhope,—Ordonné, que le Bill K (No 48) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Bell" soit placé sur le feuillet des ordres pour seconde lecture vendredi prochain.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 22 mars 1920,—Relevé indiquant:—

1. Quelle était la cote des différentes classes de stocks de la compagnie du Grand-Tronc, le 1er janvier 1918, quant à: premier stock préféré à 5%, deuxième stock

préféré à 5%, troisième stock préféré à 4%, stock ordinaire ou commun, débentures-actions du Grand-Tronc à 5%, débentures-actions du *Great-Western* à 5%, débentures-actions à 4% du Grand-Tronc, débentures-actions à 4% du *Northern*.

2. Quelle était la cote de ces mêmes stocks le 1er janvier 1919 et le 1er janvier 1920.

3. Si une partie du stock du Grand-Tronc a été vendue ou a changé de main depuis janvier 1918.

4. Dans l'affirmative, quels en sont les acheteurs, la date de l'achat ou du transfert, et le prix payé.

5. Si un ou des membres du gouvernement actuel ont jamais détenu du stock de la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc, soit pour eux-mêmes ou comme procureurs pour un tiers.

6. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces membres du gouvernement, quelle somme de stock ils ont acquis, à quelle date et à quelles conditions.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente.—Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mars 1921.—Etat montrant:—

1. Si la drague à suction *Tornado* a fait du dragage à Courtney Bay ou dans le port de Saint-Jean, N.B., en 1920.

2. Dans l'affirmative, qui en est propriétaire.

3. Où la drague a été construite.

4. Quand elle est arrivée à Saint-Jean.

5. De quel port elle était partie.

6. Le total des dépenses, au 31 décembre 1920, quant au travail fait par cette drague.

7. Si certains pontons ont été perdus lorsque cette drague a été amenée à Saint-Jean.

8. Dans l'affirmative, si on les a retrouvés.

9. Où est actuellement la drague *Tornado*.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu de la règle 37:—

Par M. Reid (Mackenzie):—Ordre de la Chambre,—Tableau indiquant:—

1. Le nombre total des personnes employées par le gouvernement fédéral, en comptant les services intérieur et extérieur, à part le Chemin de fer de l'Etat.

2. Le nombre de personnes employées par les Chemins de fer de l'Etat.

Par M. Wright:—Ordre de la Chambre,—Tableau indiquant:—

1. Le nombre de fonctionnaires du gouvernement dans les îles britanniques

2. Combien il y maintient de départements.

3. Combien de fonctionnaires le gouvernement a aux Etats-Unis.

4. Combien de départements il y maintient.

La Chambre, conformément à l'ordre, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(*En comité*).

Vendredi, 8 avril 1921.

La résolution suivante est adoptée:—

XVIII—SERVICE NAVAL

206 Examen des capitaines et seconds 20,000 00

Résolution à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

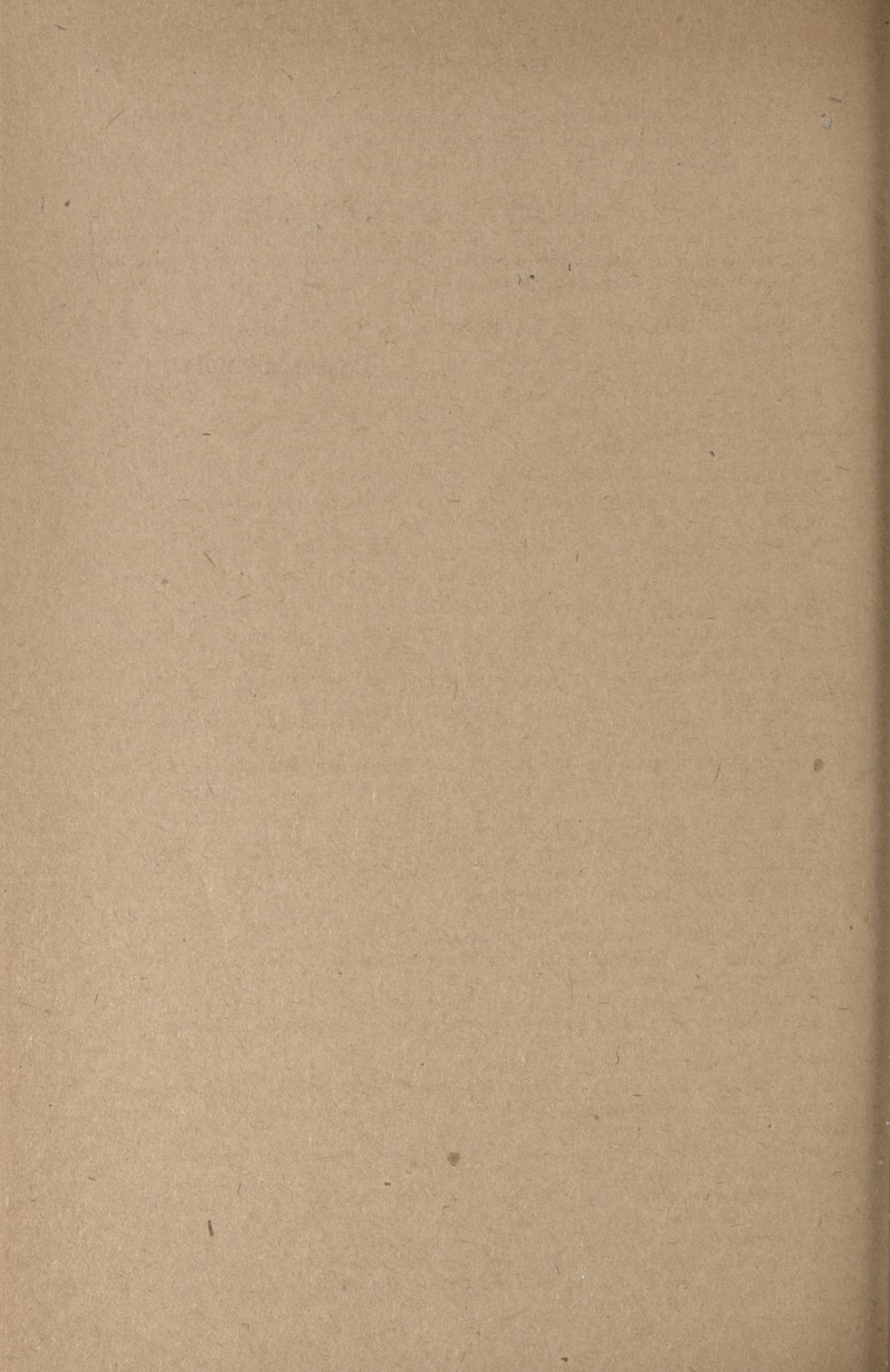
Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant pour lequel il demande le concours de la Chambre, savoir:—

Bill P (No. 62) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Harold Walton".

Aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité des Divorces au Sénat auquel a été soumise la pétition de Frederick Harold Walton demandant une loi de divorce, et les documents produits comme preuve, avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 12.30 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Ethier—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de fonctionnaires ont été nommés permanents, le 1er avril dernier, et quels sont leurs noms?
2. Quelle est la "classification" de chacun de ces fonctionnaires, et dans quels ministères sont-ils employés?
3. Quelle est la date de leur première nomination à titre temporaire?
4. Sur quelle recommandation ces fonctionnaires ont-ils été nommés permanents?
5. D'autres surnuméraires ont-ils été recommandés à la permanence, et, dans l'affirmative, quand l'obtiendront-ils?

M. Ethier—Lundi prochain—QUESTION—

1. MM. Griffenhagen et Associés sont-ils encore à l'emploi du gouvernement?
2. Quel est la nature de leur travail actuel?
3. Le gouvernement se propose-t-il de se dispenser de leurs services, et, dans l'affirmative, quand?

M. Currie—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de promotions y a-t-il eues dans chaque classe de chaque département du service intérieur à Ottawa, pendant l'année terminée le 4 avril 1921?
2. Combien de ces promotions viennent des titres qualitatifs obtenus dans les examens du service public?
3. Combien de promotions ont été accordées sans titre qualitatif venant des examens du service public?
4. Combien de promotions ont été faites dans chaque département sans la formalité des examens du service public ou sans "classification"?

M. Cardin—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de dragues sont mises en service pour le creusage du chenal du Saint-Laurent, entre Québec et Montréal, pendant la saison actuelle de navigation?
2. Ces dragues sont-elles prêtes au travail?

M. Cardin—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quand a-t-on requis la Commission du service civil de nommer un surintendant des chantiers du gouvernement, à Sorel?
2. Pourquoi cette nomination n'est-elle pas encore faite?
3. Le gouvernement se propose-t-il de remplir cette vacance prochainement?

* M. Duff—Lundi prochain—QUESTION—

1. La *Montreal Dry Docks and Ship Repairing, Limited*, ou des intéressés associés à cette compagnie ont-ils vendu un remorqueur en béton au département de la Marine et des Pêcheries, depuis trois ans?
2. Dans l'affirmative, quels étaient le tonnage de ce remorqueur et le prix d'achat et quand avait-il été construit?
3. La *Montreal Dry Docks and Ship Repairing, Limited*, a-t-elle fait toutes les réparations aux bateaux du gouvernement à Montréal, depuis 1917? Dans la négative, quelle autre compagnie a fait les réparations à ces bateaux, pendant cette période?
4. Combien a-t-on payé à la *Montreal Dry Docks and Ship Repairing, Limited*, depuis 1917, pour réparations et tout autre travail afférant aux bateaux du gouvernement?

5. M. Thomas Hall est-il président et gérant général de la *Montreal Dry Docks and Ship Repairing, Limited*?

6. Dans l'affirmative, quelle est la parenté de M. Hall avec le ministre de la Marine et des Pêcheries?

M. Cardin—Lundi prochain—QUESTION—

1. La direction des chantiers du gouvernement, à Sorel, a-t-elle été autorisée à soumissionner, en 1919 et 1920, pour obtenir des contrats de construction ou de réparation de navires?

2. Qui demandait ces soumissions, le gouvernement, des particuliers ou des compagnies?

3. Quelle était la nature des travaux?

4. Quels étaient les prix que demandaient les soumissionnaires, y compris les chantiers de Sorel?

5. A qui les contrats ont-ils été adjugés, et à quel prix?

M. Cardin—Lundi prochain—QUESTION—Quels sont les noms, occupation et domicile des personnes qui ont sollicité les fonctions actuellement libres de surintendant des chantiers du gouvernement, à Sorel?

M. Redman—Lundi prochain—QUESTION—

1. Pour combien de routes de la province de l'Alberta le ministre des Chemins de fer a-t-il approuvé un projet d'état pour les octrois fédéraux afférant à la Loi des grandes routes du Canada, chapitre 54 des Statuts du Canada, 1919?

2. Quelles sont les routes au sujet desquelles une entente, pour l'aide fédérale, est intervenue entre la province d'Alberta et le ministre des Chemins de fer?

3. Des sommes ont-elles été payées à la province d'Alberta sous l'empire de la Loi des grandes routes du Canada?

4. Dans l'affirmative, quel en était le total au 31 mars 1921?

5. A quelles route ou routes ces paiements s'appliquent-ils?

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 8 avril.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 12 avril.</i>		
425	Comité spécial pour l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10 a.m.
<i>Mercredi, 13 avril.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	10.30 a.m.
—	Banques et Commerce.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 14 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.

No 37.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 8 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

Du consentement unanime de la Chambre, M. Reid (Grenville) obtient l'autorisation de faire insérer dans le Hansard, un état supplémentaire en réponse à la question concernant les gages payés sur les chemins de fer nationaux du Canada, soumise à la Chambre le 7 courant.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente.—Réponse à un ordre de la Chambre du 4 avril 1921:—Relevé indiquant (a) le nombre des ex-fonctionnaires qui retirent une pension du gouvernement, et qui avaient contribué pendant trente-cinq ans au fonds de retraite, (b) la somme qui reste encore dans ce fonds, et (c) les sommes retirées en 1918, 1919 et 1920.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1921,—Relevé faisant voir:—

1. Combien d'argent le gouvernement du Canada a dépensé dans chaque province du Canada en 1920, pour la voirie.

2. Combien d'argent le gouvernement du Canada a dépensé dans chaque province, en 1920, pour l'enseignement technique, sous l'empire de la Loi de l'enseignement agricole.

3. Combien le gouvernement fédéral a dépensé pour assister les expositions agricoles tenues en 1920 dans chaque province.

4. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en 1920 dans chaque province, pour le service d'un organisme des ventes de bestiaux, etc.

5. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en tout en 1920 pour aider et propager l'agriculture.

6. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en tout, en 1911, pour aider et propager l'agriculture.

7. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en 1920 dans chaque province du chef de la Loi du logement.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Copie de tous télégrammes, correspondance, et autres documents touchant la démission de M. John Sheridan, surintendant des Indiens pour le district de la Côte-Nord, dans la province du Nouveau-Brunswick, en 1920; aussi: copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents touchant sa réintégration dans ses fonctions.

M. Meighen propose:—Qu'un comité permanent sur les chemins de fer nationaux et navires soit nommé pour la présente session, et reçoive instruction de faire une enquête sur les questions suivantes:—

(1) Quelles sont les informations concernant les opérations des chemins de fer nationaux et des navires telles que conduites par le bureau des directeurs qui devraient, dans l'intérêt public, être soumises au Parlement, en réponse aux questions, motions pour production de documents ou autres;

(2) Quand, par quelle méthode, et sous quelles conditions, s'il en est, ces informations devraient être fournies, ayant égard à la nécessité de donner au Parlement et, pour le bureau des directeurs, les meilleures conditions possibles de direction.

(3) Quel système d'apurement devrait être adopté, et quelle somme de détails devraient être donnés dans le rapport annuel.

(4) Si ce comité doit être maintenu, et pour quelles raisons il doit être, et si pour ces raisons, ou pour toutes autres que le comité déterminera être d'intérêt public, le rapport annuel du bureau des directeurs doit lui être soumis; et que le comité ait le pouvoir d'interroger des témoins sous serment, d'envoyer quérir personnes, documents et archives et faire rapport de temps à autre.

Et la question étant posée.

M. King propose en amendement:—Que tous les mots après le mot "session", deuxième ligne, et jusqu'à la fin, soient biffés, et remplacés par ce qui suit:—

"Que ce comité pourra connaître de toute question afférant d'une façon quelconque aux chemins de fer que le gouvernement possède ou contrôle, soit sous la direction du département des Chemins de fer et canaux, ou d'une corporation dont le gouvernement est actionnaire—qu'il s'agisse ou non de la construction ou du service—à compter du jour où le gouvernement a nommé un Bureau de directeurs de la compagnie du chemin de fer *Canadian Northern* jusqu'aujourd'hui; et aussi connaître de toute question afférant d'une façon quelconque à la marine marchande du gouvernement canadien, soit du chef de la construction ou du service des navires, et que ce comité aura pouvoir de faire quérir papiers, personnes et archives, de retenir des conseillers et experts en matière de transport, et de faire de temps à autre tels rapports et recommandations qu'il jugera d'intérêt public."

Et la question étant posée sur l'amendement;

Et un débat s'ensuivant;

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

M. Wilson (Wentworth) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, conformément à la règle 109; agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill (No 31), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Bill (No 32), Loi constituant en corporation *The Canadian Transit Company*.

Bill (No 8), Loi concernant la Compagnie James Madlaren (à responsabilité limitée).

Bill G (No 45) du Sénat, Loi pour faire droit à William-Henry Coulson.

Bill I (No 46) du Sénat, Loi pour faire droit à Elizabeth Alexander.
 Bill J (No 47) du Sénat, Loi pour faire droit à William Gleaves Doyle.
 Bill L (No 49) du Sénat, Loi pour faire droit à Dorothy Mearuel Score.
 Bill M (No 50) du Sénat, Loi pour faire droit à Henry William Maynard.
 Bill N (No 51) du Sénat, Loi pour faire droit à George Elmor Glossop.

Sur motion de M. Wilson (Wentworth),—Ordonné, qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à Leurs Honneurs la preuve, etc., faite devant le comité des Divorces au Sénat, auquel ont été soumis les bills suivants, savoir:—

Bill (No 31), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Bill (No 32), Loi constituant en corporation *The Canadian Transit Company*.

Bill (No 8), Loi concernant la Compagnie James Maclaren (à responsabilité limitée).

Bill G (No 45) du Sénat, Loi pour faire droit à William-Henry Coulson.

Bill I (No 46) du Sénat, Loi pour faire droit à Elizabeth Alexander.

Bill J (No 47) du Sénat, Loi pour faire droit à William Gleaves Doyle.

Bill L (No 49) du Sénat, Loi pour faire droit à Dorothy Mearuel Score.

Bill M (No 50) du Sénat, Loi pour faire droit à Henry William Maynard.

Bill N (No 51) du Sénat, Loi pour faire droit à George Elmor Glossop.

Les bills suivants sont respectivement lus la seconde fois, et avec la preuve, etc., qui les accompagnent sont référés au comité des Bills Privés, savoir:—

Bill O (No 58) du Sénat, Loi pour faire droit à Hazel Galbraith.

Bill K (No 48) du Sénat, Loi pour faire droit à William John Bell.

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés,

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Meighen à l'effet qu'un comité permanent des Chemins de fer nationaux du Canada et du Commerce maritime soit nommé; et sur l'amendement de M. King.

Et le débat continuant;

Samedi, 9 avril 1921.

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est rejetée sur la division suivante:

POUR:

Messieurs

Archambault,	Deslauriers,	Lafortune,	Pelletier,
Béland,	Duff,	Lancôt,	Savard,
Boivin,	Ethier,	Lapointe,	Séguin,
Bourassa,	Euler,	Léger,	Sinclair (Antigonish-
Brouillard,	Fafard,	Lemieux,	et-Guysborough),
Cahill,	Fontaine,	MacNutt,	Sinclair (Queens,
Chisholm,	Fortier,	McDermand,	I. du P.-E.),
Copp,	Fournier,	McMaster,	Thomson
Crerar,	Gervais,	Maharg,	(Qu'Appelle),
d'Anjou,	Gould,	Marcile (Bagot),	Tobin,
Davis,	Halbert,	Michaud,	Trahan,
Déchène,	Jacobs,	Molloy,	Turgeon,
Délisle,	Johnston,	Murphy,	Vien,
Demers,	King,	Pacaud,	Wright—56.
Desaulniers,	Knox,	Papineau,	

CONTRE :

Messieurs

Andrews,	Douglas (Cap-	Long,	Sexsmith,
Argue,	Breton-S.-et-	MacKelvie,	Shaw,
Arthurs,	Richmond),	McGibbon	Sheard,
Ballantyne,	Drayton (sir Henry),	(Muskoka),	Smith,
Ball,	Edwards,	McGregor,	Spinney,
Blair,	Finley,	McIsaac,	Stacey,
Blake,	Foster (sir George),	McLean (Royal),	Steele,
Boyce,	Fraser,	McQuarrie,	Stevens,
Butts,	Fulton,	Martin,	Sutherland,
Calder,	Glass,	Meighen,	Thompson
Casselman,	Green,	Merner,	(Weyburn),
Charters,	Halladay,	Morphy,	Thompson
Clark (Bruce),	Harrison,	Myers,	(Hastings),
Clarke	Hartt,	Nesbitt,	Thompson (Yukon),
(Wellington),	Hay,	Nicholson	Tolmie,
Clements,	Henders,	(Algoma),	Tremain,
Cooper,	Hocken,	Paul,	Tweedie,
Cowan,	Keefer,	Peck,	Whidden,
Crowe,	Lalor,	Redman,	Wigmore,
Davidson,	Lang,	Reid (Grenville),	Wilson
			(Saskatoon)—73.

Et la question étant posée sur la motion principale :

M. Crerar propose en amendement,—Qu'un nouveau paragraphe soit ajouté après le paragraphe (3) :

“Quelle amélioration s'il en est pourrait être apportée dans le plan général d'administration”.

Et la question étant posée sur ledit amendement, elle est agréée.

Et la question étant posée sur la motion principale telle qu'amendée comme suit:—

Qu'un comité permanent sur les chemins de fer nationaux et navires soit nommé pour la présente session, et reçoive instruction de faire une enquête sur les questions suivantes:—

(1) Quelles sont les informations concernant les opérations des chemins de fer nationaux et des navires telles que conduites par le bureau des directeurs qui devraient, dans l'intérêt public, être soumise au Parlement, en réponse aux questions, motions pour production de documents ou autres;

(2) Quand, par quelle méthode, et sous quelles conditions, s'il en est, ces informations devraient être fournies, ayant égard à la nécessité de donner au Parlement et au public tous les faits requis pour déterminer la politique (y compris la finance) et, pour le bureau des directeurs, les meilleures conditions possibles de direction.

(3) Quel système d'apurement devrait être adopté, et quelle somme de détails devraient être donnés dans le rapport annuel.

(4) Quelle amélioration s'il en est pourrait être apportée dans le plan général d'administration;

(5) Si ce comité doit être maintenu, et pour quelles raisons il doit être, et si pour ces raisons, ou pour toutes autres que le comité déterminera être d'intérêt public, le rapport annuel du bureau des directeurs doit lui être soumis, et que le comité ait le pouvoir d'interroger des témoins sous serment, d'envoyer quérir personnes, documents et archives et faire rapport de temps à autre.

Elle est agréée sur la division suivante:—

POUR :

Messieurs

Andrews,	Drayton (Sir Henry),	McDermand,	Smith,
Argue,	Edwards,	McGibbon	Spinney,
Arthurs,	Finley,	(Muskoka),	Stacey,
Ballantyne,	Foster (Sir George),	McGregor,	Steele,
Ball,	Fraser,	McIsaac,	Stevens,
Blair,	Fulton,	McLean (Royal),	Sutherland,
Blake,	Glass,	McQuarrie,	Thompson
Boyce,	Gould,	Maharg,	(Weyburn),
Butts,	Green,	Martin,	Thompson
Calder,	Halladay,	Meighen,	(Hastings),
Casselman,	Harrison,	Merner,	Thompson
Charters,	Hartt,	Morphy,	(Yukon),
Clark (Bruce),	Hay,	Myers,	Thomson
Clarke (Wellington),	Henders,	Nesbitt,	(Qu'Appelle),
Clements,	Hocken,	Nicholson (Algoma),	Tolmie,
Cooper,	Keefer,	Paul,	Tremain,
Cowan,	Knox,	Peck,	Tweedie,
Crerar,	Lalor,	Redman,	Whidden,
Crowe,	Lang,	Reid (Grenville),	Wigmore,
Davidson,	Long,	Sexsmith,	Wilson
Douglas (Cap-Breton	MacKelvie,	Shaw,	(Saskatoon)—80.
Sud et Richmond),	MacNutt,	Sheard,	

CONTRE :

Messieurs

Archambault,	Desaulniers,	Lafortune,	Pelletier,
Béland,	Deslauriers,	Lancôt,	Savard,
Bourassa,	Duff,	Lapointe,	Séguin,
Brouillard,	Ethier,	Léger,	Sinclair (Antigonish-
Cahill,	Fafard,	Lemieux,	et-Guysborough),
Chisholm,	Fontaine,	McMaster,	Sinclair (Queens,
Copp,	Fortier,	Michaud,	I.P.-E.),
d'Anjou,	Fournier,	Molloy,	Tobin,
Déchène,	Gervais,	Murphy,	Trahan,
Délisle,	Jacobs,	Pacaud,	Turgeon,
Demers,	King,	Papineau,	Verville—42.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant sans amendement:—

Bill (No 3) Loi constituant en corporation *The Canadian Bar Association*.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill (Q) (No 63) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Leonard".

Bill R (No 64) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander LaRue".

Bill S (No 65) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Martin Morel".

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre, la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel ont été soumises les pétitions de Mary Elizabeth Leonard, Alexander LaRue et Maria Martin Morel respectivement demandant une loi de divorce et les documents produits comme preuve, avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 1 a.m., jusqu'à lundi prochain.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Prévost*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Pour combien de grandes routes de la province de Québec le ministre des chemins de fer a-t-il approuvé des projets de relevés afférant aux octrois fédéraux, du chef de la Loi des grandes routes?
2. Combien le gouvernement a-t-il payé jusqu'ici à la province de Québec, pour ces routes?
3. Quelles sommes ont été versées dans le même but, à chacune des autres provinces?

M. *Myers*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de fonctionnaires emploie le chemin de fer National-Canadien, actuellement, dans ses départements du trafic et du service?
2. Combien de fonctionnaires le Canadien-Nord employait-il dans ses départements du trafic et du service, avant son acquisition par le gouvernement?
3. Combien de fonctionnaires le Grand-Tronc-Pacifique employait-il dans ses départements du trafic et du service, avant son acquisition par le gouvernement?
4. Combien de fonctionnaires les chemins de fer du gouvernement, l'Intercolonial et le Transcontinental, employaient-ils dans les départements du trafic et du service, avant le fusionnement des compagnies dans le régime du National-Canadien?
5. Combien au total ont coûté les accidents du National-Canadien, sur la ligne Saskatoon-Calgary, en 1920?
6. Le coût des accidents a-t-il été imputé aux frais du service ou au compte capital?
7. Quelles ont été au total les dépenses du National-Canadien, pour retards, entre Saskatoon et Calgary, en 1920?
8. Pourquoi certain outillage du National-Canadien est imputé aux frais du service, au lieu du compte du capital?
9. Quel est le total imputé au capital, pour 1920, relativement au National-Canadien?

M. *Myers*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle somme totale a-t-on perçue en impôts sur le revenu, pour les années 1917 et 1918 dans la province de la Saskatchewan?
2. Combien au total a coûté la perception de cet impôt pour les années 1917 et 1918, dans la province de la Saskatchewan?

M. *Sutherland*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté l'exploitation de la ferme modèle centrale, et de chacune des fermes succursales en 1920?
2. Quelle somme a-t-on payée pour chacune sous le titre de gouvernement civil?
3. Combien a-t-on payé pour les contremaîtres et garçons de ferme respectivement, dans chaque ferme?
4. Combien a-t-on payé pour le bétail et aussi pour l'équipement de chaque ferme dans l'année susdite?
5. Quels revenus a-t-on reçus de la vente du bétail et des produits de chacune de ces fermes, en 1920?

M. *Reid* (Makenzie)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien a coûté l'administration des ressources naturelles de la Saskatchewan, depuis 1905?

2. Combien a coûté jusqu'ici l'administration des ressources naturelles de l'Alberta, depuis 1905?

3. Quels revenus a-t-on tirés des ressources naturelles de la Saskatchewan, depuis 1905??

4. Quels revenus a-t-on tirés des ressources naturelles de l'Alberta, depuis 1905?

* M. Molloy—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le département des affaires indiennes a-t-il vendu en 1919 du bétail des Indiens du Sang, pour le sauver de la famine? Dans l'affirmative, combien de têtes, à qui, et à quel prix la livre?

2. Quel prix total a-t-on reçu pour ce bétail, où l'a-t-on livré, qui a payé le transport hors de la Réserve du Sang, et combien de sujets sont morts en route?

3. Combien de temps a-t-on nourri et détenu ce bétail, après l'avoir attroupé pour l'expédition et la vente?

4. Combien de cent voyages de foin a-t-on donnés à ces bestiaux, et où a-t-on pris l'approvisionnement de foin?

5. De combien les recettes nettes de la vente de ce bétail excédait-il la valeur compensatrice du foin dont on l'a nourri en attendant l'ordre d'expédition?

* M. White—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de bestiaux des Indiens du Sang le département des affaires indiennes a-t-il déplacé par chemin de fer, en 1919, de la Réserve du Sang à la Réserve de la Roche, en Alberta, pour les sauver de la faim?

2. Quand ces bestiaux ont-ils été attroupés pour l'expédition, et quand ont-ils été expédiés?

3. Quelles étaient la quantité et la valeur compensatrice du foin dont on les a nourris en attendant l'expédition?

4. Combien a coûté le transport de ces bestiaux, de la Réserve du Sang à la Réserve de la Roche, et retour?

5. Quel total de frais a-t-on imputés à leur compte à la Réserve de la Roche?

6. Quand, et combien de ces bestiaux ont été ramenés à la Réserve du Sang, sans compter les veaux nés à la Réserve de la Roche?

7. Combien au total a coûté cette opération, à compter de l'attroupement du bétail à son retour à la Réserve du Sang?

8. Quelle partie de cette somme a été imputée directement ou indirectement aux Indiens du Sang, et à quels comptes?

M. Béland—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le total des dépenses (de toute nature) pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1921?

2. Quel est le total du revenu pour le même exercice?

3. Qu'était la dette nationale nette le 31 mars 1920?

4. Qu'était-elle le 31 mars 1921?

M. Archambault—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les divers montants que le gouvernement fédéral a versés aux provinces, pour les grandes routes, à même les octrois fédéraux, depuis qu'il a décidé d'aider aux provinces dans la construction des bonnes routes?

2. Dans le cas où certaines provinces n'auraient encore rien reçu, pourquoi n'ont-elles rien reçu?

* M. Sinclair (Antigonish et Guysborough)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondance, pétitions ou autres documents échangés entre le gouvernement de l'Île du Prince-Edouard et le gouvernement fédéral relativement à la prise en possession et à l'administration du sanatorium de Dalton, par le gouvernement fédéral, et à la remise dudit sanatorium au gouvernement de l'Île du Prince-Edouard.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants, ont, ce huitième jour d'avril, été affichés pour être pris en considération par le comité des Bills privés, le, ou après lundi prochain, le 11 courant:—

Bill O (No 58) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Galbraith".

Bill K (No 48) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Bell".

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 12 avril.</i>		
425	Comité spécial pour l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 13 avril.</i>		
429	Privilèges et Elections.....	10.30 a.m.
425	Banques et Commerce.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 14 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.

No 38.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 11 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le onzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son onzième rapport, comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et a constaté que toutes les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De William Barnes Crockett, pour une loi de divorce d'avec Annie Lenora Crockett, son épouse.

De Albert Edwin Gordon, pour une loi de divorce d'avec Edna Gertrude Gordon, son épouse.

De Gertrude Mary Turner, pour une loi de divorce d'avec John Vivian Turner, son époux.

De Lily Appleton (née Stier), pour une loi de divorce d'avec Thomas Henry Appleton, son époux.

De Matthew John Scott, pour une loi de divorce d'avec Helen Margaret Sewell Scott, son épouse.

De Emilena Dunsmore, pour une loi de divorce d'avec Harold Edmond Dunsmore, son époux.

De Annie Belle Westbeare, pour une loi de divorce d'avec Frederick Henry Westbeare, son époux.

De Christiana Stephens (née Wilson), pour une loi de divorce d'avec Edgar Thompson Stephens, son époux.

De Florence Gibb, pour une loi de divorce d'avec Henry Havelock Gibb, son époux.

De Ada Florence Keenan (née Cleal), pour une loi de divorce d'avec Albert Edward Keenan, son époux.

De Alice Andrews (née Guy), pour une loi de divorce d'avec John Bowman, son époux.

M. Calder, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Premier rapport annuel de la commission du service civil concernant son administration sous l'empire de la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public, tel que prescrit par l'article 7 du chapitre 67, 10-11 George V.

M. McCurdy, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mars 1921,—Etat faisant voir:—

1. Sommes qui ont été affectées à la Galerie Nationale du Canada du 1er avril 1916 au 1er avril 1921.
2. Comment ces sommes ont été dépensées.
3. Qui a charge de la Galerie Nationale, quand il a été nommé, à quels appointements, et quels sont ses appointements actuels.
4. Combien de fonctionnaires forment le personnel de la Galerie, quels sont leurs noms, la date de leur nomination, et leurs appointements respectifs.
5. Quels fonctionnaires du personnel de la Galerie ont retiré leurs appointements pendant la fermeture de la Galerie, et quel travail ils faisaient.
6. Quand la Galerie nationale a été fermée, pourquoi, et quand elle doit être rouverte.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 5 mai 1920,—Tableau faisant voir:—

1. Quels sont au total les crédits avancés par le gouvernement canadien (a) à la Grande-Bretagne, (b) aux Puissances alliées, avant l'armistice.
2. Sur ce total quelle proportion on a utilisée pour l'achat (a) de produits agricoles, et (b) pour produits manufacturés respectivement.
3. Quels sont au total les crédits avancés par le gouvernement canadien (a) à la Grande-Bretagne, et (b) aux Puissances alliées après l'armistice.
4. Sur ce total quelle proportion on a utilisée pour l'achat (a) de produits agricoles, et (b) de produits manufacturés, respectivement.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 4 avril 1921,—Copie de tous rapports, ordonnances, télégrammes, certificats d'estimation, ou de toute autre correspondance touchant l'abattage de 285 pores appartenant à George-B. Alderson, que des employés du ministère de l'Agriculture ont tués le 20 avril 1920, ou vers cette date, et pour lequel le ministre a refusé une compensation.

Les bills suivants du Sénat sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill P (No 62) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick-Harold Walton."—M. *Fripp*.

Bill Q (No 63) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Leonard."—M. *Ball*.

Bill R (No 64) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander LaRue."—M. *Douglas* (Strathcona).

Bill S (No 65) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Martin Morel."—M. *Fripp*.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu de la règle 37:—

Par M. Ethier:—Ordre de la Chambre,—Etat faisant voir:—

1. Combien de fonctionnaires ont été nommés permanents, le 1er avril dernier, et quels sont leurs noms.
2. La "classification" de chacun de ces fonctionnaires, et dans quels ministères ils sont employés.

3. La date de leur première nomination à titre temporaire.
4. Sur quelle recommandation ces fonctionnaires ont été nommés permanents.
5. Si d'autres surnuméraires ont été recommandés à la permanence, et dans l'affirmative, quand ils l'obtiendront.

Par M. Currie:—Ordre de la Chambre,—Relevé montrant:—

1. Combien de promotions il y a eues dans chaque classe de chaque département du service intérieur à Ottawa, pendant l'année terminée le 4 avril 1921.
2. Combien de ces promotions viennent des titres qualificatifs obtenus dans les examens du service public.
3. Combien de promotions ont été accordées sans titre qualificatif venant des examens du service public.
4. Combien de promotions ont été faites dans chaque département sans la formalité des examens du service public ou sans "classification".

Par M. Myers:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant:—

1. Combien de fonctionnaires emploie le chemin de fer National-Canadien, actuellement, dans ses départements du trafic et du service.
2. Combien de fonctionnaires le Canadien-Nord employait dans ses départements du trafic et du service, avant son acquisition par le gouvernement.
3. Combien de fonctionnaires le Grand-Tronc-Pacifique employait dans ses départements du trafic et du service, avant son acquisition par le gouvernement.
4. Combien de fonctionnaires les chemins de fer du gouvernement, l'Intercolonial et le Transcontinental, employaient dans les départements du trafic et du service, avant le fusionnement des compagnies dans le régime du National-Canadien.
5. Combien au total ont coûté les accidents du National-Canadien, sur la ligne Saskatoon—Calgary, en 1920.
6. Si le coût des accidents a été imputé aux frais du service ou au compte capital.
7. Quelles ont été au total les dépenses du National-Canadien, pour retards, entre Saskatoon et Calgary, en 1920.
8. Pourquoi certain outillage du National-Canadien est imputé aux frais du service, au lieu du compte du capital.
9. Quel est le total imputé au capital, pour 1920, relativement au National-Canadien.

L'adresse à Son Excellence et l'ordre de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Smith:—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, pour:—Copie des télégrammes, correspondance, pétitions et autres documents que le gouvernement fédéral a échangés avec le gouvernement provincial d'Ontario, ou qui ont été échangés par des ministres d'une administration ou de l'autre, touchant la révocation de l'embargo placé sur le bétail canadien en Angleterre.

Par M. Sinclair (Queens):—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance, pétitions, ou autres documents, échangés entre le gouvernement de l'Île du Prince-Edouard et le gouvernement fédéral relativement à la prise en possession et à l'administration du sanatorium de Dalton, par le gouvernement fédéral, et à la remise dudit sanatorium au gouvernement de l'Île du Prince-Edouard.

M. Casgrain propose—Que de l'avis de la Chambre un service moderne de vapeurs trois fois par semaine, soit établi sous le contrôle du gouvernement, entre la Malbaie, dans le comté de Charlevoix, et Tadoussac, dans le comté de Saguenay.

Après débat, la question étant posée sur ladite motion, elle est résolue dans la négative

M. Fielding propose:—Qu'il est désirable que les règlements de la Chambre soient modifiés de façon (a) à fixer à trois heures au lieu de deux heures, (temps actuel), l'ouverture des séances les mercredis, (b) que la Chambre s'ajourne à onze heures du soir, lorsque les circonstances exceptionnelles n'exigent pas, de l'avis général, une séance plus longue.

Après débat, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

Du consentement de la Chambre, M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne maintenant aux Affaires de Routine, aux Motions; agréé.

Les motions étant en conséquence appelées;

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné, que le comité permanent créé, en vertu de la résolution de la Chambre du 8 courant, concernant la production d'informations, le système d'apurement, la publication des détails dans le rapport annuel et les améliorations qui pourraient être apportées dans le plan général de direction des chemins de fer nationaux du Canada et de la Marine marchande, telle qu'actuellement en force, et la continuation dudit comité et la référence dudit rapport à ce comité, soit composé de MM. Allan, Ballantyne, Bureau, Cahill, Casgrain, Chaplin, Copp, Crerar, Davidson, Duff, Hocken, Long, Maclean (Halifax), Maclean (York), Manion, McLean (Royal), Mewburn, Murphy, Nicholson (Algoma), Papineau, Reid (Grenville), Reid (Mckenzie), Stevens, Stewart (Lanark), Tweedie et White; et que la règle 11 soit suspendue à ce sujet.

M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne maintenant aux Avis de Motions; agréé.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement, savoir:—

Bill (No 7), Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Bill (No 21), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Oshawa.

Bill (No 22), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer des Mille-Iles.

Bill (No 25), Loi concernant *The Kettle Valley Railway Company*.

Bill (No 26), Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company*.

Bill (No 27), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Bill (No 29), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Terminal d'Essex.

Bill (No 30), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest.

Aussi,—Un message informant la Chambre, que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre, savoir:—

Bill H (No 66) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*."

Bill T (No 67) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Gourley."

Bill U (No 68) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Edwin William Flower."

Bill V (No 69) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Royland Stanley Morrison."

Bill W (No 70) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ebenezer Sims."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité des Divorces au Sénat, auquel ont été référées les pétitions de George Gourley, Thomas Edwin William Flower, Royland Stanley Morrison et Arthur Ebenezer Sims, demandant respectivement une loi de divorce et les documents produits comme preuve, avec prière qu'ils soient retournés au Sénat.

L'ordre de la Chambre et l'adresse à Son Excellence qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Fielding:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance que le ministre des Chemins de fer et Canaux, ou qu'un fonctionnaire de ce département, à Ottawa, a échangée depuis janvier 1912 avec un fonctionnaire du chemin de fer Intercolonial, et qu'un fonctionnaire quelconque comme susdit, à échangée avec *G.-T. Davie & Sons* ou un agent ou avoué de cette compagnie, touchant l'expropriation de terrains à Lévis, P.Q., pour les fins du chemin de fer Intercolonial.

Par M. Lemieux:—Adresse à Son Excellence, le Gouverneur général:—Copie de toute la correspondance que le Juge en chef de l'Ontario a échangée avec un membre du gouvernement, relativement à la Loi des Juges, de la session de 1920?

L'ordre étant lu pour la prise en considération ultérieure de la résolution de M. Campbell, telle qu'amendée,—Que, de l'avis de la Chambre, le travail, sur le chemin de fer de la baie d'Hudson, soit repris dès que la situation financière le permettra, et que l'entreprise soit achevée dans le plus bref délai possible;

Sur motion de M. Campbell, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

L'Ordre étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la résolution de M. Hocken:—Que, de l'avis de la Chambre, l'intérêt général du Canada serait mieux servi en rendant possible à un homme industrieux, rangé et éconôme de devenir propriétaire d'un lot et maison par fiefs simples; que le gouvernement du Canada devrait donner de l'aide afin de rendre la chose possible; et qu'à cet effet, "une appropriation annuelle soit faite" afin d'acheter des terres et d'y construire des logements pour des hommes ayant bon caractère et pouvant faire un petit paiement initial et liquider leur dette par des versements mensuels qui seront déterminés; qu'un bureau de logement fédéral soit nommé pour perfectionner ce plan, qui pour la première année ou pour plus longtemps si le Gouverneur en conseil juge la chose désirable, ne pourrait s'appliquer qu'aux soldats ayant servi outre-mer.

Sur motion de M. Hocken, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

L'ordre étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la résolution de M. Steele:—La Chambre est d'avis que le Parlement devrait étudier l'approvisionnement futur du Canada en combustible, et qu'un comité spécial de la Chambre devrait incessamment être nommé pour s'enquérir de toutes questions en l'espèce, avec pouvoir de faire quérir personnes, documents et archives, d'interroger les témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre.

Sur motion de M. Steele, du consentement de la Chambre, ledit ordre est rescindé, et la résolution retirée.

Le Bill (No 52), Loi modifiant le Code criminel est lu la seconde fois, considéré en comité général, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés; M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la question étant posée, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

Et le comité continuant de siéger;

Mardi, 12 avril 1921.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XIX—SERVICE MARITIME ET FLUVIAL.

205	Entretien et réparation des steamers de l'Etat et brise-glace.	1,750,000 00
207	Enquête sur les naufrages.	12,300 00
208	Dépenses des écoles de navigation.	8,000 00
209	Pour pourvoir au soutien temporaire des marins indigents et pour couvrir les dépenses de formules d'expédition.	3,000 00
210	Enregistrement des navires.	6,000 00
211	Enlèvement d'obstacles des eaux navigables.	18,000 00
212	Inspection des expéditions de bestiaux.	3,000 00
213	Continuer les subventions pour l'outillage de sauvetage—Québec et Colombie-Britannique.	35,000 00
214	Dépenses imprévues.	5,000 00
215	Service de sauvetage, y compris récompenses pour sauvetage de personnes.	90,000 00

XX—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Marine.

216	Chenal de navigation du fleuve Saint-Laurent—Entretien et fonctionnement de la flotte des dragues.	528,000 00
217	Pour l'entretien et les améliorations du chantier maritime de Sorel, des ateliers et des bureaux, et frais d'exploitation.	75,000 00
219	Pour la construction d'un vapeur brise-glace à utiliser dans le fleuve Saint-Laurent, y compris l'entretien de ce vapeur (à voter de nouveau).	2,000,000 00

XXI—PHARES ET SERVICE CÔTIER

220	Agences, loyers et dépense casuelle.	215,000 00
221	Salaires et allocations des gardiens des phares.	650,000 00
222	Entretien et réparation des phares.	800,000 00
223	Construction de phares et aide à la navigation, y compris la réglementation de la navigation dans la rivière Détroit et aux autres endroits où la chose est jugée nécessaire.	400,000 00
224	Service des signaux.	75,000 00
225	Administration du pilotage.	250,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.50 p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Marcil* (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on reçu des requêtes pour l'agrandissement de la station, ou pour l'érection de débarcadères surélevés, à la gare de Saint-Alexis, comté de Bonaventure?
2. Dans l'affirmative, qu'a-t-on fait? Si on n'a rien fait, pourquoi?
3. Des parties des terrains de la gare ont-elles été louées à un M. Arsenault, à Blaquière et Arsenault, ou Ludger Gallant, ou à d'autres, à l'exclusion du public, pour des fins quelconques?
4. Dans l'affirmative, l'administration du National-Canadien s'informerait-il si c'est dans l'intérêt public?
5. Si ce n'est pas dans l'intérêt public, le bail sera-t-il résilié?

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle est la date du jugement de Halifax sur les pêcheries?
2. Quelle est la somme de ce jugement?
3. Quand l'argent a-t-il été payé au Receveur général?
4. Par quelle autorité les primes de pêche sont-elles payées aux pêcheurs canadiens?
5. Quand a-t-on adopté la législation autorisant ce payment de primes, et quand est-elle entrée en vigueur?
6. Qui a bénéficié de l'intérêt sur le jugement, entre le jour où l'argent a été payé au Receveur général, et le jour où le payment des primes a commencé?

M. *Fripp*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu une pétition des fonctionnaires en retraite, demandant une augmentation de pension, vu la cherté actuelle de la vie par comparaison avec l'époque de leur mise à la retraite?
2. Le gouvernement sait-il que le gouvernement impérial a dernièrement accordé une augmentation de pension aux fonctionnaires en retraite?
3. Si le gouvernement a reçu semblable pétition, quelle décision, s'il en est, doit-il prendre à ce sujet; satisfera-t-il à la demande des requérants soit en augmentant leurs pensions, soit en leur donnant un boni, comme le gouvernement britannique l'a fait?

Le *Premier Ministre*—Jeudi prochain—Que les arrêtés en conseil C.P. 279, du 5 février 1921, et C.P. 999, du 23 mars 1921, concernant la nomination et le salaire d'un gérant pour le restaurant du Parlement, lesquels furent déposés sur la Table de la Chambre le 4 courant, soient approuvés.

Le *Ministre de la Justice*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant le Code criminel."

Le *Ministre de la Justice*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de la liquidation."

Le *Ministre de la Justice*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi autorisant la ratification et la mise en vigueur du protocole du seize décembre 1920 acceptant les Statuts du Tribunal permanent de justice internationale du treize décembre 1920."

M. *Tobin*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Pour combien de routes de la province de Québec le ministre des chemins de fer a-t-il approuvé un projet de relevé pour les octrois fédéraux afférant à la Loi des grandes routes du Canada, chapitre 56 des Statuts du Canada, 1919?

2. Quelles sont les routes au sujet desquelles une entente, pour l'aide fédérale, est intervenue entre la province de Québec et le ministre des chemins de fer?

3. Des sommes ont-elles été payées à la province de Québec sous l'empire de la Loi des grandes routes du Canada?

4. Dans l'affirmative, quel en était le total au 31 mars 1921?

5. A quelle route ou routes ces paiements s'appliquent-ils?

M. *Duff*—Jeudi prochain—QUESTION—Quels travaux ou fonctions chaque fonctionnaire ou commis des Pêcheries à Ottawa recevant \$1,800 ou plus d'appointements annuels exerçait-il dès son entrée dans cette division du service public?

M. *Buchanan*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quand doit expirer le bail hydraulique que la A. R. & I Company, détient sur la rivière au Lait pour fins d'irrigation?

2. Le gouvernement se propose-t-il de prolonger ou de renouveler ce bail?

3. Certains districts d'irrigation de l'Alberta-Sud ont-ils représenté au gouvernement que ce bail devrait être résilié?

4. Quel est l'avis du gouvernement sur cette proposition?

M. *Nicholson* (Queens)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. La province de l'île du Prince-Edouard a-t-elle pris quelque décision touchant les octrois fédéraux afférant à la Loi des Grandes routes du Canada, 1919?

2. Dans l'affirmative, pour combien de routes dans la province susdite le ministre des chemins de fer a-t-il approuvé de projets de relevé?

3. Quelles sont les routes au sujet desquelles des conventions pour l'octroi fédéral sont intervenues entre la province de l'île du Prince-Edouard et le ministre des chemins de fer?

4. Des sommes ont-elles été payées à la province de l'île du Prince-Edouard, sous l'empire de la Loi des grandes routes du Canada? Dans l'affirmative, quel en est le total au 31 mars 1921?

5. A quelle route ou routes ces paiements s'appliquent-ils?

6. Pour combien de grandes routes dans la province de l'île du Prince-Edouard des projets de relevé ont-ils été produits par le gouvernement de cette province et n'ont pas encore été approuvés au ministère des chemins de fer?

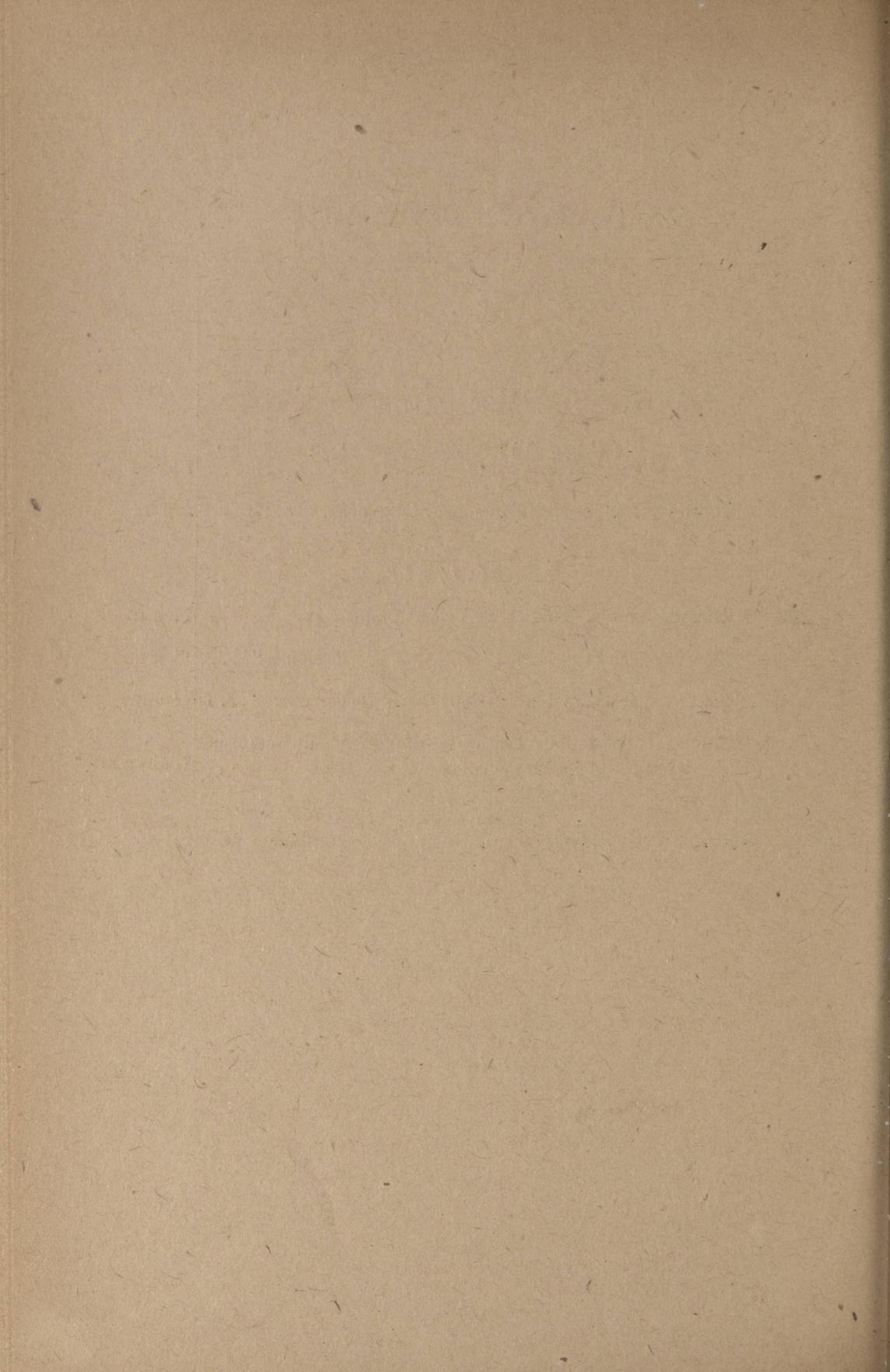
M. *Copp*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes correspondances, télégrammes et autres documents envoyés à et reçus des percepteurs et sous-percepteurs des douanes et du revenu de l'Intérieur, depuis le 21 mars dernier jusqu'à date, par le commissaire des douanes et le sous-ministre relativement aux changements qui sont effectués dans les bureaux du revenu de l'Intérieur, et l'allocation des bureaux aux officiers en charge de l'administration des anciennes divisions du revenu de l'Intérieur.

M. *Mowat*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Probation des délinquants)."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 13 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	4 p.m.
<i>Jeudi, 14 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
425	Comité spécial pour l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.

OTTAWA: Imprimé par THOMAS MULVEY, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1921



No 39.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 13 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le douzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son douzième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné la pétition suivante pour bill privé, et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies, savoir:—

De la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montréal et du Sud, pour une loi prorogeant le délai dans lequel son chemin de fer peut être construit.

M. Steele, du comité spécial nommé pour faire une enquête sur toutes matières qui se rapportent à l'approvisionnement futur du combustible en Canada, présente le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:—

Votre comité recommande que les dépositions prises devant lui soient imprimées de jour en jour, et que la règle 74 soit suspendue à ce sujet.

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,— Rapport du surintendant des pénitenciers pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Sur motion de M. Meighen, les arrêtés en conseil C.P. 279, du 5 février 1921, et C.P. 999, du 23 mars 1921, concernant la nomination et le salaire d'un gérant pour le restaurant du Parlement, lesquels furent déposés sur la Table de la Chambre le 4 courant, sont approuvés.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 avril 1921,—Tableau indiquant:—

1. Le nombre de fonctionnaires du gouvernement dans les îles britanniques.
2. Combien il y maintient de départements.
3. Combien de fonctionnaires le gouvernement a aux Etats-Unis.
4. Combien de départements il y maintient.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Davidson,—Ordonné, que le quorum pour le comité spécial nommé pour prendre en considération le sujet de la représentation proportionnelle et le sujet du vote transférable ou le vote préférentiel se compose de sept membres, et que ledit comité ait aussi le pouvoir de faire rapport de temps à autre, et autorisé de faire imprimer de jour en jour ses procédures et les dépositions prises devant lui pour l'usage de ses membres, et que la règle 74 soit suspendue à son sujet.

Sur motion de M. Steele,—Ordonné, que les dépositions prises devant le comité spécial nommé pour s'enquérir des sujets qui se rapportent à l'approvisionnement futur du combustible en Canada pour l'avenir, soient imprimées de jour en jour, et que la règle 74 s'y rapportant soit suspendue conformément à la recommandation contenue dans le premier rapport de ce comité.

Les bills suivants du Sénat, sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, savoir:—

Bill H (No 66) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*."—M. Lemieux.—A.F.

Bill T (No 67) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Gourley."—M. Fripp.—A.F.

Bill U (No 68) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Edwin William Flower."—M. Fripp.—A.F.

Bill V (No 69) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Royland Stanley Morrison."—M. Douglas (Strathecona).—A.F.

Bill W (No 70) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ebenezer Sims."—M. Smith.—A.F.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu de la règle 37:—

Par M. Reid (Mackenzie):—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Si le gouvernement exploitait une ligne télégraphique dans la Colombie-Anglaise septentrionale, avant d'acquérir la ligne de la *Great North Western Telegraph Company*, relativement aux chemins de fer du Grand-Tronc-Pacifique et du Canadien-Nord.

2. Si le gouvernement exploite encore les deux lignes de télégraphe, savoir, l'ancienne ligne du gouvernement et celle de la G.N.W.

3. Pourquoi le gouvernement entretient deux bureaux des télégraphes à Hazelton, New-Hazelton, Smithers, Telkwa, et autres endroits sur le Grand-Tronc-Pacifique.

4. Si l'achalandage justifie le maintien de deux bureaux séparés des télégraphes dans les villes nommées.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le chemin de fer *St. John and Quebec*.

(En comité).

La résolution suivante est adoptée:—

Que les dispositions du chapitre trente-et-un des statuts de 1919, touchant la prorogation du délai pour l'achèvement du chemin de fer *St. John and Quebec*, entre Centreville, dans le comté de Carleton et Andover, dans le comté de Victoria, soient amendées par la substitution du 31 décembre 1923, au 31 décembre 1921.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

M. Reid (Grenville)), du consentement de la Chambre, présente alors un Bill (No 71), Loi autorisant une prorogation de délai pour l'achèvement du chemin de fer *Saint John and Quebec*, entre Centreville, dans le comté de Carleton, et Andover, dans le comté de Victoria, N.B., lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution pour amender la Loi des épizooties.

(En comité).

La résolution suivante est adoptée:—

Qu'il est expédient d'amender la Loi des épizooties, en décrétant que la durée de vigueur du paragraphe un de l'article six de ladite Loi, établie par le chapitre huit des statuts de 1918, au sujet des compensations pour animaux abattus sera prolongée de trois ans à compter du 24 mai 1921.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

Le Bill (No 17), Loi ayant pour objet de définir l'expression "ressortissants du Canada" est de nouveau considéré en comité général, rapporté avec des amendements, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 23) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Commission du contrôle du lac des Bois", est lu la seconde fois, considéré en comité général, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 39), Loi modifiant les lois concernant les manœuvres frauduleuses aux élections, est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Fielding propose en amendement,—Que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la motion soient retranchés, et remplacés par les suivants:—

"la Chambre est d'avis, que le gouvernement devrait présenter une mesure pour approuver, ratifier et confirmer un traité de réciprocité commerciale entre les Etats-Unis et le Canada, signé à Washington, le 21 janvier 1911, par l'honorable P. C. Knox, pour les Etats-Unis, et par l'honorable W. S. Fielding et feu l'honorable William Paterson pour le Canada, lequel traité est encore sur les statuts des Etats-Unis."

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR:

Messieurs

Archambault,	Fafard,	Léger,	Prévost,
Béland,	Fielding,	Lemieux,	Proulx,
Bourassa,	Fontaine,	Lesage,	Reid (Mackenzie),
Boyer,	Fortier,	MacNutt,	Rinfret,
Brouillard,	Fournier,	McCrea,	Robb,
Cahill,	Gauvreau,	McDermand,	Ross,

Campbell,	Gervais,	McDonald,	Savard,
Cardin,	Gordon,	McGibbon	Séguin,
Casgrain,	Gould,	(Argenteuil),	Sinclair (Antigonish-
Chisholm,	Halbert,	McMaster,	et-Guysborough),
Copp,	Johnston,	Maharg,	Sinclair (Queens,
Crerar,	Kennedy (Essex-N.),	Marcile (Bagot),	I. du P.-E.),
d'Anjou,	Kennedy (Glengarry-	Michaud,	Stein,
Déchène,	et-Stormont),	Molloy,	Thomson
Delisle,	King,	Pacaud,	(Qu'Appelle),
Demers,	Knox,	Papineau,	Tobin,
Desaulniers,	Lafortune,	Pardee,	Truax,
Deslauriers,	Lanctôt,	Parent,	Turgeon,
Duff,	Lapointe,	Pedlow,	Vien,
DuTremblay,	Lavigueur,	Pelletier,	White,
Euler,	Leduc,	Power,	Wright—79.

CONTRE :

Messieurs

Anderson,	Crowe,	Keefer,	Reid (Grenville),
Andrews,	Cruise,	Lalor,	Scott,
Argue,	Currie,	Lang,	Sexsmith,
Armstrong	Davidson,	Long,	Shaw,
(Lambton),	Doherty,	MacKelvie,	Sheard,
Armstrong (York),	Douglas	Mackie	Simpson,
Arthurs,	(Strathcona),	(Renfrew),	Smith,
Ballantyne,	Douglas (Cap-	McCurdy,	Spinney,
Ball,	Breton-S.-et-	McGibbon	Stacey,
Best,	Richmond),	(Muskoka),	Steele,
Blair,	Drayton (sir Henry),	McGregor,	Stevens,
Blake,	Edwards,	McIsaac,	Stewart
Bonnell,	Elkin,	McLean (Royal),	(Hamilton),
Bowman,	Finley,	McQuarrie,	Stewart (Lanark),
Boyce,	Foster (York),	Manion,	Sutherland,
Brien,	Fraser,	Martin,	Thompson
Bristol,	Fulton,	Meighen,	(Weyburn),
Butts,	Glass,	Merner,	Thompson
Calder,	Green,	Middlebro,	(Hastings),
Casselman,	Griesbach,	Morphy,	Thompson (Yukon),
Chaplin,	Halladay,	Mowat,	Tolmie,
Charters,	Harold,	Munson,	Tremain,
Clark (Bruce),	Harrison,	Myers,	Tudhope,
Clarke	Hartt,	Nesbitt,	Tweedie,
(Wellington),	Hay,	Nicholson	Whidden,
Cockshutt,	Henders,	(Algoma),	Wigmore,
Cooper,	Hepburn,	Paul,	Wilson
Cowan,	Hocken,	Porter,	(Wentworth)—100.

Et la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée.

La Chambre en conséquence se forme de nouveau en comité des subsides.

Et le comité continuant de siéger.

Jeu-di, 14 avril 1921.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

XX—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL

218 Programme de construction de navires du gouvernement—Somme requisse pour la construction des navires suivant le programme du gouvernement.	8,330,000 00
--	--------------

Résolu.—Qu'une somme, n'excédant pas \$71,499,703.70, représentant un sixième de chaque crédit inscrit dans le budget principal pour l'exercice se terminant le 31 mars 1922, et un sixième du montant de l'item de la gratification provisoire pour les services intérieur et extérieur du service civil tel qu'inscrit dans le budget supplémentaire pour l'exercice se terminant le 31 mars 1922, soit accordée à Sa Majesté pour l'exercice se terminant le 31 mars 1921.

Résolutions à rapporter.

La résolution No 218 est rapportée; rapport à recevoir à la prochaine séance de la Chambre.

La résolution concernant les subsides provisoires (un sixième) est rapportée, lue la seconde fois et agréée; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Drayton propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens;

Et la question étant posée sur ladite motion, elle est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des Voies et Moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu.—Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté pour le compte de certaines dépenses du service public pour l'exercice se terminant le 31 mars 1922, la somme de soixante-et-onze millions, quatre cent quatre-vingt-dix-neuf mille sept cent trois dollars soixante-dix centins soit octroyée à même le fonds du revenu consolidé du Canada.

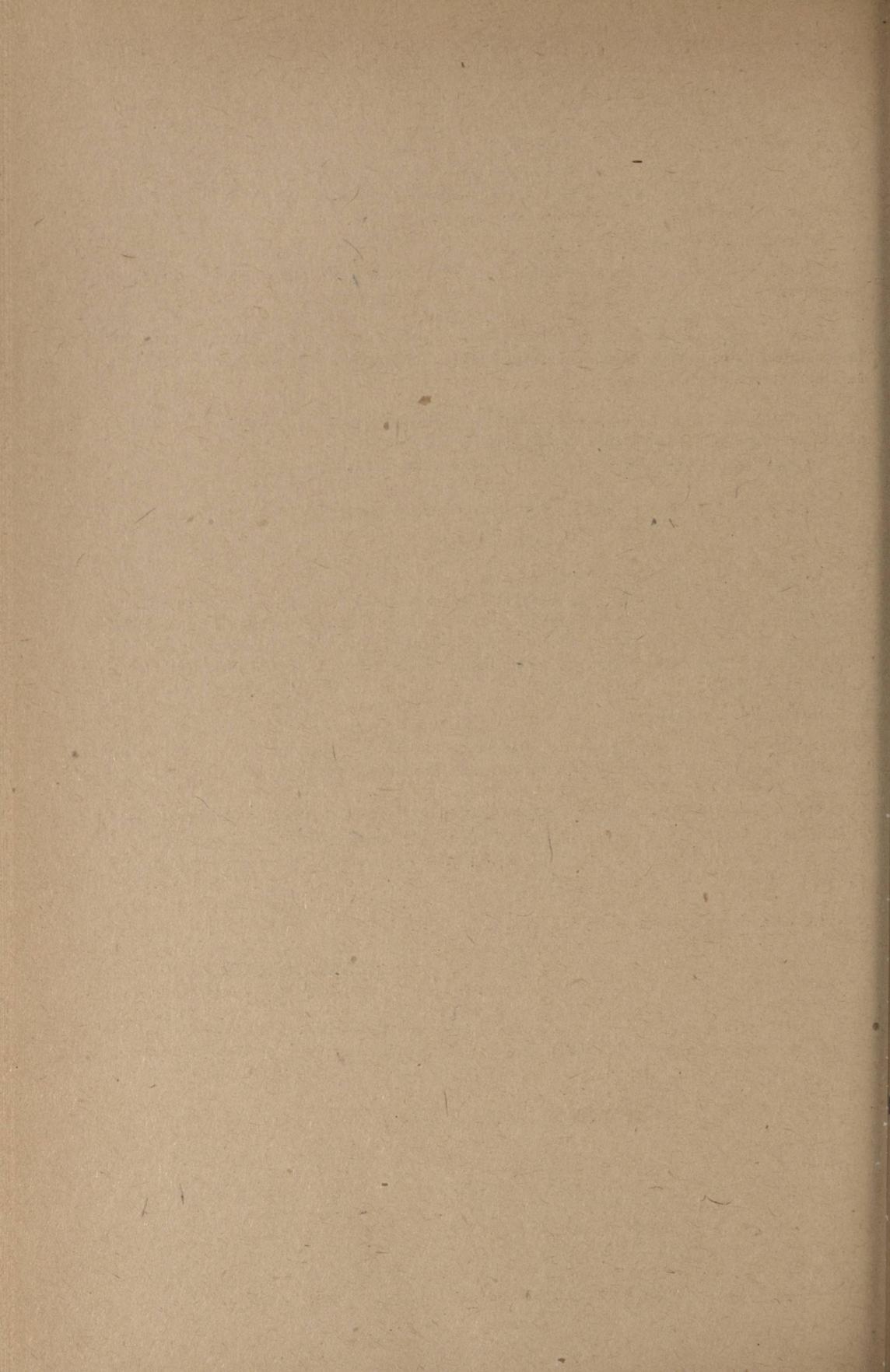
Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et adoptée,—le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sir Henry Drayton présente alors un Bill No 42, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1922, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 2.30 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Léger—Vendredi prochain—QUESTION—

1. John Sheridan, qui fut candidat lors des dernières élections provinciales du Nouveau-Brunswick, le 9 octobre 1920, a-t-il démissionné comme surintendant des sauvages du district de la rive nord, dans la province susdite, avant la date de ces élections?

2. Dans l'affirmative, quelle est la date de sa démission?

3. Le gouvernement a-t-il accepté sa démission?

M. Chisholm—Vendredi prochain—QUESTION—Combien, au total, les banques "chartées" du Canada ont-elles payé au Trésor, en impôts, pendant l'année 1920?

M. Papineau—Vendredi prochain—QUESTION—

1. De qui a-t-on acheté l'ameublement du nouveau palais législatif?

2. Cet ameublement est-il entièrement de fabrication canadienne? Dans la négative, pourquoi?

M. Power—Vendredi prochain—QUESTION—

Relativement à la déclaration suivante de sir Arthur Williamson, secrétaire parlementaire et financier du *War Office*, laquelle paraît à la page 2129 des débats parlementaires de la Chambre des Communes britannique, volume 136, 23 décembre 1920:

"En vertu du projet d'établissement du Fonds de service conjoint que le gouvernement a sanctionné l'an dernier, le capital courant pour l'administration des instituts des troupes de terre, de mer et de l'air, doit être pris à même les fonds accumulés pendant la guerre."

1. Une partie des fonds susdits venaient-ils des soldats canadiens?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il de protester contre des décisions qui auraient pour effet de donner aux troupes britanniques des fonds de cantine aux frais des soldats des troupes expéditionnaires canadiennes?

* M. White—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que le troupeau de taureaux pur-sang de la Réserve du Sang a été réduit de 66 à l'automne de 1919 à 8 survivants le printemps suivant? Dans l'affirmative, qu'est-il arrivé aux autres? Dans la négative, quels sont les chiffres exacts?

2. Un mémoire a-t-il été présenté au surintendant général des affaires indiennes, au nom des Indiens du Sang, et (a) disait-il que la perte des bestiaux des indiens venait de la mauvaise administration de la réserve aux mains des fonctionnaires du département, et (b) a-t-on demandé au gouvernement de connaître de cette accusation par voie d'une commission ayant les pouvoirs d'un tribunal?

3. Qu'a fait le gouvernement sur ce mémoire, dans les huit mois qui ont suivi sa présentation?

4. Le gouvernement a-t-il déjà répondu à ce mémoire des Indiens du Sang?

* M. Molloy—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que 1,500 bestiaux des Indiens du Sang sont morts de faim dans l'hiver 1919-20? Dans la négative, quel est le chiffre exact des pertes?

2. Combien de bestiaux des Indiens du Sang ont été comptés et catalogués lors de l'atroupement printannier de 1919, veaux du printemps compris?

3. Combien de bestiaux survivants ont été répertoriés lors de l'atroupement et du dénombrement de 1920, sans compter les veaux du printemps?

4. Combien de chevaux de trait des Indiens du Sang ont été signalés au département, comme ayant péri de faim dans l'hiver de 1919-20?

5. Combien a-t-on signalé au département de chevaux indiens morts de faim dans la période susdite, en dehors des chevaux de trait?

M. *Archambault*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant le Code criminel."

M. *Béland*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les produits de l'érable, 1920."

Le *Premier Ministre*—Vendredi prochain—Que le lundi 25 avril et chaque lundi subséquent jusqu'à la fin de la session, les Avis de motions du gouvernement et les Mesures du gouvernement auront priorité sur toutes autres affaires, sauf les bills privés, les questions et les avis de motions pour production de documents.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 14 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
231	Comité spécial sur les chemins nationaux et navires....	10.50 a.m.

No 40.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 14 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. Mewburn, du comité permanent des Chemins de fer nationaux du Canada et du Commerce maritime, présente le premier rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre, et autorisé à faire imprimer de jour en jour pour l'usage de ses membres, les procédures et les témoignages qu'il a entendus, et que la règle 71 soit suspendue à cet effet.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Mewburn, ledit rapport est adopté.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 avril 1921,—Etat indiquant:—

1. Relativement au service public fédéral, ce qui est entendu par les mots (a) service intérieur, et (b) service extérieur.

2. Combien de fonctionnaires il y a actuellement dans (a) le service intérieur et (b) le service extérieur.

M. Calder, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie des arrêtés du conseil, C.P. 2010 et 2039, établissant des règlements sous l'empire des dispositions de la Loi des médicaments brevetés ou *Proprietary*.

Les bills suivants sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill (No 72), Loi modifiant la Loi des liquidations.—M. *Doherty*.

Bill (No 73), Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920.—M. *Doherty*.

Bill (No 74), Loi modifiant le Code criminel (Mise en surveillance des délinquants).—M. *Mowat*.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi informe la Chambre, que lorsque la Chambre s'est formée en comité général hier pour prendre en considération la résolution sur laquelle est fondée le bill (No 71), Loi autorisant une prorogation de délai pour l'achèvement du chemin de fer *Saint John and Quebec*, entre Centerville, dans le comté de Carleton, et Andover, dans le comté de Victoria, N.-B., il a par inadvertance oublié d'annoncer que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été mis au fait de ladite résolution, il la recommandait à la Chambre.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu de la règle 37:—

Par M. Sutherland:—Ordre de la Chambre,—Etat faisant voir:—

1. Combien a coûté l'exploitation de la ferme modèle centrale, et de chacune des fermes succursales en 1920.
2. Quelle somme on a payée pour chacune sous le titre de gouvernement civil.
3. Combien on a payé pour les contremaîtres et garçons de ferme respectivement, dans chaque ferme.
4. Combien on a payé pour le bétail et aussi pour l'équipement de chaque ferme dans l'année susdite.
5. Quels revenus on a reçus de la vente du bétail et des produits de chacune de ces fermes, en 1920.

Par M. Duff:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—Quels travaux ou fonctions chaque fonctionnaire ou commis des Pêcheries à Ottawa recevant \$1,800 ou plus d'appointements annuels exerçait dès son entrée dans cette division du service public.

Le Bill (No 42), Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'exercice se terminant le 31 mars 1922, est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement;

Du consentement de la Chambre, ledit bill est lu la troisième fois et passé.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant la commission canadienne des blés.

(En comité).

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de décréter que la création de la Commission canadienne des blés, par le Gouverneur en conseil en vertu du décret du Conseil du 31 juillet 1919 (C.P. 1589), les nominations faites de ce chef, et les pouvoirs, devoirs et droits de la Commission et du comité exécutif, du président et des membres de la Commission, définis dans le décret susdit et dans les décrets du 7 août 1919 (C.P. 1659), du 29 août 1919 (C.P. 1817) du 18 octobre 1919 (C.P. 2148), du 3 décembre 1919 (C.P. 2430), du 9 décembre 1919 (C.P. 2462), et dans deux décrets (C.P. 1741 et C.P. 1762) du 18 août 1919 et dans tout autre décret du Conseil adoptés relativement à la Commission, et les statuts et règlements et ordonnances de la Commission, soient ratifiés et confirmés comme comptant des dates respectivement de ces décrets du Conseil, statuts, règlements et ordonnances; et que les pouvoirs, devoirs et droits de la Commission, du comité exécutif, du président et des membres soient maintenus en pleine vigueur en tant qu'il sera nécessaire et opportun pour la clôture et l'achèvement des affaires de la Commission des blés, ou toute affaire afférente; et que le Gouverneur en conseil aura pouvoir, pendant la continuation de ces affaires de remplir les vacances de la présidence ou du corps de la Commission, et de faire tout règlement qu'il jugera nécessaire ou opportun pour la conduite, l'administration et la clôture des affaires de la Commission.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et adoptée.

Sir George Foster, du consentement de la Chambre, présente alors un Bill (No 75), Loi concernant la Commission des blés du Canada, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des juges est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill F (No 57) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des Postes", est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 61), Loi concernant un certain arrangement commercial entre Sa Majesté et le Président de la République française, est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité).

La résolution suivante est adoptée; (*cinq cinquièmes de la somme ci-dessous*):—

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

19 Mines—

Traitements.	477,250 00
Dépense casuelle.	6,000 00

Résolution à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.40 p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

* M. Casgrain—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le total des valeurs que les gouvernements de la Colombie-Anglaise, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario, de Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Île du Prince-Edouard, ont garanties pour les chemins de fer?

2. Le Dominion a-t-il payé de l'intérêt ou des coupons au sujet de ces valeurs susdites, à la place des provinces?

3. Dans l'affirmative, combien, à quelles provinces, et combien dans chaque cas?

4. Des provinces ont-elles payé de l'intérêt ou des coupons sur les valeurs garanties des chemins de fer de leur territoire?

5. Dans la négative, pourquoi?

6. Le gouvernement fédéral se propose-t-il d'imposer ces obligations provinciales au Canada?

* M. Casgrain—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel était le nombre de personnes par mille de chemin de fer exploité au Canada, en 1896, 1911 et 1914?

2. Quel était le nombre des personnes par mille de chemin de fer exploité dans chacune des neuf provinces (l'Alberta et la Saskatchewan dans leurs bornes actuelles), et quel était le milliaire dans chacune des provinces en 1896, 1911 et 1914?

* M. Brouillard—Lundi prochain—QUESTION—

1. Relativement à un câblogramme à la *Montreal Gazette* et publié le 8 avril 1921, dans lequel il est question de "Harry Biggar, archiviste fédéral en Europe", semblable personne exerce-t-elle ces fonctions pour le gouvernement fédéral?

2. Dans l'affirmative, comment et quand a-t-il été nommé et quels sont ses fonctions et appointements?

3. Quel travail ledit Harry Biggar faisait-il immédiatement avant sa nomination au poste d'archiviste fédéral en Europe, et quels appointements touchait-il pour ce travail?

4. Ledit Harry Biggar reçoit-il la somme de ses dépenses en plus de ses appointements actuels?

5. Combien au total lui a-t-on payé jusqu'ici, et combien doit-il recevoir en plus?

M. Bourassa—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il loué la drague *Internationale* à la Commission du port de Chicoutimi, qui est une compagnie subsidiaire de la *Ha Ha Bay Sulphite Co.*?

2. Dans l'affirmative, combien a-t-on payé au gouvernement pour le louage?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il prêté cette drague à la Commission susdite?

4. Dans l'affirmative, combien de dépenses le gouvernement a-t-il encourues depuis que la drague a été dépêchée sur Port-Alfred, Chicoutimi, remorquage, hivernement, charbon, salaires, nourriture des employés, entretien et réparations compris?

5. Le gouvernement a-t-il recouvré ces dépenses?

M. Bourassa—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement fait-il une différence, entre les vétérans qui sont allés en Europe et ceux qui ont été envoyés aux Bermudes par l'autorité militaire pendant la guerre, quand il s'agit d'emplois? Dans l'affirmative, pourquoi?

M. *Bourassa*—Lundi prochain—QUESTION—Le gouvernement est-il disposé à augmenter la pension de certains employés des chemins de fer de l'Etat, qui ont été mis à la retraite et dont la pension, en raison de la vie chère, ne leur permet pas de vivre et de faire vivre leur famille?

M. *Currie*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant le Code criminel".

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 15 avril.</i>		
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 19 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 20 avril.</i>		
231	Chemins de fer nationaux du Canada et commerce maritime.....	11 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.

No 41.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 15 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. Henders, du comité permanent de l'Agriculture et de la Colonisation, qui a considéré la question de "l'uniformisation des parties de machines agricoles," présente comme premier rapport le rapport annexé du sous-comité sur cette question, qu'ils ont unanimement approuvé, comme suit:—

"Le sous-comité du comité de l'Agriculture et de la Colonisation de la Chambre des Communes, nommé pour étudier l'uniformisation des parties de machines agricoles s'est réuni dans la salle du Comité des chemins de fer, le jeudi, 7 avril. Etaient présents comme membres de ce comité, le président, M. R.-C. Henders; M. McCoig, M. Harold, M. Wright, M. Nicholson et le docteur J.-H. Grisdale, ainsi que des représentants des diverses manufactures d'instruments aratoires, comme suit:—

- M. A.-W. Wallace, *International Harvester Co.*;
- M. Geo.-G. Graham, *The Frost & Wood Co.*;
- M. T. Whitcomb, Smith Falls;
- M. W.-S. McFarlane, *Cockshutt Plow Co.*;
- M. W.-A. Watts, *Massey-Harris Company*;
- M. E.-F. Bolté, *International Harvester Co.*;
- M. Wm.-J. Verity, *Verity Plow Company*;
- M. Geo. Valentine, *Massey-Harris Company*;
- M. T. Bradshaw, *Massey-Harris Company*;
- M. J.-G. Hossack, *Massey-Harris Company*;
- M. A.-L. Upton, *International Harvester Co.*

Des spécimens de tôles de soc, de sections et de gardes, ont été soumis, ainsi que des parties de barre-couteau, par les compagnies *Massey-Harris* et *International Harvester*, et les compagnies *Cockshutt Plow* et *Verity Plow* ont soumis des parties de pointes de soc et de boulons de pointes.

Les représentants des manufacturiers ont allégué que l'uniformisation de ces différentes parties créerait un nouveau groupe d'articles qui augmenterait le fardeau des agents locaux, quant aux pièces de rechange à porter, et que cela nuirait à l'amélioration des machines et instruments affectés.

On a fini par admettre après un questionnaire et une pression serrés que, dans le cas des plaques de soc—quant à la forme et aux attaches—des sections—quant à la place des trous de rivetage—des pointes de charrue, pour les trous de boulons et la forme, des boulons de pointes, quant à la forme, des alluchons et chaînes à alluchons, des écrous pour des fourgons et les écrous et boulons de toute nature, que l'uniformisation assurerait un progrès réel, et l'on a suggéré qu'un comité des représentants des manufacturiers s'entende avec un sous-comité du comité de l'Agriculture et de la Colonisation, ou des représentants de ce sous-comité, pour discuter la question.

Cependant, les manufacturiers n'ont pas nommé de comité de ce genre, lors de l'assemblée ci-dessous, mais il était compris que les manufacturiers s'assembleraient entre eux dès l'après-midi pour discuter privément l'affaire et nous communiquer leur avis. Cette assemblée a eu lieu, et la résolution suivante a été adoptée:—

OTTAWA, 7 avril 1921.

Que les représentants des compagnies manufacturières d'instruments aratoires présents à l'assemblée du comité de l'Agriculture sont d'avis qu'une certaine mesure d'uniformisation est possible pour plusieurs des articles qui ont été étudiés et discutés avec votre sous-comité cet avant-midi. Il faudra toutefois reconnaître que tout changement, même léger, qu'on pourra apporter aux instruments aratoires, entraînera probablement des problèmes importants de fabrication, et il est en conséquence recommandé qu'un bureau soit formé d'ingénieurs experts que le comité choisira et de représentants des compagnies manufacturières d'instruments aratoires, pour s'enquérir de la question et faire des recommandations.

Cette résolution a été approuvée après lecture par le sous-comité, et il a été ordonné de l'incorporer au rapport du comité permanent.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Correspondance relative au Traité de commerce franco-canadien, 1921.

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné que le nom de M. Chisholm soit substitué à celui de M. Lemieux sur le comité spécial nommé pour s'enquérir de l'approvisionnement futur du combustible du Canada.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante, qu'il a reçue:—

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

OTTAWA, 15 avril 1921.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le Très Honorable sir Louis Davies, agissant à titre de député du Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat, vendredi, le 15 avril 1921, à 4.30 p.m., pour y sanctionner certains bills.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

JAMES F. CROWDY,

Assistant secrétaire du Gouverneur général.

A l'honorable ORATEUR
de la Chambre des Communes,
Ottawa.

Sur motion de M. Meighen,—Résolu,—Que le lundi, 2 mai, et chaque lundi subséquent jusqu'à la fin de la session, les Avis de motions du gouvernement et les Mesures du gouvernement auront priorité sur toutes autres affaires, sauf les bills privés, les questions et les avis de motions pour production de documents.

Sir Henry Drayton, l'un de membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 avril 1921,—Tableau indiquant:—

1. Le nombre total des personnes employées par le gouvernement fédéral, en comptant les services intérieur et extérieur, à part le Chemin de fer de l'Etat.
2. Le nombre de personnes employées par les Chemins de fer de l'Etat.

M. Archambault, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 76), Loi modifiant le Code criminel, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 17), Loi ayant pour objet de définir l'expression "ressortissants du Canada", est lu la troisième fois (Titre changé en "Loi ayant pour objet de définir l'expression "ressortissants du Canada et statuant sur la renonciation à la nationalité canadienne") et passé.

Les bills suivants sont respectivement lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill (No 39), Loi modifiant les lois concernant les manœuvres frauduleuses aux élections.

Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des Juges.

Bill (No 61), Loi concernant un certain arrangement commercial entre Sa Majesté et le Président de la République française.

Les bills suivants sont lus la seconde fois, considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill (No 71), Loi autorisant une prorogation de délai pour l'achèvement du chemin de fer *Saint John and Quebec*, entre Centreville, dans le comté de Carleton et Andover, dans le comté de Victoria, N.-B.

Bill (No 75), Loi concernant la Commission des blés du Canada.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le paiement de certaines débetures émises par les commissaires du havre de Montréal à Sa Majesté, etc.

(En comité).

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de décréter que le délai pour le paiement des débetures de deux millions de piastres émises par la Commission du port de Montréal, à Sa Majesté, en vertu du chapitre dix des Statuts de 1896, intitulé: "Acte concernant les Commissaires du havre de Montréal," soit prorogé au 1er jour de juillet 1946, et que le délai pour le paiement des débetures de deux millions de piastres émises par la Commission du port de Montréal, à Sa Majesté, en vertu du chapitre quarante-sept des statuts de 1898, intitulé: "Acte à l'effet d'accorder une nouvelle aide aux Commissaires du havre de Montréal," soit prorogé jusqu'au 1er juillet 1951.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée

Sir Henry Drayton, du consentement de la Chambre, présente alors un bill (No 77), Loi prorogeant l'échéance de certaines débetures émises par les Commissaires du havre de Montréal, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant sans amendement:—

Bill (No 42), Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'exercice se terminant le 31 mars 1922.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution pour modifier la Loi du cours monétaire, 1910.

Et quelque temps après, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu du Très Honorable juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, désirant la présence immédiate de la Chambre dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent au Sénat, et de retour, —

M. l'Orateur fait rapport qu'il a plu à Son Honneur le député de Son Excellence le Gouverneur général, de donner la sanction royale aux bills suivants:—

Loi pour faire droit à Frank Alexander Staunton.

Loi portant modification de la Loi de la Cour de l'Echiquier.

Loi constituant en corporation *The Canadian Bar Association*.

Loi concernant la Compagnie du Canal de Montréal à Ottawa et la baie Georgienne.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Oshawa.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer des Mille-Iles.

Loi concernant *The Kettle Valley Railway Company*.

Loi concernant la *Manitoba and North Western Railway Company of Canada*.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Terminal d'Essex.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest.

Loi pour faire droit à William-Henry Coulson.

Loi pour faire droit à Elizabeth Alexander.

Loi pour faire droit à William Gleaves Doyle.

Loi pour faire droit à Dorothy Mearuel Score.

Loi pour faire droit à Henry William Maynard.

Loi pour faire droit à George Elmor Glossop.

Et alors, que lui, l'Orateur, s'est adressé à Son Excellence comme suit:—

Qu'il plaise à Votre Honneur:

Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:—

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'exercice financier expirant le 31 mars 1922.

Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.

Et qu'à ce bill, sanction royale a été donnée par le greffier du Sénat, par ordre de Son Honneur, dans les termes suivants:—

“Au nom de Sa Majesté, Son Honneur, le député de Son Excellence le Gouverneur général, remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Le Comité général pour prendre en considération une certaine résolution pour modifier la Loi de cours monétaire, 1910, reprend alors le cours de ses délibérations.

(*En comité*).

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il, est expédient d'amender la Loi du Cours monétaire, 1910, chapitre 14 des Statuts de 1910, et de décréter:—

1. Que les pièces de nickel, frappées par l'autorité de la Couronne pour la circulation en Canada, de la dénomination de cinq cents, de l'étalon de poids de soixante-dix grains, de l'étalon de finesse du nickel pur, avec remède d'aloi voulu, seront égales à ladite somme et auront cours légal monétaire au Canada;

2. Qu'une offre de paiement d'argent, si elle est faite conformément à ladite loi avec des pièces, sera une offre légale de paiement d'une somme ne dépassant pas dix dollars; et jusqu'à concurrence de semblable somme ces pièces pourront être utilisées au paiement d'effets si elles sont présentées en paiement en une seule fois, même si ces effets sont pour une somme inférieure; et que nulle autre pièce de nickel n'aura cours au Canada;

3. Que le Gouverneur général en Conseil pourra faire des règlements sur le rachat de ces pièces, lesquelles, en raison de l'usure dans l'emploi ordinaire et légitime, seront devenues impropres à la circulation;

4. Que les fonctionnaires du revenu pourront couper, briser ou défigurer les pièces de nickel contrefaites ou illégalement diminuées;

5. Que personne n'aura droit, sauf en vertu d'une patente accordée par le Ministre des Finances, de fondre, briser, ou utiliser autrement qu'au titre de cours monétaire, les pièces d'or qui pour le moment sont de monnaie courante au Canada; et que des peines seront imposées pour toute infraction à la présente disposition.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

Sir Henry Drayton, du consentement de la Chambre, présente alors un Bill (No 78), Loi modifiant la Loi du cours monétaire, 1910, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées (*cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

XXVI—MINES ET COMMISSION GÉOLOGIQUE.

247	Pour l'organisation et l'équipement de la division des explosifs en vertu de la Loi des explosifs, c. 31, 4-5 Geo. V.	11,500 00
-----	---	-----------

Division des mines.

248	Etude des gisements de minerai et des autres minéraux économiques, des matériaux d'empierrement et de construction; gages; frais de l'usine d'épreuve du combustible et de traitement du minerai; compil. de statistiques minières et métallurgiques, etc.	132,100 00
	Publication, versions anglaise et française des rapports, achats de livres de référence; fournitures du laboratoire, instruments, aide diverse, dépense casuelle du bureau.	40,000 00
	Pour dépenses d'une installation locale pour le traitement du minerai et de laboratoire en Colombie-Britannique (à voter de nouveau).	100,000 00

ESSAYERIE DU CANADA

249	Entretien de l'essayerie, Vancouver, C.-B.	26,000 00
-----	--	-----------

Commission géologique.

249	Pour explorations, études et recherches, appointements des explorateurs, dessinateurs et autres.	197,000 00
	Pour publication des éditions anglaise et française des rapports, cartes, illustrations, etc.	65,000 00

250	Entretien des bureaux et du musée, instruments, produits chimiques, livres de référence, aide diverse et dépense casuelle... ..	50,000 00
	Pour l'équipement du musée... ..	15,000 00
	Pour achat de spécimens destinés au musée commémoratif Victoria.	5,000 00

XXXVI—DIVERS.

314	Subvention au <i>Canadian Institute of Mining and Metallurgy</i>	3,000 00
326	Pour pourvoir aux frais relatifs à la participation du Canada à l'exposition nationale des industries chimiques, à New-York... ..	3,500 00

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour le bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Les bills suivants sont respectivement lus la seconde fois et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, sont référés au comité des Bills privés, savoir:—

Bill P (No 62) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick-Harold Walton."

Bill Q (No 63) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Leonard."

Bill R (No 64) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander LaRue."

Bill S (No 65) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Martin Morel."

Bill T (No 67) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Gourley."

Bill U (No 68) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Edwin William Flower."

Bill V (No 69) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Royland Stanley Morrison."

Bill W (No 70) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ebenezer Sims."

Le Bill H (No 66) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*", est lu la seconde fois et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés;

Le comité des Subsidés reprend le cours de ses délibérations.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées (*cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

9	Affaires des Sauvages—	
	Traitements... ..	142,735 00
	Dépense casuelle... ..	19,000 00

XXVIII.—INDIENS.

RÉCAPITULATION.

260 Ontario et Québec.	142,135 00
261 Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Territoire du Nord-Ouest..	574,210 00
262 Nouvelle-Ecosse.	50,140 00
264 Ile-du-Prince-Edouard.	3,935 00
265 Colombie-Britannique.	216,340 00
266 Yukon.	15,000 00
267 En général.	192,000 00
268 Instruction des Indiens.	1,327,805 00

XVIII.—SERVICE NAVAL.

226 Entretien et réparations des quais.	10,000 00
227 Pour briser la glace dans la baie du Tonnerre, le lac Supérieur et aux autres endroits jugés favorables à la navigation. . .	40,000 00
228 Montant nécessaire pour verser une pension annuelle aux pilotes mis à la retraite: Ls. R. Demers, Joseph Lapointe, Paul Gobeil, Barthélémi Lachance, Alphonse Asselin, Elzéar Desrosiers, Hubert Raymond, Arbel Bernier, Adelme Pouliot, Edmond Laroche, L. E. Morin, A. T. Simard, Joseph Plante, Victor Vézina, J. G. Dupil, Raymond Baquet, Alfred Laroche, Théophile Corriveau, Alphonse Pouliot, Emilio Couillard, Trefflé Délisle, David Dumas, Alfred Gaudreau, F.-X. Demeules, Adjutor Baillargeon, Joseph Pouliot, Arthur Baillargeon, John A. Irvine, Camille Bernier, Joseph E. Lachance.	9,000 00
229 Téléphones à différents endroits du Dominion pour aider à la navigation.	500 00
230 Allocation au maître du port d'Amhersburg pour la surveillance des phares et des bouées de la rivière Saint-Clair et le lac Erié, et pour d'autres services des phares durant la saison de navigation de 1921.	600 00
231 Somme requise pour deux navires automobiles de patrouille destinés au service des bouées et des phares dans la Colombie-Britannique.	15,000 00

XXII.—INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES.

Ministère de la Marine.

235 Service météorologique, y compris l'observatoire magnétique, subventions de \$500 chacune aux observatoires de Kingston et Montréal; aussi une allocation de \$400 à L. F. Gorman, observateur à Ottawa.	252,000 00
--	------------

XXIII.—INSPECTION DES BATEAUX À VAPEUR

236 Inspection des bateaux à vapeur.	108,810 00
--	------------

XXIV.—PÊCHERIES

237 Salaires et déboursés des fonctionnaires et gardiens des pêcheries, service de la patrouille des pêcheries et ostréiculture.	754,000 00
238 Pour construction de passe-migratoire et déblayer les rivières.	40,000 00

239	Frais de justice et dépense casuelle..	4,000 00
240	Pour aider à la conservation et au développement des pêcheries en eau profonde et de la demande du poisson..	25,000 00
241	Pour l'entretien d'un bureau de renseignements sur les pêcheries..	5,000 00
242	Inspection de poisson mariné et en conserves..	15,000 00
244	Pour recherches scientifiques sur les problèmes pratiques et écono- miques se rattachant aux pêcheries..	15,000 00
245	Commission internationale du fleuve Fraser..	10,000 00
246	Commission biologique maritime du Canada..	42,000 00

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

15 Marine et Pêcheries—

Traitements..	360,810 00
Dépense casuelle..	68,870 00

16 Service naval—

Traitements..	210,090 00
Dépense casuelle..	40,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 10.40 p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Shaw—Lundi prochain—QUESTION—

1. Relativement au district judiciaire de Macleod, a-t-on nommé quelqu'un pour remplir la vacance causée par la permutation du juge McNeill au district judiciaire de Calgary? Dans la négative, pourquoi?

2. Le solliciteur général ou le gouvernement de la province d'Alberta a-t-il fait des représentations pour que cette vacance soit remplie?

3. A-t-on suggéré que le district judiciaire de Macleod pourrait être fusionné avec un autre district, ou d'autres districts, pour éviter la nécessité de nommer un remplaçant au juge McNeill?

M. Armstrong (Lambton)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de bateaux que le gouvernement fédéral tient en service ou qui sont en voie de construction, peuvent passer les canaux et faire affaires dans nos eaux intérieures?

2. Le gouvernement se propose-t-il de placer quelques-uns de ces bateaux ou tous ces bateaux qu'il construit et possède, et qui peuvent desservir les eaux intérieures, dans ces eaux au cours de la saison actuelle?

3. Dans la négative, le gouvernement donnera-t-il les raisons qui empêchent l'emploi de ces bateaux?

* *M. Lemieux*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents et correspondance que le ministre du Commerce a échangés avec le gouvernement britannique au sujet de la convention de commerce entre la France et le Canada.

* *M. Shaw*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents que le département de la Justice a échangés avec le département du Solliciteur général de la province d'Alberta, touchant la vacance d'un siège de juge de la cour de district, à la suite de la permutation du juge McNeill au district judiciaire de Calgary.

M. Mowat—Lundi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis qu'il est désirable de perpétuer le souvenir de la fin triomphale de la grande guerre par la signature de l'armistice du 11 novembre 1918, et qu'à cette fin le lundi de la semaine dans laquelle se trouve le 11 novembre soit appelé Jour de l'Armistice, et que le Jour d'actions de grâces à Dieu soit proclamé chaque année pour ce jour-là.

M. Edwards—Lundi prochain—Que la question de savoir si l'honorable Rodolphe Lemieux, qui fut élu dans les deux districts électoraux de Maisonneuve et de Gaspé, n'a pas enfreint les privilèges et violé les règles de la Chambre, en ne déterminant pas lequel de ces deux districts électoraux il désirait représenter, soit référé au comité permanent des Privilèges et Elections, et que ce comité connaisse de tous les faits et circonstances afférents, et de la pétition sur la révocation du mandat de l'honorable député du chef de district de Maisonneuve, et de toutes affaires connexes; qu'il fasse rapport sur la question, et qu'il ait pouvoir d'envoyer quérir documents, personnes et archives, et de faire rapport de temps à autre en l'espèce.

M. Bédard—Lundi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu.—Qu'il est expédient de soumettre une mesure pour amender la Loi des produits de l'érable, 1920, par la révocation de l'article deux de la Loi, et de décréter en son lieu:

1. Que personne ne fabriquera, gardera ou exposera pour la vente, ni ne vendra de denrées alimentaires en les représentant comme sucre ou sirop d'érable, s'il ne sont du sucre d'érable pur ou du sirop d'érable pur.

2. Que tout sucre ou sirop d'érable qui sera inconforme à l'étalon établi par le Gouverneur en conseil sous l'empire de la loi des produits alimentaires et des drogues, 1920, sera censé adultéré selon le sens de la loi des produits alimentaires et des drogues, 1920.

3. Que le mot "érable" pourra être usité en combinaison avec tous autre ou autres mots ou lettres sur l'étiquette ou autre marque, dessin ou signe, sur un paquet contenant un produit alimentaire ressemblant au sucre ou au sirop d'érable, les imitant ou constituant un mélange d'iceux avec d'autres substances; et dans ce cas la proportion exacte de sucre ou de sirop d'érable contenue dans ces articles sera nettement indiquée sur le contenant.

M. Archambault—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur, S.R.C., chap. 34, art. 7".

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce quinzième jour d'avril, été affichés pour être pris en considération par leurs comités respectifs, le ou après lundi prochain, le 18 courant:—

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill H (No 66) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company.*"

Comité des Bills Privés.

Bill P (No 62) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick-Harold Walton."

Bill Q (No 63) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Leonard."

Bill R (No 64) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander LaRue."

Bill S (No 65) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Martin Morel."

Bill T (No 67) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Gourley."

Bill U (No 68) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Edwin William Flower."

Bill V (No 69) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Royland Stanley Morrison."

Bill W (No 70) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ebenezer Sims."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Lundi, 18 avril.</i>		
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 19 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 20 avril.</i>		
231	Chemins de fer nationaux du Canada et le commerce maritime.....	11 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
429	Comptes publics.....	11 a.m.

No 42.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 18 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie des procès-verbaux de la conférence du Canada et des Indes Occidentales, 1920.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapport des élections partielles pour la Chambre des Communes du Canada, tenues durant l'année 1920.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 6 avril 1921,—Relevé indiquant:—

1. Si la *Young men's Christian Association*, associée aux Troupes expéditionnaires canadiennes pendant la grande guerre a soumis au gouvernement un état financier indiquant tout l'argent encaissé, et dépensé, du chef de contributions populaires ou de ventes aux troupes canadiennes.

2. Dans l'affirmative, si le gouvernement déposera cet état en Chambre.

3. Dans la négative, si le gouvernement se propose d'obtenir et de distribuer un état de ce genre.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1921,—Relevé faisant voir:—

1. Combien d'hôpitaux militaires il y a actuellement au Canada.
2. Combien de patients il y a dans chaque hôpital.
3. Quel est le personnel de chaque hôpital.
4. Quelles sont au total les dépenses de ces hôpitaux.
5. Si on a fermé quelques-uns de ces hôpitaux récemment.
6. Combien de patients (soldats) ont été transférés des hôpitaux militaires aux hôpitaux publics ou municipaux dans tout le pays.
7. Le personnel maintenu à Ottawa pour l'inspection et la direction générale de ces hôpitaux militaires.
8. Les noms et appointements respectifs de ces fonctionnaires.
9. Si on a tenté d'épargner de l'argent, en faisant traiter les patients soldats par les médecins locaux.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 4 avril 1921,—Copie de tous documents et correspondance touchant la demande de pension de Mme Brunelle, mère veuve de feu le sergent-major N. Brunelle, No mat. 62068.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 8 mars 1921,—Copie de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la démission de M. Abel Guibeau, ingénieur à bord du *Canadian Traveller*, en 1919 et du *Canadian Sower*, en 1919-1920.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté, savoir:—

Par M. Douglas (Strathcona), pour M. Shaw:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents que le département de la Justice a échangés avec le département du Solliciteur général de la province d'Alberta, touchant la vacance d'un siège de juge de la cour de district, à la suite de la permutation du juge McNeill au district judiciaire de Calgary.

M. Lemieux propose:—Que, pour coordonner et expédier les affaires du Parlement d'une façon plus intelligente et plus pratique, les estimations budgétaires des départements devraient avant leur dépôt en Chambre, être étudiées dans un comité spécial de la Chambre, lequel convoquerait les fonctionnaires à se présenter avec les plans et rapports découlant de chaque crédit.

Après débat, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

M. Archambault propose,—La Chambre est d'avis, vu le développement considérable de Montréal, et de la rive Sud en face de Montréal; vu l'insuffisance notoire du pont Victoria, qu'un nouveau pont devrait être immédiatement construit pour relier Montréal à la rive Sud.

Après débat, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

M. Prévost propose,—Que de l'avis de la Chambre, il est dans l'intérêt du public de lui permettre de se renseigner d'une manière officielle sur les travaux du Parlement canadien, de prendre connaissance du texte authentique des déclarations ministérielles, des réponses faites aux questions et aux interpellations des députés, et des discours prononcés en Chambre, ainsi qu'au Sénat.

Que le moyen le plus facile de mettre ces renseignements officiels à la portée de tous serait de déposer, dans tous les bureaux de poste du pays, au fur et à mesure qu'ils sont imprimés, deux exemplaires du Hansard, l'un en français, l'autre en anglais, pour être placés dans un endroit accessible au public, lequel pourrait en prendre connaissance en tout temps pendant les heures régulières d'ouverture des bureaux de poste.

Après débat, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

M. Lemieux propose,—Que l'ordre de la Chambre qui suit soit voté:—Copie de tous documents, correspondance, télégrammes, échangés entre les gouvernements du Canada et des Etats-Unis au sujet de la demande des syndics du district sanitaire de Chicago, d'être autorisés à divertir 10,000 pieds cubes d'eau par seconde du lac Michigan dans le canal de drainage de Chicago.

Après débat, la question étant posée sur ladite motion, elle est agréée.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Henders:—Ordre de la Chambre,—Copie de tous papiers, documents, mémoires et correspondances aux mains d'un membre quelconque du gouvernement touchant les demandes et requêtes de l'Union No 66 des Fonctionnaires fédéraux associés d'Ottawa, ou venant de F.-W. Patterson, président, touchant la Commission du service civil.

Par M. McMaster:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant les sommes payées chaque année depuis cinq ans, pour quais et autres améliorations de ports dans tous les havres et ports placés sous le contrôle du gouvernement canadien, y compris les coût d'entretien et de surintendance; les revenus de cette source; le nombre des navires et le tonnage utilisant ces ports et havres.

M. McMaster propose que l'ordre de la Chambre qui suit soit voté:—

Relevé indiquant les noms des membres du gouvernement qui sont directeurs de compagnies incorporées, le nom des compagnies dans lesquelles des ministres sont directeurs; les contrats, s'il en est, que le gouvernement canadien, ou un de ses départements, a faits depuis le 30 octobre 1917 avec ces compagnies; les contrats, s'il en est, que les chemins de fer Nationaux, dirigés par un département du gouvernement ou par une compagnie, ont faits avec ces compagnies depuis le 30 octobre 1917; les contrats, s'il en est, que la Marine Marchande Canadienne, Limitée, ou l'une quelconque des compagnies incorporées représentant des navires particuliers, a faits avec les compagnies susdites depuis la date indiquée; indiquant dans chaque cas les détails des contrats en question, et la somme en jeu dans chacun.

Après débat, la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Sur motion de M. Béland,—Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de soumettre une mesure pour amender la Loi des produits de l'érable, 1920, par la révocation de l'article deux de la Loi, et de décréter en son lieu:

1. Que personne ne fabriquera, gardera ou exposera pour la vente, ni ne vendra de denrées alimentaires en les représentant comme sucre ou sirop d'érable, s'ils ne sont du sucre d'érable pur ou du sirop d'érable pur.

2. Que tout sucre ou sirop d'érable qui sera inconforme à l'étalon établi par le Gouverneur en conseil sous l'empire de la loi des produits alimentaires et des drogues, 1920, sera censé adultéré selon le sens de la loi des produits alimentaires et des drogues, 1920.

3. Que le mot "érable" pourra être usité en combinaison avec tous autre ou autres mots ou lettres sur l'étiquette ou autre marque, dessin ou signe, sur un paquet contenant un produit alimentaire ressemblant au sucre ou au sirop d'érable, les imitant ou constituant un mélange d'iceux avec d'autres substances; et dans ce cas la proportion exacte de sucre ou de sirop d'érable contenue dans ces articles sera nettement indiquée sur le contenant.

Le Bill (No 40) Loi modifiant la Loi de la marine marchande au Canada (Havres publics), est lu la seconde fois, considéré en comité général, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 55) Loi modifiant la Loi des engrais, 1909, est lu la seconde fois et renvoyé au comité de l'Agriculture et de la Colonisation.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés; M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Et la question étant posée, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.
Et le comité continuant de siéger;

Mardi, 19 avril 1921.

Et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 6), Loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

Bill (No 4), Loi concernant *The Dominion Life Assurance Company*.

La Chambre s'ajourne alors à 12.35 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Prévost*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelles sont les onze routes de la province de Québec qui, d'après l'information que le ministre des chemins de fer a donnée et qui figure dans les Débats du 14 avril 1921, ont reçu ou doivent recevoir des octrois fédéraux en vertu de la Loi des grandes routes?

2. Quelles sommes a-t-on jusqu'ici versées pour chacune de ces onze routes?

M. *Proulx*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quand le prochain versement d'intérêt sur l'emprunt roumain devient-il dû?

2. Quelles en sont les perspectives de paiement?

3. Qui a négocié l'emprunt roumain avec le gouvernement du Canada?

4. Une commission a-t-elle été payée par le gouvernement ou les bénéficiaires canadiens de ce crédit roumain au négociateur dudit emprunt?

M. *Thomson (Qu'Appelle)*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quelles sommes ont été payées aux manufacturiers canadiens sous forme de remises de droits de douane sur des articles achetés par les manufacturiers et façonnés au Canada en vue de l'exportation, ou par le moyen de sommes déterminées au lieu de rabais durant les exercices financiers se terminant le 31 mars 1919, 1920 et 1921?

2. Quelles sommes ont été payées à ces manufacturiers au moyen de ces remises de droits de douane ou sommes déterminées, sur des articles achetés par les manufacturiers et façonnés en Canada, pour usage en Canada, durant lesdites années?

M. *Archambault*—Mercredi prochain—BILL intitulé: "Loi amendant la Loi de la naturalisation, Chapitre 44, 1914."

Le *Président du conseil privé*—Mercredi prochain—BILL intitulé: "Loi amendant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada."

Le *Premier ministre*—Mercredi prochain—BILL intitulé: "Loi concernant l'arbitrage du Grand-Tronc."

Le *Ministre de l'Immigration et de la Colonisation*—Mercredi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Que les résolutions du 18 mars relatives aux amendements projetés à la Loi statuante sur la mise à la retraite de certains membres du service public, chapitre soixante-sept des statuts de 1920, soient amendées par l'addition des résolutions suivantes:—

1. Que le paragraphe *b* de l'article Un de ladite Loi soit révoqué et qu'il soit décrété en son lieu que "fonctionnaire signifie un fonctionnaire, commis ou employé occupé au service public, et qui reçoit des appointements annuels fixes, et tout fonctionnaire, commis ou employé dudit service qui est continuellement employé mais pendant une période seulement de chaque année et qui reçoit des appointements quotidiens ou mensuels, mais ne comprend pas une personne nommée à titre provisoire ou par intermittence.

2. Que le paragraphe Deux de l'Article Trois soit amendé par l'addition de la condition suivante: "Pourvu que les appointements moyens de tout fonctionnaire mis à la retraite en vertu de la Loi, pendant les trois ans de ses services publics, sont inférieurs aux appointements moyens de ce fonctionnaire pendant toute la durée de son service, cette dernière moyenne sera prise comme base du calcul des allocations auxquelles ce fonctionnaire peut avoir droit sous l'empire de ladite Loi."

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 19 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 20 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
231	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
429	Comptes publics.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 21 avril.</i>		
425	Banques et Commerce.....	11 a.m.
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 22 avril.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 43.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 19 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. Armstrong (Lambton) du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill (No 44), Loi concernant la *Western Dominion Railway Company* et a convenu de le rapporter avec des amendements.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie d'un arrêté du conseil, C.P. 1270, du 12 avril 1921, nommant l'honorable James Duncan Hyndman, juge de la cour Suprême de l'Alberta, William D. Staples, Fort-William, Ont., J. H. Haslam, Régina, Sask., et Lincoln Goldie, Guelph, Ont., commissaires pour s'enquérir et faire rapport sur l'administration et la mise sur le marché des grains du Canada.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Rapport des fermes expérimentales du Canada pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.—Appendice au rapport du ministre de l'Agriculture.

M. Calder, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence, le Gouverneur général,—Rapport du département de l'Hygiène pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Sur motion de M. Morphy,—Ordonné, que le quatrième volume du Rapport de l'auditeur général pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920, soit référé au comité des Comptes Publics.

M. Archambault, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 79), Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Meighen, du consentement unanime de la Chambre, présente un Bill (No 80), Loi concernant l'arbitrage du Grand-Tronc, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 59), Loi concernant un certain traité entre le Canada et certaines colonies de Sa Majesté dans les Indes Occidentales, est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions pour amender la Loi de l'opium et des drogues narcotiques.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

Résolu,—qu'il est opportun d'amender la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, chapitre dix-sept des statuts de 1911, amendée par le chapitre trente-et-un des statuts de 1920, et de décréter:

1. Que le paragraphe deux de l'article cinq soit amendé pour décréter qu'une ordonnance ne doit pas servir plus d'une fois;

2. Que le paragraphe deux de l'article cinq soit amendé pour décréter qu'un médecin ne prescrira, n'administrera ou ne donnera pas de drogues sauf pour des fins de médecine;

3. Que le paragraphe un de l'article Cinq-A soit amendé pour décréter que le ministre pourra prescrire qu'un particulier pourra être tenu de garder mémoire touchant l'exportation, l'importation, la réception, la vente, mise en disposition ou distribution de toute drogue signalée à la Cédule de ladite Loi;

4. Que l'alinéa (e) du paragraphe deux de l'article cinq-A soit amendé par l'addition d'une disposition établissant qu'un particulier qui occupe un local où, ou dans lequel, une drogue est trouvée, et qui sera accusé de possession illégale, sera censé être en possession de cette drogue, à moins qu'il ne prouve que la drogue était là sans son autorisation, sa connaissance ou son consentement, ou qu'il avait droit légitime de l'avoir en possession;

5. Que lorsqu'une accusation est portée en vertu de l'alinéa (a) ou (e) du paragraphe deux de l'article Cinq-A, le poids de la preuve sur accusation de fabrication, de vente, de don ou de distribution d'une drogue sans avoir au préalable obtenu une patente à ces fins, retombera sur l'accusé; et que le certificat de l'analyste fédéral sur l'analyse d'une drogue saisie en vertu de ladite Loi, sera accepté comme preuve de la nature et de la teneur de cette drogue dans toute procédure ou poursuite de droit sous l'empire de ladite Loi;

6. Que les articles sept, huit et neuf de ladite Loi soient révoqués et remplacés par une disposition établissant (a) qu'un constable ou autre officier de paix aura droit de perquisitionner s'il a lieu raisonnablement de soupçonner qu'une drogue est gardée ou cachée dans un but quelconque dans un local, contrairement à la Loi. (b) que la drogue et son contenant soient sur conviction forfaits à Sa Majesté, pour être dès lors livrés au Ministre qui en disposera à son gré; et (c) que toute drogue actuellement soumise à la garde d'un tribunal, ou toute drogue qui sera saisie pour infraction à une loi, trois mois après l'adoption de la présente Loi ou après la saisie selon le cas, sera forfaite à Sa Majesté, pour être dès lors livrée au Ministre, qui en disposera à son gré, à moins que dans les trois mois susdits il ne soit établi à la satisfaction du tribunal qu'il n'y a pas eu d'infraction en l'espèce, ou à moins que le tribunal n'en ordonne autrement; à condition toutefois que les dispositions de la Loi des Douanes s'appliqueront à toute drogue illégalement importée au Canada.

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et agréées.

M. Calder, du consentement de la Chambre présente alors un Bill (No 81), Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants sont respectivement lus la seconde fois considérés en comité général, rapportés sans amendements et passés savoir:—

Bill (No 77) Loi prorogeant l'échéance de certaines débantures émises par les Commissaires du havre de Montréal.

Bill (No 78) Loi modifiant la loi du cours monétaire, 1910.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés; M. Guthrie propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Et un débat s'ensuivant;
Et la question étant posée, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées (*cinq-sixième des sommes ci-dessous*), moins \$57,239 dans le premier item de la résolution No 5:—

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

5 Ministère de la Milice et de la Défense—

Traitements.	643,751 00
Dépense casuelle.	30,000 00

XII—MILICE ET DÉFENSE

88 Allocations de la milice.	120,000 00
89 Exercices annuels.	1,500,000 00

Mercredi, 20 avril 1921.

90 Services scolaires.	450,000 00
91 Effets d'habillements et de petit équipement.	264,346 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.55 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Parent—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Combien de secrétaires, secrétaires privés, sous-secrétaires privés, secrétaires adjoints des ministres ont été nommés depuis 1911?
2. Quelle est la date de la nomination de chacun d'eux?
3. Quels sont les noms de chacun d'eux?
4. Quel traitement chacun d'eux a-t-il reçu?
5. Par quel ministre chacun d'eux a-t-il été nommé?
6. Quelqu'un de ces personnes sont-elles encore à l'emploi du gouvernement, et, dans l'affirmative, quels sont leurs noms, quelles positions occupent-elles et quel salaire reçoivent-elles?

M. Trahan—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Relativement à un état publié dans la *Gazette du Canada* le 9 avril 1921, déclarant que dans l'actif du Canada, se trouvait une somme de \$478,084,961.17 sous l'en-tête de "autres placements": quelle est la liste de ces placements?
2. Quels sont ces placements jugés "non-actifs" et qui se chiffrent à \$430,387,202.05?

M. Trahan—Jeudi prochain—QUESTION—Relativement à un exposé des revenus et dépenses publié dans la *Gazette du Canada*, le 9 avril 1921, le gouvernement fournira-t-il une liste détaillée des comptes du revenu, se chiffrant à \$34,316,920.22, mentionnés dans cet exposé, sous l'en-tête général de "Autres comptes du revenu"?

M. Trahan—Jeudi prochain—QUESTION—Relativement à un exposé des revenus et dépenses publié dans la *Gazette du Canada*, le 9 avril 1921, le gouvernement fournira-t-il une liste détaillée des dépenses de \$121,806,075.83, mentionnées sous l'en-tête général de "Autres comptes de dépenses"?

M. Trahan—Jeudi prochain—QUESTION—Quels sont les comptes, qui forment la somme de \$55,990,997.69 et mentionnée sous l'en-tête de "Comptes divers non-actifs et des banques" dans l'exposé de la dette publique publié dans la *Gazette du Canada*, le 9 avril 1921?

M. Knox—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quel est le nombre moyen de passagers transportés par les trains du National-Canadien de Montréal à Winnipeg?
2. Quel est le nombre moyen transporté de Winnipeg à Montréal?

M. Trahan—Jeudi prochain—QUESTION—Relativement à l'exposé concernant la circulation et le numéraire, publié dans la *Gazette du Canada* du 16 avril 1921, à l'effet que des valeurs approuvées ont été déposées en vertu de la Loi des finances, 1914, pour garantir les billets du Dominion, quel est le montant et la nature de chacune de ces valeurs approuvées, et par qui ont-elles été données?

* M. Brouillard—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des avocats du gouvernement dans l'arbitrage du Grand-Tronc?
2. Quel est le tarif des rémunérations de chacun d'eux?
3. Des frais de déplacement ou autres sont-ils accordés aux avocats occupant pour le gouvernement? Dans l'affirmative, combien dans chaque cas?

4. Combien a-t-on payé jusqu'ici à chacun des avocats du gouvernement dans cet arbitrage?
5. Quelle est la somme (estimée) nécessaire aux honoraires et dépenses des avocats du gouvernement dans cet arbitrage?
6. Quelle est la plus forte rémunération que le gouvernement paye à un comptable relativement à cet arbitrage?
7. Quel est l'ingénieur qui reçoit du gouvernement la plus forte rémunération au sujet de cet arbitrage, et quelle est cette rémunération?
8. Quel est le tarif supérieur quotidien de rémunération qu'un ingénieur du gouvernement reçoit dans cet arbitrage?
9. Quel est le tarif supérieur quotidien de rémunération qu'un comptable du gouvernement reçoit dans cet arbitrage?
10. Quel est le tarif supérieur d'honoraires quotidiens qu'un avocat du gouvernement reçoit dans cet arbitrage?
11. Quels sont en moyenne les appointements quotidiens du sous-ministre de la Justice?
12. Des membres du Barreau de Québec ont-ils été employés dans l'arbitrage du chemin de fer Canadien-Nord, à Toronto?
13. Quel est le total des honoraires que le gouvernement a payés à des avocats relativement à l'arbitrage du Canadien-Nord?
14. Quel est la somme totale que M. W.-N. Tilley, C.R., a reçue pour services professionnels rendus au gouvernement depuis le 1er janvier 1919?

M. Edwards—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on nommé M. George-Arnoult Langlois au poste de secrétaire du Commissaire général canadien à Paris? Dans l'affirmative, quand, et à quels appointements?
2. A-t-il obtenu ce poste à la suite d'un examen de concours? Dans l'affirmative, quand cet examen a-t-il été tenu, et quels étaient les candidats?
3. Qui exerçait les fonctions citées dans la question 1, avant la nomination officielle de M. Langlois, et quand, et par qui avait-il été nommé, et à quels appointements?

M. Mackie (Edmonton)—Jeudi prochain—RÉSOLUTION—

La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait prendre les moyens nécessaires à l'amendement de la Loi des Terres fédérales, en ajoutant certaines dispositions à l'effet de:—

1. Biffer dans la première ligne de l'article 37 les mots "pétrole, gaz naturel", et ajouter le paragraphe suivant audit article:—
2. Les terres contenant ou censées contenir de l'huile, du pétrole, du gaz naturel ou une substance contenant du pétrole ou un produit de pétrole ne seront pas vendues mais louées pendant une période indéterminée durant le temps où l'une quelconque desdites substances peut être extraite.
3. Ces terres, lorsque la Couronne s'est réservée les droits sur le minerai, le pétrole ou le gaz, peuvent être louées, qu'elles aient été vendues en propriété pleine ou en homestead.
4. Tout sujet britannique, ou toute compagnie constituée corporativement dans un pays britannique, et dont les directeurs sont en majorité sujets britanniques, peuvent, sur demande, et sur paiement d'une somme autorisée par Décret de l'Exécutif, recevoir le bail d'un lopin de terre d'au plus un mille carré d'étendue, en deça de cinq milles du terrain où l'on a découvert l'une quelconque des substances susdites et au delà desdits cinq milles, le requérant aura droit à un bail de quatre milles carrés du moment qu'aucune découverte n'aura été faite dans ce terrain. Le bail stipulera que si le requérant ne commence par le forage dans les trois ans, son bail sera ipso facto résilié et annulé.
5. Au cas où l'on découvre de l'huile, du gaz, ou une substance contenant du pétrole ou un de ses produits, dix pour cent du rendement, mesuré au puits, reviendra à la Couronne, et deviendra, payable à même les recettes de la vente.

6. Le Gouverneur en conseil pourra faire les règlements qu'il jugera nécessaires pour protéger la productivité d'un champ qu'on pourra découvrir.

7. Les baux seront transférés selon des règlements que pourra faire le Gouverneur en conseil touchant leur enregistrement, mais un transfert ne sera pas fait à un particulier ou une corporation que le paragraphe quatre de la présente résolution rend inaptes à recevoir un bail.

Le Ministre de l'Agriculture—Jeudi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'il est expédient de soumettre une mesure pour régler la sériation des produits laitiers, et de décréter:—

1. Que le Gouverneur en conseil peut faire des règlements sur la sériation des produits laitiers, c'est-à-dire le beurre, le fromage et autres produits alimentaires faits de lait, et destinés à l'exportation; sur l'émission des certificats de classeur; sur le marquage spécial, par les manufacturiers, des paquets de produit laitiers à classer; sur l'établissement des étalons et la définition des qualités de produits laitiers.

2. Que le Gouverneur en conseil pourra par règlement décréter à quel temps doit entrer en vigueur un règlement subordonné aux dispositions de la législation proposée, les genres particuliers de produits laitiers auxquels il s'appliquera, et les parties du Canada où il sera en vigueur.

3. Qu'on nommera les classeurs de produits laitiers et autres fonctionnaires, au besoin, pour l'application des dispositions de la législation proposée et des règlements qui en découlent.

4. Que le Gouverneur en conseil pourra, par règlement, décréter appel au commissaire fédéral des produits laitiers et du frigorifique, ou à ses représentants, d'une décision du classeur des produits laitiers quand au classement ou à la sériation d'un groupe particulier de produits laitiers.

5. Que des peines pourront être imposées pour infraction aux dispositions de la législation proposée ou des règlements subordonnés.

Le Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi amendant la Loi de l'Immigration."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 20 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
231	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
429	Comptes publics.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	10.45 a.m.
<i>Jeudi, 21 avril.</i>		
425	Banques et Commerce.....	11 a.m.
429	Bills privés.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 22 avril.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 44.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 20 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. Edwards propose,—Que la question de savoir si l'honorable Rodolphe Lemieux, qui fut élu dans les deux districts électoraux de Maisonneuve et de Gaspé, n'a pas enfreint les privilèges et violé les règles de la Chambre, en ne déterminant pas lequel de ces deux districts électoraux il désirait représenter, soit référé au comité permanent des Privilèges et Elections, et que ce comité connaisse de tous les faits et circonstances afférents, et de la pétition sur la révocation du mandat de l'honorable député du chef de district de Maisonneuve, et de toutes affaires connexes; qu'il fasse rapport sur la question, et qu'il ait pouvoir d'envoyer quérir documents, personnes et archives, et de faire rapport de temps à autre en l'espèce.

Après débat, la question étant posée sur ladite motion, elle est agréée sur division.

M. Calder, du consentement de la Chambre présente un Bill (No 82) Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada, lequel est lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté, savoir:—

Par M. Copp—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes correspondances, télégrammes et autres documents envoyés à et reçus des percepteurs et sous-percepteurs des douanes et du revenu de l'Intérieur, depuis le 21 mars dernier jusqu'à date, par le commissaire des douanes et le sous-ministre, relativement aux changements qui sont effectués dans les bureaux du revenu de l'Intérieur, et l'allocation des bureaux aux officiers en charge de l'administration des anciennes divisions du revenu de l'Intérieur.

M. Calder propose,—Que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Que les résolutions du 18 mars relatives aux amendements projetés à la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public, chapitre soixante-sept des statuts de 1920, soient amendées par l'addition des résolutions suivantes:—

1. Que le paragraphe *b* de l'article Un de ladite Loi soit révoqué et qu'il soit décrété en son lieu que "fonctionnaire signifie un fonctionnaire, commis ou employé occupé au service public, et qui reçoit des appointements annuels fixes, et tout fonctionnaire, commis ou employé dudit service qui est continuellement employé mais pendant une période seulement de chaque année et qui reçoit des appointements quotidiens ou mensuels, mais ne comprend pas une personne nommée à titre provisoire ou par intermittence.

2. Que le paragraphe Deux de l'Article Trois soit amendé par l'addition de la condition suivante: "Pourvu que les appointements moyens de tout fonctionnaire mis à la retraite en vertu de la Loi, pendant les trois ans de ses services publics, sont inférieurs aux appointements moyens de ce fonctionnaire pendant toute la durée de son service, cette dernière moyenne sera prise comme base du calcul des allocations auxquelles ce fonctionnaire peut avoir droit sous l'empire de ladite Loi."

M. Calder, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération ladite résolution.

Le Bill (No 81), Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, est lu la seconde fois.

Sur motion de M. Calder,—Ordonné que ledit bill soit référé à un comité spécial composé de MM. Blake, McGibbon (Muskoka), MacKelvie, Calder, Reid (Mackenzie), Chisholm, Fournier et Pedlow, et que ledit comité ait le pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et archives et faire rapport de temps à autre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 14), Loi portant modification de l'Acte à l'effet de constituer en corporation Gilmour et Hughson (à responsabilité limitée), avec des amendements comme suit:—

1. Page 1, ligne 17.—A la suite du mot "Compagnie" insérer:—

"Nulle distribution de l'actif affectant le capital versé de la compagnie ne doit se faire avant que toutes ses obligations aient été acquittées ou que toute les dispositions aient été prises pour les acquitter".

2. Page 1.—A la suite de la clause 2 insérer ce qui suit comme clause 3:—

3. "Si, après que la distribution de l'actif de la Compagnie a été approuvée conformément aux prescriptions ci-dessus, le capital versé s'en trouve affecté, la Compagnie aura le pouvoir de continuer ses opérations, sauf dans la mesure où l'exigeront la protection de son actif et la distribution susdite".

Le Bill D (No 23) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Commission de contrôle du las des Bois" est de nouveau considéré en comité général, rapporté avec un amendement, considéré tel qu'amendé et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Ordonné, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(*En comité*).

Et le comité continuant de siéger;

Jeudi, 21 avril 1921.

La résolution suivante est adoptée (*cinq-sixième de la somme ci-dessous*);

XXXVI—DIVERS.

330 Pour pourvoir à la contribution du Canada au maintien du Secrétariat permanent de la Société des nations.	200,000 00
---	------------

Résolution à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.30 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Trahan—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement du Canada a-t-il définitivement réglé ses comptes avec le gouvernement de la Grande-Bretagne?
2. Dans l'affirmative, à quelle date?
3. Qu'est-il résulté de ce règlement, et quelle est la somme que l'Angleterre doit au Canada, ou le Canada à l'Angleterre, ou que l'un ou l'autre reconnaît devoir?

M. Trahan—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il honoré à l'échéance l'emprunt de 25 millions échu le 1er avril 1921?
2. Comment a-t-il trouvé des fonds pour régler cet emprunt ou cette dette?

M. Trahan—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien les pays d'Europe doivent-ils au Canada?
2. Combien chacun de ces pays doit-il, tant en capital qu'en intérêt?

M. Sinclair (Antigonish et Guysborough)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. A-t-on prêté au gouvernement les services de G.-M. Murray, 709, rue Younge, Toronto, en 1919 ou 1920? Dans l'affirmative, qui les a prêtés, et pour quel temps?
2. Le gouvernement a-t-il payé à ce M. Murray des appointements, allocations de subsistance ou dépenses au cours des années susdites? Dans l'affirmative, combien?
3. Quelles fonctions exerçait-il pour le gouvernement?
4. Est-ce là le même G.-M. Murray qui fut un temps secrétaire de la *Canadian Manufacturers Association*?

M. Marcil (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu une pétition ou communication demandant l'amélioration des cinq milles de grande route de la vallée de la Métapédia allant au pont interprovincial de Métapédia, entre Québec et le Nouveau-Brunswick et longeant la rivière Restigouche de Métapédia à Cross-Point, P.Q., et rejoignant la traverse interprovinciale établie entre les deux provinces susdites en vertu d'une patente fédérale, entre Cross-Point, P.Q., et Campbellton, N.-B.? Dans l'affirmative, que doit faire le gouvernement à ce sujet?
2. Le gouvernement fait-il quelque chose au sujet du pont roulier interprovincial entre Cross-Point et Campbellton qu'on a récemment demandé au ministre des travaux publics?

M. Marcil (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Les gouvernements du Canada et de la province de Québec se sont-ils entendus pour accorder des permis de pêche au saumon (au filet) dans les eaux maréennes de cette province, en conséquence du jugement récent du Conseil Privé?
2. Le gouvernement sait-il que la province de Québec a accordé des permis pour cette année?
3. Quelle décision s'il en est le gouvernement compte-t-il prendre à ce sujet dans l'intérêt du public et des pêcheurs intéressés?
4. Est-il vrai que la province de Québec prétend avoir seule le droit d'accorder des permis pour ces eaux maréennes, parce qu'elle a juridiction sur le lit des rivières et baies et sur les grèves de la province?
5. Dans l'affirmative, le gouvernement du Canada reconnaîtra-t-il cette année les permis que le gouvernement de Québec a accordés cette année?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. L'administration du chemin de fer National-Canadien a-t-elle tenté tout particulièrement d'attirer, dans ses horaires et autres publications et annonces, l'attention des touristes sur les attraits de la péninsule gaspésienne comme villégiature estivale, stations balnéaires ou lieux de chasse et de pêche?

2. Dans l'affirmative, ce programme est-il encore suivi cette année?

3. Est-il vrai qu'en conséquence de cette campagne des milliers de touristes ont été attirés dans le district de la baie des Chaleurs, et qu'on en attend un grand nombre cette année?

4. L'administration tentera-t-elle spécialement d'établir des moyens plus commodes de transport par les lignes du National-Canadien du Québec-Oriental-Atlantique, et du Québec-Ouest, pour les voyageurs et les marchandises au cours de la saison prochaine?

5. Dans l'affirmative, quelle décision a été ou doit être prise à ce sujet?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. A-t-on loué ou vendu du roulant quelconque, au cours de l'an dernier, aux chemins de fer Québec-Oriental, ou Atlantique-Québec-Ouest? Dans l'affirmative, quelle en est la nature?

2. A-t-on demandé à l'administration du National-Canadien d'établir un service de pullmans entre Montréal et Gaspé pendant les mois d'été? Dans l'affirmative, a-t-on l'intention de l'établir cette année?

3. A-t-on donné suite au rapport et aux recommandations du président de la Commission des chemins de fer à l'effet d'améliorer le service des chemins de fer Québec-Oriental et Atlantique-Québec-Ouest?

M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Comme il n'y a pas eu de service de vapeurs dans la baie des Chaleurs depuis des années, en l'absence de toute subvention, le gouvernement se propose-t-il de remédier à la situation en affectant à cette route un des navires de la Marine marchande du Canada qui peut porter des passagers et du fret, entre Campbellton, N.-B., et Gaspé, P.Q., ou entre Montréal et Campbellton et les endroits intermédiaires?

2. Le gouvernement sait-il que pendant des années ces lignes étaient les plus attrayantes, et profitables, de l'est canadien?

3. Le gouvernement sait-il qu'il y a eu grande expansion dans le district de la baie des Chaleurs et que, s'il y avait là des moyens de transport efficaces, l'intérêt public serait desservi et les placements deviendraient profitables?

M. *Lanctôt*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'automobiles le gouvernement possède-t-il et utilise-t-il à Ottawa?

2. Combien de chauffeurs sont employés, et quels sont leurs noms et leurs gages?

3. Quels sont les ministres et sous-ministres qui utilisent ces autos?

4. Quels autres fonctionnaires les emploient et à quelles fins particulières?

5. A-t-on fait servir ces automobiles le dimanche, dans la dernière année civile?

Dans l'affirmative, qui s'en est servi?

6. Le gouvernement a-t-il un garage à Ottawa?

7. Dans l'affirmative, combien a-t-il coûté dans la dernière année civile, en entretien, salaires, essence, réparations, et pneus, respectivement?

8. Le gouvernement a-t-il acheté ce garage? Dans l'affirmative, de qui, à quel prix, et quand?

M. *Chisholm*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. L'édifice Roy, à Halifax, est-il loué au département du rétablissement des soldats? Dans l'affirmative, pour combien de temps, pour quel loyer, et à quelles fins?

2. Combien de médecins, infirmières et fonctionnaires sont employés à Halifax par le D.R.S., et combien de patients ont été traités du 1er mars 1920 au 1er mars 1921? Quel est le coût moyen par jour pour chaque patient? Quel est le total des dépenses du gouvernement au compte du D.R.S. du 1er mars 1920 au 1er mars 1921?

M. *MacNutt*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien a-t-on dépensé relativement à la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson?

2. Combien a-t-on dépensé relativement aux têtes de lignes de ce chemin de fer?

3. Quelle est la somme estimée qu'il faut pour achever le chemin de fer de la Baie d'Hudson, têtes de lignes comprises?

M. *MacNutt*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. De combien de préemptions a-t-on disposé, entre leur établissement et le 31 décembre 1920?

2. De combien de homesteads achetés a-t-on disposé, entre leur établissement et le 31 décembre 1920?

3. Combien a été reçu, en argent, au compte de ces ventes?

4. Combien reste dû, au compte de ces ventes?

5. L'argent reçu de ces ventes était-il destiné à refaire la Trésorerie des dépenses relatives au chemin de fer de la Baie d'Hudson?

* M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé indiquant le nombre des soldats rapatriés qui ont acheté des fermes par l'entremise de la Commission de l'établissement des soldats, dans le comté de Bonaventure, le prix moyen payé pour ses fermes, le nombre de ces fermes qui ont été abandonnées, comment le gouvernement en a disposé, les pertes encourues, s'il en est; et les noms des soldats qui se sont établis dans ce comté, indiquant aussi les endroits où respectivement ils se sont établis.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 21 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
431	Impressions du Parlement.....	11 a.m.
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
429	Bills privés.....	12 p.m.
<i>Vendredi, 22 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
<i>Mardi, 26 avril.</i>		
375	Chemins de fer nationaux du Canada et le Commerce maritime.....	11 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 27 avril.</i>		
425	Comptes publics.....	11 a.m.

No 45.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 21 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le treizième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son treizième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment pris en considération les pétitions suivantes pour bills privés et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De la *Maritime Coal Railway and Power Company, Limited*, pour une loi déclarant ses chemins de fer, travaux et entreprises de chemins de fer être pour l'avantage général du Canada.

De Margaret Thorne Acton, pour une loi de divorce d'avec Clarence Sims Acton, son époux.

De Rose Winnifred Smith (née Witt), pour une loi de divorce d'avec James Smith, son époux.

M. Fulton, pour M. Steele du comité des Bills Privés, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les Bills Privés suivants et a convenu de les rapporter sans amendement, savoir:—

Bill O (No 58) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Galbraith."

Bill K (No 48) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Bell."

Bill P (No 62) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick-Harold Walton."

Bill Q (No 63) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Leonard."

Bill R (No 64) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander LaRue."

Bill S (No 65) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Martin Morel."

Bill T (No 67) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Gourley."

Bill U (No 68) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Edwin William Flower."

Bill V (No 69) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Royland Stanley Morrison."

Bill W (No 70) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ebenezer Sims."

M. Cockshutt du comité des Banques et du Commerce présente le troisième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a eu sous considération le Bill (No 33), Loi concernant le Crédit Foncier Franco-Canadien, et a convenu de le rapporter sans amendement.

Conformément à un ordre de la Chambre du 21 mars 1921, votre comité a de nouveau considéré le Bill (No 15), Loi constituant en corporation la *North American Trust Company of Canada* et a convenu de le rapporter avec un amendement. Votre comité recommande que le titre dudit bill soit changé en celui de "Loi constituant en corporation *Metropolitan Trust Company of Canada*."

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Rapports des ministres de la Justice, approuvés par le Gouverneur en conseil, sur la législation provinciale depuis 1896 jusqu'à date.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 26 avril 1920:—Copie de tous rapports, correspondance et documents échangés entre le gouvernement et les autorités du chantier du gouvernement à Sorel, ou toute autre personne, au sujet du paiement du boni aux employés de ce chantier, et à l'interruption ou la cessation de ce paiement.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 13 avril 1921, Relevé faisant voir:—

1. Si le gouvernement exploitait une ligne télégraphique dans la Colombie-Anglaise septentrionale, avant d'acquérir la ligne de la *Great North Western Telegraph Company*, relativement aux chemins de fer du Grand-Tronc-Pacifique et du Canadian-Nord.
2. Si le gouvernement exploite encore les deux lignes de télégraphe, savoir, l'ancienne ligne du gouvernement et celle de la G.N.W.
3. Pourquoi le gouvernement entretient deux bureaux des télégraphes à Hazelton, New-Hazelton, Smithers, Telkwa, et autres endroits sur le Grand-Tronc-Pacifique.
4. Si l'achalandage justifie le maintien de deux bureaux séparés des télégraphes dans les villes nommées.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 11 avril 1921:—Copie de tous télégrammes, correspondance, pétitions, ou autres documents, échangés entre le gouvernement de l'Île du Prince-Edouard et le gouvernement fédéral relativement à la prise en possession et à l'administration du sanatorium de Dalton, par le gouvernement fédéral, et à la remise dudit sanatorium au gouvernement de l'Île du Prince-Edouard.

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné, que les noms de MM. Stewart (Lanark), Green, Douglas (Cap-Breton-Sud et Richmond) et Griesbach soient substitués à ceux de MM. Boys, McIntosh, Meighen et Porter sur le comité des Privilèges et Elections.

M. Currie, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 83), Loi modifiant le Code criminel, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu de la règle 37:—

Par M. Cardin:—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

Les noms, occupation et domicile des personnes qui ont sollicité les fonctions actuellement libres de surintendant des chantiers du gouvernement à Sorel.

Sir Henry Drayton l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à l'ordre qui précède.

Par M. Reid (Mackenzie):—Ordre de la Chambre,—Tableau indiquant:—

1. Combien a coûté l'administration des ressources naturelles de la Saskatchewan, depuis 1905.
2. Combien a coûté jusqu'ici l'administration des ressources naturelles de l'Alberta, depuis 1905.
3. Quels revenus on a tirés des ressources naturelles de la Saskatchewan, depuis 1905.
4. Quels revenus on a tirés des ressources naturelles de l'Alberta, depuis 1905.

Par M. Casgrain:—Ordre de la Chambre,—Etat montrant:—

1. Le nombre de personnes par mille de chemin de fer exploité au Canada, en 1896, 1911 et 1914.
2. Le nombre de personnes par mille de chemin de fer exploité dans chacune des neuf provinces (L'Alberta et la Saskatchewan dans leur bornes actuelles), et quel était le milliaire dans chacune des provinces en 1896, 1911 et 1914.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à l'ordre de la Chambre qui précède.

Par M. Parent:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—

1. Combien de secrétaires, secrétaires privés, sous-secrétaires privés, secrétaires adjoints des ministres ont été nommés depuis 1911.
2. Quelle est la date de la nomination de chacun d'eux.
3. Quels sont les noms de chacun d'eux.
4. Quel traitement chacun d'eux a reçu.
5. Par quel ministre chacun d'eux a été nommé.
6. Si quelqu'un de ces personnes sont encore à l'emploi du gouvernement, et, dans l'affirmative, quels sont leurs noms, quelles positions occupent-elles et quel salaire elles reçoivent.

Par M. Brouillard:—Ordre de la Chambre,—Etat montrant:—

1. Les noms des avocats du gouvernement dans l'arbitrage du Grand-Tronc.
2. Le tarif des rémunérations de chacun d'eux.
3. Si des frais de déplacement ou autres sont accordés aux avocats occupant pour le gouvernement. Dans l'affirmative, combien dans chaque cas.
4. Combien on a payé jusqu'ici à chacun des avocats du gouvernement dans cet arbitrage.
5. La somme (estimée) nécessaire aux honoraires et dépenses des avocats du gouvernement dans cet arbitrage.
6. La plus forte rémunération que le gouvernement paye à un comptable relativement à cet arbitrage.
7. L'ingénieur qui reçoit du gouvernement la plus forte rémunération au sujet de cet arbitrage, et quelle est cette rémunération.
8. Le tarif supérieur quotidien de rémunération qu'un ingénieur du gouvernement reçoit dans cet arbitrage.
9. Le tarif supérieur quotidien de rémunération qu'un comptable du gouvernement reçoit dans cet arbitrage.

10. Le tarif supérieur d'honoraires quotidiens qu'un avocat du gouvernement reçoit dans cet arbitrage.

11. Quels sont en moyenne les appointements quotidiens du sous-ministre de la Justice.

12. Si des membres du Barreau de Québec ont été employés dans l'arbitrage du chemin de fer Canadien-Nord, à Toronto.

13. Le total des honoraires que le gouvernement a payés à des avocats relativement à l'arbitrage du Canadien-Nord.

14. La somme totale que M. W.-N. Tilley, C.R., a reçue pour services professionnels rendus au gouvernement depuis le 1er janvier 1919?

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(En comité)

Et le comité continuant de siéger;

Vendredi, 22 avril 1921.

Les résolutions suivantes sont adoptées (*Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous moins \$10,000 dans la résolution No 322*):—

XXXVI—DIVERS.

317 Représentation du Canada aux Etats-Unis.....	60,000 00
291 Pour fournir les publications canadiennes à la bibliothèque du bureau du haut-commissaire.....	1,000 00
299 Somme requise pour services de consulats à l'étranger.....	300 00
300 Appointements et frais de l'agence à Paris.....	42,500 00
301 Allocation à M. W. J. Stewart, chef hydrographe, pour services rendus, par décret du conseil, 19 octobre 1912, relativement aux questions étudiées par la Commission internationale mixte au cours de l'exercice 1921-22.....	1,000 00
302 Somme requise pour faire face aux dépenses de la Commission de contrôle du lac des Bois.....	4,500 00
322 Appointements et salaires, bureau des passeports.....	40,000 00

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

24 Bureau du haut-commissaire à Londres—	
Traitements.....	24,930 00
Dépense casuelle.....	69,586 00
26 Affaires extérieures—	
Traitements.....	64,625 00
Dépense casuelle.....	46,000 00

XII—MILICE ET DEFENSE.

92 Dépense casuelle.....	40,000 00
93 Droit de douane.....	40,000 00
94 Bibliothèque du ministère.....	2,000 00
95 Arsenal fédéral, Lindsay.....	243,300 00
96 Arsenal fédéral, Québec.....	428,300 00

97 Service du génie.	600,000 00
98 Subventions à des sociétés.	125,000 00
99 Entretien.	200,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants, pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill Y (No 84) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi de la Convention des oiseaux migrateurs."

Bill Z (No 85) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Duncan Macdonald Oxley."

Bill A2 (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Winnifred Smith."

Bill B2 (No 87) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Campbell."

Bill C2 (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Thorne Acton."

Bill D2 (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Florence Ansell."

Bill E2 (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Greenwood."

Bill F2 (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Garnet Rabb."

Bill G2 (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Gladys Vernon."

Bill H2 (No 93) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Stella Anna Jackson."

Bill I2 (No 94) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Marshall."

Bill J2 (No 95) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Marie Cook."

Bill K2 (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Grey Holt."

Bill L2 (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Tolhurst."

Bill N2 (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rosetta Hood."

Bill O2 (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edwin Gordon."

Bill P2 (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Willie Hopkinson."

Bill Q2 (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mamie McKillop."

Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme."

Bill S2 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Osborne."

Bill T2 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Verner McAree."

Aussi, un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel ont été soumises les pétitions de Duncan MacDonald Oxley, Rose Winnifred Smith, Evelyn Campbell, Margaret Thorne Acton, Lillian Florencé Ansel, Ellen Greenwood, Edna Garnet Rabb, Gertrude Gladys Vernon, Stella Anna Jackson, Mabel Marshall, Margaret Marie Cook, Jean Grey Holt, Harry Tolhurst, Rosetta Hood, Alberta Edwin Gordon, Willie Hopkinson, Mamie McKillop, Frederick Robert Studholme, Beatrice Osborne et John McAree respectivement demandant une loi de divorce, et les documents produits comme preuve, avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 12.47 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Verville*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien a-t-on payé aux différentes villes (ou combien ont-elles réclamé) en vertu du décret de l'Exécutif No 139, appelé Crédit d'urgence pour les sans-travail?
2. Quelles sont les villes qui ont fait ces demandes ou auxquelles on a payé des sommes?

M. *Reid* (Mackenzie)—Lundi prochain—QUESTION—Combien a-t-on encaissé par l'impôt sur les ventes, dans chaque mois, depuis l'établissement de l'impôt jusqu'au 31 mars 1921?

M. *Davidson*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le département de l'agriculture a-t-il acheté en 1919 ou 1920 le bétail générateur d'un troupeau de vaches guernesias, qui se trouvait à la ferme modèle de Nappan?
2. Dans l'affirmative, quels en étaient la race, l'âge et le prix, qui l'a vendu, et quelles sont les adresses des personnes de qui on l'a acheté?
3. Quel a été le total des dépenses touchant les animaux achetés respectivement au Canada et aux Etats-Unis, quant au transport, aux commissions et au change?
4. Sur quels avis et recommandations ces animaux ont-ils été achetés?

M. *Jacobs*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des faillites".

Le *Ministre du Commerce*—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le Conseil des recherches scientifiques."

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 22 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 26 avril.</i>		
375	Chemins de fer nationaux du Canada et le Commerce maritime.....	11 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 27 avril.</i>		
425	Comptes publics.....	11 a.m.

No 46.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 22 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur dépose sur la Table, pour l'approbation de la Chambre,—Copies des arrêtés du conseil C.P. 2483, daté, le 23 octobre 1920, concernant les changements dans l'organisation de la division des lois de la Chambre.

Et aussi,—La recommandation de la Commission du service civil concernant la compensation de certains postes du personnel de la Chambre.

(Le tout, conformément au sous-article (1) de l'article 45B de la Loi amendant la Loi du service civil, 1919.

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné, que les noms de MM. Murphy et Papineau soient substitués à ceux de MM. Lemieux et Devlin sur le comité des Privilèges et Elections.

M. Archambault, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 105) Loi modifiant la Loi portant rétablissement et modification de la Loi concernant la naturalisation, 1914, lequel est lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants sont respectivement lus la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill Y (No 84) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi de la Convention des oiseaux migrateurs."—M. *Tolmie*.

Bill Z (No 85) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Duncan Macdonald Oxley."—M. *Glass*.

Bill A2 (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Winnifred Smith."—M. *Fripp*.

Bill B2 (No 87) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Campbell."—M. *Best*.

Bill C2 (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Thorne Acton."—M. *Sheard*.

Bill D2 (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Florence Ansell."—M. Douglas (Strathcona).

Bill E2 (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Greenwood."—M. Smith.

Bill F2 (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Garnet Rabb."—M. Fripp.

Bill G2 (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Gladys Vernon."—M. Fripp.

Bill H2 (No 93) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Stella Anna Jackson."—M. Mowat.

Bill I2 (No 94) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Marshall."—M. Mowat.

Bill J2 (No 95) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Marie Cook."—M. Clarke (Wellington).

Bill K2 (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Grey Holt."—M. Mowat.

Bill L2 (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Tolhurst."—M. Smith.

Bill N2 (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rosetta Hood."—M. Fripp.

Bill O2 (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edwin Gordon."—M. McQuarrie.

Bill P2 (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Willie Hopkinson."—M. Fripp.

Bill Q2 (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mamie McKillop."—M. Currie.

Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme."—M. Blair.

Bill S2 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Osborne."—M. Fripp.

Bill T2 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Verner McAree."—M. Fripp.

Le Bill D (No 23) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Commission de contrôle du lac des Bois" est lu la troisième fois et passé.

L'ordre pour la seconde lecture du Bill (No 80) Loi concernant l'arbitrage du Grand-Tronc étant lu;

M. Meighen propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la seconde fois.

Après débat, la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Le Bill est en conséquence, lu la seconde fois, considéré en comité général;

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

M. Middlebro propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés en vertu de la règle 109; agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill (No 44), Loi concernant *The Western Dominion Railway Company*.

Bill O (No 58) du Sénat, Loi pour faire droit à Hazel Galbraith.

Bill K (No 48) du Sénat, Loi pour faire droit à William-John Bell.

Bill P (No 62) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick-Harold Walton.

Bill Q (No 63) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Leonard.

Bill R (No 64) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander LaRue."

Bill S (No 65) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Martin Morel.

Bill T (No 67) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Gourley."

Bill U (No 68) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Edwin William Flower."

Bill V (No 69) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Royland Stanley Morrison."

Bill W (No 70) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ebenezer Sims."

Bill (No 33), Loi concernant le Crédit Foncier Franco-Canadien.

Bill (No 15), Loi constituant en corporation la *North American Trust Company of Canada*. Titre changé en "Loi constituant en corporation *Metropolitan Trust Company of Canada*."

Sur motion de M. Middlebro,—Ordonné, qu'un message soit envoyé au Sénat pour retourner à Leurs Honneurs la preuve, etc., prise devant le comité spécial des Divorces au Sénat auquel ont été référés les bills suivants, savoir:—

Bill O (No 58) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Hazel Galbraith."

Bill K (No 48) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William John Bell."

Bill P (No 62) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick-Harold Walton.

Bill Q (No 63) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Leonard."

Bill R (No 64) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander LaRue."

Bill S (No 65) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Maria Martin Morel."

Bill T (No 67) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à George Gourley."

Bill U (No 68) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Edwin William Flower."

Bill V (No 69) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Royland Stanley Morrison."

Bill W (No 70) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Ebenezer Sims."

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés,

La Chambre reprend ses délibérations en comité général du Bill (No 80) Loi concernant l'arbitrage du Grand-Tronc, lequel est rapporté sans amendement et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 82) Loi modifiant la Loi de la Royale Gendarmerie à cheval du Canada est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement et passé.

M. Calder propose,—Que l'ordre No 32 soit appelé concurremment avec l'ordre No 27, et que le comité général reçoive instruction qu'il est autorisé de considérer les deux résolutions de la même manière que si elles ne formaient qu'une seule.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Les ordres No 27 et 32 concernant certaines résolutions amendant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public sont en conséquence appelés.

La Chambre se forme alors en comité général sur lesdites résolutions.

(*En comité.*)

Et le comité continuant de siéger;

Samedi, 23 avril 1921.

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

Résolu.—Qu'il est opportun d'amender la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public, chapitre soixante-sept des statuts de 1920, et de décréter:—

1. Que le paragraphe deux de l'article trois de cette Loi, touchant le taux d'allocation de retraite des fonctionnaires, soit révoqué, et qu'il soit décrété que tout fonctionnaire d'au moins quarante-cinq ans, et qui n'a pas soixante ans, et qui est mis à la retraite en vertu des dispositions de ladite Loi après vingt ans continus au moins de service public, et que tout fonctionnaire mis à la retraite en vertu des dispositions de ladite Loi, et qui a soixante ans ou plus et au moins dix ans de service public continu, recevra, en sus des paiements que le paragraphe 1 dudit article autorise, une retraite annuelle viagère à lui payable, d'un soixantième de ses appointements moyens des trois dernières années pendant lesquelles il aura été dans le service public, pour chaque année de service, mais au plus trente soixantièmes de ses appointements moyens;

2. Que le paragraphe cinq dudit article trois, touchant le calcul du traitement moyen, soit amendé par la radiation des mots "moyenne" et "annuel" de la première ligne du paragraphe;

3. Que les deux résolutions précédentes seront censées être entrées en vigueur le 1er juillet 1920;

4. Que l'article quatre de ladite Loi, touchant la dépense payée sur traitement soit révoqué, et qu'il soit décrété en son lieu que les deniers payables subordonnément aux dispositions de ladite Loi à un fonctionnaire quelconque mis à la retraite selon ces dispositions, seront payés à même les fonds inaffectés du Fonds consolidé du revenu;

5. Que la durée de la vigueur de la Loi soit prolongée jusqu'au 1er juillet 1922.

6. Que le paragraphe b de l'article Un de ladite Loi soit révoqué et qu'il soit décrété en son lieu que "fonctionnaire signifie un fonctionnaire, commis ou employé occupé au service public, et qui reçoit des appointements annuels fixes, et tout fonctionnaire, commis ou employé dudit service qui est continuellement employé mais pendant une période seulement de chaque année et qui reçoit des appointements quotidiens ou mensuels, mais ne comprend pas une personne nommée à titre provisoire ou par intermittence.

7. Que le paragraphe Deux de l'Article Trois soit amendé par l'addition de la condition suivante: ' Pourvu que les appointements moyens de tout fonctionnaire mis à la retraite en vertu de la Loi, pendant les trois ans de ses services publics, sont inférieurs aux appointements moyens de ce fonctionnaire pendant toute la durée de son service, cette dernière moyenne sera prise comme base du calcul des allocations auxquelles ce fonctionnaire peut avoir droit sous l'empire de ladite Loi.'

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et agréées.

M. Calder présente alors un Bill (No 107), Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public, lequel est lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

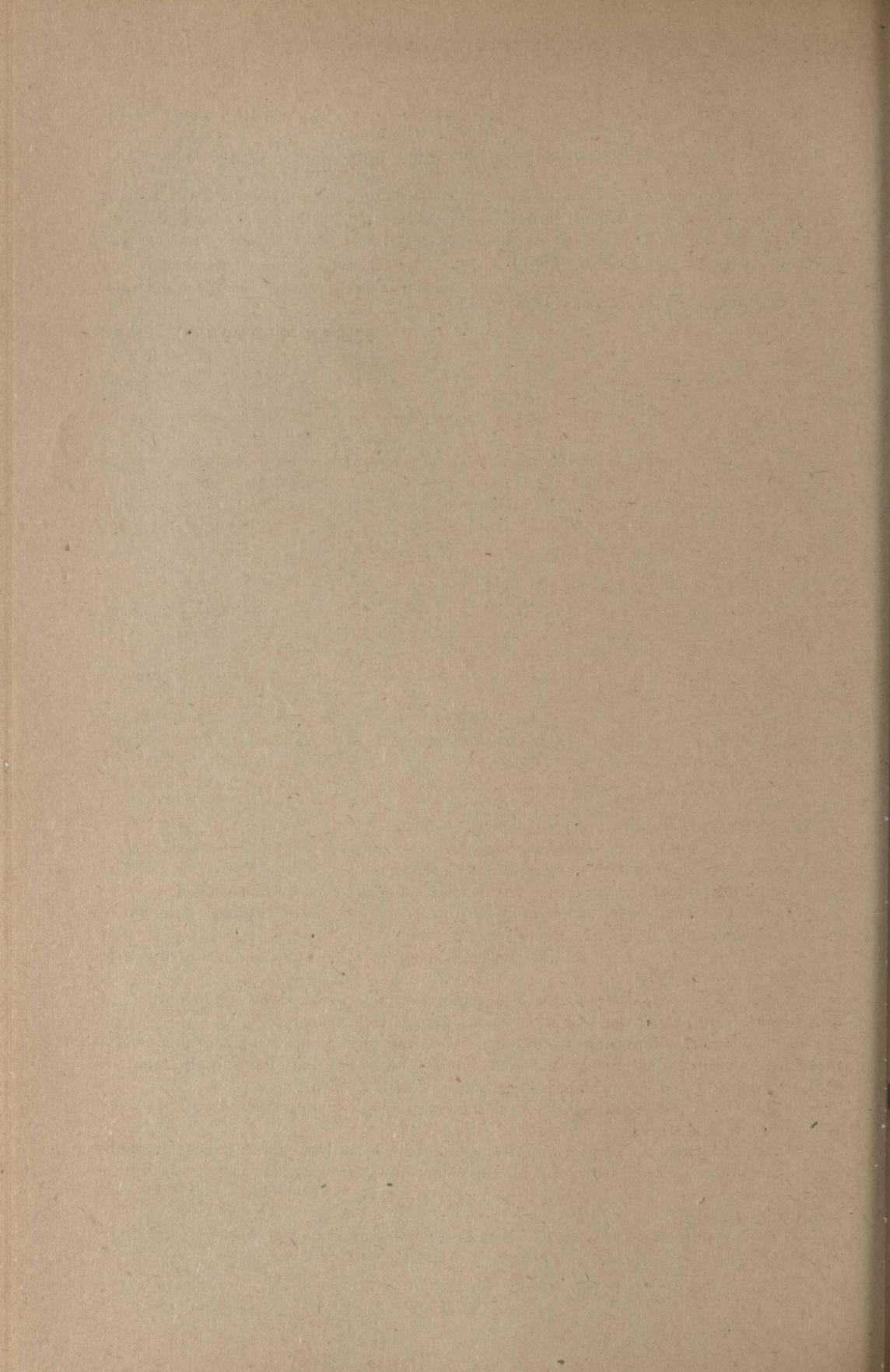
Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill suivant pour lequel il demande le concours de la Chambre:—

Bill V2 (No 106) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Fergus McKee."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre, le preuve, etc., faite devant le comité des Divorces au Sénat, auquel a été soumise la pétition de Fergus McKee, demandant une loi de divorce, et les documents qui ont servi comme preuve, avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 12.08 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. McDonald—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il au cours de l'an dernier reçu d'une organisation quelconque du service public des critiques ou des accusations contre le Bureau d'appel de la Commission du service civil?

2. Dans l'affirmative, a-t-on fait enquête sur ces critiques ou accusations, et qui s'en est enquis?

3. L'organisme qui a porté ces accusations, s'il en est, était-il représenté à l'enquête faite? Et dans la négative, pourquoi?

4. A-t-on envoyé rapport de l'enquête à cette organisation? Dans la négative, pourquoi?

5. Le gouvernement ou la Commission du service civil se proposent-ils de reconstituer le bureau d'appel, en donnant à tout le service une représentation adéquate?

6. Des membres du service public faisant maintenant partie du bureau d'appel reçoivent-ils ou doivent-ils recevoir un supplément de salaire ou d'honoraire pour leurs services dans ce bureau?

M. McDonald—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il l'an dernier pris des mesures pour défendre les assemblées de fonctionnaires dans les bureaux officiels après les heures de travail?

2. Dans l'affirmative, quelles étaient ces mesures?

3. Les mesures, s'il en est, ont-elles été impartialement appliquées à tous les groupes ou organisations du service civil?

4. Une organisation quelconque du service civil a-t-elle fait des représentations au gouvernement, demandant que le privilège de s'assembler dans les bureaux officiels soit rendu au Service?

5. Le gouvernement doit-il rétablir ce privilège? Dans la négative, pourquoi?

M. McDonald—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de fonctionnaires intérimaires ont été remerciés ou ont reçu avis de leur congé, dans l'année civile close le 31 mars 1921?

2. Combien d'employés temporaires ont été engagés dans cette période?

3. Combien d'employés temporaires ont été transférés d'une branche d'un bureau ou d'un département à l'autre, dans cette période?

4. Combien y avait-il de soldats rapatriés dans les nouveaux employés temporaires engagés?

5. Des soldats rapatriés ont-ils été remerciés du service, depuis que l'ordre de destitution a été préparé ou adopté? Dans l'affirmative, pourquoi?

6. Combien de nouveaux fonctionnaires a-t-on pris pour remplacer ces soldats rapatriés, combien d'entre ces nouveaux fonctionnaires étaient des soldats rapatriés, et dans quelles divisions ou départements cela s'est-il produit?

7. Quel avis, s'il en est, donne-t-on aux employés temporaires susceptibles d'être renvoyés, des ouvertures qu'il y a dans le Service?

8. Le gouvernement ou la Commission du service civil ont-ils des renseignements sur ce que coûte au pays le travail de supplémentaire découlant de la préparation des nouveaux employés, ainsi que les pertes provenant de la proportion inévitable des inaptitudes?

9. Dans l'affirmative, quel a été dans la dernière année civile le coût total de ces frais?

M. McDonald—Lundi prochain—QUESTION—

1. Des membres de la firme *Griffenhagen and Associates* étaient-ils anciennement employés de la *Arthur Young Company*?
2. Dans l'affirmative, combien d'entre eux, et quels sont-ils?
3. Griffenhagen et associés ont-ils fait au gouvernement rapport courant ou des recommandations sur leur travail, jusqu'ici?
4. Dans l'affirmative, ces rapports ont-ils été mis à la disposition de la Chambre et du Service? Dans la négative, pourquoi?
5. Quels étaient les appointements mensuels des Griffenhagen et associés, d'après leur contrat avec le gouvernement pour travail de refonte?
6. Combien au total leurs services ont-ils coûté, jusqu'au jour où leur contrat a été résilié?
7. Quand ce contrat a-t-il été ou doit-il être résilié?
8. Se propose-t-on de garder des membres de cette firme, ou de leurs employés soit en les admettant dans le service civil canadien ou autrement? Dans l'affirmative, quels appointements recevront-ils, et leurs fonctions donneront-elles lieu à des examens de concours?
9. Une organisation quelconque du service civil a-t-elle fait des représentations sur la refonte des cadres par le service civil lui-même?
10. Dans l'affirmative, quelle attention a-t-on donnée à ses représentations, et qui s'en est occupé?

M. McDonald—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il reçu d'une organisation du service civil ou de l'extérieur des représentations sur l'établissement de conseils conjoints de Whitley, dans le service public?
2. Dans l'affirmative, quelle attention a-t-on donnée ou doit-on donner à ces représentations?
3. Un membre du gouvernement a-t-il soumis au Conseil une recommandation sur l'établissement de ces conseils dans le Service?
4. Dans l'affirmative, quand, et qu'en a-t-on fait? Si l'on n'a rien fait, quand doit-on attendre une décision?

M. McDonald—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le total (a) voté et (b) payé pour boni dans la dernière année civile?
2. A-t-on reçu des représentations au sujet du boni, des organisations du service civile?
3. Le gouvernement les a-t-il étudiées, et a-t-il donné à ces organisations l'occasion d'appuyer leur demande?

M. McDonald—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement se propose-t-il de soumettre un bill permanent sur la retraite des fonctionnaires, au cours de la session actuelle?
2. Une organisation du service civil a-t-elle envoyé des représentations sur le besoin d'une législation de ce genre, et soumis un projet dans ce sens?
3. Dans l'affirmative, ces représentations ont-elles été écoutées?
4. Dans la négative, seront-elles écoutées, et permettra-t-on à cette organisation susdite de présenter ses arguments?
5. Se propose-t-on de destituer les vieux fonctionnaires, dans la réorganisation, avant l'adoption d'un bill comme susdit?

M. McDonald—Lundi prochain—QUESTION—

1. A-t-on reçu d'une organisation de fonctionnaires des représentations à l'effet de permettre aux fonctionnaires soldats les augmentations statutaires qu'ils auraient gagnées s'ils avaient passé dans leurs bureaux le temps de leur service de guerre outre-mer?

2. Dans l'affirmative, a-t-on donné attention à ces représentations, et qui s'en est occupé?
3. Des recommandations ont-elles été faites, et a-t-on pris quelque décision en l'espèce?

M. McDonald—Lundi prochain—QUESTION—

1. A-t-on reçu d'une organisation de fonctionnaires des représentations au sujet des employés classés avec paye "tarif courant"?
2. Dans l'affirmative, s'en est-on occupé, et qui s'en est occupé?
3. Quelles recommandations a-t-on faites, et que doit-on faire à ce sujet?
4. Quelle occasion a-t-on donnée à ces travailleurs de soumettre leur requête, soit au gouvernement, soit à la Commission du service civil?
5. Les hommes du "tarif courant" de tous les départements ont-ils été représentés à une conférence quelconque? Dans la négative, pourquoi?
6. La Commission du service civil a-t-elle des renseignements sur les tarifs courants des différentes catégories de travail dans tout le Canada?
7. Dans l'affirmative, d'où les tient-elle?
8. La Commission a-t-elle averti les départements intéressés que les tarifs courants devaient être payés et que ces renseignements sont à la disposition de qui de droit?
9. Des employés permanents classés selon le tarif courant sont-ils jugés fonctionnaires?
10. Dans l'affirmative, ont-ils droit aux vacances et aux congés de maladie?
11. Dans la négative, pourquoi, et quel corps les a exclus de ces privilèges?

M. Séguin—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que le public ne peut se procurer de livrets français d'explications—comme il en existe en anglais—sur la façon de préparer les rapports touchant l'impôt sur le revenu?
2. Le gouvernement entend-il remédier sans retard à ceci, et fournir des livrets français à ceux qui les requièrent?

M. Séguin—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui était maître de poste à Pierreville, comté d'Yamaska, à venir à ces temps derniers?
2. Est-ce vrai qu'il a été destitué?
3. Dans l'affirmative, sur demande de qui?
4. Pourquoi?
5. Qui l'a remplacé? Et sur quelle recommandation?

M. White—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il payé des frais de transport pour du foin, de la paille ou autres fourrages pour le bétail dans les parties sud des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta durant l'hiver de 1919-1920?
2. Dans l'affirmative, quelle somme de frais de transport a aussi été payée?
3. A quelle compagnie ou quelles compagnies de transport ces frais de fret ont été payés et combien à chacune?

M. Marcil (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle somme a été payée par le bureau des pensions du fonds patriotique ou autre à Louis Marcil 1425 de la rue Saint-Denis, Montréal, père invalide de Joseph Marcil qui s'est enrôlé et a servi aux Bermudes et est maintenant lui-même un invalide?
2. A-t-on pris en considération une demande d'augmentation d'allocation, et qu'a-t-on décidé?
3. Quelle somme est payée à Joseph Marcil ci-haut mentionné, et ladite somme a-t-elle été réduite ou augmentée dernièrement?

M. Marcil (Bonaventure)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Est-ce que la direction de la Marine marchande du Canada a pris en considération le paiement d'une somme quelconque à Louis T. Marcil, 1425 rue Saint-Denis, Montréal, qui a été victime d'un accident alors qu'il était employé sur le *Canadian Farmer* à Montréal, accident qui l'a rendu permanentement incapable de travailler?

2. Si non, est-ce que cette affaire va être étudiée en vue de rendre justice à cet homme qui est maintenant incapable de gagner sa vie?

* M. Lemieux—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il que Madame Boucher, mère de M. Amie Boucher, notaire, candidat libéral dans le comté d'Yamaska, vient d'être destituée de ses fonctions de maîtresse de poste de Pierreville, après vingt-cinq ans de service?

2. Dans l'affirmative, a-t-on fait enquête?

3. Qui a recommandé la destitution de cette maîtresse de Poste?

M. Thompson (Yukon)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de soumissions a-t-on reçues pour le contrat postier actuel entre White-Horse et Dawson, Territoire du Yukon?

2. Qui a soumissionné?

3. Quelle était la limite de durée dans chaque soumission?

4. Quelle était la quantité de matières à transporter à chaque voyage?

5. Quelle somme d'argent demandait-t-on pour chaque catégorie de service?

6. Quand le contrat actuel a-t-il été fait?

7. Quand expire-t-il?

M. Bourassa—Lundi prochain—QUESTION—

La drague *Internationale*, appartenant au gouvernement, a-t-elle fait du service depuis le printemps de 1919?

2. Dans l'affirmative, où a-t-elle travaillé, combien de verges cubes d'ouvrage a-t-elle fait, et au profit de quelles personnes, sociétés, compagnies ou corporations a-t-elle travaillé?

3. Quelle est la valeur des travaux qu'elle a faits depuis le printemps de 1919?

4. Le gouvernement a-t-il reçu quelque argent pour les travaux que cette drague a faits?

5. Dans l'affirmative, quelles sont ces sommes?

M. Harrison—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien de fonctionnaires salariés le réseau du Canadien-Nord employait-il lors de son acquisition par le gouvernement?

2. Quels appointements chacun de ces fonctionnaires recevait-il?

3. Combien de fonctionnaires salariés le réseau du Canadien-Nord emploie-t-il actuellement.

4. Quels sont les appointements de chacun d'eux actuellement?

* M. Lemieux—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toutes lettres, télégrammes et autres documents échangés entre le très honorable ministre de la Justice et ses collègues concernant la descente sur le noviciat de Guelph.

* M. Lemieux—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de correspondance, télégrammes et autres papiers, échangés entre le très honorable ministre de la Justice et M. E. A. D. Morgan, de Montréal, concernant la nomination de juges dans la province de Québec.

* M. Lemieux—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance et autres documents concernant l'adjudication du contrat pour la cale-sèche d'Esquimalt.

M. Reid (Mackenzie)—Lundi prochain—RÉSOLUTION—La Chambre est d'avis que le complot organisé de certains groupes,—y compris le Murray Bureau, de Toronto, dont le gérant était jadis à l'emploi de la *Canadian Manufacturers Association*—intéressés à maintenir le tarif douanier, pour influencer la rédaction des journaux en retenant ou en refusant les contrats d'annonce, est contraire à l'intérêt national; et la Chambre condamne tout mouvement de cette nature contre la liberté de la presse au Canada.

Le Solliciteur général—Lundi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Faillite."

Le premier ministre—Lundi prochain—Que les arrêtés en conseil, C.P. 2483 du 23 octobre 1920, et C.P. 2652, du 1er novembre 1920, concernant les changements dans l'organisation de la division des lois; et aussi, la recommandation de la Commission du service civil relativement à la compensation pour certains postes du personnel de la Chambre, lesquels ont été déposés sur la Table de la Chambre le 22 courant; le tout conformément au sous-article (1) de l'article 45B de la Loi modifiant la Loi du service civil, 1919, soient approuvés.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Lundi, 25 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 27 avril.</i>		
425	Comptes publics.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 28 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 29 avril.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 47.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 25 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le quatorzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son quatorzième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De la *Autographic Register Systems, Limited*, pour une loi autorisant le commissaire des brevets, nonobstant tout ce que peut contenir la Loi des brevets, à accorder et émettre des brevets en Canada, pour certaines améliorations nouvelles et utiles pour appareils nourisseurs aux registres autographiques.

De W. Gladstone Cook, pour une loi de divorce d'avec Mary Louise Cook, son épouse.

De Ernest Alfred Ballard, pour une loi de divorce d'avec Daisy Mathilda Ballard, son épouse.

De Dora Lucy Bell (née MacDougall), pour une loi de divorce d'avec Walker Hardenbrooke Bell, son époux.

De Margaret Swanston Neville, pour une loi de divorce d'avec Edward Neville, son époux.

De Louise Schaeffer, pour une loi de divorce d'avec Edward Blake Sullivan, son époux.

De Alfred William Wells, pour une loi de divorce d'avec May Ethel Wells, son épouse.

Votre examineur en conformité du paragraphe 3, de la règle 96, a dûment examiné le Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme" et a constaté que les prescriptions de la règle 91, ont été suivies en autant que la publication des avis est concernée.

M. Wigmore, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1921:—Relevé (a) donnant les noms de tous les officiers du bureau des manifestes au ministère des douanes dans la ville de Toronto; (b) le salaire actuel de chacun de ces officiers.

Le Bill suivant du Sénat, est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill V2 (No 106) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Fergus McKee."—*M. Fripp.*

Les bills suivants du Sénat sont respectivement lus la seconde fois et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, sont référés au comité des Bills Privés:—

Bill Z (No 85) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Duncan Macdonald Oxley."

Bill A2 (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Winifred Smith."

Bill B2 (No 87) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Campbell."

Bill C2 (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Thorne Acton."

Bill D2 (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Florence Ansell."

Bill E2 (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Greenwood."

Bill F2 (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Garnet Rabb."

Bill G2 (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Gladys Vernon."

Bill H2 (No 93) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Stella Anna Jackson."

Bill I2 (No 94) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Marshall."

Bill J2 (No 95) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Marie Cook."

Bill K2 (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Grey Holt."

Bill L2 (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Tolhurst."

Bill N2 (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rosetta Hood."

Bill O2 (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edwin Gordon."

Bill P2 (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Willie Hopkinson."

Bill Q2 (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mamie McKillop."

Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme."

Bill S2 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Osborne."

Bill T2 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Verner McAree."

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés, savoir:—

Par M. Robb, pour M. Marcell (Bonaventure):—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant le nombre des soldats rapatriés qui ont acheté des fermes par l'entremise de la Commission de l'établissement des soldats, dans le comté de Bonaventure, le prix moyen payé pour ces fermes le nombre de ces fermes qui ont été abandonnées, comment le gouvernement en a disposées, les pertes encourues, s'il en est; et les noms des soldats qui se sont établis dans ce comté, indiquant aussi les endroits où respectivement ils se sont établis.

Par M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Copie de toutes lettres, télégrammes et autres documents échangés entre le très honorable ministre de la Justice et ses collègues concernant la descente au noviciat de Guelph.

Par M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Copie de correspondance, télégrammes et autres papiers, échangés entre le très honorable ministre de la Justice et M. E. A. D. Morgan, de Montréal, concernant la nomination de juges dans la province de Québec.

Par M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance et autres documents concernant l'adjudication du contrat pour la cale-sèche d'Esquimalt.

M. Lemieux propose,—Que, vu les ressources naturelles illimitées qui exigent l'exploitation dans la péninsule de Gaspé, on devrait le plus tôt possible établir un meilleur service de transports.

Après débat, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

M. Lemieux propose,—La Chambre est d'avis qu'un service plus efficace de trains de voyageurs et de marchandises devrait être établi sur le Transcontinental, entre Winnipeg et Québec.

Après débat, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 20), Loi constituant en corporation *The Mayo Valley Railway Company, Limited*.

Bill (No 31), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique.

Bill (No 32); Loi constituant en corporation *The Canadian Transit Company*.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat acquiesce aux amendements faits par la Chambre des Communes au Bill D (No 23) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Commission de Contrôle du lac des Bois", sans amendement.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre, savoir:—

Bill X (No 108) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la compagnie d'Express de la Puissance."

Bill W2 (No 109) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Edward Kelley."

Bill X2 (No 110) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Belle Westbeare."

Bill Y2 (No 111) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Christina Wilson Stephens."

Bill Z2 (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Andrews."

Bill A3 (No 113) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Annie Vanzant."

Bill B3 (No 114) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Werden Grant Parker."

Bill D3 (No 115) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Edward Nixon."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel ont été soumises les pétitions de John Edward Kelley, Annie Belle Westbeare, Christina Wilson Stephens, Alice Andrews, Esther Annie Vanzant, Werden Grant Parker, et James Edward Nixon, demandant respectivement une loi de divorce, et les documents produits comme preuve, avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

M. Campbell propose,—La Chambre est d'avis que le gouvernement fédéral ne devrait pas retarder plus longtemps de rendre aux provinces de l'Ouest,—Manitoba, Saskatchewan et Alberta—l'exploitation de leurs ressources naturelles.

Et un débat s'ensuivant;

M. Doherty propose en amendement:—Que tous les mots après “que” dans ladite résolution soient retranchés et remplacés par les suivants:—

“Les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta devraient recevoir sans délai le droit de propriété et le contrôle des ressources naturelles dans leurs limites respectives en des termes justes et équitables relativement aux autres provinces du Dominion.”

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est agréée.

Et la question étant posée sur la motion principale telle qu'amendée;

Après débat, du consentement de la Chambre, ladite motion est retirée.

Le Bill (No 40) Loi modifiant la Loi de la marine marchande au Canada (Havres publics) est de nouveau considéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 36) Loi modifiant la Loi de la Faillite est lu la seconde fois, considéré en comité général et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité général sur une certaine résolution modifiant la Loi des produits de l'érable, 1920.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de soumettre une mesure pour amender la Loi des produits de l'érable, 1920, par la révocation de l'article deux de la Loi, et de décréter en son lieu:

1. Que personne ne fabriquera, gardera ou exposera pour la vente, ni ne vendra de denrées alimentaire en les représentant comme sucre ou sirop d'érable, s'ils ne sont du sucre d'érable pur ou du sirop d'érable pur.

2. Que tout sucre ou sirop d'érable qui sera inconforme à l'étalon établi par le Gouverneur en conseil sous l'empire de la loi des produits alimentaires et des drogues, 1920, sera censé adulteré selon le sens de la loi des produits alimentaires et des drogues, 1920.

3. Que le mot “érable” pourra être usité en combinaison avec tous autre ou autres mots ou lettres sur l'étiquette ou autre marque, dessin ou signe, sur un paquet contenant un produit alimentaire ressemblant au sucre ou au sirop d'érable, les imitant ou constituant un mélange d'iceux avec d'autres substances; et dans ce cas la proportion exacte de sucre ou de sirop d'érable contenue dans ces articles sera nettement indiqué sur le contenant.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée.

Mardi, 26 avril 1921.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill (No 83) Loi modifiant le Code criminel;

Sur motion de M. Currie, ledit bill, du consentement de la Chambre est retiré.

Le Bill (No 80) Loi concernant l'arbitrage du Grand Tronc est lu la troisième fois et passé sur division.

La Chambre s'ajourne alors à 12.32 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

* M. Lemieux—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quand, et par qui l'honorable Thomas Chapais a-t-il été nommé au Sénat?
2. Le gouvernement sait-il que l'honorable M. Chapais est, aussi, un membre distingué du conseil législatif de la législature de Québec?
3. Le très honorable ministre de la Justice a-t-il recommandé la nomination de l'honorable M. Chapais au Sénat?

* M. Lemieux—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement se propose-t-il de soumettre au cours de la session courante une législation proposant d'enlever le service extérieur à la juridiction de la Commission du service civil?
2. Combien au total y a-t-il de fonctionnaires dans le service extérieur?

* M. Lemieux—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Un membre du gouvernement a-t-il promis par écrit ou verbalement que la construction du canal de la baie Georgienne serait commencée avant les prochaines élections générales?
2. Dans l'affirmative, a-t-on convenu que le travail commencerait dans la province de Québec?
3. Quel est le coût estimé de cette construction?

* M. Lemieux—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le chemin de fer National-Canadien a-t-il l'intention de construire des usines divisionnaires à Saint-Hyacinthe, P.Q.?
2. Dans l'affirmative, quel est le coût estimé des usines projetées?

M. Reid (Mackenzie)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Quel est l'effectif total des enrôlés dans le district militaire No 12, à l'heure actuelle?
2. Quelle proportion du plein effectif de ce district militaire No 12 est de fait enrôlée?
3. Combien y a-t-il d'employés au Q.-G. du district militaire No 12, et à quel coût annuel?

4. Quel est le total des dépenses pour soldes et allocations dans le district militaire No 12, pour l'an dernier?

5. Quel est le total des dépenses pour le district militaire No 12, du chef de la Milice, pour l'année dernière?

M. *White*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le Pacifique-Canadien a-t-il reçu patente pour toutes les terres que le gouvernement du Canada avait convenu de lui accorder?

2. Dans la négative, pour quelle superficie dans chaque province les patentes n'ont pas encore été remises?

3. Y a-t-il des raisons pourquoi ces patentes ne seraient pas remises immédiatement pour toutes les terres non patentées?

4. Dans l'affirmative, quelles sont-elles?

5. Si le Pacifique-Canadien n'a pas reçu les patentes pour toutes les terres auxquelles il peut avoir droit, par quel statut a-t-il droit à des concessions territoriales, et quelle est la superficie pour laquelle les patentes n'ont pas été émises (a) en vertu de chaque statut, et (b) dans chaque province?

M. *Rinfret*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Est-il vrai que le gouvernement a destitué Madame Boucher de ses fonctions de maîtresse de poste, à Pierreville, comté d'Yamaska, P.Q.?

2. Depuis combien d'années Madame Boucher exerçait-elle ses fonctions?

3. Pourquoi l'a-t-on destituée, et sur demande de qui?

4. Le gouvernement sait-il que Madame Boucher est la mère du notaire A. Boucher, candidat libéral dans le comté d'Yamaska?

M. *Molloy*—Mercredi prochain—QUESTION—

Relativement à l'enquête générale sur les grains, que le juge Hyndman et MM. Staples, Haslam et Goldie doivent prochainement entreprendre.

1. M. R.-A. Bonnar, C.R., de Winnipeg, a-t-il été retenu comme conseil pour la commission? Dans l'affirmative, quels sont ses honoraires?

2. Quels seront les émoluments de chacun des commissaires?

3. A-t-on nommé un secrétaire de la Commission? Dans l'affirmative, quel est le titulaire, et quels sont ses appointements?

4. Le gouvernement a-t-il estimé ce que coûterait cette commission au pays? Dans l'affirmative, quelle est son estimation?

M. *Mowat*—Mercredi prochain—BILL intitulé: "Loi faisant du jour de l'armistice un jour de fête publique."

Le *Ministre de la Justice*—Mercredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil, 1918."

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce vingt-cinquième jour d'avril, été affichés pour être pris en considération par le comité des Bills Privés, le ou après mercredi prochain, le 27 courant:—

Bill Z (No 85) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Duncan Macdonald Oxley."

Bill A2 (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Winifred Smith."

Bill B2 (No 87) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Campbell."

Bill C2 (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Thorne Acton."

Bill D2 (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Florence Ansell."

Bill E2 (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Allen Greenwood."

Bill F2 (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Garnet Rabb."

Bill G2 (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Gladys Vernon."

Bill H2 (No 93) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Stella Anna Jackson."

Bill I2 (No 94) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Marshall."

Bill J2 (No 95) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Marie Cook."

Bill K2 (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Grey Holt."

Bill L2 (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Tolhurst."

Bill N2 (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rosetta Hood."

Bill O2 (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edwin Gordon."

Bill P2 (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Willie Hopkinson."

Bill Q2 (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mamie McKillop."

Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme."

Bill S2 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Osborne."

Bill T2 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Verner McAree."

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 26 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	10.30 a.m.
<i>Mercredi, 27 avril.</i>		
231	Privilèges et Elections.....	10.30 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
429	Comptes publics.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 28 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 29 avril.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 48.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 26 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le quinzième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, votre examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son quinzième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De Henry Kropp, pour une loi de divorce d'avec Tillie Kropp (née Koehler), son épouse.

De Albert Harding, pour une loi de divorce d'avec Elizabeth Harding, son épouse.

De Richard John Whitley, pour une loi de divorce d'avec Edna Mabel Whitley, son épouse.

De Frederick Orford, pour une loi de divorce d'avec Lillian Grace Orford, son épouse.

De Lily Maude McCormack, pour une loi de divorce d'avec Lorne Osgoode McCormack, son époux.

De Ivan Ignatius Brazill, pour une loi de divorce d'avec Mary Edna Brazill, son épouse.

De Edward George Taylor, pour une loi de divorce d'avec Lilian Pearl Taylor, son épouse.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Sixième rapport annuel du Bureau des Commissaires des chemins de fer du Canada, pour l'année se terminant le 31 décembre 1920.

Aussi, il met devant la Chambre,—Sixième rapport annuel du bureau des directeurs de la *Canadian Northern Railway System* pour l'année se terminant le 31 décembre 1920.

Sir George Foster, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 116), Loi ayant pour objet de modifier la Loi du Conseil des Recherches et d'établir un institut national de recherches, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants du Sénat sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill X (No 108) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la compagnie d'Express de la Puissance."—M. *Nesbitt*.

Bill W2 (No 109) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John-Edward Kelly."—M. *Mowat*.

Bill X2 (No 110) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie-Belle Westbeare."—M. *Boys*.

Bill Y2 (No 111) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Christina-Wilson Stephens."—M. *Mowat*.

Bill Z2 (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Andrews."—M. *Hocken*.

Bill A3 (No 113) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Esther-Annie Vanzant."—M. *Mowat*.

Bill B3 (No 114) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Werden-Grant Parker."—M. *Mowat*.

Bill D3 (No 115) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Edward Nixon."—M. *Fripp*.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés:

M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Ordonné, que,—M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Le bill suivant du Sénat est lu la seconde fois, et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, est référé au comité des Bills Privés:—

Bill V2 (No 106) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Fergus McKee."

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés;

Le comité des Subsidés reprend le cours de ses délibérations;

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées *(cinq-sixième des sommes ci dessous)*.

XIV—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU

CANAUX

116 Chambly: améliorations.	26,000 00
117 Carillon et Grenville: améliorations.	25,000 00
118 Lachine. améliorations.	50,000 00

119 Soulanges: améliorations.	9,500 00
120 Flotte de dragage de Québec: nouveau remorqueur.	25,000 00
121 Sainte-Anne, écluse: améliorations.	3,500 00
122 Saint-Ours, écluse: améliorations.	4,500 00
124 Trent: reconstruction du quai à Lindsay.	10,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le débat s'ajourne alors à 11.10 p.m. du soir.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

* *M. Fripp*—Jeudi prochain—QUESTION—

1. La Corporation de la cité d'Ottawa a-t-elle averti le gouvernement que l'heure modifiée entrera en vigueur dans la ville le dimanche, 1er mai prochain?
2. Dans l'affirmative, a-t-on l'intention d'inviter les deux Chambres à se conformer à l'horaire de la ville, après la date ci-dessus, pendant la session actuelle?
3. Se propose-t-on d'appliquer l'horaire de la ville aux départements publics pendant l'été prochain?

M. Buchanan—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Quelle est l'étendue du droit hydraulique que la A. R. & I. Company, ou le Pacifique-Canadien, comme successeur, détient dans la rivière Belly, en Alberta?
2. Utilise-t-on ce bail hydraulique?
3. Quand le bail expire-t-il?
4. Le gouvernement sait-il que la possession de ce bail entrave l'exploitation d'autres régimes d'irrigation?
5. Si l'on n'exploite pas le bail en question, et s'il n'y a pas de preuve qu'on a l'intention de l'exploiter, le gouvernement est-il prêt à résilier le droit que le Pacifique-Canadien détient comme successeur de la A. R. & I. Company?

* *M. Stevens*—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé indiquant (a) le nombre des fonctionnaires transférés de Calgary, Winnipeg, Ottawa, Halifax ou autres endroits du Canada au département du rétablissement des soldats à Vancouver, depuis le 1er novembre 1920; (b) si les permutés sont mariés ou non; (c) le nombre des fonctionnaires de Vancouver qu'on a remerciés depuis le 1er novembre 1920 (département du rétablissement des soldats), aussi le nombre auquel un avis de congé a été donné; (d) les noms des permutés à Vancouver et les fonctions auxquelles on les a assignés.

Le *Ministre de la Justice*—Jeudi prochain—BILL intitulé: "Loi amendant la Loi des pénitenciers."

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Le bill suivant a, ce vingt-sixième jour d'avril, été affiché pour être pris en considération par le comité des Bills Privés, le ou après jeudi prochain, le 28 courant:—

Bill V2 (No 106) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Fergus McKee."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 27 avril.</i>		
231	Privilèges et Elections.....	10.30 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
429	Comptes publics.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 28 avril.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 29 avril.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 49.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 27 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. Guthrie, du comité des Privilèges et Elections, présente le premier rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a eu sous considération les rapports du directeur général des élections adressés à Son Honneur l'Orateur, conformément à l'article 74 de la Loi des élections fédérales, et a convenu de recommander qu'un bill à l'effet d'amender la Loi des élections fédérales soit passé.

Votre comité soumet un projet de bill à cet effet.

(Pour projet du bill, voir Appendice aux Journaux, No 1).

M. Currie, du comité des Impressions du Parlement présente le premier rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Le Comité recommande comme suit:—

1. Que le document suivant soit imprimé:—

54. Rapport de la commission du blé du Canada, saison de 1920.

(Pour distribution aux sénateurs et députés et comme document sessionnel).

2. Que les documents suivants ne soient pas imprimés:—

42a. Copie des arrêtés en conseil, C.P. No 1722 et C.P. No 1860, approuvant le tarif des honoraires aux officiers d'élection en vertu de l'article 76 de la Loi des élections fédérales.

43. Relevé des mandats du Gouverneur général en conseil émis depuis la dernière session du Parlement pour 1920-21.

44. Relevé des dépenses imprévues depuis le 1er avril 1920 au 15 février 1921, conformément à la Loi des subsides No 1, 1920.

45. Relevé des emprunts temporaires faits par le gouvernement du Canada depuis la dernière session du Parlement encore non-soldés.

46. Relevé des recettes et dépenses de la Commission des champs de bataille nationaux au 31 mars 1920.

47. Rapport de la commission d'embellissement de la cité d'Ottawa pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.
48. Relevé en conformité de l'article 17 de la Loi de l'assurance du service civil pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.
49. Etat des recettes et dépenses de la Société Royale du Canada pour l'année se terminant le 30 avril 1920.
50. Relevé détaillé des endossements et obligations en vertu du chapitre 70, 10-11 George V, 1920, concernant l'industrie de la construction de navires.
51. Relevé des sommes payées à titre de pensions et d'allocations de retraites dans le service civil durant l'année se terminant le 31 décembre 1920, en vertu du chapitre 17, S.R.C., montrant le nom, le grade, le salaire, l'allocation accordée et la cause de la mise à la retraite de chaque fonctionnaire mis à sa pension ou qui s'est retiré du service, et faisant aussi connaître si la vacance a été remplie par avancement ou par nouvelle nomination, et le salaire de tout nouveau titulaire.
52. Règlements pour le corps canadien d'aviation approuvés par le Gouverneur en conseil, conformément à l'article 5, de la Loi de la Commission de l'Air, 9-10 George V, Chapitre 11 le 31 août 1920.
53. Etat financier du conseil honoraire consultatif des recherches scientifiques et industrielles du Canada, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1921.
55. Règlements sous l'empire de la Loi des insectes destructeurs et autres fléaux, conformément à l'article 9, chapitre 31 de 9-10, Edouard VII.
56. Copie d'un arrêté en conseil C.P. 2609, du 26 octobre 1920, nommant:—
Le très honorable sir George Eulas Foster, membre du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, C.C.M.G., B.A., D.C.L., L.L.D., ministre du commerce du Canada; Le Très Honorable Charles Joseph Doherty, membre du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, C.R., D.C.L., L.L.D., ministre de la Justice du Canada; et L'Honorable Newton Wesley Rowell, membre du Conseil privé du Canada, C.R., aux fins d'être présents à titre de représentants du Canada à la première réunion de l'Assemblée de la Ligue des nations, qui doit être tenue au siège de la ligue, à Genève, Suisse, le 15 novembre 1920.
- 56a. Copie des résolutions adoptées par l'assemblée de la Ligue des nations à sa première session (novembre le 15 à décembre le 18, 1920).
- 56b. Rapport du secrétaire général de la première assemblée de la Ligue des nations sur le Travail du conseil.
57. Copie des Ordres et Règlements de la cour de l'Echiquier du Canada, conformément aux prescriptions de l'article 88, de la Loi de la cour de l'Echiquier, chapitre 140, S.R.C., 1906.
58. Règles générales et formules, en conformité de l'article 66, de la Loi de la faillite, chapitre 36, 9-10 George V.
59. Etat détaillé des obligations et cautionnements enregistrés au ministère du secrétariat d'Etat, depuis le dernier rapport (27 février 1920) soumis au Parlement du Canada, conformément aux dispositions de l'article 32, chapitre 19, S.R.C., 1906.
60. Décret du conseil C.P. 755; tel qu'amendé par le décret du conseil C.P. 879, du 14 avril 1920, établissant le Bureau de compensations et ses devoirs relativement au règlement des propriétés ou dettes en Canada d'allemands naturalisés, en conformité avec les dispositions de l'article 1 de la Loi ayant pour objet de mettre en vigueur les Traités de paix entre Sa Majesté et certaines autres puissances, chapitre 30, George V, 1919.
61. Etat indiquant le nombre de naturalisation, en conformité de la loi des sauvages, le 1er avril 1920 et le 18 février 1921.
62. Décrets du conseil publiés dans la *Gazette officielle* entre le 5 février et le 31 décembre 1920, en conformité des dispositions de l'article 77 du chapitre 20 de la Loi des terres fédérales. Ch. 20, 7-8 Edouard VII.

63. Décrets en conseil publiés dans la *Gazette du Canada*, entre le 1er août 1919 et le 5 février et le 31 décembre 1920, en conformité des dispositions de l'article 19 du chapitre 10, 1-2 George V, "Loi des Réserves forestières et des Parcs".

64. Décrets en conseil publiés dans la *Gazette du Canada*, entre le 5 février et le 31 décembre 1920, en conformité des dispositions de la Loi de la conservation des oiseaux migrateurs.

65. Ordres généraux de la Milice; nominations, promotions et mise à la retraite, dans la milice canadienne et la force expéditionnaire canadienne, entre le 2 février 1920 et le 1er février 1921.

66. Ordres de routine de la force expéditionnaire canadienne promulgués entre le 23 février et le 21 septembre 1920. (La publication a cessé à cette date).

67. Règlements additionnels faits en conformité de la Loi du rétablissement des soldats, 1919.

68. Relevé montrant toutes les terres vendues par la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique durant l'année terminée le 30 septembre 1920, avec les noms des acheteurs conformément aux dispositions des Statuts du Canada 1886, chapitre 9, article 8.

69. Relevé montrant le nombre de permis accordés pour le transport des liqueurs alcooliques dans les Territoires du Nord-Ouest pour l'année terminée le 31 décembre 1920, en conformité des dispositions des Statuts Révisés, chapitre 62, article 88.

70. Troisième rapport annuel du Bureau de publication de documents historiques, pour l'exercice terminant le 31 mars 1920.

71. Copie de la Convention commerciale du Canada avec les Antilles, 1920.

72. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 janvier 1920,—Copie d'une lettre envoyée le 30 janvier 1920 au très honorable sir George Foster, premier ministre suppléant, par M. J.-T. Ross, président du *Board of Trade* de Québec, touchant l'intention du gouvernement de construire au Canada des vapeurs-passagers de 15,000 tonneaux ayant une vitesse de 18 nœuds, pour le service canadien; et une copie de la réponse à cette lettre.

73. Réponse à un ordre de la Chambre du 26 mai 1920,—Tableau indiquant:—Quels ont été les prix moyens du charbon anthracite au Canada pendant les années 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919.

74. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mai 1920,—Relevé indiquant:—

1. Quelles sont les heures de travail des fonctionnaires du service intérieur—sténographes, commis et autres.

2. Si ces heures sont strictement suivies.

3. Quels appointements reçoivent les sténographes, commis et autres, c'est-à-dire la moyenne générale, y compris la moyenne du boni.

75. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mai 1920,—Copie de tous télégrammes, lettres, rapports et documents et autres correspondances échangés par le département des Postes, ou l'inspecteur des Postes à Halifax, avec des particuliers quelconques de Voglers Cove, Nouvelle-Ecosse, touchant des plaintes faites sur la façon dont les questions postales sont traitées à Voglers Cove.

76. Réponse à un ordre de la Chambre du 26 mai 1920,—Copie de tous télégrammes, lettres et documents de toute nature se rapportant d'une façon quelconque à la demande d'un changement d'emplacement pour le bureau de poste de Scotch Hill, comté d'Inverness, Nouvelle-Ecosse.

77. Réponse à un ordre de la Chambre du 4 juin 1920,—Tableau indiquant:—

1. Quel était le coût primitif des trente-six chasse-marée appelées *C. D.* dont parle l'honorable ministre du Service Naval, à la page 2916 du Hansard (anglais), édition non-révisée.

2. Combien on a dépensé pour réparer ces navires depuis leur achat jusqu'au 11 novembre 1918.

3. Qui a surveillé, au nom du gouvernement, la construction de ces navires.

4. Qui les a acceptés des constructeurs.

5. Si cette personne est encore dans le service.

78. Réponse à un ordre de la Chambre du 5 mai 1920,—Copie d'une lettre du *Board of Trade* de Québec au ministre de la Marine et des Pêcheries, en date du 29 décembre 1919, touchant le naufrage du V.G.C. *Canadian Recruit* et l'accident survenu au V.G.C. *Canadian Spinner* et autres accidents venant de l'absence de brise-glaces; et copie de la réponse à cette lettre.

79. Réponse à un ordre de la Chambre du 3 mai 1920,—Copie de toute correspondance échangée entre le département des Travaux publics et tous ses officiers, employés, ou autres personnes relativement à la redistribution des districts de ce département.

80. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Si le gouverneur en conseil a interdit l'exportation hors du Canada de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou de lingots d'or fin; et dans l'affirmative, si cette interdiction est encore en vigueur, par quelle autorité elle l'est, quand et comment cette interdiction a été déclarée faite ou publiée.

2. Si le gouverneur en conseil ayant interdit l'exportation hors du Canada de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou de lingots d'or fin, cette interdiction était absolue, ou si ces lingots et cette monnaie, malgré toute interdiction qui peut avoir été faite à leur sujet, restaient sujets à l'exportation dans certains cas, ou en vertu de permis ou de patentes obtenus à ces fins.

3. Si le gouverneur général en conseil, le gouvernement du Canada ou un ministre ou un fonctionnaire du gouvernement a émis ou accordé des permis ou des patentes autorisant ou permettant l'exportation de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou de lingots d'or fin hors du Canada, par un particulier, une banque, compagnie ou corporation, depuis le 1er janvier 1918; et dans l'affirmative, à quel particulier, banque, compagnie ou corporation ces permis ou patentes ont été accordés depuis le 1er janvier 1918; et les dates respectives de ces permis ou patentes.

4. A quel particulier, banque, compagnie ou corporation chacun de ces permis ou patentes a été accordé; quand et quelle quantité de monnaie d'or, d'or en lingots ou de lingots d'or fin a chacun de ces permis ou patentes il autorisait à exporter; et quelle quantité de monnaie et de lingots comme susdit a été exportée sous l'empire de chacun de ces permis ou patentes.

5. Si ces permis ou patentes qui ont pu être donnés pour l'exportation de la monnaie et des lingots d'or comme susdit, ou la demande de ces permis ou patentes, précisaient sur quels pays l'exportation de l'or était autorisée, et, dans l'affirmative, quels étaient les pays ainsi précisés dans chacun desdits permis ou patentes, et dans chaque demande de permis ou de patentes.

Si le gouverneur en conseil, le gouvernement fédéral, un ministre ou un fonctionnaire du gouvernement a imposé des honoraires pour les permis ou patentes d'exportation de la monnaie d'or, de l'or en lingots ou de lingots d'or fin hors du Canada, et dans l'affirmative, quels sont ces honoraires; et si ces honoraires ont dans une mesure quelconque (et dans l'affirmative, dans quelle mesure), découlé de la quantité d'or comme susdit que les permis et patentes, respectivement, autorisaient à exporter.

81. Copie des décrets du conseil qui suivent:—

C.P. 1849 du 12 août 1920: Limite d'âge d'entrée pour les sous-officiers et sous-officiers en chef pour service spécial—Changement de.

C.P. 2137, du 15 septembre 1920: Mettant en force la Loi de la discipline navale (Forces navales du Dominion).

C.P. 2328, du 25 septembre 1920: Etablissement de "Professeur naval", M.R.C.

C.P. 2790, du 6 novembre 1920: Prix en argent pour le travail de tir et de torpillage.

C.P. 2835, du 19 novembre 1920: Entrée de lieutenant-chirurgien.

C.P. 2678, du 3 décembre 1920: Entrée des premiers maîtres et maîtres dans la Marine Royale canadienne.

C.P. 2911, du 3 décembre 1920: Solde supplémentaire des marins dans la M.R.C.

C.P. 3037, du 30 décembre 1920: Allocation pour secrétaire de capitaine.

C.P. 28, du 21 janvier 1921: Entrée pour instructeur pour officiers, M.R.C.

C.P. 288, du 7 février 1921: Allocation aux officiers nommés au bureau des renseignements de districts.

C.P. 299, du 7 février 1921: Allocation de vêtements protecteurs pour les hommes engagés dans le service de sous-marins.

C.P. 289, du 14 février 1921: Allocation de solde aux officiers des quartiers généraux du service naval.

82. Réponse à un ordre de la Chambre du 29 mars 1920,—Copie des devis et plans de la cale sèche de Vancouver, Colombie Britannique, pour laquelle on accorde un subside à *J. Coughlan and Sons, Limited*, et copie du contrat entre le gouvernement et *J. Coughlan and Sons, Limited*, pour la construction de cette cale sèche.

83. Réponse à un ordre de la Chambre du 5 mai 1920,—Copies de tous télégrammes, lettres, documents et correspondances échangés entre le département de la Justice et autres, selon le cas, touchant le procès d'un nommé Onofrio Montezano, fait à la Malbaie, district du Saguenay, en 1912, et le procès des frères Labrie, fait à Sherbrooke, district de Saint-François, et leur libération du pénitencier à la suite d'irrégularités de procédure dans chacun de ces procès, et aussi copies de tous documents contenus aux archives du département de la Justice à ce sujet.

84. Nominations, promotions et retraites, Milice canadienne et Force Expéditionnaire canadienne, du 5 février 1920 au 9 décembre 1920.

85. Réponse à une humble adresse du 23 avril 1920 à Son Excellence le Gouverneur général, priant Son Excellence de faire déposer au Sénat un état de tous les deniers que le gouvernement a dépensés jusqu'à présent relativement au Traité avec l'Allemagne, l'Autriche, la Tchéco-Slovaquie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène et la Bulgarie, en spécifiant quel vote a servi jusqu'à date à couvrir ces dépenses, le montant imposé au Canada en vertu de l'article 6 du Traité de la Ligue des Nations, comme étant la part que le Canada doit payer pour se conformer aux termes du Traité.

86. Réponse à un ordre du Sénat du 20 mai 1920, pour la production de tous les plans et rapports qu'ont soumis les ingénieurs du ministère des Travaux publics à la suite de l'étude topographique qui a été entreprise de la rivière Saskatchewan en vue de déterminer si la navigation pourrait être rendue possible entre le lac Winnipeg et Edmonton.

87. Réponse à un ordre de la Chambre du 23 juin 1920,—Ordre de la Chambre:—Copie de tous télégrammes, correspondances, lettres et rapports touchant l'émission de permis pour l'exportation du sucre en faveur des raffineries ou leurs agents, ou des acheteurs ou leurs agents.

88. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1921,—Ordre de la Chambre,—Relevé faisant voir:—

1. Dans quels pays le gouvernement fédéral a établi des agences de commerce.

2. Les noms des agents, leur ancienne adresse, leur adresse actuelle, leur expérience d'affaires, la date de leur nomination, et leurs appointements respectifs.

89. Réponse à un ordre de la Chambre, du 14 mars 1921,—Relevé faisant voir:—

1. Combien il y avait de sous-officiers dans la Police fédérale lors du fusionnement avec la Gendarmerie du Nord-Ouest.

2. Combien de sous-officiers il y a actuellement dans la division "A".

3. S'il est vrai que tous les sous-officiers de la police fédérale ont été inscrits "junior" dans la liste d'ancienneté des Gendarmes à cheval, sans égard à leurs années

de service; et, dans l'affirmative, s'il est vrai qu'un sergent de Police fédérale ayant six ans de service comme tel, s'est trouvé, dès le fusionnement, placé en arrière d'un sous-officier de la gendarmerie qui n'avait que quelques mois de service dans son grade.

4. Si lors du fusionnement des deux effectifs, trois inspecteurs de la Police fédérale ont été réduits au grade de sergent, et dans l'affirmative, pourquoi.

5. Combien de sous-officiers de la Gendarmerie à cheval ont été promus à l'inspectorat, lors du fusionnement ou depuis.

89a Réponse à un ordre de la Chambre, du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien a coûté la Police fédérale en 1919, moins les sections des empreintes digitales et des libérations conditionnelles.

2. Quel était l'effectif de la Police fédérale lors du fusionnement avec la Gendarmerie à cheval.

3. Quel est actuellement l'effectif de la division "A", et s'il y a eu augmentation numérique, quelle est la raison de cette augmentation.

4. Combien a coûté la division "A" pendant les douze mois qui ont suivi le fusionnement avec la Police fédérale, et s'il y a eu augmentation des frais, quelle en est la raison.

5. Combien d'édifices du gouvernement, etc., ont été confiés à la protection de la police lors du fusionnement des effectifs.

6. Combien d'édifices du gouvernement son confiés à la garde de la police à l'heure actuelle.

89b. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921, état montrant:—

1. Si les membres de la Royale Gendarmerie à cheval reçoivent une part des amendes imposées pour infractions à une loi fédérale ou autre loi.

2. Dans l'affirmative, quelle proportion de l'amende ils reçoivent.

3. Quels sont les membres de la Gendarmerie à cheval auxquels on a payé une part de ces amendes au cours des douze mois derniers, et quelle somme chacun d'eux a reçue.

89c. Réponse à un ordre de la Chambre, du 14 mars 1921, relevé faisant voir:—

1. Avant leur fusionnement avec la Gendarmerie à cheval, combien de voyages par jour les membres de la Police fédérale faisaient aux palais administratifs pour la malle policière.

2. Combien de voyages par jour les membres de la Gendarmerie actuelle font chaque jour pour les mêmes fins.

3. Si la Police fédérale faisait ce travail à pied.

4. Si la Gendarmerie fait ce même travail en motocyclette, ou par le moyen d'autres véhicules.

5. Si la Police fédérale a fait ce travail pendant trente ans environ.

6. Dans l'affirmative, pourquoi on a diminué le nombre des voyages quotidiens, quant à la Gendarmerie à cheval.

89d. Réponse à un ordre de la Chambre, du 14 mars 1921, tableau indiquant:—

1. Les noms des officiers d'Etat-Major de la Royale Gendarmerie à cheval d'après l'ancienneté.

2. S'ils retirent tous la solde d'Etat-major, et, dans l'affirmative, combien chacun d'eux retire.

3. Si tous ne retirent pas la solde d'Etat-major, quels sont les noms de ceux qui la reçoivent, et pourquoi on fait exception.

4. En sus des détectives, s'il y a un surintendant et des gendarmes en uniforme à Montréal et à Toronto.

5. Dans l'affirmative, quelle est la nécessité de maintenir ces gendarmes dans les villes indiquées.

6. En sus des salaires, si les surintendants reçoivent paiement de leur loyer d'habitation, et s'il reçoivent le chauffage et l'éclairage gratuitement.

7. Dans l'affirmative, si les hommes ont les mêmes avantages, et dans le cas contraire, pourquoi pas.

8. Si la division "N" de la Gendarmerie est fixée à Ottawa.

9. Dans l'affirmative, quelles fonctions autres que l'exercice de cavalerie la division "N" exerce.

10. S'il ne serait pas du meilleur intérêt public, et si cela ne produirait pas une forte économie publique, si la Gendarmerie à cheval était absorbée par les Dragons royaux canadiens.

11. S'il y a quelque objection pratique à cette absorption, et quelle est cette objection.

89e. Réponse à un ordre de la Chambre, du 14 mars 1921, relevé faisant voir:—

1. S'il est vrai qu'une automobile suffisait aux besoins de la Police fédérale avant le fusionnement avec la gendarmerie à cheval.

2. S'il est exact que la division "A" de la Gendarmerie à cheval s'est servi de deux automobiles, d'un fourgon automobile et de deux motocyclettes, et que cinq chauffeurs sont employés exclusivement à la conduite des autos.

3. Si des membres de la Gendarmerie ont été emprisonnés dans la prison du comté de Carleton, depuis le fusionnement avec la Police fédérale.

4. Dans l'affirmative, quels étaient dans chaque cas le délit et la peine, et qui a fait le procès et imposé la condamnation.

5. Si le gouvernement a payé pour l'entretien de ces hommes emprisonnés dans la prison du comté de Carleton; et dans la négative, pourquoi pas.

6. S'il y a actuellement dans un édifice appartenant au gouvernement, dans la ville d'Ottawa, une cellule ou endroit de détention où les Gendarmes peuvent être détenus. Dans l'affirmative, où est ce lieu.

7. Si un membre de la Gendarmerie à cheval a été détenu dans cette cellule ou lieu de détention, et pour quelle infraction.

8. Qui a fait le procès du contrevenant détenu, et quelle condamnation a été prononcée.

9. Si un surintendant de la Gendarmerie a imposé une amende à deux garçonnets qui avaient brisé un carreau à la ferme modèle d'Ottawa l'été dernier.

10. Dans l'affirmative, quelle était cette amende; et si le surintendant a payé l'argent reçu de ce chef; et dans l'affirmative, à qui il l'a remis.

90. Minutes de la Conférence Internationale Financière tenue à Bruxelles en 1920: Volume I—Rapport de la conférence. Volume II—Rapport verbatim des débats. Volume III—Relevés de la situation financière des pays représentés à la conférence. Volume IV—Finance Publique.

91. Rapport supplémentaire d'un comité d'experts, daté en janvier 1921, nommé par décret du conseil, le 20 novembre 1918, sur la recommandation de la Commission du service civil, pour faire une enquête et faire rapport sur les conditions du département de l'Imprimerie publique et de la Papeterie.

92. Rapport par la Compagnie Arthur Young, daté le 6 décembre 1920, concernant la réorganisation du département de l'Imprimerie publique et de la Papeterie.

93. Etat des remises et remboursements de droits de douane enregistrés au département du secrétaire d'Etat du Canada, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920, soumis au Parlement du Canada en vertu de l'alinéa 5, article 92 chapitre 24 des Statuts Révisés du Canada.

94. Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1921:—Copie de tous télégrammes, lettres et autre correspondance que le gouvernement fédéral ou un de ses ministres a échangés avec le gouvernement d'Ontario ou l'un de ses ministres au sujet du Bill D (No 23) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Commission de contrôle du lac des Bois," ou le sujet de ce bill.

95. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1921:—Copie de tous documents, papiers, lettres, etc., ayant amené l'adoption du décret N^o 1860 du Conseil en date du 6 septembre 1919, qui autorisait (a) le retrait de la mise en disposition sous l'empire des règlements sur les mines de quartz, des concessions de chlorure de soude (sel commun) utilisable dans le tp 88, rs 7 et 8, et tp 89, rs 8 et 9, Ouest du 4e M., afin de permettre la prospection de ce minéral dans l'intérêt de la province de l'Alberta; (b) le retrait de la mise en disposition des droits miniers du gypse sous la propriété susdite.

96. Réponse à un ordre de la Chambre du 8 mars 1921:—Copie (a) du rapport de M.S.C. Ells, fonctionnaire du département des mines au ministère de l'Intérieur sur les sables pétrolifères de la province de l'Alberta tel que publié dans le décret 1495 C.P. du 3 juillet 1920; (b) de tous documents, lettres et papiers quelconques à venir jusqu'à l'adoption du décret susdit.

97. Réponse à un ordre de la Chambre du 23 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Quels sont les "officiers médicaux" employés aux bureaux chefs du Bureau des pensions à Ottawa.

2. Quels sont leurs noms et quelle est l'expérience de chacun en médecine.

3. Combien de ces conseillers en médecine ont terminé leurs cours universitaires et (a) quels sont leurs noms; (b) combien d'entre eux ont obtenu leur diplôme autorisant la pratique (c) et d'aucuns d'entre eux ont obtenu leur droit de pratique en raison de leur service de guerre.

4. Quel est le dossier militaire de chacun de ces fonctionnaires.

5. Quels sont leurs appointements respectifs.

6. Quelles sont leurs fonctions respectives.

7. Si ces conseillers ont en médecine assez d'expérience pour régler les questions techniques du Bureau des pensions et s'ils sont bien aptes à changer les décisions des médecins locaux.

8. Si les commissaires sont tenus d'accepter les décisions de leur "officiers médicaux".

9. Dans la négative, pourquoi pas.

3. Le comité désire attirer l'attention du Parlement sur les recommandations qu'il faisait l'an dernier, et qui se trouvent dans son deuxième rapport de la dernière session, comme suit:—

"Depuis la Confédération, la coutume a été au Parlement de payer pour l'impression des rapports des départements. Le comité mixte croit que le temps est venu de changer cette coutume, et qu'en conséquence chaque département public devrait préparer annuellement ses estimations pour impressions, y compris son rapport annuel; que le Parlement paye pour les copies dont il a besoin, seulement, quant aux listes de distribution, et pour les documents de la session.

"Ce changement dans la coutume entraînera une économie importante, et forcera les départements à surveiller davantage leurs estimés d'imprimerie. Si le Parlement accepte ce changement, on recommande qu'il soit mis en vigueur pour l'exercice qui doit commencer le 1er avril 1921."

Le Parlement ayant approuvé ces recommandations, un décret du Conseil du 18 août 1920 (1940 C.P.) leur a donné vigueur.

Ces recommandations ne devraient pas embrasser la traduction des rapports annuels, et comme les départements publics trouvent quelque difficulté à déterminer ce que ce service de traduction leur coûterait, le comité croit que le mode le plus simple est de garder le service de traduction sous la juridiction de la Chambre des Communes, comme à l'heure actuelle, et il fait une recommandation dans ce sens.

4. Le comité recommande que chaque année une lettre soit envoyée à chacun des députés et sénateurs, à l'avance, leur disant qu'à moins de renvoyer la carte incluse déclarant qu'ils ne désirent pas avoir les débats et les documents reliés de la session à domicile, ces documents leur seront adressés dès qu'ils seront prêts pour être distribués.

5. Le comité attire l'attention du comité éditorial sur la nécessité de voir que les règlements soient observés sur le double emploi de la matière dans la publication des rapports autres que les rapports de pure routine; il recommande que les pages blanches soient omises des documents imprimés.

6. Le comité désire attirer l'attention des différents départements du gouvernement sur certaines plaintes reçues quant à la difficulté qu'il y a d'obtenir une distribution satisfaisante des documents imprimés ministériels. Le comité recommande de prendre un soin tout particulier pour que les corps publics, les bibliothèques publiques des grands centres surtout, reçoivent tous les documents, et que la coutume d'exiger un honoraire soit abandonnée dans les cas semblables, en tant qu'il s'agit de documents publics.

7. Le comité a étudié le rapport annuel du comité éditorial, et se croit heureux de féliciter cette division du service public sur son excellent travail. Le comité est très heureux de savoir que depuis qu'il a proposé la création du comité éditorial, une somme de \$800,000 au delà a été épargnée, qu'on aurait gaspillée dans des impressions inutiles. Les rapports annuels des départements qu'on soumet au Parlement prouvent tangiblement ce que le comité éditorial a pu accomplir sans entraver le travail des départements. En sus d'avoir diminué de 210,007,404 pages imprimées en 1916 à 40,662,680 pages en 1920, il a réduit les 9,397,865 demis tons de 1916 à rien en 1920.

Le comité éditorial parle dans son rapport annuel de la fréquence des suspensions de la règle 74 de la Chambre des Communes, et un cas est donné où, sur demande du comité, un ordre d'imprimer cinq cent mille copies d'un rapport fut réduit de moitié, après que tous les besoins publics eussent été satisfaits. Le comité comprend qu'il peut y avoir de temps à autre une forte demande pour l'impression d'un document à l'usage du Parlement, entre autre la Convention française, pour laquelle la règle 74 a été suspendue en mars de la session courante, sans qu'il y ait eu lieu de s'y opposer. Mais il y a plusieurs cas où l'ordre d'imprimer a été adopté en Parlement sans la consultation préalable du comité des impressions; et nous suggérerions que dans chaque cas où l'on se propose de suspendre la règle 74, on avertit d'avance le président du comité des impressions.

Relativement à la recommandation du deuxième rapport de la dernière session, "qu'il soit obligatoire que tous les manuscrits des publications à imprimer pour les départements ou commissions publiques dont les crédits sont votés par le Parlement, soient référés au comité éditorial avant qu'on en décide," le comité désire bien faire comprendre qu'il entend donner la plus large interprétation possible à cette recommandation. Dans certains cas, la juridiction du comité éditorial a été attaquée, et le comité mixte recommande en conséquence que la règle touchant les réquisitions pour impressions et reliure de tous genres, etc., s'applique également à tous les fonctionnaires que le Parlement nomme, quant aux départements publics.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 4 avril 1921:—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et la Chambre de Commerce et le Conseil municipal et la Commission du port de Québec, depuis la session de 1917, touchant la diversion du grain du nord-ouest sur New York, l'inexécution, par le gouvernement, de ses entreprises au sujet des têtes de lignes du chemin de fer Transcontinental à Québec, et des mémoires adressés au premier ministre sur ce sujet.

Les bills suivants sont respectivement lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre:—

Bill (No 117), Loi modifiant la Loi des produits de l'éérable.—M. *Béland*.

Bill (No 118), Loi modifiant la Loi de la Faillite.—M. *Guthrie*.

Bill (No 119), Loi concernant le jour de l'Armistice.—M. *Mowat*.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu de la règle 37:—

Par M. Reid (Mackenzie):—Ordre de la Chambre,—Etat donnant:—

1. Quel est l'effectif total des enrôlés dans le district militaire No 12, à l'heure actuelle.

2. Quelle proportion du plein effectif de ce district militaire No 12 est de fait enrôlée.

3. Combien il y a d'employés au Q.-G. du district militaire No 12, et à quel coût annuel.

4. Quel est le total des dépenses pour soldes et allocations dans le district militaire No 12, pour l'an dernier.

5. Quel est le total des dépenses pour le district militaire No 12, du chef de la Milice, pour l'année dernière.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

Sir Henry Drayton propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Fielding propose en amendement,—Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:—

La Chambre, tout en admettant l'importance de la représentation canadienne à la conférence dite impériale ou conférence des premiers ministres de l'empire qui pourrait être convoquée, désire inscrire son opinion que, au cours de ladite conférence, rien ne devrait être adopté qui puisse en aucune façon, entraîner un changement quelconque dans les relations du Canada et celles des autres parties du Canada, rien ne devrait être fait de nature à imposer au Canada l'obligation d'encourir de nouvelles dépenses pour des fins navales ou militaires.

Et un débat s'ensuivant;

Jeudi, 28 avril 1921.

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR:

Messieurs

Archambault,	Du Tremblay,	Lafortune,	Parent,
Baldwin,	Ethier,	Lanctôt,	Pelletier,
Béland,	Fafard,	Lapointe,	Power,
Bourassa,	Fielding,	Lavigueur,	Prévost,
Bureau,	Fontaine,	Léger,	Proulx,
Cahill,	Fournier,	McCrea,	Reid (Mackenzie),
Cardin,	Gauvreau,	McDermand,	Rinfret,
Casgrain,	Gervais,	McGibbon	Savard,
Clark (Red-Deer),	Halbert,	(Argenteuil),	Séguin,
Copp,	Johnston,	McKenzie,	Sinclair (Antigonish-
d'Anjou,	Kay,	McMaster,	et-Guysborough),
Déchène,	Kennedy	Maharg,	Stein,
Delisle,	(Essex-Nord),	Marcile (Bagot),	Trahan,
Demers,	Kennedy (Glengarry-	Michaud,	Truax,
Denis,	et-Stormont),	Molloy,	Turgeon,
Desaulniers,	King,	Murphy,	Verville,
Deslauriers,	Knox,	Papineau,	White—64.

CONTRE :

Messieurs

Allan,	Crowe,	Harrison,	Reid (Grenville),
Anderson,	Cruise,	Hartt,	Rowell,
Andrews,	Currie,	Hay,	Sexsmith,
Argue,	Davidson,	Henders,	Shaw,
Armstrong	Davis,	Hocken,	Sheard,
(Lambton),	Doherty,	Kemp (sir Edward),	Simpson,
Armstrong (York),	Douglas	MacKelvie,	Smith,
Arthurs,	(Strathcona),	Mackie (Renfrew),	Spinney,
Ballantyne,	Douglas (Cap-	McCurdy,	Stacey,
Bolton,	Breton-Sud-et-	McGibbon	Steele,
Bonnell,	Richmond),	(Muskoka),	Stevens,
Borden (sir Robert),	Drayton (sir Henry),	McGregor,	Stewart
Boyce,	Edwards,	McIsaac,	(Hamilton),
Brien,	Elkin,	McLean (Royal),	Stewart
Butts,	Finley,	McQuarrie,	(Lanark),
Calder,	Foster (sir George),	Manion,	Thompson
Campbell,	Foster (York),	Martin,	(Weyburn),
Casselman,	Fraser,	Meighen,	Thompson
Chaplin,	Fripp,	Merner,	(Hastings),
Charters,	Fulton,	Mewburn,	Thompson (Yukon),
Clarke	Gauthier,	Mowat,	Tremain,
(Wellington),	Glass,	Munson,	Tweedie,
Clements,	Green,	Myers,	Wigmore,
Cockshutt,	Griesbach,	Nesbitt,	Wilson
Cooper,	Guthrie,	Nicholson (Algoma),	(Wentworth),
Cowan,	Halladay,	Paul,	Wilson
Cronyn,	Harold,	Redman,	(Saskatoon)—96.

Et la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme en comité des subsides, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 17), Loi ayant pour objet de définir l'expression "ressortissants du Canada" et pourvoyant à la renonciation à la nationalité canadienne.

Bill (No 39), Loi concernant les lois concernant les manœuvres frauduleuses aux élections.

Bill (No 71), Loi autorisant une prorogation de délai pour l'achèvement du chemin de fer *Saint John and Quebec*, entre Centreville, dans le comté de Carleton, et Andover, dans le comté de Victoria, N.-B.

Bill (No 75), Loi concernant la Commission des blés du Canada.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoyné de Martigny."

Bill E3 (No 121) du Sénat, intitulé: "Loi amendant le Code criminel."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel a été référée la pétition de Alphonse LeMoine de Martigny, demandant une loi de divorce et les documents qui ont servi comme preuve, avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 1.10 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Reid (Mackenzie)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de milles de chemins de fer le gouvernement a-t-il construits dans les trois dernières années sur l'île de Vancouver, comme rallonges au National-Canadien?

2. Combien de milles de rails ont été posés dans la même période sur ce chemin de fer?

3. Quel est le coût total des prolongements susdits?

M. Currie—Vendredi prochain—Proposera l'adoption du premier rapport du comité mixte des Impressions.

Le *Solliciteur général*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des élections fédérales."

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 28 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible.....	10.30 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
375	Chemins de fer nationaux et navigation.....	11 a.m.
429	Bills privés.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 29 avril.</i>		
429	Comptes publics.....	11 a.m.

No 50.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 28 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. Guthrie, du comité des Privilèges et Elections, présente le second rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité, en conformité de l'ordre de la Chambre du 20 avril 1921, a pris en considération la question de savoir si l'honorable Rodolphe Lemieux, qui fut élu dans les deux districts électoraux de Maisonneuve et de Gaspé, n'a pas enfreint les privilèges et violé les règles de la Chambre en ne déterminant pas lequel des deux comtés il désirait représenter.

Votre comité, ayant entendu une déclaration de l'honorable M. Lemieux et reçu son assurance qu'il ferait tout son possible pour que la cour entende sous le plus bref délai et juge de la pétition, et aussi, cette autre déclaration qu'il n'était venu ni directement ou indirectement de connivence avec le pétitionnaire, a convenu de recommander qu'aucune autre action ne devait être prise par la Chambre.

M. Steele, du comité des Bills Privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants et a convenu de les rapporter sans amendement, savoir:—

Bill Z (No 85) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Duncan Macdonald Oxley."

Bill A2 (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Winifred Smith."

Bill B2 (No 87) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Campbell."

Bill C2 (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Thorne Acton."

Bill D2 (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Florence Ansell."

Bill E2 (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Allen Greenwood."

Bill F2 (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Garnet Rabb."

Bill G2 (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Gladys Vernon."

Bill H2 (No 93) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Stella Anna Jackson."

Bill I2 (No 94) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Marshall."

Bill J2 (No 95) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Marie Cook."

Bill K2 (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Grey Holt."

Bill L2 (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Tolhurst."

Bill N2 (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rosetta Hood."

Bill O2 (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edwin Gordon."

Bill P2 (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Willie Hopkinson."

Bill Q2 (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mamie McKillop."

Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme."

Bill S2 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Osborne."

Bill T2 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Verner McAree."

Bill V2 (No 106) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Fergus McKee."

Votre comité a pris en considération le Bill (No 16), Loi concernant Les Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée des Territoires du Nord-Ouest et a convenu de le rapporter avec des amendements.

Votre comité recommande que les frais et charges payés sur ledit bill soient remboursés, moins les frais de traduction et d'impression.

Votre comité recommande aussi, que les frais additionnels exigés et payés en vertu de la règle 89, paragraphe 3 (b) concernant le Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme" soient remboursés.

M. McCurdy, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 4 mars 1921:—Copie de tous documents quelconques comportant, relativement au contrat adjudgé par le gouvernement canadien à la raison sociale *J. Coughlan & Sons*, pour la construction d'une cale sèche à Vancouver, toute la correspondance, les soumissions, le contrat ou autres documents se rapportant à ce contrat.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 25 avril 1921:—Relevé indiquant le nombre des soldats rapatriés qui ont acheté des fermes par l'entremise de la Commission de l'établissement des soldats, dans le comté de Bonaventure, le prix moyen payé pour ces fermes le nombre de ces fermes qui ont été abandonnées, comment le gouvernement en a disposées, les pertes encourues, s'il en est; et les noms des soldats qui se sont établis dans ce comté, indiquant aussi les endroits où respectivement ils se sont établis.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 19 mai 1920, Tableau indiquant:—

1. Combien de personnes sont employées au département des Finances, à Ottawa.
2. Quels sont leurs noms et les appointements qu'ils reçoivent.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 11 avril 1921,—Etat indiquant:—

1. Combien de fonctionnaires emploie le chemin de fer National-Canadien actuellement, dans ses départements du trafic et du service.

2. Combien de fonctionnaires le Canadien-Nord employait dans ses départements du trafic du service, avant son acquisition par le gouvernement.

3. Combien de fonctionnaires le Grand-Tronc-Pacifique employait dans ses départements du trafic et du service, avant son acquisition par le gouvernement.

4. Combien de fonctionnaires les chemins de fer du gouvernement, l'Intercolonial et le Transcontinental, employaient dans les départements du trafic et du service, avant le fusionnement des compagnies dans le régime du National-Canadien.

5. Combien au total ont coûté les accidents du National-Canadien, sur la ligne Saskatoon et Calgary, en 1920.

6. Si le coût des accidents a été imputé aux frais du service ou au compte capital.

7. Quelles ont été au total les dépenses du National-Canadien, pour retards, entre Saskatoon et Calgary, en 1920.

8. Pourquoi certain outillage du National-Canadien est imputé aux frais du service, au lieu du compte du capital.

9. Quel est le total imputé au capital, pour 1920, relativement au National-Canadien.

Sur motion de M. Mackie (Edmonton),—Ordonné, que conformément à la recommandation contenue dans le cinquième rapport du comité des Bills Privés, les honoraires et frais payés sur le bill suivant soient remboursés moins les frais de traduction et d'impression, savoir:—

Bill (No 16), Loi concernant Les Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée des Territoires du Nord-Ouest.

Sur motion de M. Fulton,—Ordonné, que conformément à la recommandation contenue dans le cinquième rapport du comité des Bills Privés, les frais additionnels exigés et payés en vertu de la règle 89, paragraphe 3 (b), soient remboursés, pour quant au Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme."

Sur motion de M. Meighen,—Résolu, que les arrêtés en conseil, C.P. 2483 du 23 octobre 1920, et C.P. 2652, du 1er novembre 1920, concernant les changements dans l'organisation de la division des lois; et aussi, la recommandation de la Commission du service civil relativement à la compensation pour certains postes du personnel de la Chambre, lesquels ont été déposés sur la Table de la Chambre le 22 courant; le tout conformément au sous-article (1) de l'article 45B de la Loi modifiant la Loi du service civil, 1919, soient approuvés.

M. Spinney, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, lequel est lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants sont respectivement lus la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoyné de Martigny."—M. Ross.

Bill E3 (No 121) du Sénat, intitulé: "Loi amendant le Code criminel."—M. Mewburn.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu de la règle 37, sous-paragraphe 4:—

Par M. Lanctôt—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé indiquant:—

1. Combien d'automobiles le gouvernement possède et utilise à Ottawa.

2. Combien de chauffeurs sont employés, et quels sont leurs noms et leurs gages.

3. Quels sont les ministres et sous-ministres qui utilisent ces autos.

4. Quels autres fonctionnaires les emploient et à quelles fins particulières.
5. Si on a fait servir ces automobiles le dimanche, dans la dernière année civile. Dans l'affirmative, qui s'en est servi.
6. Si le gouvernement a un garage à Ottawa.
7. Dans l'affirmative, combien il a coûté dans la dernière année civile en entretien, salaires, essence, réparations, et pneus, respectivement.
8. Si le gouvernement a acheté ce garage. Dans l'affirmative, de qui, à quel prix, et quand.

Le Bill (No 116) Loi ayant pour objet de modifier la Loi du Conseil des Recherches et d'établir un Institut de recherches, est lu la seconde fois, considéré en comité général et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a adopté le bill suivant, sans amendement:

Bill No 72, Loi modifiant la Loi des liquidations.

Aussi, un message informant la Chambre que le Sénat a adopté les bills suivants, pour lesquels il demande le concours de la Chambre:

Bill F3 (No 123) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Sorton."—M.....

Bill G3 (No 124) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys-Frances-Annie-Wheeler Bernard."—M.....

Bill H3 (No 125) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Carr."—M.....

Bill I3 (No 126) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ada-Florence Keenan."—M.....

Bill J3 (No 127) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-May Turner."—M.....

Bill K3 (No 128) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James-Henry Bigrow."—M.....

Bill L3 (No 129) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Emelina Dunsmore."—M.....

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial du Sénat sur les divorces, auquel ont été référées les pétitions de Joseph Sorton, Gladys-Frances-Annie-Wheeler Bernard, William Carr, Ada-Florence Keenan, Gertrude-May Turner, James-Henry Bigrow, et Emelina Dunsmore, respectivement, demandant chacun une loi de divorce, et les documents qui ont servi comme preuve, avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

Le Bill (No 73), Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, du treizième jour de décembre 1920 est lu la seconde fois, considéré en comité général, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau ce jour.

Du consentement de la Chambre, M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne aux Affaires de Routine; agréé.

Les Motions étant appelées;

M. Armstrong (Lambton), du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes présente alors le cinquième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a étudié le Bill H (No 66) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*," et a convenu de le rapporter avec un amendement.

Votre comité a aussi étudié le Bill (No 53), Loi constituant en corporation *The Fort Smith Railway Company*, et a convenu de le rapporter avec des amendements.

Comme les promoteurs du Bill (N 28), Loi constituant en corporation *The Slave River Railway Company* ont signifié leur intention de ne pas pousser plus loin leur mesure projetée, votre comité recommande que ce Bill soit retiré, et que les honoraires payés à son sujet soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction.

Sur motion de M. Armstrong (Lambton),—Ordonné, que le Bill (No 28), Loi constituant en corporation *The Slave River Railway Company*, soit retiré, et que les honoraires qui ont été payés à son sujet soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction, conformément aux recommandations contenues dans le cinquième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

M. Calder, du comité spécial, auquel a été référé le Bill (No 91), Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, présente le rapport suivant:—

Le comité spécial, auquel a été référé pour considération le Bill (No 81), Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, demande à faire rapport qu'il a étudié ledit bill, et a convenu de le rapporter avec un amendement.

M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne maintenant aux Mesures du Gouvernement; agréé.

Le Bill (No 73), Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920, est de nouveau considéré en comité général et, sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.
Et le comité continuant de siéger.

Vendredi, 29 avril 1921.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée (*Cinq-sixièmes de la somme ci-dessous.*)

XVI—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU

EDIFICES PUBLICS

Nouvelle-Ecosse

	Amherst—Salle d'exercices, régalage, pavage, etc.....	25,000 00
	Annapolis—Réparations et restauration de l'édifice public endom- magé par le feu, les murs et les fondements étant intacts et en	
129	bon état.....	17,000 00
	Halifax—Edifices fédéraux, améliorations, réparations, etc..	7,000 00
	Halifax—Station de quarantaine: nouveaux bâtiments.....	150,000 00
	Yarmouth—Edifice public: restauration et changements après dom- mages causés par incendie et reconstruction de l'annexe.....	8,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill No 80, Loi concernant l'arbitrage du Grand Tronc, avec amendements, lesquels sont comme suit:

Page 1, ligne 34.—Biffer tous les mots qui suivent le mot “nommés”, jusqu'à l'alinéa (b) sur la deuxième page, et substituer les mots suivants: “directeurs. Toutefois, le Conseil de direction substitué de la compagnie n'aura pas besoin de se composer de plus de cinq membres; une majorité des directeurs constituera un quorum jusqu'à ce que le Conseil en prescrive autrement; et il ne sera exigé d'aucun directeur qu'il réside en Angleterre ou que sa qualification directoriale dépende de sa possession d'actions”.

Page 2, ligne 14.—Biffer l'alinéa (c) pour y substituer le suivant: “que, après que le remplacement des directeurs aura été effectué conformément aux présentes dispositions, le siège de la Compagnie soit fixé au Canada et que les assemblées de son Conseil de direction pour l'expédition de toute affaire soient aussi tenues au Canada.

Page 2, ligne 39.—Supprimez tous les mots qui suivent le mot “et”, à la ligne 39, jusqu'à la fin de l'alinéa, et que les mots suivants leur soient substitués: “après avoir satisfait à ces réquisitions, ni la Compagnie, ni le gouvernement en qualité de répondant de l'intérêt et de dividendes ne seront tenus de veiller à l'application des sommes réquisitionnées, ne seront autrement responsables d'aucuns frais d'arbitrage, ni n'auront à s'en charger”.

Page 2, ligne 43.—Ajouter ce qui suit à la fin de l'alinéa:—

“Et, de plus, après le remplacement des directeurs de la Compagnie, conformément aux présentes dispositions, la Compagnie, et le gouvernement en qualité de répondant de l'intérêt et des dividendes sur les actions-déventures et les actions garanties, auront faculté de déduire et de retenir, à même les intérêts et les dividendes qui par la suite pourront devenir payables sur lesdites actions, tous frais ou débours (autres que ceux qui incombent au gouvernement en vertu du traité du 8 mars 1920) se rapportant à l'arbitrage et que la Compagnie ou le gouvernement a déjà avancés, payés ou encourus, ou avancera, paiera ou encourra par la suite”.

Page 3, ligne 2.—Biffer les mots “les arbitres doivent” pour y substituer les suivants: “l'arbitrage doit”.

Page 3, à la fin du Bill, ajouter ce qui suit comme article 4:—

“4. Aux fins d'effectuer ce remplacement de directeurs de la compagnie que prévoient les présentes dispositions, tout directeur de la compagnie peut renoncer à sa charge en soumettant sa résignation par écrit au Conseil à une assemblée des directeurs. Si un directeur de la compagnie renonce à sa charge, ou si plusieurs directeurs de la compagnie renoncent à leurs charges de la manière susdite, le nombre des résignations ne devant pas dépasser cinq en une seule fois, les autres directeurs de la compagnie présents à l'assemblée susdite ou à toute assemblée subséquente peuvent, alors même qu'ils ne forment pas quorum, élire un directeur ou des directeurs désignés par le Gouvernement pour remplir la vacance ou les vacances que cette ou ces résignations ont créées. Le Gouverneur en conseil peut, en outre, nommer à discrétion des directeurs additionnels pour faire partie du Conseil substitué si la chose est jugée opportune”.

La Chambre s'ajourne alors à 6.17 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Rinfret*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien a-t-on perçu pour 1920 par l'impôt sur le revenu?
2. Quelle proportion de cette somme a-t-on consacrée aux frais de perception et d'administration?

M. *Reid* (Mackenzie)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelles ont été les dépenses annuelles du département de la colonisation et de l'immigration pour les années de 1897 à 1920 inclusivement?
2. Quel a été le coût per capita des immigrants venant au Canada (a) des Etats-Unis, et (b) des îles britanniques, et (c) d'autres pays?

M. *Spinney*—Qu'un comité spécial soit nommé pour prendre en considération le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi de service civil, 1918, avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, documents et archives, et faire rapport de temps à autre.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 29 avril.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
429	Comptes publics.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 3 mai.</i>		
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 5 mai.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.

No 51.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 29 AVRIL 1921.

PRIÈRES.

M. Casgrain présente la pétition suivante:—

De la *Quebec Steamship Company*, pour une loi amendant et codifiant ses lois et augmentant son capital-actions autorisé, et pour d'autres objets.Sur motion de M. Casgrain,—Ordonné que la pétition de la *Quebec Steamship Company* présentée ce jour, pour une loi amendant et codifiant sa loi d'incorporation, soit lue et référée au comité des Ordres Permanent qui devra en faire rapport, conformément aux dispositions de la règle 88.

M. Guthrie, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 130), Loi modifiant la Loi des élections fédérales, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants du Sénat sont respectivement lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill F3 (No 123) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Sorton."—M. *Mowat*.Bill G3 (No 124) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys-Frances-Annie-Wheeler Bernard."—M. *McQuarrie*.Bill H3 (No 125) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Carr."—M. *Boys*.Bill I3 (No 126) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ada-Florence Keenan."—M. *Boys*.Bill J3 (No 127) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-May Turner."—M. *Ross*.Bill K3 (No 128) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James-Henry Bigrow."—M. *Harrison*.Bill L3 (No 129) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Emelina Dunsmore."—M. *Morphy*.

Du consentement de la Chambre, M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne aux Motions, agréé.

Les Motions étant en conséquence appelées;

Sur motion de M. Spinney,—Résolu, qu'un comité spécial soit nommé pour prendre en considération le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et archives et faire rapport de temps à autre, et que ledit comité soit composé de MM. Spinney, Charters, Scott, Currie, Griesbach, Thompson (Yukon), Calder, Argue, Cruise, Gauthier, Euler, Ethier, Denis, Chisholm, Déchène, Kennedy (Glengarry et Stormont) et Johnston, et que la règle 71 soit suspendue à cet effet.

Sur motion de M. Meighen,—Ordonné que les noms de MM. McGregor et Fournier soient substitués à ceux de MM. Davidson et Bureau sur le comité des Chemins de fer nationaux du Canada et du Commerce Maritime.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, soit maintenant lu la seconde fois;

M. Spinney propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la seconde fois;

Et un débat s'ensuivant, sur motion de M. Best, ledit débat est ajourné.

La Chambre de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées (*Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

XII.—MILICE ET DEFENSE.

100 Artillerie, armes, terrains	75,000 00
101 Solde d'état-major	265,000 00

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

M. Fripp propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109; agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill Z (No 85) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Duncan Macdonald Oxley.

Bill A2 (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Winifred Smith."

Bill B2 (No 87) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Campbell."

Bill C2 (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Thorne Acton."

Bill D2 (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Florence Ansell."

Bill E2 (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Greenwood."

Bill F2 (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Garnet Rabb."

Bill G2 (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Gladys Vernon."

Bill H2 (No 93) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Stella Anna Jackson."

Bill I2 (No 94) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Marshall."

Bill J2 (No 95) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Marie Cook."

Bill K2 (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Grey Holt."

Bill L2 (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Tolhurst."

Bill N2 (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rosetta Hood."

Bill O2 (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edwin Gordon."

Bill P2 (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Willie Hopkinson."

Bill Q2 (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mamie McKillop."

Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme."

Bill S2 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Osborne."

Bill T2 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Verner McAre.".

Bill V2 (No 106) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Fergus McKee."

Bill (No 16), Loi concernant Les Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée des Territoires du Nord-Ouest.

Bill H (No 66) du Sénat, Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*.

Bill (No 53), Loi constituant en corporation *The Fort Smith Railway Company*.

Sur motion de M. Fripp,—Ordonné, qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel ont été référés les Bills suivants, savoir:—

Bill Z (No 85) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Duncan Macdonald Oxley."

Bill A2 (No 86) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Winifred Smith."

Bill B2 (No 87) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Campbell."

Bill C2 (No 88) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Thorne Acton."

Bill D2 (No 89) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Florence Ansell."

Bill E2 (No 90) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Greenwood."

Bill F2 (No 91) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Garnet Rabb."

Bill G2 (No 92) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude Gladys Vernon."

Bill H2 (No 93) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Stella Anna Jackson."

Bill I2 (No 94) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Marshall."

Bill J2 (No 95) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Marie Cook."

Bill K2 (No 96) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Grey Holt."

Bill L2 (No 97) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Tolhurst."

Bill N2 (No 98) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rosetta Hood."

Bill O2 (No 99) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Edwin Gordon."

Bill P2 (No 100) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Willie Hopkinson."

Bill Q2 (No 101) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mamie McKillop."

Bill R2 (No 102) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme."

Bill S2 (No 103) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Osborne."

Bill T2 (No 104) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Verner McAree."

Bill V2 (No 106) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Fergus McKee."

Les amendements faits par le Sénat au Bill (No 14), Loi portant modification de l'Acte à l'effet de constituer en corporation Gilmour et Hughson (à responsabilité limitée), sont pris en considération et respectivement agréés.

Le bill suivant est lu la seconde fois et référé au *Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes*:—

Bill X (No 108) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la compagnie d'Express de la Puissance."

Les bills suivants sont lus la seconde fois et avec la preuve, etc., qui les accompagnent, sont référés au comité des Bills Privés:—

Bill W2 (No 109) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John-Edward Kelly."—

Bill X2 (No 110) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie-Belle Westbeare."—

Bill Y2 (No 111) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Christina-Wilson Stephens."—

Bill Z2 (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Andrews."—

Bill A3 (No 113) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Esther-Annie Vanzant."—

Bill B3 (No 114) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Werden-Grant Parker."—

Bill D3 (No 115) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James-Edward Nixon."—

Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoyné de Martigny."—

Le comité des Subsidés reprend alors le cours de ses délibérations.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

XII—MILICE ET DEFENSE.

102 Troupe permanente.	6,255,000 00
103 Impressions et papeterie.	85,000 00
104 Collège militaire royal.	350,000 00
105 Salaires et gages.	225,000 00
106 Ecoles d'instruction.	150,000 00
107 Levés topographiques.	45,000 00
108 Zones d'instruction.	30,000 00
109 Transport et fret.	200,000 00
110 Matériel de guerre.	197,954 00

XXXVI—DIVERS.

331 Commémoration des champs de bataille. 500,000 00

XLIII—DEMOBILISATION.

364 Ministère de la Milice et de la Défense. 6,977,380 00

XVI—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

EDIFICES PUBLICS

Nouveau-Brunswick

130	}	Moncton—Logement pour entrepôt de vérification.	1,000 00
		Saint-Jean—Edifices fédéraux: améliorations, etc.	7,000 00
		St-Jean—Douanes—Améliorations.	1,500 00
		Saint-Jean—Station de quarantaine, Ile aux Perdrix: nouveaux édifices, réparations et améliorations.	75,000 00
		St-Stephen—Edifice public: Amélioration à l'appareil de chauffage.	2,000 00

Provinces maritimes en général

131 Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc. 25,000 00

Québec

132	}	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	25,000 00
		Granby—Edifice public—Remaniements et améliorations.	9,000 00
		Quarantaine de Grosse-Ile—Nouveaux édifices et réparations.	200,000 00
		Montréal—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	30,000 00
		Montréal—Entrepôt de vérification, améliorations.	3,000 00
		Montréal—Hôtel général des Postes—Améliorations.	30,000 00
		Montréal—Magasins de l'artillerie.	20,000 00

Ontario

133	}	Alexandria—Reconstruction de l'édifice public détruit par le feu.	32,000 00
		Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	35,000 00
		Hamilton—Hôtel des Postes—Améliorations.	8,000 00
		Hamilton—Station postale "B".	5,000 00
		Kingston, C.M.R.—Salle d'exercices couverte—régalage, etc.	7,500 00
		Kingston, C.M.R.—Agrandissement de maison d'enseignement.	55,000 00
		Lindsay—Bureau de poste—Installation.	3,500 00
		Ottawa—Bureaux (pour le directeur général des élections).	15,000 00
		Ottawa—Imprimerie nationale—Ascenseurs, agrandissement et amélioration des édifices.	10,000 00
		Ottawa—Edifices administratifs—Installation, etc.	100,000 00
		Ottawa—Améliorations au bureau de poste.	7,000 00
		Ottawa—Hôtel de la Monnaie—améliorations.	7,000 00
		Ottawa—Reconstruction partielle d'un outillage de traitement du minerai détruit par le feu.	2,500 00
		Ottawa—Réparations au pavage de la rue Wellington.	40,000 00
		Pembroke—Edifice public—Tour et horloge.	3,200 00
		Sault-Sainte-Marie—Edifice public—Améliorations et réparations.	2,500 00
		Saint-Thomas—Edifice public—Améliorations.	1,000 00
		Toronto—Station postale "A"—Tracteurs.	10,000 00
		Toronto—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	25,000 00
		Walkerton—Edifice public—Canalisation électrique.	2,000 00
Walkerville—Edifices publics—Changements.	1,000 00		

Manitoba.

	{ Edifices publics fédéraux—Améliorations, répar., etc.	17,000 00
134	{ Portage-la-Prairie—Agrandissement et améliorations de l'édifice public.	11,000 00
	{ Winnipeg—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc. . .	20,000 00
	{ Winnipeg—Edifices d'immigration—Améliorations.	3,000 00

Saskatchewan.

	{ Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	17,000 00
135	{ Regina—Edifice public—Améliorations.	3,000 00

Alberta.

	{ Calgary—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc. . . .	4,000 00
	{ Calgary—Edifice d'immigration—Changements.	12,000 00
	{ Coumts—Edifice d'immigration—Améliorations.	3,500 00
136	{ Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	15,000 00
	{ Edmonton—Edifice public—Changements dans l'installation du bureau de poste.	4,500 00
	{ Red Deer—Changements au bâtiment de l'ancien palais de justice pour y loger le bureau de poste.	7,900 00

Colombie-Britannique.

	{ Bamfield—Edifice public.	12,000 00
	{ Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	14,000 00
	{ Nanaïmo—Edifice public—Installation.	2,500 00
137	{ Vancouver—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc. . . .	10,000 00
	{ Victoria—Hôtel des postes—Améliorations.	6,500 00
	{ Victoria—Ancien hôtel des postes—Taxes dues à la ville pour 1920. . .	1,492 08
	{ Williams-Head—Station de quarantaine—Réparations et améliorations des édifices actuels, accessoires, etc.	13,000 00

En général.

	{ Caserne pour la force permanente.	100,000 00
138	{ Edifices publics fédéraux—En général.	30,000 00
	{ Stations agronomiques—Nouveaux édifices et améliorations, réfections et réparations, etc., relatives aux édifices actuels, installation, etc.	100,000 00
	{ Drapeaux destinés aux édifices publics fédéraux.	5,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 77), Loi prorogeant l'échéance de certaines débanures émises par les Commissaires du havre de Montréal.

Bill (No 78), Loi modifiant la Loi du cours monétaire, 1910.

Aussi,—Un message, informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant, pour lequel il demande le concours de la Chambre:—

Bill N3 (No 131) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred William Wells."

Et aussi,—Un message, communiquant à la Chambre, la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel a été référée la pétition de Alfred William Wells demandant une loi de divorce et les documents produits comme preuve, avec prières qu'il soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 11 p.m., jusqu'à lundi prochain.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Certains navires que l'Amirauté avait réquisitionnés dans la flotte du Pacifique-Canadien ont-ils été plus tard acquis au gouvernement Canadien? Dans l'affirmative, quand?

2. Ce changement a-t-il été fait sur demande du gouvernement?

3. Quels sont ces navires, et quel est leur tonnage respectif?

4. Ces navires ont-ils été rendus au Pacifique-Canadien? Dans l'affirmative, quand?

5. Le Pacifique-Canadien a-t-il réclamé quelque chose du gouvernement canadien au sujet de cette transaction? Dans l'affirmative, combien?

M. *Reid* (Mackenzie)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le montant total des (a) Bons de guerre et (b) Bons de la Victoire en suspens?

2. Quel est le total de l'intérêt payable sur (a) les Bons non-imposables, et (b) les Bons imposables?

M. *Meighen*—Que le samedi 7 mai prochain, et ci-après jusqu'à la fin de la session actuelle, la Chambre siègera les samedis, et que l'ordre des affaires, pour les samedis, sera le même que pour les vendredis.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce vingt-neuvième jour d'avril, été affichés pour être pris en considération par leurs comités respectifs, le ou après, lundi le 2 mai 1921.

Comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill X (No 108) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la compagnie d'Express de la Puissance."

Comité des Bills Privés.

Bill W2 (No 109) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John-Edward Kelly."—

Bill X2 (No 110) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie-Belle Westbeare."—

Bill Y2 (No 111) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Christina-Wilson Stephens."—

Bill Z2 (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Andrews."—

Bill A3 (No 113) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Esther-Annie Vanzant."—

Bill B3 (No 114) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Werden-Grant Parker."—

Bill D3 (No 115) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James-Edward Nixon."—

Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoynes de Martigny."—

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Lundi, 2 mai.</i>		
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
<i>Mardi, 3 mai.</i>		
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
429	Agriculture et Colonisation.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 5 mai.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.

No. 52.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 2 MAI 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le seizième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son seizième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné la pétition suivante pour bill privé, et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans ce cas, savoir:—

De Gladys Frances Annie Bernard (née Wheeler), pour une loi de divorce d'avec Kenneth Lee Bernard, son époux.

Sur motion de M. Meighen, —Résolu,—Que le samedi 7 mai prochain, et ci-après jusqu'à la fin de la session actuelle, la Chambre siègera les samedis, et que l'ordre des affaires, pour les samedis, sera le même que pour les vendredis.

Le bill suivant du Sénat est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill N3 (No 131) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred William Wells."

Les bills suivants sont respectivement lus la seconde fois, et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, sont référés au comité des Bills Privés:—

Bill F3 (No 123) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Sorton."

Bill G3 (No 124) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys-Frances-Annie-Wheeler Bernard."

Bill H3 (No 125) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Carr."

Bill I3 (No 126) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ada-Florence Keenan."

Bill J3 (No 127) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-May Turner."

Bill K3 (No 128) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James-Henry Bigrow."

Bill L3 (No 129) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Emelina Dunsmore."

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu de la règle 37:—

Par M. Macdonald—Ordre de la Chambre—Tableau indiquant:—

1. Combien de fonctionnaires intérimaires ont été remerciés ou ont reçu avis de leur congé, dans l'année civile close le 31 mars 1921.

2. Combien d'employés temporaires ont été engagés dans cette période.

3. Combien d'employés temporaires ont été transférés d'une branche d'un bureau ou d'un département à l'autre, dans cette période.

4. Combien il y avait de soldats rapatriés dans les nouveaux employés temporaires engagés.

5. Si des soldats rapatriés ont été remerciés du service, depuis que l'ordre de destitution a été préparé ou adopté. Dans l'affirmative, pourquoi.

6. Combien de nouveaux fonctionnaires on a pris pour remplacer ces soldats rapatriés, combien d'entre ces nouveaux fonctionnaires étaient des soldats rapatriés, et dans quelles divisions ou départements cela s'est produit.

7. Quel avis, s'il en est, on donne aux employés temporaires susceptible d'être renvoyés, des ouvertures qu'il y a dans le Service.

8. Si le gouvernement ou la Commission du service civil ont des renseignements sur ce que coûte au pays le travail de supplémentaire découlant de la préparation des nouveaux employés, ainsi que les pertes provenant de la proportion inévitable des inaptitudes.

9. Dans l'affirmative, quel a été dans la dernière année civile le coût total de ces frais.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté:

Par M. Stevens—ORDRE DE LA CHAMBRE—Relevé indiquant (a) le nombre des fonctionnaires transférés de Calgary, Winnipeg, Ottawa, Halifax ou autres endroits du Canada au département du rétablissement des soldats à Vancouver, depuis le 1er novembre 1920; (b) si les permutés sont mariés ou non; (c) le nombre des fonctionnaires de Vancouver qu'on a remerciés depuis le 1er novembre 1920 (département du rétablissement des soldats), aussi le nombre auquel un avis de congé a été donné; (d) les noms des permutés à Vancouver et les fonctions auxquelles on les a assignés.

Les amendements faits par le Sénat au Bill (No 80), Loi concernant l'arbitrage du Grand-Tronc sont pris en considération et séparément agréés.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Spinney,—Que le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil soit maintenant lu la seconde fois:

Et la question étant posée;

M. Maclean (Halifax) propose en amendement:—Que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et remplacés par les suivants:—"lu la seconde fois dans six mois de ce jour."

Et le débat se continuant;

Mardi, 3 mai 1921.

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR :

Messieurs

Andrews,	d'Anjou,	Kennedy (Glengarry-	Michaud,
Archambault,	Déchène,	et-Stormont),	Murphy,
Baldwin,	Delisle,	King,	Papineau,
Bourassa,	Demers,	Knox,	Pardee,
Boyer,	Denis,	Lafortune,	Pelletier
Brouillard,	Desaulniers,	Lanctôt,	Power,
Buchanan,	Deslauriers,	Léger,	Prévost,
Cahill,	Du Tremblay,	Lemieux,	Reid (Mackenzie),
Caldwell,	Fontaine,	Lesage,	Rinfret,
Campbell,	Gauvreau,	Macleon (Halifax),	Savard,
Cannon,	Gervais,	McCrea,	Séguin,
Cardin,	Gould,	McDermand,	Truax,
Casgrain,	Halbert,	McKenzie,	White—57.
Copp,	Johnston,	Maharg,	
Creerar,	Kennedy (Essex-N.),	Marcile (Bagot),	

CONTRE :

Messieurs

Allan,	Douglas Cap-	McCurdy,	Reid (Grenville),
Argue,	Breton-S.-et	McGibbon	Shaw,
Armstrong (York),	Richmond),	(Muskoka),	Sheard,
Arthurs,	Edwards,	McGregor,	Simpson,
Ballantyne,	Finley,	McIsaac,	Spinney,
Ball,	Foster (sir George),	McLean (Royal),	Stacey,
Boyce,	Foster (York),	McQuarrie,	Steele,
Brien,	Fripp,	Manion,	Sutherland,
Charters,	Fulton,	Martin,	Thompson
Clark (Bruce),	Green,	Meighen,	(Hastings),
Clements,	Griesbach,	Mewburn,	Thompson (Yukon),
Cockshutt,	Guthrie,	Morphy,	Tolmie,
Cooper,	Halladay,	Mowat,	Tremain,
Cowan,	Harold,	Munson,	Tweedie,
Crowe,	Harrison,	Myers,	Whidden,
Currie,	Henders,	Nesbitt,	Wigmore,
Davidson,	Hepburn,	Nicholson (Algoma),	Wilson
Doherty,	Hocken,	Paul,	(Saskatoon)—72.
Douglas	MacKelvie,	Peck,	
(Strathcona),	Mackie (Renfrew),	Redman,	

Et la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée sur division.

Ledit bill est en conséquence lu la seconde fois.

Sur motion de M. Meighen, ledit bill est référé au comité spécial nommé le 29 avril dernier pour sa prise en considération.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill suivant, sans amendement:—

Bill (No 34), Loi concernant la *London and Lake Erie Railway and Transportation Company*.

Aussi.—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les Bills suivants, pour lesquels il demande le concours de la Chambre.

Bill U2 (No 132) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Maritime Coal, Railway and Power Company, Limited*."

Bill P3 (No 133) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Gertrude Conner."

Bill Q3 (No 134) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Sullivan."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces du Sénat, auquel ont été référées les pétitions d'Elisabeth Gertrude Conner et de Louise Sullivan, respectivement, demandant une loi de divorce, et les documents produits comme preuve avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés; M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Et un débat s'ensuivant;
Et la question étant posée, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 1.30 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Rinfret*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien a-t-on perçu pour 1919 par l'impôt sur le revenu?
2. Quelle proportion de cette somme a-t-on consacrée aux frais de perception et d'administration?

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Des navires de la marine marchande du gouvernement canadien font-ils du service avec la ligne Cunard ou autre compagnie de navigation? Dans l'affirmative, avec quelles compagnies?
2. Si des navires font ce service, qui paye les gages, le charbon et l'assurance?
3. Quels sont les navires, s'il en est, qui reçoivent un tarif fixe au mois ou pour toute autre période pour leurs services, et combien chaque navire reçoit-il?
4. Qui achète les fournitures pour la marine marchande du gouvernement canadien?
5. Demande-t-on des soumissions publiques?
6. Quel officier est tenu d'acheter le charbon pour cette marine marchande du gouvernement canadien, à Halifax, N.-E.?

M. *Sinclair* (Antigonish et Guysborough)—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien de préposés aux bureaux de toute catégorie sont à l'emploi de la marine marchande du gouvernement canadien?
2. Où sont les bureaux-chefs, et les succursales, s'il en est?
3. Quel a été le total de toutes les dépenses afférant au personnel de bureau et frais généraux de la marine marchande du gouvernement canadien en 1920?
4. Qui est chargé de nommer ces fonctionnaires et employés?

Le *Ministre de l'Agriculture*—Mercredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des épizooties."

Le *Premier Ministre*—Mercredi prochain—Que la Chambre en s'ajournant le mercredi, 4 courant, restera ajournée jusqu'au vendredi, 6 courant.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants, ont, ce deuxième jour de mai, été affichés pour être pris en considération par le comité des Bills Privés, le ou après mercredi prochain, le 4 courant:—

Bill F3 (No 123) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Sorton."

Bill G3 (No 124) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys-Frances-Annie-Wheeler Bernard."

Bill H3 (No 125) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Carr."

Bill I3 (No 126) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ada-Florence Keenan."

Bill J3 (No 127) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-May Turner."

Bill K3 (No 128) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Henry Bigrow."

Bill L3 (No 129) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Emelina Dunsmore."

CONVOCAION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 3 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
429	Agriculture et Colonisation.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 4 mai.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 6 mai.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 53.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 3 MAI 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le dix-septième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son dix-septième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De Oscar Proulx, pour une loi de divorce d'avec Maria Falligan Proulx, son épouse.

De Albert Sydney McPherson, pour une loi de divorce d'avec Alice Hilda McPherson, son épouse.

De Norah Beatrice St. John McDonald, pour une loi de divorce d'avec Frank McDonald, son épouse.

De Mabel Alice Allport, pour une loi de divorce d'avec Charles Wilfrid Allport, son époux.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,— Réponse à un ordre de la Chambre du 11 avril 1921:—Copie de toute correspondance que le ministre des Chemins de fer et Canaux, ou qu'un fonctionnaire de ce département, à Ottawa, a échangée depuis janvier 1912 avec un fonctionnaire du chemin de fer Intercolonial, et qu'un fonctionnaire quelconque comme susdit, à échangée avec *G.-T. Davie & Sons*, ou un agent ou avoué de cette compagnie, touchant l'expropriation de terrains à Lévis, P.Q., pour les fins du chemin de fer Intercolonial.

M. Ballantyne, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie de l'arrêté en conseil, C.P. 118/1361, du 20 avril 1921, concernant la mise à la retraite de James Watson du département du service naval.

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente.—Réponse à un ordre de la Chambre du 18 avril 1921:—Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents que le département de la Justice a échangés avec le département du Solliciteur général de la province d'Alberta, touchant la vacance d'un siège de juge de la cour de district, à la suite de la permutation du juge McNeill au district judiciaire de Calgary.

M. Guthrie, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente.—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1921.—Rellevé montrant:—

1. Combien il y a eu d'enrôlement dans les Troupes expéditionnaires canadiennes (conscrits compris), de l'ouverture de la guerre au jour de l'Armistice.

2. Combien d'entre ces hommes ont fait du service (a) en Canada, (b) en Angleterres, et (c) en France.

3. Combien au total le Bureau des Pensions a examiné de pensionnés, de juin 1920 à aujourd'hui.

4. Combien de pensions ont été diminuées, et quel total ces réductions représentent.

5. Combien a coûté l'administration du Bureau des Pensions pendant toute la période de son existence.

6. Combien de fonctionnaires (a) masculins et (b) féminins ce Bureau a employés, et combien des fonctionnaires masculins ont fait du service en France.

7. Combien des hommes employés au ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile ont fait du service en France, et combien l'administration de ce département a-t-elle coûté jusqu'ici.

8. Combien d'hommes sont au service du Bureau d'Etablissement des soldats, et du Bureau de préparation professionnelle, et combien d'entre eux ont fait du service en France.

Sur motion de M. Currie, le premier rapport du comité mixte des Impressions du Parlement est agréé.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante, qu'il a reçue:—

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

OTTAWA, 3 mai 1921.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le Très Honorable sir Louis Davies, agissant à titre de député du Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat, cette après-midi, à 4.30 p.m., pour y sanctionner certains bills.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

JAMES F. CROWDY,

Assistant secrétaire du Gouverneur général.

A l'Honorable ORATEUR
de la Chambre des Communes,
Ottawa.

Les bills suivants du Sénat sont respectivement lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill U2 (No 132) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Maritime Coal, Railway and Power Company, Limited*."—M. Maclean (Halifax).—A.F.

Bill P3 (No 133) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Gertrude Conner."—M. Copp.—A.F.

Bill Q3 (No 134) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Sullivan."—M. McMaster.—A.F.

Du consentement de la Chambre, M. Meighen propose,—Que la Chambre procède maintenant aux Bills et Ordres publics; agréé.

Les Bills et Ordres publics sont en conséquence appelés.

L'ordre No 49 étant lu comme suit:—

Seconde lecture du Bill (No 117), Loi modifiant la Loi des produits de l'Erable.
—M. Béland.

M. Béland propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la seconde fois; agréé.

Ledit bill est en conséquence lu la seconde fois référé au comité de l'Agriculture et de la Colonisation.

M. Meighen propose alors,—Que la Chambre retourne aux Ordres du Jour.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill (No 11), Loi modifiant et codifiant la législation relative aux brevets d'invention;

Sur motion de Sir George Foster, ledit ordre est rescindé, et le bill retiré.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill (No 9), Loi modifiant la Loi des marques de commerce et dessins de fabrique;

Sur motion de Sir George Foster, ledit ordre est rescindé, et le bill retiré.

Le Bill Y (No 84) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi de la Convention des oiseaux migrateurs", est de nouveau considéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 116), Loi ayant pour objet de modifier la Loi du Conseil des Recherches et d'établir un Institut de recherches, est de nouveau délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 61), Loi concernant un certain arrangement commercial entre Sa Majesté et le Président de la République Française.

Bill (No 59), Loi concernant un certain traité entre le Canada et quelques colonies de Sa Majesté dans les Indes Occidentales.

Le Bill (No 81), Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, est considéré en comité général;

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Un message est reçu du Très Honorable juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, désirant la présence immédiate de la Chambre dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent au Sénat, et de retour,—

M. l'Orateur fait rapport qu'il a plu à Son Honneur le député de Son Excellence le Gouverneur général, de donner la sanction royale aux bills suivants:—

Loi constituant en corporation *The General Synod of the Church of England in Canada*.

Loi concernant *The Dominion Life Assurance Company*.

Loi constituant en corporation *The Mayo Valley Railway, Limited*.

Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Loi constituant en corporation *The Canadian Transit Company*.

Loi concernant la Commission de contrôle du lac des Bois.

Loi pour faire droit à Hazel Galbraith.

Loi pour faire droit à William John Bell.

Loi pour faire droit à Frederick Harold Walton.

Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Leonard.

Loi pour faire droit à Alexander LaRue.

Loi pour faire droit à Maria Martin Morel.

Loi pour faire droit à George Gourley.

Loi pour faire droit à Thomas Edwin William Flower.

Loi pour faire droit à Royland Stanley Morrison.

Loi pour faire droit à Arthur Ebenezer Sims.

Loi ayant pour objet de définir l'expression "ressortissants du Canada" et pourvoyant à la renonciation à la nationalité canadienne.

Loi modifiant les lois concernant les manœuvres frauduleuses aux élections.

Loi autorisant une prorogation de délai pour l'achèvement du chemin de fer *Saint-John and Quebec*, entre Centreville, dans le comté de Carleton, et Andover, dans le comté de Victoria, N.-B.

Loi concernant la Commission des blés du Canada.

Loi modifiant la Loi des liquidations.

Loi prorogeant l'échéance de certaines débetures émises par les Commissaires du havre de Montréal.

Loi modifiant la Loi du cours monétaire, 1910.

Loi concernant l'arbitrage du Grand-Tronc.

Loi concernant la *London and Lake Erie Railway and Transportation Company*.

Loi concernant un certain arrangement commercial entre Sa Majesté et le Président de la République Française.

Loi concernant un certain traité entre le Canada et quelques colonies de Sa Majesté dans les Indes Occidentales.

Loi pour faire droit à Duncan Macdonald Oxley.

Loi pour faire droit à Rose Winifred Smith.

Loi pour faire droit à Evelyn Campbell.

Loi pour faire droit à Margaret Thorne Acton.

Loi pour faire droit à Lillian Florence Ansell.

Loi pour faire droit à Ellen Greenwood.

Loi pour faire droit à Edna Garnet Rabb.

Loi pour faire droit à Gertrude Gladys Vernon.

Loi pour faire droit à Stella Anna Jackson.

Loi pour faire droit à Mabel Marshall.

Loi pour faire droit à Margaret Marie Cook.

Loi pour faire droit à Jean Grey Holt.

Loi pour faire droit à Harry Tolhurst.

Loi pour faire droit à Rosetta Hood.

Loi pour faire droit à Albert Edwin Gordon.

Loi pour faire droit à Willie Hopkinson.

Loi pour faire droit à Mamie McKillop.

Loi pour faire droit à Frederick Robert Studholme.

Loi pour faire droit à Beatrice Osborne.

Loi pour faire droit à John Verner McAree.

Loi pour faire droit à Fergus McKee.

Loi concernant *The Quebec, Montreal and Southern Railway Company*.

Loi portant modification de l'Acte à l'effet de constituer en corporation Gilmour et Hughson (à responsabilité limitée).

Le comité général sur le Bill (No 81), Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques reprend le cours de ses délibérations, lequel est rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 12), Loi modifiant et codifiant la législation concernant les droits d'auteurs est lu la seconde fois et référé au comité spécial devant être subséquemment nommé.

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Le bill suivant est lu la seconde fois et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, est renvoyé au comité des Bills Privés:—

Bill N3 (No 131) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred William Wells."

Le Bill (No 118), Loi modifiant la Loi de la Faillite est lu la seconde fois, délibéré en comité général,

Et le comité continuant de siéger;

Mercredi, 4 mai 1921.

Et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

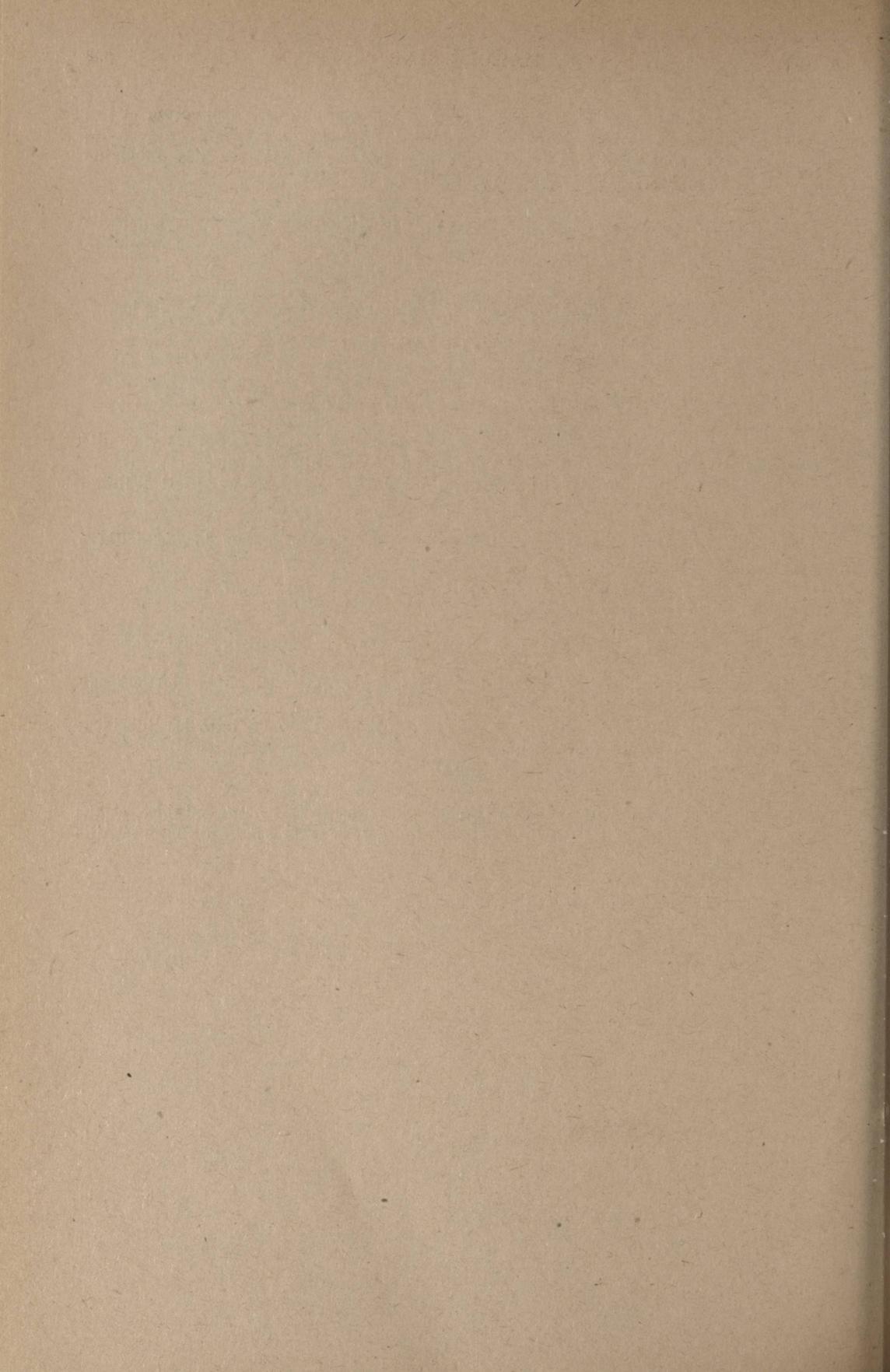
L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés; M. Doherty propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.15 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

* M. *Fripp*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Lors de la construction des magasins militaires sur la Place Cartier, au cours de la grande guerre, le département de la Milice a-t-il assuré à la ville d'Ottawa que cette construction était temporaire seulement, et qu'elle serait abattue le plus tôt possible après la fin de la guerre?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il de faire enlever prochainement cette laide construction?

Le *Ministre du Commerce*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des Statistiques."

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Le bill suivant a, ce trois de mai, été affiché pour être pris en considération par le comité des Bills Privés, le ou après, jeudi, le 5 courant.

Bill N3 (No 131) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred William Wells."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 4 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
429	Bills privés.....	10.30 a.m.
429	Ordres permanents.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
431	Comité spécial sur le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.....	11.30 a.m.
<i>Vendredi, 6 mai.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 54.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 4 MAI 1921.

PRIÈRES.

M. Spinney, du comité spécial auquel a été référé le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, présente le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:—

Votre comité recommande, (1) que son quorum soit réduit à cinq membres, et (2) qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre.

M. Henders, du comité de l'Agriculture et de la Colonisation, présente le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill (No 55), Loi modifiant la Loi des engrais, 1909, et a convenu de le rapporter avec un amendement.

M. Mowat, du comité des Ordres Permanents, présente le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:—

Conformément à un ordre de la Chambre du 29 dernier, votre comité a considéré la pétition de la *Quebec Steamship Company*, qui demandait une loi modifiant et codifiant la législation à son sujet, et augmentant son capital: cette étude avait pour but de vérifier les raisons du retard apporté à soumettre la pétition et de faire rapport sur ces raisons, pour savoir si elles justifiaient la suspension de la règle fixant un temps à la réception des pétitions demandant des bills privés.

Le parrain du bill a déclaré au comité qu'il parlait au nom de tous les actionnaires de la compagnie, et il a expliqué que la pétition avait été rédigée à temps pour être présentée dans les six premières semaines de la session, comme le veut la règle, mais qu'on avait postérieurement conseillé aux directeurs d'inclure des dispositions supplémentaires, et que la correspondance et la consultation du conseiller ne s'étaient pas terminées avant le 29 mars, dernier jour, pour la présentation des pétitions.

Après avoir pesé les circonstances, votre comité recommande que la partie de la règle 88 qui fixe une limite de temps pour la réception des pétitions au sujet des bills privés, soit suspendue en l'espèce, et que la pétition soit reçue à charge des frais supplémentaires que la règle 89, paragraphe 3a, impose en pareil cas.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la Commission royale nommée en vertu de la Partie 1 de la Loi des enquêtes, par arrêté en conseil du 20 mai, 1919, pour faire une enquête et étudier les possibilités de l'industrie des rennes et du bœuf musqué dans les régions arctiques du Canada.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport sommaire de l'arpentage géologique, département des Mines pour l'année solaire 1919.

Sur motion de M. Meighen,—Résolu, que lorsque la Chambre s'ajournera mercredi 14 courant, elle restera ajournée jusqu'à vendredi, le 6 courant.

Sur motion de M. Meighen,—Résolu, que samedi prochain le 7 courant, la Chambre se réunira à deux heures p.m.

Sur motion de M. Doherty,—Ordonné, que le comité spécial nommé pour prendre en considération le Bill (No 12), Loi modifiant et codifiant la législation concernant les droits d'auteurs, conformément à une résolution adoptée par la Chambre, soit composé de MM. Morphy, Mowat, Manion, MacKelvie, Rinfret, Jacobs, Euler, Gauthier, Wright et Doherty, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, documents et archives et faire rapport de temps à autre.

M. Meighen, pour Sir Henry Drayton, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 135), Loi modifiant la Loi de la Commission d'embellissement de la cité d'Ottawa, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe la Chambre, que le 13 dernier alors que la Chambre se formait en comité général sur la résolution modifiant la Loi des épizooties, il avait par inadvertance oublié d'annoncer que Son Excellence le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet, de ladite résolution, la recommandait à la considération de la Chambre.

M. Tolmie, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 136), Loi modifiant la Loi des épizooties, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill F (No 57) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des Postes", est lu la troisième fois et passé.

L'Ordre No 29 étant lu, comme suit:—

"La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'il est expédient de révoquer le paragraphe quatre de l'article soixante-et-onze-A de la Loi des chemins de fer, 1919, établie par le chapitre soixante-six des statuts de 1920, et de décréter en son lieu que les pouvoirs conférés à la Commission des chemins de fer du Canada dans ledit article soixante-et-onze-A, "de faire et d'autoriser les actes et choses et d'édicter, à sa discrétion, les ordonnances et les règlements qu'elle peut, en raison de la rareté réelle ou redoutée des approvisionnements de charbon ou autre combustible," au Canada, et les autres pouvoirs connexes de la Commission indiqués dans ledit article, seront maintenus en vigueur jusqu'au jour où une proclamation du Gouverneur en conseil décrètera qu'ils n'ont plus de vigueur."

Sur motion de M. Reid (Grenville), ledit ordre est rescindé et la résolution retirée.

Le Bill (No 13), Loi modifiant et codifiant les lois concernant l'inspection du gaz et des compteurs à gaz est de nouveau délibéré en comité général, rapporté avec des amendements, délibéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Meighen propose.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Ordonné, que,—M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité.)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

XIV—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.
CANAUX.

123 Trent: améliorations.	515,000 00
125 Welland: améliorations.	165,000 00

Jeudi, 5 mai 1921.

XIII—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.
CANAUX.

115 { Canal de navigation Welland—Construction.	5,000,000 00
{ Canal de Trent—Construction et améliorations.	339,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 8), Loi concernant la Compagnie James Maclaren (à responsabilité limitée), avec des amendements comme suit:—

1. Page 1, ligne 28.—Biffer tout ce qui suit le mot "corporation" jusqu'au mot "et" à la ligne 32.

2. Page 2, ligne 49.—Biffer tout ce qui suit le mot "téléphone" jusqu'au mot "équipements" à la ligne 2 de la page 3.

3. Page 5, ligne 25.—Pas d'amendement dans le texte français.

4. Page 6, ligne 34.—A la suite de la clause 3, insérer ce qui suit comme clause 3a.

"3a. Aucune disposition de la présente loi n'est censée autoriser la compagnie, en exerçant les pouvoirs spécifiés dans cette loi, à construire ou à exploiter une ligne le long d'une grande route ou d'un endroit public, sans qu'elle ait obtenu au préalable le consentement formulé par règlement, de la municipalité sous la juridiction de laquelle se trouve cette grande route ou cet endroit public, non plus que l'autoriser à vendre, aliéner ou distribuer, en dehors des propriétés de la compagnie, de la force ou de l'énergie dans ou pour servir dans les limites d'une municipalité, sans le consentement formulé par règlement de cette municipalité."

5. Page 8, ligne 5.—Biffer les mots qui suivent le mot "aussi" jusqu'au mot "acheter" sur la même ligne.

Aussi.—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des juges avec des amendements comme suit:—

1. Page 1, ligne 25.—A la suite du mot "immédiat" insérer: "ou s'il est le juge qui, sous l'empire des lois provinciales, réside à Moncton."

2. Page 2.—A la suite de la clause 3, insérer ce qui suit comme clause 4:—

“4. Sous-article (2) de l'article trente-quatre de la Loi des juges, chapitre cent trente-huit des Statuts Révisés de 1906, vu que ledit sous-article est décrété par l'article douze du chapitre cinquante-six des Statuts de 1920, est prorogé.”

3. Page 2.—Après l'article 4 insérer ce qui suit comme article 5:—

“5. La Loi des juges, chapitre cent trente-huit des Statuts Révisés, 1906, est amendée en ajoutant l'article suivant:—

“35. Aucun des juges mentionnés à la présente loi ne peut remplir les fonctions de commissaires ou d'arbitres dans une commission ou dans une enquête. Toutefois, le présent article ne doit pas empêcher les juges qui remplissent actuellement les fonctions de commissaires ou d'arbitres de compléter la tâche qu'ils ont entreprise.”

La Chambre s'ajourne alors à 12.35 a.m., jusqu'à vendredi prochain.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Power—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le sergent T. Ashley, de l'intendance militaire, a-t-il été démis des quartiers généraux de la Milice, à Ottawa, le 31 mars 1921?
2. Dans l'affirmative, quelle raison a-t-on donné pour son renvoi?
3. Ce sergent Ashley est-il un soldat rapatrié, et a-t-il été préparé dans la division professionnelle du département du rétablissement des soldats, aux fonctions qu'il exerçait antérieurement?

M. Power—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement sait-il qu'un grand nombre d'anciens fonctionnaires reçoivent des pension selon une échelle qui est absolument incompatible avec la cherté actuelle de la vie?
2. Le gouvernement se propose-t-il d'augmenter ces pensions?

M. Trahan—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il eu à son emploi, comme télégraphiste ou chef de gare à Saint-Simon, un nommé Didace Rodrigue?
2. Ce dernier est-il encore à l'emploi du gouvernement? Dans la négative, quand a-t-il cessé de l'être, et pourquoi?
3. A-t-il démissionné, ou l'a-t-on destitué?
4. Dans ce dernier cas, pourquoi?
5. M. Rodrigue reçoit-il une pension du gouvernement? Dans l'affirmative, combien?

* M. Archambault—Vendredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Etat indiquant (a) les noms de tous les maîtres de poste des comtés de Chambly et Verchères, dans la province de Québec; (b) la date d'entrée en fonctions de chacun; (c) le nom des personnes qui ont recommandé la nomination de chacun de ces fonctionnaires.

Le *Ministre du Commerce*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des Brevets."

Le *Ministre de l'Immigration et de la Colonisation*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Immigration chinoise."

M. Casgrain—Vendredi prochain—Que le premier rapport du comité des Ordres Permanents soit adopté.

M. Spinney—Vendredi prochain—Que le premier rapport du comité spécial auquel a été référé le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, soit adopté.

M. Currie—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer."

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 6 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible au Canada.....	10.30 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
375	Comité spécial sur le Bill (No 122) modifiant la Loi du service civil.....	11 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
497	Comptes publics.....	11 a.m.

No 55.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 6 MAI 1921.

Le greffier informe la Chambre de l'absence inévitable de l'Orateur.

M. Boivin, président des comités, prend alors le fauteuil comme orateur suppléant en vertu du statut à cet effet.

PRIÈRES.

M. Armstrong (Lambton), du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes présente le sixième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a eu sous considération le Bill X (No 108) du Sénat intitulé: "Loi concernant la Compagnie d'Express de la Puissance", et a convenu de le rapporter sans amendement.

Sur motion de M. Casgrain, le premier rapport du comité des Ordres Permanents est adopté.

Sur motion de M. Casgrain, la pétition de la Compagnie des Steamers de Québec est reçue incontinent sujette aux frais additionnels décrétés par la règle 89, paragraphe 3 (a).

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le dix-huitième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son dix-huitième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et a constaté que les dispositions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De la Compagnie des Steamers de Québec, pour une loi amendant et codifiant ses lois, et pour augmenter son capital, et pour d'autres objets.

De Joseph Cléophas Lamothe et autres, pour une loi d'incorporation sous le nom de *Commonwealth Bank of Canada*.

De John Wilson, pour une loi de divorce d'avec Mary Wilson, son épouse.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le bill privé suivant:—

Bill (No 137), Loi modifiant et codifiant la législation concernant la Compagnie des Steamers de Québec.—*M. Casgrain.*

Ledit bill est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, conformément à la règle 99.

Sur motion de M. Spinney, le premier rapport du comité spécial, auquel a été référé le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, est adopté.

Les bills suivants, du consentement de la Chambre, sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre:—

Bill (No 138), Loi modifiant le Code criminel.—*M. Doherty.*

Bill (No 139), Loi modifiant la Loi de l'immigration.—*M. Calder.*

Bill (No 140), Loi modifiant la Loi des brevets.—*Sir George Foster.*

Bill (No 141), Loi modifiant la Loi de la Statistique.—*Sir George Foster.*

M. Tolmie propose,—Que la Chambre se forme en comité général demain, pour prendre en considération la résolution suivante:—

Résolu,—Qu'il est expédient de soumettre une mesure pour régler la sériation des produits laitiers, et de décréter:—

1. Que le Gouverneur en conseil peut faire des règlements sur la sériation des produits laitiers, c'est-à-dire le beurre, le fromage et autres produits alimentaires faits de lait, et destinés à l'exportation; sur l'émission des certificats de classeur; sur le marquage spécial, par les manufacturiers, des paquets de produits laitiers à classer; sur l'établissement des étalons et la définition des qualités de produits laitiers.

2. Que le Gouverneur en conseil pourra par règlement décréter à quel temps doit entrer en vigueur un règlement subordonné aux dispositions de la législation proposée, les genres particuliers de produits laitiers auxquels il s'appliquera, et les parties du Canada où il sera en vigueur.

3. Qu'on nommera les classeurs de produits laitiers et autres fonctionnaires, au besoin, pour l'application des dispositions de la législation proposée et des règlements qui en découlent.

4. Que le Gouverneur en conseil pourra, par règlement, décréter appel au commissaire fédéral des produits laitiers et du frigorifique, ou à ses représentants, d'une décision du classeur des produits laitiers quand au classement ou à la sériation d'un groupe particulier de produits laitiers.

5. Que des peines pourront être imposées pour infraction aux dispositions de la législation proposée ou des règlements subordonnés.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence, le Gouverneur général, ayant été mis au fait de l'objet de ladite résolution la recommande à la Chambre.

Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain sur ladite résolution.

L'Ordre étant lu pour la troisième lecture du Bill (No 81), Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques;

M. Doherty propose,—Que ledit bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre avec pouvoir de l'amender en ajoutant à la fin du sous-article E de l'article 1, les mots suivants:—

“ Dans tous les cas où une amende est imposée, la sentence peut comprendre un terme d'emprisonnement, ou un terme supplémentaire d'emprisonnement n'excédant pas douze mois, que le délinquant devra servir si telle amende n'a pas été payée.”

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité général sur ledit bill, lequel est rapporté avec un autre amendement, considéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

L'ordre étant lu pour la prise en considération des amendements faits par le Sénat au Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des juges, lesquels sont comme suit:—

1. Page 1, ligne 25.—A la suite du mot “immédiat” insérer: “ou s'il est le juge qui, sous l'empire des lois provinciales, réside à Moncton.”

2. Page 2,—A la suite de la clause 3, insérer ce qui suit comme clause 4:—

“4. Sous-article (2) de l'article trente-quatre de la Loi des juges, chapitre cent trente-huit des Statuts Révisés de 1906, vu que ledit sous-article est décrété par l'article douze du chapitre cinquante-six des Statuts de 1920, est prorogé.”

3. Page 2.—Après l'article 4 insérer ce qui suit comme article 5:—

“5. La Loi des juges, chapitre cent trente-huit des Statuts Révisés, 1906, est amendée en ajoutant l'article suivant:—

“35. Aucun des juges mentionnés à la présente loi ne peut remplir les fonctions de commissaires ou d'arbitres dans une commission ou dans une enquête. Toutefois, le présent article ne doit pas empêcher les juges qui remplissent actuellement les fonctions de commissaires ou d'arbitres de compléter la tâche qu'ils ont entreprise.”

Le premier amendement étant lu la seconde fois, est agréé.

Le second et le troisième amendements étant lu la troisième fois;

M. Doherty propose,—Que la Chambre n'acquiesce pas aux amendements faits par le Sénat comme articles 4 et 5 dudit bill pour les raisons suivantes:—“Parce que lesdits amendements (a) traitent des sujets entièrement étrangers au bill; (b) présentant la question traitée devant la Chambre d'une manière qui ne permet pas de discussion convenable; et (c) devraient constituer le sujet d'une mesure séparée.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Ordonné, qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

Le Bill (No 136), Loi modifiant la Loi des épizooties, est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 35), Loi modifiant la Loi des prisons publiques et de réforme, est lu la seconde fois, rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé;

Du consentement de la Chambre, ledit bill est lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 73), Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920, est de nouveau considéré en comité général, rapporté avec un amendement, considéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur suppléant reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour le bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Les amendements faits par le Sénat au Bill (No 8), Loi concernant la Compagnie James Maclaren (à responsabilité limitée), sont pris en considération et agréés.

Le Bill suivant est lu la seconde fois et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:—

Bill U2 (No 132) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Maritime Coal, Railway and Power Company, Limited.*"

Les bills suivants sont respectivement lus la seconde fois, et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, sont référés au comité des Bills Privés:—

Bill P3 (No 133) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Gertrude Conner."

Bill Q3 (No 134) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Sullivan."

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés;

Le comité des Subsidés reprend le cours de ses délibérations;

Et le comité continuant de siéger.

Samedi, 7 mai 1921.

Sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant sans amendement:—

Bill (No 82), Loi modifiant la Loi de la Royale Gendarmerie à cheval du Canada.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill S3 (No 142) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Appleton."

Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain."

Bill U3 (No 144) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Percy Christopher Paul."

Bill V3 (No 145) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité des Divorces au Sénat, auquel ont été référées les pétitions de Lily Appleton, Harry Hirshenbain, Percy Christopher Paul et John Graham, respectivement, demandant une loi de divorce, et les documents produits comme preuve, avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 12.07 a.m. jusqu'à 2 p.m. ce jour.

GEORGE H. BOIVIN,

Orateur Suppléant.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *McMaster*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quelle partie de l'impôt sur le revenu a-t-on reçue dans l'année civile close le 31 mars 1919, pour l'impôt sur le revenu de l'année solaire 1917, ou pour l'exercice financier d'une corporation terminé dans l'année solaire susdite?

2. Quelle somme a-t-on reçue pour l'impôt sur le revenu de l'année solaire 1918 ou pour l'exercice financier d'une corporation, terminé dans l'année solaire susdite?

3. Quel était le total encaissé comme impôt sur le revenu dans l'année civile close le 31 mars 1920?

4. Sur cette somme, combien a-t-on perçu comme impôt sur le revenu pour l'année solaire 1917 ou pour l'exercice financier d'une corporation, terminé dans l'année solaire 1917?

5. Combien a-t-on perçu comme impôt sur le revenu pour l'année solaire 1918 ou pour l'exercice financier d'une corporation terminé dans l'année solaire 1918?

6. Combien a-t-on perçu comme impôt sur le revenu pour l'année solaire 1919, ou pour l'exercice financier d'une corporation terminé dans cette année solaire 1919?

* M. *Ball*—Lundi prochain—QUESTION—

1. L'inspecteur des postes du district de Montréal a-t-il visité Madame Boucher, le jour où elle a été destituée comme maîtresse de poste de Pierreville?

2. Dans l'affirmative, lui a-t-il dit à cette occasion: "qu'elle avait fidèlement servi la Couronne et le public pendant vingt-cinq ans; mais voici mes ordres du directeur général des postes. Donnez-moi vos clefs et votre équipement. Vous êtes destituée."

3. A-t-il dit pourquoi elle était destituée?

M. *Cannon*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Qui fait le service des postes entre la station et le village de Sainte-Rose de Watford, comté de Dorchester?

2. Combien de fois transporte-t-on les malles chaque jour?

3. Le nombre des transports a-t-il été récemment diminué?

4. Dans l'affirmative, pourquoi?

5. Quel est le montant du contrat de service?

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce sixième jour de mai, été affichés pour être pris en considération par leurs comités respectifs, le ou après lundi prochain, le 9 courant:—

Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Bill U2 (No 132) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Maritime Coal, Railway and Power Company, Limited.*"

Bills Privés.

Bill P3 (No 133) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Gertrude Conner."

Bill Q3 (No 134) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Sullivan."

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Samedi, 7 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.
<i>Lundi, 9 mai.</i>		
375	Comité spécial sur le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mardi, 10 mai.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
429	Comité spécial sur le Bill (No 121) Loi modifiant et codifiant la législation concernant les droits d'auteurs.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 11 mai.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 12 mai.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 56.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU SAMEDI, 7 MAI 1921.

Deux heures p.m.

Le greffier informe la Chambre de l'absence inévitable de l'Orateur.

M. Boivin, président des comités, prend alors le fauteuil comme orateur suppléant en vertu du statut à cet effet.

PRIÈRES.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le dix-neuvième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son dix-neuvième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné le bill suivant du Sénat, et a constaté que les dispositions de la règle 91 ont été suivies:—

Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain."

Les bills suivants du Sénat sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill S3 (No 142) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Appleton."—
M. Douglas (Strathcona).

Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain."—
M. Jacobs.

Bill U3 (No 144) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Percy-Christopher Paul."—M. Harrison.

Bill V3 (No 145) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham."—
M. Smith.

Le Bill (No 73), Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920, est de nouveau considéré en comité général, rapporté avec un amendement, considéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre, est lu la troisième fois et passé.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des 'Subsides; M. Reid (Grenville) propose,—Que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

8 Immigration et Colonisation—

Traitements.	193,257 50
Dépense casuelle.	40,000 00

VIII—IMMIGRATION ET COLONISATION

52	{	Appointements des agents et fonctionnaires (service extérieur)—	
		Canada.	425,000 00
		Grande-Bretagne et Europe.	115,000 00
		Etats-Unis.	80,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

13 Douanes et service du Revenu de l'Intérieur—

Traitements.	532,947 50
Dépense casuelle.	48,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Du consentement de la Chambre, M. Reid (Grenville) propose,—Que la Chambre procède maintenant aux Bills Privés; agréé.

Les bills privés étant appelés;

Le Bill X (No 108) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la Compagnie d'Exprès de la Puissance" est considéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 137), Loi modifiant et codifiant la législation concernant la Compagnie des Steamers de Québec est lu la seconde fois et référé au comité des Banques et du Commerce.

M. Reid (Grenville) propose,—Que la Chambre retourne aux Motions, sous les Affaires de Routines; agréé.

Les Motions étant en conséquence appelées;

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 16 mars 1921:—Copie de tous documents, correspondance, télégrammes, rapports, soumissions, contrats, etc., relativement aux réparations au quai situé à Saint-Michel comté de Bellechasse, P.Q., du 1er octobre 1918 à aujourd'hui.

La Chambre s'ajourne alors à 6.07 p.m., jusqu'à lundi à 3 p.m.

GEORGES H. BOIVIN,
Orateur Suppléant.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Bureau—Lundi prochain—QUESTION—

1. Combien d'heures de travail les locomotives d'aiguillage ont-elles données à Saskatoon en avril 1921?

2. Combien de tonnes de marchandises ont été manœuvrées dans ce même mois au même endroit?

3. Combien de fourgons ont été manœuvrés au même endroit dans le même mois?

M. Euler—Lundi prochain—QUESTION—Quel est le nombre des électeurs dans chaque comté, d'après les listes qui ont servi au référendum récent sur la prohibition, 18 avril 1921, dans la province d'Ontario?

* M. Lemieux—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de toute correspondance entre aucun membre du gouvernement ou aucun officier du département des Assurances avec tout surintendant d'assurance des gouvernements fédéral ou provincial ou aucune association de surintendants d'assurance provinciaux touchant la résolution amendant la Loi de l'assurance, inscrite sur le feuillet des ordres au nom du ministre des Finances, ou se rapportant à la teneur de la résolution.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Le Bill suivant, a, ce septième jour de mai, été affiché pour être pris en considération par le Comité des Bills Privés, le ou après lundi prochain, le 9 courant:—

Bill (No 137), Loi modifiant et codifiant la législation concernant la Compagnie des Steamers de Québec.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921:—Copie de toute correspondance officielle que le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministres a échangée avec le gouvernement du Manitoba ou l'un de ses membres, touchant le paragraphe 5 de l'article 325 de la Loi des Chemins de fer du Canada.

Il met aussi devant la Chambre,—Copie de règles et ordres supplémentaires de la cour de l'Echiquier du Canada, conformément aux prescriptions de l'article 2 de la Loi de la cour de l'Echiquier, chapitre 140, S.R.C. 1906.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Spinney, le second rapport du comité spécial sur le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, est adopté.

Les bills privés suivants sont lus la seconde fois et avec la preuve, etc., qui les accompagne sont référés au comité des Bills Privés, savoir:—

Bill S3 (No 142) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Appleton."

Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain."

Bill U3 (No 144) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Percy-Christopher Paul."

Bill V3 (No 145) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham."

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu de la règle 37:—

Par M. Euler:—Ordre de la Chambre,—Relevé indiquant:—Le nombre des électeurs dans chaque comté, d'après les listes qui ont servi au référendum récent sur la prohibition, 18 avril 1921, dans la province d'Ontario.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Robb, pour M. Archambault:—Ordre de la Chambre,—Etat indiquant (a) les noms de tous les maîtres de poste des comtés de Chambly et Verchères, dans la province de Québec; (b) la date d'entrée en fonctions de chacun; (c) le nom des personnes qui ont recommandé la nomination de chacun de ces fonctionnaires.

Par M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Copie de toute correspondance entre aucun membre du gouvernement ou aucun officier du département des Assurances avec tout surintendant d'assurance des gouvernements fédéral ou provincial ou aucune association de surintendants d'assurance provinciaux touchant la résolution amendant la Loi de l'assurance, inscrite sur le feuillet des ordres au nom du ministre des Finances, ou se rapportant à la teneur de la résolution.

Le Bill (No 130), Loi modifiant la Loi des élections fédérales est lu la seconde fois, considéré en comité général et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés; Sir Henry Drayton propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et un débat s'ensuivant, sur motion de M. Fielding, ledit débat est ajourné.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés; M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité.*)

Les résolutions suivantes sont adoptées (*cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

30 Ministère de la Santé publique—

Traitements.	155,612 50
Dépense casuelle.	82,000 00

IX.—MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

59 Falsification des substances alimentaires et mise à exécution des lois concernant les aliments et les drogues, le miel et les produits de l'érable, et l'opium et les drogues narcotiques.	80,000 00
60 Médicaments dits "Proprietary" ou brevetés.	6,000 00
61 Pollution des eaux limitrophes (à voter de nouveau).	5,000 00
62 Hôpitaux de marine, y compris des subventions aux institutions qui viennent en aide aux matelots.	95,000 00
63 Quarantaine:—Appointements et dépense casuelle pour les districts organisés et la salubrité publique dans d'autres districts; léproseries de Tracadie et de l'île d'Arcy; <i>Loi concernant l'Hygiène dans les travaux publics.</i>	275,940 00
64 Immigration et inspection médicale.	50,000 00
65 Recherches:—Entretien d'un laboratoire de recherches—rénovations, fournitures et aide pécuniaire (à voter de nouveau).	10,000 00
66 Maladies vénériennes.	200,000 00

XXXVI.—DIVERS.

307 Subvention à l'Association antituberculeuse canadienne.	10,000 00
319 Subvention pour aider à payer les dépenses du Comité national canadien d'hygiène mentale.	10,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 118), Loi modifiant la Loi de la Faillite est de nouveau considéré en comité général, rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 11.37 p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *MacNutt*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Qui a nommé les commissaires du recensement?
2. Qui nomme les énumérateurs du recensement?

M. *MacNutt*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Les ex-membres de la marine canadienne ont-ils le même status que les ex-membres des F.E.C. qui ont fait du service outre-mer?
2. Ont-ils la même préférence quant aux nominations au service public?

9 mai—Le *Ministre des Finances*—Mercredi prochain—La Chambre en Comité des Voies et Moyens sur les résolutions suivantes:—

1. RÉSOLU.—Qu'il est expédient de modifier le Tarif des douanes, 1907, par l'insertion de l'article suivant immédiatement après l'article 8:—

8a. Nonobstant les dispositions de la présente loi, les marchandises, autres que les tabacs, cigares, cigarettes, spiritueux ou liqueurs alcooliques et les articles mentionnés à l'Annexe A de la *Loi du traité de commerce avec les Indes Occidentales*, les produits naturels ou fabriqués du

Honduras anglais;

des Bermudes;

des Bahama;

de la Jamaïque;

des îles Turques et des Caïques;

des îles sous le Vent (Antigua, Saint-Christophe-Nevis, Dominique, Montserrat et les îles Vierges;

des îles au Vent (Grenade, Saint-Vincent et Sainte-Lucie);

des Barbades;

de la Trinité et Tobago; et

de la Guyane anglaise,

lorsqu'ils en sont importés directement, ne sont sujets en aucun temps, à plus de cinquante pour cent des droits imposés sur des marchandises semblables telles que décrites au Tarif général sous l'empire des règlements établis par le Ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur.

2. RÉSOLU.—Que l'Annexe A du Tarif des douanes, 1907, tel que modifié par le chapitre 15 des lois de 1913, par le chapitre 26 des lois de 1914 et par le chapitre 5 des lois de 1914 (deuxième session) soit de nouveau modifié, par le retranchement des item tarifaires 20, 21, 22, 23, 39b, 77a, 101, 101a, 110, 111, 113, 134, 135, 150, 151, 153, 156, 159, 160, 162, 163, 164 et 165, des diverses énumérations de marchandises respectivement, et des divers taux de droits de douane, s'il y en a, placés en regard de chacun de ces item, et qu'il soit prescrit que les item suivants, les énumérations et les taux de droits soient insérés à ladite Annexe A:—

Nu- méros	—	Tarif de préférence britannique	Tarif intermé- diaire	Tarif général
20	Pâte ou « liqueur » de cacao et pâte ou « liqueur » de chocolat, non sucrée, en blocs ou gâteaux, la livre.	4 cents.	5 cents	5 cents
21	Pâte ou « liqueur » de cacao et pâte ou « liqueur » de chocolat, sucrée; en blocs ou gâteaux d'au moins deux livres de pesanteur. la livre	4½ cents	5½ cents	5½ cents
22	Préparations de cacao ou de chocolat, en poudre.	27½ p.c.	35 p.c.	35 p.c.

Nu- méros		Tarif de préférence britannique	Tarif interné- diaire	Tarif général
23	Préparations de cacao ou de chocolat, n.d., et confi- series, recouvertes de chocolat ou en contenant, y compris le poids des enveloppes et des cartons dans le poids pour le droit..... la livre	1½ cents 22½ p.c. ½ cent	1½ cents 35 p.c. 1½ cent	1½ cents 35 p.c. 1½ cent
39b	Arrowroot.....			
77a	Caroubes, et fèves de cacao, non torréfiées, broyées ou moulues..... les 100 livres	En franchise	\$1 50 30 p.c.	\$1 50 30 p.c.
87a	Oignons à l'état naturel.....	En franchise	En franchise	En franchise
101	Oranges et citrons.....	50 cents	\$1 00	\$1 00
101a	Pamplemousses..... les 100 livres	En franchise	15 p.c.	15 p.c.
101b	Limons.....	50 cents	\$1 00	\$1 00
110	Noix de coco, n.d..... le 100			
111	Noix de coco, quand elles sont directement impor- tées du pays de production sur navire à un port cana- dien..... le 100	En franchise	75 cents	75 cents
113	Noix de coco, sucrées ou non..... la livre	5 cents	6 cents	6 cents
134	Tout sucre supérieur en couleur au numéro seize, type de Hollande, et tous sucres raffinés de quelque es- pèce, qualité ou type qu'ils soient, non couvert par l'item tarifaire n° 135,— accusant au polariscope au plus quatre-vingt-huit degrés, les 100 livres.....	\$1.50	\$2.00	\$2.00
	accusant plus de quatre-vingt-huit degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-neuf degrés, les 100 livres.....	\$1.52	\$2.03	\$2.03
	accusant plus de quatre-vingt-neuf degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-dix degrés, les 100 livres.....	\$1.54	\$2.06	\$2.06
	accusant plus de quatre-vingt-dix degrés, mais ne dé- passant pas quatre-vingt-onze degrés, les 100 livres.....	\$1.56	\$2.08	\$2.08
	accusant plus de quatre-vingt-onze degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-douze degrés, les 100 livres.....	\$1.59	\$2.12	\$2.12
	accusant plus de quatre-vingt-douze degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-treize degrés, les 100 livres.....	\$1.61	\$2.15	\$2.15
	accusant plus de quatre-vingt-treize degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-quatorze degrés, les 100 livres.....	\$1.63	\$2.18	\$2.18
	accusant plus de quatre-vingt-quatorze degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-quinze degrés, les 100 livres.....	\$1.65	\$2.20	\$2.20
	accusant plus de quatre-vingt-quinze degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-seize degrés, les 100 livres.....	\$1.68	\$2.24	\$2.24
	accusant plus de quatre-vingt-seize degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-dix-sept degrés, les 100 livres.....	\$1.70	\$2.27	\$2.27
	accusant plus de quatre-vingt-dix-sept degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-dix-huit degrés, les 100 livres.....	\$1.72	\$2.30	\$2.30
	accusant plus de quatre-vingt-dix-huit degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-dix-neuf degrés, les 100 livres.....	\$1.79	\$2.39	\$2.39
	accusant plus de quatre-vingt-dix-neuf degrés, les 100 livres.....	\$1.79	\$2.39	\$2.39
	Toutefois, le sucre raffiné a droit d'entrer sous le Tarif de préférence britannique, sur preuve suffisante aux yeux du ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, que ce sucre raffiné est le produit exclusif de sucre brut produit dans les colonies et possessions britanniques et non autrement.			
135	Sucre supérieur en couleur au numéro seize, type de Hollande, s'il est importé par un raffineur de sucre reconnu, pour fins de raffinage seulement, en vertu des règlements du Ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur; et sucre n.d., non supérieur en cou- leur au numéro seize, type de Hollande, égouttages de sucre ou coulages pendant le transport, mélado ou mélado concentré, fonds de cuves, vesou recuit (con- crete), et mélasses titrant plus de cinquante-six degrés, mais n'excédant pas soixante-seize degrés, s'ils n'excèdent pas soixante-seize degrés de polarisa- tion, les cent livres.....	70 cents	\$1.16080	\$1.16080

Nu- méros		Tarif de préférence britannique	Tarif intermé- diaire	Tarif général
	s'ils excèdent soixante-seize degrés, mais n'excèdent pas soixante-dix-sept degrés, les cent livres.....	70.75 cents	\$1.18366	\$1.18366
	s'ils excèdent soixante-dix-sept degrés, mais n'excèdent pas soixante-dix-huit degrés, les cent livres.....	71.5 cents	\$1.20652	\$1.20652
	s'ils excèdent soixante-dix-huit degrés, mais n'excèdent pas soixante-dix-neuf degrés, les cent livres.....	72.25 cents	\$1.22938	\$1.22938
	s'ils excèdent soixante-dix-neuf degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt degrés, les cent livres.....	73 cents	\$1.25224	\$1.25224
	s'ils excèdent quatre-vingt degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-un degrés, les cent livres.....	73.75 cents	\$1.27510	\$1.27510
	s'ils excèdent quatre-vingt-un degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-deux degrés, les cent livres.....	74.5 cents	\$1.29796	\$1.29796
	s'ils excèdent quatre-vingt-deux degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-trois degrés, les cent livres.....	75.25 cents	\$1.32082	\$1.32082
	s'ils excèdent quatre-vingt-trois degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-quatre degrés, les cent livres.....	76 cents	\$1.34560	\$1.34560
	s'ils excèdent quatre-vingt-quatre degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-cinq degrés, les cent livres.....	76.75 cents	\$1.37038	\$1.37038
	s'ils excèdent quatre-vingt-cinq degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-six degrés, les cent livres.....	77.5 cents	\$1.39516	\$1.39516
	s'ils excèdent quatre-vingt-six degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-sept degrés, les cent livres.....	78.25 cents	\$1.41994	\$1.41994
	s'ils excèdent quatre-vingt-sept degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-huit degrés, les cent livres.....	79 cents	\$1.44664	\$1.44664
	s'ils excèdent quatre-vingt-huit degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-neuf degrés, les cent livres.....	79.75 cents	\$1.47334	\$1.47334
	s'ils excèdent quatre-vingt-neuf degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-dix degrés, les cent livres.....	80.5 cents	\$1.50388	\$1.50388
	s'ils excèdent quatre-vingt-dix degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-onze degrés, les cent livres.....	81.25 cents	\$1.53442	\$1.53442
	s'ils excèdent quatre-vingt-onze degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-douze degrés, les cent livres.....	82 cents	\$1.56496	\$1.56496
	s'ils excèdent quatre-vingt-douze degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-treize degrés, les cent livres.....	82.75 cents	\$1.59550	\$1.59550
	s'ils excèdent quatre-vingt-treize degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-quatorze degrés, les cent livres.....	83.5 cents	\$1.62604	\$1.62604
	s'ils excèdent quatre-vingt-quatorze degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-quinze degrés, les cent livres.....	84.25 cents	\$1.65658	\$1.65658
	s'ils excèdent quatre-vingt-quinze degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-seize degrés, les cent livres.....	85 cents	\$1.68712	\$1.68712
	s'ils excèdent quatre-vingt-seize degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-dix-sept degrés, les cent livres.....	85.75 cents	\$1.71766	\$1.71766
	s'ils excèdent quatre-vingt-dix-sept degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-dix-huit degrés, les cent livres.....	86.50 cents	\$1.74820	\$1.74820
	au-dessus de quatre-vingt-dix huit degrés, les cent livres.....	87.25 cents	\$1.83250	\$1.83250
	Toutefois encore tout sucre brut, y compris le sucre dénommé en ce numéro, et qui est le produit d'une colonie ou d'une possession britannique, entre sous le Tarif de préférence britannique, lorsqu'il est importé directement d'une colonie ou possession britannique, au Canada.			
	Toutefois, le sucre importé sous le régime de ce numéro n'est pas assujéti à un droit spécial.			
150	Jus de limon et jus de fruits, alcoolisés ou renfermant au plus vingt-cinq pour cent d'esprit de preuve, le gallon.....	\$2.50	\$2.50	\$2.50
151	Jus de limon et jus de fruits, alcoolisés ou renfermant plus de de vingt-cinq pour cent d'esprit de preuve, le gallon.....	\$10.00	\$10.00	\$10.00
	et.....	30 p. c.	30 p. c.	30 p. c.
153	Jus de limon à l'état naturel seulement.....	En franchise	15 cents	15 cents
156	Alcool éthylique, ou la substance communément connue sous le nom d'alcool, oxyde d'éthyle hydraté ou d'esprit-de-vin, n.d.; genièvre (gin) de toute espèce, n.d.; whisky et tous liquides alcooliques ou spiritueux, n.d.; alcool amylique ou huile lourde ou toute substance désignée sous le nom de huile de pommes			

Nu- méros		Tarif de préférence britannique	Tarif intermé- diaire	Tarif général
	de terre; alcool méthylique, alcool de bois, naphte de bois, esprit pyroxylique, ou tout produit désigné sous le nom d'esprit de bois ou de spiritueux méthylés, absinthe, arack ou eau-de-vie de palme, eau-de-vie, y compris les eaux-de-vie artificielles et les imitations d'eau-de-vie, n.d.; cordiaux et liqueurs de toutes espèces, n.d.; suc d'agave fermenté (<i>mescal</i>), pulque, extrait de punch au rhum (<i>rhum shrub</i>), genièvre de Hollande (<i>schiedam</i>) et autres schnapps; tafia, angostura, et amers ou boissons alcooliques similaires; et vins, n.d., renfermant plus de quarante pour cent d'esprit de preuve, le gallon d'esprit de preuve.....	\$10.00	\$10.00	\$10.00
156a	Rhum, le gallon d'esprit de preuve.....	\$8.00	\$10.00	\$10.00
	Toutefois, pour tous les articles dénommés sous les numéros 156 et 156a et dont la force alcoolique est inférieure à celle de l'esprit de preuve, il ne doit être fait dans le mesurage aucune réduction en vue du droit, au-dessous du titre de quinze pour cent au-dessous de preuve;			
	Toutefois aussi, lorsque les articles dénommés sous ces deux numéros, sont d'une force alcoolique supérieure à celle de l'esprit de preuve, leur mesurage et le chiffre du droit à acquitter sur ces articles doivent être majorés en proportion de la supériorité du titre relativement à la force de l'esprit de preuve;			
	Toutefois encore, les bouteilles, flacons et récipients de genièvre, rhum, whisky et eau-de-vie de toute sorte, et leurs imitations, sont réputés contenir les quantités suivantes (sauf les dispositions relatives à la majoration ou à la réduction d'après le degré de force alcoolique), savoir:			
	Les bouteilles, flacons et récipients, ne contenant pas plus de trois quarts d'un gallon la douzaine, représentent trois quarts d'un gallon la douzaine;			
	Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus de trois quarts d'un gallon mais pas plus d'un gallon la douzaine, représentent un gallon la douzaine;			
	Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus d'un gallon mais pas plus d'un gallon et demi la douzaine, représentent un gallon et demi la douzaine;			
	Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus d'un gallon et demi mais pas plus de deux gallons la douzaine;			
	Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus de deux gallons mais pas plus de deux gallons et quatre cinquièmes la douzaine, représentent deux gallons et quatre cinquièmes la douzaine;			
	Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus de deux gallons et quatre cinquièmes mais pas plus de trois gallons la douzaine, représentent trois gallons la douzaine;			
	Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus de trois gallons mais pas plus de trois gallons et un cinquième la douzaine, représentent trois gallons et un cinquième la douzaine;			
	Toutefois encore, les bouteilles ou les fioles de liqueurs pour des fins spéciales, telles les échantillons non destinés à être vendus dans le commerce, peuvent être déclarés en douane suivant le mesurage réel subordonné aux règles établies par le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur.			
159	Spiritueux et eaux spiritueuses de toute espèce mélangés avec un ou plusieurs ingrédients et connus ou désignés sous le nom d'essences, extraits, ou essences de fruits éthérées et spiritueuses, n.d., le gallon.....	\$10.00	\$10.00	\$10.00
	et.....	30 p.c.	30 p.c.	30 p.c.
159a	Spiritueux et eaux spiritueuses de toute espèce mélangés avec un ou plusieurs ingrédients et connus ou désignés sous le nom de calmants, élixirs, teintures ou médicaments, n.d., le gallon.....	\$3.00	\$3.00	\$3.00
	et.....	30 p.c.	30 p.c.	30 p.c.

Nu- méros		Tarif de préférence britannique	Tarif intermé- diaire	Tarif général
160	Parfums à l'alcool et spiritueux parfumés, eau de laurier (<i>bay rum</i>), eau de cologne et de lavande, lotion pour les cheveux et la peau, eaux dentifrices et autres préparations de toilette renfermant des spiritueux quelconque: a) en bouteilles ou flacons ne contenant pas plus de quatre onces..... b) en bouteilles, flacons ou autres récipients contenant plus de quatre onces, le gallon..... et.....	90 p.c. \$5.00 40 p.c.	90 p.c. \$5.00 40 p.c.	90 p.c. \$5.00 40 p.c.
162	Vins médicaux ou combinés avec des médicaments, y compris le vermouth et le vin de gingembre ne titrant pas plus de quarante pour cent d'esprit de preuve.....	80 p.c.	80 p.c.	80 p.c.
163	Vins de toute espèce, n.d., y compris les vins d'orange, citron, fraise, framboise, sureau et groseille, titrant vingt-six pour cent ou moins d'esprit de preuve, importés en cercles ou en bouteilles, le gallon..... et..... Et de plus pour chaque degré au-dessus de vingt-six pour cent d'esprit de preuve jusqu'à quarante pour cent..... Six bouteilles d'une pinte ou douze bouteilles d'une chopine représentant un gallon pour l'application du droit dénommé dans le présent numéro.	55 cents. 3 cents.	55 cents. 3 cents.	55 cents. 30 p.c. 3 cents.
164	Vins de toute espèce, excepté les vins mousseux, ne contenant pas plus de quarante pour cent d'esprit de preuve, importés en cercles ou en bouteilles, (six bouteilles d'une pinte ou douze bouteilles d'une chopine représentant un gallon), lorsqu'ils sont produits ou fabriqués dans toute colonie britannique ou territoire couvert par la convention de l'Union douanière de l'Afrique du Sud, le gallon.....	55 cents		
165	Champagne et tous autres vins mousseux: a) en bouteilles renfermant au plus une pinte mais plus d'une chopine (ancienne mesure à vin), la douzaine de bouteilles..... et..... b) en bouteilles renfermant au plus une chopine mais plus d'une demi-chopine (ancienne mesure à vin), la douzaine de bouteilles..... et..... c) en bouteilles renfermant une demi-chopine ou moins, la douzaine de bouteilles..... et..... d) en bouteilles renfermant plus d'une pinte (ancienne mesure à vin), le gallon..... et.....	\$9.30 \$4.65 \$2.32 \$4.50	\$9.30 \$4.65 \$2.32 \$4.50	\$9.30 30 p.c. \$4.65 30 p.c. \$2.32 30 p.c. \$4.50 30 p.c.

3. RÉSOLU.—Que toute disposition législative basée sur les résolutions qui précèdent est réputée être entrée en vigueur le dixième jour de mai 1921, et s'être appliquée à toutes les marchandises mentionnées aux résolutions qui précèdent, importées ou dédouanées pour la consommation à dater de ce jour-là, et aussi s'être appliquée aux marchandises antérieurement importées et pour lesquelles aucune déclaration de douane pour la consommation n'aura été faite avant le jour susdit.

4. RÉSOLU.—Que soit modifié le Tarif des douanes, 1907, par l'insertion, immédiatement après l'article douze, de l'article suivant:—

12A. Que toutes les marchandises importées au Canada et qui sont susceptibles d'être marquées, timbrées, marquées au fer chaud ou étiquetées, sans les avarier, doivent être marquées, timbrées, marquées au fer chaud ou étiquetées en mots lisibles de langue anglaise ou de langue française, à un endroit bien apparent et qui ne doit pas être couvert ou masqué par des appositions ou agencements subséquents, de façon à indiquer le pays d'origine. Lesdits marquage, timbrage, marquage au fer chaud ou étiquetage doivent, autant que faire se peut, être indélébiles et permanents selon que le permet la nature des marchandises.

Toutefois, toutes les marchandises importées au Canada après la date de l'entrée en vigueur du présent article et non conformes aux prescriptions qui précèdent sont assujéties à une surtaxe de dix pour cent *ad valorem* à prélever sur la valeur déterminée pour l'application des droits et, de plus, ces marchandises ne doivent pas sortir de la douane avant qu'elles n'aient ainsi été marquées, timbrées, marquées au fer chaud ou étiquetées sous la surveillance de la Douane et aux frais de l'importateur.

Toutefois, de plus, si une personne viole une des dispositions relatives au marquage, au timbrage, au marquage au fer chaud ou à l'étiquetage de marchandises importées, ou détériore, détruit, enlève, altère, ou oblitère une de ces marques, un de ces timbres, une de ces marques au fer chaud ou une de ces étiquettes dans l'intention de dissimuler les renseignements donnés par ces marques, timbres, marques au fer chaud ou étiquettes, ou y contenus, elle est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende ne dépassant pas mille dollars, ou d'emprisonnement pour une période d'un an au plus, ou des deux peines à la fois. Le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur peut établir les règlements jugés nécessaires pour l'application des dispositions du présent article et pour leur mise en vigueur.

5. RÉSOLU.—Que toute disposition législative sur la résolution qui précède est censée être entrée en vigueur le 1er jour de septembre mil neuf cent vingt-et-un.

9 mai—Le *Ministre des Finances*—Mercredi prochain—La Chambre en Comité des Voies et Moyens sur les résolutions suivantes:—

RÉSOLU.—Qu'il est expédient de modifier la *Loi du Revenu de l'Intérieur*, telle que modifiée par le chapitre 6 des lois de 1914 (deuxième session), par l'abrogation de l'article 154 de ladite loi, et son remplacement par le suivant:—

154. Il doit être imposé, prélevé et perçu sur tous les spiritueux distillés, les droits d'accise suivants, lesquels sont payés au percepteur, ainsi qu'il suit, savoir:—

(a) Lorsque la matière employée dans leur fabrication se compose de pas moins de quatre-vingt-dix pour cent, au poids, de grains à l'état naturel ou non maltés, ou lorsqu'ils sont fabriqués de sucre, sirop, mélasse ou autres matières saccharines non dénommées, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion pour toute force plus grande ou moindre que la force de preuve, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, neuf dollars;

(b) Lorsqu'ils sont exclusivement fabriqués d'orge maltée apportée en entrepôt dans la distillerie et sur laquelle il n'a pas été payé de droits de douane ou d'accise, ou lorsqu'ils sont fabriqués de grain à l'état naturel ou non malté, employé, dans les proportions que prescrit le ministère, en combinaison avec de l'orge maltée apportée en entrepôt dans la distillerie et sur laquelle il n'a pas été payé de droits de douane ou d'accise, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion, pour toute force plus grande ou moindre, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, neuf dollars et deux cents;

(c) Lorsqu'ils sont exclusivement fabriqués de mélasse, de sirop, de sucre ou autres matières de saccharines apportées en entrepôt dans la distillerie, et sur lesquels il n'a pas été payé de droit de douane, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion pour toute force plus grande ou moindre, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, neuf dollars et trois cents.

Néanmoins, s'il s'agit d'une personne à qui le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur a accordé une patente l'autorisant à fabriquer des médicaments brevetés, des médicaments dits *proprietary* et des préparations pharmaceutiques par l'emploi de spiritueux en entrepôt, sous le régime de la *Loi du Revenu de l'Intérieur* et des règlements établis sous son empire, les droits d'accise suivants sont imposés, prélevés et perçus, savoir:—

(a) Lorsque la matière employée dans leur fabrication se compose de pas moins de quatre-vingt-dix pour cent, au poids, de grains à l'état naturel ou non maltés, ou

lorsqu'ils sont fabriqués de sucre, sirop, mélasse ou autres matières saccharines non dénommées, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion pour toute force plus grande ou moindre que la force de preuve, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, deux dollars et quarante cents;

(b) Lorsqu'ils sont exclusivement fabriqués d'orge maltée apportée en entrepôt dans la distillerie et sur laquelle il n'a pas été payé de droits de douane ou d'accise, ou lorsqu'ils sont fabriqués de grain à l'état naturel ou non malté, employé, dans les proportions que prescrit le ministère, en combinaison avec de l'orge maltée apportée en entrepôt dans la distillerie et sur laquelle il n'a pas été payé de droits de douane ou d'accise, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion, pour toute force plus grande ou moindre, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, deux dollars et quarante-deux cents;

(c) Lorsqu'ils sont exclusivement fabriqués de mélasse, de sirop, de sucre ou autres matières saccharines apportées en entrepôt dans la distillerie, et sur lesquels il n'a pas été payé de droits de douane, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion pour toute force plus grande ou moindre, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, deux dollars et quarante-trois cents.

Toutefois, lorsque ces spiritueux ne titrant pas moins de cinquante pour cent au-dessus de preuve sont vendus et livrés, suivant les quantités que peut prescrire le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, à une université ou à un laboratoire scientifique et de recherches pour des fins scientifiques exclusives, ou à un hôpital de bonne foi, certifié comme tel par le ministère de la Santé publique, pour des fins médicales seulement, il peut être accordé une remise de quatre-vingt-dix-neuf pour cent du droit acquitté, en vertu des règlements que doit édicter le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur.

RÉSOLU.—Que toute disposition législative établie d'après la résolution précédente est censée être entrée en vigueur le dixième jour de mai mil neuf cent vingt-et-un.

Le *Ministre des Finances*—Mercredi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

RÉSOLU.—Qu'il est expédient de modifier la Loi spéciale des Revenus de guerre, 1915, telle qu'amendée par l'article 71 des lois de 1920, en retranchant les articles 19BB et 19BBB, les différentes énumérations d'articles respectivement, et les différents tarifs d'accise qui y sont spécifiés, et de décréter que les articles suivants leur soient substitués:—

19BB (1) Il est imposé, prélevé et perçu les taxes d'accise suivantes sur les articles ci-après énumérés:—

(a) Une taxe sur les cartes à jouer pour chaque cinquante-quatre cartes ou fraction de cinquante-quatre dans chaque paquet,—lorsqu'elles se vendent vingt-quatre dollars ou moins par paquet de grosse, huit cents du paquet; lorsqu'elles se vendent plus de vingt-quatre dollars par paquets de grosse, quinze cents du paquet;

(2) Les taxes d'accise telles qu'imposées par le paragraphe (a) précédent seront payables au moment de l'importation ou du dédouanement pour usage en plus des tarifs de douane actuels ou au moment de vente par le manufacturier canadien, mais ne s'appliqueront pas aux cartes à jouer lorsqu'elles sont exportées, et devront être créditées à Sa Majesté conformément à tels règlements que le Ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur peut édicter.

(3) (a) Une taxe de trente cents par gallon sur les vins de toute sorte, excepté les vins mousseux, ne contenant pas plus de quarante pour cent d'esprit de preuve;

(b) Une taxe de trois dollars par gallon sur le champagne et autres vins mousseux;

(4) Les taxes d'accise que le paragraphe trois précédent impose seront payables lors de la vente par le manufacturier canadien, mais ne s'appliqueront pas à ces vins quand ils seront exportés, et seront créditées à Sa Majesté conformément aux règlements que le Ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur établira.

(5) Quiconque vendra ou trafiquera des articles sur lesquels des taxes sont imposées au présent article, pourra être requis, par le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, de prendre à ces fins une patente annuelle pour laquelle un honoraire d'au plus deux dollars sera payable; et la pénalité pour négligence ou refus d'obtenir une patente sera d'au plus mille dollars.

(2) Qu'au choix du ministre, les taxes, frais ou pénalités susdits seront recouvrables et imposables en Cour de l'Echiquier du Canada, et dans tout autre tribunal de juridiction compétente, au nom de Sa Majesté.

(3) Résolu que toute mise en vigueur basée sur la résolution précédente sera censée avoir pris effet le dixième jour de mai mil neuf cent vingt-et-un.

Le *Ministre des Finances*—Mercredi prochain—La Chambre en comité des Voies et Moyens sur les résolutions suivantes:—

19BBB (1) Qu'en sus des droits actuels de douanes et d'accise, il sera imposé, prélevé et encaissé une taxe d'accise d'un et demi pour cent sur les ventes et livraisons des manufacturiers ou producteurs, vendeurs de gros ou soldeurs canadiens, et une taxe de deux et demi pour cent sur la valeur droits payés des marchandises importées; mais quant aux ventes des manufacturiers aux détaillants ou consommateurs, le droit d'accise à payer sera de trois pour cent, et sur les marchandises importées par les détaillants ou les consommateurs, la taxe d'accise à payer sera de quatre pour cent sur la valeur droits payés.

Cependant, quant au bois, une taxe d'accise de trois pour cent sera imposée, prélevée et perçue sur les ventes et livraisons des manufacturiers canadiens, et une nouvelle taxe d'accise ne sera pas imposée sur la revente.

Il est aussi entendu que les taxes indiquées au présent article ne s'appliqueront pas aux ventes ou à l'importation des articles suivants:—

Pain, farine et farine d'avoine dans des paquets pesant au moins quarante-huit livres chacun; animaux vivants; volailles vivantes; viandes et volailles fraîches; lait et lait de beurre; crème; beurre, fromage, oléomargarine, margarine, beurrine, ou autres succédanés du beurre; saindoux, composé et substances similaires faites d'huiles ou de stéarine animales ou végétales; œufs légumes; fruits, grains et graines à l'état nature; foin; paille; houblon; sujets de pépinière; chicorée brute ou verte; abeilles; miel; sucre, mélasse; autres produits agricoles qu'un cultivateur particulier vend comme ses propres produits, glace; poisson et ses produits non emboîté ou traité; minerais métalliques de toute nature; combustibles de toute nature; or et argent en lingots, blocs, saumons, billes, feuilles ou plaques non-manufacturés; monnaie britannique et canadienne et monnaie d'or étrangère; billes et bois rond en grume; poteaux de clôture, traverses de chemin de fer, bois à pulpe, écorce à tanner, et autres articles provenant de la forêt, s'ils sont produits et vendus par un colon ou cultivateur particulier; journaux et magazines trimestriels, mensuels et semi-mensuels, et journaux littéraires hebdomadaires non reliés; matériel servant exclusivement à la construction, à l'équipement et au radoubage des navires; navires nolisés pour faire le cabotage canadien; carbure de calcium; électricité; gaz fabriqué de houille, carbure de calcium ou d'huile pour éclairage ou chauffage; matières servant exclusivement à la fabrication de l'oléomargarine ou d'un succédané du beurre ou du saindoux ou à la production de la cottolene; membres artificiels et leurs parties; yeux artificiels; dons de vêtements et livres aux œuvres de charité; effets de colons; insignes de vétérans de la guerre; monuments ou cénotaphes érigés à la mémoire des soldats tombés dans la Grande Guerre; objets importés pour l'usage du Gouverneur général; objets importés pour l'usage personnel ou officiel des consuls généraux qui sont natifs ou citoyens du

pays qu'ils représentent, et qui ne s'occupent pas d'autres affaires ou professions; bibles; livres de prières, psautiers et hymnaux, tracts religieux, et imagerie des écoles dominicales; et le Gouverneur en conseil aura pouvoir d'ajouter à la liste ci-dessus d'articles exemptés des taxes d'accise sur les ventes, selon qu'il jugera opportun ou nécessaire de les exempter desdites taxes d'accise;

A condition aussi que les taxes d'accise indiquées au présent article ne seront pas payables sur les marchandises exportées ou sur les ventes de marchandises faites sur commande de chaque client individuel, par un établissement qui fait exclusivement le commerce de bétail en vertu de règlements du ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, lequel sera seul juge du classement d'une affaire; et une ristourne de quatre-vingt-dix-neuf pour cent desdites taxes payées sur les matières utilisées, fondues dans les articles exportés, ou y attachées, pourra être accordée.

(2) Que le Ministre pourra exiger que chaque manufacturier, producteur, grossier ou soldeur prenne une patente annuelle aux fins susdites, et pourra en arrêter les honoraires d'au plus deux dollars; et la pénalité pour une négligence ou un refus sera d'une somme d'au plus mille dollars.

(3) Qu'au choix du ministre les taxes, frais ou pénalités susdits seront recouvrables et imposables en Cour de l'Echiquier du Canada et dans tout autre tribunal de juridiction compétente, au nom de Sa Majesté.

(4) Que les dispositions de la présente résolution touchant une taxe sur les ventes seront censées avoir pris effet le dixième jour de mai mil neuf cent vingt-et-un, et s'être appliquées à toutes les marchandises importées ou dédouanées pour l'usage, depuis ce jour inclusivement, et s'être aussi appliquées aux marchandises importées antérieurement pour lesquelles aucune demande n'aura été faite avant ce jour pour la consommation.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce neuvième jour de mai, été affichés pour être pris en considération par le comité des Bills Privés, le ou après mercredi prochain, le 11 courant:—

Bill S3 (No 142) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Appleton."

Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain."

Bill U3 (No 144) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Percy-Christopher Paul."

Bill V3 (No 145) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham."

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 10 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.
262	Comité spécial sur le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.....	11 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
429	Comité spécial sur le Bill (No 12) Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteur.	10.30 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 12 mai.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
429	Bills privés.....	10.30 a.m.

No 58.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 10 MAI 1921.

PRIÈRES.

M. Guthrie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—
Rapport du Bureau de l'aviation, pour l'année 1920.

Le Bill (No 118), Loi modifiant la Loi de la Faillite est lu la troisième fois et
passé.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton:—Que
M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau
en comité des Voies et Moyens.

Et la question étant posée;

M. Fielding propose en amendement,—Que tous les mots après “que” soient re-
tranchés et remplacés par les suivants:—

“La Chambre regrette que le gouvernement, après avoir fréquemment affirmé son
intention de reviser le tarif douanier—et à la suite d'une enquête prolongée qu'un
comité de ministres a faite d'un océan à l'autre—n'ait proposé aucune diminution
de ce tarif;

“Que la Chambre, tout en admettant que les besoins financiers du Canada exigent
le maintien d'un tarif douanier, ne saurait agréer les déclarations du gouvernement
au sens que le tarif doit s'étayer sur le principe de la protection; car le tarif est une
taxe, et la législation doit avoir pour objet d'alléger cette taxe dans la mesure du
possible;

“Que la politique financière du Canada devrait viser à l'encouragement des indus-
tries appuyées sur les richesses naturelles du pays, et dont l'exploitation pourrait—on
peut raisonnablement le prévoir—créer de solides entreprises et leur promettre un
succès durable;

“Qu'on devrait apporter au tarif douanier des changements susceptibles de dimi-
nuer la vie chère et le coût des instruments producteurs, qu'exige la mise en valeur
efficace des ressources naturelles du Dominion;

“La Chambre, tout en gardant bien en vue cet objectif, reconnaît que toute révi-
sion tarifaire doit tenir compte des conditions actuelles de l'industrie, et accomplir
les changements de façon à troubler les affaires le moins possible;

“ Tout en reconnaissant que les obligations découlant de la guerre doivent être honorées, et se déclarant prête à décréter toutes les dispositions afférentes nécessaires, la Chambre regrette que les propositions financières du gouvernement ne donnent pas à l'économie urgente l'attention qu'elle mérite; et à son avis le gouvernement, avant de recourir à de nouvelles taxes, devrait diminuer de beaucoup les dépenses qu'il projette.”

Et un débat s'ensuivant;—

Mercredi, 11 mai 1921.

Et le débat continuant, sur motion de M. Ballantyne, ledit débat est ajourné.

Un message est reçu du Sénat priant la Chambre de permettre à l'honorable Thomas Alexander Crerar, l'un de ses membres, de se présenter devant le comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir et faire rapport à cette session sur les conditions responsables en grande partie que notre commerce d'exportation (plus spécialement des produits de l'Ouest) est diverti vers la route américaine au lieu d'être dirigé vers nos ports canadiens, pour y rendre témoignage.

Sur motion de M. Ballantyne,—Ordonné, que huit cents copies des résolutions des Voies et Moyens soumises à la Chambre le 9 courant soient imprimées sans délai, six cents en anglais et deux cents en français, et que la règle 74 soit suspendue à cet effet.

La Chambre s'ajourne alors à 1.07 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Papineau—Jeudi prochain—QUESTION—

1. M. W.-D. Staples est-il membre de la Commission des grains du Canada?
2. Ce même M. Staples a-t-il récemment été nommé membre de la Commission d'enquête sur le commerce des grains au Canada?
3. Dans l'affirmative, sa nomination est-elle conforme à l'article 6 de la Loi des grains du Canada?

M. Marcil (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. A-t-on loué à O. J. Lévesque une partie du terrain de gare à la station Saint-Alexis, comté de Bonaventure? Dans l'affirmative, pour quel temps et à quel prix?
2. L'administration du National-Canadien a-t-elle loué le même terrain à un M. Arsenault, de Blaquière et Arsenault, et à Ludger Gallant? Dans l'affirmative, pourquoi le changement, et qui l'a recommandé?
3. L'administration du National-Canadien sait-elle que le terrain de la station Saint-Alexis est très exigu?
4. A-t-on reçu des demandes pour la construction d'un quai de chargement pour le fret, en cet endroit? Dans l'affirmative, pourquoi ne les a-t-on pas agréées?
5. L'administration s'informerait-elle si l'intérêt public n'est pas sacrifié à l'intérêt de particuliers en cet endroit?

M. Marcil (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. L'administration du National-Canadien a-t-elle reçu une demande du Board of Trade de Campbellton au sujet d'un meilleur service trainier vers l'est à Bathurst, N.-B., et vers l'Ouest remontant la vallée de la Matapédia?
2. Dans l'affirmative, que doit-elle décider?

M. Marcil (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Relativement à la réponse que l'honorable ministre des Finances a donnée le 29 avril sur la pension payée à Joseph Marcil, la somme accordée est-elle définitivement fixée, ou l'affaire est-elle encore à l'étude?
2. Le Fonds patriotique s'est-il enquis du cas de L.-T. Marcil, père du soldat ci-dessus?

M. Marcil (Bonaventure)—Jeudi prochain—QUESTION—

1. Relativement à la réponse donnée le 25 avril 1921 sur le règlement fait avec L.-T. Marcil, qui fut blessé à bord du *Canadian Pioneer*, la Marine marchande du gouvernement canadien donnera-t-elle le nom de la compagnie d'assurance et la nature de la convention consentie en l'espèce?
2. Quelle était la nature des blessures, et pouvaient-elles immobiliser cet homme en permanence?
3. Quelle somme a-t-on payée?

Le Ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur—Mercredi prochain—La Chambre en comité sur les résolutions suivantes:—

RÉSOLU.—Qu'il est expédient de soumettre une mesure constituant le département des Douanes et de l'Accise, et amendant la Loi des Douanes et la Loi du Revenu de l'Intérieur, et de décréter:—

1. Qu'il y aura un département du gouvernement du Canada qui s'appellera le département des Douanes et de l'Accise, dont le ministre des Douanes et de l'Accise

aura la direction; et le ministre des Douanes et de l'Accise sera substitué au ministre des Douanes et au ministre du Revenu de l'Intérieur et au ministre des Douanes et du Revenu de l'intérieur chaque fois que l'un ou l'autre ou l'un et l'autre sont indiqués ou en question dans un statut ou dans un règlement ou ordonnance découlant d'un statut; et les autres dispositions nécessaires seront faites pour accomplir le changement proposé dans la constitution dudit département; et que la Loi des Douanes et du Revenu de l'Intérieur soit amendée à ces fins.

2. Que l'article trente-et-un de la Loi des Douanes soit amendé par l'addition d'une disposition déclarant qu'une entrée ne sera pas parfaite à moins que, dans le cas d'expéditions venant d'un pays autre que le Royaume-Uni, les colonies et domaines britanniques, lorsque la valeur douanière des marchandises facturées en dollars étalon du Canada est de cent dollars ou plus, la facture ne porte un certificat du commissaire canadien du commerce, du consul britannique ou de tout autre fonctionnaire accrédité, dans la forme à l'effet prescrits à ce sujet par le Gouverneur en conseil, lequel pourra aussi arrêter l'honoraire à imposer en l'espèce.

3. Que l'article quarante de ladite Loi touchant l'estimation des marchandises à leur valeur marchande raisonnable dans les principaux marchés du pays d'exportation, soit amendé, et qu'il, soit décrété que cette valeur ne devra jamais être inférieure au prix du gros en ces temps et lieu; et qu'on ajoute une disposition déclarant que la valeur douanière de marchandises neuves ou non usagées ne sera jamais inférieure que le coût réel de production de marchandises semblables lors de l'expédition directe au Canada, plus un profit raisonnable; et le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur sera seul juge de ce qui constitue un profit raisonnable dans les circonstances.

4. Que l'article cinquante-neuf de ladite Loi soit amendé par l'addition d'une disposition décrétant que par dérogation aux dispositions dudit article, aucune réduction, dans le calcul douanier de la monnaie d'une facture, ne sera faite au delà de cinquante pour cent de la valeur du cours étalon ou proclamé du pays originaire de la facture, sans égard au change entre ce pays et le Canada lors de l'expédition des marchandises; et quant aux marchandises expédiées au Canada d'un pays où le change est adverse au Canada, la valeur douanière du cours de la facture sera comptée selon le change entre ce pays et le Canada existant lors de l'expédition des marchandises.

5. Que l'article cent quatre de ladite Loi soit amendé pour décréter que l'inscription de marchandises sortantes par terre sera faite à la Douane du port de sortie du Canada.

6. Que l'article cent trente-deux de la Loi du Revenu de l'Intérieur, touchant le recouvrement des pénalités, soit amendé pour décréter que la juridiction de la Cour de l'Echiquier soit étendue pour donner sanction aux pénalités jusqu'à concurrence de deux mille dollars, et que toute action, poursuite ou procès intentés selon la Loi susdite seront inscrits au rôle privilégié et instruits par privilège et préférence.

7. Que l'article cent quatre-vingt de ladite Loi soit amendé pour décréter que les certificats d'un analyste provincial seront acceptés comme preuve de la teneur non-alcoolique de la bière ou de la drèche propres à la fabrication des esprits.

8. Que l'article cent quatre-vingt-un de ladite Loi soit révoqué et remplacé par une disposition décrétant que quiconque a été convaincu d'une infraction aux dispositions de l'article cent quatre-vingt, touchant la distillerie sans permis, ou a été jugé passible des peines prévus en icelui, encourra, en plus de ces peines, une pénalité double de la somme des droits qui auraient dû être payés.

9. Que la Loi soit amendée par l'insertion d'une disposition disant que sur chaque barrique, ou baril servant en brasserie ou à la garde ou à la livraison de bière quelconque, on marquera, coupera ou peindra lisiblement à l'huile sur l'un des bouts le nom et l'adresse du brasseur; et sur chaque bouteille contenant de la bière le brasseur ou l'embouteilleur fixera en permanence et sûrement une étiquette indiquant en ca-

ractère lisibles le nom et l'adresse du brasseur ou de l'embouteilleur de cette bière, et indiquant aussi la proportion d'esprit de preuve dans la teneur de cette bière.

10. Que l'article trois cent cinquante-six de ladite Loi soit amendé par l'addition d'une disposition établissant que quiconque vend ou offre en vente, des cigares ou tabacs manufacturés autrement que dans ou à même le contenant original portant les timbres voulus du revenu, que les droits aient ou non été payés sur ces tabacs ou cigares, est coupable d'infraction et passible d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinquante dollars, et d'une amende de cinquante dollars pour récidive.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 11 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc., (en session exécutive).....	11 a.m.
497	Comptes publics.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 12 mai.</i>		
381	Comité spécial sur le Bill (No 12) Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteur.	10.30 a.m.
429	Bills privés.....	10.30 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	10.30 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.

No 59.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 11 MAI 1921.

PRIÈRES.

Du consentement de la Chambre, sur motion, de M. Guthrie, le Bill (No 118), Loi concernant le Jour de l'Armistice est transféré des Bills et Ordres publics aux Mesures du Gouvernement.

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Copie supplémentaire de la convention d'extradition avec les Etats-Unis, signée à Londres, le 15 janvier 1917.

M. Calder du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 146), Loi modifiant la Loi de l'immigration chinoise, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding;

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Davis.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 5), Loi constituant en corporation la Compagnie Fidélité du Canada.

Bill (No 15), Loi constituant en corporation la *North American Trust Company of Canada*.

Bill (No 33), Loi concernant le Crédit Foncier Franco-Canadien.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 44), Loi concernant la *Western Dominion Railway Company* avec un amendement comme suit:—

Page 2, lignes 21 et 22.—Biffer les mots "achever et mettre en service au moins vingt-cinq milles dudit", pour y substituer le mot "ledit".

Sur motion de Sir Henry Drayton,—Ordonné qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre acquiesce à leur prière et permet à l'honorable Thomas Alexander Crerar, l'un de ses membres de comparaître devant le comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir et faire rapport à cette session sur les conditions responsables en grande partie que notre commerce d'exportation (plus spécialement des produits de l'Ouest) est détourné vers la route américaine au lieu d'être dirigé vers nos ports canadiens, pour y rendre témoignage.

La Chambre s'ajourne alors à 11.50 p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Wilson* (Wentworth)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quel est le coût de cette partie achevée de la route Hamilton-Brantford, entre Paradise Road (limite ouest de la ville de Hamilton), et Binkley's Corners, immédiatement avant la courbe accédant au village d'Ancaster?

2. Quelle distance est comprise dans la partie du chemin où le terrassement permanent est posé?

3. Quels devis demandait-on pour la route Hamilton-Brantford?

4. Est-il vrai que des parties de pavage que la *Warren Paving Company* posait l'an dernier devront être refaites cette année?

5. Combien d'argent le gouvernement fédéral a-t-il payé au département des travaux publics d'Ontario pour cette route Hamilton-Brantford?

6. Quel est le coût estimé de la route entre Hamilton et Brantford et quelle est la distance?

7. Se propose-t-on de construire un tunnel sous les rails du T. H. & B. traversant cette route, à Binkley's Corners ou dans le voisinage; et, dans l'affirmative, combien coûtera-t-il?

8. Combien de chemins de comté de Wentworth le gouvernement fédéral a-t-il approuvés comme grandes routes, et quels chemins le département des travaux publics de l'Ontario a-t-il proposés?

9. Quel est le coût estimé de la route Hamilton-Brantford entre les rails du T. H. & B. et le village d'Ancaster? Quelle en est la distance?

M. *Reid* (Mackenzie)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien a-t-on perçu par l'impôt sur le revenu des corporations, en 1920-21?

M. *Bureau*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Un département du gouvernement tient-il des statistiques de la quantité de marchandises et du nombre des voyageurs que transportent les chemins de fer du Canada, National-Canadien et Pacifique-Canadien?

2. Y a-t-il des statistiques sur le nombre des voyageurs et des wagons pour les différents réseaux ferroviaires du Canada?

M. *Bureau*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien d'heure de travail ont données les locomotives de remorque du Canadien-Nord, à Saskatoon, en avril 1921?

2. Combien d'heures de travail ont données les locomotives de remorque du Grand-Tronc-Pacifique, à Saskatoon, en avril 1921?

M. *Michaud*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels ont été pour le dernier exercice financier les revenus du bureau de poste d'Edmundston, N.-B.?

2. Quels apointements le maître de poste de ce bureau a-t-il reçus pour cette période?

M. *Vien*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Relativement à la réponse que le ministre de la Justice donnait le 11 courant, disant pourquoi Madame Boucher, maîtresse de poste de Pierreville, avait été destituée, n'est-il pas vrai que l'étranger en question est M. Aimé Boucher, candidat libéral dans Yamaska, et fils de la maîtresse de poste?

2. N'est-il pas vrai que la seule accusation portée contre Madame Boucher est qu'elle avait permis à son fils de lui aider à faire le triage du courrier?

M. *Archambault*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Quels sont les noms des étrangers auxquels on a permis de manutentionner les matières postales au bureau de poste de Pierreville, comme l'a dit le ministre de la Justice le 11 courant, dans une réponse à une question de M. Ball, député, touchant les raisons qui avaient motivé la destitution de Madame Boucher comme maîtresse de poste à Pierreville, comté d'Yamaska?

2. Quelle était la nature exacte des actions qu'on reproche?

* M. *Marcil* (Bonaventure)—Vendredi prochain—ADRESSE—Copie de tous papiers, documents, correspondance et décrets du Conseil touchant le contrôle du gouvernement fédéral sur les pêcheries des eaux maréennes de la province de Québec; et copie du jugement du Conseil privé sur cette affaire.

Le *Ministre du Commerce*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des douanes."

Le *Ministre du Commerce*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Inspection et de la Vente."

Le *Ministre de la Justice*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'Extradition."

Le *Ministre de la Justice*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Preuve en Canada."

Le *Ministre de la Justice*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants."

Le *Ministre de la Justice*—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi concernant une Convention supplémentaire d'Extradition avec les Etats-Unis d'Amérique."

Le *Ministre de l'Agriculture*—Vendredi prochain—La Chambre en comité sur les résolutions suivantes:—

Résolu.—Qu'il est expédient de soumettre une mesure pour réglementer la vente et l'inspection des racinages, et de pourvoir.

1. A la mise au marché et au classement des pommes de terre offertes en vente dans des sacs ou des barils, ou en vrac, et à la définition des classes et qualités à prescrire; Mais les dispositions de la législation proposée ne s'appliqueront pas aux pommes de terre nouvelles expédiées du 1er juin au 15 septembre inclusivement, ni aux pommes de terre importées au Canada, ni aux pommes de terre de semence, ni lorsque l'observance empêcherait la vente ou l'exportation des pommes de terre sur un marché quelconque.

2. Que personne ne vendra ou n'offrira en vente des pommes de terre dans un emballage quelconque dans lequel la face ou surface visible représente faussement le contenu du paquet, c'est-à-dire lorsque plus d'un dixième de ces pommes de terre sont de grosseur ou de qualité inférieures à celles de la face ou surface visible; et que personne ne vendra ou n'offrira en vente des pommes de terre tellement avariées ou autrement dépréciées qu'elles sont impropres à la consommation.

3. Que chaque fois qu'on trouvera des pommes de terres emballées de façon que la face ou surface visible représente faussement le contenu, un inspecteur pourra confisquer le paquet, lequel pourra être détruit ou autrement traité selon les ordres du ministre; et chaque fois que des pommes de terre seront trouvées faussement marquées dans un paquet, ledit inspecteur pourra les marquer "inférieures" ou effacer les fausses marques et indiquer les classements appropriés sur le paquet; et l'inspecteur donnera à l'emballageur, dans les vingt-quatre heures, avis de ce qu'il aura fait en l'espèce.

4. Que tous les barils à pommes de terre manufacturés au Canada pour la vente au Canada, et tous les barils contenant des pommes de terre pour la vente au Canada, contiendront autant que possible sept mille cinquante-six pouces cubes; et le gouverneur en conseil pourra faire des règlements sur la qualité, la forme et les dimensions des contenants, et sur les amendes imposées pour infraction à ces règlements.

5. Que personne ne vendra, n'offrira, exposera ou détiendra pour la vente, des pommes de terre empaquetées dans un baril, pour la vente en baril, à moins que ce baril ne soit bel et dûment rempli.

6. Que les inspecteurs pourront entrer dans un local pour examiner des pommes de terre qu'ils soupçonneront être marquées ou empaquetées en contravention des dispositions présentes, et pourront, après avoir donné avis au propriétaire, retarder pour examen toute expédition de pommes de terre au sujet desquelles il a raison de croire les dispositions présentes sont enfreintes.

7. Que des dispositions soient faites pour le marquage, le classement et l'inspection des oignons offerts en vente au sac, en clairevoie ou en paquet; sauf ce qu'on appelle communément les échalottes; mais elles ne s'appliqueront pas aux oignons importés au Canada ni lorsque l'observance empêcherait la vente ou l'exportation des oignons sur un marché de l'étranger.

8. Que des dispositions identiques quant aux fausses représentations et aux sujets avariés ou autrement dépréciés, et quant à la saisie à la confiscation et à l'examen, soient décrétées pour les oignons comme pour les pommes de terre.

9. Que les pommes de terre, oignons, artichaux, bettes, carottes, panais et navets offerts en vente, seront vendus à l'unité d'une livre étalon avoir du poids; toutefois, la présente disposition ne s'appliquera pas à l'offre en vente de ces légumes avec les feuilles, qu'on nomme communément "légumes verts".

10. Que des peines soient décrétées pour infraction à la législation proposée et pour la procédure à suivre dans la poursuite d'une infraction.

Le Ministre de l'Immigration et de la Colonisation—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des Territoires du Nord-Ouest."

Le Ministre de l'Immigration et de la Colonisation—Vendredi prochain—BILL intitulé: "Loi modifiant la Loi des terres fédérales."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 12 mai.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	10.30 a.m.
381	Comité spécial sur le Bill (No 12) Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteur.	10.30 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.
429	Bills privés.....	10.30 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc., (en session exécutive).....	11 a.m.
215-6	Comité spécial sur le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 13 mai.</i>		
497	Comptes publics.....	11 a.m.

No 60.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 12 MAI 1921.

PRIÈRES.

Sept pétitions sont déposées sur la Table.

M. Steele, du comité des Bills Privés présente le sixième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Bill W2 (No 109) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John-Edward Kelly."—

Bill X2 (No 110) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie-Belle Westbeare."—

Bill Y2 (No 111) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Christina-Wilson Stephens."—

Bill Z2 (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Andrews."—

Bill A3 (No 113) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Esther-Annie Vanzant."—

Bill B3 (No 114) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Werden-Grant Parker."—

Bill D3 (No 115) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James-Edward Nixon."—

Bill F3 (No 123) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Sorton."

Bill G3 (No 124) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys-Frances-Annie-Wheeler Bernard."

Bill H3 (No 125) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Carr."

Bill I3 (No 126) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ada-Florence Keenan."

Bill J3 (No 127) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-May Turner."

Bill K3 (No 128) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Henry Bigrow."

Bill L3 (No 129) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Emelina Dunsmore."

Bill N3 (No 131) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred William Wells."

Bill P3 (No 133) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Gertrude Conner."

Bill Q3 (No 134) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Sullivan."

Bill S3 (No 142) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Appleton."

Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain."

Bill U3 (No 144) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Percy-Christopher Paul."

Bill V3 (No 145) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham."

Votre comité recommande que les frais additionnels exigés et versés en vertu de la règle 89, paragraphe 3 (b), soient remboursés dans le cas du Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain."

M. Armstrong (Lambton), du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le septième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill U2 (No 132) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Maritime Coal. Railway and Power Company, Limited*" et a convenu de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi pris en considération le Bill (No 38), Loi constituant en corporation la Compagnie de Téléphone Québec Union Electrique (*The Québec Union Electric Telephone Company*), et a convenu de le rapporter avec des amendements.

M. McCurdy, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente.—Réponse à un ordre de la Chambre du 21 mars 1921:—Copie de tous télégrammes, correspondance, rapports, mémoires aux mains du ministre ou des fonctionnaires du département des Travaux publics, du surintendant de la division de génie pour la province de Québec, M. A.-R. Décarie, et de la division de l'ingénieur à Ottawa, relativement à la construction, aux réparations ou améliorations des ports de Saint-Uric, Matane, Sainte-Félicité, Ruisseau-à-la-Loutre, et Méchins, dans le comté de Matane, de janvier 1918 à aujourd'hui.

Sur motion de M. McMaster,—Ordonné, que conformément à la recommandation contenue dans le sixième rapport du comité des Bills Privés, les frais additionnels exigés et versés sur le Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain" conformément à la règle 89, paragraphe 3 (b), soient remboursés.

OPINION DE L'ORATEUR.

M. L'ORATEUR:—Au cours de la discussion, pendant la séance du 10 mai, l'honorable député de Brome a lu une lettre qu'il disait être purement imaginaire. Cette lettre était adressée à l'honorable F.-B. McCurdy, ministre des Travaux publics, et signée C.-C. Ballantyne. L'honorable député de Selkirk souleva une question d'ordre pour savoir s'il était loisible de donner le nom d'un député à une lettre imaginaire.

Cette situation était plutôt embarrassante, et difficile à régler sur le moment, car elle n'avait pas de précédent en tant que j'ai pu le constater, et, vu l'affirmation précise de l'honorable député de Brome que la lettre était purement imaginaire, je n'ai pas dès lors décrété le fait hors d'ordre. Après mûre réflexion, je suis d'avis que si l'incident demeure et forme un précédent, la perspective restera ouverte à de graves empiètements sur les règlements de la Chambre et les principes généraux qui dirigent la discussion.

Plusieurs objections s'opposent à ce mode de procédure. Il est contraire aux règlements de citer le nom d'un honorable député en parlant de lui—et sur ce point, je désire attirer l'attention de la Chambre sur la tendance croissante qui se manifeste de contrevenir à ce règlement très important.

De plus, la teneur d'une lettre de ce genre, quoiqu'elle fut censée purement imaginaire, ne peut manquer d'avoir une signification et entraîner une interprétation que l'honorable député intéressé ne saurait nier efficacement, puisque la nature même de la lettre l'en empêcherait. Ainsi, de fait, un honorable député pourrait, par cette voie indirecte, donner une signification ou une impression qu'il serait empêché de donner dans une affirmation directe.

Il est encore une autre objection sérieuse à cette méthode, et à mon sens elle suffit en elle-même: l'usage de ce mode dans l'argumentation appellera des lettres semblables par représailles, et ceci comporterait un système de discussion qui, on peut le voir sans grand effort d'imagination, affecterait très sérieusement le décorum dans les débats et la dignité de la Chambre.

Il est donc à mon avis très important que l'incident en question ne soit pas interprété au sens d'un précédent; et afin de mieux préciser mon intention, j'ai donné des ordres pour que la lettre en question ne soit pas publiée dans l'édition révisée des Débats.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding;

Et le débat se continuant, il est ajourné sur motion de M. Long.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant sans amendement:—

Bill (No 40), Loi modifiant la Loi de la marine marchande au Canada (Havres publics).

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill W3 (No 147) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Wilson."

Bill X3 (No 148) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Harding."

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Fourneaux."

Bill Z3 (No 150) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Matthew John Scott."

Bill A4 (No 151) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dora Lucy Bell."

Bill B4 (No 152) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Kropp."

Bill C4 (No 153) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Daughton."

Bill D4 (No 154) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Maude Bell."

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel ont été référées les pétitions de John Wilson, Albert Harding, Thomas Fourneaux, Matthew John Scott, Dora Lucy Bell, Henry Kropp, Arthur Daughton, Annie Maude Bell et Thomas Henry Foster respectivement, demandant une loi de divorce, et les documents qui ont servi de preuve, avec prières qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 11.58 p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Brouillard—Samedi prochain—QUESTION—

- 1 Qui est inspecteur des postes à Québec?
2. A-t-on mis une automobile à sa disposition?
3. Dans l'affirmative, quels sont la marque et le numéro de l'auto?
4. Doit-elle servir aux fonctions officielles seulement ou bien à la famille et aux amis?
5. Tient-on compte des voyages officiels de l'inspecteur?
6. Tient-on compte de toutes les personnes qui voyagent chaque jour dans cette auto, peut-on en savoir les noms et le milliaire parcouru chaque jour?

* M. Parent—Samedi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il pris le contrôle de la *Dominion Shipbuilding and Repair Company, Limited*?
2. Dans l'affirmative, quand, et à quelles conditions?
3. Combien de vapeurs sont en construction dans les chantiers de cette firme?
4. Le gouvernement a-t-il fait contrat pour l'achèvement des navires en question, s'il en est?
5. Dans l'affirmative, avec qui et à quelles conditions?
6. Les navires sont-ils actuellement assurés? Dans l'affirmative, à qui la prime a-t-elle été payée, et quelle somme a-t-on payée à chaque compagnie ou agent?

* M. Parent—Samedi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement a-t-il pris contrôle de la *Prince Rupert Dry Dock Engineering Company, Limited*?
2. Dans l'affirmative, quand, et à quelles conditions?
3. Combien de vapeurs sont en construction dans les chantiers de cette firme?
4. Le gouvernement a-t-il fait contrat pour l'achèvement des navires en question?
5. Dans l'affirmative, avec qui, et quelle est la nature du contrat?
6. Ces vapeurs sont-ils actuellement assurés? Dans l'affirmative, à qui la prime a-t-elle été payée?
7. Quelle somme a été payée à chaque compagnie d'assurance et à chaque agent de ce chef?

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 13 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.
429	Comité spécial sur le Bill (No 12) Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteur.....	10.30 a.m.
231	Comité spécial sur le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc., (en session exécutive).....	11 a.m.
497	Comptes publics.....	11 a.m.
<i>Mardi, 17 mai.</i>		
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.

No 61.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 13 MAI 1921.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le rapport du préposé aux pétitions sur les pétitions présentées le 12 courant, lesquelles sont lues et reçues et sont comme suit:—

De H. A. West et autres, de Winona et autres lieux; du Révérend H. H. Wilkinson et autres, de Beamsville et autres lieux; de Henry W. A. Brand et autres, de Nanticoke et autres lieux; du Révérend Robert H. Ferguson et autres, de Hamilton et autres lieux; du Révérend Horace Baugh et autres, de Arthur et autres lieux; de J. A. Tracey et autres, de Georgetown et autres lieux; et du Révérend C. E. Belt et autres, de Stamford et autres lieux, tous de la province de l'Ontario, priant séparément le Parlement du Canada de ne plus décréter de dissolution de mariages légitimes; et que la juridiction des cours du Canada (actuellement existantes ou qui seront créées dans l'avenir) dans les causes matrimoniales soit limitée à des décrets de séparation judiciaire et des décrets de nullité.—*M. Mewburn.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingtième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingtième rapport comme suit:—

Votre comité a dûment examiné les bills suivants du Sénat et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Furneaux."

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,— Réponse à un ordre de la Chambre du 4 mars 1921:—Etat indiquant: 1. le montant des sommes que le gouvernement du Canada a prêtées ou des crédits qu'il a faits depuis le 19 avril 1920 (a) à la Grèce et (b) à la Roumanie; 2. la date respectivement, de ces prêts ou crédits accordés (a) à la Grèce et (b) à la Roumanie; 3. la nature des

marchandises que le gouvernement du Canada a achetées pour (a) la Grèce, et (b) la Roumanie; 4. les noms des corporations, maisons de commerce, ou particuliers qui ont vendu ces marchandises, avec (a) la nature de ces marchandises dans chaque cas, et (b) les sommes que le gouvernement du Canada a payées à ces corporations, maisons de commerce ou particuliers, et aussi, dans chaque cas, la date des paiements effectués.

Les bills suivants du Sénat sont séparément présentés, lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill (No 156), Loi modifiant la Loi de la preuve au Canada.—M. *Doherty*.

Bill (No 157), Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants.—M. *Doherty*.

Bill (No 158), Loi concernant une Convention d'extradition supplémentaire avec les Etats-Unis d'Amérique.

Bill (No 159), Loi modifiant la Loi de l'Inspection et de la Vente (Inspection du foin et de la paille).—Sir *George Foster*.

Les bills suivants du Sénat sont lus la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill W3 (No 147) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Wilson."—M. *Fripp*.

Bill X3 (No 148) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Harding."—M. *Fripp*.

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Furneaux."—M. *Mowat*.

Bill Z3 (No 150) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Matthew John Scott."—M. *Best*.

Bill A4 (No 151) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dora Lucy Bell."—M. *Mowat*.

Bill B4 (No 152) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Kropp."—M. *Smith*.

Bill C4 (No 153) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Daughton."—M. *Douglas* (Strathcona).

Bill D4 (No 154) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Maude Bell."—M. *Boys*.

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."—M. *Rowell*.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding;

Et le débat se continuant.

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

M. Ball propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés en vertu de la règle 109; agréée.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill W2 (No 109) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John-Edward Kelly."

Bill X2 (No 110) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie-Belle Westbeare."

Bill Y2 (No 111) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Christina-Wilson Stephens."

Bill Z2 (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Andrews."

Bill A3 (No 113) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Esther-Annie Vanzant."

Bill B3 (No 114) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Werden-Grant Parker."

Bill D3 (No 115) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James-Edward Nixon."

Bill F3 (No 123) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Sorton."

Bill G3 (No 124) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys-Frances-Annie-Wheeler Bernard."

Bill H3 (No 125) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Carr."

Bill I3 (No 126) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ada-Florence Keenan."

Bill J3 (No 127) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-May Turner."

Bill K3 (No 128) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Henry Bigrow."

Bill L3 (No 129) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Emelina Dunsmore."

Bill N3 (No 131) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred William Wells."

Bill P3 (No 133) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Gertrude Connor."

Bill Q3 (No 134) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Sullivan."

Bill S3 (No 142) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Appleton."

Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain."

Bill U3 (No 144) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Percy-Christopher Paul."

Bill V3 (No 145) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham."

Bill U2 (No 132) du Sénat, intitulé: "Loi concernant le *Maritime Coal, Railway and Power Company, Limited.*"

Le Bill (No 38), Loi constituant en corporation le Compagnie de Téléphone Québec Union Electrique (*The Quebec Union Electric Telephone Company*) est considéré en comité général, rapporté sans amendement et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de M. Stevens,—Ordonné, qu'un message soit envoyé au Sénat pour retourner à cette Chambre, la preuve etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel ont été soumis les bills suivants, savoir:—

Bill W2 (No 109) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John-Edward Kelly."

Bill X2 (No 110) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie-Belle Westbeare."

Bill Y2 (No 111) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Christina-Wilson Stephens."

Bill Z2 (No 112) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alice Andrews."

Bill A3 (No 113) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Esther-Annie Vanzant."

Bill B3 (No 114) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Werden-Grant Parker."

Bill D3 (No 115) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James-Edward Nixon."

Bill F3 (No 123) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Sorton."

Bill G3 (No 124) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys-Frances-Annie-Wheeler Bernard."

Bill H3 (No 125) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Carr."

Bill I3 (No 126) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ada-Florence Keenan."

Bill J3 (No 127) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Gertrude-May Turner."

Bill K3 (No 128) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Henry Bigrow."

Bill L3 (No 129) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Emelina Dunsmore."

Bill N3 (No 131) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred William Wells."

Bill P3 (No 133) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Gertrude Connor."

Bill Q3 (No 134) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Sullivan."

Bill S3 (No 142) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Appleton."

Bill T3 (No 143) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain."

Bill U3 (No 144) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Percy-Christopher Paul."

Bill V3 (No 145) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Graham."

L'amendement fait par le Sénat au Bill (No 44), Loi concernant *The Western Dominion Railway Company* est pris en considération et adopté.

Ayant disposé de l'Ordre pour les bills privés;

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding.

Et le débat continuant, il est ajourné sur motion de M. Cowan.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants, pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill G4 (No 160) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edward George Taylor."

Bill H4 (No 161) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Swanston Neville."

Bill J4 (No 162) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lillie Montgomery."

Bill K4 (No 163) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Gordon Wright Ball."

Bill L4 (No 164) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ivan Ignatius Brazill."

Aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve prise devant le comité du Sénat sur le Divorce, auquel ont été référées les pétitions de Edward George Taylor, Margaret Swanston Neville, Ernest Lillie Montgomery, Ethel Gordon Wright Ball et Ivan Ignatius Brazill, demandant respectivement des bills de divorce; et les documents produits comme preuve au comité, avec prière de les renvoyer au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 11.55 p.m., jusqu'à demain à trois heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Delisle*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le gouvernement met-il à la retraite et pensionne-t-il les fonctionnaires de soixante-cinq ans et plus?
2. Combien de fonctionnaires du département des postes, à Ottawa, ont soixante-cinq ans et plus?
3. Quels sont les quatre nouveaux fonctionnaires nommés au département des Postes conformément à la recommandation de Griffenhagen et associés?
4. M. George Ross est-il nommé surintendant général? Quel est son âge? Quels seront ses appointements comme surintendant général?
5. Quel est l'âge de M. J.-W. Johnston, surintendant financier du département des Postes?

* M. *Mackie* (Edmonton)—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres scrip-notes, transferts de terres par suite de ces scrip-notes, et tous autres documents sans aucune réserve se rapportant à l'émanation d'un scrip de métis en faveur d'une nommée Elizabeth Hislop.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Samedi, 14 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.
231	Comité spécial sur le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.....	11 a.m.
<i>Lundi, 16 mai.</i>		
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc., (en session exécutive).....	11 a.m.
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.
<i>Mardi, 17 mai.</i>		
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 18 mai.</i>		
425	Agriculture et Colonisation.....	11 a.m.
497	Comptes publics.....	11 a.m.

No 62.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU SAMEDI, 14 MAI 1921.

PRIÈRES.

L'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingt-et-unième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingt-et-unième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné le bill suivant du Sénat et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies, savoir:—

Bill K4 (No 163) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Gordon Wright Ball."

Les bills suivants du Sénat sont respectivement lus la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill G4 (No 160) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edward George Taylor."—M. *Douglas* (Strathcona).

Bill H4 (No 161) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Swanston Neville."—M. *Copp*.

Bill J4 (No 162) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lillie Montgomery."—M. *Fripp*.

Bill K4 (No 163) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Gordon Wright Ball."—M. *Fripp*.

Bill L4 (No 164) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ivan Ignatius Brazill."—M. *Mowat*.

Sur motion de M. Tolmie,—Résolu, que la Chambre se forme en comité général lundi prochain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Qu'il est expédient de soumettre une mesure pour régler la vente et l'inspection des racinages, et de pourvoir.

1. A la mise au marché et au classement des pommes de terre offertes en vente dans des sacs ou des barils, ou en vrac, et à la définition des classes et qualités à prescrire; Mais les dispositions de la législation proposée ne s'appliqueront pas aux pommes de terre nouvelles expédiées du 1er juin au 15 septembre inclusivement, ni aux pommes de terre importées au Canada, ni aux pommes de terre de semence, ni lorsque l'observance empêcherait la vente ou l'exportation des pommes de terre sur un marché quelconque.

2. Que personne ne vendra ou n'offrira en vente des pommes de terre dans un emballage quelconque dans lequel la face ou surface visible représente faussement le contenu du paquet, c'est-à-dire lorsque plus d'un dixième de ces pommes de terre sont de grosseur ou de qualité inférieures à celles de la face ou surface visible; et que personne ne vendra ou n'offrira en vente des pommes de terre tellement avariées ou autrement dépréciées qu'elles sont impropres à la consommation.

3. Que chaque fois qu'on trouvera des pommes de terres emballées de façon que la face ou surface visible représente faussement le contenu, un inspecteur pourra confisquer le paquet, lequel pourra être détruit ou autrement traité selon les ordres du ministre; et chaque fois que des pommes de terre seront trouvées faussement marquées dans un paquet, ledit inspecteur pourra les marquer "inférieures" ou effacer les fausses marques et indiquer les classements appropriés sur le paquet; et l'inspecteur donnera à l'emballageur, dans les vingt-quatre heures, avis de ce qu'il aura fait en l'espèce.

4. Que tous les barils à pommes de terre manufacturés au Canada pour la vente au Canada, et tous les barils contenant des pommes de terre pour la vente au Canada, contiendront autant que possible sept mille cinquante-six pouces cubes; et le Gouverneur en conseil pourra faire des règlements sur la qualité, la forme et les dimensions des contenants, et sur les amendes imposées pour infraction à ces règlements.

5. Que personne ne vendra, n'offrira, exposera ou détiendra pour la vente, des pommes de terre emballées dans un baril, pour la vente en baril, à moins que ce baril ne soit bel et dûment rempli.

6. Que les inspecteurs pourront entrer dans un local pour examiner des pommes de terre qu'ils soupçonneront être marquées ou emballées en contravention des dispositions présentes, et pourront, après avoir donné avis au propriétaire, retarder pour examen toute expédition de pommes de terre au sujet desquelles il a raison de croire les dispositions présentes sont enfreintes.

7. Que des dispositions soient faites pour le marquage, le classement et l'inspection des oignons offerts en vente au sac, en clairevoïe ou en paquet; sauf ce qu'on appelle communément les échalottes; mais elles ne s'appliqueront pas aux oignons importés au Canada ni lorsque l'observance empêcherait la vente ou l'exportation des oignons sur un marché de l'étranger.

8. Que des dispositions identiques quant aux fausses représentations et aux sujets avariés ou autrement dépréciés, et quant à la saisie, à la confiscation et à l'examen, soient décrétées pour les oignons comme pour les pommes de terre.

9. Que les pommes de terre, oignons, artichaux, bettes, carottes, panais et navets offerts en vente, seront vendus à l'unité d'une livre étalon avoirdupois; toutefois, la présente disposition ne s'appliquera pas à l'offre en vente de ces légumes avec les feuilles, qu'on nomme communément "légumes verts".

10. Que des peines soient décrétées pour infraction à la législation proposée et pour la procédure à suivre dans la poursuite d'une infraction.

Sur motion de M. Meighen, pour M. Wigmore.—Résolu, que la Chambre se forme en comité général lundi prochain, pour prendre en considération les résolutions suivantes:—

Qu'il est expédient de soumettre une mesure constituant le département des Douanes et de l'Accise, en amendant la Loi des Douanes et la Loi du Revenu de l'Intérieur, et de décréter:—

1. Qu'il y aura un département du gouvernement du Canada qui s'appellera le département des Douanes et de l'Accise, dont le ministre des Douanes et de l'Accise aura la direction; et le ministre des Douanes et de l'Accise sera substitué au ministre des Douanes et au ministre du Revenu de l'Intérieur et au ministre des Douanes et du

Revenu de l'Intérieur chaque fois que l'un ou l'autre ou l'un et l'autre sont indiqués ou en question dans un statut ou dans un règlement ou ordonnance découlant d'un statut; et les autres dispositions nécessaires seront faites pour accomplir le changement proposé dans la constitution dudit département; et que la Loi des Douanes et du Revenu de l'Intérieur soit amendée à ces fins.

2. Que l'article trente-et-un de la Loi des Douanes soit amendé par l'addition d'une disposition déclarant qu'une entrée ne sera pas parfaite à moins que, dans le cas d'expéditions venant d'un pays autre que le Royaume-Uni, les colonies et domaines britanniques, lorsque la valeur douanière des marchandises facturées en dollars étalon du Canada est de cent dollars ou plus, la facture ne porte un certificat du commissaire canadien du commerce, du consul britannique ou de tout autre fonctionnaire accrédité, dans la forme à l'effet prescrits à ce sujet par le Gouverneur en conseil, lequel pourra aussi arrêter l'honoraire à imposer en l'espèce.

3. Que l'article quarante de ladite Loi touchant l'estimation des marchandises à leur valeur marchande raisonnable dans les principaux marchés du pays d'exportation, soit amendé, et qu'il soit décrété que cette valeur ne devra jamais être inférieure au prix du gros en ces temps et lieu; et qu'on ajoute une disposition déclarant que la valeur douanière de marchandises neuves ou non usagés ne sera jamais inférieure que le coût réel de production de marchandises semblables lors de l'expédition directe au Canada, plus un profit raisonnable; et le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur sera seul juge de ce qui constitue un profit raisonnable dans les circonstances.

4. Que l'article cinquante-neuf de ladite Loi soit amendé par l'addition d'une disposition décrétant que par dérogation aux dispositions dudit article, aucune réduction, dans le calcul douanier de la monnaie d'une facture, ne sera faite au delà de cinquante pour cent de la valeur du cours étalon ou proclamé du pays originaire de la facture, sans égard au change entre ce pays et le Canada lors de l'expédition des marchandises; et quant aux marchandises expédiées au Canada d'un pays ou le change est adverse au Canada, la valeur douanière du cours de la facture sera comptée selon le change entre ce pays et le Canada existant lors de l'expédition des marchandises.

5. Que l'article cent quatre de ladite Loi soit amendé pour décréter que l'inscription de marchandises sortantes par terre sera faite à la Douane du port de sortie du Canada.

6. Que l'article cent trente-deux de la Loi du Revenu de l'Intérieur, touchant le recouvrement des pénalités, soit amendé pour décréter que la juridiction de la Cour de l'Echiquier soit étendue pour donner sanction aux pénalités jusqu'à concurrence de deux mille dollars, et que toute action, poursuite ou procès intentés selon la Loi susdite seront inscrits au rôle privilégié et instruits par privilège et préférence.

7. Que l'article cent quatre-vingt de ladite Loi soit amendé pour décréter que les certificats d'un analyste provincial seront acceptés comme preuve de la teneur non-alcoolique de la bière ou de la drèche propres à la fabrication des esprits.

8. Que l'article cent quatre-vingt-un de ladite Loi soit révoqué et remplacé par une disposition décrétant que quiconque a été convaincu d'une infraction aux dispositions de l'article cent quatre-vingt, touchant la distillerie sans permis, ou a été jugé passible des peines prévus en icelui, encourra, en plus de ces peines, une pénalité double de la somme des droits qui auraient du être payés.

9. Que la Loi soit amendée par l'insertion d'une disposition disant que sur chaque barrique, ou baril servant en brasserie ou à la garde ou à la livraison de bière quelconque, on marquera, coupera ou peindra lisiblement à l'huile sur l'un des bouts le nom et l'adresse du brasseur; et sur chaque bouteille contenant de la bière le brasseur ou l'embouteilleur fixera en permanence et sûrement une étiquette indiquant en caractères lisibles le nom et l'adresse du brasseur ou de l'embouteilleur, de cette bière, et indiquant aussi la proportion d'esprit de preuve dans la teneur de cette bière.

10. Que l'article trois cent cinquante-six de ladite Loi soit amendé par l'addition d'une disposition établissant que quiconque vend ou offre en vente, des cigares ou tabacs manufacturés autrement que dans ou à même le contenant original portant les timbres voulus du revenu, que les droits aient ou non été payés sur ces tabacs ou cigares, est coupable d'infraction et passible d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinquante dollars, et d'une amende de cinquante dollars pour récidive.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding;

Et le débat se continuant.

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Le Bill (No 38), Loi constituant en corporation la Compagnie de Téléphone Québec Union Electrique (*The Quebec Union Electric Telephone Company*) est lu la troisième fois et passé sur division.

Les bills suivants sont respectivement lus la seconde fois et avec la preuve, etc., qui les accompagne sont référés au comité des Bills Privés:—

Bill W3 (No 147) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Wilson."

Bill X3 (No 148) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Harding."

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Furneaux."

Bill Z3 (No 150) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Matthew John Scott."

Bill A4 (No 151) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dora Lucy Bell."

Bill B4 (No 152) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Kropp."

Bill C4 (No 153) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Daughton."

Bill D4 (No 154) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Maude Bell."

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."

Ayant disposé de l'Ordre pour les bills privés;

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding.

Et le débat continuant, il est ajourné sur motion de M. Armstrong (Lambton).

La Chambre s'ajourne alors à 11.10 p.m., jusqu'à lundi prochain.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce quatorzième jour de mai, été affichés pour être pris en considération par le comité des Bills Privés, le ou après lundi prochain, le 16 courant:—

Bill W3 (No 147) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Wilson."

Bill X3 (No 148) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Harding."

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Furneaux."

Bill Z3 (No 150) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Matthew John Scott."

Bill A4 (No 151) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dora Lucy Bell."

Bill B4 (No 152) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Kropp."

Bill C4 (No 153) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Daughton."

Bill D4 (No 154) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Maude Bell."

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Lundi, 16 mai.</i>		
429	Banques et Commerce.....	11 a.m.
231	Comité spécial sur le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combus- tible du Canada.....	10.30 a.m.
<i>Mardi, 17 mai.</i>		
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 18 mai.</i>		
429	Agriculture et Colonisation.....	11 a.m.
497	Comptes publics.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 19 mai.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 20 mai.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 63.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 16 MAI 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingt-deuxième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 2 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingt-deuxième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De Tom Eccles, pour une loi de divorce d'avec Madeline Mary Eccles, son épouse.

De Walter E. Sloan, pour une loi de divorce d'avec Mary Frances Sloan, son épouse.

De Carman Adams, pour une loi de divorce d'avec Maud Adams, son épouse.

De Herbert Henry Brown, pour une loi de divorce d'avec Sophia Beatrice Little Brown, son épouse.

De Anna Elizabeth Walker, pour une loi de divorce d'avec Edward Walker, son époux.

De William Gordon Gordon, pour une loi de divorce d'avec Violet Maud Gordon, son épouse.

De John Chalk, pour une loi de divorce d'avec Annie Chalk, son épouse.

De Laura Newson, pour une loi de divorce d'avec Allan Frederick Newson, son époux.

De Hilda May Freeman, pour une loi de divorce d'avec Charles Michael Freeman, son époux.

De Herbert Morgan, pour une loi de divorce d'avec Dame Florence Annie Dudley, son épouse.

M. Cockshutt, du comité des Banques et du Commerce, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants et a convenu de les rapporter avec des amendements, savoir:—

Bill (No 137), Loi modifiant et codifiant la législation concernant la Compagnie des Steamers de Québec;

Bill (No 43), Loi constituant en corporation la *Standard Insurance Company*.

Au sujet du bill en dernier lieu mentionné, votre comité recommande que le titre soit changé en celui de "Loi constituant en corporation *Ensign Insurance Company*."

Les bills suivants sont respectivement lus la seconde fois, et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des divorces au Sénat, sont référés au comité des Bills Privés:—

Bill G4 (No 160) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edward George Taylor."

Bill H4 (No 161) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Swanston Neville."

Bill J4 (No 162) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lillie Montgomery."

Bill K4 (No 163) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Gordon Wright Ball."

Bill L4 (No 164) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ivan Ignatius Brazill."

L'adresse à Son Excellence le Gouverneur général et l'ordre qui suivent sont votés:—

Par M. Papineau pour M. Marcil (Bonaventure)—Adresse à Son Excellence, le Gouverneur général,—Copie de tous papiers, documents, correspondance et décrets du Conseil touchant le contrôle du gouvernement fédéral sur les pêcheries des eaux maréennes de la province de Québec; et copie du jugement du Conseil privé sur cette affaire.

Par M. Mackie (Edmonton)—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous documents, lettres scrip-notes, transferts de terres par suite de ces scrip-notes, et tous autres documents sans aucune réserve se rapportant à l'émanation d'un scrip de métis en faveur d'une nommée Elisabeth Hislop.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding.

Et le débat continuant;

Mardi, 17 mai 1921.

Sur motion de M. Kennedy (Glengarry et Stormont), ordonné que ledit débat soit ajourné.

La Chambre s'ajourne alors à 12.15 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AFFICHAGE DES BILLS PRIVÉS

Les bills suivants ont, ce seizième jour de mai été affichés pour être pris en considération par le comité des Bills Privés, le ou après mercredi prochain, le 18 courant:—

Bill G4 (No 160) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edward George Taylor."

Bill H4 (No 161) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Swanston Neville."

Bill J4 (No 162) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lillie Montgomery."

Bill K4 (No 163) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Gordon Wright Ball."

Bill L4 (No 164) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ivan Ignatius Brazill."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mardi, 17 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.
429	Comité spécial sur le Bill (No 12) Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteur.	10.30 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 18 mai.</i>		
425	Agriculture et Colonisation.....	11 a.m.
497	Comptes publics.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 19 mai.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 20 mai.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 64.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 17 MAI 1921.

PRIÈRES.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding;

Et le débat se continuant.

A six heures p.m., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

M. Casgrain propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109; agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill (No 137), Loi modifiant et codifiant la législation concernant la Compagnie des Steamers de Québec.

Bill (No 43), Loi constituant en corporation la *Standard Insurance Company* (Titre changé en celui de "Loi constituant en corporation la *Ensign Insurance Company*").

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés;

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding.

Et le débat continuant;

Mercredi, 18 mai 1921.

Et le débat se prolongeant, il est ajourné sur motion de M. Proulx.

La Chambre s'ajourne alors à 12.06 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 18 mai.</i>		
429	Comité spécial sur le Bill (No 12) Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteur.	10.30 a.m.
231	Comité spécial sur le Bill (No 122) Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.....	11 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
425	Agriculture et Colonisation.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
497	Comptes publics.....	11 a.m.
<i>Jeudi, 19 mai.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 20 mai.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.

No 65.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 18 MAI 1921.

Le greffier informe la Chambre de l'absence inévitable de l'Orateur.

M. Boivin, président des comités, prend alors le fauteuil comme orateur suppléant en vertu du statut à cet effet.

PRIÈRES.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre du 4 avril 1921 :—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et la Chambre de Commerce et le Conseil municipal et la Commission du port de Québec, depuis la session de 1917, touchant la diversion du grain du nord-ouest sur New-York, l'inexécution, par le gouvernement, de ses entreprises au sujet des fêtes de lignes du chemin de fer Transcontinental à Québec, et des mémoires adressés au premier ministre sur ce sujet.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding.

Et le débat continuant, il est ajourné sur motion de M. Sutherland.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant sans amendement :—

Bill (No 13), Loi modifiant et codifiant les lois concernant l'inspection du gaz et des compteurs à gaz.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre, savoir :—

Bill N4 (No 165) du Sénat, intitulé : "Loi pour faire droit à Lily Maude McCormack."

Bill P4 (No 166) du Sénat, intitulé : "Loi pour faire droit à Herbert Henry Brown."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des divorces au Sénat auquel ont été référées les pétitions de Lily Maude McCormack et de Herbert Henry Brown respectivement, demandant une loi de divorce, et les documents produits comme preuve, avec prière qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 11.55 p.m.

GEORGES H. BOIVIN,
Orateur Suppléant.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Sinclair* (Antigonish-et-Guysborough)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. A-t-on démoli l'édifice des Douanes à Toronto, il y a quelque temps?
2. Dans l'affirmative, pourquoi?
3. Qui a recommandé cette démolition?
4. A-t-on reconstruit?
5. Combien a-t-on payé en loyer pour l'espace exigé pour le service des Douanes, à Toronto, depuis la démolition de l'édifice susdit?

M. *Sinclair* (Antigonish-et-Guysborough)—Vendredi prochain—QUESTION—Quelle somme brute a-t-on payée à Arthur Young et Cie, et à Griffenhagen et Cie pour services touchant le classement et l'organisation du service public, depuis le commencement du travail de Arthur Young et Cie, en 1918, jusqu'au 30 avril 1921, y compris la subsistance et les déplacements et tous autres frais quelconques?

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Jeudi, 19 mai.</i>		
429	Bills privés.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Vendredi, 20 mai.</i>		
425	Comptes publics.....	11 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
<i>Samedi, 21 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.

No 66.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 19 MAI 1921.

Le greffier informe la Chambre de l'absence inévitable de l'Orateur.

M. Boivin, président des comités, prend alors le fauteuil comme orateur suppléant en vertu du statut à cet effet. ...

PRIÈRES.

M. Steele, du comité des Bills Privés, présente le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants, et a convenu de les rapporter sans amendements, savoir:—

Bill W3 (No 147) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Wilson."

Bill X3 (No 148) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Harding."

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Furneaux."

Bill Z3 (No 150) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Matthew John Scott."

Bill A4 (No 151) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dora Lucy Bell."

Bill B4 (No 152) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Kropp."

Bill C4 (No 153) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Daughton."

Bill D4 (No 154) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Maude Bell."

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."

Bill G4 (No 160) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edward George Taylor."

Bill H4 (No 161) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Swanston Neville."

Bill J4 (No 162) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lillie Montgomery."

Bill K4 (No 163) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Gordon Wright Ball."

Bill L4 (No 164) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ivan Ignatius Brazill."

Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoyne de Martigny."

Votre comité recommande que les frais additionnels exigés et versés sous l'empire de la règle 89, paragraphe 3 (c), soient remboursés pour les bills suivants, savoir:—

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Furneaux."

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."

Sur motion de Sir George Foster,—Ordonné, que vue la période avancée de la session, les bills privés du Sénat qui sont envoyés à la Chambre pour adoption, soient lus deux fois le même jour, et que la règle 103 soit suspendue relativement à l'affichage de ces bills pour le reste de la session.

Sur motion de M. Steele,—Ordonné, que conformément à la recommandation contenue dans le septième rapport du comité des Bills Privés, les frais additionnels exigés et versés sous l'empire de la règle 89, paragraphe 3 (c), soient remboursés dans les cas suivants, savoir:—

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Furneaux."

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."

Les bills privés suivants du Sénat sont respectivement lus la première, et la seconde fois, et avec la preuve, etc., qui les accompagne, sont référés au comité des Bills Privés:—

Bill N4 (No 165) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Maude McCormack."—M. *Glass*.

Bill P4 (No 166) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Henry Brown."—M. *Copp*.

Du consentement de la Chambre, Sir George Foster propose,—Que la Chambre retourne maintenant à l'item Présentation des rapports de comités, sous la rubrique Affaires de Routine; agréé.

La Présentation des rapports des comités étant appelée;

M. Morphy, du comité des Comptes Publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité recommande que tous les rapports de l'Auditeur général relatifs à des paiements faits à la compagnie Arthur Young, depuis la date de son premier engagement jusqu'au 31 mars 1920, soient référés au comité des Comptes Publics.

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Morphy, ledit rapport est adopté.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de Sir Henry Drayton:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens; et sur l'amendement de M. Fielding,—Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants:—

“La Chambre regrette que le gouvernement, après avoir fréquemment affirmé son intention de reviser le tarif douanier—et à la suite d’une enquête prolongée qu’un comité de ministres a fait d’un océan à l’autre—n’ait proposé aucune diminution de ce tarif;

“Que la Chambre, tout en admettant que les besoins financiers du Canada exigent le maintien d’un tarif douanier, ne saurait agréer les déclarations du gouvernement au sens que le tarif doit s’étayer sur le principe de la protection; car le tarif est une taxe, et la législation doit avoir pour objet d’alléger cette taxe dans la mesure du possible;

“Que la politique financière du Canada devrait viser à l’encouragement des industries appuyées sur les richesses naturelles du pays, et dont l’exploitation pourrait—on peut raisonnablement le prévoir—créer de solides entreprises et leur promettre un succès durable;

“Qu’on devrait apporter au tarif douanier des changements susceptibles de diminuer la vie chère et le coût des instruments producteurs, qu’exige la mise en valeur efficaces des ressources naturelles du Dominion;

“La Chambre tout en gardant bien en vue cet objectif, reconnaît que toute révision tarifaire doit tenir compte des conditions actuelles de l’industrie, et accomplir les changements de façon à troubler les affaires le moins possible;

“Tout en reconnaissant que les obligations découlant de la guerre doivent être honorées, et se déclarant prête à décréter toutes les dispositions afférentes nécessaires, la Chambre regrette que les propositions financières du gouvernement ne donnent pas à l’économie urgente l’attention qu’elle mérite; et à son avis le gouvernement, avant de recourir à de nouvelles taxes, devraient diminuer de beaucoup les dépenses qu’il projette.”

Et le débat continuant;

Vendredi, 20 mai 1921.

Et la question étant posée sur l’amendement, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR:

Messieurs

Archambault,	Deslauriers,	Lafortune,	Pacaud,
Baldwin,	Devlin,	Lanctôt,	Pardee,
Béland,	Duff,	Lapointe,	Parent,
Bourassa,	DuTremblay,	Lavigueur,	Pelletier,
Brouillard,	Ethier,	Leduc,	Prevost,
Buchanan,	Fafard,	Léger,	Reid, (Mackenzie)
Bureau,	Fielding,	Lemieux,	Rinfret,
Cahill,	Fontaine,	Lesage,	Robb,
Caldwell,	Fortier,	MacNutt,	Savard,
Campbell,	Fournier,	McDermand,	Séguin,
Cannon,	Gauvreau,	McGibbon,	Sinclair (Antigonish
Cardin,	Gervais,	(Argenteuil)	et Guysborough)
Casgrain,	Gordon,	McKenzie,	Sinclair,
Chisholm,	Gould,	McMaster,	(Queens, I.P.E.)
Copp,	Halbert,	Maharg,	Stein,
Crerar,	Johnston,	Marcil,	Tobin,
d,Anjou	Kay,	(Bonaventure)	Trahan,
Déchène,	Kennedy (Essex N.)	Marcile (Bagot)	Truax,
Delisle,	Kennedy (Glengarry	Mayrand,	Verville,
Demers,	and Stormont)	Michaud,	Vien,
Denis,	King,	Molloy,	White,
Delauliniers,	Knox,	Murphy,	Wright,

CONTRE :

Messieurs

Allan,	Cockshutt,	Henders,	Redman,
Anderson,	Cooper,	Hocken,	Reid
Argue,	Cowan,	Lalor,	(Grenville),
Armstrong,	Crowe,	Lang,	Sexmith,
(Lambton),	Cruise,	Long,	Shaw,
Armstrong (York)	Currie,	MacKelvie,	Sheard,
Arthurs,	Davidson,	Mackie (Renfrew),	Simpson,
Ballantyne,	Doherty,	Maclean (York),	Smith,
Ball,	Douglas	McCurdy,	Spinney,
Best,	(Strathcona),	McGibbon,	Stacey,
Blair,	Douglas (Cape	(Muskoka),	Steele,
Blake,	Breton S. and	McGregor,	Stevens,
Bolton,	Richmond),	McIntosh,	Stewart
Bonnell,	Drayton (Sir Henry)	McIsaac,	(Hamilton),
Bowman,	Elkin,	McLean (Royal),	Stewart
Boyce,	Finley,	McQuarrie,	(Lanark),
Boys,	Forster (Sir George),	Manion,	Sutherland,
Brien,	Foster (York),	Martin,	Thompson
Bristol,	Fraser,	Meighen,	(Weyburn),
Butts,	Fripp,	Middlebro,	Thompson
Calder,	Fulton,	Morphy,	(Hastings),
Casselman,	Glass,	Mowat,	Thompson (Yukon),
Chabot,	Griesbach,	Munson,	Tolmie,
Chaplin,	Guthrie,	Myers,	Tremain,
Charters,	Halladay,	Nesbitt,	Tweedie,
Clarke, (Bruce),	Harold,	Nicholson (Queens,	Wigmore,
Clarke,	Harrison,	I.P.-E.)	Wilson
(Wellington),	Hartt,	Peck,	(Wentworth),
Clements,	Hay,	Porter,	Wilson
			(Saskatoon)—103

Et la question étant posée sur la motion principale elle est adoptée sur la même division renversée.

La Chamre se forme en conséquence de nouveau en comité des Voies et Moyens et sur rapport de progrès le comité est autorisé à siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le très honorable James-William Lowther, C.P., qui fut d'avril 1905 à cette année Orateur de la Chambre des Communes britanniques, présentera cet après-midi, 20 mai, à deux heures et demie, à la Chambre des Communes canadiennes, la superbe copie du fauteuil de l'Orateur de La Chambre des Communes britanniques à Westminster, que les honorables membres de la Chambre des lords et de la Chambre des Communes, constituant la section du Royaume-Uni de l'Association parlementaire impériale, veulent bien offrir à notre Chambre à titre de bon vouloir.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill R3 (No 167) du Sénat, intitulé: "Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited*."

Bill O4 (No 168) du Sénat, intitulé: "Loi constituant en corporation la *Edmonton and Mackenzie River Railway Company*."

Bill Q4 (No 169) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Seigler Schatsburg."

Bill R4 (No 170) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Eudora Edith Webster Perry."

Bill S4 (No 171) du Sénat, intitulé: Loi pour faire à John Howard Ferguson."

Bill T4 (No 172) du Sénat, intitulé: Loi pour faire droit à Edith Myrtle Barnes."

Bill U4 (No 173) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Sherman Talmage Smith."

Bill V4 (No 174) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Hurst."

Bill W4 (No 175) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Gibb."

Bill C5 (No 176) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Norah Beatrice McDonald."

Bill D5 (No 177) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Alice Allport."

Bill E5 (No 178) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Abbie Jane Harris Wigle."

Bill F5 (No 179) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Edwin Sloan."

Bill G5 (No 180) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Leslie Glover."

Bill H5 (No 181) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Gordon Gordon."

Bill I5 (No 182) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Elizabeth Walker."

Bill J5 (No 183) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Wilfred Rigby."

Bill K5 (No 184) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Sidney McPherson."

Bill L5 (No 185) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Alfred Ballard."

Bill M5 (No 186) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Gladstone Cook."

Aussi,—Un message communiquant à la Chambre, la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat auquel ont été référées les pétitions de Rose Seigler Shatsburg, Eudora Edith Webster Perry, John Howard Ferguson, Edith Myrtle Barnes, Sherman Talmage Smith, John Hurst, Florence Gibb, Norah Beatrice McDonald, Mabel Alice Allport Abbie Jane Harris Wigle, Walter Edwin Sloan, James Leslie Glover, William Gordon Gordon, Anna Elizabeth Walker, Arthur Wilfred Rigby, Albert Sidney McPherson, Ernest Alfred Ballard et William Gladstone Cook respectivement, demandant une loi de divorce, et les documents qui ont servi de preuves, avec prière qu'ils soient retournés au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à 5h. 40m. a.m.

GEORGES-H. BOIVIN,
Orateur suppléant.

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *MacNutt*—Samedi prochain—QUESTION—

1. La Commission d'établissement des soldats a-t-elle acheté du colonel F.-J. Murray, au nom de G.-H. Tarrant, soldat rapatrié, la moitié ouest de 2-16-1E, au Manitoba; le titre de ce terrain a-t-il été acquis à la Commission; le prix d'achat a-t-il été payé au vendeur, sans l'affidavit du vendeur, sur formule E, que la Loi d'établissement des soldats et les règlements de la Commission; exigent, et l'achat de ce terrain était-il contraire à la politique de la Commission et constituait-il une infraction à ses règlements?

2. Qui a signé la réquisition des mandats pour le prix d'achat de ce terrain? Qui a expédié ces mandats aux avoués du vendeur? A quelle date ces réquisitions ont-elles été signées et a-t-on envoyé les mandats?

3. Le major John Barnett s'est-il enquis des circonstances de l'achat de ce terrain, et un fonctionnaire de la Commission a-t-il négligé son devoir quant à cet achat? Dans l'affirmative, quel était ce fonctionnaire?

4. Un fonctionnaire de la Commission à Ottawa a-t-il donné ordre pour que la personne responsable de la transaction en question soit destituée? Dans l'affirmative, quel fonctionnaire de la Commission a été destitué? Quelle raison lui a-t-on donnée pour motiver sa destitution ?

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 20 mai.</i>		
425	Comptes publics.....	11 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Samedi, 21 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	11 a.m.

No 67.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 20 MAI 1921.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingt-troisième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingt-troisième rapport comme suit:—

Votre examinateur a dûment examiné les bills suivants du Sénat et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

Bill O4 (No 168) du Sénat, intitulé: "Loi constituant en corporation la *Edmonton and Mackenzie River Railway Company*."

Bill Q4 (No 169) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Seigler Schatsburg."

Bill S4 (No 171) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Ferguson."

Bill G5 (No 180) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Leslie Glover."

Sur motion de M. Meighen, secondé par M. King,—Résolu, que les remerciements de la Chambre soient offerts au lord chancelier et à l'Orateur de la Chambre des Communes, comme présidents conjoints, et aux membres de l'Association parlementaire de l'Empire, branche du Royaume-Uni, pour le fauteuil de l'Orateur qui a été présenté en leur nom ce jour par le Très Honorable James W. Lowther, et que M. l'Orateur informe les donateurs de la haute appréciation de ce cadeau par la Chambre et pour l'expression de bon vouloir qui l'accompagne et qui lui restera toujours attachée, et pour le grand honneur qui a été fait par la visite de bienvenue du Très Honorable James Lowther.

Sur motion de M. Meighen, secondé par M. King,—Résolu que la Chambre apprécie vivement la visite du Très Honorable James W. Lowther, ci-devant Orateur de la Chambre des Communes de la Grande-Bretagne, dans le but de présenter le fauteuil de l'Orateur, et que M. l'Orateur lui exprime les remerciements de la Chambre pour sa visite et l'appréciation du grand honneur et compliment qu'elle implique.

Sur motion de M. Meighen, secondé par M. King,—Ordonné, que ce qui a été dit à la présentation formelle du fauteuil de l'Orateur avant l'ouverture de la séance, par Son Excellence le Gouverneur général, le Très Honorable J. W. Lowther, M. l'Orateur, M. l'Orateur-suppléant, le premier ministre, le Très honorable Sir Robert Borden, l'Honorable Mackenzie King, l'Honorable T. A. Crerar, et l'Honorable Rodolphe Lemieux soit imprimé dans le hansard comme préface aux procédures de ce jour.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mai 1921:—Copie de toute correspondance entre aucun membre du gouvernement ou aucun officier du département des Assurances avec tout surintendant d'assurance des gouvernements fédéral ou provincial ou aucune association de surintendants d'assurance provinciaux touchant la résolution amendant la Loi de l'assurance, inscrite sur le feuillet des ordres au nom du ministre des Finances, ou se rapportant à la teneur de la résolution.

Il met aussi devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du département de l'imprimerie et de la Papeterie publiques, pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Les bills de divorce qui suivent, ainsi que la preuve, etc., qui les accompagnent, et le bill du Sénat qui suit, sont respectivement lus la première et la seconde fois, et référés au comité des Bills Privés:—

Bill R3 (No 167) du Sénat, intitulé: "Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited.*"

Bill Q4 (No 169) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Seigler Schatsburg."

Bill R4 (No 170) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Eudora Edith Webster Perry."

Bill S4 (No 171) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Ferguson."

Bill T4 (No 172) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Myrtle Barnes."

Bill U4 (No 173) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Sherman Talmage Smith."

Bill V4 (No 174) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Hurst."

Bill W4 (No 175) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Gibb."

Bill C5 (No 176) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Norah Beatrice McDonald."

Bill D5 (No 177) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Alice Allport."

Bill E5 (No 178) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Abbie Jane Harris Wigle."

Bill F5 (No 179) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Edwin Sloan."

Bill G5 (No 180) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Leslie Glover."

Bill H5 (No 181) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Gordon Gordon."

Bill I5 (No 182) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Elizabeth Walker."

Bill J5 (No 183) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Wilfred Rigby."

Bill K5 (No 184) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Sidney McPherson."

Bill L5 (No 185) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Alfred Ballard."

Bill M5 (No 186) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Gladstone Cook."

Le bill suivant du Sénat est lu la première et la seconde fois, et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:—

Bill R3 (No 167) du Sénat, intitulé: "Loi constituant en corporation la *Edmonton and Mackenzie River Railway Company*."

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitta pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

M. Fripp propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés, en vertu de la règle 109; agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés sur division, savoir:—

Bill W3 (No 147) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Wilson."

Bill X3 (No 148) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Harding."

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Furneaux."

Bill Z3 (No 150) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Matthew John Scott."

Bill A4 (No 151) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dora Lucy Bell."

Bill B4 (No 152) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Kropp."

Bill C4 (No 153) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Daughton."

Bill D4 (No 154) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Maude Bell."

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."

Bill G4 (No 160) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edward George Taylor."

Bill H4 (No 161) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Swanston Neville."

Bill J4 (No 162) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lillie Montgomery."

Bill K4 (No 163) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Gordon Wright Ball."

Bill L4 (No 164) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ivan Ignatius Brazill."

Le bill suivant est considéré en comité général, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoyne de Martigny."

M. Fripp propose,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre retourne la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel ont été soumis les bills suivants, savoir:—

Bill W3 (No 147) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Wilson."

Bill X3 (No 148) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Harding."

Bill Y3 (No 149) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Furneaux."

Bill Z3 (No 150) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Matthew John Scott."

Bill A4 (No 151) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Dora Lucy Bell."

Bill B4 (No 152) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Kropp."

Bill C4 (No 153) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Daughton."

Bill D4 (No 154) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Maude Bell."

Bill E4 (No 155) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster."

Bill G4 (No 160) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edward George Taylor."

Bill H4 (No 161) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Swanston Neville."

Bill J4 (No 162) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Lillie Montgomery."

Bill K4 (No 163) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Gordon Wright Ball."

Bill L4 (No 164) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ivan Ignatius Brazill."

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Ethier, les règles 28 (a) et 115, relatives au Bill I4 (No 188) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Central Railway Company of Canada*" sont suspendues, et ledit bill est lu la première et la seconde fois et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Du consentement de la Chambre, M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne aux Ordres du jour; agréé.

Les Ordres du jour étant en conséquence appelés;

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met alors devant la Chambre,—Copie de correspondance concernant la prétendue invitation faite à l'honorable P.-J. Veniot de faire partie du cabinet du Dominion.

M. Meighen propose alors,—Que la Chambre revienne à l'Ordre pour les Bills Privés; agréé.

Ayant disposé de l'Ordre pour les Bills Privés;
Le comité des Voies et Moyens reprend le cours de ces délibérations.

(En comité.)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

1. RÉSOLU,—Qu'il est expédient de modifier le Tarif des douanes, 1907, par l'insertion de l'article suivant immédiatement après l'article 8:—

8a. Nonobstant les dispositions de la présente loi, les marchandises, autres que les tabacs, cigares, cigarettes, spiritueux ou liqueurs alcooliques et les articles mentionnés à l'Annexe A de la *Loi du traité de commerce avec les Indes Occidentales*, les produits naturels ou fabriqués du

Honduras anglais;

des Bermudes;

des Bahama;

de la Jamaïque;

des îles Turques et des Caïques;

des îles sous le Vent (Antigua, Saint-Christophe-Nevis, Dominique, Montserrat et les îles Vierges);

des îles au Vent (Grenade, Saint-Vincent et Sainte-Lucie);

des Barbades;

de la Trinité et Tobago; et

de la Guyane anglaise,

lorsqu'ils en sont importés directement, ne sont sujets en aucun temps, à plus de cinquante pour cent des droits imposés sur des marchandises semblables telles que décrites au Tarif général sous l'empire des règlements établis par le Ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur.

2. RÉSOLU,—Que l'Annexe A du Tarif des douanes, 1907, tel que modifié par le chapitre 15 des lois de 1913, par le chapitre 26 des lois de 1914 et par le chapitre 5 des lois de 1914 (deuxième session) soit de nouveau modifié, par le retranchement des item tarifaires 20, 21, 22, 23, 39b, 77a, 101, 101a, 110, 111, 113, 134, 135, 150, 151, 153, 156, 159, 160, 162, 163, 164 et 165, des diverses énumérations de marchandises respectivement, et des divers taux de droits de douane, s'il y en a, placés en regard de chacun de ces item, et qu'il soit prescrit que les item suivants, les énumérations et les taux de droits soient insérés à ladite Annexe A:—

Nu- méros		Tarif de préférence britannique	Tarif intermé- diaire	Tarif général
20	Pâte ou « liqueur » de cacao et pâte ou « liqueur » de chocolat, non sucrée, en blocs ou gâteaux, la livre.....	4 cents.	5 cents	5 cents
21	Pâte ou « liqueur » de cacao et pâte ou « liqueur » de chocolat, sucrée, en blocs ou gâteaux d'au moins deux livres de pesanteur..... la livre	4½ cents	5½ cents	5½ cents
22	Préparations de cacao ou de chocolat, en poudre.....	27½ p.e.	35 p.c.	35 p.c.
23	Préparations de cacao ou de chocolat, n.d., et confiseries, recouvertes de chocolat ou en contenant, y compris le poids des enveloppes et des cartons dans le poids pour le droit..... la livre	1½ cents	1½ cents	1½ cents
	et.....	22½ p.c.	35 p.c.	35 p.c.
39b	Arrowroot.....	2½ cent	1½ cent	1½ cent
77a	Caroubes, et fèves de cacao, non torréfiées, broyées ou moulues..... les 100 livres	En franchise	\$1 50	\$1 50
87a	Oignons à l'état naturel.....	En franchise	30 p.c.	30 p.c.
101	Oranges et citrons.....	En franchise	En franchise	En franchise
101a	Pamplemousses..... les 100 livres	50 cents	\$1 00	\$1 00
101b	Limons.....	En franchise	15 p.c.	15 p.c.
103	Fruits conservés dans l'eau-de-vie ou autres spiritueux de pas plus de quarante pour cent d'esprit de preuve en teneur liquide, par gallon.....	\$2.50	\$2.50	\$2.50
	et.....	60 p.c.	60 p.c.	60 p.c.

Nu- méros		Tarif de préférence britannique	Tarif intermé- diaire	Tarif général
104	Fruits conservés dans l'eau-de-vie ou autres spiritueux de pas plus de quarante pour cent d'esprit de preuve, le gallon.....	\$10 00	\$10 00	\$10 00
	et	30 p.c.	30 p.c.	30 p.c.
110	Noix de coco, n.d..... le 100	50 cents	\$1 00	\$1 00
111	Noix de coco, quand elles sont directement importées du pays de production sur navire à un port canadien..... le 100	En franchise	75 cents	75 cents
113	Noix de coco, sucrées ou non..... la livre	5 cents	6 cents	6 cents
134	Tout sucre supérieur en couleur au numéro seize, type de Hollande, et tous sucres raffinés de quelque espèce, qualité ou type qu'ils soient, non couvert par l'item tarifaire n° 135.			
	accusant au polariscope au plus quatre-vingt-huit degrés, les 100 livres.....	\$1.50	\$2.00	\$2.00
	accusant plus de quatre-vingt-huit degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-neuf degrés, les 100 livres.	\$1.52	\$2.03	\$2.03
	accusant plus de quatre-vingt-neuf degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-dix degrés, les 100 livres.	\$1.54	\$2.06	\$2.06
	accusant plus de quatre-vingt-dix degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-onze degrés, les 100 livres.	\$1.56	\$2.08	\$2.08
	accusant plus de quatre-vingt-onze degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-douze degrés, les 100 livres.....	\$1.59	\$2.12	\$2.12
	accusant plus de quatre-vingt-douze degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-treize degrés, les 100 livres.....	\$1.61	\$2.15	\$2.15
	accusant plus de quatre-vingt-treize degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-quatorze degrés, les 100 livres.....	\$1.63	\$2.18	\$2.18
	accusant plus de quatre-vingt-quatorze degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-quinze degrés, les 100 livres.....	\$1.65	\$2.20	\$2.20
	accusant plus de quatre-vingt-quinze degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-seize degrés, les 100 livres.....	\$1.68	\$2.24	\$2.24
	accusant plus de quatre-vingt-seize degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-dix-sept degrés, les 100 livres.....	\$1.70	\$2.27	\$2.27
	accusant plus de quatre-vingt-dix-sept degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-dix-huit degrés, les 100 livres.....	\$1.72	\$2.30	\$2.30
	accusant plus de quatre-vingt-dix-huit degrés, mais ne dépassant pas quatre-vingt-dix-neuf degrés, les 100 livres.....	\$1.79	\$2.39	\$2.39
	accusant plus de quatre-vingt-dix-neuf degrés, les 100 livres.....	\$1.79	\$2.39	\$2.39
	Toutefois, le sucre raffiné a droit d'entrer sous le Tarif de préférence britannique, sur preuve suffisante aux yeux du ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, que ce sucre raffiné est le produit exclusif de sucre brut produit dans les colonies et possessions britanniques et non autrement.			
135	Sucre supérieur en couleur au numéro seize, type de Hollande, s'il est importé par un raffineur de sucre reconnu, pour fins de raffinage seulement, en vertu des règlements du Ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur; et sucre n.d., non supérieur en couleur au numéro seize, type de Hollande, égouttages de sucre ou coulages pendant le transport, mélado ou mélado concentré, fonds de cuves, vesou recuit (concrete), et mélasses titrant plus de cinquante-six degrés, mais n'excédant pas soixante-seize degrés, s'ils n'excèdent pas soixante-seize degrés de polarisation, les cent livres.....	70 cents	\$1-16080	\$1-16080
	s'ils excèdent soixante-seize degrés, mais n'excèdent pas soixante-dix-sept degrés, les cent livres.....	70-75 cents	\$1-18366	\$1-18366
	s'ils excèdent soixante-dix-sept degrés, mais n'excèdent pas soixante-dix-huit degrés, les cent livres....	71-5 cents	\$1-20652	\$1-20652
	s'ils excèdent soixante-dix-huit degrés, mais n'excèdent pas soixante-dix-neuf degrés, les cent livres....	72-25 cents	\$1-22938	\$1-22938
	s'ils excèdent soixante-dix-neuf degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt degrés, les cent livres.....	73 cents	\$1-25224	\$1-25224
	s'ils excèdent quatre-vingt degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-un degrés, les cent livres.....	73-75 cents	\$1-27510	\$1-27

Nu- méros		Tarif de préférence britannique	Tarif intermé- diaire	Tarif général
	s'ils excèdent quatre-vingt-un degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-deux degrés, les cent livres. . .	74.5 cents	\$1.29796	\$1.29796
	s'ils excèdent quatre-vingt-deux degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-trois degrés, les cent livres. . .	75.25 cents	\$1.32082	\$1.32082
	s'ils excèdent quatre-vingt-trois degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-quatre degrés, les cent livres. . .	76 cents	\$1.34560	\$1.34560
	s'ils excèdent quatre-vingt-quatre degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-cinq degrés, les cent livres. . .	76.75 cents	\$1.37038	\$1.37038
	s'ils excèdent quatre-vingt-cinq degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-six degrés, les cent livres. . .	77.5 cents	\$1.39516	\$1.39516
	s'ils excèdent quatre-vingt-six degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-sept degrés, les cent livres. . .	78.25 cents	\$1.41994	\$1.41994
	s'ils excèdent quatre-vingt-sept degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-huit degrés, les cent livres. . .	79 cents	\$1.44664	\$1.44664
	s'ils excèdent quatre-vingt-huit degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-neuf degrés, les cent livres. . .	79.75 cents	\$1.47334	\$1.47334
	s'ils excèdent quatre-vingt-neuf degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-dix degrés, les cent livres. . .	80.5 cents	\$1.50388	\$1.50388
	s'ils excèdent quatre-vingt-dix degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-onze degrés, les cent livres. . .	81.25 cents	\$1.53442	\$1.53442
	s'ils excèdent quatre-vingt-onze degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-douze degrés, les cent livres. . .	82 cents	\$1.56496	\$1.56496
	s'ils excèdent quatre-vingt-douze degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-treize degrés, les cent livres. . .	82.75 cents	\$1.59550	\$1.59550
	s'ils excèdent quatre-vingt-treize degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-quatorze degrés, les cent livres. . .	83.5 cents	\$1.62604	\$1.62604
	s'ils excèdent quatre-vingt-quatorze degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-quinze degrés, les cent livres. . .	84.25 cents	\$1.65658	\$1.65658
	s'ils excèdent quatre-vingt-quinze degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-seize degrés, les cent livres. . .	85 cents	\$1.68712	\$1.68712
	s'ils excèdent quatre-vingt-seize degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-dix-sept degrés, les cent livres. . .	85.75 cents	\$1.71766	\$1.71766
	s'ils excèdent quatre-vingt-dix-sept degrés, mais n'excèdent pas quatre-vingt-dix-huit degrés, les cent livres. . .	86.50 cents	\$1.74820	\$1.74820
	au-dessus de quatre-vingt-dix-huit degrés, les cent livres. . .	87.25 cents	\$1.83250	\$1.83250
	Toutefois encore tout sucre brut, y compris le sucre dénommé en ce numéro, et qui est le produit d'une colonie ou d'une possession britannique, entre sous le Tarif de préférence britannique, lorsqu'il est importé directement d'une colonie ou possession britannique, au Canada.			
	Toutefois, le sucre importé sous le régime de ce numéro n'est pas assujéti à un droit spécial.			
150	Jus de limon et jus de fruits, alcoolisés ou renfermant au plus vingt-cinq pour cent d'esprit de preuve, le gallon.	\$2.50	\$2.50	\$2.50
151	Jus de limon et jus de fruits, alcoolisés ou renfermant plus de vingt-cinq pour cent d'esprit de preuve, le gallon.	\$10.00	\$10.00	\$10.00
	et.	30 p. c.	30 p. c.	30 p. c.
153	Jus de limon à l'état naturel seulement.	En franchise	15 cents	15 cents
156	Alcool éthylique, ou la substance communément connue sous le nom d'alcool, oxyde d'éthyle hydraté ou d'esprit-de-vin, n.d.; genièvre (gin) de toute espèce, n.d.; whisky et tous liquides alcooliques ou spiritueux, n.d.; alcool amylique ou huile lourde ou toute substance désignée sous le nom de huile de pommes de terre; alcool méthylique, alcool de bois, naphte de bois, esprit pyroxylique, ou tout produit désigné sous le nom d'esprit de bois ou de spiritueux méthylés, absinthe, arack ou eau-de-vie de palme, eau-de-vie, y compris les eaux-de-vie artificielles et les imitations d'eau-de-vie, n.d.; cordiaux et liqueurs de toutes espèces, n.d.; suc d'agave fermenté (<i>mescal</i>), pulque, extrait de punch au rhum (<i>rhum shrub</i>), genièvre de Hollande (<i>schiedam</i>) et autres schnapps; tafia, angostura, et amers ou boissons alcooliques similaires; et vins, n.d., renfermant plus de quarante pour cent d'esprit de preuve, le gallon d'esprit de preuve.	\$10.00	\$10.00	\$10.00

Nu- méros		Tarif de préférence britannique	Tarif intermé- diaire	Tarif général
156a	Rhum, le gallon d'esprit de preuve..... Toutefois, pour tous les articles dénommés sous les numéros 156 et 156a et dont la force alcoolique est inférieure à celle de l'esprit de preuve, il ne doit être fait dans le mesurage aucune réduction en vue du droit, au-dessous du titre de quinze pour cent au-dessous de preuve; Toutefois aussi, lorsque les articles dénommés sous ces deux numéros, sont d'une force alcoolique supérieure à celle de l'esprit de preuve, leur mesurage et le chiffre du droit à acquitter sur ces articles doivent être majorés en proportion de la supériorité du titre relativement à la force de l'esprit de preuve; Toutefois encore, les bouteilles, flacons et récipients de genièvre, rhum, whisky et eau-de-vie de toute sorte, et leurs imitations, sont réputés contenir les quantités suivantes (sauf les dispositions relatives à la majoration ou à la réduction d'après le degré de force alcoolique), savoir: Les bouteilles, flacons et récipients, ne contenant pas plus de trois quarts d'un gallon la douzaine, représentent trois quarts d'un gallon la douzaine; Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus de trois quarts d'un gallon mais pas plus d'un gallon la douzaine, représentent un gallon la douzaine; Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus d'un gallon mais pas plus d'un gallon et demi la douzaine, représentent un gallon et demi la douzaine; Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus d'un gallon et demi mais pas plus de deux gallons la douzaine; Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus de deux gallons mais pas plus de deux gallons et quatre cinquièmes la douzaine, représentent deux gallons et quatre cinquièmes la douzaine; Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus de deux gallons et quatre cinquièmes mais pas plus de trois gallons la douzaine, représentent trois gallons la douzaine; Les bouteilles, flacons et récipients contenant plus de trois gallons mais pas plus de trois gallons et un cinquième la douzaine, représentent trois gallons et un cinquième la douzaine; Toutefois encore, les bouteilles ou les fioles de liqueurs pour des fins spéciales, telles les échantillons non destinés à être vendus dans le commerce, peuvent être déclarés en douane suivant le mesurage réel subordonnément aux règles établies par le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur.	\$8.00	\$10.00	\$10.00
159	Spiritueux et eaux spiritueuses de toute espèce mélangés avec un ou plusieurs ingrédients et connus ou désignés sous le nom d'essences, extraits, ou essences de fruits éthérées et spiritueuses, n.d., le gallon..... et.....	\$10.00 30 p.c.	\$10.00 30 p.c.	\$10.00 30 p.c.
159a	Spiritueux et eaux spiritueuses de toute espèce mélangés avec un ou plusieurs ingrédients et connus ou désignés sous le nom de calmants, élixirs, teintures ou médicaments, n.d., le gallon..... et.....	\$3.00 30 p.c.	\$3.00 30 p.c.	\$3.00 30 p.c.
160	Parfums à l'alcool et spiritueux parfumés, eau de laurier (<i>bay rum</i>), eau de cologne et de lavande, lotion pour les cheveux et la peau, eaux dentifrices et autres préparations de toilette renfermant des spiritueux quelconque: (a) en bouteilles ou flacons ne contenant pas plus de quatre onces..... (b) en bouteilles, flacons ou autres récipients contenant plus de quatre onces, le gallon..... et.....	90 p.c. \$5.00 40 p.c.	90 p.c. \$5.00 40 p.c.	90 p.c. \$5.00 40 p.c.
162	Vins médicinaux ou combinés avec des médicaments, y compris le vermouth et le vin de gingembre ne titrant pas plus de quarante pour cent d'esprit de preuve.....	80 p.c.	80 p.c.	80 p.c.

Nu- méros		Tarif de préférence britannique	Tarif intermé- diaire	Tarif général
163	Vins de toute espèce, n.d., y compris les vins d'orange, citron, fraise, framboise, sureau et groseille, titrant vingt-six pour cent ou moins d'esprit de preuve, importés en cercles ou en bouteilles, le gallon.....	55 cents.	55 cents.	55 cents. 30 p.c.
	et....			
	Et de plus pour chaque degré au-dessus de vingt-six pour cent d'esprit de preuve jusqu'à quarante pour cent.....	3 cents.	3 cents.	3 cents.
	Six bouteilles d'une pinte ou douze bouteilles d'une chopine représentant un gallon pour l'application du droit dénommé dans le présent numéro.			
164	Vins de toute espèce, excepté les vins mousseux, ne contenant pas plus de quarante pour cent d'esprit de preuve, importés en cercles ou en bouteilles, (six bouteilles d'une pinte ou douze bouteilles d'une chopine représentant un gallon), lorsqu'ils sont produits ou fabriqués dans toute colonie britannique ou territoire couvert par la convention de l'Union douanière de l'Afrique du Sud, le gallon.....	55 cents		
165	Champagne et tous autres vins mousseux:			
	(a) en bouteilles renfermant au plus une pinte mais plus d'une chopine (ancienne mesure à vin), la douzaine de bouteilles.....	\$9.30	\$9.30	\$9.30 30 p.c.
	et....			
	(b) en bouteilles renfermant au plus une chopine mais plus d'une demi-chopine (ancienne mesure à vin), la douzaine de bouteilles.....	\$4.65	\$4.65	\$4.65 30 p.c.
	et....			
	(c) en bouteilles renfermant une demi-chopine ou moins, la douzaine de bouteilles.....	\$2.32	\$2.32	\$2.32 30 p.c.
	et....			
	(d) en bouteilles renfermant plus d'une pinte (ancienne mesure à vin), le gallon.....	\$4.50	\$4.50	\$4.50 30 p.c.
	et....			

3. RÉSOLU.—Que toute disposition législative basée sur les résolutions qui précèdent est réputée être entrée en vigueur le dixième jour de mai 1921, et s'être appliquée à toutes les marchandises mentionnées aux résolutions qui précèdent, importées ou dédouanées pour la consommation à dater de ce jour-là, et aussi s'être appliquée aux marchandises antérieurement importées et pour lesquelles aucune déclaration de douane pour la consommation n'aura été faite avant le jour susdit.

4. RÉSOLU.—Que soit modifié le Tarif des douanes, 1907, par l'insertion, immédiatement après l'article douze, de l'article suivant:—

12A. Que toutes les marchandises importées au Canada et qui sont susceptibles d'être marquées, timbrées, marquées au fer chaud ou étiquetées, sans les avaries, doivent être marquées, timbrées, marquées au fer chaud ou étiquetées en mots lisibles de langue anglaise ou de langue française, à un endroit bien apparent et qui ne doit pas être couvert ou masqué par des appositions ou agencements subséquents, de façon à indiquer le pays d'origine. Lesdits marquage, timbrage, marquage au fer chaud ou étiquetage doivent, autant que faire se peut, être indélébiles et permanents selon que le permet la nature des marchandises.

Toutefois, toutes les marchandises importées au Canada après la date de l'entrée en vigueur du présent article et non conformes aux prescriptions qui précèdent sont assujéties à une surtaxe de dix pour cent *ad valorem* à prélever sur la valeur déterminée pour l'application des droits et, de plus, ces marchandises ne doivent pas sortir de la douane avant qu'elles n'aient ainsi été marquées, timbrées, marquées au fer chaud ou étiquetées sous la surveillance de la Douane et aux frais de l'importateur.

Toutefois, de plus, si une personne viole une des dispositions relatives au marquage, au timbrage, au marquage au fer chaud ou à l'étiquetage de marchandises importées, ou détériore, détruit, enlève, altère, ou oblitère une de ces marques, un de ces

timbres, une de ces marques au fer chaud ou une de ces étiquettes dans l'intention de dissimuler les renseignements donnés par ces marques, timbres, marques au fer chaud ou étiquettes, ou y contenus, elle est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende ne dépassant pas mille dollars, ou d'emprisonnement pour une période d'un an au plus, ou des deux peines à la fois. Le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur peut établir les règlements jugés nécessaires pour l'application des dispositions du présent article et pour leur mise en vigueur.

5. **RÉSOLU.**—Que toute disposition législative sur la résolution qui précède est censée être entrée en vigueur le 1er jour d'octobre mil neuf cent vingt et un.

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, le comité devant siéger de nouveau ce jour.

M. Meighen, pour Sir Henry Drayton, présente alors un Bill (No 199), Loi modifiant le tarif des douanes, 1907, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance, de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

RÉSOLU.—Qu'il est expédient de modifier la *Loi du Revenu de l'Intérieur*, telle que modifiée par le chapitre 6 des lois de 1914 (deuxième session), par l'abrogation de l'article 154 de ladite loi, et son remplacement par le suivant:—

154. Il doit être imposé, prélevé et perçu sur tous les spiritueux distillés, les droits d'accise suivants, lesquels sont payés au percepteur, ainsi qu'il suit, savoir:—

(a) Lorsque la matière employée dans leur fabrication se compose de pas moins de quatre-vingt-dix pour cent, au poids, de grains à l'état naturel ou non maltés, ou lorsqu'ils sont fabriqués de sucre, sirop, mélasse ou autres matières saccharines non dénommées, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion pour toute force plus grande ou moindre que la force de preuve, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, neuf dollars;

(b) Lorsqu'ils sont exclusivement fabriqués d'orge maltée apportée en entrepôt dans la distillerie et sur laquelle il n'a pas été payé de droits de douane ou d'accise, ou lorsqu'ils sont fabriqués de grain à l'état naturel ou non malté, employé, dans les proportions que prescrit le ministère, en combinaison avec de l'orge maltée apportée en entrepôt dans la distillerie et sur laquelle il n'a pas été payé de droits de douane ou d'accise, sur chaque gallon, de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion, pour toute force plus grande ou moindre, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, neuf dollars et deux cents;

(c) Lorsqu'ils sont exclusivement fabriqués de mélasse, de sirop, de sucre ou autres matières de saccharines apportées en entrepôt dans la distillerie, et sur lesquels il n'a pas été payé de droit de douane, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion pour toute force plus grande ou moindre, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, neuf dollars et trois cents.

Néanmoins, s'il s'agit d'une personne à qui le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur a accordé une patente l'autorisant à fabriquer des médicaments brevetés, des médicaments dits *proprietary* extraits, essences, et des préparations pharmaceutiques par l'emploi de spiritueux en entrepôt, sous le régime de la *Loi du Revenu de l'Intérieur* et des règlements établis sous son empire, les droits d'accise suivants sont imposés, prélevés et perçus, savoir:—

(a) Lorsque la matière employée dans leur fabrication se compose de pas moins de quatre-vingt-dix pour cent, au poids, de grains à l'état naturel ou non maltés, ou lorsqu'ils sont fabriqués de sucre, sirop, mélasse ou autres matières saccharines non dénommées, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion pour toute force plus grande ou moindre que la force de preuve, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, deux dollars et quarante cents;

(b) Lorsqu'ils sont exclusivement fabriqués d'orge maltée apportée en entrepôt dans la distillerie et sur laquelle il n'a pas été payé de droits de douane ou d'accise, ou lorsqu'ils sont fabriqués de grain à l'état naturel ou non malté, employé, dans les proportions que prescrit le ministère, en combinaison avec de l'orge maltée apportée en entrepôt dans la distillerie et sur laquelle il n'a pas été payé de droits de douane ou d'accise, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion, pour toute force plus grande ou moindre, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, deux dollars et quarante-deux cents;

(c) Lorsqu'ils sont exclusivement fabriqués de mélasse, de sirop, de sucre ou autres matières saccharines apportées en entrepôt dans la distillerie, et sur lesquels il n'a pas été payé de droits de douane, sur chaque gallon de la force de preuve d'après l'hydromètre de Sykes, et ainsi dans la même proportion pour toute force plus grande ou moindre, et pour toute quantité moindre qu'un gallon, deux dollars et quarante-trois cents.

Toutefois, lorsque ces spiritueux ne titrant pas moins de cinquante pour cent au-dessus de preuve sont vendus et livrés, suivant les quantités que peut prescrire le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, à une université ou à un laboratoire scientifique et de recherches pour des fins scientifiques exclusives, ou à un hôpital de bonne foi, certifié comme tel par le ministère de la Santé publique, pour des fins médicinales seulement, il peut être accordé une remise de quatre-vingt-dix-neuf pour cent du droit acquitté, en vertu des règlements que doit édicter le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur.

2. RÉSOLU.—Que toute disposition législative établie d'après la résolution précédente est censée être entrée en vigueur le dixième jour de mai mil neuf cent vingt et un.

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau ce jour.

Sir Henry Drayton présente alors un Bill (No 200), Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a adopté les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 73), Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, du treizième jour de décembre 1920.

Bill (No 16), Loi concernant les Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée des Territoires du Nord-Ouest.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a adopté les bills suivants, pour lesquels il demande le concours de la Chambre: —

Bill F4 (No 187) du Sénat, intitulé: "Loi abrogeant la Loi de Conservation et ses amendements."

Bill I4 (No 188) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Central Railway Company of Canada*."

Bill M4 (No 189) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Great West Bank of Canada*."

Bill Z4 (No 190) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Orford."

Bill A5 (No 191) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Deluce."

Bill B5 (No 192) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Samuel Bain."

Bill N5 (No 193) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Addie Irene Gilbert."

Bill O5 (No 194) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Edna Denning."

Bill P5 (No 195) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Cleeve Bennett Gibbons."

Bill Q5 (No 196) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Newson."

Bill R5 (No 197) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Tom Eccles."

Bill S5 (No 198) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Chalk."

Et aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve prise devant le comité du Sénat sur le divorce, auquel ont été référées les pétitions de Frederick Orford, John Deluce, John Samuel Bain, Addie Irene Gilbert, Ethel Edna Denning, Audrey Cleeve Bennett Gibbons, Laura Newson, Tom Eccles, et John Chalk, respectivement, demandant des bills de divorce, et les documents produits comme preuve devant le comité, avec prière qu'ils soient renvoyés au Sénat.

Et aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a adopté le Bill (No 53), Loi constituant en corporation la *Fort Smith Railway Company*, avec amendements, lesquels sont comme suit:—

Page 2, ligne 21.—A la suite des mots "Fort Fitzgerald" insérer "ou de Fitzgerald".

Page 3, ligne 38.—A la suite du mot "compris" insérer "cent quatre-vingt-quatorze à cent quatre-vingt-dix-huit, les deux compris".

Page 3, ligne 41.—A la suite du mot "compris" insérer deux cent quarante-cinq à deux cent quarante-neuf, les deux compris, deux cent cinquante et-un, deux cent cinquante-deux".

Page 4, ligne 12.—A "dix-sept" substituer "quinze".

La Chambre s'ajourne alors à 11.20 p.m., jusqu'à demain à 3 p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Wilson* (Wentworth)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel était le coût estimé de la partie achevée de la route Hamilton-Brantford entre Paradise Road et Binkley's Corners?
2. Quelle est la largeur de cette route?
3. A-t-on adjugé les travaux par soumission publique, et dans l'affirmative, quelles soumissions a-t-on reçues?
4. A-t-on adjugé l'entreprise à la plus basse soumission?
1. Quels gages a-t-on payés par jour pour les attelages, journaliers, fourgons, conducteurs, et inspecteurs voyers dans cette partie achevée de la route Hamilton-Brantford?
6. Ces gages étaient-ils inférieurs à ceux de l'an dernier?
7. Combien a-t-on payé la pierre?
8. Le gouvernement permet-il l'usage du concas de prison sur les routes qu'il a approuvées?
9. Quel est le système d'inspection du département fédéral de la voirie quant à ces routes?
10. Comment ce département vérifie-t-il les dépenses du département des Travaux publics d'Ontario pour la voirie?
11. Quel est le milliaire des routes provinciales dans le comté de Wentworth, et quel en est le coût estimé?
12. Quel sont le coût estimé, le prix d'entreprise, la longueur, la largeur et la nature du lit de la route provinciale qui commence à la demeure du ministre des Travaux publics d'Ontario et monte au sommet de la colline à Dundas, ou aux environs?
13. Combien a-t-on dépensé dans la partie de la route Hamilton-Brantford entre la voie du T. H. & B., et le village d'Ancaster?
14. Quel est le trajet de la route de Dundas Street dans le comté de Wentworth?

M. *Anderson*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel trajet la route Toronto-Guelph-Sarnia doit-elle suivre et quelles villes et cités doit-elle traverser?
2. Quel est le coût estimé dans Peel et Halton respectivement et la distance parcourue dans chaque comté?
3. Quel devis exigeait-on pour cette route?
4. Le gouvernement fédéral a-t-il approuvé le trajet et le devis?
5. Quelles routes a-t-on proposées dans Peel et Halton?
6. Quelles routes a-t-on approuvées pour Peel et Halton?
7. Quel est le coût estimé de la route de Dundas Street, quel est le coût estimé des sections de Peel et Halton, respectivement, et quelle est la distance parcourue dans chacun de ces deux comtés?
8. Une partie de la route de Dundas Street traverse-t-elle ou voisine-t-elle les terrains du ministre des Travaux publics d'Ontario dans le comté de Wentworth?
9. Le département fédéral des grandes routes permet-il au département des Travaux publics d'Ontario, dans la supputation des frais de voirie, de faire figurer dans les frais généraux les machines de voirie?
10. Sur quelle recommandation le gouvernement fédéral paye-t-il la part fédérale du coût d'une grande route à la province?

Le *Premier Ministre*—Que lorsque la Chambre s'ajournera lundi, le 23 courant, elle restera ajournée jusqu'à mercredi, le 25 courant.

CONVOCAION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Samedi, 21 mai.</i>		
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
<i>Lundi, 23 mai.</i>		
429	Bills privés.....	10.30 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
<i>Mercredi, 25 mai.</i>		
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
425	Comptes publics.....	11 a.m.

No 68.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU SAMEDI, 21 MAI 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingt-quatrième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingt-quatrième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les bills suivants du Sénat et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

Bill I4 (No 138) du Sénat, intitulé: Loi concernant *The Central Railway Company of Canada.*"

Bill M4 (No 189) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Great West Bank of Canada.*"

M. Henders, du comité de l'Agriculture et de l'Immigration présente le troisième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Conformément à un ordre de votre honorable Chambre, votre comité a pris en considération le Bill (No 117), Loi modifiant la Loi des produits de l'érable, 1920, et a convenu de faire rapport que dans son opinion, il n'est pas désirable que ce bill devienne loi, et c'est pourquoi, il recommande que l'on ne procède pas d'avantage sur ledit bill.

Pour revenir au rapport de votre comité du 4 mai, relativement au Bill (No 55), Loi modifiant la Loi des engrais, 1909, votre comité recommande que 500 copies des témoignages qui ont été entendus sur ledit bill soient imprimées pour distribution.

Sur motion de M. Meighen,—Résolu, que lundi prochain et tous les jours jusqu'à la fin de la session, la Chambre se réunira à deux heures p.m.

Sur motion de M. Meighen,—Résolu, que lorsque la Chambre s'ajournera lundi le 23 courant, elle restera ajournée jusqu'à mercredi, le 25 courant.

M. Meighen l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Correspondance subséquente entre le gouvernement du Canada et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc relative aux procédés d'arbitration, et copie de la convention à ce sujet.

Aussi,—Copie du rapport de l'inspecteur fait sous l'empire de la Loi des épizooties, 1903, re abattage de porcs appartenant à George Alderson, Humber-Bay, Ont.

M. Doherty l'un des membres du conseil privé du Roi met devant la Chambre,—Copie de la convention entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, signée le 15 janvier 1917, rendant passible d'extradition l'offense de désertion volontaire de l'épouse et des enfants.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 118), Loi modifiant la Loi de la faillite, avec plusieurs amendements, comme suit:—

1. Page 2, ligne 7.—A la suite de la clause 5 insérer ce qui suit comme clause 5A:—

“5A. Est amendé l'article trois de ladite loi par l'addition de ce qui suit comme alinéa (i):—

“(i) Quand, dans son commerce, il cesse en général de faire face à ses obligations au jour de l'échéance”.

2. Page 2, ligne 28.—A la suite du nouvel article 10A insérer le paragraphe suivant:—

“Cet article, en substituant “immédiatement” à “dans les quatre jours de ladite session”, ainsi qu'à “dans les quatre jours de sa nomination”, s'applique à toutes les sessions autorisées qui ont été faites et à tous les syndics autorisés qui ont été substitués depuis la mise en vigueur de la présente loi”.

3. Page 10, ligne 31.—Biffer toute la clause 27.

4. Page 10, ligne 44.—Au mot “peut” substituer le mot “doit”.

5. Page 11, ligne 40.—Biffer le mot “les” au début de la ligne et insérer ce qui suit: “une limite de temps prescrite par l'avis et n'expirant pas avant”.

6. Page 12, ligne 24.—Biffer toute la clause 34.

7. Page 14, ligne 39.—Biffer tous les mots qui suivent le mot “paragraphe” jusqu'à la fin de la clause 41, et insérer ce qui suit:—

“et tout ce que le failli ou cédant autorisé doit en vertu d'une loi des compensations ouvrières”.

8. Page 18, ligne 33.—A la clause 55 substituer la suivante:—

“L'article onze de la version française de ladite loi, tel que le modifient les articles six et sept du chapitre trente-quatre du statut de 1920, est en outre amendé par le retranchement du mot “meubles” et son remplacement par le mot “réels” partout où ce mot se présente dans ledit article tel que modifié”.

Page 18.

9. A la suite de la clause 55 ajouter les clauses suivantes:—

“56. Est abrogé le paragraphe huit de l'article quatre, et le suivant y est substitué:—

“(8) Quand des procédures ont été suspendues ou n'ont pas atteint leur objet, le tribunal peut, s'il croit juste de ce faire en raison du délai ou pour toute autre cause, rendre une ordonnance de séquestre sur la pétition d'un autre créancier, et doit dès lors renvoyer, à telles conditions qu'il croit justes, la pétition qui a été faite dans les procédures suspendues ou dans les procédures qui n'ont pas atteint leur objet”.

“57. Est modifié l'article onze de ladite loi par l'addition de ce qui suit comme paragraphe dix-sept:—

“(17) Pour ce qui concerne l'enregistrement et l'effet de ne pas enregistrer des pièces affectant le titre à des biens réels ou immeubles, ou les privilèges sur ces biens, les lois de la province où se trouvent situés ces biens réels ou immeubles s'appliquent, nonobstant les dispositions de la présente loi, en faveur des acheteurs moyennant valeur, sans avis, à tout ensemble de biens réels ou immeubles qui n'ont pas été identifiés de la manière que le requiert le paragraphe onze du présent article, dans les trois mois qui suivent l'ordonnance de séquestre ou la cession autorisée en vertu de laquelle un syndic autorisé a été mis en possession d'un titre à cet ensemble de biens ou d'un intérêt dans cette ensemble de biens. Dans les cas où s'applique la disposition ci-dessus, le syndic est censé être et sera dépouillé du titre ou de l'intérêt qu'il possède par rapport à cet ensemble de biens dans la mesure nécessaire à la mise en vigueur de cette disposition”.

“58. Est modifié le paragraphe deux de l'article trente-quatre de ladite loi par l'insertion entre les mots “libéré” et “alors”, à la deuxième ligne, des mots “ou a fait une cession autorisée”, ainsi que par l'insertion entre les mots “faillite” et “de”, à la cinquième ligne, des mots “ou des procédures de cession autorisée”.

“59. Est modifié le paragraphe trois de l'article trente-six sur la substitution du mot “autorisé” aux mots “au profit général des créanciers” aux lignes cinq ou six”.

“60. Est modifié l'article trente-sept de ladite loi par l'addition de ce qui suit comme paragraphe dix :—

“(10) Nonobstant la déclaration d'un dividende final si l'actif réservé pour des réclamations imprévues, ou l'actif subséquemment reçu, devient disponible pour le paiement d'un nouveau dividende, y compris les frais qu'occasionne la déclaration de ce dividende, le syndic peut déclarer et payer ce nouveau dividende”.

“61. Est modifié l'article soixante-sept de ladite loi par l'addition entre les mots “doit” et “indiquer”, à la quatrième ligne avant la fin, des mots :—

“doit spécifier les honoraires à payer aux fonctionnaires de la Cour et”.

“62. Est modifiée ladite loi par l'addition de ce qui suit comme article quatre-vingt-dix-neuf :—

“99. La présente loi sera administrée par le ministre de la Justice”.

M. Doherty, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 201), Loi modifiant la Loi des Pénitenciers, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill suivant du Sénat est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir :—

Bill F4 (No 187) du Sénat, intitulé: “Loi abrogeant la Loi de la Conservation et ses amendements.”—M. Meighen.

Le bill privé suivant du Sénat et les bills de divorce qui suivent avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorcés au Sénat qui les accompagnent sont lus la première et la seconde fois, et référés au comité des Bills Privés, savoir :—

Bill F4 (No 187) du Sénat, intitulé: “Loi abrogeant la Loi de la Conservation et ses amendements.”—Le Premier Ministre.

Bill M4 (No 189) du Sénat, intitulé: “Loi concernant la *Great West Bank of Canada*.”—M. Cowan.

Bill Z4 (No 190) du Sénat, intitulé: “Loi pour faire droit à Frederick Orford.”—M. Mowat.

Bill A5 (No 191) du Sénat, intitulé: “Loi pour faire droit à John Deluce.”—M. Frripp.

Bill B5 (No 192) du Sénat, intitulé: “Loi pour faire droit à John-Samuel Bain.”—M. Best.

Bill N5 (No 193) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Addie-Irene Gilbert."—M. Mowat.

Bill O5 (No 194) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel-Edna Denning."—M. Fripp.

Bill P5 (No 195) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey-Cleeve-Bennett Gibbons."—M. Fripp.

Bill Q5 (No 196) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Newson."—M. Sheard.

Bill R5 (No 197) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Tom Eccles."—M. Sheard.

Bill S5 (No 198) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Chalk."—M. Sheard.

L'ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill (No 158), Loi concernant une Convention d'extradition supplémentaire avec les Etats-Unis;

Sur motion de M. Doherty,—Ordonné, que ledit ordre soit rescindé et le bill retiré.

L'Ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens;

Sir Henry Drayton propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

RÉSOLU.—Qu'il est expédient de modifier la Loi spéciale des Revenus de guerre, 1915, telle qu'amendée par l'article 71 des lois de 1920, en retranchant les articles 19BB et 19BBB, les différentes énumérations d'articles respectivement, et les différents tarifs d'accise qui y sont spécifiés, et de décréter que les articles suivants leur soient substitués:—

19BB (1) Il est imposé, prélevé et perçu les taxes d'accise suivantes sur les articles ci-après énumérés:—

(a) Une taxe sur les cartes à jouer pour chaque cinquante-quatre cartes ou fraction de cinquante-quatre dans chaque paquet,—lorsqu'elles se vendent vingt-quatre dollars ou moins par paquet de grosse, huit cents du paquet; lorsqu'elles se vendent plus de vingt-quatre dollars par paquets de grosse, quinze cents du paquet;

(2) Les taxes d'accise telles qu'imposées par le paragraphe (a) précédent seront payables au moment de l'importation ou du dédouanement pour usage en plus des tarifs de douane actuels ou au moment de vente par le manufacturier canadien, mais ne s'appliqueront pas aux cartes à jouer lorsqu'elles sont exportées, et devront être créditées à Sa Majesté conformément à tels règlements que le Ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur peut édicter.

(3) (a) Une taxe de trente cents par gallon sur les vins de toute sorte, excepté les vins mousseux, ne contenant pas plus de quarante pour cent d'esprit de preuve;

(b) Une taxe de trois dollars par gallon sur le champagne et autres vins mousseux;

(4) Les taxes d'accise que le paragraphe trois précédent impose seront payables lors de la vente par le manufacturier canadien, mais ne s'appliqueront pas à ces vins quand ils seront exportés, et seront créditées à Sa Majesté conformément aux règlements que le Ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur établira.

(5) Quiconque vendra ou trafiquera des articles sur lesquels des taxes sont imposées au présent article, pourra être requis, par le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, de prendre à ces fins une patente annuelle pour laquelle un honoraire d'au plus deux dollars sera payable; et la pénalité pour négligence ou refus d'obtenir une patente sera d'au plus mille dollars.

2. Résolu,—Qu'au choix du ministre, les taxes, frais ou pénalités susdits seront recouvrables et imposables en Cour de l'Echiquier du Canada, et dans tout autre tribunal de juridiction compétente, au nom de Sa Majesté.

3. Résolu que toute mise en vigueur basée sur la résolution précédente sera censée avoir pris effet le dixième jour de mai mil neuf cent vingt et un.

19BBB (1) Qu'en sus des droits actuels de douanes et d'accise, il sera imposé, prélevé et encaissé une taxe d'accise d'un et demi pour cent sur les ventes et livraisons des manufacturiers ou producteurs, vendeurs de gros ou soldeurs canadiens, et une taxe de deux et demi pour cent sur la valeur droits payés des marchandises importées; mais quant aux ventes des manufacturiers aux détaillants ou consommateurs, y compris les ventes à Sa Majesté, qu'elles soient pour le gouvernement du Canada de Sa Majesté, ou le gouvernement de Sa Majesté d'aucune province pour les fins de revente, le droit d'accise à payer sera de trois pour cent, et sur les marchandises importées par les détaillants ou les consommateurs, y compris les importations par Sa Majesté, qu'elles soient pour le gouvernement du Canada de Sa Majesté ou le gouvernement de Sa Majesté d'aucune province, pour les fins de revente, la taxe d'accise à payer sera de quatre pour cent sur la valeur droits payés; qu'on fournira à l'acheteur une facture écrite pour chaque vente, et cette facture dira séparément la somme de cette taxe jusqu'à concurrence au moins d'un et demi pour cent, mais la taxe ne devra pas être comprise dans les frais du manufacturier, du producteur ou du marchand de gros, d'après lesquels on calcule les profits; et l'acheteur paiera la taxe au marchand de gros, au producteur ou au manufacturier lors de la vente, et ces derniers la paieront à Sa Majesté conformément aux règlements qui pourront être édictés, et le marchand de gros, le producteur ou le manufacturier seront passibles d'une amende d'au plus cinq cent dollars à défaut de ces paiements, et ils seront de plus passibles d'une amende du double des frais d'accise impayés; que l'expression "valeur douanière payée" signifie la valeur de l'article comme elle serait déterminée aux fins de supputer un droit ad valorem sur l'importation d'icelui au Canada subordonné aux lois relatives aux Douanes et au Tarif des Douanes, que l'article soit ou non assujéti de fait à un droit ad valorem ou autre, et en plus la somme des droits de douane, s'il en est, à payer sur cet article."

Toutefois, en ce qui concerne le bois une taxe d'accise de deux pour cent devra être imposée, prélevée et perçue sur les ventes et livraisons par le manufacturier canadien et de trois pour cent sur les importations, et qu'aucune autre taxe ne sera imposée sur les reventes.

Il est aussi entendu que les taxes indiquées au présent article ne s'appliqueront pas aux ventes ou à l'importation des articles suivants:—

Pain, farine et farine d'avoine, avoine roulée, et farine de maïs; animaux vivants; volailles vivantes; viandes et volailles fraîches; lait et lait de beurre; crème; beurre; fromage, oléomargarine, margarine, beurrine, ou autres succédanés du beurre; saindoux, composé et substances similaires faites d'huile ou de stéarine animales ou végétales; œufs; légumes; fruits, grains et graines à l'état nature; son, petit son, recoupes, gâteau d'huile, farine de gâteau d'huile; grains mélangés ou broyés pour alimentation du bétail ou de la volaille; foin; paille; houblon; sujets de pépinière; chicorée brute ou verte; abeilles; miel; sucre, mélasse; autres produits agricoles qu'un cultivateur particulier vend comme ses propres produits, glace; poisson et ses produits non emboîté ou traité; minerais métalliques de toute nature; combustibles de toute nature; or et argent

en lingots, blocs, saumons, billes, feuilles ou plaques non-manufacturés; monnaie britannique et canadienne et monnaie d'or étrangère; billes et bois rond en grume; poteaux de clôture, traverses de chemin de fer, bois à pulpe, écorce à tanner, et autres articles provenant de la forêt, s'ils sont produits et vendus par un colon ou cultivateur particulier; journaux et magazines trimestriels, mensuels et semi-mensuels, et journaux littéraires hebdomadaires non reliés; matériel servant exclusivement à la construction, à l'équipement et au radoubage des navires; navires nolisés pour faire le cabotage canadien; carbure de calcium; électricité; gaz fabriqué de houille, carbure de calcium ou d'huile pour éclairage ou chauffage; matières servant exclusivement à la fabrication de l'oléomargarine ou d'un succédané du beurre ou du saindoux ou à la production de la cottolene; membres artificiels et leurs parties; yeux artificiels; dons de vêtements et livres aux œuvres de charité; effets de colons; insignes de vétérans de la guerre; monuments ou cénotaphes érigés à la mémoire des soldats tombés dans la Grande Guerre; objets importés pour l'usage du Gouverneur général; objets importés pour l'usage personnel ou officiel des consuls généraux qui sont natifs ou citoyens du pays qu'ils représentent, et qui ne s'occupent pas d'autres affaires ou professions; bibles; missels, livres de prières, psautiers et hymnaux, tracts religieux, et imagerie des écoles dominicales; et le Gouverneur en conseil aura pouvoir d'ajouter à la liste ci-dessus d'articles exemptés des taxes d'accise sur les ventes, selon qu'il jugera opportun ou nécessaire de les exempter desdites taxes d'accise;

A condition aussi que les taxes d'accise indiquées au présent article ne seront pas payables sur les marchandises exportées ou sur les ventes de marchandises faites sur commande de chaque client individuel, par un établissement qui fait exclusivement le commerce de bétail en vertu de règlements du ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur, lequel sera seul juge du classement d'une affaire; et une ristourne de quatre-vingt-dix-neuf pour cent desdites taxes payées sur les matières utilisées, fondues dans les articles exportés, ou y attachées, pourra être accordée.

(2) Que le Ministre pourra exiger que chaque manufacturier, producteur, grossier ou soldeur prenne une patente annuelle aux fins susdites, et pourra en arrêter les honoraires d'au plus deux dollars; et la pénalité pour une négligence ou un refus sera d'une somme d'au plus mille dollars.

(3) Qu'au choix du ministre les taxes, frais ou pénalités susdits seront recouvrables et imposables en Cour de l'Echiquier du Canada et dans tout autre tribunal de juridiction compétente, au nom de Sa Majesté.

(4) Que les dispositions de la présente résolution touchant une taxe sur les ventes seront censées avoir pris effet le dixième jour de mai mil neuf cent vingt-et-un, et s'être appliquées à toutes les marchandises importées ou dédouanées pour l'usage, depuis ce jour inclusivement, et s'être aussi appliquées aux marchandises importées antérieurement pour lesquelles aucune demande n'aura été faite avant ce jour pour la consommation.

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et agréées.

Sir Henry Drayton, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 204), Loi modifiant la Loi spéciale des Revenus de guerre, 1915, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants sont lus la seconde fois, considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir.

Bill (No 157), Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants.

Bill (No 156), Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada.

Bill (No 141), Loi modifiant la Loi des Statistiques.

Bill (No 135), Loi modifiant la Loi de la commission d'embellissement de la cité d'Ottawa.

Bill (No 159), Loi modifiant la Loi de l'inspection et de la vente (Inspection du foin et de la paille).

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a adopté les Bills suivants, pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill T5 (No 202) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Robertson."—
M. *Fripp*.

Bill U5 (No 203) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda May Freeman."—
—M. *Mowat*.

Aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve prise devant le comité du Sénat sur le Divorce, auquel ont été référées les pétitions d'Agnes Robertson et de Hilda May Freeman respectivement, demandant des bills de divorce; et les documents produits comme preuve au comité, avec prière de les retourner au Sénat.

La Chambre en comité général pour prendre en considération une certaine résolution à l'effet de modifier la législation concernant l'Oléomargarine.

(*En comité*).

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de révoquer l'article trois de la Loi de l'oléomargarine, 1919, chapitre 24 des statuts de 1919 (deuxième session), telle qu'amendée par l'article I du chapitre 30 des statuts de 1920, et de décréter en son lieu que par dérogation aux dispositions de la Loi concernant l'Industrie laitière, 1914, chapitre sept des statuts de 1914 ou de tout autre loi ou statut, la manufacture et l'importation de l'oléomargarine en Canada, sa mise en vente, sa vente ou le fait de la garder en sa possession pour la vente, seront permis.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et adoptée.

M. Meighen, pour M. Tolmie, du consentement de la Chambre présente un Bill (No 205), Loi modifiant la Loi de l'oléomargarine, 1919, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution pour réglementer la sériation des produits laitiers.

(*En comité*).

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Qu'il est expédient de soumettre une mesure pour réglementer la sériation des produits laitiers, et de décréter:—

1. Que le Gouverneur en conseil peut faire des règlements sur la sériation des produits laitiers, c'est-à-dire le beurre, le fromage et autres produits alimentaires faits de lait, et destinés à l'exportation; sur l'émission des certificats de classeur; sur le marquage spécial, par les manufacturiers, des paquets de produits laitiers à classer; sur l'établissement des étalons et la définition des qualités de produits laitiers.

2. Que le Gouverneur en conseil pourra par règlement décréter à quel temps doit entrer en vigueur un règlement subordonné aux dispositions de la législation proposée, les genres particuliers de produits laitiers auxquels il s'appliquera, et les parties du Canada où il sera en vigueur.

3. Qu'on nommera les classeurs de produits laitiers et autres fonctionnaires, au besoin, pour l'application des dispositions de la législation proposée et des règlements qui en découlent.

4. Que le Gouverneur en conseil pourra, par règlement, décréter appel au commissaire fédéral des produits laitiers et du frigorifique, ou à ses représentants, d'une décision du classer des produits laitiers quand au classement ou à la sériation d'un groupe particulier de produits laitiers.

5. Que des peines pourront être imposées pour infraction aux dispositions de la législation proposée ou des règlements subordonnés.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois, et agréée.

M. Meighen, pour M. Tolmie, du consentement de la Chambre présente alors un Bill (No 206), Loi à l'effet de réglementer la sériation des produits laitiers, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 6.20 p.m., jusqu'à lundi prochain à deux heures p.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Gordon*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel est le tarif de paye des gardiens civils des champs de tir, salles d'exercices, arsenaux et autres bâtiments relevant du département de la Milice?
2. Le boni de vie chère est-il payé aux gardiens civils pour l'année 1921, et l'a-t-il été pour l'année 1920?
3. Combien de ces gardiens reçoivent le vêtement et l'uniforme gratuits?
4. A-t-on donné aux gardiens civils des champs de tir l'occasion de s'enrôler dans les sections des gardiens de l'Intendance royale canadienne?
5. Dans l'affirmative, combien se sont enrôlés et combien ont refusé de le faire?
6. Pourquoi le département de la Milice a-t-il dans son personnel des gardiens enrôlés et des gardiens enrôlés, dans certains cas?
7. Combien d'heures les gardiens civils sont-ils tenus de travailler chaque jour?
8. La paye de ces gardiens a-t-elle été augmentée depuis 1914?

M. *Charters*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Quel département du gouvernement a donné des commandes pour bottes de cuir dans les derniers six mois?
2. Des soumissions ont-elles été demandées, pour la fabrication de ces bottes sur les formes de l'armée?
3. Dans la négative pourquoi a-t-on pris une forme nouvelle?
4. Quel expert a conseillé de prendre une nouvelle forme pour les bottes de la Royale gendarmerie à cheval?
5. Le contrôleur financier de la Royale gendarmerie a-t-il reçu des protestations sur ce point, et, dans l'affirmative dans quel sens?

M. *Archambault*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi a-t-on destitué le docteur A.-P. Cartier, percepteur du revenu fédéral à Saint-Hyacinthe?
2. Qui l'a remplacé dans ses fonctions, et quel est l'âge du remplaçant?

* M. *Archambault*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—

Copie de tous documents, lettres et correspondance que le département de l'Hygiène a échangés avec J.-A. Foisy propriétaire de la *Dominion Drug* et de la *North Eastern Drug, Limited*, et de la Pharmacie fédérale, et toute correspondance afférent audit Foisy, surtout les lettres venant de Z. Cardinal, et le rapport du policier fédéral McMillan.

* M. *Chisholm*—Lundi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—

Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et autres documents relatifs au changement de la route postière, entre le chemin de fer de Marble Mountain, comté d'Inverness.

CONVOCAATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Lundi, 23 mai.</i>		
429	Bills privés.....	10.30 a.m.
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
231	Banques et Commerce.....	10.30 a.m.
<i>Mercredi, 25 mai.</i>		
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.
497	Comptes publics.....	11 a.m.

No 69.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 23 MAI 1921.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingt-sixième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingt-sixième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné les pétitions suivantes pour bills privés, et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies dans chaque cas, savoir:—

De Addie Irene Gilbert, pour une loi de divorce d'avec W. Leighton Gilbert, son époux.

De Ethel Denning, pour une loi de divorce d'avec Frederick George C. Denning, son époux.

Votre examineur, en vertu de la règle 96, paragraphe 3, a examiné le Bill P5 (No 195) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Cleeve Bennett Gibbons, et a constaté que les dispositions de la règle 91, quant à la publication des avis, ont été suivies.

M. Dcherty, du comité spécial nommé pour prendre en considération le Bill (No 12), Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteurs présente le rapport suivant:—

Votre comité a pris en considération ledit bill et a convenu de le rapporter avec des amendements.

M. Armstrong (Lambton) du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le huitième rapport de ce comité lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill I4 (No 188) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Central Railway Company of Canada*" et a convenu de le rapporter sans amendement. Votre comité recommande que, à cause des circonstances particulières de ce cas, c'est-à-dire, que c'est le receveur et non la compagnie qui applique la loi, les frais additionnels exigés et versés sous l'empire de la règle 89 paragraphes 3 (c) et 8, soient remboursés au sujet de ce bill.

Votre comité a aussi pris en considération le Bill O4 (No 168) du Sénat, intitulé: "Loi constituant en corporation la *Edmonton and Mackenzie River Railway Company*", et a convenu de le rapporter avec un amendement.

Votre comité recommande que le bill ci-haut mentionné soit placé sur le feuillet des ordres pour prise en considération ce jour.

M. Cockshutt du comité des Banques et du Commerce, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill M4 (No 189) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Great West Bank of Canada*", et a convenu de le rapporter sans amendement.

Votre comité recommande que le bill ci-haut mentionné soit placé sur le feuillet des ordres pour seconde lecture ce jour.

M. Steele, du comité des Bills Privés présente le huitième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants, et a convenu de les rapporter sans amendement, savoir:—

Bill N4 (No 165) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Maude McCormack."

Bill P4 (No 166) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Henry Brown."

Bill R3 (No 167) du Sénat, intitulé: "Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited*."

Bill Q4 (No 169) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Seigler Schatsburg."

Bill R4 (No 170) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Eudora Edith Webster Perry."

Bill S4 (No 171) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Ferguson."

Bill T4 (No 172) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Myrtle Barnes."

Bill U4 (No 173) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Sherman Talmage Smith."

Bill V4 (No 174) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Hurst."

Bill W4 (No 175) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Gibb."

Bill C5 (No 176) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Norah Beatrice McDonald."

Bill D5 (No 177) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Alice Allport."

Bill E5 (No 178) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Abbie Jane Harris Wigle."

Bill F5 (No 179) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Edwin Sloan."

Bill G5 (No 180) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Leslie Glover."

Bill H5 (No 181) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Gordon Gordon."

Bill I5 (No 182) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Elizabeth Walker."

Bill J5 (No 183) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Wilfred Rigby."

Bill K5 (No 184) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Sidney McPherson."

Bill L5 (No 185) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Alfred Ballard."

Bill M5 (No 186) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Gladstone Cook."

Bill Z4 (No 190) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Ordford."

Bill A5 (No 191) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Deluce."

Bill B5 (No 192) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John-Samuel Bain."

Bill N5 (No 193) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Addie-Irene Gilbert."

Bill O5 (No 194) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel-Edna Denning."

Bill P5 (No 195) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey-Cleeve-Bennett Gibbons."

Bill Q5 (No 196) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Newson."

Bill R5 (No 197) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Tom Eccles."

Bill S5 (No 198) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Chalk."

Votre comité recommande que les frais additionnels exigés et versés sous l'empire de la règle 89, paragraphe (b) soient remboursés pour les bills suivants, savoir:—

Bill Q4 (No 169) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Siegler Schatsburg."

Bill S4 (No 171) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Ferguson."

Bill G5 (No 180) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Leslie Glover."

Bill P5 (No 195) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Cleeve Bennett Gibbons."

Sur motion de M. Armstrong (Lambton),—Ordonné, que vu la période avancée de la session, tous les bills rapportés ce jour par les comités suivants:—Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, Banques et du Commerce et des Bills Privés, soient placés sur le feuillet des ordres pour être pris en considération en comité général ce jour.

Sur motion de M. Steele,—Ordonné, que conformément à la recommandation contenue dans le huitième rapport du comité des Bills Privés, les frais additionnels exigés et versés pour les bills suivants, soient remboursés, savoir:—

Bill Q4 (No 169) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Siegler Schatsburg."

Bill S4 (No 171) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Ferguson."

Bill G5 (No 180) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Leslie Glover."

Bill P5 (No 195) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Cleeve Bennett Gibbons."

Les bills privés du Sénat qui suivent sont lus la première et la seconde fois, et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, sont référés au comité des Bills Privés, savoir:—

Bill T5 (No 202) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Roberston."

Bill U5 (No 203) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda May Freeman."

M. Douglas (Strathcona) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés; agréé.

Le Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoyne de Martigny", est de nouveau considéré en comité général et sur rapport de nouveau progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés sur division, savoir:—

Bill N4 (No 165) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Maude McCormack."

Bill P4 (No 166) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Henry Brown."

Bill Q4 (No 169) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Seigler Schatsburg."

Bill R4 (No 170) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Eudora Edith Webster Perry."

Bill S4 (No 171) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Ferguson."

Bill T4 (No 172) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Myrtle Barnes."

Bill U4 (No 173) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Sherman Talmage Smith."

Bill V4 (No 174) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Hurst."

Bill W4 (No 175) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Gibb."

Bill C5 (No 176) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Norah Beatrice McDonald."

Bill D5 (No 177) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Alice Allport."

Bill E5 (No 178) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Abbie Jane Harris Wigle."

Bill F5 (No 179) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Edwin Sloan."

Bill G5 (No 180) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Leslie Glover."

Bill H5 (No 181) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Gordon Gordon."

Bill I5 (No 182) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Elizabeth Walker."

Bill J5 (No 183) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Wilfred Rigby."

Bill K5 (No 184) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Sidney McPherson."

Bill L5 (No 185) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Alfred Ballard."

Bill M5 (No 186) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à William Gladstone Cook."

Bill Z4 (No 190) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Orford."

Bill A5 (No 191) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Deluce."

Bill B5 (No 192) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John-Samuel Bain."

Bill N5 (No 193) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Addie-Irene Gilbert."

Bill O5 (No 194) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel-Edna Denning."

Bill P5 (No 195) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey-Cleeve-Bennett Gibbons."

Bill Q5 (No 196) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Newson."

Bill R5 (No 197) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Tom Eccles."

Bill S5 (No 198) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à John Chalk."

Sur motion de M. Jacobs,—Ordonné, qu'un message soit envoyé au Sénat pour retourner à cette Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorcés au Sénat, auquel ont été référés les bills en instance de divorce ci-haut mentionnés.

Les bills privés qui suivent sont respectivement considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill M4 (No 189) du Sénat, intitulé "Loi concernant la *Great West Bank of Canada*".

Bill 14 (No 188) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Central Railway Company of Canada*."

Bill O4 (No 168) du Sénat, intitulé: "Loi constituant en corporation la *Edmonton and Mackenzie River Railway Company*."

Bill R3 (No 167) du Sénat, intitulé: "Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited*."

Les amendements faits par le Sénat au Bill (No 53), Loi constituant en corporation la *Fort Smith Railway Company* sont pris en considération et respectivement adoptés.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés:—

Par M. Ross pour M. Archambault:—Ordre de la Chambre:—Copie de tous documents, lettres et correspondance que le département de l'Hygiène a échangés avec J.-A. Foisy propriétaire de *Dominion Drug* et de la *North Eastern Drug, Limited*, et de la Pharmacie fédérale, et toute correspondance afférant audit Foisy, surtout les lettres venant de Z. Cardinal, et le rapport du policier fédéral McMillan.

Par M. Ross pour M. Chisholm:—Ordre de la Chambre:—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et autres documents relatifs au changement de la route postière, entre le chemin de fer de Marble Mountain, comté d'Inverness.

Les amendements faits par le Sénat au Bill (No 118), Loi modifiant la Loi de la Faillite sont pris en considération et respectivement adoptés.

Le Bill (No 119), Loi concernant le Jour de l'Armistice est lu la seconde fois, rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés :

Sir George Foster,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

Ordonné, que,—M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(*En comité*).

La résolution suivante est adoptée (*cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*) :—

XXXV—COMMISSION DE L'AIR.

282	Traitements.	75,000 00
	Dépense casuelle.	25,000 00
	Aéronautique civile.	700,000 00
	Force aérienne du Canada.	825,000 00

Résolution à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité devant siéger de nouveau ce jour.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a adopté les bills suivants; pour lesquels il demande le concours de la Chambre:—

Bill V5 (No 207) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Ann King."
—M. *Smith*.

Bill X5 (No 208) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Richard John Whitley."—M. *Porter*.

Bill Y5 (No 209) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Morgan Davies."—M. *Mowat*.

Bill Z5 (No 210) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Charles Allward."—M. *Currie*.

Aussi, un message communiquant à la Chambre la preuve prise devant le comité du Sénat sur le divorce, auquel ont été référées les pétitions de Sarah Ann King, Richard John Whitley, Herbert Morgan Davies et James Charles Allward, respectivement, demandant des bills de divorce; et les documents produits comme preuve, avec prière de les retourner au Sénat.

Du consentement de la Chambre, sir George Foster propose,—Que la Chambre retourne maintenant à l'Ordre pour les Bills Privés; agréé.

L'Ordre pour les bills privés étant en conséquence appelé;

Sur motion de M. Mowat, les bills suivants reçus du Sénat ce jour, sont lus la première et la seconde fois, et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, sont référés au comité des Bills Privés, savoir:—

Bill V5 (No 207) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Ann King."
—M. *Smith*.

Bill X5 (No 208) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Richard John Whitley."—M. *Porter*.

Bill Y5 (No 209) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Morgan Davies."—M. *Mowat*.

Bill Z5 (No 210) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Charles Allward."—M. *Currie*.

Sir George Foster propose,—Que la Chambre retourne maintenant aux Mesures du Gouvernement; agréé.

Les Mesures du Gouvernement étant en conséquence appelées;

La Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution constituant le ministère des Douanes et de l'Accise, et amendant la Loi du Revenu de l'Intérieur.

(*En comité.*)

La résolution suivante est adoptée:—

RÉSOLU,—Qu'il est expédient de soumettre une mesure constituant le ministère des Douanes et de l'Accise, et amendant la Loi des Douanes et la Loi du Revenu de l'Intérieur, et de décréter:—

1. Qu'il y aura un ministère du gouvernement du Canada qui s'appellera le ministère des Douanes et de l'Accise, dont le ministre des Douanes et de l'Accise aura la direction; et le ministre des Douanes et de l'Accise sera substitué au ministre des Douanes et au ministre du Revenu de l'Intérieur et au ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur chaque fois que l'un ou l'autre ou l'un et l'autre sont indiqués ou en question dans un statut ou dans un règlement ou ordonnance découlant d'un statut; et les autres dispositions nécessaires seront faites pour accomplir le changement proposé dans la constitution dudit département; et que la Loi des Douanes et du Revenu de l'Intérieur soit amendée à ces fins.

2. Que l'article trente-et-un de la Loi des Douanes soit amendé par l'addition d'une disposition déclarant qu'une entrée ne sera pas parfaite à moins que, dans le cas d'expéditions venant d'un pays autre que le Royaume-Uni, les colonies et domaines britanniques, lorsque la valeur douanière des marchandises facturées en dollars étalon du Canada est de cent dollars ou plus, la facture ne porte un certificat du commissaire canadien du commerce, du consul britannique ou de tout autre fonctionnaire accrédité, dans la forme à l'effet prescrit à ce sujet par le Gouverneur en conseil, lequel pourra aussi arrêter l'honoraire à imposer en l'espèce.

3. Que l'article quarante de ladite Loi touchant l'estimation des marchandises à leur valeur marchande raisonnable dans les principaux marchés du pays d'exportation, soit amendé, et qu'il, soit décrété que cette valeur ne devra jamais être inférieure au prix du gros en ces temps et lieu; et qu'on ajoute une disposition déclarant que la valeur douanière de marchandises neuves ou non usagées ne sera jamais inférieure que le coût réel de production de marchandises semblables lors de l'expédition directe au Canada, plus un profit raisonnable; et le ministre des Douanes et du Revenu de l'Intérieur sera seul juge de ce qui constitue un profit raisonnable dans les circonstances.

4. Que l'article cinquante-neuf de ladite Loi soit amendé par l'addition d'une disposition décrétant que par dérogation aux dispositions dudit article, aucune réduction, dans le calcul douanier de la monnaie d'une facture, ne sera faite au delà de cinquante pour cent de la valeur du cours étalon ou proclamé du pays originaire de la facture, sans égard au change entre ce pays et le Canada lors de l'expédition des marchandises; et quant aux marchandises expédiées au Canada d'un pays où le change est adverse au Canada, la valeur douanière du cours de la facture sera comptée selon le change entre ce pays et le Canada existant lors de l'expédition des marchandises.

5. Que l'article cent quatre de ladite Loi soit amendé pour décréter que l'inscription de marchandises sortantes par terre sera faite à la Douane du port de sortie du Canada.

6. Que l'article cent trente-deux de la Loi du Revenu de l'Intérieur, touchant le recouvrement des pénalités, soit amendé pour décréter que la juridiction de la Cour

de l'Echiquier soit étendue pour donner sanction aux pénalités jusqu'à concurrence de deux mille dollars, et que toute action, poursuite ou procès intentés selon la Loi susdite seront inscrits au rôle privilégié et instruits par privilège et préférence.

7. Que l'article cent quatre-vingt de ladite Loi soit amendé pour décréter que les certificats d'un analyste provincial seront acceptés comme preuve de la teneur non-alcoolique de la bière ou de la drèche propres à la fabrication des esprits.

8. Que l'article cent quatre-vingt-un de ladite Loi soit révoqué et remplacé par une disposition décrétant que quiconque a été convaincu d'une infraction aux dispositions de l'article cent quatre-vingt, touchant la distillerie sans permis, ou a été jugé passible des peines prévues en icelui, encourra, en plus de ces peines, une pénalité double de la somme des droits qui auraient dû être payés.

9. Que la Loi soit amendée par l'insertion d'une disposition disant que sur chaque barrique, ou baril servant en brasserie ou à la garde ou à la livraison de bière quelconque, on marquera, coupera ou peindra lisiblement à l'huile sur l'un des bouts le nom et l'adresse du brasseur; et sur chaque bouteille contenant de la bière le brasseur ou l'embouteilleur fixera en permanence et sûrement une étiquette indiquant en caractère lisible le nom et l'adresse du brasseur ou de l'embouteilleur de cette bière, et indiquant aussi la proportion d'esprit de preuve dans la teneur de cette bière.

10. Que l'article trois cent cinquante-six de ladite Loi soit amendé par l'addition d'une disposition établissant que quiconque vend ou offre en vente, des cigares ou tabacs manufacturés autrement que dans ou à même le contenant original portant les timbres voulus du revenu, que les droits aient ou non été payés sur ces tabacs ou cigares, est coupable d'infraction et passible d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cinquante dollars, et d'une amende de cinquante dollars pour récidive.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lu la seconde fois et agréée.

M. Wigmore, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 211), Loi concernant le ministère des Douanes et de l'Accise, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 139), Loi modifiant la Loi de l'immigration est lu la seconde fois, considéré en comité général;

Et le comité continuant de siéger;

Mardi, 24 mai 1921.

Et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 146), Loi modifiant la Loi de l'immigration chinoise est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 138), Loi modifiant le Code criminel est lu la seconde fois, considéré en comité général, et sur rapport de progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur remet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu comme suit:—

DEVONSHIRE.

Messieurs de la Chambre des Communes:

J'ai reçu avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse à mon discours à l'ouverture de la session du Parlement et je vous en remercie sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

OTTAWA, le 18 mai 1921.

La Chambre s'ajourne alors à 12.55 a.m., jusqu'à mercredi prochain à deux heures p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Reid (Mackenzie)—Mercredi prochain—QUESTION—Quelle somme a-t-on encaissée en avril 1921 du chef de la taxe des ventes?

* M. Lemieux—Mercredi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de la correspondance et de tout rapport fait au département des Travaux publics par les ingénieurs au sujet des travaux de Camille Gagné, scaphandrier, au quai de la Grande-Rivière, comté de Gaspé, P.Q.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Mercredi, 25 mai.</i>		
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.
429	Bills privés.....	10.30 a.m.
375	Chemins de fer nationaux du Canada et Commerce maritime.....	11 a.m.
436	Comité spécial sur les pensions, assurances, etc.....	11 a.m.
497	Comptes publics.....	11 a.m.
431	Impressions du Parlement.....	11 a.m.

No 70.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MERCREDI, 25 MAI 1921.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingt-sixième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingt-sixième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné le bill suivant du Sénat et constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies, savoir:—

Bill Z5 (No 210) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Charles Allward."

M. Steele, du comité des Bills Privés présente le neuvième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants et a convenu de les rapporter sans amendement, savoir:—

Bill T5 (No 202) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Robertson."

Bill U5 (No 203) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda May Freeman."

Bill V5 (No 207) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Ann King."

Bill X5 (No 208) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Richard John Whitley."

Bill Y5 (No 209) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Morgan Davies."

Bill Z5 (No 210) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à James Charles Allward."

Sur motion de M. Armstrong (Lambton),—Ordonné, que conformément à la recommandation contenue dans le huitième rapport du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, les frais additionnels exigés et versés sous l'empire de la règle 89, paragraphes 3 (c) et 8, relativement au Bill I4 (No 188) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Central Railway Company of Canada*" soient remboursés

L'ordre de la Chambre qui suit est voté:—

Par M. Robb, pour M. Lemieux:—Ordre de la Chambre,—Copie de la correspondance et de tout rapport fait au département des Travaux publics par les ingénieurs au sujet des travaux de Camille Gagné, scaphandrier, au quai de la Grande-Rivière, comté de Gaspé, P.Q.

Le Bill (No 146), Loi modifiant la Loi de l'immigration chinoise, est lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 12), Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteur est considéré en comité général, rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendements:—

Bill (No 136), Loi modifiant la Loi des épizooties.

Bill (No 35), Loi modifiant la Loi des prisons et des maisons de réformé.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants pour lesquels il demande le concours de la Chambre, savoir:—

Bill X4 (No 212) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des terres fédérales."

Bill Y4 (No 213) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des territoires du Nord-Ouest."

Bill B6 (No 214) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Joseph Wismer."

Bill C6 (No 215) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Carman Adams."

Aussi,—Un message communiquant à la Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat auquel ont été référées les pétitions de Ernest Joseph Wismer et Carmen Adams respectivement, demandant une loi de divorce, et les documents qui ont servi comme preuve, avec prière qu'ils soient retournés au Sénat.

Et aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat insiste sur leurs second et troisième amendements au Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des juges, auxquels la Chambre n'a pas acquiescé.

Du consentement de la Chambre, Sir George Foster propose,—Que la Chambre retourne maintenant aux Motions sous la rubrique Affaires de Routine; agréé.

Les motions étant en conséquence appelées;

Du consentement de la Chambre, les bills suivants du Sénat sont respectivement lus la première et la seconde fois et avec la preuve, etc., faite devant le comité des Divorces au Sénat, sont référés au comité des Bills Privés:—

Bill B6 (No 214) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Joseph Wismer."—M. Mowat.

Bill C6 (No 215) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Carman Adams."—M. Mowat.

Les Ordres du Gouvernement étant de nouveau appelés;

L'ordre pour la seconde lecture du Bill (No 205), Loi modifiant la Loi de l'Oléomargarine, 1919, étant lu;

M. Tolmie propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la seconde fois.

Et la question étant posée sur la motion;

M. Denis propose comme amendement,—Que le mot "maintenant" dans la motion principale soit retranché et que les mots "dans six mois de ce jour" soient ajoutés à la fin de ladite motion.

Après débat, la question étant sur ledit amendement, elle est rejetée sur la division suivante—

POUR :

Messieurs

Baldwin,	Denis,	Lancôt,	Sinclair (Antigonish-
Béland,	Desaulniers,	Léger,	et-Guysborough),
Boivin,	Fafard,	Marcel	Stein,
Brouillard,	Fortier,	(Bonaventure),	Sutherland,
Casgrain,	Fournier,	Marcile (Bagot),	Thompson
Chisholm,	Fraser,	Mayrand,	(Hastings),
Déchène,	Gauvreau,	Pelletier,	Tobin,
Delisle,	Kay,	Robb,	Trahan,
Demers,	Lafortune,	Séguin,	Truax—33.

CONTRE :

Messieurs

Allan,	Davidson,	Long,	Peck,
Anderson,	Davis,	MacKelvie,	Pedlow,
Andrews,	Doherty,	Mackie	Prévost,
Argue,	Douglas	(Edmonton),	Redman,
Arthurs,	(Strathcona),	Mackie	Reid
Ballantyne,	Douglas (Cap-	(Renfrew),	(Grenville),
Ball,	Breton-S.-et-	Maclean	Reid
Best,	Richmond),	(Halifax),	(Mackenzie),
Blair,	Drayton (sir Henry),	Maclean (York),	Rinfret,
Blake,	Du Tremblay,	MacNutt,	Ross,
Bolton,	Edwards,	McCoig,	Savard,
Bonnell,	Fielding,	McCrea,	Scott,
Boyce,	Finley,	McCurdy,	Shaw,
Boys,	Foster	McDermand,	Simpson,
Brien,	(sir George),	McGibbon	Smith,
Bristol,	Foster (York),	(Muskoka),	Spinney,
Buchanan,	Fulton,	McGregor,	Steele,
Bureau,	Gervais,	McIsaac,	Stevens,
Cahill,	Glass,	McMaster,	Stewart
Calder,	Green,	McQuarrie,	(Hamilton),
Caldwell,	Guthrie,	Manion,	Stewart
Campbell,	Halladay,	Martin,	(Lanark),
Casselman,	Harold,	Meighen,	Thompson
Chaplin,	Harrison,	Mewburn,	(Weyburn),
Charlton,	Hay,	Michaud,	Thompson (Yukon),
Charters,	Henders,	Middlebro,	Thompson
Clark	Jacobs,	Molloy,	(Qu'Appelle),
(Bruce),	Johnston,	Morphy,	Tolmie,
Clark	Kennedy (Glengarry-	Mowat,	Tremain,
(Red-Deer),	et-Stormont),	Munson,	Tweedie,
Cléments,	King,	Myers,	White
Cockshutt,	Knox,	Nesbitt,	Wigmore,
Cooper,	Lalor,	Nicholson (Queen,	Wilson
Cowan,	Lang,	I. du P.-E.),	(Wentworth),
Crerar,	Lapointe,	Nicholson	Wilson
Cronyn,	Leduc,	(Algoma),	(Saskatoon),
Crowe,	Lemieux,	Papineau,	Wright—130.
Currie,	Lesage,	Pardee,	

Et la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée.

Ledit bill est en conséquence lu la seconde fois, considéré en comité général,

Et le comité continuant de siéger.

Jedi, 26 mai 1921.

Ledit bill est rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill (No 138), Loi modifiant le Code criminel est de nouveau considéré en comité général et sur rapport de nouveau progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant pour lequel il demande le concours de la Chambre:—

Bill A6 (No 216) du Sénat, intitulé: "Loi concernant le lac des Bois et d'autres eaux."

La Chambre s'ajourne alors à 1.25 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. Wilson (Wentworth)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien la compagnie Warren a-t-elle reçu par verge carrée pour la route achevée Hamilton-Brantford?

2. Doit-on payer un droit régalien à quelqu'un pour le pavage bithulitique Warren. Dans l'affirmative, combien et à qui?

3. Quelle propriété a-t-on achetée pour élargir la route entre son point de départ (Paradise Road) et le village d'Ancaster?

4. Quels sont les noms des personnes dont on a acheté la propriété, et quel prix leur a-t-on payé à chacune?

5. A-t-on payé tous les propriétaires de terrain sur cette partie de la route Hamilton-Brantford, entre Paradise Road et Binkley's Corners?

6. Quelle est la somme des importations en machines de voirie et de trucs automobiles que le département des Travaux publics d'Ontario a faites depuis que le gouvernement provincial actuel est au pouvoir?

Le *Premier Ministre*—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Que la disposition suivante soit insérée comme article huit dans le Bill A6 du Sénat, intitulé: "Loi concernant le lac des Bois et d'autres eaux," actuellement soumis à la Chambre:—

"8. Les frais d'administration de la présente Loi et les règlements qui en découlent, pourront être payés à même tout crédit inaffecté du Canada."

CONVOCATION DE COMITÉ.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 27 mai.</i>		
425	Comptes Publics.....	11 a.m.

OTTAWA : Imprimé par THOMAS MULVEY, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1921

No 71.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 26 MAI 1921.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingt-septième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingt-septième rapport, comme suit:—

Votre examinateur a dûment examiné le bill suivant du Sénat et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies, savoir:—

Bill B6 (No 214) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Wismer."

M. Currie, du comité conjoint des Impressions du Parlement a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:—

Votre comité recommande comme suit:—

1. Que les documents suivants soient imprimés:—

144. Rapports des ministres de la Justice, approuvés par le Gouverneur en conseil, sur la législation provinciale depuis 1896 jusqu'à date.

Le comité recommande que ce document soit imprimé avec reliure en toile, au nombre de 1,000 copies pour distribution.

51b. Premier rapport annuel de la Commission du service civil concernant son administration sous l'empire de la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public, tel que prescrit par l'article 7 du chapitre 67, 10-11 George V.

2. Que les documents suivants ne soient pas imprimés:—

51a. Réponse à un ordre de la Chambre du 4 avril 1921:—Relevé indiquant (a) le nombre des ex-fonctionnaires qui retirent une pension du gouvernement, et qui avaient contribué pendant trente-cinq ans au fonds de retraite, (b) la somme qui reste encore dans ce fonds, et (c) les sommes retirées en 1918, 1919 et 1920.

82a. Réponse à un ordre de la Chambre du 4 mars 1921 :—Copie de tous documents quelconques comportant, relativement au contrat adjugé par le gouvernement canadien à la raison sociale *J. Coughlan & Sons*, pour la construction d'une cale sèche à Vancouver, toute la correspondance, les soumissions, le contrat ou autres documents se rapportant à ce contrat.

98a. Copie de la convention entre la France et le Canada, signée à Paris, le 29 janvier 1921.

99. Réponse à un ordre de la Chambre du 16 mars 1921,—Tableau montrant :—

1. Les noms des employés de la division des mandats-poste, dans les bureaux de poste (bureau-chefs) suivants : Hamilton, London, Ottawa, Montréal, Québec, Saint-Jean, N.-B., et Halifax, N.-E.

2. Quel est d'après la nouvelle classification le grade de chacun de ces employés ainsi que ses appointements.

3. Combien d'années de service compte chacun de ces employés.

4. Le revenu réel de chacun des bureaux chefs ci-dessus.

5. Les employés en charge de ce département dans chacun de ces bureaux.

6. Les employés en charge de l'enregistrement dans les bureaux de poste (grands bureaux) des villes ci-dessus, le grade et les appointements de chacun.

100. Réponse à un ordre du Sénat du 29 mars 1921 pour un état montrant :—

1. Quand les services de la société Griffenhagen ont été retenus pour réorganiser les divers ministères de l'administration publique.

2. Combien, à venir jusqu'au 31 décembre 1920, il a été payé à cette société (a) en salaires, (b) en frais de voyage; et (c) en frais d'entretien.

3. Quels sont les fonctionnaires civils qui ont prêté leur concours à la société Griffenhagen? Quels montants leur ont été payés pour ce concours (a) en salaire; (b) en frais de voyage; et (c) en frais d'entretien.

4. Quel montant dû, au 31 décembre 1920, à la société Griffenhagen et aux fonctionnaires qui lui ont prêté leur concours il reste en souffrance.

5. Si le contrat passé avec la société Griffenhagen a été annulé.

6. Dans la négative, s'il doit être annulé et quand.

7. Quels sont les ministères qui ont été réorganisés.

8. Si le travail de cette société a été aussi peu satisfaisant que celui de ces prédécesseurs, les messieurs Young et Cie.

101. Aussi une réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général du 18 février 1921, pour copie de tous documents et lettres échangés depuis 1909 entre le gouvernement canadien et le gouvernement britannique, ou entre un ministre, membre ou fonctionnaire du gouvernement canadien et un membre ou fonctionnaire de l'amirauté britannique, ou entre toute personne ou tout fonctionnaire desdits gouvernements ou de ladite amirauté, où se trouvent des détails et renseignements sur les négociations relatives à la question navale et qui ont abouti à la convention arrêtée à la Conférence impériale de 1911, sur le mouvement des navires en dehors de la zone des trois milles et sur l'établissement de stations navales pour les navires transférés au ministère de la marine du Canada ou achetés pour ce ministère; et de faire également déposer des copies des règlements qui régissent à l'heure présente le mouvement des navires de la marine canadienne.

102. Copie d'un décret du conseil, C.P. 856, daté le 21 mars 1921, plaçant le bureau du Haut-Commissaire du Canada à Londres sous le contrôle et la direction du Secrétariat d'Etat pour les Affaires Etrangères.

103. Réponse à un ordre de la Chambre du 4 mars 1921—Relevé faisant voir :—

1. Quels étaient les sous-ministres dans les différents départements de l'Etat en 1910, le 1er janvier.

2. Quels étaient-ils au 1er janvier 1921.

3. Quels étaient les chefs de division dans les différents départements de l'administration fédérale, en 1910.

4. Quels étaient-ils au 1er janvier 1921.

104. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1921—Tableau indiquant:—

1. Combien au total il y avait de fonctionnaires civils en 1913.

2. Combien il y avait au total de fonctionnaires civils en 1920.

105. Réponse à un ordre de la Chambre du 4 mars 1921:—

1. Combien de commissions le gouvernement a créées depuis 1911.

2. Ce quelles sont.

3. Quels sont les commissaires actuels dans ces différentes commissions, et quels sont les appointement de chacun d'eux.

106. Ordre de la Chambre du 30 mars 1921—Relevé montrant:—

1. Quand on a commandé les 18,000 fourgons pour le C.N.R.

2. Si les commandes sont de dates différentes, quels sont les mois et l'année de chaque commande.

3. Quelles compagnies les ont construits.

4. Si des soumissions ont été demandées, ou si la construction se fait sur commande.

5. Si la construction se fait au coût plus pourcentage, quelle est la proportion autorisée du profit.

6. Combien coûtent 6,000 fourgons.

7. Combien de fourgons ont été livrés, et quand.

8. Combien de fourgons neufs on a placé pour le transport du grain à l'Ouest de Fort William.

9. Quelle est la capacité maximum de ces fourgons en grain.

10. Si ces fourgons sont munis d'auges de fonds pour le déchargement rapide au point d'arrivée.

11. Si ces 18,000 fourgons sont en sus des fourgons ajoutés pour remplacer des fourgons brisés ou usés.

107. Réponse à une adresse à Son Excellence, le Gouverneur général, datée le 10 mars 1921:—Copie d'un décret du Conseil du 9 juillet 1920, nommant l'honorable sir Thomas White arbitre estimateur du fonds de la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc; de tous décrets subséquents du Conseil relativement à cette nomination; et de toute correspondance que le gouvernement a échangée avec l'honorable sir Thomas White à ce sujet.

108. Copie des décrets du conseil, C.P. 279, daté le 5 février 1921, et C.P. 999, daté le 23 mars 1921, relativement à la nomination et au salaire du gérant pour le restaurant du Parlement.

109. Réponse à un ordre de la Chambre du 23 mars 1921:—Copie de toutes lettres et correspondance que des professeurs ou des employés de l'université Acadia ont échangées avec le département des Mines, depuis le 1er février 1920, touchant l'emploi d'étudiants de l'université dans ce département pendant l'été.

110. Réponse à un ordre de la Chambre du 8 mars 1921:—Copie de toutes lettres, papiers, documents et ententes émanant l'adoption du décret. 1547 C.P. du 8 juillet 1920, par lequel le général William Bethune Lindsay M.I.E.C., s'est assuré le droit à 1,920 acres de sable pétrolifère dans la province de l'Alberta.

111. Réponse à un ordre de la Chambre du 10 mars 1921:—Copie de tous rapports, mémoires et correspondance que la Commission du service civil possède touchant la destitution d'Alfred Saint-Laurent à la division de la papeterie du département des impressions et de la papeterie publiques, à Ottawa.

112. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Drummond et Arthabaska, de la Commission d'établissement des soldats.

2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

113. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Shefford, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

114. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Richmond-Wolfe, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

115. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Compton, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

116. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Brome, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

117. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Missisquoi, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

118. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de soldats rapatriés ont acheté des fermes dans le comté de Stanstead, de la Commission d'établissement des soldats.
2. Le prix moyen payé pour ces fermes.
3. Si quelques-unes de ces fermes ont été abandonnées.
4. Dans l'affirmative, comment le gouvernement en a disposé.
5. S'il y a eu des pertes, et, dans l'affirmative, combien le gouvernement a perdu en tout à ce sujet.

119. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 avril 1920,—Relevé indiquant:—

1. Si des instructions ont été données pour limiter la publication, en français, des documents publics du Canada et des Livres bleus.
2. Quels sont les Livres bleus qui ont été publiés en 1919.
3. Quels sont ceux de ces documents qui ont été publiés dans les deux langues?
4. Quels sont ceux de ces documents qui n'ont été publiés que dans une seule langue, et dans laquelle.

120. Réponse à un ordre de la Chambre du 24 mars 1921,—Tableau indiquant:—

1. Combien de wagons, locomotives et roulant général le gouvernement a commandés pendant les années solaires 1918, 1919 et 1920.
2. Quelle était la valeur de ces commandes.
3. De qui cet outillage a été acheté, et quelle était la valeur de chaque contrat.

121. Copie de la correspondance entre le Gouvernement du Canada et la compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc relative à la question de la prorogation de délai dans les procédures d'arbitration et autres sujets s'y rapportant, à la date du 3 avril 1921.

122. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Etat indiquant:—

1. Le total, en livres, du beurre exporté du Canada chaque année, depuis 1910.
2. La valeur annuelle de ces exportations, depuis 1910.
3. Le total, en livres, du fromage exporté du Canada chaque année, depuis 1910.
4. La valeur annuelle de ces exportations, depuis 1910.
5. Les pays sur lesquels notre beurre et notre fromage ont été exportés chaque année, dans la même période, et le montant et la valeur de ces exportations pour chaque pays.
6. Quelles quantités de beurre on a importé des différents pays, depuis 1910.
7. Quels sont ces pays, et le chiffre de nos achats dans chacun d'eux.
8. Quelles quantités de fromage on a importé des différents pays, depuis 1910.
9. Quels sont ces pays, et le chiffre de nos achats dans chacun deux.
10. Les noms ou les marques sous lesquels nos fromages sont vendus à l'étranger.
11. Les noms des beurres et fromages que nous importons.
12. La quantité (livres) de margarine ou de tout autre succédané du beurre on a fabriquée, au pays chaque année, depuis 1910, et leur valeur en argent, pour chaque année.
13. La quantité (livres) de ces succédanés, et leur valeur, on a importée au Canada chaque année depuis 1916.
14. Si l'inobservance de la loi sur la fabrication et la vente de ces succédanés produits au Canada, ou achetés à l'étranger a donné lieu à nombreuses poursuites.
- 15 Dans l'affirmative, combien.

123. Réponse à un ordre de la Chambre du 4 mars 1921,—Relevé faisant voir:—

1. Combien le gouvernement actuel a accordé de patentes pour entrepôts douaniers de spiritueux dans la province de l'Alberta, depuis 1917.
2. A qui ces patentes ont été accordées.
3. Sur quelle recommandation.

124. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1921,—Tableau indiquant:—

1. Combien de boisseaux de grain canadien ont été transportés de Winnipeg vers l'Etat en 1919. Combien en 1920.
2. Quelle quantité de grain récolté en Canada et exporté à l'étranger a été exporté par les ports canadiens, donnant le nom des ports, et la quantité dans chaque port, en 1919 et 1920.
3. Quelle quantité de grain canadien a été exporté par des ports américains en 1919 et en 1920 donnant le nom des ports et la quantité par chaque port.

4. Quelle quantité de grain canadien a été transporté de l'Ouest vers l'Est en 1919 et en 1920. (a) Par le C.P.R. (b) Par le G.T.R. (c) par les chemins de fer de l'Etat.

5. Quel est le tarif actuel en vigueur pour le transport du grain en Canada? (a) Sur les chemins de fer de l'Etat. (b) Sur les différents autres chemins de fer.

125. Réponse à un ordre de la Chambre du 22 mars 1920,—Relevé indiquant:—

1. Quelle était la cote des différentes classes de stocks de la compagnie du Grand-Tronc, le 1er janvier 1918, quant à: premier stock préféré à 5%, deuxième stock préféré à 5%, troisième stock préféré à 4%, stock ordinaire ou commun, débentures-actions du Grand-Tronc à 5%, débentures-actions du *Great-Western* à 5%, débentures-actions à 4% du Grand-Tronc, débentures-actions à 4% du *Northern*.

2. Quelle était la cote de ces mêmes stocks le 1er janvier 1919 et le 1er janvier 1920.

3. Si une partie du stock du Grand-Tronc a été vendue ou a changé de main depuis janvier 1918.

4. Dans l'affirmative, quels en sont les acheteurs, la date de l'achat ou du transfert, et le prix payé.

5. Si un ou des membres du gouvernement actuel ont jamais détenu du stock de la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc, soit pour eux-mêmes ou comme procureurs pour un tiers.

6. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces membres du gouvernement, quelle somme de stock ils ont acquis, à quelle date et à quelles opérations.

126. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mars 1921,—Etat montrant:—

1. Si la drague à suction *Tornado* a fait du dragage à Courney Bay ou dans le port de Saint-Jean, N.B., en 1920.

2. Dans l'affirmative, qui en est propriétaire.

3. Où la drague a été construite.

4. Quand elle est arrivée à Saint-Jean.

5. De quel port elle était partie.

6. Le total des dépenses, au 31 décembre 1920, quant au travail fait par cette drague.

7. Si certains pontons ont été perdus lorsque cette drague a été amenée à Saint-Jean.

8. Dans l'affirmative, si on les a retrouvés.

9. Où est actuellement la drague *Tornado*.

127. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1921,—Relevé faisant voir:—

1. Combien d'argent le gouvernement du Canada a dépensé dans chaque province du Canada en 1920, pour la voirie.

2. Combien d'argent le gouvernement du Canada a dépensé dans chaque province, en 1920, pour l'enseignement technique, sous l'empire de la Loi de l'enseignement agricole.

3. Combien le gouvernement fédéral a dépensé pour assister les expositions agricoles tenues en 1920 dans chaque province.

4. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en 1920 dans chaque province, pour le service d'un organisme des ventes de bestiaux, etc.

5. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en tout en 1920 pour aider et propager l'agriculture.

6. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en tout, en 1911, pour aider et propager l'agriculture.

7. Combien le gouvernement fédéral a dépensé en 1920 dans chaque province du chef de la Loi du logement.

128. Réponse à un ordre de la Chambre du 14 mars 1921,—Copie de tous télégrammes, correspondance, et autres documents touchant la démission de M. John

Sheridan, surintendant des Indiens pour le district de la Côte-Nord, dans la province du Nouveau-Brunswick, en 1920; aussi: copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents touchant sa réintégration dans ses fonctions.

129. Réponse à un ordre de la Chambre du 17 mars 1921,—Etat faisant voir:—

1. Sommes qui ont été affectées à la Galerie nationale du Canada du 1er avril 1916 au 1er avril 1921.

2. Comment ces sommes ont été dépensées.

3. Qui a charge de la Galerie nationale, quand il a été nommé, à quels appointements, et quels sont ses appointements actuels.

4. Combien de fonctionnaires forment le personnel de la Galerie, quels sont leurs noms, la date de leur nomination, et leurs appointements respectifs.

5. Quels fonctionnaires du personnel de la Galerie ont retiré leurs appointements pendant la fermeture de la Galerie, et quel travail ils faisaient.

6. Quand la Galerie nationale a été fermée, pourquoi, et quand elle doit être rouverte.

130. Réponse à un ordre de la Chambre du 5 mai 1920,—Tableau faisant voir:—

1. Quels sont au total les crédits avancés par le gouvernement canadien (a) à la Grande-Bretagne, (b) aux Puissances alliées, avant l'armistice.

2. Sur ce total quelle proportion on a utilisée pour l'achat (a) de produits agricoles, et (b) pour produits manufacturés respectivement.

3. Quels sont au total les crédits avancés par le gouvernement canadien (a) à la Grande-Bretagne, et (b) aux Puissances alliées après l'armistice.

4. Sur ce total quelle proportion on a utilisée pour l'achat (a) de produits agricoles, et (b) de produits manufacturés, respectivement.

131. Réponse à un ordre de la Chambre du 4 avril 1921,—Copie de tous rapports, ordonnances, télégrammes, certificats d'estimation, ou de toute autre correspondance touchant l'abattage de 285 porcs appartenant à George-B. Alderson, que des employés du ministère de l'Agriculture ont tués le 20 avril 1920, ou vers cette date, et pour lequel le ministre a refusé une compensation.

132. Décrets du Conseil C.P. 2010 et 2039 en date du 17 septembre 1920.—Règlements établis en conformité du paragraphe 17 de la Loi des brevets pour les drogues.

133. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 avril 1921,—Tableau indiquant:—

1. Le nombre des fonctionnaires du gouvernement dans les îles britanniques.

2. Combien il y maintient de départements.

3. Combien de fonctionnaires le gouvernement a aux Etats-Unis.

4. Combien de départements il y maintient.

134. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 avril 1921,—Etat indiquant:—

1. Relativement au service public fédéral, ce qui est entendu par les mots (a) service intérieur, et (b) service extérieur.

2. Combien de fonctionnaires il y a actuellement dans (a) le service intérieur et (b) service extérieur.

135. Réponse à un ordre de la Chambre du 7 avril 1921,—Tableau indiquant:—

1. Le nombre total des personnes employées par le gouvernement fédéral, en comptant les services intérieur et extérieur, à part le Chemin de fer de l'Etat.

2. Le nombre de personnes employées par les Chemins de fer de l'Etat.

136. Rapport du Bureau d'aviation pour l'année 1920.

137. Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général du 30 mars 1921, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement impérial et le gouvernement du Canada relativement à la représentation de ce pays soit au parlement britannique soit au sein d'un conseil, à sa participation dans l'administration de l'empire britannique, à sa contribution aux guerres de l'empire, et à l'établissement d'une marine britannique ou canadienne.

138. Copie des procès-verbaux de la conférence du Canada et des Indes Occidentales, 1920.

139. Réponse à un ordre de la Chambre du 6 avril 1921.—Relevé indiquant:—

1. Si la *Young Men's Christian Association*, associée aux Troupes expéditionnaires canadiennes pendant la grande guerre a soumis au gouvernement un état financier indiquant tout l'argent encaissé et dépensé du chef de contributions populaires ou de ventes aux troupes canadiennes.

2. Dans l'affirmative, si le gouvernement déposera cet état en Chambre.

3. Dans la négative, si le gouvernement se propose d'obtenir et de distribuer un état de ce genre.

140. Réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1921.—Relevé faisant voir:—

1. Combien d'hôpitaux militaires il y a actuellement au Canada.

2. Combien de patients il y a dans chaque hôpital.

3. Quel est le personnel de chaque hôpital.

4. Quelles sont au total les dépenses de ces hôpitaux.

5. Si on a fermé quelques-uns de ces hôpitaux récemment.

6. Combien de patients (soldats) ont été transférés des hôpitaux militaires aux hôpitaux publics ou municipaux dans tout le pays.

7. Le personnel maintenu à Ottawa pour l'inspection et la direction générale de ces hôpitaux militaires.

8. Les noms et appointements respectifs de ces fonctionnaires.

9. Si on a tenté d'épargner de l'argent, en faisant traiter les patients soldats par les médecins locaux.

141. Réponse à un ordre de la Chambre du 4 avril 1921.—Copie de tous documents et correspondance touchant la demande de pension de Mme Brunelle, mère veuve de feu le sergent-major N. Brunelle, No mat. 62068.

142. Réponse à un ordre de la Chambre du 8 mars 1921.—Copie de toute correspondance au sujet de l'emploi et de la démission de M. Abel Guibeau, ingénieur à bord du *Canadian Traveller*, en 1919 et du *Canadian Sower*, en 1919-1920.

143. Copie d'un arrêté du conseil, C.P., du 12 avril 1921, nommant l'honorable James Duncan Hyndman, juge de la cour Suprême de l'Alberta, William D. Staples, Fort-William, Ont., J. H. Haslam, Regina, Sask., et Lincoln Goldie, Guelph, Ont., commissaires pour s'enquérir et faire rapport sur l'administration et la mise sur le marché des grains du Canada.

145. Réponse à un ordre de la Chambre du 26 avril 1920:—Copie de tous rapports, correspondance et documents échangés entre le gouvernement et les autorités du chantier du gouvernement à Sorel, ou toute autre personne, au sujet du paiement du boni aux employés de ce chantier, et à l'interruption ou la cessation de ce paiement.

146. Réponse à un ordre de la Chambre du 13 avril 1921.—Relevé faisant voir:—

1. Si le gouvernement exploitait une ligne télégraphique dans la Colombie-Anglaise septentrionale, avant d'acquérir la ligne de la *Great North Western Telegraph Company*, relativement aux chemins de fer du Grand-Tronc-Pacifique et du Canadien-Nord.

2. Si le gouvernement exploite encore les deux lignes de télégraphe, savoir, l'ancienne ligne du gouvernement et celle de la G.N.W.

3. Pourquoi le gouvernement entretient deux bureaux des télégraphes à Hazelton, New-Hazelton, Smithers, Telkwa, et autres endroits sur le Grand-Tronc-Pacifique.

4. Si l'achalandage justifie le maintien de deux bureaux séparés des télégraphes, dans les villes nommées.

147. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 avril 1921:—Copie de tous télégrammes, correspondance, pétitions, ou autres documents, échangés entre le gouverne-

ment de l'Île du Prince-Edouard et le gouvernement fédéral relativement à la prise en possession et à l'administration du sanatorium de Dalton, par le gouvernement fédéral, et à la remise dudit sanatorium au gouvernement de l'Île du Prince-Edouard.

148. Etat montrant:—

1. Le nombre de personnes par mille de chemin de fer exploité au Canada, en 1896, 1911 et 1914.

2. Le nombre de personnes par mille de chemin de fer exploité dans chacune des neuf provinces (l'Alberta et la Saskatchewan dans leurs bornes actuelles), et quel était le milliaire dans chacune des provinces en 1896, 1911 et 1914.

149. Relevé faisant voir:—

Les noms, occupation et domicile des personnes qui ont sollicité les fonctions actuellement libres de surintendant des chantiers du gouvernement à Sorel.

150. Copie des arrêtés du conseil C.P. 2483, daté, le 23 octobre 1920, concernant les changements dans l'organisation de la division des lois de la Chambre.

Et aussi,—La recommandation de la Commission du service civil concernant la compensation de certains postes du personnel de la Chambre.

Le tout, conformément au sous-article (1) de l'article 45B de la Loi amendement la Loi du service civil, 1919.

151. Réponse à un ordre de la Chambre du 30 mars 1921:—Relevé (a) donnant les noms de tous les officiers du bureau des manifestes au ministère des douanes dans la ville de Toronto; (b) le salaire actuel de chacun de ces officiers.

152. Sixième rapport annuel du bureau des directeurs de la *Canadian Northern Railway System* pour l'année se terminant le 31 décembre 1920.

153. Réponse à un ordre de la Chambre du 26 avril 1921,—Etat indiquant:—

Quel est le montant actuellement payé ou dû pour les salaires des 20 employés des chemins de fer nationaux les plus haut salariés dans les catégories suivantes: (1) mécaniciens; (2) chauffeurs; (3) personnel des trains; (4) chauffeurs divisionnaires; (5) contremaîtres des accoupleurs; (6) accoupleurs; en spécifiant en chaque cas le montant du salaire mensuel, du 1er juillet 1920 jusqu'au 1er janvier 1921, ainsi que le montant total pour les six mois.

154. Réponse à un ordre de la Chambre du 4 avril 1921:—Copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et la Chambre de Commerce et le Conseil municipal et la Commission du port de Québec, depuis la session de 1917, touchant la diversion du grain du nord-ouest sur New York, l'inexécution, par le gouvernement, de ses entreprises au sujet des têtes de lignes du chemin de fer Transcontinental à Québec, et des mémoires adressés au premier ministre sur ce sujet.

155. Réponse à un ordre de la Chambre du 25 avril 1921:—Relevé indiquant le nombre des soldats rapatriés qui ont acheté des fermes par l'entremise de la Commission de l'établissement des soldats, dans le comté de Bonaventure, le prix moyen payé pour ces fermes le nombre de ces fermes qui ont été abandonnées, comment le gouvernement en a disposées, les pertes encourues, s'il en est; et les noms des soldats qui se sont établis dans ce comté, indiquant aussi les endroits où respectivement ils se sont établis.

156. Réponse à un ordre de la Chambre du 19 mai 1920, Tableau indiquant:—

1. Combien de personnes sont employées au département des Finances, à Ottawa.
2. Quels sont leurs noms et les appointements qu'ils reçoivent.

157. Réponse à un ordre de la Chambre du 11 avril 1921,—Etat indiquant:—
actuellement, dans ses départements du trafic et du service.

2. Combien de fonctionnaires le Canadian-Nord employait dans ses départements du trafic du service, avant son acquisition par le gouvernement.

3. Combien de fonctionnaires le Grand-Tronc-Pacifique employait dans ses départements du trafic et du service, avant son acquisition par le gouvernement.

4. Combien de fonctionnaires les chemins de fer du gouvernement, l'Intercolonial et le Transcontinental, employaient dans les départements du trafic et du service, avant le fusionnement des compagnies dans le régime du National-Canadien.

5. Combien au total ont coûté les accidents du National-Canadien, sur la ligne Saskatoon et Calgary, en 1920.

6. Si le coût des accidents a été imputé aux frais du service ou au compte du capital.

7. Quelles ont été au total les dépenses du National-Canadien, pour retards, entre Saskatoon et Calgary, en 1920.

8. Pourquoi certain outillage du National-Canadien est imputé aux frais du service, au lieu du compte du capital.

9. Quel est le total imputé au capital, pour 1920, relativement au National-Canadien.

3. Que 1,000 copies des dépositions données devant le comité de l'Agriculture et de la Colonisation de la Chambre des Communes, relativement au Bill (No 55), Loi modifiant la Loi des engrais, 1909, soient imprimées pour distribution.

4. Que 1,000 copies des estimations budgétaires (800 en anglais et 200 en français) soient fournies au bureau de distribution, Chambre des Communes, pour distribution.

5. Que dans le cas où il n'y aurait plus d'autre réunion du comité, les présidents conjoints soient autorisés à décider quant à l'impression ou autre de tout document qui pourrait être soumis à l'une ou l'autre des Chambres, et généralement à agir jusqu'à la fin de la session en toutes choses qui est du ressort du comité.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du Conseil privé du Roi, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

DEVONSHIRE,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes, le budget supplémentaire additionnel des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1921, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des Communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

OTTAWA, 26 mai 1921.

Sur motion de Sir Henry Drayton, lesdits message et budget supplémentaire additionnel sont référés au comité des Subsidés.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,— Réponse à un ordre de la Chambre du 28 avril 1921:—Relevé indiquant:—

1. Combien d'automobiles le gouvernement possède et utilise à Ottawa.
2. Combien de chauffeurs sont employés, et quels sont leurs noms et leur gages.
3. Quels sont les ministres et sous-ministres qui utilisent ces autos.
4. Quels autres fonctionnaires les emploient et à quelles fins particulières.

5. Si on a fait servir ces automobiles le dimanche, dans la dernière année civile. Dans l'affirmative, qui s'en est servi.

6. Si le gouvernement a un garage à Ottawa.

7. Dans l'affirmative, combien il a coûté dans la dernière année civile en entretien, salaires, essence, réparations, et pneus, respectivement.

8. Si le gouvernement a acheté ce garage. Dans l'affirmative, de qui, à quel prix, et quand.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 mars 1921,—Tableau indiquant:—

1. Combien il y avait de fonctionnaires civils du service intérieur, dans chaque département du gouvernement le 31 décembre 1920.

2. Combien de jour d'absence, en dehors des jours fériés ordinaires, ont été consignés dans chaque département, en 1920.

Les bills suivants du Sénat sont respectivement lus la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:—

Bill X4 (No 212) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des terres fédérales." M. *Calder*.

Bill Y4 (No 213) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des Territoires du Nord-Ouest."—M. *Meighen*.

Bill A6 (No 216) du Sénat, intitulé: "Loi concernant le lac des Bois et d'autres eaux."—M. *Meighen*.

L'ordre de la Chambre qui suit est voté en vertu de la règle 37:—

Par M. Charters—Ordre de la Chambre—Relevé indiquant:—

1. Quel département du gouvernement a donné des commandes pour bottes de cuir dans les derniers six mois.

2. Si des soumissions ont été demandées, pour la fabrication de ces bottes sur les formes de l'armée.

3. Dans la négative pourquoi on a pris une forme nouvelle.

4. Quel expert a conseillé de prendre une nouvelle forme pour les bottes de la Royale gendarmerie à cheval.

5. Si le contrôleur financier de la Royale gendarmerie a reçu des protestations sur ce point, et, dans l'affirmative dans quel sens.

Le Bill (No 205), Loi modifiant la Loi de l'Oléomargarine, 1919, est lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 138), Loi modifiant le Code criminel est de nouveau considéré en comité général, rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat transmettant à la Chambre pour son information, un extrait des minutes des Procès-Verbaux du Sénat, du Canada, de mardi, 24 mai 1921, comme suit:—

LE SÉNAT,
SALLE DES COMITÉS No 251,

Le lundi, 23 mai 1921.

Le Comité spécial chargé d'étudier la méthode à suivre dans l'impression des bills du Sénat, et de faire rapport à ce sujet, a l'honneur de soumettre son premier rapport.

Votre Comité recommande que tous les bills, dont l'objet est d'amender ou d'abroger une loi statutaire, portent, lors de leur première impression, les articles de la loi à abroger ou à amender, et les articles tels qu'il est projeté de les amender, en regard les uns des autres sur deux colonnes, en indiquant entre guillemets les mots à retrancher dans la loi statutaire, et en indiquant également entre guillemets les mots à ajouter en vertu de l'amendement proposé.

Le tout respectueusement soumis.

N.-A. BELCOURT,
Président.

Ledit rapport est adopté.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant, pour lequel il demande le concours de la Chambre:—

Bill W5 (No 217) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company*."

Du consentement de la Chambre, M. Meighen propose,—Que la Chambre retourne à la Présentation des Rapports de Comités; agréé.

La Présentation des rapports de Comités étant appelée;

M. Cronyn, du comité spécial nommé pour connaître des questions afférant aux pensions, assurances et réadaptation civile des soldats rapatriés, et aux amendements que le comité pourra proposer ou juger nécessaires quant aux lois existantes, désire soumettre ce qui suit comme rapport troisième et final. Les ordres de référence et l'autorité donnés au comité sont indiqués à la page trois des transactions imprimées.

Séances.—Témoins et communications

Votre comité a tenu quarante-deux séances, interrogé cinquante-cinq témoins; il a reçu et expédié plus de 2,500 communications. Pour étudier à fond les diverses recommandations et suggestions venant de 450 sources différentes et plus, deux sous-comités ont été nommés. Les communications relatives aux questions générales de pension, d'assurance et de réadaptation civile ont été déferées à un sous-comité de la correspondance, dont les rapports sommaires se trouvent dans les transactions imprimées. Les communications d'une nature plus précise exigeant des recherches supplémentaires, ont été déferées à un sous-comité des cas spéciaux, formé de MM. Nesbitt, Brien et Copp. A ce sujet, le comité désire reconnaître le travail consciencieux de ces personnes. Leur tâche a souvent exigé de longues séances, l'examen de 151 dossiers avec l'aide des commissaires et fonctionnaires du bureau des pensions et du département du Rétablissement des soldats dans la vie civile, qui chaque fois étaient présents. Bien qu'il y ait doute sur la compétence du comité à siéger comme tribunal reviseur, il n'y en a pas sur les services excellents que les personnes ci-dessus ont rendus. Il est opportun de signaler aussi l'assistance utile que le personnel du bureau des pensions, du département du Rétablissement des soldats dans la vie civile, du bureau d'établissement des soldats, des ministères du Travail, de la Milice et de la Défense, le surintendant de l'Assurance, la division de l'Assurance des soldats, et M. C.-C. MacNeil, de l'Association canadienne des vétérans de la Grande guerre.

Revue du travail et des dépenses antérieures

Avant d'aborder les sujets qui ont été référés à votre comité, il sera intéressant d'examiner brièvement le travail et les dépenses que le peuple du Canada, par l'entremise de l'autorité fédérale, a faits pour les participants à la guerre. On trouvera un état élaboré de ces affaires dans le troisième rapport du comité parlementaire spécial sur la réadaptation civile, publié en octobre 1919. Nous ne nous proposons pas de répéter ces choses, mais plutôt de relever en résumé les faits principaux. Les chiffres, à moins d'indication contraire, comportent les dépenses, y compris les frais d'administration, jusqu'au 31 mars 1921. Elles sont indiquées à la grosse, et ne représentent pas une comptabilité précise.

1. Gratifications pour service de guerre, y compris celles payés aux Canadiens qui ont servi dans les troupes impériales (sauf les frais d'administration), approximativement... ..\$164,000,000.00

2. *Pensions de décès et d'infirmité*—

Nombre des pensions en vigueur... ..	70,714
Nombre de bénéficiaires, épouses et enfants compris... ..	150,753
Dépenses totales pour pensions, gratifications tenant lieu de pensions, et règlement de pensions des bénéficiaires ayant une infirmité inférieure à 15 pour cent... ..	\$ 91,000,000.00

3. *Rétablissement*—

(a) Traitement médical un an après le congé, pour les infirmes en raison de services, ou non, et après ce laps, pour ceux qui souffrent d'infirmités de guerre, ou d'une rechute.

(b) Préparation professionnelle des invalides et des enrôlés de 18 ans au plus.

(c) Payé et allocations des catégories susdites.

(d) Prêts aux élèves professionnels, etc.

(e) Soins des aveugles.

(f) Traitement dentaire après le congé.

(g) Membres artificiels et autres appareils.

(h) Services de placement.

(i) Secours, hivers de 1919-20, et 1920-21.

Dépenses totales sur ces items, depuis la fondation de la Commission des hôpitaux militaires... ..\$102,300,000.00

4. *Etablissement sur des terres*—

Nombre des demandes officielles... ..	59,000
Nombre des requérants qualifiés... ..	43,000
Nombre des prêts accordés aux requérants... ..	19,800
Superficie des terres cultivées... ..	973,000 acres
Superficie des terres nouvellement travaillées par les colons soldats... ..	194,000 acres
Prêts accordés... ..	\$ 80,000,000.00
Dépense totale pour item susdits, après déduction des remboursements sur le capital... ..	82,600,000.00

NOTE.—Cette somme sera de nouveau réduite par remboursements sur le capital, et en conséquence une forte proportion des sommes avancées par le Canada sera éventuellement remboursée.

5. *Assurance des soldats*—

Polices en vigueur.	2,371
Primes reçues.	95,000.00
Passif, pour réclamations soumises.	121,000.00
Passif, sur polices en vigueur.	7,074,000.00

NOTE.—Le passif sur les polices en vigueur sera fortement réduit par les primes à recevoir.

6. *Transport des dépendants d'outre-mer*—

Dépenses (hors les frais administratifs)	\$ 2,800,000.00
--	-----------------

7. *Rachat des fonds sterling au pair*—

Somme rachetée, à jour (frais non calculés)	\$ 14,400,000.00
---	------------------

8. *Préférence dans les nominations au service public*—

Nominations permanentes.	8,000
Nominations temporaires.	29,000

9. *Sommaire des dépenses*—

Gratifications.	\$164,000,000.00
Pensions.	91,000,000.00
Réadaptation.	102,300,000.00
Etablissement sur des terres.	82,600,000.00
Transport.	2,800,000.00
Total.	\$442,700,000.00

Comme on vient de le lire, ce qui précède ne représente aucunement les dépenses totales faites pour les soldats rapatriés. On peut dire en toute confiance que les dépenses de ce chef, jusqu'au 31 mars 1921, ont été de quatre cent cinquante à cinq cents millions; et dans ces chiffres on ne tient aucun compte du projet fédéral de logement ou des crédits que les provinces et les municipalités ont déboursés, ainsi que les différentes associations de vétérans, le Fonds patriotique, la Croix Rouge et autres sociétés volontaires.

Il n'est pas aussi facile de prévoir les obligations fédérales annuelles; elle relèveront pour beaucoup du retour à la normale dans tout le pays. L'item des pensions, administration comprise, coûtera au moins \$33,000,000.00; les autres travaux du département de la Réadaptation civile exigeront peut-être autant, et il est possible qu'il faudra d'autres avances considérables pour la marche de la Commission de l'établissement des soldats sur des terres. Une estimation modérée de nos dépenses annuelles de ce chef atteindrait \$75,000,000.00.

INTRODUCTION.

Si nous consultons l'Ordre de référence d'après lequel votre comité a été nommé, nous y voyons trois divisions distinctes d'enquête: assurances, pensions, et réadaptation. Sauf la première, qu'on a pour la première fois étudiée la session dernière, les sujets cités ont été constamment en révision aux mains de comités spéciaux de la Chambre des Communes, et dans la Chambre même, à chaque session du parlement actuel. Les pensions ont de fait intéressé un parlement antérieur, et des comités spéciaux ont étudié la question pendant les sessions de 1916 et 1917. Il n'est donc pas surprenant de trouver, en raison de ces enquêtes précédentes, qu'un bon fonds de renseignements nous est acquis, et qu'il est exceptionnel d'avoir à envisager une question tout à fait nouvelle. Malgré cela, plusieurs affaires relevant de chaque division de l'enquête ont été soumises au comité. Ceci est en partie démontré par

la présentation au comité, en sus des cas individuels indiqués au début, de plus de 250 suggestions spécifiques traitant de presque tous les aspects imaginables de la vie nationale, relativement au soldat rapatrié.

Grâce aux efforts du secrétariat du comité, dont les heures n'ont pas eu de limite, chaque suggestion a reçu l'attention qu'elle comportait. Il est toutefois évident qu'il faudrait surcharger le dossier pour les placer toutes ici. Donc, en dehors de quelques-unes des plus importantes, au sujet desquelles le comité a cru devoir donner son avis, le rapport traite seulement d'affaires qui lui permettent de recommander une décision positive, ou d'attirer l'attention du gouvernement. Entre autres, certaines questions sont si vastes qu'elles pourraient donner lieu à une enquête particulière de comités spéciaux pendant tout le cours de la session.

Il est bon de faire ressortir que la simple absence d'une opinion n'indique pas que l'étude d'une suggestion quelconque a été négligée. Disons encore que toutes ont été soumises au comité, qui les a discutées et réglées. Si l'on ne trouve pas dans le rapport présent une référence à une question qui intéresse particulièrement, c'est que le comité n'a pas pu faire de recommandation à son sujet.

Assurance

1. Conformément à la loi adoptée lors de la dernière session, les soldats, marins et infirmières rapatriés, et demeurant au Canada, ont pu sans examen médical, depuis le 1er septembre 1920, assurer leur vie jusqu'à concurrence de \$5,000 chacun, dans l'administration fédérale. Comme il est dit plus haut, près de 2,400 polices étaient prises au 1er mars dernier. Sur ce nombre, 910 était pour le maximum de \$5,000; 639 pour \$1,000 chacune; 351 pour \$2,000, 234 pour \$3,000, et le reste pour divers montants. L'obligation totale de ces polices dépasse un peu \$7,000,000. On a reçu à peu près \$93,000 en primes, et en conséquence du décès des assurés, des réclamations dépassant \$120,000 ont été réglées ou doivent l'être. D'autres informations statistiques sur ce sujet se trouvent aux pages 22-24 de la preuve imprimée.

2. On devra se rappeler que le but primitif de la Loi d'assurance des soldats rapatriés est de permettre à ceux dont la santé a été compromise en activité de se procurer à prix coûtant, et sans égard à leur état physique, quelque mesure de protection pour leurs dépendants. Le bien de ces derniers est donc de sauvegardé sous l'empire de certaines dispositions de la Loi, lesquelles par leur nature même borne sa portée et distinguent les secours législatifs des secours obtenus des contrats ordinaires d'assurance.

3. Les statistiques indiquées démontrent qu'un nombre relativement faible de soldats rapatriés ont profité des bénéfices de la Loi. Le comité croit que cela vient en partie d'un malentendu, et d'un manque d'appréciation des bienfaits à obtenir, chez les rapatriés. On a prouvé que malgré la distribution d'une grande quantité d'imprimés et une forte publicité, il reste encore un bon nombre de particuliers qui pourraient profiter des bénéfices, mais n'en connaissent pas l'existence. Et cela vient de la difficulté d'expliquer l'assurance sans interview personnelle. Comme ces demandes seront reçues pendant une certaine période seulement on sent qu'une décision appropriée devrait être prise pour que tous les éligibles aient occasion raisonnable d'obtenir l'assurance avant l'écoulement du délai. Le comité ne recommande pas la nomination d'agents à commission, ou de décision qui tendrait à amener des demandes sous pression, mais il recommande que le bureau des pensions et le département de la réadaptation civile choisissent conjointement un nombre convenable de rapatriés pour leur expliquer par des discours ou autrement, les détails de la Loi, dans tout le pays.

4. Le comité a approuvé les suggestions suivantes, qui lui ont faites en certains cas le bureau des pensions, chargé d'administrer l'entreprise, et dans certains autres cas les associations de soldats ou les soldats eux-mêmes en particulier.

(a) Que les dispositions législatives qui limitent les contrats d'assurance aux membres des troupes canadiennes domiciliés au Canada, soient abrogées, et que ces troupiers, où qu'ils demeurent, aient droit de s'assurer selon la Loi.

(b) Que sur décès de l'assuré le premier paiement afférant à la police, au lieu de valoir un cinquième seulement du pair, sera de \$1,000 ou du plein montant que la police, si cette dernière est d'au plus \$1,000.

(c) Que l'article dix de la Loi soit amendé pour permettre le paiement à l'épouse de l'assuré, si cette épouse ne peut être pensionnée, bien que d'autres dépendants de l'assuré reçoivent des pensions.

(d) Que l'article dix soit amendé davantage pour embrasser ceux qui reçoivent des pensions d'autres sources que le Canada.

(e) Que des réglemens découlant de la Loi soient rédigés, décrétant que l'approbation qu'un officier compétent donnera à une demande d'assurance et le reçu d'un premier paiement en l'espèce auront, en l'absence de toute fraude, le même effet que la remise de la police à l'assuré. Les cas jugés qu'un semblable règlement affecte seront révisés.

(f) Qu'on fasse arrangement par lequel les pensionnaires, assurés selon la Loi, aient l'avantage de céder leur pension, ou une partie d'icelle, en paiement d'une police.

Les amendements à la Loi actuelle, qui doivent mettre en pratique les suggestions ci-dessus, ont été incorporées dans un bill, dont copie est ci-annexée.

5. Les suggestions esquissées s'expliquent d'elles-mêmes, à tout prendre, mais au sujet de la deuxième (b), faisons remarquer que la Loi présente fixe le maximum de l'assurance payable à la mort au cinquième de la valeur au pair de la police, le reliquat étant payé comme rente pendant une période d'années dont la plus brève est de cinq ans. D'après une police de \$1,000, \$200 seulement sont payés à la mort, et \$100 seulement si la police est de \$500. Il est évident que les sommes indiquées suffisent à peine aux frais funéraires coutumiers, et que la rente annuelle est, pour une petite police, trop faible pour s'étendre à une période étendue, si elle doit apporter quelque soulagement. Toute somme dépassant \$1,000 restera payable comme rente annuelle, et le principe de protéger les bénéficiaires, posé l'an dernier par votre comité, n'est pas élagué dans la recommandation du présent amendement.

6. D'autres suggestions, nombreuses, ont été reçues, et toutes ont reçu bonne attention; mais le comité n'a pu arriver à une décision favorable. L'une des plus importantes était que la période pour la réception des demandes fut prolongée. La Loi actuelle donne cours à l'assurance jusqu'au 1er septembre 1922. Le comité est d'avis que les moyens suggérés ici même de donner publicité à la proposition, donneront à tous les intéressés le temps raisonnable de prendre une assurance avant cette date.

PARTIE II.—PENSIONS.

1. Pour faire suite aux recommandations faites par le comité spécial lors de la dernière session, les pensions en faveur des invalides, des veuves, et des parents dépendants furent accrues, pendant douze mois à partir du 1er septembre 1920, par l'octroi d'une gratification de 50 p. 100 en sus de l'échelle établie par le Parlement en 1917. Du même coup on accorda, mais non par voie de gratification, certains relèvements en faveur des épouses et des enfants.

En conséquence, depuis la date nommée l'invalidé total célibataire, d'un grade inférieur à celui de capitaine, a touché \$75.00 par mois, soit \$900 par année; l'invalidé

total marié, mais sans enfants, \$100 par mois ou \$1,200 par année; et celui qui avait à sa charge trois enfants dont l'âge autorisait le paiement d'une pension, a touché \$137 par mois ou \$1,644.00 par année.

La veuve d'un soldat mort, du grade précité, reçoit, si elle n'a pas d'enfant, \$60.00 par mois ou \$720.00 par année; tandis que l'indemnité qui lui est versée pour chaque enfant dont l'âge ouvre le droit à une pension, est augmentée de la même somme que celle ajoutée aux pensions versées en faveur des enfants du pensionnaire atteint d'invalidité totale.

2. La question du maintien de cette gratification, à titre de supplément temporaire ou permanent, de son relèvement ou de sa diminution, a été une des plus importantes étudiées par le comité. Le comité a reçu et examiné très attentivement, force dépositions et communications à ce sujet. L'opinion indépendante a été exprimée que les pensions actuellement versées en faveur des anciens combattants atteints d'impotence totale, et en faveur des veuves, étaient, dans la plupart des endroits, suffisantes pour faire face aux besoins qu'elles étaient destinées à combler; cependant que tout comme par le passé, elles laissaient peu ou point de surplus pour solder des dépenses extraordinaires résultant de maladie ou d'accident.

Le ministère du Travail a préparé pour l'usage du comité un schème attaché au présent rapport indiquant le coût entier de la vie pour une famille moyenne de cinq personnes. Ce travail est basé sur les prix au détail et sur les loyers demandés dans les villes du Canada et couvre une période comprise depuis 1913 jusqu'au mois de mars de la présente année. Les items formant le total réuni, sont les suivants: loyer, combustible, nourriture, vêtements et divers. Ce dernier item comprend une modeste allocation pour primes d'assurance sur la vie—Le loyer, le combustible et la nourriture composent environ les deux tiers du total, et malgré le fait que le prix des aliments ait quelque peu baissé, l'augmentation des loyers et du combustible maintiennent cette partie importante du budget bien au-delà de son niveau d'avant-guerre.

Ainsi qu'on le constatera l'apogée des prix élevés a été atteint vers le milieu de l'année 1920 alors que le budget de famille était le double du budget ordinaire de 1915. Depuis le mois de septembre dernier il y a eu une baisse sensible et progressive jusqu'à ce qu'en mars le niveau atteint en 1919 correspondait à celui du dernier trimestre.

D'autres schèmes préparés par le même ministère indiquent le cours des prix du gros pendant une plus longue période. La baisse pour ces derniers a été plus accentuée et plus rapide que pour les prix du détail, ce qui donne lieu d'espérer qu'avant longtemps le consommateur sera soulagé davantage.

En tenant compte de ce qui précède et du fait que le présent boni n'existait pas lorsque les prix élevés avaient atteint leur maximum votre comité recommande qu'il soit continué pour une autre période de 12 mois, c'est-à-dire jusqu'en septembre 1922. Avant d'arriver à cette date il est possible que les conditions relatives au coût de la vie en soient rendues à un tel point de stabilité que nous soyons autorisés à modifier la présente recommandation.

3. L'an dernier on avait décidé de restreindre aux pensionnaires résidant au Canada la gratification de 50 pour 100; cette gratification était fixée à 20 pour 100 pour ceux dont le lieu de résidence était en dehors du pays. On critiqua sévèrement l'esprit d'injustice d'une telle décision, et l'on se fit fort de démontrer qu'aux États-Unis les missions de recrutement avaient fait des promesses formelles à l'effet que ceux qui s'enrôleraient dans ce pays seraient traités de la même façon que les résidents canadiens. Un grand nombre de ceux qui s'enrôlèrent ainsi retournèrent après le service vers leurs foyers dans la république; quelques-uns cherchèrent un lieu où le climat leur serait favorable, tandis que d'autres trouvèrent plus facilement de l'emploi en pays américain.

La situation des pensionnaires résidant aux Etats-Unis fut aggravés davantage par l'escompte imposé sur l'argent canadien avec lequel, on payait leurs pensions.

Votre Comité recommande qu'à compter du premier septembre prochain la gratification destinée aux pensionnaires résidant en dehors du Canada soit semblable à celle que touchent ceux qui résident en ce pays, mais qu'on maintienne la pratique de payer toutes les pensions en numéraire canadien.

L'obligation additionnelle encourue par cette recommandation est estimée à un peu plus de \$650,000 par année, laquelle somme devant être partagée également entre les pensionnaires invalides et les veuves ou les parents dépendants.

4. (a) La situation des mères-veuves par rapport à la pension a été étudiée par tous les comités qui ont précédé celui-ci; la Chambre elle-même en a été saisie au cours de cette session et des sessions antérieures. La veuve d'un soldat reçoit sa pension à titre de droit et sans égard à la position financière dans laquelle elle peut se trouver.

Une mère-veuve, au contraire, avait été obligée jusqu'à présent d'après notre loi des pensions de prouver avant d'avoir droit à la pension qu'elle dépendait en grande partie—soit dans le présent ou qu'à l'avenir elle pourrait en dépendre—sur son fils-soldat défunt pour son soutien.

(b) Cette différence dans le traitement provient croit-on du fait que la loi oblige le mari à subvenir aux besoins de sa femme, tandis que sauf dans la province de Québec, aucune obligation de ce genre envers une mère est imposée au fils. Même dans cette province il faut d'après ce qu'on a rapporté à votre comité que la mère soit dans le besoin, ou aux termes de la loi des pensions doit être dans "une condition dépendante" avant de pouvoir établir son droit à l'assistance de son fils.

(c) Le Parlement a amélioré la position des mères-veuves au cours des deux dernières années en stipulant qu'aucune déduction ne devait être faite à la pension de la mère-veuve parce qu'elle touche un salaire ou parce qu'elle a l'avantage d'un logement gratuit en raison de sa possession d'une maison ou autrement; de plus, si elle demeure au Canada, aucune déduction ne sera faite parce qu'elle reçoit un revenu extérieur d'au plus vingt dollars par mois. Si le revenu de l'extérieur dépasse vingt dollars par mois sa pension sera réduite. Actuellement on déduit aussi certaines sommes par suite de contributions versées pour son soutien par d'autres membres de la famille et on ne déduit pas moins de \$10 par mois pour chaque fils célibataire demeurant avec elle et capable, aux yeux de la Commission des Pensions d'aider à son entretien.

(d) On constatera qu'on s'est éloigné dans la mesure ci-dessus mentionnée du premier règlement qui n'était peut-être pas juste, et stipulait que l'on devait déduire de la pension de la mère-veuve même le moindre revenu ou salaire touché par celle-ci.

Ce que l'on recommande maintenant, c'est qu'une mère-veuve reçoive le paiement d'une pension comme y ayant droit, sans que l'on tienne compte de l'aide qu'elle peut recevoir de son fils ou de ses ressources pécuniaires; ou, en d'autres termes, que les mères-veuves soient mises sur le même pied que les veuves.

(e) Votre Comité a apporté à l'étude de cette question la plus grande attention. Le fait d'abolir les restrictions actuelles et d'accorder la pension, comme si elle y avait droit, à chaque mère-soldat mort, tout comme lorsqu'elle devient veuve, augmenterait de plusieurs millions le compte des pensions. Il en résulterait de plus cette anomalie que des mères dont les revenus sont suffisants recevraient un surplus provenant du trésor de l'Etat tandis que la mère qui a une part moindre des richesses de ce monde, bien que son sacrifice ait été aussi grand, n'aurait, pour pourvoir à sa subsistance, que sa pension. Qu'une anomalie de ce genre existe dans le cas des veuves, cela ne justifie pas ce projet et c'est pourquoi votre Comité ne peut le recommander.

(f) On a aussi étudié avec le plus grand soin la question de déduire des pensions les contributions des enfants. Votre Comité est d'avis que l'opinion publique reconnaît généralement l'avancé qu'il est du devoir de tout enfant célibataire et demeu-

rant à la maison de sa mère de contribuer sa part pour le support de cette dernière. Cependant, pour éliminer l'objection alléguant que la pension d'une mère-veuve est réduite du fait que le fils vit avec elle tandis qu'elle ne l'est pas si elle reçoit un revenu qui ne dépasse pas \$20.00 par mois, votre Comité est d'avis que la loi pourrait fort bien être modifiée de manière à comprendre toute contribution venant des enfants vivant ou ne vivant pas avec elle; stipulant ainsi que si la contribution ne dépasse pas \$20.00 par mois la pension ne sera aucunement diminuée.

Evaluation des obligations annuelles de ce chef, \$17,600.

5. Le comité de la session dernière a recommandé une augmentation équivalente à l'échelle des pensions des F. E. C. payables relativement au service militaire passé. En raison de quelque inadvertance, les amendements à la Loi des pensions n'ont pas couvert tous les cas de ceux qui sont morts, ou qui ont été frappés d'incapacité, alors qu'ils faisaient leur service militaire au Canada, avant août 1914. Votre comité recommande que cette erreur soit maintenant rectifiée, l'évaluation des obligations annuelles étant de \$15.00

On ne soumet autre recommandation comportant une augmentation de ce chiffre des obligations.

Autres propositions de changements à la Loi des Pensions.

6. On a fait remarquer à votre comité que en vue de la mise en vigueur de la loi des Pensions, il est opportun d'introduire dans la phraséologie les légers changements suivants, pour des fins d'administration:

(a) Définir plus clairement que les décès ou invalidités donnant droit à la pension doivent à l'avenir être attribuables au service militaire pris en soi;

(b) Limiter la durée de la période pendant laquelle il sera accordé une pension aux dépendants d'un membre des forces dont le décès en service est dû à l'inconduite.

(c) Etablir qu'un pensionnaire dont l'invalidité peut être ramenée au cadre des classes 19 et 20 (quatorze à cinq pour cent inclusivement) ait droit de choisir un versement final au lieu et place d'une pension.

7. L'indemnité et les amendements ci-haut que l'on a proposés à la loi des Pensions ont été incorporés en un bill dont copie est jointe.

Observations générales.

8. Votre comité a reçu un grand nombre de recommandations sur des sujets autres que ceux exposés ci-dessus. Bien que, comme il a été dit dans les premières pages du rapport, cela ne servirait à peu près à rien de tous les énoncer, cependant, on a donné à chacun d'eux la considération qu'ils méritaient. Les recommandations suivantes semblaient offrir une importance spéciale:—

Recommandation (a) "Que le ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile continue à effectuer le paiement du prêt et des allocations jusqu'à ce que la pension devienne efficace."

Votre comité a entendu un grand nombre de témoignages concernant cette recommandation, alors qu'il a été démontré qu'il s'est produit des cas de retard dans l'octroi des pensions, même en suivant la procédure la mieux ordonnée. Afin d'empêcher qu'il ne soit causé des torts graves dans aucun cas dans l'avenir, votre comité est d'avis que des mesures soient prises dans le cas de renvois des sanatoria des anciens membres des forces, souffrant de la tuberculose, par lesquelles le ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile, paiera l'équivalent d'une pension de quatre-vingt dix pour

cent, jusqu'à ce que la pension soit octroyée. Votre comité croit que les règlements actuellement en vigueur permettront au ministère de mettre ces mesures à exécution sans autre amendement à la loi des pensions.

Recommandation (b). "La pension devant être accordée pour une incapacité causée par la vieillesse."

On a appuyé plus fortement sur cette question que dans les années précédentes. Les commissaires ont fait remarquer qu'au cas où la sénilité a été hâtée par le service, la pension est octroyée. Votre comité est d'avis qu'avant longtemps les circonstances démontreront la nécessité de donner une attention très sérieuse au soldat souffrant d'une invalidité qui ne lui donne pas droit à une pension et qui, pour une raison d'âge ou d'infirmité, ne peut se pourvoir.

Suggestion (c). "Que l'on accorde une pension d'invalidité totale aux vétérans aveugles, que leur cécité soit due au service ou non."

La politique de la Commission des Pensions à ce sujet est la suivante:—

(i) Un homme, borgne avant son enrôlement, qui a fait du service outre-mer et y a perdu son second œil recevra une pleine pension d'invalidité.

(ii) Un homme, devenu borgne dans le service, qui perd ensuite l'usage de l'autre œil par suite de quelqu'affection sympathique du premier œil doit recevoir une pension d'invalidité totale.

(iii) Un homme, ayant les deux yeux bons avant l'enrôlement, qui a fait du service outre-mer, y est devenu borgne et a subséquentement perdu l'usage de l'autre œil, par suite de causes absolument étrangères au service ou à l'affection du premier œil, doit recevoir une pension de soixante-dix pour cent.

(iv) Un homme, ayant un œil défectueux avant son enrôlement, dont le service outre-mer lui a fait perdre l'usage de l'autre œil et qui, subséquentement, pour une cause absolument étrangère au service, perd l'usage de l'œil défectueux, recevra une pension de pas moins de soixante-dix pour cent. Dans certains cas de ce genre et qui semblent se rapprocher davantage du cas cité ci-dessus (i), il peut recevoir une pension plus élevée. Mais des cas de ce genre ne peuvent se décider qu'au mérite.

(v) Dans tous les cas mentionnés ci-dessus, lorsque la cécité est complète la victime recevra une allocation additionnelle pour impotence.

Il n'est pas nécessaire de modifier la loi sous ce rapport.

Suggestion (d). "Que l'on accorde une pension à une veuve mariée après la déclaration de l'invalidité si le mariage a eu lieu six mois avant le décès.

Cette suggestion a été étudiée avec attention par votre comité qui s'est pleinement enquis de l'administration de la loi sous ce rapport par la Commission des Pensions. D'après la loi actuelle, une femme qui a épousé un soldat ayant reçu une blessure ou contracté une maladie qui cause sa mort, n'a pas droit à une pension, mais ses enfants peuvent recevoir une pension aux taux des orphelins. Cette suggestion a été soumise à l'ancien comité qui n'a pas recommandé de changements importants. En vertu de la Loi de l'assurance des soldats rapatriés, un invalide peut protéger sa femme en prenant de l'assurance sur sa propre vie. Votre comité n'a pas pû en arriver à une décision dans le sens de la suggestion.

Suggestion (e).—"Que l'on supprime la limite de cinq ans assignée à la période pendant laquelle la veuve et les enfants d'un pensionnaire d'une des classes de un à cinq peuvent recevoir une pension, que la mort soit due au service ou non."

On peut faire remarquer que l'établissement de pensions en faveur des dépendants des pensionnaires des classes de un à cinq, morts de n'importe quelle cause,

avait pour but de prolonger l'application du principe de l'assurance, comme pendant le service, en faveur de ceux qui souffrent d'une invalidité grave. L'assurance-vie est maintenant disponible en vertu de la Loi de l'assurance des soldats rapatriés et par conséquent votre comité n'est pas en faveur de l'adoption de cette suggestion.

Suggestion (f).—“Qu'on ne fasse aucune réduction, pour les cas où il est démontré que l'invalidité existait avant l'enrôlement”:

En vertu de la loi actuelle on ne fait pas de réduction dans le cas d'un homme qui est allé sur un vrai champ de bataille, à moins que cette invalidité n'ait été volontairement cachée, n'ait été évidente ou n'ait pas été de nature à faire rejeter le soldat du service.

En outre, aux termes actuels de la loi, ceux qui souffraient de tuberculose lors de leur enrôlement et qui ont fait trois mois de services en Canada, sans affaiblissement, touchent le plein montant de la pension, sauf une déduction maximum de dix pour cent seulement pour cause d'invalidité antérieure à l'enrôlement. De la sorte, ils reçoivent une pension de 90 pour 100. Les tuberculeux dont le service n'a pas atteint trois mois sont indemnisés de toute aggravation de leur maladie provoquée par le service sous les armes. Votre comité est d'avis qu'à ce propos il n'y a plus lieu de modifier la loi.

Suggestion (g).—Que les dépendants reçoivent une pension lorsque la mort du soldat est attribuable au service de guerre.

Il est en preuve que la tension anormale causée par le service dans les tranchées fait qu'un ancien combattant est plus sujet à la maladie et meurt plus facilement. Cela se voit de plus en plus à mesure que l'on s'éloigne de la période de guerre. Il est clair qu'il faut examiner chaque cas à la lumière de l'histoire du défunt; et en dernière analyse les commissaires doivent, pour une bonne part, se guider sur l'opinion des médecins. Votre comité suggère que les réclamations faites dans ces circonstances soient accueillies avec sympathie et générosité.

Suggestion (h).—“Que l'on paie une pension aux femmes et aux familles de ceux qui 1° avaient abandonné leur famille avant l'enrôlement et sont morts en activité de service; 2°, au cours de la guerre ont été portés déserteurs et n'ont pas reparu depuis ou ; 3° ont quitté leur foyer après avoir reçu une pension.”

Les objections à l'accord de pensions dans ces cas sont tellement bien fondées que votre comité ne peut faire de recommandation.

Quant à certains cas de la deuxième catégorie, qui est bien plus nombreuse, il paraît y avoir possibilité de garantir l'Etat contre toute perte en exigeant le paiement d'un gage suffisant. Il est recommandé que le comité continue ses efforts, déjà commencés, vers la réalisation de ce projet.

Suggestion (j).—“Que la commutation des pensions au-dessus de 14 pour 100 soit facultative et que tout calcul de commutation soit tablé sur une échelle d'actuaire.”

Suivant les recommandations du comité l'année dernière, on a donné à ceux qui recevaient des pensions moindres que 15 pour 100 la faculté d'accepter une somme fixe d'argent en règlement des versements à venir. En ce cas le terme de commutation de pension est tout le contraire d'exact. Le texte de la loi portait le chiffre des plus forts montants qu'il était loisible de payer; et ce procédé était manifestement moins avantageux à l'endroit des plus jeunes pensionnaires ainsi que pour les pères de familles dont l'âge des enfants leur donnait droit à une pension. Votre comité a lieu de douter de la sagesse de cette démarche de l'année dernière et s'oppose à la continuation de pareil programme.

PARTIE III.—RETABLISSEMENT

1. Comme on devait le savoir, cette partie de l'enquête dont votre Comité était chargé portait sur les problèmes les plus nombreux et les plus sérieux que le pays fut appelé à résoudre au sujet de l'ancien combattant. Plus de la moitié des résolutions, propositions et communications soumises par des organisations militaires et autres avaient trait à ce sujet. En étudiant ces questions il est assez difficile d'en préciser toute l'importance dans un rapport comme celui-ci. Plusieurs de ces questions s'enchaînent tellement entre elles qu'il est impossible de les traiter séparément; il devient alors nécessaire d'avoir recours à une méthode d'étude plus ample que sont possibles de le supposer, les personnes intéressées à l'une ou l'autre phase de la situation.

2. A cause de ceci l'on se propose, en abordant l'étude de la question, d'envisager dans son ensemble la situation de l'ancien soldat en tant qu'il soit intéressé au sujet vaste du rétablissement qui implique, comme le font les questions de chômage et les soins ultérieurs à donner aux invalides, l'obligation d'établir si l'on doit en faire profiter les soldats tuberculeux, les amputés et ceux qui, à cause de leur état particulier, tombent dans la catégorie des cas problématiques.

3. Depuis la dernière session le monde en général est parvenu à un degré très élevé de cet état de détresse inévitable et inhérente à toute grande guerre. L'inflation du numéraire, remarquable tant chez les alliés que chez l'ennemi, et l'impossibilité dans laquelle les peuples européens se sont trouvés de faire face à leurs obligations à même leurs recettes courantes, ont eu pour résultat de semer partout la souffrance et la misère. Au Canada, il est vrai, la situation est de beaucoup plus encourageante qu'à l'étranger; cependant la situation générale présente ne peut alléger le fardeau surtout si l'on songe qu'il importe de tenir compte des lourdes obligations financières de la guerre auxquelles s'ajoutent les déficits énormes des chemins de fer dont le Dominion a assumé la responsabilité.

Gratifications et prêts

4. On a plaidé devant votre Comité en faveur d'une nouvelle gratification monétaire d'ordre général; on a aussi demandé des secours financiers sous la forme de prêts ou d'octrois destinés à tenir lieu d'un rétablissement quelconque. En général ces propositions furent présentées dans le sens suivi les années précédentes, malgré qu'en certains cas on ait avancé à ce sujet de nouveaux arguments et de nouvelles raisons. Pour des motifs précisés dans le rapport du comité spécial, l'an dernier,—motifs qui n'ont rien perdu de leur sérieux par suite des développements subséquents—votre Comité se trouve dans l'impossibilité d'agréer à l'une ou l'autre de ces demandes.

Logements

5. Par la voie de représentations personnelles et des appels communiqués, on a fortement insisté auprès de votre Comité en vue de l'adoption d'un projet fédéral visant à la construction des logements. On a fait voir que l'on pourrait y arriver par deux moyens différends: premièrement en élargissant le premier projet fédéral de logements par lequel le Gouvernement vota la somme de 25 millions destinés à être prêtés aux provinces; deuxièmement, en constituant une certaine réserve spéciale devant servir à des prêts pour logements en faveur des anciens combattants.

6. Aux pages 538 à 559 de la preuve imprimée, l'on trouvera une série de rapports détaillés touchant cette question et autres sujets de même nature; ces rapports furent présentés par M. Thomas Adams. D'après ces rapports le deuxième plan pourrait impliquer une dépense de 50 millions de dollars que la Commission de l'Établissement des soldats serait chargée de distribuer sous forme de prêts ne devant pas dépasser \$5,000

chacun. Pour mettre un frein à tout emprunt déraisonné l'on a proposé que chaque postulant devrait être prêt à payer à même ses propres ressources un-cinquième du coût de son lot de terre et de sa maison.

7. Quatre des provinces canadiennes ont profité entièrement du premier plan fédéral en matière de logement; deux autres ont encore en mains une certaine partie des crédits qui leur ont été accordés et trois autres n'ont pas profité de l'offre qui leur était faite. Dans la Colombie anglaise on a fait bénéficier les anciens soldats de ce plan de logements, tandis que dans d'autres provinces la proportion des prêts aux soldats s'est élevé jusqu'à 80 pour 100 de la somme totale avancée.

8. In a exprimé l'opinion qu'une mesure de ce genre serait de nature à régler en grande partie la question du chômage et rendrait inutiles de nouvelles formes de secours qui, quel que soit le nom qu'on leur prête, ne donnent que des résultats déplorables. Après bien des discussions, votre Comité croit que le Gouvernement agirait dans le bon sens en considérant favorablement l'aggrandissement du premier projet en vue de la construction des logements destinés aux anciens combattants.

Emploi des invalides.

9. Le chômage un peu généralisé porte assez lourdement sur l'homme sain de corps, mais ses effets pénibles deviennent un véritable désastre chez ceux qui, par blessure ou maladie, ne sont pas en état de figurer avec avantage dans le domaine ouvrier. Cette situation a été constatée dans bien des pays où l'on a tenté d'y porter remède. En Grande-Bretagne on a essayé d'y remédier en faisant un appel volontaire aux patrons et en établissant le système du tableau d'honneur. En Allemagne, on a adopté une loi sévère qui oblige tout employeur à trouver de l'ouvrage pour un certain nombre de soldats invalides. Au Canada, dans bien des cas, l'invalides trouve l'emploi, mais trop souvent, surtout là où il y a surabondance de main-d'œuvre, on le laisse de côté.

10. Dans le compte rendu de l'an dernier, on a signalé l'augmentation des frais et des risques subis par une industrie qui emploie des invalides et l'on a suggéré que le ministère du rétablissement des soldats dans la vie civile s'efforce de trouver un moyen d'empêcher le décroissement des chances de placement des invalides.

11. Conformément à cette suggestion, le ministère a fait, sur la question, une enquête dont les résultats sont entre les mains de votre comité. Dans notre pays, la situation s'aggrave du fait de la variété des lois provinciales fixant les indemnités dues aux ouvriers blessés. Votre comité recommande que, pour une période de trois ans à partir du 1er septembre 1921, on adopte la suggestion suivante, soumise par le ministère:

Que le gouvernement du Canada assume la responsabilité qui incombe aux patrons ayant à leurs services d'anciens combattants devenus invalides à qui le gouvernement du Canada paye une pension de 20% ou plus, à cause d'invalidités reçues au cours de la grande guerre ou attribuables à cette guerre, lorsque ces anciens combattants subissent des accidents industriels, sujet aux règlements suivants:

(a) Lorsqu'un accident survenant à un pensionnaire du Canada, le bureau des compensations ouvrières d'une province, un tribunal ou toute autre autorité accorde une indemnité ou des dommages à être payés par le patron dudit pensionnaire pour ledit accident, le ministre des finances doit payer, à même toute somme non appropriée du fonds de la recette consolidée du Canada, le montant total de l'indemnité ou des dommages adjugés.

(b) Que l'application de ces règlements soit confiée au ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile, et que l'autorisation préalable dudit ministère soit une condition indispensable au paiement de toute indemnité accordée en vertu du présent arrêté.

(c) Que le ministre du Rétablissement des soldats dans la vie civile soit autorisé à formuler, touchant les méthodes à suivre et autres sujets, des règlements, qui ne viennent pas en conflit avec les attributions exposées plus haut.

Cependant, aucun employé au service de Sa Majesté, qui est blessé, pas plus que les parents à la charge de tout employé de Sa Majesté qui est tué, lesquelles personnes, par suite de cette blessure ou de ce décès, ont droit à une compensation sous l'empire des dispositions de l'article 15 des statuts du Canada, 1918, ne doivent recevoir, ni pour leur compte propre, ni pour le compte de leurs employeurs, les indemnités statuées par l'article précité.

12. Le gouvernement du Canada étant une des institutions du pays qui comptent le plus grand nombre d'employés devrait donner l'exemple et votre comité propose donc que la Commission du service civil rédige et conserve une liste spéciale des invalides de guerre qui désirent entrer au service de l'Etat et que dans tous les examens d'admission au service public les vétérans invalides qui possèdent les aptitudes requises aient la préséance sur tous les autres candidats.

Une autre modification de la loi du Service civil, avec l'approbation de votre Comité, s'impose par suite de la décision à l'effet que la loi, dans sa forme actuelle, n'autorise pas la préférence, dans les nominations au service public, en faveur des membres de la Marine canadienne qui ont pris du service sur la haute mer, mais non dans les eaux européennes.

Des amendements portant la modification, en ce sens, de la loi du Service civil, figurent à la suite du présent rapport.

13. Votre comité recommande aussi qu'advenant le renvoi d'un nombre des employés des chemins de fer de l'Etat ou de la Marine marchande canadienne, les anciens combattants, autant que la chose est possible, ne soient pas congédiés.

14. Il a été exposé à votre comité que les dépenses pour les entreprises publiques ainsi que l'achat de toutes fournitures par l'Etat devraient se faire de manière à contrebalancer, dans une certaine mesure, le fléchissement périodique du volume des affaires et le chômage conséquent d'anciens soldats.

Il serait difficile de justifier à pareille époque tout déboursé de fonds publics sauf dans le cas où la dépense s'impose d'une manière absolue et, de plus, promet d'être profitable à la production et à l'efficacité nationales. Cette proposition, toutefois, n'entraîne pas d'autres dépenses; elle demande simplement la bonne ordonnance de celles qui s'imposent.

Votre comité est d'avis que dans la mesure du possible les divers départements du gouvernement devraient coopérer à la réalisation de ce projet.

15. Il a été proposé aussi que l'immigration devrait être réglée de manière à prévenir l'aggravation de la crise du chômage.

Depuis des mois les autorités fédérales s'intéressent très activement à ce problème. Votre comité croit qu'on ne saurait être trop prudent dans le choix des immigrants venus de certains états de l'Europe; mais comme cette question ne se rattache pas directement aux problèmes qu'étudie le comité il n'en fait pas le sujet d'une recommandation.

16. Une résolution présentée par l'A.V.G.G. demandait que des mesures soient prises pour établir des Comités consultatifs provinciaux et locaux de concert avec le service de placement du Canada. On comprendra facilement qu'une telle mesure ne peut être prise qu'avec le consentement des autorités provinciales et leur coopération. On a fait savoir à votre Comité que l'on était en communication à ce sujet avec toutes les provinces, que certaines d'entre elles ont déjà nommé des comités provinciaux et locaux, tandis que d'autres n'ont autorisé qu'un seul de ces corps. Le Congrès des Métiers et du Travail, l'Association des Manufacturiers et l'A.V.G.G. travaillent de concert avec le ministère fédéral du Travail pour en arriver à la solution désirée.

Cas—Problèmes

17. Le rapport du Comité de la dernière session contenait le paragraphe suivant sous cette rubrique :

“En ce qui concerne les cas-problèmes en général, les expériences mentionnées dans le rapport du sous-comité n'ont pas duré assez longtemps pour que nous puissions faire des recommandations précises. Votre comité considère qu'il serait bon de laisser la chose telle qu'elle est encore un an, après quoi il sera peut-être possible de soumettre une proposition concrète comportant des plans définitifs.”

Le ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile a fait les expériences voulues à ce sujet au cours de la période subséquente, en vertu de l'Arrêté en Conseil C.P. No. 2328. Les méthodes adoptées ont été les suivantes :

Dans la province d'Ontario on a établi des ateliers répondant aux besoins particuliers des individus à Toronto, London, Hamilton, Brantford et Kingston.

En Colombie-Britannique le ministère a exploité des fermes comme centres de rééducation, et établi des fermes-colonies pour le soin des cas-problèmes. Ces fermes-colonies n'ont pas été un succès, de l'avis du ministère, en ce qui concerne les cas-problèmes.

Dans la province de Québec, un atelier commémoratif a été établi par la coopération de diverses sociétés, et cet atelier s'est occupé des cas-problèmes sans recevoir aucune aide du ministère, sauf la mise d'un édifice à la disposition de ces sociétés à cette fin.

Dans les autres provinces on a pris soin de ces cas et on leur a trouvé des emplois faciles sous la surveillance immédiate des officiers de district.

18. L'importance du travail accompli à ce sujet par le ministère est démontrée par le grand nombre d'individus que l'on croyait incapables de remplir aucun emploi, qui ont été placés. Il peut se faire que certains d'entre eux retombent de nouveau sous l'égide du ministère, mais on essaie de les placer dès qu'ils sont capables de remplir une position à l'extérieur.

Il faut aussi se rappeler que pendant un certain nombre d'années ces individus souffrant d'impotences de guerre ne pourront pas faire concurrence sur le marché de la main-d'œuvre aux ouvriers valides, et qu'il faudra probablement les protéger pendant un certain temps avant qu'ils soient en état de prendre du travail à l'extérieur.

Cependant nous croyons qu'à cause des mesures à prendre, il faudrait qu'une institution autre que le Gouvernement établisse et dirige des ateliers semblables à ceux qui sont actuellement sous la direction du ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile. En plus, la question du coût de l'exploitation de ces ateliers devra être étudiée très soigneusement avec l'organisation qui entreprendra ce travail.

19. Le ministère a déjà envisagé la possibilité de confier à des organisations de l'extérieur la direction des ateliers spéciaux ou la mise à exécution de toute mesure jugée nécessaire pour répondre aux besoins des divers centres, et à cette fin il a approché la Croix Rouge Canadienne, qui s'est distinguée par ses activités au cours de la guerre, et qui croit-on est anxieuse de s'occuper maintenant d'œuvres de paix. Jusqu'à présent on n'a pas reçu de réponse de l'Exécutif National aux propositions faites, lesquelles n'étaient pas de nature bien définie, mais le ministère a raison de croire qu'elles ont été bien accueillies et qu'avant longtemps on entrera dans la voie des négociations précises.

Cependant, à part de l'organisation nationale, certaines succursales s'intéressent au projet et ont même déjà commencé à établir des centres définis d'emploi. Le travail accompli par la succursale de Québec à Montréal a été décrit ci-dessus.

La Croix Rouge de la Colombie anglaise a fait part de son intention de mettre à exécution un projet semblable d'ici peu de temps et il se peut fort bien qu'elle ait déjà fait quelque chose dans ce sens.

Votre comité a étudié avec le plus grand soin les Résolutions qui lui ont été transmises relativement à cette question et il est d'avis que le besoin du travail à l'intérieur a été bien établi. C'est pourquoi votre comité se prononce, en principe, en faveur des demandes soumises par l'A.V.G.G., les V.U.C.A. et la division Victoria de la Croix Rouge Canadienne.

De tous les témoignages entendus, il semble que les essais faits dans les autres pays, aussi bien qu'au Canada, ne sont pas de nature à nous convaincre que les fermes-colonies sous surveillance pourraient avoir quelque chance de succès. C'est pourquoi votre comité n'a pu accepter la recommandation que le gouvernement s'engage dans un système défini de maisons sur les fermes. Votre comité croit que les ateliers pour vétérans qui dirigent actuellement le ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile constituent le système le plus praticable en vue de fournir de l'emploi à l'intérieur dans les centres les plus importants.

Votre comité fait en conséquence les recommandations suivantes:—

1. (a) Que le ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile continue ses négociations avec la Croix Rouge ou toute autre organisation de ce genre, dans le but de travailler à la mise à exécution, sous le contrôle administratif de l'Association ou de l'organisation, toute entreprise dont le ministère reconnaîtra l'opportunité.

(b) Que, en attendant l'établissement d'une organisation d'une nature bien définie, le ministère continue de prendre soin de ces cas comme il le fait actuellement.

2. Quant à l'aide pécuniaire de la part du gouvernement en plus du paiement de la pension aux individus, nous croyons qu'une décision ne pourra être arrêtée qu'à la suite de nouvelles négociations avec la Croix Rouge ou toute autre organisation qui se consacre à ces travaux. Nous recommandons en conséquence que ces négociations soient continuées et que dès que l'on aura établie la base définitive de l'aide pécuniaire, ce projet soit soumis à l'approbation finale du gouvernement.

Soins ultérieurs des tuberculeux

Un grand nombre de recommandations relatives aux soins ultérieurs des ex-soldats tuberculeux ont été soumises à votre Comité. Une résolution de la part de l'Association des Vétérans de la Grande Guerre demandant "que l'on mette immédiatement à exécution un système défini de soins ultérieurs des tuberculeux" résume généralement toutes les autres, sauf celles qui ont trait aux cas personnels.

Le rapport de l'an dernier déclarait qu'un comité de cinq spécialistes étudiait ce problème et recommandait qu'un projet défini pour les soins ultérieurs, y compris le travail de coopération des organisations volontaires, soit dans la suite préparé.

Ce comité, après avoir visité vingt-six sanatoria et autres institutions en Canada où les ex-soldats tuberculeux reçoivent les soins nécessaires, et après avoir fait d'autres investigations se rattachant à l'étude de cette question, a préparé plusieurs rapports qui ont été soumis au ministère du R.S.V.C. Le dernier de ces rapports publié au mois de décembre a été mis à la disposition de votre Comité. C'est un document très élaboré qui étudie au complet la question des soins ultérieurs et celle de l'emploi des ex-soldats tuberculeux après leur sortie des sanatoria. Ce rapport tiendra sans doute une place importante dans le monde médical. Il nous a servi dans l'étude que nous avons faite de cette question.

Votre Comité reconnaît que le seul traitement du sanatorium sans autre complément ne peut pas produire les meilleurs résultats ni des résultats permanents et qu'en

conséquence il faut absolument avoir recours à un système de soins ultérieurs si l'on veut que les résultats obtenus par le traitement du sanatorium soient permanents.

Un grand nombre de recommandations individuelles venant de diverses sources ont été soumises à votre Comité relativement à ce que l'on devrait établir pour les soins ultérieurs à donner aux tuberculeux. Un certain nombre de ces recommandations avaient trait à l'adoption d'une échelle de pension plus forte et à une allocation supplémentaire au bénéfice des tuberculeux. Votre Comité croit qu'aucune de ces recommandations ne peut être acceptée par suite de la recommandation d'autres projets qui les rendent inutiles.

Le comité est d'opinion qu'il est désirable d'établir une pension minima suffisante pour les cas tuberculeux soit pour une période de plusieurs années, soit d'une façon permanente. Cette recommandation est restreinte dans son application aux hommes qui ont fait du service et dont la maladie a été définitivement déterminée comme appartenant à la tuberculose d'après les méthodes régulières de diagnostic.

25. Il a été prouvé à la satisfaction du comité que la majorité des anciens soldats souffrant de tuberculose auront besoin de soins médicaux et de surveillance d'un caractère spécial durant toute leur vie. Cette surveillance devrait être à la portée des pensionnaires tuberculeux ainsi que des patients du service externe du ministère du R.S.V.C., ce qui comportera nécessairement une extension des présentes facilités au point de vue des cliniques et du personnel destinés à ces fins.

26. L'une des grandes difficultés à surmonter en ce qui concerne le fléau de la tuberculose a été la rareté des médecins experts et l'absence de facilités pour la formation convenable des membres de la profession qui désiraient se perfectionner dans cette spécialité. La même condition existe en ce qui concerne le service des gardemalades. Divers comités ont déjà entendu à ce sujet, des plaintes qui ont été encore portées à l'attention de votre comité.

27. Il y a quelques années a été fondé sur les lacs Muskoka une institution comparativement petite connue sous le nom de Sanatorium Calydor. Depuis sa fondation cette maison a été, et elle l'est encore, sous la direction du Dr. C.-D. Parfitt qui est reconnu comme un expert et une autorité de premier rang en fait de tuberculose. Vu l'accommodation restreinte, durant les trois dernières années, les deux tiers de ceux qui ont voulu y être admis pour y suivre un traitement ont dû être refusés. Le ministère du R.S.V.C. a pu placer un nombre strictement limité de patients à Calydor et il est souhaitable que les facilités sans égales relevant du personnel et de l'aménagement de cette institution pour le diagnostic différentiel ainsi que pour l'expérience clinique soient mises à la portée d'un plus grand nombre. Votre comité recommande que le ministère soit autorisé à s'entendre avec les directeurs de ce sanatorium afin qu'il puisse être utilisé dans une plus grande mesure aux fins précitées. Une telle entente comportera probablement la nécessité d'agrandir l'édifice actuel de façon à loger quelque 40 patients de plus.

Pourvu que l'espace supplémentaire soit mis à la disposition du ministère pour un terme suffisamment long votre comité est d'avis que la moitié du coût de la dite extension devrait être payée à même le trésor public.

28. On a attiré avec persistance l'attention de votre comité sur le fait qu'au point de vue thérapeutique, économique et moral, tout patient sorti du sanatorium, même partiellement apte à remplir un emploi, devrait être occupé à un travail convenablement choisi. Les chances d'emploi convenable à la portée du type moyen des patients sortis du sanatorium sont excessivement rares sur les marchés de la main-d'œuvre ou des industries ordinaires. Quelques philanthropes en emploient quelquefois quelques-uns mais pour le plus grand nombre ils ne pourront se livrer à un travail quelconque et protéger leur santé sans que cette protection ne leur soit assurée par des moyens artificiels. C'est pourquoi il y a un motif bien fondé à inclure le travail à l'abri dans tout système bien équilibré de surveillance des patients tuberculeux après leur sortie du sanatorium.

29. La suggestion a été faite, et votre comité l'approuve, que les dispositions relatives au travail à l'abri en faveur des tuberculeux soient confiées aux mains de quelque

agence privée approuvée. Cependant, l'Etat doit reconnaître sa responsabilité à l'égard des anciens soldats tuberculeux en prenant l'initiative au point de vue du travail à l'abri et en offrant d'aider financièrement à l'établissement d'industries et à la surveillance médicale des patients. Votre comité recommande que le ministère soit autorisé à faire le relevé des anciens soldats tuberculeux domiciliés dans toutes les grandes villes canadiennes et de prendre les moyens nécessaires pour établir un atelier d'un type non régulier pour former et employer les anciens soldats tuberculeux dans toute ville où les apparences semblent le justifier et où une agence privée est prête à se charger de son administration.

30. Il semblerait qu'une colonie purement agricole pour les tuberculeux serait d'une utilité si restreinte en ce pays qu'il est superflu de songer à en établir. Cependant, votre comité est d'avis qu'une colonie industrielle établie sur une base d'expérimentation mérite d'être essayée au Canada dans un endroit choisi avec soin. Sous ce rapport, le projet soumis par les patients du Mountain Sanatorium, à Hamilton, mérite d'être étudié avec le plus grand soin et la plus grande attention en vue de trouver les fonds nécessaires pour l'établissement d'industries en même temps que pour la continuation de la surveillance médicale compétente sous la direction du ministère du R.S.V.C. Vu qu'un centre permanent ou village pour les tuberculeux est le complément logique d'une colonie d'entraînement il pourrait en être ainsi ultérieurement.

Un sous-comité, composé de MM. Brien, Chisholm et Green, a été nommé afin d'étudier la question de bâtir des villages modèles pour les anciens soldats impotents.

Après avoir consulté M. Mowat, M.P. dont la résolution à ce sujet a été référée par la Chambre à votre comité, ainsi que M. Adams au témoignage duquel on a déjà fait allusion, et en tenant compte des recommandations contenues dans les paragraphes précédents le sous-comité a fait la recommandation suivante que votre comité approuve :

Que le ministère de l'Intérieur soit requis de faire, conjointement avec M. Adams un rapport sur les caractères physiques d'une bande de terre de quelque 7,000 acres traversant la rivière Thompson-Nord à Kamloops, C.-B., et sur le coût probable de faire les plans et la construction d'une ville modèle en cet endroit.

Loi d'établissement des soldats

32. Le bureau d'Etablissement des soldats a été créé en 1917, et il a reçu les pouvoirs de prêter de l'argent aux soldats désireux de s'établir sur les terres, selon certaines conditions énoncées dans la loi. Le bureau est devenu une organisation très complète et très efficace. Presque 20,000 soldats rapatriés se sont établis sur des terres, et on a fait des prêts s'élevant à \$80,000,000. On évalue qu'il a été vendu deux millions d'acres de terres fédérales gratuites aux soldats rapatriés, en vertu de ce plan, et 8,300 de ces hommes ont été assez heureux de trouver des maisons qui leur convenaient, sur des terres à proximité des voies ferrées. Il semble que le bureau ait obtenu des résultats encourageants, tant en raison de l'aide qu'il a apportée aux soldats rapatriés, afin de leur permettre de se rétablir sur les terres, et aussi en ce qui concerne l'aspect plus vaste d'un projet de colonisation.

On a fait connaître quelques considérations au comité à propos de l'ouvrage accompli par le bureau. Il n'y en a que quatre qui valent la peine d'être mentionnées. On a constaté en considérant les autres considérations qui avaient été faites, qu'elles étaient couvertes généralement parlant d'une manière satisfaisante par la loi et par les règlements.

Considération (a).—“Que le dépôt de 10 pour 100 nécessaire comme préliminaire à l'établissement sur les terres, d'après la loi d'Etablissement sur les terres ne soit plus requis.”

Recommandation.—Qu'il n'y ait pas de changement.

Les témoignages ont fait voir que dans le cas d'un désistement de 10 pour 100, le nombre des cas de récupérations a augmenté dans une très grande mesure. Les

chiffres sont intéressants. La récupération totale s'établit à approximativement 6 pour 100, mais dans le cas de récupération où il y a eu désistement de 10 pour 100, elle est d'au-delà de 24 pour 100; par exemple, dix-sept cas au bureau de Toronto, qui ont tous été récupérés, ou 100 pour 100; 103 cas au bureau de Vancouver, dont 61 ont été récupérés, ou 59 pour 100; et dans le bureau de Sherbrooke, Québec, la récupération de ces cas a été de 66 pour 100.

Considération (b).—“Que la date du paiement d'après la loi d'Etablissement des soldats sur les terres soit changée du 1er octobre au 31 décembre.”

Recommandation.—Que le bureau reçoive à sa discrétion le pouvoir de prolonger la période de trente jours, qu'il accorde maintenant, à soixante jours, et que durant cette période de grâce, il ne soit pas payé d'intérêt, en supposant que le paiement se fait comme s'il partait du premier octobre. S'il n'est pas payé durant la période de grâce, il faut que l'intérêt soit payé.

Considération (c).—“Que le colon, à la terminaison de ses devoirs, obtienne ses lettres patentes de la manière ordinaire, et que tout argent dû par lui, sur la terre, au bureau d'Etablissement des soldats, soit placé en tant que première hypothèque contre le titre.”

Recommandation.—Que la patente soit envoyée au bureau d'Etablissement des soldats. Si cela se fait, le bureau peut alors entamer des négociations avec tout colon qui peut avoir le désir de vendre son bien.

Considération (d).—“Que les colons qui se trouvent dans l'impuissance d'effectuer un paiement dans l'automne de n'importe quelle année, aient leurs arrérages amortis durant les prochaines années, au lieu de leur imputer des arrérages à 7 pour 100 l'année suivante, avec le paiement de cette année.”

Recommandation.—Que le bureau d'Etablissement des soldats soit autorisé à réamortir les arrérages, lorsque de l'avis du bureau, il estime que cette mesure est dans le meilleur intérêt du soldat et du succès du prêt, en dépit du fait que le plein montant du prêt a déjà été avancé. Il n'est nullement nécessaire d'un amendement à la loi d'établissement des soldats pour la mise à exécution de cette recommandation.

Observations générales

Considération.—“Que les membres du corps canadien de construction de chemins de fer d'outre-mer, dont le prêt et les allocations ont été déduites, pour motif de mauvaise conduite, soient remboursés de cette partie de celle-ci qui dépassait la portée des punitions énoncées dans les K. R. et O.”

Recommandation.—Que les cas des soldats faisant partie du corps précité, et dont le prêt ordinaire a été perdu par suite de mauvaise conduite, devraient être considérés de nouveau par le ministère de la Milice et de la Défense, dans le but de faire prolonger le prêt ordinaire jusqu'à la date du licenciement du soldat, moins cette période, ou ces périodes, durant lesquelles le soldat peut avoir perdu ses prêts et allocations ordinaires.

Considération.—“Que certains employés du G.T.P. qui se sont enrôlés avant le 1er mai 1915, obtiennent la différence entre leur prêt à l'armée et le salaire qu'ils auraient reçu en tant que fonctionnaires du gouvernement fédéral au service du G.T.P.”

L'historique de cette affaire remonte au commencement de la guerre, et avant que le chemin de fer ne devint la propriété du gouvernement fédéral. Environ dix-neuf hommes ont immédiatement obtenu un congé et joint les armées d'outre-mer. Le dernier jour de mai 1915, le gouvernement canadien a mis la main sur les chemins de fer et le 18 avril 1916 un arrêté en Conseil (C.P. 903) fut adopté à l'effet de remettre aux employés l'écart entre leur paye militaire et leurs salaires de civils à compter du 1er novembre 1915. Puis cette date fut retardée au 1er mai 1915, date à laquelle le gouvernement prit la direction des chemins de fer. Ces dix-neuf personnes demandent rien pour le temps qui a précédé le 1er mai 1915, du fait qu'ils ont reçu une indemnité de trois à six mois de paye. Ils exigent cependant qu'on les traite avec les mêmes égards que les autres employés des chemins de fer du gouvernement, comme

on fait à l'égard de ceux qui ne se sont enrôlés que du jour où le gouvernement a pris en mains la conduite des chemins de fer. La somme que requiert le versement de ces dix-neuf réclamations arrivera dans les quarante à soixante mille dollars.

Recommandations.—A l'effet que la question soit portée devant le ministère des Chemins de fer qui en fera l'étude. Le comité est d'avis que l'affaire semble absolument devoir tourner en faveur des requérants.

Considération.—Que les gratifications faites en faveur des soldats canadiens demeurés en Angleterre où on leur a versé des gratifications devraient être ramenées au niveau de la circulation monétaire canadienne.

Recommandation.—A l'effet que le gouvernement étudie sérieusement cette question tant sous son aspect légal que sous celui de l'équité.

Considération.—Que les membres du "bataillon Polonais" (citoyens britannique de naissance) aient droit à l'écart entre le taux Canadien de la solde et des allocations et le tarif de la solde et des allocations qui leur étaient versées outre-mer alors qu'ils se trouvaient au service des pays alliés."

Les personnes ci-haut se sont de leur plein gré enrôlées sous le régime de la Loi du Service militaire dans ce "bataillon Polonais" plutôt que dans un bataillon Canadien, se départissant de ce fait de tout droit à un traitement d'égalité.

Fonds des cantines

Considération.—"Que l'on institue un bureau de Commissaire chargés de se renseigner sur le fonctionnement présent et passé de ces fonds, et que le chiffre en soit versé au bénéfice des soldats de retour et de leurs dépendants."

Recommandation.—Que l'affaire soit renvoyée au gouvernement accompagnée des recommandations de l'Association des Vétérans de l'Armée et de la Marine, A.V.G.G et des V.U.G.A., et que le gouvernement cherche, par l'intermédiaire de ces organisations, à se créer une opinion sur la meilleure utilisation possible de ces fonds.

A cet effet les organisations d'anciens combattants ont émis diverses opinions que le comité a examinées mais sur le mérite desquelles il n'a pas cru devoir se prononcer.

Considération.—"Que les fiduciaires des Fonds de bataillon ou d'unités soient autorisés à verser au fonds principal tout solde qui peut leur être resté en mains et reçoivent leur congé."

Recommandation.—Que le gouvernement conclue des arrangements à l'effet d'autoriser le fiduciaire d'un fonds de cette nature à verser ce qu'il a en mains au fonds des cantines.

Considération.—"Que si un étranger, sujet ou citoyen de l'un quelconque des alliés de Sa Majesté ou des Puissances associées dans la grande guerre, résident *bona fide* en Canada avant la guerre s'enrôlait et servait dans l'armée de son pays d'origine, la durée de ce service devra, advenant qu'il demande à se faire naturaliser, être considérée comme constituant un séjour en Canada."

Recommandation.—Que le secrétaire d'Etat étudie cette question en vue de préparer un amendement à la loi de naturalisation qui comporte l'essence de cette considération.

Considération.—"Que la période d'envoi des demandes relatives aux gratifications pour service militaire soit prolongée."

Sous le régime de l'arrêté en conseil originaire où cette question des gratifications était réglée, on requerrait du candidat qu'il fit parvenir sa réclamation à la date du 1er juillet 1920. En vue toutefois de servir les intérêts de ceux qui ne pouvaient, par maladie ou blessures, se conformer à cette disposition, le délai de remise des réclamations a été à la dernière session prolongée jusqu'au 31 mars 1921.

Recommandation.—Afin de régler certains cas encore en souffrance, votre comité propose de prolonger encore ce délai de remise des réclamations jusqu'au 31 mars 1922, moyennant les mêmes restrictions que comporte le rapport du comité soumis l'an dernier.

Votre comité désire soumettre par les présentes, pour la gouverne de la Chambre, copie du procès-verbal de ses réunions et des témoignages entendus, de même que certains documents et dossiers remis aux mains du comité mais que le procès-verbal de ses réunions ne mentionne pas.

Votre comité recommande en sus que les ordres de renvoi, rapports, procès-verbaux et témoignages entendus par le comité spécial relatif aux Pensions, à l'Assurance et au Rétablissement, de même qu'une table de matière complète, soient préparée par le greffier du comité, imprimés comme appendice au feuilleton de la session actuelle, et que l'on imprime et fasse tenir au greffier du comité 200 copies anglaises et 30 copies française pour fins de distribution comme entendu; de plus que 1,200 copies anglaises et 300 copies françaises du troisième et dernier rapport de ce comité soient imprimées sans délai pour fins de distribution, de façon identique, par le greffier du comité, et que le règlement 74 soit suspendu à cette fin.

(Pour les procès-verbaux et dépositions qui accompagnent ce rapport, voir appendice aux Journaux, No 2.)

M. Spinney du comité spécial sur le Bill (No. 122) : Loi modifiant la Loi du Service civil, 1918, présente le rapport suivant:—

Le comité spécial auquel a été référé le Bill (No 122), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Service civil, 1918", à l'honneur de vous soumettre le troisième rapport final suivant, avec les amendements qui y sont indiqués:

Conformément aux instructions qui lui ont été données, votre comité a tenu dix-huit assemblées et interrogé les vingt témoins dont les noms suivent:

- E. L. Newcombe, le sous-ministre de la Justice;
- W. W. Cory, le sous-ministre de l'Intérieur;
- L'honorable W. J. Roche, le président de la Commission du Service civil;
- Alex. Johnston, le sous-ministre de la Marine et des Pêcheries;
- R. M. Coulter, le sous-directeur général des Postes;
- P. T. Coolican, inspecteur, ministère des Postes, division d'Ottawa (aujourd'hui surintendant de la division de l'Ouest);
- F. C. T. O'Hara, le sous-ministre du Commerce;
- D. C. Scott, le sous-ministre des Affaires des Sauvages;
- C. Camsell, le sous-ministre des Mines;
- R. R. Farrow, le sous-ministre des Douanes et de l'Accise;
- Le général W. S. Hughes, le surintendant des pénitenciers;
- K. M. Cameron, l'ingénieur en chef adjoint, ministère des Travaux publics;
- D. A. Clark, le sous-ministre adjoint, ministère de la Santé publique;
- O. Higman, le directeur de l'inspection de l'électricité et du gaz;
- J. C. O'Connor, le président de la Fédération du Service civil du Canada;
- F. W. Patterson, le président des employés associés fédéraux d'Ottawa;
- C. G. MacNeil, le secrétaire fédéral, Association des Vétérans de la Grande guerre;
- W. Foran, le secrétaire de la Commission du Service civil;
- E. Deville, l'arpenteur général;
- E. S. Archibald, le directeur des fermes expérimentales.

Témoignages, etc.

Votre Comité soumet comme annexe à son rapport:

- (a) Les témoignages entendus;
- (b) Certains états remis à la demande du Comité par la Commission du Service civil et par les sous-chefs des ministères.

Attributions et Pouvoirs de la Commission.

La Commission du Service civil est constituée par la *Loi du Service civil de 1918* et ses modifications, et elle tient ses pouvoirs de ladite loi et de sesdites modifications. En vertu de ces statuts, le parlement a mis le service civil de tout le Canada, y compris toutes les classes d'employés, à partir du plus haut jusqu'au plus bas, sous la

juridiction de la Commission en ce qui a trait à la classification, à la nomination, aux avancements, traitements, transferts, etc., à l'exception des employés de chemins de fer de l'Etat et des personnes employées à bord des navires de l'Etat.

Il convient d'observer qu'en prenant cette décision dans la voie de la réforme du service civil, le parlement est allé beaucoup plus loin que les gouvernements de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis. En un mot, le Canada a aujourd'hui dans ses statuts une mesure de réforme du service civil plus radicale et plus avancée qu'aucun autre pays de l'univers.

Aux Etats-Unis, la ligne de conduite adoptée consistait à débiter par l'élimination du favoritisme politique en faisant passer certaines classes d'employés sous la juridiction d'une Commission du service civil. A mesure que la Commission acquerrait de l'expérience et que son organisme se développait et s'améliorait, on a ajouté d'autres classes, de temps à autre, mais il y a un bon nombre de classes qui ne sont pas encore amenées sous sa juridiction. Il en est de même, mais à un moindre degré, en Grande-Bretagne, où l'on a pris de mesures spéciales en vue d'exempter les employés professionnels et d'autres employés possédant des aptitudes spéciales, ainsi que d'autres classes.

Ici, en Canada, sous le régime de la loi existante, la Commission est tenue de classer et de spécifier les devoirs de chaque individu employé par le gouvernement à un titre quelconque, depuis le garçon de bureau jusqu'à l'astronome. Cette tâche a été énorme. On a déjà établi quelque seize cent classes ou emplois et déterminé leurs échelles de traitements.

La détermination de ces classes avec le salaire s'y rattachant comportait le droit d'appel de la part des employés mécontents. Des milliers d'appels ont été interjetés, et il en reste encore des centaines à instruire.

De plus, en vertu de la loi, la Commission doit interroger et reconnaître aptes tous ceux qui aspirent à des emplois dans le service public ou qui sollicitent un emploi d'une nature quelconque dans toute division du service, d'un bout à l'autre du Canada.

La Commission a, en outre, le devoir de faire des nominations à tous les emplois dans chaque division du service à la suite d'un examen ou par quelque autre méthode de concours. De la même manière, elle est tenue de s'occuper de tous les avancements.

La loi l'oblige aussi à décider toutes les questions d'augmentation de traitement, de congés, et celles de transferts d'un ministère à l'autre, de même que de tous les transferts qui comportent un changement de résidence.

Ce résumé succinct des principaux devoirs et des principales responsabilités de la Commission que le gouvernement, à tort ou à raison, lui a inopinément imposées donnent un faible idée de l'énormité de la tâche ainsi que des nombreux problèmes et des difficultés que la Commission du Service civil a dû affronter lors de l'entrée en vigueur de la *Loi du Service civil de 1918*.

Les témoignages établissent que le personnel de la Commission du Service civil a été augmenté au besoin. Ses dépenses relatives aux traitements et à d'autres déboursés ont subi un accroissement soutenu. Les détails de ces dépenses figurent aux annexes "A" et "B" du présent rapport.

De plus, il y a lieu de faire observer que des opérations de la Commission est résultée une augmentation de personnel dans les divers ministères du service, augmentation qui entraîne des dépenses supplémentaires.

Le Favoritisme politique vs Efficacité des affaires publiques

Pendant toute l'enquête poursuivie par votre comité, deux idées dominantes se sont manifestées sans interruption. Résumées, ces idées étaient :

1° Que l'adoption du principe d'élimination du favoritisme politique dans tout le service civil était une mesure de bon aloi et qui devrait être maintenue dans la plus grande mesure du possible.

2° Que lorsque l'application de ce principe nuit gravement à l'administration rapide et efficace des affaires publiques, l'intérêt de l'Etat, et non celui du

service civil, l'emporte, et que, dans toute proposition visant à modifier la loi actuelle, il faudrait tenir compte de cet élément.

Théorie et pratique au sujet des nominations et des avancements

Pendant toute la durée de l'enquête, on a avancé des théories contradictoires au sujet des nominations et des avancements. La Commission semble prendre l'attitude qu'elle est obligée par la loi de respecter strictement le principe qui veut que toute espèce d'emploi dont dispose le gouvernement du Canada, depuis le poste le plus élevé au plus bas, doit être ouvert à tous et rendu accessible à tous les citoyens du pays, avec, pour point de départ, un examen de concours.

La Commission a paru appuyer ce principe qu'elle a défendu en alléguant qu'il était conforme aux idées démocratiques. D'un autre côté, votre comité constate que tous les employés civils interrogés étaient fortement d'avis que les promotions devaient s'effectuer absolument dans le ministère, que les employés junior devraient être promus aux emplois supérieurs et qu'un homme devrait entrer jeune dans le service et par son travail faire son chemin du bas au haut de l'échelle, faisant du service l'œuvre et la carrière de sa vie.

En étudiant l'application, au point de vue pratique, de ces deux principes qui, on le remarquera, se contredisent plus ou moins, nous avons constaté que lorsqu'une vacance se produit, que ce soit une vacance peu importante ou d'importance majeure, il arrive très communément que le chef d'un ministère propose le nom d'une ou plusieurs personnes pour remplir la vacance dont il s'agit. La Commission du Service civil annonce alors la position et par ce moyen se conforme au principe démocratique posé plus haut. Les dépositions ont révélé que, malgré de fréquentes demandes de la part de personnes de l'extérieur, il se trouve cependant que dans les cas où la vacance existait dans un service important classifié, la nomination allait presque invariablement aux personnes désignées par les chefs des divisions ou les sous-ministres.

Votre comité ne trouve rien à redire aux résultats d'ensemble de ce régime, mais nous sommes obligés de faire observer qu'il y a beaucoup de ce que l'on appelle couramment du "camouflage" dans la méthode ci-dessus esquissée, et de plus qu'elle donne lieu à des dépenses de publicité inutiles, à des retards dans les nominations et les promotions, et jusqu'à certain point, à de la mauvaise foi en ce qui concerne les postulants de l'extérieur. Attendu que d'après les témoignages il paraîtrait que dans les nominations à de nombreux emplois la Commission se base en grande partie sur les recommandations ou les observations des sous-chefs de ministères et de leurs fonctionnaires responsables, votre comité représente que, dans l'intérêt public comme dans celui du service civil lui-même, la Commission devrait, par règlement ou d'autre façon, adopter un mode plus direct d'action relativement à certaines classes de ces nominations et avancements.

Ancien régime vs nouveau régime

Au cours de l'enquête, votre comité a été à maintes reprises appelé à étudier la question de savoir si, oui ou non, le service civil était plus efficace sous la Commission qu'il ne l'était sous le régime qui existait antérieurement à sa création. Tous les témoins interrogés par votre comité ont rendu témoignage à ce sujet. On peut dire en toute assurance que la masse de la preuve fait voir clairement que, règle générale, le service civil n'est pas moins efficace sous la Commission qu'il ne l'était sous l'ancien ordre de choses. D'un autre côté, plusieurs témoins ont assuré que le service en général était plus efficace. Votre comité s'est efforcé de constater jusqu'à quel point le service public avait été entravé, embarrassé ou retardé par la Commission du service civil lorsqu'il s'agissait de faire des nominations ou de pourvoir à des vacances. Tous les témoins ont été interrogés sur cette question. Certains d'entre eux n'avaient aucun grief à formuler, mais d'autres en avaient. Ils ont discuté longuement les lenteurs de la Commission dans les affaires de ce genre et ont produit des statistiques établissant que des retards exaspérants étaient survenus. Nous en voyons un exemple dans le rapport du ministère de l'Agriculture joint aux présentes à titre d'Annexe "C". Votre comité est convaincu qu'en maintes circonstances le service public a souffert du fait de ces retards. Relativement à cet aspect de la cause, la Commission a prétendu que

ces retards étaient surtout attribuables à l'énormité de la tâche qui lui avait été imposée et à l'urgence de donner la préférence à la classification sur tous les autres travaux.

Exemption proposée de certaines classes

Le bill soumis à l'étude du comité suggère d'exempter trois classes d'employés de la portée de la Loi du service civil, et le comité croit utile d'incorporer dans son rapport un sommaire de la preuve produite sur les nominations à ces classes.

(a) Journaliers.

Les témoins s'entendent assez bien pour dire que pour l'emploi de journaliers il est inutile et inopportun que la Commission du service civil intervienne. On a dit que les journaliers étaient recherchés, en nombre faible ou considérable, et pour une période limitée, dans tout le Canada; on les occupe à des travaux particuliers n'exigeant aucune connaissance technique; une bonne partie de leur besogne est urgente de nature, et ses travailleurs sont d'ordinaire employés sur place. On a admis en général que les fonctionnaires responsables du gouvernement, chargés des travaux exigeant l'emploi de main-d'œuvre, pouvaient plus rapidement et plus avantageusement l'employer que la Commission siégeant à Ottawa.

(b) Maîtres de poste, dont la rémunération comporte en tout ou en partie une proportion des recettes de bureau.

Le comité a trouvé que diviser les maîtres de poste en catégories constituait une tâche difficile. Il est évident que certains maîtres de poste, bien qu'ils soient payés sur base de pourcentage, sont en vertu de leur responsabilité, de l'importance de leur bureau, de l'importance de la ville où se trouve situé le bureau, plus que les maîtres de poste des petites villes et localités rurales, presque à l'égalité des membres permanents du service public. La preuve soumise établit que la Commission suit le mode ci-dessous.

Une vacance se produit dans un bureau de petite ville ou de localité rurale, et l'inspecteur des bureaux de poste cherche immédiatement à trouver la personne qu'il faut pour exercer les fonctions de maître de poste, dans les bureaux plus importants de la catégorie secondaire. Il se rend sur place, s'informe de la situation, consulte les notables, décide, fait une recommandation à son chef, et cette recommandation est suivant son cours portée à la connaissance de la Commission du service public, qui en tient presque toujours compte. Quand aux petits bureaux de poste ruraux, les inspecteurs basent d'ordinaire leur recommandation à la Commission sur les renseignements recueillis par correspondance avec les habitants de l'endroit.

Les membres de la Commission du service civil ont admis que leur intervention, dans le grand nombre des nominations de ce genre, est surtout superficielle, et que les nominations sont virtuellement à la discrétion du département intéressé.

(c) Fonctionnaires professionnels, scientifiques, techniques, employés comme tels à l'exercice de fonctions.

Le problème en jeu est d'une solution très difficile. La principale difficulté se trouve dans la détermination précise de ce que peuvent être des fonctionnaires scientifiques et techniques.

Il est évident que, pour un personnel professionnel, nulle forme d'examen ne peut en elle-même vérifier l'aptitude du candidat à un poste professionnel. Le sous-ministre de la Justice l'a fait ressortir très clairement quand il a dit qu'en choisissant pour lui-même des aides professionnels, il se trouvait dans la même posture, à peu près, qu'un avocat qui est chef d'une étude, et qui doit prendre un nouvel associé.

Dans les services de quarantaine, le choix des médecins a donné lieu au même argument; que et lorsque le comité a discuté les spécialistes en science et en agriculture, il a plus que jamais compris l'importance d'amener dans le service des hommes qui possédaient d'autres qualités que celles qu'on peut déterminer dans un examen de concours.

Il fut aussi démontré que dans beaucoup de cas, il répugnait aux hommes de profession de se présenter aux examens de compétition, craignant que si ils ne réussissaient pas, il en rejaillirait une certaine honte pour eux-mêmes. Somme toute, l'évi-

dence a démontré ce fait, que dans plusieurs cas, quand des hommes de profession, des officiers scientifiques ou techniques ou ayant des qualifications spéciales étaient demandés, la pratique de permettre aux sous-chefs de départements, d'inclure des personnes compétentes ayant les qualifications nécessaires professionnelles ou autres, de faire leurs demandes à la commission, s'est accrue, et dans la grande majorité des cas, sinon dans tous, où cela est arrivé, le département, soit directement ou indirectement par ses recommandations ou par ses représentants sur le bureau nommé pour considérer ces demandes, ont réussi à faire nommer les personnes ainsi choisies. Quoique n'étant pas opposé à la pratique qui s'est développée relativement à la nomination de certaines personnes professionnelles, scientifiques et techniques, votre comité croit de son devoir de démontrer que la méthode de faire ces nominations est plus ou moins juste vis-à-vis des aspirants naïfs qui ne sont pas familiers avec la pratique suivie. Il s'ensuit donc, que dans les cas de telles nominations où des qualifications particulières et essentielles sont requises, la commission devrait adopter une méthode plus directe de traiter avec eux. Les faits et les nécessités de la situation, et surtout les besoins du service public devraient être clairement envisagés et il devrait y avoir une fin pour tous les faux-fuyants en cette matière.

La Commission convient que plusieurs classes pourraient très bien être soustraites, sinon tout à fait l'application de la loi, du moins à la première intervention de la Commission. La Commission est incapable de dire quelles sont ces classes. Elle est d'avis qu'avant d'en arriver à une conclusion sur ce point il lui faut prendre le temps d'étudier l'influence que ce changement pourrait avoir, non seulement sur les classes ainsi soustraites à l'autorité de la Commission, mais aussi sur toutes les classes qui lui resteraient soumises. En examinant le bill n° 122 sous tous ses aspects, votre comité estime que le fait d'établir des exceptions pour certaines classes à l'heure actuelle, soulèverait une question fort complexe et que les résultats de cette action ne pourraient être prévus maintenant.

Conclusion

En vertu de la loi telle qu'elle existe présentement, la Commission à le pouvoir d'exempter de sa juridiction certaines classes d'employés si, à son avis, l'application des dispositions de la *Loi du Service civil* n'est pas praticable. Sous l'empire de ces dispositions, la Commission a déjà exempté certaines classes d'employés et votre comité exprime l'opinion que dans les cas où la chose a été faite le service public n'en a pas souffert.

Comme nous l'avons fait observer précédemment, la Commission convient que certaines classes pourraient être soustraites à l'application de la loi, et quand on lui a demandé pourquoi ces positions n'avaient pas été exemptées de la même manière et dans la même mesure que l'ont été les employés de la Commission d'établissement des soldats et du ministère du Rétablissement des soldats dans la vie civile, la Commission a répondu, en premier lieu, que les cas n'étaient pas identiques et qu'elle n'était pas prête à admettre que son intervention suivie était impraticable. D'autre part, elle est bien sûre de pouvoir s'occuper d'une manière pratique de toutes les classes. On a alors constaté qu'il s'établissait dans l'interprétation de la loi une distinction entre ce qui est praticable ou possible d'une part et ce qui est dans l'intérêt public d'autre part.

D'après la preuve faite, votre comité est forcé d'en arriver à la conclusion qu'il est à souhaiter, dans l'intérêt public, que la Commission, après consultation avec les sous-chefs de départements, entreprenne une révision sérieuse de tout le service dans le but de déterminer quelles sont les autres classes d'employés qui devraient être, totalement ou en partie, soustraites à la juridiction de la Commission et des dispositions de la *Loi du Service civil*.

Votre comité, après avoir étudié la question sous tous ses aspects, représente qu'il ne serait pas sage, à l'heure actuelle, de nommer ni de définir ces classes par statut. Ayant accumulé une masse de témoignages dans le but d'établir certains principes qui auraient pu le guider dans la répartition des exemptions, votre comité en est finalement arrivé à la conclusion que, le problème étant si complexe et entraînant tant de considérations, le plus sage était de suggérer certaines modifications de la loi actuelle qui ne

laisseraient aucun doute sur l'autorité de la Commission et que la Commission s'occupe de la situation avant une autre session du Parlement. En même temps, votre comité se croit autorisé à déclarer qu'à son avis la loi actuelle devrait être modifiée de façon à laisser à la Commission elle-même une plus grande liberté d'action pour déterminer les méthodes ou systèmes à adopter pour faire les nominations ou les promotions, la première considération devant être, dans tous les cas, l'expédition prompte et efficace des affaires, plutôt que l'interprétation rigide et servile de la loi pour protéger les personnes qui font déjà partie du service ou qui désirent y entrer. Dans la solution de ce problème, votre comité convient que la coopération la plus entière et la plus cordiale devrait exister entre la Commission et les sous-chefs de départements en vue d'une plus complète amélioration du service dans l'intérêt général du public.

Après avoir entendu tous les témoignages et noté l'attitude des témoins, votre comité est persuadé qu'il existe chez les sous-chefs de départements un sincère désir d'adhérer aux idées de la Commission du Service civil et d'en appliquer les détails d'une manière pratique, en tenant compte de l'efficacité du service et de l'économie dans la dépense.

De l'avis de votre comité, les membres de la Commission du Service civil ont le même désir et la même intention, et, comme il la exposé, votre comité croit que si l'on apporte au règlement de ces difficultés le temps voulu et le même degré de coopération et d'appui réciproque qu'en ont manifesté les témoins qui ont comparu devant le comité, l'aplanissement satisfaisant des difficultés dont il est question plus haut ne sera qu'une affaire de temps.

Etant donné les faits mis en lumière et les opinions et conclusions exposées ci-dessous, votre comité prend la liberté de recommander que le bill n° 122 soit amendé dans le sens des indications de la copie qui y est annexée.

Votre comité croit, dans le cas où le Parlement adopterait les amendements proposés, que la Commission pourrait, d'ici à la prochaine session, faire des progrès substantiels pour en arriver à de saines conclusions concernant les catégories de nominations et de promotions qui pourraient convenablement être soustraites, en totalité ou en partie, à l'application de la *Loi du Service civil*; il est entendu que dans tous les cas de cette nature la Commission conserve le pouvoir, selon les dispositions de la loi, de faire les règlements jugés opportuns prescrivant le mode d'action à l'égard de ces nominations ou avancements. De l'avis de votre comité, cette mesure assurera une procédure régulière et méthodique au moyen de laquelle la mesure progressive de réforme du service civil adoptée par le Parlement il y a environ deux ans, peut être modifiée et remaniée de temps à autre de façon à répondre aux besoins réels du service sans porter atteinte en aucune façon aux fins principales que le Parlement visait dans l'adoption de la *Loi du Service civil*.

(Pour procès-verbaux et dépositions accompagnant ce rapport, voir appendice aux *Journaux*, n° 3.)

Les Mesures du Gouvernement étant de nouveau appelées;

Le Bill (No 199), Loi modifiant le Tarif des Douanes, 1907 est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 139), Loi modifiant la Loi de l'immigration, est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Les Bills suivants sont respectivement lus la seconde fois, considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill (No 200), Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur.

Bill (No 204), Loi modifiant la Loi spéciale des Revenus de guerre, 1915.

Bill F4 (No 187) du Sénat, intitulé: "Loi abrogeant la Loi de la Conservation et ses amendements."

La Chambre s'ajourne alors à 12.55 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Gordon*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi le département du rétablissement civil des soldats a-t-il interrompu les secours au sans-travail, accordés aux soldats rapatriés de Peterborough, le 23 avril 1921?
2. Dans quelles villes d'Ontario ces secours sont-ils maintenus?
3. A quelle date a-t-on interrompu les secours aux sans-travail dans les villes d'Ontario?

M. *Kay*—Samedi prochain—QUESTION—Quels sont les noms des énumérateurs du recensement dans le comté de Missiquoi, et quelles sont leurs divisions respectives?

M. *Kay*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien de villes et comtés du Canada se sont soumis par le vote aux dispositions de la Loi de tempérance?
2. Quels sont ces villes et comtés?

* M. *Fournier*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien le gouvernement a-t-il payé à la compagnie Peter Lyall en commissions ou autres rémunérations pour la construction de l'édifice parlementaire à Ottawa jusqu'au 30 avril 1921?
2. Combien a été payé aux architectes pour le même édifice?
3. Quel est le coût total de l'édifice à date?
4. Quelle somme sera requise pour le terminer?

M. *Cronyn*—Samedi prochain—Que le troisième et rapport final du comité spécial sur les Pensions, Assurance et Rétablissement soit pris en considération et que ses recommandations soient portées à la considération du Gouvernement.

Le *Ministre de la Justice*—Samedi prochain—BILL intitulé: "Loi ayant rapport à certaines procédures subordonnées à la partie IV de la Loi de Tempérance au Canada."

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Vendredi, 27 mai.</i>		
429	Bills privés.....	10.30 a.m.
425	Comptes Publics.....	11 a.m.

OTTAWA: Imprimé par THOMAS MULVEY, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1921

No 72.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 27 MAI 1921.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingt-huitième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

(Conformément au paragraphe 3 de la règle 96, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingt-huitième rapport, comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné le bill suivant du Sénat et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies, savoir:—

Bill W5 (No 217) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company*."

M. Steele, du comité des Bills Privés présente le dixième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération les bills suivants et a convenu de les rapporter sans amendement, savoir:—

Bill B6 (No 214) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Joseph Wismer."

Bill C6 (No 215) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Carman Adams."

Votre comité recommande que les frais additionnels exigés et versés sous l'empire de la règle 89, paragraphe 3 (c), soient remboursés dans le cas du bill en premier lieu mentionné.

Sur motion de M. Steele,—Ordonné,—Que conformément à la recommandation contenue dans le dixième rapport du comité des Bills Privés, les frais additionnels exigés et versés sous l'empire de la règle 89, paragraphe 3 (c), soient remboursés dans le cas du Bill B6 (No 214) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Joseph Wismer."

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Correspondance supplémentaire entre le Gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces du Manitoba et de l'Ontario, concernant le contrôle des eaux du lac des Bois.

Sur motion de M. Steele,—Ordonné, que les bills rapportés ce jour par le comité des Bills Privés soient placés sur le feuillet des ordres pour être pris en considération par le comité général de la Chambre ce jour.

Le Bill suivant du Sénat, est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre:—

Bill W5 (No 217) du Sénat, intitulé: “Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company*.”—M. Stevens.

M. Meighen propose,—Que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Résolu,—Que la disposition suivante soit insérée comme article huit dans le Bill A6 du Sénat, intitulé: “Loi concernant le lac des Bois et d’autres eaux”, actuellement soumis à la Chambre.

“8. Les frais d’administration de la présente Loi et les règlements qui en découlent, pourront être payés à même tout crédit inaffecté du Canada.”

M. Meighen, l’un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence, le Gouverneur général ayant été mis au fait de l’objet de ladite résolution, la recommande à la Chambre.

Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération ladite résolution.

Sur motion de M. Doherty,—Résolu, qu’un message soit envoyé au Sénat demandant respectueusement une conférence libre avec Leurs Honneurs afin de prendre en considération certains amendements faits par le Sénat au Bill (No 60) intitulé: “Loi modifiant la Loi des juges,” auquel la Chambre n’a pas acquiescé, et sur lesquels le Sénat insiste, et tout amendement qu’à ladite conférence il sera jugé à propos de faire audit bill ou ses amendements.

L’ordre étant lu pour la seconde lecture du Bill (No 201), Loi modifiant la Loi des pénitenciers;

Du consentement de la Chambre, sur motion de M. Doherty, ledit ordre est rescindé et le bill retiré.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

(*En comité*).

Les résolutions suivantes sont adoptées (*cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

XVI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

HAVRES ET RIVIÈRES.

Ontario.

Bayfield—Réparations à la jetée.	4,600 00
Collingwood—Reconstruction du brise-lames.	25,000 00
Depot-Harbour—Réparations et réfection des quais.	15,000 00
Dyer’s-Bay—Réparations au quai.	1,400 00
Barrages de la rivière aux Français—Réparations et entretien.	3,500 00
Goderich—Réparations aux docks.	6,600 00
Ports et rivières en général—Réparations et améliorations.	65,000 00
Kenora—Réparations au quai.	1,000 00
Kingston—Entretien et mise en service des quais et ponts combinés.	17,900 00

	Kingsville—Réparations et réfections au quai..	11,000 00
144	Leamington—Réparations à la jetée..	8,500 00
	Little-Current—Reconstruction du quai..	31,000 00
	McLaren's-Landing—Quai..	6,600 00
	Midland—Réparations au quai..	2,000 00
	Owen-Sound—Quai—Reconstruction..	70,000 00
	Pelee-Island—Réparations aux jetées..	4,400 00
	Port-Colborne—Réparations aux brise-lames..	55,000 00
	Port-Dover—Réparations aux jetées..	11,000 00
	Providence-Bay—Réparations au quai..	4,400 00
	Rondeau—Port—Réparations et améliorations..	10,000 00
	Sheguiandah—Reconstruction du quai..	4,700 00
	Thessalon—Achèvement de la reconstruction du quai..	12,250 00

Manitoba

	Ports et rivières en général—Réparations et améliorations..	15,000 00
145	Selkirk—Réparations au quai..	15,000 00
	Le Pas—Quai..	7,000 00

Saskatchewan et Alberta

146	Ports et rivières en général—Réparations et améliorations..	20,000 00
-----	---	-----------

Colombie-Britannique

	Alice-Arm—Quai—à condition que le gouvernement provincial construisse la route..	18,500 00
	Albion—Réparations au quai..	1,150 00
	Boswell—Quai flottant..	8,500 00
	Carroll's-Landing—Quai..	11,000 00
	Fraser River (inférieur)—Service du bateau arrache-souches..	30,000 00
	Graham—Quai..	7,700 00
	Ports et rivières en général—Réparations et améliorations..	95,000 00
	Hope-Bay—North Pender Island—Réparations au quai..	3,600 00
	Ioco—Quai..	9,200 00
	Kincolith—Réfection du quai..	11,000 00
	Kuskanook—Quai..	5,800 00
	Ladysmith—Quai..	12,000 00
147	Manson's-Landing—Quai..	6,500 00
	Mission—Réparations au quai..	1,000 00
	Nanaimo—Réparations au quai..	2,150 00
	North—Gabriola Island—Réparations au quai..	1,750 00
	Princess—Creek—Quai flottant..	2,300 00
	Proctor—Quai flottant..	1,700 00
	Sandspit—Point—Reconstruction du quai..	11,500 00
	Skidegate—Réparations au quai..	1,700 00
	South—Gabriola—Island—Quai..	3,500 00
	South Pender Island—Réparations au quai..	2,300 00
	Stickine River—Enlèvement d'obstructions..	5,000 00
	Thetis—Island—Reconstruction du quai..	1,600 00
	Tofino—Réparations au quai..	4,600 00

En général

148	Ports et rivières en général..	30,000 00
-----	--	-----------

DRAGAGE

	{ Dragage—Provinces maritimes.	500,000 00
149	{ Dragage—Ontario et Québec.	450,000 00
	{ Dragage—Manitoba, Saskatchewan et Alberta.	90,000 00
	{ Dragage—Colombie-Britannique.	400,000 00

PONTS ET CHAUSSÉES

	{ Banff—Ponts.	168,000 00
	{ Chenal de Burlington—Nouveau pont.	240,000 00
	{ Dominion—Ponts et chaussées en général.	5,000 00
	{ Edmonton—Réparations au pont.	12,000 00
	{ Pont international sur la rivière Saint-Jean à Edmunston, N.-B., L'Etat du Maine, E.-U., devant contribuer pour la même somme.	162,000 00
150	{ Ottawa—Entretien et réparations de ponts et d'abords.	7,000 00
	{ Ottawa-Hull—Nouveau pont pour remplacer le pont Union actuel sur la rivière Ottawa, en aval des Chaudières.	7,000 00
	{ Shellmouth—Repeinturer le pont.	1,050 00
	{ Pont international sur la rivière Saint-Jean à Saint-Leonard's, N.-B. —Réparations—L'Etat du Maine, E.-U., devant contribuer pour la même somme.	2,800 00

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

Nouvelle-Ecosse

151	{ Réseau télégraphique du Cap-Breton—Reconstruction de la ligne télégraphique entre Havard-Lake et Margaree, N.-E.	1,000 00
	{ Ile de Pictou—Câble téléphonique.	14,300 00

Québec

152	Ligne téléphonique de la quarantaine de la Grosse-Ile—Remplacement de poteaux, etc.	400 00
-----	---	--------

Saskatchewan et Alberta

153	Ligne de la rivière La Paix—Bureau et habitation à Grande-Prairie.	5,000 00
-----	--	----------

DIVERS

	{ Division de l'architecture—Appointements des architectes, commis de travaux, inspecteurs, dessinateurs, commis et messagers du service extérieur.	75,000 00
	{ Division de la comptabilité—Appointements des agents et des commis, frais de voyage et dépense casuelle du service extérieur.	25,000 00
	{ Division du génie—Appointements des ingénieurs, inspecteurs, surintendants, dessinateurs, commis et messagers du service extérieur.	542,000 00
	{ Service et entretien des bateaux d'inspection.	17,500 00
154	{ Entretien et service des digues d'emmagasinage d'eau sur la rivière Ottawa et ses trib., levés hydrographiques à ce sujet, et règlement des dommages causés aux terres.	125,000 00
	{ Monument à feu Sa Majesté le roi Edouard VII.	5,000 00
	{ Monument à la mémoire de feu Phon. Thos. D'Arcy McGee.	2,000 00
	{ Monument à sir Wilfrid Laurier.	25,000 00
	{ Galerie nationale des arts du Canada.	40,000 00
	{ Jaugeage et mesurage des rivières.	23,450 00
	{ Relevés et inspections.	125,000 00

| Pour couvrir le solde de dépense pour ouvrages déjà autorisés pour | lesquels les crédits peuvent être insuffisants, mais la somme | requise pour l'un quelconque des ouvrages ne doit pas dépasser | \$200.	5,000 00
---	----------

XXXIX—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

BASSINS DE RADOUB, ECLUSES ET BARRAGES, ETC.—FRAIS D'EXPLOIT., ETC.

343 | Bassin de radoub (a)	100,400 00
| Ports et rivières, travaux, etc., (b)	44,800 00
| Perception du revenu des travaux publics	5,000 00

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

344 | Ile-du-Prince-Edouard et terre ferme	7,000 00
| Lignes télégraphiques, terre et sous-mer, dans le bas du Saint-Laurent et les Provinces maritimes, y compris les frais des steamers employés au service des câbles	228,000 00
| Saskatchewan	78,400 00
| Alberta	121,500 00
| Colombie-Britannique—Terre-ferme	85,000 00
| Colombie-Britannique—District de l'île de Vancouver	126,000 00
| Réseau du Yukon (Ashcroft-Dawson)	279,000 00
| Service télégraphique et téléphonique en général	10,000 00

XLIII.—DEMOBILISATION.

366 Travaux publics	750,000 00
-------------------------------	------------

XVI—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU

PORTS ET RIVIÈRES.

Nouvelle-Ecosse.

140 | Bailey's-Brook—Prolongement de la jetée	6,000 00
| Bass-River—Quai	20,000 00
| Digby—Réparations à la jetée	5,000 00
| East-Sheet-Harbour—Réparations au quai	1,200 00
| Ports et rivières en général—Réparations et améliorations	60,000 00
| Lower-West-Pubnico—Réparations au brise-lames	1,000 00
| Maitland—Achèvement du prolongement du quai de bateau-passeur	1,000 00
| Newport-Landing—Réparations au quai	1,600 00
| Noel—Réparations au quai	2,900 00
| Nyanza—Réparations au quai	1,200 00
| Parrsboro—Réparations au quai	1,050 00
| Parker's-Cove—Réparations au brise-lames	1,200 00
| Port-Hood—Quai, réparations et prolongement	7,000 00
| Scotch-Cove (White Point)—Prolongement du brise-lames	9,800 00
| Seaforth—Reconstruction de partie du brise-lames	7,100 00
| Soldier's-Cove—Quai	2,500 00
| Summersville—Réparations au quai brise-lames	7,000 00
| Sydney—Quai	100,000 00
| Three-Fathom-Harbour—Réparations au brise-lames	9,000 00
| Watt-Settlement—Réparations au quai	2,000 00
| Arichat-Ouest—Réparations au brise-lames	3,000 00

Chezzetcook-Ouest—Réparations au brise-lames..	15,000 00
Western-Head—Réparations au brise-lames..	1,500 00
Whycocomagh—Réparations au quai..	4,000 00
Yarmouth-Bar—Réparations et améliorations..	4,000 00

Ile-du-Prince-Edouard.

Annandale—Réparations au quai..	1,400 00
Belfast—Réparations au quai..	2,100 00
Haggerty's-Wharf—Réparations..	1,150 00
Ports et rivières en général—Réparations et améliorations.. . .	14,000 00
141} Naufrage-Harbour—Réparations aux brise-lames..	1,000 00
North-Lake—Port des embarcations..	17,000 00
Port-Selkirk—Réparations au quai..	1,100 00
Pownal—Réparations au quai..	1,500 00
Vernon-River-South—Réparations au quai..	2,250 00
Victoria—Réparations à la jetée..	1,900 00

Nouveau-Brunswick.

Cap-Bald—Réparations à la pile brise-lames..	6,500 00
Ports et rivières en général—Réparations et améliorations.. . .	40,000 00
Lord's-Cove—Quai..	14,000 00
142} North-Head, Ile Grand Manan—Réparations au brise-lames—Quai.	1,600 00
Quaco (St-Martin's)—Reconstruction des brise-lames..	29,800 00
Cap-Richibouctou—Achèvement de la jetée et du brise-lames.. . .	1,000 00
St-Andrews—Réparations au quai..	7,500 00
Wilson's-Beach—Réparations au brise-lames—Quai..	1,700 00

Québec.

Anse-aux-Gascons—Quai..	49,000 00
Aylmer—Réparations au quai..	1,800 00
Contre-cœur—Réparations aux abords du quai..	5,400 00
Cross-Point—Réparations au quai..	3,800 00
Deschambault—Réparations au quai..	1,095 00
Gaspé—Réparations au quai et reconstruction..	34,000 00
Grands-Mechins—Réparations au quai..	1,350 00
Grosse-Ile, station de quarantaine—Prolongement des quais et répara- tions..	50,000 00
Ports et rivières en général—Réparations et améliorations.. . .	75,000 00
143} Ile-Perrot—Réparations et améliorations du quai..	1,100 00
New-Richmond—Réparations au quai..	2,500 00
North-Temiskaming—Quai..	8,800 00
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (Ile Verte)—Achèvement du quai de l'ouest..	5,800 00
Pointe-au-Trembles—Réparations au quai..	2,800 00
Pointe-Shea—Amherst—Réparations à la jetée..	6,500 00
Rimouski—Améliorations du port..	17,900 00
Rivière-du-Loup (en bas)—Réparations au quai..	4,100 00
Rivière-du-Lièvre—Ecluse et barrage—Reconstruction des murs de revêtements..	14,400 00
Ste-Famille—Quai—Réparations et reconstruction..	4,000 00
St-François-Sud—Réparations au quai..	9,000 00
St-Jérôme—Réparations au quai..	1,000 00

St-Mathias—Quai—Réparations et améliorations.	1,700 00
Tadoussac (Anse-à-l'Eau)—Réparations au quai.	1,125 00
Thurso—Réparations au quai.	1,650 00

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Le Bill suivant est de nouveau considéré en comité général et sur rapport de nouveau progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre:—

Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoyné de Martigny."

L'heure consacrée aux bills privés étant expirée;

Le comité des Subsidés reprend le cours de ses délibérations.

Et le comité continuant de siéger;

Samedi, 28 mai 1921.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées: *(cinq-sixièmes des sommes ci-dessous):—*

BUDGET PRINCIPAL

XVIII—SERVICE NAVAL.

198 Relevés hydrographiques et entretien et réparations des steamers employés à ces relevés.	315,000 00
199 Services de protection des pêcheries—Réparations et entretien des steamers de protection des pêcheries.	370,000 00
200 Service radiotélégraphique—Construction et entretien de stations radiotélégraphiques et administration générale de la radiotélégraphie dans tout le Canada.	456,480 00
201 Marées et courants, études des.	30,000 00
202 Patrouille des eaux septentrionales du Canada.	15,000 00
203 Droits de douanes.	500 00
204 Rémunération des employés et commis temporaires aux quartiers généraux, chantiers maritimes de Halifax et d'Esquimalt.	40,000 00

XXIV—PECHERIES.

243 Traitements, construction et entretien de piscifatures.	365,000 00
---	------------

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Le plein montant des sommes ci-dessous):—

SERVICE OCEANIQUE ET FLUVIAL.

403 Entretien et réparation des vapeurs et brise-glaces du Dominion—Crédit supplémentaire.	304,000 00
404 Secours temporaire aux marins en détresse et frais relatifs aux formules d'engagement—Crédit supplémentaire.	3,500 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

405 Fleuve Saint-Laurent—Chenal de la navigation—Entretien et mise en œuvre de la flotte de dragage—Crédit supplémentaire.	30,000 00
--	-----------

PHARES ET SERVICE COTIER.

406 Service des signaux—Crédit supplémentaire.	4,000 00
--	----------

PECHERIES.

407 Frais d'avocats dans l'affaire des pêcheries de Québec, portée au comité judiciaire du Conseil privé.	21,645 55
---	-----------

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir; le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé les Bills suivants, sans amendement:—

Bill (No 137), Loi modifiant et codifiant la législation concernant la Compagnie des Steamers de Québec.

Bill (No 135), Loi modifiant la Loi de la Commission d'amélioration d'Ottawa, 1919.

Bill (No 141), Loi modifiant la Loi de la Statistique.

Bill (No 156), Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada.

Bill (No 157), Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants.

Bill (No 43), Loi constituant en corporation la *Ensign Insurance Company*.

Aussi,—Un message, informant la Chambre que le Sénat a passé le bill (No 81), Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques avec plusieurs amendements, comme suit:—

1. Page 2, ligne 37.—Retrancher le mot "sept".

2. Page 2, ligne 39.—Retrancher en entier la nouvelle clause 7.

Et aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat consent à une conférence libre avec le Sénat pour les fins de communiquer les raisons qui ont induit les Communes à ne pas acquiescer aux amendements faits par le Sénat au Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des juges, et a nommé les Honorables Messieurs Bennett, Bostock, Loughheed (sir James), Ross (Middleton) et Thompson comme ses représentants à ladite conférence, et aussi,—que les représentants du Sénat se réuniront dans la salle de comité No 262, du Sénat, à 10.30 heures de l'avant-midi, le trentième jour de mai courant.

La Chambre s'ajourne alors à 12.38 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Archambault*—Lundi prochain—QUESTION—

1. A quelle date est arrivée au Canada la liste des actionnaires du Grand-Tronc, actuellement au département des chemins de fer?
2. A quelle date cette liste a-t-elle été envoyée au tribunal d'arbitrage sur la valeur des actions du Grand-Tronc, à Montréal?
3. Pourquoi cette liste a-t-elle été envoyée à Montréal, avant d'être communiquée à la Chambre des Communes conformément à un ordre exprès de la Chambre?
4. Combien a coûté, exactement, la préparation de cette liste?
5. Le gouvernement a-t-il payé ces frais, ou seront-ils compris dans le mémoire de frais de l'arbitrage sur la valeur des actions du Grand-Tronc?

M. *Archambault*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Pourquoi le gouvernement a-t-il confié le département du revenu de l'intérieur et celui des Douanes, fusionné, à Saint-Hyacinthe, à M. Henshaw, percepteur des Douanes, de préférence à M. A.-B. Cartier, percepteur du Revenu de l'intérieur?
2. Quel est l'âge de M. A.-B. Cartier, et l'âge de M. Henshaw?

M. *Spinney*—Lundi prochain—Que le rapport troisième et final du comité spécial auquel a été référé le Bill (No 122), (Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, soit maintenant adopté.

Le *Ministre de l'Immigration et de la Colonisation*—Lundi prochain—La Chambre en comité sur les résolutions suivantes:—

Résolu.—Qu'il est expédient d'amender les dispositions du Bill No 107, intitulé: "Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public," en décrétant:

1. Que les mots suivants soient ajoutés, après les mots "par intermittence," à la fin de l'alinéa (b), que l'article deux dudit Bill se propose d'édicter:

"Et tout fonctionnaire, commis ou employé dudit service, qui a été continûment employé d'année en année pendant une période d'au moins huit mois dans chaque année, ou qui, ayant été continûment employé, reçoit un salaire ou des appointements au jour, à la semaine ou au mois, mais ne comprend pas une personne, qui, étant employée dans le service publique ne donne pas tout son temps au service."

2. Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article deux dudit Bill:

"(2) Si la Commission du service civil est d'avis que les dispositions de la Loi doivent s'appliquer à un fonctionnaire, commis ou employé non compris dans l'alinéa (b) du paragraphe un du présent article, elle fera rapport de cet avis au Gouverneur en conseil, en expliquant les circonstances et les raisons afférentes, et si le Gouverneur en conseil approuve ce rapport, le fonctionnaire, commis ou employé pourra être mis à la retraite sous l'empire de la présente Loi."

3. Que le paragraphe suivant soit inséré dans ledit Bill immédiatement après le paragraphe deux de l'article trois dudit Bill:

"(2a) Ledit article trois est amendé par l'addition du paragraphe suivant:—

"(6) S'il y a relativement à la nomination à l'emploi, à la durée du service, aux appointements, rémunération ou allocations d'un fonctionnaire, ou employé qui doit être mis à la retraite sous l'empire de la présente loi, des circonstances extraordinaires

que la Commission croit devoir prendre en considération pour déterminer la gratification ou annuité de ce fonctionnaire ou employé, la Commission en fait rapport au Gouverneur en conseil, en indiquant jusqu'à quel point, s'il en est, ces circonstances extraordinaires doivent être prises en considération pour fixer la gratification ou l'annuité du fonctionnaire ou employé à mettre à la retraite; et sur approbation de ce rapport, la gratification ou l'annuité en question est en conséquence fixée."

M. Currie—Que le second rapport du comité conjoint des Impressions du Parlement, soit maintenant adopté.

CONVOCATION DES COMITÉS.

Chambre.	Comité.	Heure.
<i>Samedi, 28 mai.</i>		
231	Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.....	11 a.m.
429	Comité spécial sur la représentation proportionnelle....	11 a.m.
425	Comité spécial sur l'approvisionnement du combustible du Canada.....	10.30 a.m.

No 73.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU SAMEDI, 28 MAI 1921.

PRIÈRES.

M. Mewburn, du comité spécial sur les Chemins de fer nationaux du Canada et le Commerce maritime, présente le second rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a tenu vingt-deux séances, et a interrogé sous serment l'exécutif et les directeurs du service, qui ont le contrôle des chemins de fer nationaux du Canada et du commerce maritime, ainsi qu'un des membres du Bureau, qui n'est pas officier, et deux officiers du Pacifique-Canadien chargés des achats, et trois représentants de compagnies privées de navigation.

L'exécutif et les directeurs du service ont donné au comité force renseignements utiles et précieux sur la forme de l'organisation, les conditions financières, l'outillage, le service, les affaires actuelles, et les perspectives des chemins de fer et des navires appartenant au gouvernement.

Les cinq questions soumises au comité sont:—

1. Quels renseignements sur le service des chemins de fer nationaux du Canada et le commerce maritime, tel qu'ils sont dirigés par le Bureau des directeurs et l'administration, devraient dans l'intérêt public être soumis au parlement en réponse à des Questions, Motions pour production de documents, ou autrement?

2. Quand, par quel moyen, en quelles conditions s'il en est ces renseignements devraient-ils être donnés, eu égard à la nécessité d'assurer au parlement et au public tous les faits requis pour déterminer la politique (finance comprise), et au Bureau de direction les meilleures conditions possibles d'efficacité administrative.

3. Quel système de vérification devrait être adopté, et quelle importance les détails devraient avoir dans le Rapport annuel?

4. Quelle amélioration s'il en est; pourrait-on apporter au régime administratif général?

5. Si le comité doit être maintenu, et à quelles fins, et si, aux fins susdites ou autres qu'il jugera d'intérêt public, le rapport annuel du Bureau de direction doit lui être soumis; et que le comité ait le pouvoir d'interroger les témoins sous serment, assigner les personnes et faire produire des documents, et faire rapport de temps à autre.

Les quatre premières questions entraînent des principes de grande importance qui s'accroîtront par l'acquisition du réseau du Grand-Tronc. Eu égard à la nature et l'étendue des affaires indiquées dans la Référence, et aux nombreux problèmes afférents de la propriété et du service de chemins de fer et de navires comme ceux que le gouvernement possède, toute décision du comité qui aurait quelque valeur exigerait l'étude des méthodes suivies par d'autres corporations faisant un service identique. Comme le comité a commencé sa besogne à une heure avancée de la session, et comme le nombre des autres comités, en séance a quelque peu nui à ses travaux, il a été impossible de faire ces choses, et si le comité devait maintenant rapporter ses conclusions, son jugement devrait en grande partie s'étayer sur une preuve ex-parte des officiers de service de notre propre système.

Dans les circonstances, votre comité est d'avis qu'il devrait traiter dans l'ordre inverse les questions soumises, et répondre en premier à la dernière question.

Cette question cinquième dit:—

5. Si le comité doit être maintenu, et à quelles fins, et si, aux fins susdites ou autres que le comité jugera d'intérêt public, le rapport annuel du Bureau de direction doit lui être soumis, et que le comité ait le pouvoir d'interroger des témoins sous serment, assigner personnes et faire produire des documents, et faire rapport de temps à autre.

Le comité recommande qu'il soit nommé de nouveau au commencement de la prochaine session du Parlement afin qu'il puisse achever l'enquête commencée, et qu'un rapport puisse être fait de bonne heure au cours de la session, surtout quant à la référence précise qui lui a été faite.

En attendant des renseignements et une preuve supplémentaires, et une étude plus approfondie des renseignements qui lui ont été soumis, le comité ne se sont pas disposés à l'heure actuelle à donner une réponse définitive aux questions d'un à quatre inclusive-ment.

Votre comité désire soumettre avec le présent rapport, pour l'information de la Chambre, copie de ses transactions et de la preuve qu'il a reçue, ainsi que certains documents et archives qui lui ont été soumis, mais qui n'apparaissent pas dans le procès-verbal.

(Pour procès-verbaux et dépositions accompagnant ce rapport, voir appendice aux Journaux, No 4.)

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant pour lequel il demande le concours de la Chambre:—

Bill D6 (No 218) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Susan Lee Johnston Bell."—M. McMaster.

Sur motion de M. Currie, le second rapport du comité des Impressions du Parlement est adopté.

Sur motion de M. McMaster, le bill D6 (No 218) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Susan Lee Johnston Bell", est lu la première et la seconde fois, et avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, est renvoyé au comité des Bills Privés.

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,— Rapport du comité nommé par le ministre de la Justice pour aviser sur les règlements concernant les pénitenciers et l'amendement à la Loi des pénitenciers, 28 février 1921.

Et aussi,—Copie d'un projet de conventions et de recommandations de la conférence internationale du Travail, Washington, 1919, et de la conférence internationale du Travail, Genève, 1920.

M. Ballantyne, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie de tous papiers, correspondance, etc., en la possession du département du service naval au sujet de la vente du S.C.S.M. *Niobe*.

M. Cronyn propose,—Que le rapport troisième et final du comité spécial sur les pensions, assurance et rétablissement, et les recommandations qu'il contient soient portées à la considération du gouvernement;

Et la question étant proposée;

M. Pedlow propose en amendement,—Que ledit rapport ne soit pas maintenant recommandé à la considération du gouvernement, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité spécial sur les pensions, assurance et rétablissement, avec instructions qu'il ait le pouvoir de le modifier en ajoutant audit rapport, les mots suivants:—

“Les citoyens nés canadiens, au nombre de 221, qui se sont enrôlés dans le bataillon polonais pour faire du service avec l'armée française en France, et qui ont fait du service d'outre-mer depuis juin 1918 jusqu'à janvier 1921, seront considérés comme s'étant enrôlés dans les forces expéditionnaires canadiennes quant aux (a) payes et allocations, (b) gratifications pour service de guerre et (c) pensions.”

Après débat la question étant posée sur ledit amendement, elle est rejetée.

Et la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée.

Sur motion de M. Doherty,—Résolu, que MM. Guthrie, McKenzie, Redman, Lapointe et Doherty soient nommés les représentants de cette Chambre à la conférence libre avec le Sénat, relativement au Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des juges, et qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

M. Doherty, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Copie d'une opinion du sous-ministre de la Justice au sous-secrétaire d'Etat concernant la date à laquelle d'après l'article 109 de la Loi de tempérance du Canada, la prohibition si elle est votée, peut être mise en force dans le Nouveau-Brunswick, et comment peut être déterminé ce jour.

M. Doherty, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 219), Loi concernant certaines procédures à la Partie IV de la Loi de tempérance du Canada, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les amendements faits par le Sénat au Bill (No 81), Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques sont pris en considération et respectivement adoptés.

Le Bill X4 (No 212) du Sénat, intitulé: “Loi amendant la Loi des terres fédérales est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté avec un amendement, considéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat acquiesce à l'amendement fait par la Chambre des Communes au Bill O4 (No 168) du Sénat, intitulé: “Loi constituant en corporation la *Edmonton and Mackenzie River Railway Company*” sans amendement.

Aussi,—Un message informant la Chambre que, par erreur, un amendement ajoutant une clause 5A avait été inclu dans les amendements au Bill fait par le Sénat (No 118), Loi modifiant la Loi de la faillite, et priant la Chambre des Communes de bien vouloir permettre à l'officier compétent du Sénat de faire la correction nécessaire en enlevant ledit amendement.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés. Sir George Foster propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

La Chambre en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsidés.

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Le Bill suivant est de nouveau considéré en comité général et sur rapport de nouveau progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre:—

Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoyné de Martigny."

M. Boys propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les Bills Privés, en vertu de la règle 109; agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill T5 (No 202) du Sénat, Loi pour faire droit à Agnès Robertson.

Bill U5 (No 203) du Sénat, Loi pour faire droit à Hilda-May Freeman.

Bill V5 (No 207) du Sénat, Loi pour faire droit à Sarah-Ann King.

Bill X5 (No 208) du Sénat, Loi pour faire droit à Richard-John Whitley.

Bill Y5 (No 209) du Sénat, Loi pour faire droit à Herbert-Morgan Davies.

Bill Z5 (No 210) du Sénat, Loi pour faire droit à James-Charles Allward.

Bill B6 (No 214) du Sénat, Loi pour faire droit à Ernest-Joseph Wismer.

Bill C6 (No 215) du Sénat, Loi pour faire droit à Carman Adams.

Sur motion de M. Stevens,—Ordonné, qu'un message soit envoyé au Sénat pour retourner la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces au Sénat, auquel ont été soumis les bills en instance de divorces ci-haut mentionnés.

Le Bill W5 (No 217) du Sénat, intitulé: "Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company*", est lu la seconde fois et référé au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes.

Ayant disposé de l'ordre pour les Bills Privés;
Le comité des Subsidés reprend le cours de ses délibérations.

(*En comité*).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

BUDGET PRINCIPAL.

(*Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

XV.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

EDIFICES PUBLICS.

127 Ottawa—Edifice du Parlement—Restauration—Les plans de cet édifice et le mode d'assurer sa reconstruction sont subordonnés à l'approbation du Comité mixte nommé par le Premier ministre et le Chef de l'opposition..	1,000,000 00
--	--------------

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

18 Travaux publics—	
Traitements..	598,510 00
Dépense casuelle..	85,000 00

XVI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

EDIFICES PUBLICS.

Loyers, réparations, ameublement, chauffage, etc.

Ottawa, édifices publics: Observatoire fédéral et édifice de la Commission géodésique—Entretien des terrains, etc..	5,000 00
Ottawa—Edifice public—Eau..	35,000 00
Préposés aux ascenseurs..	70,000 00
Eclairage, y compris ponts et chaussées..	90,000 00
Chauffage, y compris salaires des mécaniciens, chauffeurs et gardiens..	540 000 00
Ministères en général—Garde et nettoyage des édifices administratifs, y compris la somme de \$100 à E. Snowden pour le tir du canon du midi..	385,000 00
Réparations, ameublement, terrains, enlèvement de la neige et entretien des rues..	700,000 00
Rideau-Hall (y compris terrains)—Améliorations, ameublement, entretien, etc..	60,000 00
139 Rideau-Hall—Allocation de chauffage et d'éclairage..	17,000 00
Service téléphonique..	90,000 00
Edifice publics fédéraux—Edifices fédéraux d'immigration—Réparations, ameublement, etc..	45,000 00
Station de quarantaine fédérale—Entretien..	5,000 00
Installation, fournitures et ameublement en général..	125,000 00
Chauffage..	450,000 00
Eclairage..	180,000 00
Energie électrique pour faire fonctionner ascenseurs, machines à oblitérer les timbres, etc..	75,000 00
Loyers..	1,130,000 00
Salaires des gardiens, mécaniciens, chauffeurs, etc..	795,000 00
Fournitures aux gardiens, etc..	35,000 00

Eau	60,000 00
Yukon—Edifices publics—Loyers, réparations, combustible, lumière, service d'eau et salaires des gardiens	40,000 00
Victoria, C.-B.—Observatoire astrophysique (Little Saanich Mountain)—Entretien, réparations, etc.	3,500 00

XV—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL

PORTS ET RIVIÈRES

Esquimalt, C.-B.—Nouvelle cale sèche	1,300,000 00
Port-Arthur et Fort-William—Améliorations	170,000 00
128 Port de Québec—Bassin de radoub Champlain—Pour achèvement	136,000 00
Port de Saint-Jean—Améliorations	1,250,000 00
Port de Toronto—Améliorations	1,000,000 00
Ile Toronto—Brise-lames—Protection	175,000 00

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous) :—

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

EDIFICES PUBLICS.

Nouvelle-Ecosse.

395 Halifax—Bureau de poste—Remaniement de l'installation	4,210 00
---	----------

Nouveau-Brunswick.

396 Saint-Jean—Bureau de poste—Réparation et réfection du système de chauffage—Crédit supplémentaire	690 00
--	--------

*Ontario.**Loyers, réparations, ameublement, chauffage, etc.*

Edifices publics d'Ottawa—Chauffage, y compris les salaires des mécaniciens, chauffeurs et gardiens—Crédit supplémentaire	167,000 00
Eau	55,000 00
397 Service du téléphone—Crédit supplémentaire	20,000 00
Edifices publics fédéraux—Salaires des concierges, mécaniciens, chauffeurs, etc.—Crédit supplémentaire	66,000 00

Dimanche, 29 mai 1921.

PORTS ET RIVIÈRES.

Nouvelle-Ecosse.

398 Owls-Head—Réparations au quai—Crédit supplémentaire	1,110 00
Port-Lorne—Réparations au brise-lames et réfections—Crédit supplémentaire	1,260 00

Colombie-Britannique.

399 Ile Moresby—Quai, réfection—Crédit supplémentaire	1,250 00
---	----------

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

400 Contribution à la moitié du coût de reconstruction des lignes télégraphiques qui sont la propriété conjointe de l'Anglo-American Telegraph Co., et du Gouvernement fédéral	4,750 00
--	----------

DIVERS.

401 {	Division des architectes—Appointements des architectes, commis des travaux, inspecteurs, dessinateurs, commis et messagers du service extérieur—Crédit supplémentaire.	7,000 00
	Division des ingénieurs—Appointements des ingénieurs, inspecteurs, surintendants, dessinateurs, commis et messagers du service extérieur—Crédit supplémentaire.	53,000 00
	Etudes et inspections—Crédit supplémentaire.	35,000 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

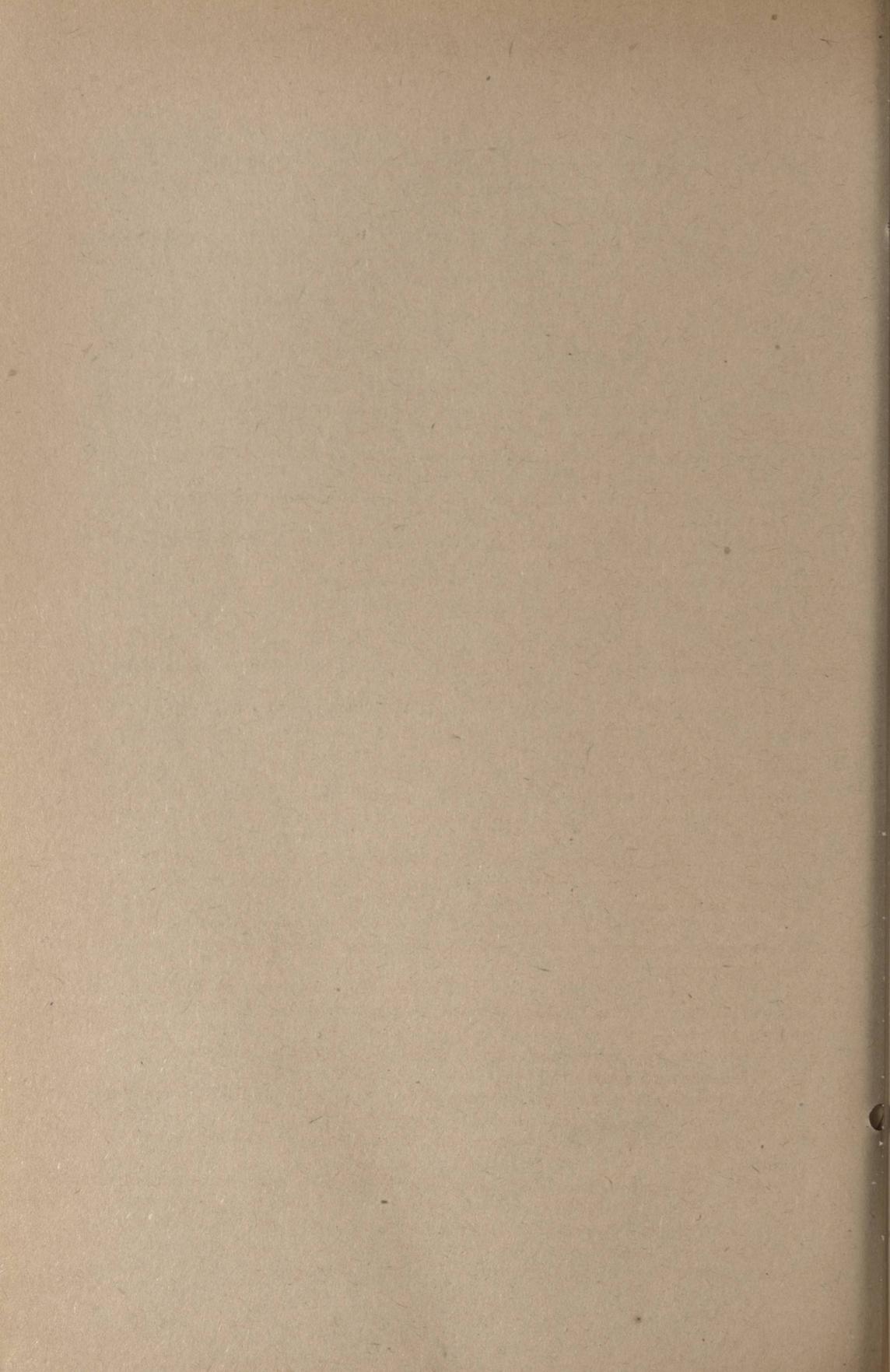
431 {	Lignes télégraphiques, terre et sous-mer, dans le bas du Saint-Laurent et les Provinces maritimes, y compris les frais d'exploitation des navires employés au service des câbles—Crédit supplémentaire.	40,000 00
	Colombie-Britannique—Terre ferme—Crédit supplémentaire.	12,000 00
	Colombie-Britannique—District de l'île Vancouver—Crédit supplémentaire.	35,000 00
	Réseau du Yukon (Ashcroft-Dawson)—Crédit supplémentaire.	35,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 12.05 a.m., jusqu'à l'indi prochain à deux heures p.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.



AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *McIntosh*—Lundi prochain—QUESTION—

1. Le juge Eberts, commissaire régulièrement nommé en 1919 par Ordre en conseil pour connaître des conditions des pêcheries dans certains districts de la Colombie-Anglaise, a-t-il soumis un rapport? Sinon, pourquoi?
2. Si l'on n'a pas reçu de rapport de ce commissaire, que doit-on faire pour obliger ce dernier à en faire un?
3. Combien le juge Eberts a-t-il reçu du gouvernement à titre de commissaire?

M. *Wilson* (Wentworth)—Lundi prochain—QUESTION—

1. Sur quelle longueur le pavage a-t-il été posé entre la voie du chemin de fer L. H. & B. et le village d'Ancaster, sur la route Hamilton-Brantford?
2. Quelles propriétés a-t-on achetées ou doit-on acheter dans cette section de la L. H. & B., pour la route Hamilton-Brantford?
3. Quel est le coût estimé du tunnel projeté à Binkley's Corners, sous la voie du L. H. & B., pour la route Hamilton-Brantford?
4. Lorsqu'il est dit que pour une route fédérale-provinciale la province paye 40%, le fédéral 40% et la municipalité 20%, qu'entend-on par municipalité? Est-ce le township traversé, ou le comté dans lequel la route est tracée?
5. Qui paie l'entretien des routes fédérales-provinciales?

M. *Mewburn*—Mardi prochain proposera l'adoption du troisième rapport du comité permanent des chemins de fer nationaux du Canada et du commerce maritime.

Le *Premier Ministre*—Lundi prochain—La Chambre en comité sur la résolution suivante:—

Résolu,—Que les dispositions du Bill 122, "Loi modifiant la Loi du service civil, 1918," soit amendé par l'addition des dispositions du Bill que le comité spécial des pensions, assurances et réadaptations civile des soldats a rapporté à la Chambre, lesquelles décrètent que ce qui suit soit édicté comme article trente-neuf de la Loi du service civil, 1918:

"39. (1) Immédiatement après chaque examen une liste des candidats heureux, dans le cas d'un examen de concours, et des candidats heureux par ordre de mérite dans les autres examens, sera préparée et publiée dans la *Gazette du Canada*.

"(2) La Commission du service civil préparera et maintiendra une liste spéciale de personnes pensionnées pour services de guerre de dix neuf cent quatorze à dix neuf cent dix-huit, qui

"(i) ont perdu par des causes attribuables à ce service l'aptitude à la fatigue physique au point de les rendre impropres à remplir efficacement les fonctions qu'elles exerçaient avant la guerre,

"(ii) n'ont pas été réadaptées avec succès dans une autre profession, et

"(iii) désirent figurer sur cette liste.

La Commission recueillera autant qu'il lui sera possible de le faire d'après les dossiers utilisables, des renseignements complets sur les personnes inscrites à cette liste, y compris l'âge, l'instruction, l'état mental et physique, les ressources et les charges.

Dans tout examen pour l'admission dans le service public, les personnes inscrites que l'on trouve posséder les qualités nécessaires seront placées dans l'ordre de mérite du tableau des candidats heureux, au-dessus de tous les autres candidats.

"(3) Dans tout examen pour l'admission dans le service public, toutes les personnes autres que celles indiquées dans le paragraphe deux du présent article, et qui

ont fait de l'active dans les troupes de terre, ou sur la haute mer à bord d'un navire de guerre des forces navales de Sa Majesté, ou d'un allié de Sa Majesté au cours de la guerre de dix-neuf cent quatorze à dix-neuf cent dix-huit, et qui ont quitté le service avec un carnet honorable, ou qui ont reçu un congé honorable; ou lorsque des particuliers qui ont fait du service comme susdit sont morts par suite de ce service, leurs veuves qui dans un cas ou dans l'autre obtiendront assez de points pour subir avec succès l'examen, seront placées, quels que soient les points obtenus, dans l'ordre de mérite de la liste des candidats heureux immédiatement après les candidats qui sont inscrits sur la liste spéciale mentionnée au paragraphe deux du présent article, et au-dessus de tous les autres candidats.

"(4) Les dispositions d'un statut ou règlement quelconque établissant une limite d'âge et des aptitudes physiques relativement à l'admission dans le service civil ne s'appliqueront pas aux personnes du service militaire ou du service naval indiquées aux paragraphes deux et trois du présent article.

Le *Premier Ministre*—Lundi prochain—La Chambre en comité sur les résolutions suivantes:—

Résolu.—Qu'il est expédient d'amender la Loi de l'Assurance des soldats de retour, chapitre cinquante-quatre des statuts de 1920, comme il est pourvu au Bill rapporté par le comité spécial sur les pensions, assurances et réadaptation civile des soldats, décrète:—

1. Que le paragraphe un de l'article trois de ladite loi soit amendé par l'enlèvement des mots "ayant son domicile et sa résidence au Canada," dans la deuxième ligne, et les mots "ayant son domicile et sa résidence" dans la troisième ligne.

2. Que le paragraphe deux de l'article trois soit abrogé et remplacé par le suivant:—

"Le dit versement doit, jusqu'à concurrence de mille dollars, être effectué lors du décès de l'assuré, et le reliquat s'il en est, ou la part d'icelui à laquelle a droit un bénéficiaire, doit au choix de l'assuré être payable comme rente viagère, ou comme annuité fixe durant une période de cinq, dix, quinze ou vingt ans, ou comme annuité garantie pour cinq, dix, quinze ou vingt ans, et être payable dans la suite la vie durant du bénéficiaire."

3. Que l'article six de la Loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:—

"Si l'assuré est célibataire ou veuf sans enfant, le contrat d'assurance sera au bénéfice de sa future épouse, ou de sa future épouse et ses futurs enfants, et l'assuré peut partager entre eux la somme assurée à son gré; mais, sujet à l'article quatre de la présente Loi, l'assuré peut désigner des bénéficiaires ou bénéficiaires alternatifs, auxquels la somme assurée sera payée s'il meurt célibataire, ou veuf sans enfant. Si l'assuré est encore célibataire lors de sa mort, ou veuf sans enfant, et n'a pas désigné de bénéficiaire ou bénéficiaires alternatifs, la somme, subordonnement aux articles quatre et onze de la présente loi, tombe dans la succession de l'assuré et en fait partie."

4. Que l'article neuf soit amendé comme suit:—

(a) Le paragraphe 1 est amendé par l'addition de ce qui suit:—

"Cependant, l'assuré peut désigner dans telle déclaration, des personnes ou personnes subordonnement à l'article quatre de la présente Loi, auxquelles ces parts seront payées si, lors de sa mort, il est célibataire, ou veuf sans enfant."

(b) Le paragraphe trois est amendé par l'insertion de ce qui suit, à la fin:—

"Ou s'il est célibataire ou veuf sans enfant lors de sa mort, telles autres personnes ou personnes, qu'il pourra désigner, subordonnement à l'article quatre de la présente loi."

(c) Le paragraphe quatre est abrogé et remplacé par ce qui suit:—

"Si l'assuré survit à son épouse et à tous ses enfants, la somme assurée, subordonnement à l'article quatre de la présente Loi, sera payable à tels bénéficiaire ou bénéfi-

ciaires qu'il désignera. S'il ne désigne pas d'autre bénéficiaire, la somme assurée tombera, subordonnément à l'article quatre de la présente Loi, dans sa succession et en fera partie."

5. Que l'article soit amendé par l'insertion, après le mot "pensions," dans la deuxième ligne, les mots: "ou les lois des pensions du Royaume-Uni ou de tout autre domaine de Sa Majesté, ou des Puissances alliées ou associées de Sa Majesté dans la Grande Guerre;" et par l'addition de la phrase suivante:—

"Pourvu toutefois que le présent article ne s'appliquera pas quand le bénéficiaire de l'assurance est l'épouse de l'assuré, et qu'une pension est accordée en vertu de la Loi des pensions à quelque autre personne ou personnes nommées dans l'article quatre de la présente loi."

6. La législation proposée et basée sur les présentes résolutions prendra effet le premier jour de juillet, mil neuf cent vingt et un, et sera rétroactive jusqu'au premier jour de septembre mil neuf cent vingt.

Le *Premier Ministre*—Lundi prochain—La Chambre en comité sur les résolutions suivantes:—

Résolu.—Qu'il est expédient d'amender la Loi des Pensions, chapitre quarante-trois des statuts de 1919, comme il est pourvu au Bill rapporté par le comité spécial sur les Pensions, assurance et réadaptation civile des soldats, lequel décrète:—

1. Que l'article onze de la Loi des Pensions, édictée par le chapitre soixante-deux des statuts de 1920, soit amendé par l'addition, à la fin, des mots suivants, "comme tels."

2. Que l'article douze de ladite Loi amendée par ledit chapitre soixante-deux soit amendé par l'addition des mots suivants: "avant l'entrée en vigueur de la Loi des Pensions."

3. Que le paragraphe six de l'article trente-quatre de ladite Loi, telle qu'édictée par le chapitre soixante-deux susdit, soit amendé en enlevant les mots: "fils" aux deuxième et cinquième lignes, et en lui substituant les mots "enfants" et "enfant".

4. Que le paragraphe sept de l'article trente-quatre de ladite Loi telle qu'édictée par ledit chapitre soixante-deux, soit amendé par l'addition des mots suivants:—"Ce revenu étant censé comprendre les contributions des enfants demeurant avec leur mère, ou loin d'elle, que ces contributions aient réellement été faites ou sont par le commissaire censées être faites."

5. Que l'article trente-neuf de ladite loi soit abrogé.

6. Que ladite Loi soit amendée par l'addition de l'article suivant, immédiatement après l'article quarante-sept B, tel qu'édicté par ledit chapitre soixante-deux.

"47C. Les pensions qui sont actuellement payés aux membres ou relativement aux membres des forces canadiennes navales, militaires ou d'aviation, qui ont été tués, sont morts ou ont été invalidés en activité, pendant l'exercice ou l'entraînement, ou en d'autre service militaire avant la déclaration de la grande guerre, seront pendant la résidence continue au Canada des bénéficiaires de ces pensions, dorénavant augmentées aux tarifs indiqués dans les tableaux A et B de la présente Loi."

7. Que les Tableaux A et B de ladite Loi, soient abrogés et remplacés par les Tableaux A et B des présentes résolutions.

8. Que tous les cas affectés par la présente loi seront révisés et les paiements futurs seront faits selon les tarifs, et conformément aux dispositions indiqué ici. Cependant, lorsque le décès, l'invalidité ou l'infirmité se sont produits avant l'entrée en vigueur de la présente Loi, les dispositions d'icelle ne s'appliqueront pas pour enlever à un requérant de pension, les droits qu'il avait en vertu de la Loi des Pensions.

9. Que la législation basée sur les récentes résolutions entrera en vigueur le 1er septembre 1921.

ANNEXE

TARIF DES PENSIONS

POURCENTAGE DES INVALIDITÉS—CLASSES

Grade ou rang des membres des forces	Taux par année	1re	2e classe	3e classe	4e classe	5e classe	6e classe	7e classe	8e classe
		classe Total 100%	99%-95%	94%-90%	89%-85%	84%-80%	79%-75%	74%-70%	69%-65%
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Tous rangs au-dessous de second maître (marine): simple soldat (armée).	Pension.....	600 00	570 00	540 00	510 00	480 00	450 00	420 00	390 00
Premier maître et second maître (marine): serg.- major et serg. fourrier d'escouade, de batte- rie ou de compagnie (armée) sergent, y pris 1er sergent et ser- gent du drapeau (ar- mée).....	Boni.....	300 00	285 00	270 00	255 00	240 00	225 00	210 00	195 00
Cadet et aspirant mari- ne): maître canonier non s.-off. breveté (ar- mée): serg.-major régi- mentaire non s.-off. breveté (armée): serg.- fourrier régimentaire (armée).....	Pension.....	637 50	605 63	573 75	541 88	510 00	478 13	446 25	414 38
Maître entretenu de 2e classe et maître entre- tenu de 1re classe (ma- rine): sous-off. breveté (armée).....	Boni.....	262 50	249 37	236 25	223 12	210 00	196 87	183 75	170 62
Enseigne (marine): lieu- tenant (armée).....	Pensioa.....	850 00	807 50	765 00	722 50	680 00	637 50	595 00	552 50
Lieutenant (marine): capi- taine (armée).....	Boni.....	50 00	47 50	45 00	42 50	40 00	37 50	35 00	32 50
Lieutenant - comman- dant (marine): major (armée).....	.....	900 00	855 00	810 00	765 00	720 00	675 00	630 00	585 00
Commandant et capi- taine, de moins de trois ans d'ancienneté (ma- rine): lieutenant-colo- nel (armée).....	Pension.....	1,000 00	950 00	900 00	850 00	800 00	750 00	700 00	650 00
Capitaine (marine): col- onel (armée).....	"	1,260 00	1,197 00	1,134 00	1,071 00	1,008 00	945 00	882 00	819 00
Commodore et grades supérieurs (marine): général de brigade et grades supérieurs (ar- mée).....	"	1,560 00	1,482 00	1,404 00	1,326 00	1,248 00	1,170 00	1,092 00	1,014 00
Grades ci-dessus.....	"	1,890 00	1,795 50	1,701 00	1,606 50	1,512 00	1,417 50	1,323 00	1,228 50
Supplément de pension aux membres mariés des forces.....	"	2,700 00	2,565 00	2,430 00	2,295 00	2,160 00	2,025 00	1,890 00	1,755 00
Supplément de pension aux enfants pour grades ci-dessus.....	Supplément de pension aux membres mariés des forces.....	300 00	285 00	270 00	255 00	240 00	225 00	210 00	195 00
Premier enfant.....	Premier enfant.....	180 00	171 00	162 00	153 00	144 00	135 00	126 00	117 00
Deuxième enfant.....	Deuxième enfant.....	144 00	138 00	132 00	126 00	120 00	114 00	108 00	102 00
Enfant subséquent.....	Enfant subséquent.....	120 00	114 00	108 00	102 00	96 00	90 00	84 00	78 00

Les bonis énoncés dans la présente Annexe doivent être payés durant l'année commençant le premier jour de septembre 1920.

Les membres des forces qui sont au moment de leur retraite ou licenciement, ou qui dans la suite peuvent devenir indiqués dans cette annexe. Le montant de tel paiement final dans les cas d'invalidité, entre cinq et neuf pour cent, sera six cents dollars et sera déterminé selon le degré d'invalidité et sa durée probable. Les membres de la force ayant contracté une invalidité permanente entre cinq et neuf pour cent, recevront trois cents dollars des forces intéressés ne s'aggrave, et alors la pension sera fixée pour la période antérieure conformément à la gravité de l'invalidité d'un versement définitif, le consentement de son épouse doit être obtenu. Tous versements d'une pension versement définitif.

A

POUR INVALIDITÉS.

ET MONTANT ANNUEL DES PENSIONS.

9e classe	10e classe	11e classe	12e classe	13e classe	14e classe	15e classe	16e classe	17e classe	18e classe	19e classe	20e classe
64%-60%	59%-55%	54%-50%	49%-45%	44%-40%	39%-35%	34%-30%	29%-25%	24%-20%	19%-15%	14%-10%	9%-5%
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
360 00	330 00	300 00	270 00	240 00	210 00	180 00	150 00	120 00	90 00	60 00	30 00
180 00	165 00	150 00	135 00	120 00	105 00	90 00	75 00	60 00	45 00	30 00	15 00
382 50	350 63	318 75	286 88	255 00	233 13	191 25	159 38	127 50	95 63	63 75	31 88
157 50	144 37	131 25	118 12	105 00	91 87	78 75	65 62	52 50	39 37	26 25	13 12
465 00	426 25	387 50	348 75	310 00	271 25	232 50	193 75	155 00	116 25	77 50	38 75
75 00	68 75	62 50	56 25	50 00	43 75	37 50	31 25	25 00	18 75	12 50	6 25
510 00	467 50	425 00	382 50	340 00	297 50	255 00	212 50	170 00	127 50	85 00	42 50
30 00	27 50	25 00	22 50	20 00	17 50	15 00	12 50	10 00	7 50	5 00	2 50
540 00	495 00	450 00	405 00	360 00	315 00	270 00	225 00	180 00	135 00	90 00	45 00
600 00	550 00	500 00	450 00	400 00	350 00	300 00	250 00	200 00	150 00	100 00	50 00
756 00	693 00	630 00	567 00	504 00	441 00	378 00	315 00	252 00	189 00	126 00	63 00
936 00	858 00	780 00	702 00	624 00	546 00	468 00	390 00	312 00	234 00	156 00	78 00
1,134 00	1,039 50	945 00	850 50	756 00	661 50	567 00	472 50	378 00	283 50	189 00	94 50
1,620 00	1,485 00	1,350 00	1,215 00	1,080 00	945 00	810 00	675 00	540 00	405 00	270 00	135 00
180 00	165 00	150 00	135 00	120 00	105 00	90 00	75 00	60 00	45 00	30 00	15 00
108 00	99 00	90 00	81 00	72 00	63 00	54 00	45 00	36 00	27 00	18 00	9 00
96 00	90 00	84 00	78 00	72 00	63 00	54 00	45 00	36 00	27 00	18 00	9 00
72 00	66 00	60 00	54 00	48 00	42 00	36 00	30 00	24 00	18 00	12 00	6 00

Les membres des forces ayant contracté une invalidité permanente représentant moins de cinq pour cent ont droit à un paiement définitif n'excédant pas \$100.

invalides à un degré entre cinq ou quatorze pour cent, peuvent choisir d'accepter un paiement final au lieu de la pension ne devra pas dépasser trois cent dollars, et dans les cas d'invalidité entre dix et quatorze pour cent ne devra pas dépasser contracté une invalidité permanente représentant entre dix et quatorze pour cent, recevront six cents dollars. Les lars. Si l'on a choisi d'accepter le versement définitif, ce choix est final à moins que le degré d'invalidité du membre de l'invalidité, et la somme payée comme versement final sera déduite. Si un pensionnaire marié désire choisir l'accords après le temps où une adjudication de quatorze pour cent ou moins aura été faite, seront déduits de la somme du

ANNEXE B.

TARIF DES PENSIONS POUR DÉCÈS.

Grade ou rang du membre des forces.	Taux par année.		
	Veuve ou parents à charge.	Enfant ou frère ou soeur à charge.	Enfant orphelin ou frère orphelin ou soeur orpheline.
	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Tous rangs au-dessous de second maître (marine): simples soldats (armée)....	* 480 00		
Boni	* 96 00	En dehors	du Canada.
"	240 00	En	Canada.
Premier maître et second maître (marine): serg.-major et serg. fourrier d'escouade, de batterie ou de compagnie (armée): serg., y compris 1er sergent et sergent du drapeau (armée).....	* 510 00		
Boni	* 66 00	En dehors	du Canada.
"	210 00	En	Canada.
Cadet et aspirant (marine): maître canonier non s.-off. breveté (armée): serg.-major régimentaire non s.-off. breveté (armée): sergent-fourrier régimentaire (armée).....	* 620 00		
Boni	100 00	En	Canada.
Maître entretenu de 2e classe et maître entretenu de 1re classe (marine): sous-officier breveté (armée).....	* 680 00		
Boni	40 00	En	Canada.
Enseigne (marine): lieutenant (armée).....	* 720 00		
Lieutenant (marine): capitaine (armée).....	* 800 00		
Lieutenant-commandant (marine): major (armée).....	* 1,008 00		
Commandant et capitaine, de moins de trois ans d'ancienneté (marine): lieutenant-colonel (armée).....	* 1,248 00		
Capitaine (marine): colonel (armée).....	* 1,512 00		
Commodore et grades supérieurs (marine): général de brigade et grades supérieurs (armée).....	* 2,160 00		
Supplément de pension aux enfants ou frères ou soeurs à charge pour grades ci-dessus.....	Premier....	* 180 00	* 360 00
	Deuxième...	* 144 00	* 288 00
	Subséquent	* 120 00	* 240 00

*Les pensions concédées aux parents ou frères et soeurs peuvent être moindres que ces montants en conformité des dispositions de la présente loi.

Les bonis énoncés dans la présente Annexe doivent être payés durant l'année commençant le premier jour de septembre 1920.

No 74.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU LUNDI, 30 MAI 1921.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le vingt-neuvième rapport de l'examineur des pétitions pour bills privés, lequel est comme suit:—

Conformément à l'article 96, paragraphe 2, l'examineur des pétitions pour bills privés a l'honneur de présenter son vingt-neuvième rapport comme suit:—

Votre examineur a dûment examiné la pétition suivante pour bill privé et a constaté que les prescriptions de la règle 91 ont été suivies:—

De Susan Lee Johnston Bell, pour une loi de divorce d'avec Henry Harrison Bell, son époux.

M. Sexsmith, du comité spécial nommé pour connaître de la représentation proportionnelle, du vote simple transférable ou préférentiel, et de l'opportunité d'appliquer l'un ou l'autre système, ou les deux, aux élections à la Chambre des Communes du Canada, soumet ce qui suit comme son premier rapport:—

Votre comité, au cours de son enquête, a tenu plusieurs séances et a entendu des témoins qui ont déposé pour ou contre les méthodes suggérées.

Le comité conclut qu'il n'est pas à l'heure actuelle prêt à recommander l'application de la représentation proportionnelle aux prochaines élections générales, comme mode d'élection des membres de la Chambre des Communes.

Toutefois, le comité a été frappé de plusieurs arguments offerts par les protagonistes du système, et croit qu'il mérite d'être plus à fond étudié par le peuple du Canada. A cette fin, le comité recommande qu'avant d'en arriver à une décision, un plébiscite soit tenu pour s'assurer du désir des électeurs sur l'application des principes de représentation proportionnelle à des circonscriptions où des groupes existent.

Il doit paraître à tous que le système actuel d'élection, dans les circonscriptions d'un seul représentant, répond pleinement aux fins proposées lorsqu'il y a deux candidats seulement en nomination. Certains faits électoraux récents qui se sont produits au pays ont fait comprendre que lorsque trois candidats ou plus se présentent dans une circonscription à représentation simple, le candidat élu peut ne représenter qu'une minorité des électeurs de cette circonscription—ce qui arrive souvent.

Le comité croit que dans les circonscriptions où plus de deux candidats se présentent, l'adoption du vote alternatif offre une solution, en tant que par ce moyen le candidat élu en définitive représente la majorité des électeurs.

Le système du vote alternatif ne s'applique qu'aux circonscriptions où plus de deux candidats se présentent. Le travail de l'électeur est simple. Au lieu de faire une croix devant le nom du candidat qu'il veut élire, il a le privilège d'indiquer les chiffres 1 ou 2 après le nom de son premier et second choix. Si le comptage des bulletins démontre qu'une majorité des électeurs ont écrit le chiffre 1 devant le nom d'un des candidats, ce candidat est déclaré élu. Si cependant on découvre qu'aucun des candidats n'a reçu la majorité absolue, on suit alors le système que voici: Le candidat qui a le nombre inférieur de premiers choix est abandonné, et les deuxièmes choix sont transférés au candidat indiqué sur chaque bulletin. Ce moyen d'éliminer le candidat qui a la minorité des voix après chaque comptage se continue jusqu'à ce que deux candidats seulement demeurent sur les rangs, et celui des deux qui réunit le plus grand nombre de voix est élu.

Votre comité est d'avis que ce système représentera mieux l'opinion des électeurs, dans les différentes circonscriptions, que ne le ferait notre système actuel, là où il y a plus de deux candidats.

Votre comité recommande que les minutes de ses transactions présentement sou- mises soient imprimées comme appendice aux Journaux de cette session, et que la règle 74 à ce sujet, soit suspendue.

(Pour procès-verbaux et dépositions voir appendice aux journaux No 7).

M. Armstrong (Lambton) du comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le Bill W5 (No 217) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Calgary and Fernie Railway Company*," et a convenu de le rapporter sans amendement.

M. Steele, du comité des Bills Privés présente le onzième rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Votre comité a pris en considération le bill suivant et a convenu de le rapporter sans amendement, savoir:—

Bill D6 (No 218) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Susan Lee Johnston Bell."

M. Steelé, du comité spécial sur l'approvisionnement futur en combustible au Canada, soumet ce qui suit comme rapport deuxième et final:

La 23 mars, la Chambre adoptait la résolution suivante:

La Chambre est d'avis que le Parlement devrait étudier l'approvisionnement futur du Canada en combustible, et qu'un comité spécial de la Chambre devrait

incessamment être nommé pour s'enquérir de toutes questions en l'espèce, avec pouvoir de faire quérir personnes, documents et archives, d'interroger les témoins sous serment, et de faire rapport de temps à autre.

Votre comité a été en conséquence nommé.

Nous avons tenu 26 séances et interrogé 37 témoins.

Au nombre des sujets traités en cours d'enquête, se trouvent les suivants :

Les ressources en combustible du Canada, selon les provinces ;

La production et la distribution du charbon au Canada ;

L'importation et la distribution du charbon des Etats-Unis ;

Combustible industriel et domestique ;

Succédanés du charbon, surtout en ce qui concerne l'hydraulique, l'électricité, la tourbe, le coke, le gaz, les schistes pétrolifères et la carbonisation des lignites.

Le comité a entendu des représentants des gouvernements de l'Alberta, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse.

Les unions ouvrières de la Nouvelle-Ecosse ont envoyé quatre représentants, qui ont de beaucoup augmenté la preuve soumise au comité. L'approvisionnement du combustible en Ontario a été traité par l'ex-contrôleur du combustible de la province, les représentants de l'association des détaillants de charbon, et un représentant d'une des plus fortes maisons de distribution de la province.

Nous avons constaté qu'avec leurs énormes réserves houillères, les provinces maritimes, de la Colombie-Anglaise et de l'Alberta ne souffrent pas du tout de la rareté ; La Saskatchewan et le Manitoba utilisent de plus en plus la houille des mines albertanes, et exploitent aussi par la mine et le briquetage leurs propres ressources, immenses, de combustible. Vu l'absence des transports nécessaires sur le Saint-Laurent pendant la guerre, Québec, qui en 1915 recevait 2,048,222 tonnes de la Nouvelle-Ecosse, n'a acheté que 386,022 tonnes en 1920, de cette province, le reste de son approvisionnement venant des Etats-Unis. L'Ontario est malheureusement à l'heure actuelle absolument à la merci des Etats-Unis pour son approvisionnement de houille, et se trouve en posture telle, qu'une grève prolongée dans les mines des Etats-Unis, ou l'enlèvement d'une situation qui empêcherait l'exportation du charbon américain, enlèverait à la province sa source ordinaire d'approvisionnement. Dans une conjuncture semblable, la production actuelle du charbon au Canada est absolument insuffisante aux besoins du peuple d'Ontario, même si le transport de ce charbon était praticable.

Le temps dont le comité a disposé ne lui a pas permis d'étudier à fond toutes les phases du problème intéressant de l'approvisionnement futur en combustible du Canada, mais nous avons recueilli assez de témoignages pour nous autoriser, à notre sens, à faire les recommandations suivantes à la Chambre :

1. L'importance primordiale de l'approvisionnement en combustible, dans un pays quelconque, n'admet aucune discussion ; mais au Canada, avec un climat rigoureux, le combustible est l'une des choses essentielles de la vie. Ceci posé, le comité est d'avis que, vu les difficultés que notre population a éprouvées ces années dernières à se procurer l'approvisionnement nécessaire en charbon, et vu la perspective possible et même probable du renouvellement d'une situation analogue à certaines époques futures, il est très désirable qu'un fonctionnaire du gouvernement soit nommé pour surveiller de près la situation du combustible au Canada. Ce fonctionnaire, en tant que l'autorité fédérale le permet, devra avoir assez de pouvoirs pour parer à toute éventualité d'urgence qui pourra se présenter, afin que nos populations ne soient pas exposées à des souffrances inutiles en conséquence d'un approvisionnement insuffisant de combustible pour les fins industrielles ou domestiques. Il devra pouvoir connaître

de toutes les phases de la situation du combustible, et de choisir les experts qu'il pourra juger utile de s'adjoindre pour accomplir les fonctions dont il sera chargé.

2. Que notre hydraulique devrait être développée dans les proportions les plus larges possible, afin d'approvisionner les industries d'énergie hydro-électrique.

3. L'électrification des chemins de fer, dans les districts qui ne peuvent pas économiquement être desservis par le charbon canadien, pourra résoudre les difficultés du combustible localement; ceci mérite l'attention des réseaux intéressés.

4. Le transport de la houille par eau est un facteur important quant au prix de consommation; en conséquence, on devra faire tout ce qui peut être fait pour diminuer le coût du transport aquatique.

5. On devrait encourager le public à utiliser la houille domestique, le coke, la tourbe et les briquettes, lorsqu'elles sont à portée, au lieu de l'anthracite importé.

6. Que tous les consommateurs, surtout les consommateurs domestiques, devraient être encouragés à acheter leur charbon de bonne heure l'été, lorsque les moyens de transport sont à leur apogée de service distributeur; et qu'on demande aux compagnies de transport d'aider à atteindre ce but en accordant une diminution sensible des tarifs de fret dans ces périodes.

7. Que les exploiters houillers soient encouragés à extraire et à emmagasiner en certains points utiles de Québec, d'Ontario et du Manitoba de grandes quantités de houille, en vue de la production du coke comme combustible domestique et comme succédané de l'anthracite importé, et aussi pour la production des sous-produits de houille.

8. Qu'une campagne de publicité soit maintenue afin d'instruire le public canadien de la nécessité d'utiliser le charbon du Canada quand c'est possible, et pour le renseigner sur le meilleur moyen d'utiliser les divers combustibles aux fins domestiques et industrielles; qu'en raison de ce qui précède, il y ait la plus grande efficacité industrielle possible, et qu'il en résulte une demande accrue de nos produits nationaux.

Votre comité a partiellement étudié certaines questions; à son avis, elles exigent une recherche plus approfondie. Entre autres, citons:

Classement et inspection du charbon à la mine;

Emmagasinage, en grande quantité dans les villes, du charbon qui peut être livré dans la saison où le fret de nos chemins de fer est le moins lourd;

Usage économique du combustible tant dans les maisons que dans l'industrie, pour obtenir la plus grande efficacité possible.

Ces questions peuvent être plus à fond étudiées par le fonctionnaire dont il est parlé ci-dessus.

L'approvisionnement futur en combustible au Canada est un gros problème national, qui demande, comme tel, une solution nationale.

Votre comité soumet ci-contre, pour l'information de la Chambre, copie de la preuve qu'il a reçue.

Il recommande de plus que cette preuve prise au jour le jour pendant la session actuelle, par le comité spécial nommé pour connaître l'approvisionnement futur en combustible du Canada, soit indexée et publiée sous forme de plaquette, au tirage de mille exemplaires, et que la règle 74 à cet effet, soit suspendue; de plus, il recommande que la distribution de ces exemplaires soit confiée au secrétaire du comité, qui par les présentes reçoit ordre de les expédier aux institutions d'enseignement, bibliothèques publiques, chambres de commerce, Boards of Trade et tels autres corps publics qui pourront les désirer.

(Pour procès verbaux et dépositions accompagnant ce rapport voir Appendice du Journal No 16).

M. Morphy du comité des Comptes Publics présente le second rapport de ce comité, lequel est comme suit:—

Ayant examiné des témoins sous serment, concernant les paiements suivants:—

Un paiement de \$334.50 pour la Commission du service civil, à E. O. Griffenhagen; aussi tous les item inclus dans le paiement total de \$95,270.40 à la page 12.

Un paiement de \$180,259.38 à A. J. Andrews, H. Andrews, J. M. Burbridge, J. D. Coyne, S. L. Goldstine, J. Pitblade, W. W. Richardson, P. Sweatman, E. K. Williams, etc., relativement à la grève de Winnipeg, pour poursuites, tel qu'indiqué à la page ZZ-13.

Un paiement de \$137,404.74 à *Tuckett Limited*, Hamilton, pour tabacs cigarettes fournis aux forces qui ont été expédiées en Sibérie, tel qu'indiqué à la page ZZ-37.

Un paiement de \$37,202.09, à la compagnie électrique de la Colombie-Britannique, pour billets de tramway, tel qu'indiqué à la page ZZ-254.

Un paiement de \$4,722.06, à M. S. Lecky, tel qu'indiqué à la page ZZ-167.

Un paiement de \$25,000, à J. A. Huot, pour achat de droit de brevet pour pièces de carabines automatiques; décret du conseil, 29 septembre, 1919, ZZ-30 du rapport de l'auditeur général pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Votre comité soumet en même temps pour l'information de la Chambre, la preuve qui a été faite au sujet de cesdits paiements.

(Pour minutes des procédures, voir Appendice aux Journaux, No 7).

Sur motion de M. Armstrong (Lambton),—Ordonné que vu qu'il appert dans les minutes du Sénat du 25 mai dernier, que le comité des Chemins de fer, Télégraphes et Havres a rapporté que le préambule du Bill (No 38), Loi constituant en corporation la Compagnie de Téléphone Québec Union Electric (*The Quebec Union Electric Telephone Company*) n'a pas été prouvé à sa satisfaction, les frais versés sur ledit bill à la Chambre soient remboursés moins les frais d'impression et de traduction.

M. Ethier, de son siège en Chambre ayant demandé l'autorisation de proposer l'ajournement de la Chambre afin de discuter une question d'urgence publique importante, et ayant déclaré que son sujet était: "La suspension de l'article 326, paragraphes (a) et (b) de la Loi concernant l'inspection et la vente, relativement à la dimension des boîtes manufacturées et mises en vente en Canada, et pour la mise en boîte des baies pour la vente en Canada."

M. l'Orateur.—La question de déterminer si ce sujet rentre dans les prévisions de la règle 39, est sujette à discussion, mais sans rendre une décision immédiate, je dirai à l'honorable député que je ne puis prendre en considération sa motion aujourd'hui, pour cette raison, que tout probablement la Chambre va se former en comité des Subsidés, et cette motion étant discutable, l'honorable député aura alors le loisir de présenter son sujet à la Chambre. Il n'est donc pas dans l'ordre que cette motion soit présentée en ce moment. Dans l'intervalle, je vais étudier les mérites de la motion, et si l'honorable député se trouve dans les limites des prescriptions de la règle 39, relativement à une motion de ce genre, et s'il n'est pas fait de motion pour que la Chambre se forme en comité des Subsidés, je déciderai plus tard comment l'honorable député pourra procéder.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse Lemoigne de Martigny;"

M. Stein propose,—Que ledit ordre soit rescindé et le bill renvoyé de nouveau au comité des Bills Privés, avec la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorces

au Sénat, avec instruction, que ledit comité ait le pouvoir d'entendre des preuves additionnelles quant aux faits qui ont été déclarés dans le préambule.

Et la question étant pasée sur ladite motion, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR:

Messieurs

Baldwin,	Doherty,	McIsaac,	Spinney,
Ball,	Duff,	Manion,	Stein,
Blake,	Ethier,	Marcile (Bagot),	Stewart
Boivin,	Gauvreau,	Mowat,	(Hamilton),
Cahill,	Glass,	Murphy,	Tobin,
Calder,	King,	Pacaud,	Trahan,
Chisholm,	Lang,	Papineau,	Lurgeon,
Cowan,	Lapointe,	Savard,	Vien,
Crerar,	Léger,	Scott,	Whidden,
Cronyn,	Lemieux,	Sinclair (Antigonish-	Wilson
Davidson,	MacKelvie,	et-Guysborough),	(Saskatoon)—46.
Déchène,	Mackie (Edmonton),	Sinclair (Queen,	
Denis,	McCurdy,	I. du P.-E.),	

CONTRE:

Messieurs

Andrews,	Currie,	Johnston,	Ross,
Argue,	Davis,	Knox,	Sexsmith,
Armstrong	Douglas	Lalor,	Sheard,
(Lambton),	(Strathcona),	Maclean	Simpson,
Arthurs,	Douglas (Cap-	(Halifax),	Stacey,
Best,	Breton-S.-et-	Maclean (York),	Stevens,
Blair,	Richmond),	MacNutt,	Thompson
Boyce,	Edwards,	McGibbon	(Weyburn),
Boys,	Fraser,	(Muskoka),	Thompson
Buchanan,	Gould,	McGregor,	(Hastings),
Charlton,	Griesbach,	McIntosh,	Tolmie,
Clark (Bruce),	Guthrie,	McKenzie,	Tremain,
Clark (Red Deer),	Harrison,	Meighen,	Tweedie,
Clements,	Hay,	Morphy,	Wigmore,
Cooper,	Henders,	Myers,	Wilson
Crowe,	Hepburn,	Redman,	(Wentworth)—58.
Cruise,	Hocken,	Reid (Mackenzie),	

Ledit bill est en conséquence, délibéré de nouveau en comité général, et sur rapport de nouveau progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sur motion de Sir George Foster, pour Sir Henry Drayton.—Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération les résolutions suivantes:—

Qu'il est expédient d'amender la Loi des Assurances, 1917, et de décréter:—

1. Que l'article huit soit révoqué et remplacé par une disposition que la patente autorisant une compagnie à faire affaires autorisera la transaction de telles catégories d'assurance que le ministre jugera opportunes; mais sujette au renouvellement des patentes accordées antérieurement, une compagnie qui recevra une patente d'assurance-vie combinée avec une autre catégorie d'assurance, devra garder des fonds séparés et distincts;

2. Que toute compagnie canadienne d'assurance-vie, et toute autre compagnie d'assurance-vie patentée en vertu de la Loi, et que ses lettres patentes autorisant, pourra donner des polices de vie comprenant aussi l'assurance contre l'invalidité provenant d'accident ou de maladie, mais qu'une disposition soit faite pour limiter la somme de cette assurance d'invalidité.

3. Que l'article neuf de ladite Loi, relatif à l'autorisation lorsque les lettres patentes d'une compagnie permettent un nombre excédent ou une variété de classes, et l'article dix, touchant les excédents de dépôt, soient révoqués.

4. Que l'article treize soit révoqué et remplacé par une disposition qu'un contrat d'assurance-vie ne sera pas combiné dans la même police avec un contrat d'assurance pour une autre classe.

5. Que dans tout état annuel que les articles 30, 31 et 32 de la Loi susdite, les bons, débentures, stocks et autres valeurs entreront en ligne de compte selon la valeur du marché qui leur est applicable à la date de cet état; mais qu'on pourvoit à la dépression temporaire du cours du marché en raison d'un dérangement grave des marchés des valeurs.

6. Que l'article 60 soit amendé de façon à décréter qu'aucune compagnie d'assurance-vie ne pourra faire de prêt de ses fonds à un de ses directeurs ou officiers, ou agent ou autre employé dont les appointements dépassent cinq mille piastres par année, ou à un membre de la famille de ce directeur, officier, agent ou employé.

7. Que l'article 77, touchant l'extension de la patente par l'autorité de la Trésorerie, soit amendé par une disposition plus complète quant aux fonds séparés et distincts à garder du chef des catégories d'assurance, et la liquidation ou la cession d'icelles conformément à ladite Loi ou à la Loi des Cessions.

8. Qu'une disposition soit établie pour que le surintendant approuve les agents ou courtiers avant qu'un commission ou rémunération leur soit payée pour la sollicitation ou l'obtention de demandes ou propositions d'assurance, ou pour l'encaissement de primes des porteurs de police, et que le surintendant donne avis écrit de sa désapprobation à la compagnie intéressée après enquête par un Bureau d'enquête—avec droit d'appel près la Trésorerie, de la désapprobation du surintendant.

9. Que le paragraphe deux de l'article 129, touchant les rapports annuels d'assurance dans les compagnies non patentées d'assurance contre le feu, soit amendé, en ajoutant une disposition que dans le cas d'une assurance contre le feu, sur une propriété située au Canada, dans une compagnie non patentée, quiconque effectue semblable assurance paiera au ministre des Finances, pour le Fonds de revenu consolidé une somme égale à quinze pour cent du coût net total de l'assurance ainsi effectuée, mais d'au plus, dans tous les cas, quinze cents par chaque cent piastres d'assurance pour une année, ou une somme proportionnée pour toute période plus longue ou plus brève.

Sur motion de Sir George Foster, pour M. Calder,—Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération les résolutions suivantes:—

Qu'il est expédient d'amender les dispositions du Bill No 107, intitulé: "Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public," en décrétant:

1. Que les mots suivants soient ajoutés, après les mots "par intermittence," à la fin de l'alinéa (b), que l'article deux dudit Bill se propose d'édieter:

"Et tout fonctionnaire, commis ou employé dudit service, qui a été continûment employé d'année en année pendant une période d'au moins huit mois dans chaque

année, ou qui, ayant été continûment employé, reçoit un salaire ou des appointements au jour, à la semaine ou au mois, mais ne comprend pas une personne, qui, étant employée dans le service public ne donne pas tout son temps au service.”

2. Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article deux dudit Bill.

“(2) Si la Commission du service civil est d'avis que les dispositions de la Loi doivent s'appliquer à un fonctionnaire, commis ou employé non compris dans l'alinéa (b) du paragraphe un du présent article, elle fera rapport de cet avis au Gouverneur en conseil, en expliquant les circonstances et les raisons afférentes, et si le Gouverneur en conseil approuve ce rapport, le fonctionnaire, commis ou employé pourra être mis à la retraite sous l'empire de la présente Loi.”

3. Que le paragraphe suivant soit inséré dans ledit Bill immédiatement après le paragraphe deux de l'article trois dudit Bill:

(2a) Ledit article trois est amendé par l'addition du paragraphe suivant:—

“(6) S'il y a relativement à la nomination à l'emploi, à la durée du service, aux appointements, rémunération ou allocations d'un fonctionnaire, ou employé qui doit être mis à la retraite sous l'empire de la présente loi, des circonstances extraordinaires que la Commission croit devoir prendre en considération pour déterminer la gratification ou annuité de ce fonctionnaire ou employé, la Commission en fait rapport au Gouverneur en conseil, en indiquant jusqu'à quel point, s'il en est, ces circonstances extraordinaires doivent être prises en considération pour fixer la gratification ou l'annuité du fonctionnaire ou employé à mettre à la retraite; et sur approbation de ce rapport, la gratification ou l'annuité en question est en conséquence fixée.”

Sur motion de Sir George Foster, pour M. Meighen,—Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération la résolution suivante:—

Que les dispositions du Bill 122, “Loi modifiant la Loi du service civil, 1918,” soit amendé par l'addition des dispositions du Bill que le comité spécial des pensions, assurances et réadaptation civile des soldats a rapporté à la Chambre, lesquelles décrètent que ce qui suit soit édicté comme article trente-neuf de la Loi du service civil, 1918:

“39. (1) Immédiatement après chaque examen une liste des candidats heureux, dans le cas d'un examen de concours, et des candidats heureux par ordre de mérite dans les autres examens, sera préparée et publiée dans la *Gazette du Canada*.

“(2) La Commission du service civil préparera et maintiendra une liste spéciale de personnes pensionnées pour services de guerre de dix neuf cent quatorze à dix neuf cent dix-huit, qui

“(i) ont perdu par des causes attribuables à ce service l'aptitude à la fatigue physique au point de les rendre impropres à remplir efficacement les fonctions qu'elles exerçaient avant la guerre,

“(ii) n'ont pas été réadaptées avec succès dans une autre profession, et

“(iii) désirent figurer sur cette liste.

La Commission recueillera autant qu'il lui sera possible de le faire d'après les dossiers utilisables, des renseignements complets sur les personnes inscrites à cette liste, y compris l'âge, l'instruction, l'état mental et physique, les ressources et les charges.

Dans tout examen pour l'admission dans le service public, les personnes inscrites que l'on trouve posséder les qualités nécessaires seront placées dans l'ordre de mérite du tableau des candidats heureux, au-dessus de tous les autres candidats.

“(3) Dans tout examen pour l'admission dans le service public, toutes les personnes autres que celles indiquées dans le paragraphe deux du présent article, et qui ont fait de l'active dans les troupes de terre, ou sur la haute mer à bord d'un navire

de guerre des forces navales de Sa Majesté, ou d'un allié de Sa Majesté au cours de la guerre de dix-neuf cent quatorze à dix-neuf cent dix-huit, et qui ont quitté le service avec un carnet honorable, ou qui ont reçu un congé honorable; ou lorsque des particuliers qui ont fait du service comme susdit sont morts par suite de ce service, leurs veuves qui dans un cas ou dans l'autre obtiendront assez de points pour subir avec succès l'examen, seront placées, quels que soient les points obtenus, dans l'ordre de mérite de la liste des candidats heureux immédiatement après les candidats qui sont inscrits sur la liste spéciale mentionnée au paragraphe deux du présent article, et au-dessus de tous les autres candidats.

“(4) Les dispositions d'un statut ou règlement quelconque établissant une limite d'âge et des aptitudes physiques relativement à l'admission dans le service civil ne s'appliqueront pas aux personnes du service militaire ou du service naval indiquées aux paragraphes deux et trois du présent article.

Sir George Foster propose, pour Sir Henry Drayton,—Que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération les résolutions suivantes:—

Résolu,—Qu'il est expédient d'amender la Loi de l'Assurance des soldats de retour, chapitre cinquante-quatre des statuts de 1920, comme il est pourvu au Bill rapporté par le comité spécial sur les pensions, assurances et réadaptation civile des soldats, décrète:—

1. Que le paragraphe un de l'article trois de ladite loi soit amendé par l'enlèvement des mots “ayant son domicile et sa résidence au Canada,” dans la deuxième ligne, et les mots “ayant son domicile et sa résidence” dans la troisième ligne.

2. Que le paragraphe deux de l'article trois soit abrogé et remplacé par le suivant:—

“Le dit versement doit, jusqu'à concurrence de mille dollars, être effectué lors du décès de l'assuré et le reliquat s'il en est, ou la partie d'icelui à laquelle a droit un bénéficiaire, doit au choix de l'assuré être payable comme rente viagère, ou comme annuité fixe durant une période de cinq, dix, quinze ou vingt ans, ou comme annuité garantie pour cinq, dix, quinze ou vingt ans, et être payable dans la suite la vie durant du bénéficiaire.”

3. Que l'article six de la Loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:—

“Si l'assuré est célibataire ou veuf sans enfant, le contrat d'assurance sera au bénéfice de sa future épouse, ou de sa future épouse et ses futurs enfants, et l'assuré peut partager entre eux la somme assurée à son gré; mais, sujet à l'article quatre de la présente Loi, l'assuré peut désigner des bénéficiaires ou bénéficiaires alternatifs, auxquels la somme assurée sera payée s'il meurt célibataire, ou veuf sans enfant. Si l'assuré est encore célibataire lors de sa mort, ou veuf sans enfant, et n'a pas désigné de bénéficiaire ou bénéficiaires alternatifs, la somme, subordonnément aux articles quatre et onze de la présente loi, tombe dans la succession de l'assuré et en fait partie.”

4. Que l'article neuf soit amendé comme suit:—

(a) Le paragraphe 1 est amendé par l'addition de ce qui suit:—

“Cependant, l'assuré peut désigner dans telle déclaration, des personnes ou personnes subordonnément à l'article quatre de la présente Loi, auxquelles ces parts seront payées si, lors de sa mort, il est célibataire, ou veuf sans enfant.”

(b) Le paragraphe trois est amendé par l'insertion de ce qui suit, à la fin:—

“Ou s'il est célibataire ou veuf sans enfant lors de sa mort, telles autres personnes ou personnes, qu'il pourra désigner, subordonnément à l'article quatre de la présente loi.”

(c) Le paragraphe quatre est abrogé et remplacé par ce qui suit:—

“Si l'assuré survit à son épouse et à tous ses enfants, la somme assurée, subordonnement à l'article quatre de la présente Loi, sera payable à tels bénéficiaire ou bénéficiaires qu'il désignera. S'il ne désigne pas d'autre bénéficiaire, la somme assurée tombera, subordonnement à l'article quatre de la présente Loi, dans sa succession et en fera partie.”

5. Que l'article soit amendé par l'insertion, après le mot “pensions,” dans la deuxième ligne, les mots: “ou les lois des pensions du Royaume-Uni ou de tout autre domaine de Sa Majesté, ou des Puissances alliées ou associées de Sa Majesté dans la Grande Guerre;” et par l'addition de la phrase suivante:—

“Pourvu toutefois que le présent article ne s'appliquera pas quand le bénéficiaire de l'assurance est l'épouse de l'assuré, et qu'une pension est accordée en vertu de la Loi des pensions à quelque autre personne ou personnes nommées dans l'article quatre de la présente loi.”

6. La législation proposée et basée sur les présentes résolutions prendra effet le premier jour de juillet, mil neuf cent vingt et un, et sera rétroactive jusqu'au premier jour de septembre mil neuf cent vingt.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, informe alors la Chambre que Son Excellence, le Gouverneur général ayant été mis au fait desdites résolutions, les recommande à la Chambre.

Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération lesdites résolutions.

M. Meighen propose,—Que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération les résolutions suivantes:—

Qu'il est expédient d'amender la Loi des Pensions, chapitre quarante-trois des statuts de 1919, comme il est pourvu au Bill rapporté par le comité spécial sur les Pensions, assurance et réadaptation civile des soldats, lequel décrète:—

1. Que l'article onze de la Loi des Pensions, édictée par le chapitre soixante-deux des statuts de 1920, soit amendé par l'addition, à la fin, des mots suivants, “comme tels.”

2. Que l'article douze de ladite Loi amendée par ledit chapitre soixante-deux soit amendé par l'addition des mots suivants: “avant l'entrée en vigueur de la Loi des Pensions.”

3. Que le paragraphe six de l'article trente-quatre de ladite Loi, telle qu'édictée par le chapitre soixante-deux susdit, soit amendé en enlevant les mots: “fils” aux deuxième et cinquième lignes, et en lui substituant les mots “enfants” et “enfant”.

4. Que le paragraphe sept de l'article trente-quatre de ladite Loi telle qu'édictée par ledit chapitre soixante-deux, soit amendé par l'addition des mots suivants:—“Ce revenu étant censé comprendre les contributions des enfants demeurant avec leur mère, ou loin d'elle, que ces contributions aient réellement été faites ou sont par le commissaire censées être faites.”

5. Que l'article trente-neuf de ladite loi soit abrogé.

6. Que ladite Loi soit amendée par l'addition de l'article suivant, immédiatement après l'article quarante-sept B, tel qu'édicté par ledit chapitre soixante-deux.

“47C. Les pensions qui sont actuellement payées aux membres ou relativement aux membres des forces canadiennes navales, militaires ou d'aviation, qui ont été tués, sont morts ou ont été invalidés en activité, pendant l'exercice ou l'entraînement, ou

en d'autre service militaire avant la déclaration de la grande guerre, seront pendant la résidence continue au Canada des bénéficiaires de ces pensions, dorénavant augmentées aux tarifs indiqués dans les tableaux A et B de la présente Loi."

7. Que les Tableaux A et B de ladite Loi, soient abrogés et remplacés par les Tableaux A et B des présentes résolutions.

8. Que tous les cas affectés par la présente loi seront révisés et les paiements futurs seront fait selon les tarifs, et conformément aux dispositions indiquées ici. Cependant, lorsque le décès, l'invalidité ou l'infirmité se sont produits avant l'entrée en vigueur de la présente Loi, les dispositions d'icelle ne s'appliqueront pas pour enlever à un requérant de pension, les droits qu'il avait en vertu de la Loi des Pensions.

9. Que la législation basée sur les récentes résolutions entrera en vigueur le 1er septembre 1921.

ANNEXE

TARIF DES PENSIONS

POURCENTAGE DES INVALIDITÉS—CLASSES

Grade ou rang des membres des forces	Taux par année	1re classe	2e classe	3e classe	4e classe	5e classe	6e classe	7e classe	8e classe
		Total 100%	99%-95%	94%-90%	89%-85%	84%-80%	79%-75%	74%-70%	69%-65%
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Tous rangs au-dessous de second maître (marine) simple soldat (armée).	Pension.....	600 00	570 00	540 00	510 00	480 00	450 00	420 00	390 00
Premier maître et second maître (marine); serg.-major et serg. fourrier d'esouade, de batterie ou de compagnie (armée); sergent, y pris 1er sergent et sergent du drapeau (armée).	Boni.....	300 00	285 00	270 00	255 00	240 00	225 00	210 00	195 00
Cadet et aspirant (marine); maître canonnier non s.-off. breveté (armée); serg.-major régimentaire non s.-off. breveté (armée); serg.-fourrier régimentaire (armée).	Pension.....	637 50	605 63	573 75	541 88	510 00	478 13	446 25	414 38
Maitre entretenu de 2e classe et maitre entretenu de 1re classe (marine); sous-off. breveté (armée).	Boni.....	262 50	249 37	236 25	223 12	210 00	196 87	183 75	170 62
Enseigne (marine); lieutenant (armée).	Pension.....	775 00	736 25	697 50	658 75	620 00	581 25	542 50	503 75
Lieutenant (marine); capitaine (armée).	Boni.....	125 00	118 75	112 50	106 25	100 00	92 75	87 50	81 25
Lieutenant - commandant (marine); major (armée).	Pension.....	850 00	807 50	765 00	722 50	680 00	637 50	595 00	552 50
Commandant et capitaine, de moins de trois ans d'ancienneté (marine); lieutenant-colonel (armée).	Boni.....	50 00	47 50	45 00	42 50	40 00	37 50	35 00	32 50
Capitaine (marine); colonel (armée).	Pension.....	900 00	855 00	810 00	765 00	720 00	675 00	630 00	585 00
Commodore et grades supérieurs (marine); général de brigadé et grades supérieurs (armée).	Boni.....	1,000 00	950 00	900 00	850 00	800 00	750 00	700 00	650 00
Grades ci-dessus.....	"	1,260 00	1,197 00	1,134 00	1,071 00	1,008 00	945 00	882 00	819 00
Supplément de pension aux membres mariés des forces.....	"	1,560 00	1,482 00	1,404 00	1,326 00	1,248 00	1,170 00	1,092 00	1,014 00
Supplément de pension aux enfants pour grades ci-dessus.....	"	1,890 00	1,795 50	1,701 00	1,606 50	1,512 00	1,417 50	1,323 00	1,228 50
Supplément de pension aux enfants pour grades ci-dessus.....	"	2,700 00	2,565 00	2,430 00	2,295 00	2,160 00	2,025 00	1,890 00	1,755 00
Supplément de pension aux enfants pour grades ci-dessus.....	Premier enfant.....	180 00	171 00	162 00	153 00	144 00	135 00	126 00	117 00
	Deuxième enfant.....	144 00	138 00	132 00	126 00	120 00	114 00	108 00	102 00
	Enfant subséquent	120 00	114 00	108 00	102 00	96 00	90 00	84 00	78 00

Les bonis énoncés dans la présente Annexe doivent être payés durant l'année commençant le premier jour de septembre 1920.

Les membres des forces qui sont au moment de leur retraite ou licenciement, ou qui dans la suite peuvent devenir indiquée dans cette annexe. Le montant de tel paiement final dans les cas d'invalidité, entre cinq et neuf pour cent, ser six cents dollars et sera déterminé selon le degré d'invalidité et sa durée probable. Les membres de la force ayant membres de la force ayant contracté une invalidité permanente entre cinq et neuf pour cent, recevront trois cents dollars des forces intéressé ne s'aggrave, et alors la pension sera fixée pour la période antérieure conformément à la gravité ceptation d'un versement définitif, le consentement de son épouse doit être obtenu. Tous versements d'une pension versement définitif.

A

POUR INVALIDITÉS.

ET MONTANT ANNUEL DES PENSIONS.

9e classe 64%-60%	10e classe 59%-55%	11e classe 54%-50%	12e classe 49%-45%	13e classe 44%-40%	14e classe 39%-35%	15e classe 34%-30%	16e classe 29%-25%	17e classe 24%-20%	18e classe 19%-15%	19e classe 14%-10%	20e classe 9%-5%
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.	$ c.
360 00 180 00	330 00 165 00	300 00 150 00	270 00 135 00	240 00 120 00	210 00 105 00	180 00 90 00	150 00 75 00	120 00 60 00	90 00 45 00	60 00 30 00	30 00 15 00
382 50 157 50	350 63 144 37	318 75 131 25	286 88 118 12	255 00 105 00	233 13 91 87	191 25 78 75	159 38 65 62	127 50 52 50	95 63 39 37	63 75 26 25	31 88 13 12
465 00 75 00	426 25 68 75	387 50 62 50	348 75 56 25	310 00 50 00	271 25 43 75	232 50 37 50	193 75 31 25	155 00 25 00	116 25 18 75	77 50 12 50	38 75 6 25
510 00 30 00 540 00	467 50 27 50 495 00	425 00 25 00 450 00	382 50 22 50 405 00	340 00 20 00 360 00	297 50 17 50 315 00	255 00 15 00 270 00	212 50 12 50 225 00	170 00 10 00 180 00	127 50 7 50 135 00	85 00 5 00 90 00	42 50 2 50 45 00
600 00	550 00	500 00	450 00	400 00	350 00	300 00	250 00	200 00	150 00	100 00	50 00
756 00	693 00	630 00	567 00	504 00	441 00	378 00	315 00	252 00	189 00	126 00	63 00
936 00 1,134 00	858 00 1,039 50	780 00 945 00	702 00 850 50	624 00 756 00	546 00 661 50	468 00 567 00	390 00 472 50	312 00 378 00	234 00 283 50	156 00 189 00	78 00 94 50
1,620 00	1,485 00	1,350 00	1,215 00	1,080 00	945 00	810 00	675 00	540 00	405 00	270 00	135 00
180 00	165 00	150 00	135 00	120 00	105 00	90 00	75 00	60 00	45 00	30 00	15 00
108 00	99 00	90 00	81 00	72 00	63 00	54 00	45 00	36 00	27 00	18 00	9 00
96 00	90 00	84 00	78 00	72 00	63 00	54 00	45 00	36 00	27 00	18 00	9 00
72 00	66 00	60 00	54 00	48 00	42 00	36 00	30 00	24 00	18 00	12 00	6 00

Les membres des forces ayant contracté une invalidité permanente représentant moins de cinq pour cent ont droit à un paiement définitif n'exécédant pas \$100.

invalides à un degré entre cinq ou quatorze pour cent, peuvent choisir d'accepter un paiement final au lieu de la pension ne devra pas dépasser trois cent dollars, et dans les cas d'invalidité entre dix et quatorze pour cent ne devra pas dépasser contracté une invalidité permanente représentant entre dix et quatorze pour cent, recevront six cents dollars. Les lars. Si l'on a choisi d'accepter le versement définitif, ce choix est final à moins que le degré d'invalidité du membre de l'invalidité, et la somme payée comme versement final sera déduite. Si un pensionnaire marié désire choisir l'ac-taifs après le temps où une adjudication de quatorze pour cent ou moins aura été faite, seront déduits de la somme du

ANNEXE B.

TARIF DES PENSIONS POUR DÉCÈS.

Grade ou rang du membre des forces.	Taux par année.		
	Veuve ou parents à charge.	Enfant ou frère ou soeur à charge.	Enfant orphelin ou frère orphelin ou soeur orpheline.
	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Tous rangs au-dessous de second maître (marine): simples soldats (armée)....	* 480 00		
Boni	* 96 00	En dehors	du Canada.
"	240 00	En	Canada.
Premier maître et second maître (marine): serg.-major et serg. fourrier d'escouade, de batterie ou de compagnie (armée): serg., y compris le sergent et sergent du drapeau (armée).....	* 510 00		
Boni	* 66 00	En dehors	du Canada.
"	210 00	En	Canada.
Cadet et aspirant (marine): maître canonnier non s.-off. breveté (armée): serg.-major régimentaire non s.-off. breveté (armée): sergent fourrier régimentaire (armée).....	* 620 00		
Boni	100 00	En	Canada.
Maître entretenu de 2e classe et maître entretenu de 1re classe (marine): sous-officier breveté (armée).....	* 680 00		
Boni	40 00	En	Canada.
Enseigne (marine): lieutenant (armée).....	* 720 00		
Lieutenant (marine): capitaine (armée).....	* 800 00		
Lieutenant-commandant (marine): major (armée).....	* 1,008 00		
Commandant et capitaine, de moins de trois ans d'ancienneté (marine): lieutenant-colonel (armée).....	* 1,248 00		
Capitaine (marine): colonel (armée).....	* 1,512 00		
Commodore et grades supérieurs (marine): général de brigade et grades supérieurs (armée).....	* 2,160 00		
Supplément de pension aux enfants ou frères ou soeurs à charge pour grades ci-dessus.....			
	Premier... *	180 00	* 360 00
	Deuxième... *	144 00	* 288 00
	Subséquent	120 00	* 240 00

*Les pensions concédées aux parents ou frères et soeurs peuvent être moindres que ces montants en conformité des dispositions de la présente loi.

Les bonis énoncés dans la présente Annexe doivent être payés durant l'année commençant le premier jour de septembre 1920.

M. Meighen informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général ayant été mis au fait de l'objet desdites résolutions les recommande à la Chambre.

Résolu, que la Chambre se forme en comité général demain pour prendre en considération lesdites résolutions.

Le Bill Y4 (No 213) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des territoires du Nord-Ouest", est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après débat, la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

La Chambre se forme, en conséquence de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

BUDGET PRINCIPAL.

(Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous):—

XXXVII—DOUANES ET REVENU DE L'INTERIEUR.

340	Appointements et dépense casuelle aux différents ports du Canada, y compris paiement d'heures supplémentaires aux fonctionnaires, nonobstant les dispositions de la <i>Loi du Service civil</i> , et édifices provisoires de douanes et loyers.	5,489,815 00
	Appointements et frais de déplacement des inspecteurs de ports et d'autres fonctionnaires du service d'inspection et du service préventif, y compris les salaires et dépenses se rattachant à la Commission des douanes.	621,380 00
	Divers—Impressions et papeterie, abonnements aux journaux de commerce, drapeaux, timbres, à dater, serrures, instruments, etc., pour divers ports de déclaration, frais de messageries sur échantillons, papeterie et formules, frais judiciaires, et uniformes des douaniers.	423,000 00
	Pour frais d'entretien des croiseurs du revenu et service préventif.	238,000 00
	Somme à payer au ministère de la Justice, qui doit la déboursier, en rendre compte, pour le service préventif secret.	10,000 00

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous):—

DOUANES

428	Frais d'entretien des croiseurs du revenu et service préventif—Crédit supplémentaire.	45,000 00
-----	---	-----------

ACCISE.

429	Dépense casuelle relative à la taxe d'accise de guerre—Crédit supplémentaire.	210,000 00
-----	---	------------

BUDGET PRINCIPAL.

(Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous):—

VIII—IMMIGRATION ET COLONISATION.

52	Dépense casuelle dans les agences canadienne, britannique et étrangères et dépense générale de l'immigration.	870,000 00
54	Expositions.	90,000 00
55	<i>Imperial Institute</i>	3,190 00
56	Immigration chinoise—appointements et dépense casuelle.	32,000 00
57	Secours aux canadiens nécessiteux dans les pays autres que le Canada.	6,000 00
58	Edifices d'immigration à Saint-Jean:—	
	Remises à bagages.	9,000 00
	Nouveaux quartiers d'internement.	6,000 00

Mardi, 31 mai 1921.

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

23	Ministère du Travail—	
	Traitements.	171,640 00
	Dépense casuelle.	35,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur, comme suit:—

DEVONSHIRE,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes, le budget supplémentaire additionnel des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1922, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des Communes.
HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

OTTAWA, 30 mai 1921.

Sur motion de Sir Henry Drayton, lesdits messages et budget supplémentaire additionnel sont référés au comité des Subsides.

La Chambre s'ajourne alors à 1.00 a.m.

EDGAR N. RHODES,
Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Jacobs*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Combien a-t-on payé à la *Foundation Company* de Montréal pour travaux afférant au Département des Travaux publics, dans les années 1912-17?
2. Quel travail cette compagnie a-t-elle fait pour le gouvernement pendant la période susdite?

M. *Jacobs*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. La commission britannique des remontes a-t-elle établi des dépôts au Canada pendant la guerre? Dans l'affirmative, où?
2. Combien de chevaux la commission a-t-elle expédiés du Canada pendant la guerre?
3. Combien de chevaux la commission a-t-elle effectivement achetés au Canada?

M. *Jacobs*—Mercredi prochain—QUESTION—

1. Le département d'Etat a-t-il, avant 1914, accordé un certificat de naturalisation à Ignatius Trebitsch, dit Lincoln, ou ledit Ignatius Trebitsch dit Lincoln a-t-il été adjugé sujet britannique régulièrement naturalisé, en cour de circuit du district de Montréal?
2. Trebitsch a-t-il été convaincu d'un crime sérieux en Angleterre pendant la guerre?
3. Si le certificat en question a émané, le département d'Etat a-t-il pris des mesures pour révoquer le certificat de naturalisation de Trebitsch?

M. *Steele*:—Que le rapport deuxième et final du comité spécial nommé pour connaître de toutes questions touchant l'approvisionnement futur en combustible au Canada, soit considéré; et que les recommandations qu'il contient soient confiées à l'étude du gouvernement.

No 75.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU MARDI, 31 MAI 1921.

PRIÈRES.

Deux heures p.m.

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—
Decret du conseil, C.P. 1217, daté le 9 avril 1921, transférant l'administration de la
Loi des engrais du département de l'Hygiène au département de l'Agriculture.

M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,
—Copie d'autres télégrammes entre le premier ministre du Canada et le premier
ministre de l'Ontario au sujet du contrôle des eaux du lac des Bois.

Sur motion de M. Guthrie,—Résolu, qu'un message soit envoyé au Sénat pour
informer Leurs Honneurs que la Chambre acquiesce à leur demande et permet à
l'un des fonctionnaires compétents de faire la correction nécessaire telle que désirée
dans leur message du 23 courant concernant le Bill (No 118), Loi modifiant la Loi
de la Faillite.

Le Bill X4 (No 212) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des terres fédé-
rales" est lu la troisième fois et passé.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une cer-
taine résolution concernant le Bill A6 (No 216) du Sénat, intitulé: "Loi concernant
le lac des Bois et d'autres eaux".

(En comité).

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Que la disposition suivante soit insérée comme article huit dans le Bill
A6 (No 216) du Sénat, intitulé: "Loi concernant le lac des Bois et d'autres eaux,"
actuellement soumis à la Chambre:—

"8. Les frais d'administration de la présente Loi et les règlements qui en décou-
lent, pourront être payés à même tout crédit inaffecté du Canada."

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée, et référée au Bill
A6 (No 216) du Sénat, intitulé: "Loi concernant les eaux du lac des Bois et d'autres
eaux."

Le Bill A6 (No 216) du Sénat, intitulé: "Loi concernant les eaux du lac des Bois et d'autres eaux est lu la seconde fois, et avec la résolution qui s'y rapporte adoptée ce jour, est considéré en comité général;

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

(L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la règle 25).

Le Bill suivant est de nouveau considéré en comité général et sur rapport de nouveau progrès, le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre:—

Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoynes de Martigny."

M. Stevens propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur les bills privés en vertu de la règle 109; agréé.

Les bills suivants sont considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill W5 (No 217) du Sénat, intitulé: "Loi concernant *The Calgary and Fernie Railway Company*."

Bill D6 (No 218) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Susan Lee Johnson Bell."

Sur motion de M. Stevens,—Ordonné, qu'un message soit envoyé au Sénat pour retourner à cette Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorcés au Sénat, sur laquelle est fondé le Bill D6 (No 218) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Susan Lee Johnson Bell."

Ayant disposé de l'Ordre pour les bills privés;

Le Comité général sur le Bill A6 (No 216) du Sénat, intitulé: "Loi concernant le lac des Bois et d'autres eaux", (avec la résolution qui s'y rapporte, adoptée ce jour), reprend le cours de ses délibérations.

Ledit bill est rapporté avec un amendement, considéré tel qu'amendé;

M. Meighen propose alors,—Que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Pardee propose en amendement: "Que ledit bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, mais qu'il soit lu la troisième fois dans six mois de ce jour."

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR:

Messieurs

Archambault,	Fontaine,	Léger,	Prévost,
Baldwin,	Fortier,	Lemieux,	Reid (Mackenzie),
Bourassa,	Gauvreau,	McDermand,	Rinfret,
Caldwell,	Gervais,	McDonald,	Ross,
Cannon,	Halbert,	McGibbon	Savard,
Cardin,	Johnston,	(Argenteuil),	Séguin,
Clark (Red Deer),	Kennedy	McKenzie,	Sinclair (Antigonish-
d'Anjou,	(Essex-N.),	McMaster,	et-Guysborough),
Déchène,	Kennedy (Glengarry-	Marcile (Bagot),	Stein,
Demers,	et-Stormont),	Michaud,	Tobin,
Deslauriers,	King,	Papineau,	Trahan,
Duff,	Knox,	Pardee,	Truax,
Fafard,	Lafortune,	Parent,	Turgeon,
Fielding,	Lapointe,	Pelletier,	Verville—52

CONTRE:
Messieurs

Allan,	Cooper,	Henders,	Smith,
Anderson,	Cowan,	Lang,	Spinney,
Andrews,	Crerar,	Long,	Stacey,
Argue,	Cronyn,	MacKelvie,	Steele,
Armstrong	Crowe,	Mackie (Renfrew),	Stevens,
(Lambton),	Cruise,	MacNutt,	Stewart
Armstrong (York),	Currie,	McGibbon	(Hamilton),
Arthurs,	Davidson,	(Muskoka),	Sutherland,
Ballantyne,	Davis,	McGregor,	Thompson
Ball,	Doherty,	McIntosh,	(Weyburn),
Best,	Douglas	McIsaac,	Thompson
Blake,	(Strathcona),	Martin,	(Hastings),
Bonnell,	Douglas (Cap-	Meighen,	Thompson (Yukon),
Bowman,	Breton-S.-et-	Merner,	Thomson
Boyce,	Richmond),	Mewburn,	(Qu'Appelle),
Boys,	Edwards,	Molloy,	Tolmie,
Brien,	Finley,	Morphy,	Tremain,
Butts,	Foster (York),	Mowat,	Tudhope,
Calder,	Fraser,	Munson,	Tweedie,
Campbell,	Fripp,	Myers,	Whidden,
Casselman,	Fulton,	Nicholson (Queen,	Wilson
Chaplin,	Glass,	I. du P.-E.),	(Wentworth),
Charters,	Green,	Redman,	Wilson
Clark (Bruce),	Guthrie,	Reid (Grenville),	(Saskatoon),
Clarke	Halladay,	Sexsmith,	Wright—96.
(Wellington),	Harold,	Shaw,	
Clements,	Harrison,	Sheard,	
Cockshutt,	Hay,	Simpson,	

Et la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée sur la même division renversée.

Ledit bill est en conséquence, lu la troisième fois et passé tel qu'amendé.

Le Bill (No 130), Loi modifiant la Loi des élections fédérales est de nouveau considéré en comité général;

Et la Chambre continuant de siéger en comité;

Mercredi, 1er juin 1921.

Ledit bill est rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé;

M. Guthrie propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Euler propose comme amendement,—Que ledit bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité de la Chambre, avec pouvoir d'insérer comme article 22 ce qui suit: "Que le paragraphe 2 de l'article 29 de la Loi des élections fédérales, 1920, est par les présentes abrogé."

Et la question étant posée sur l'amendement, elle est rejetée sur la division suivante:—

POUR:
Messieurs

Archambault,	Duff,	Lanctôt,	Proulx,
Béland,	Euler,	Lapointe,	Reid (Mackenzie),
Buchanan,	Fafard,	Léger,	Séguin,
Cahill,	Fournier,	Lemieux,	Sinclair (Antigonish-
Caldwell,	Gould,	Maclean (Halifax),	et-Guysborough),
Campbell,	Halbert,	MacNutt,	Sinclair (Queen,
Cannon,	Johnston,	McDermand,	I. du P.-E.),
Chisholm,	Kennedy (Essex-N.),	McKenzie,	Stein,

Copp,	Kennedy (Glengarry-	McMaster,	Thomson
Crerar,	et-Stormont),	Molloy,	(Qu'Appelle),
d'Anjou,	King,	Pardee,	Truax,
Delisle,	Knox,	Parent,	White,
Demers,	Lafortune,	Pelletier,	Wright—48.

CONTRE :
Messieurs

Anderson,	Cooper,	Lang,	Smith,
Argue,	Cowan,	Long,	Steele,
Ballantyne,	Crowe,	MacKelvie,	Stevens,
Ball,	Davidson,	McGibbon	Stewart
Blake,	Doherty,	(Muskoka),	(Hamilton),
Bolton,	Edwards,	McIntosh,	Thompson
Bonnell,	Finley,	McIsaac,	(Weyburn),
Bowman,	Fraser,	Martin,	Thompson
Boyce,	Fulton,	Meighen,	(Hastings),
Brien,	Glass,	Morphy,	Thompson (Yukon),
Casselman,	Green,	Mowat,	Tolmie,
Chaplin,	Guthrie,	Munson,	Tudhope,
Charters,	Halladay,	Myers,	Tweedie,
Clark (Bruce),	Harold,	Redman,	Wilson
Clarke	Harrison,	Scott,	(Saskatoon)—60.
(Wellington),	Hay,	Shaw,	
Clements,	Henders,	Simpson,	

Et la question étant posée sur la motion principale, elle est agréée sur division.
Ledit bill est en conséquence, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 119), Loi concernant le jour de l'Armistice.

Bill (No 146), Loi modifiant la Loi de l'Immigration chinoise.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 12), Loi modifiant et codifiant la Législation concernant le droit d'auteur, avec plusieurs amendements comme suit:—

1. Page 9, ligne 20.—Aux mots “le prix le plus élevé de vente au détail” substituer les mots “les conditions qui, de l'avis du Ministre, seront les plus avantageuses pour l'auteur”.

2. Page 9, ligne 21.—Aux mots “un même prix de détail” substituer les mots “des conditions également avantageuses pour l'auteur”.

3. Page 9, ligne 34.—Aux mots “trente jours” substituer les mots “deux mois”.

4. Page 9, ligne 37.—Après “livre” insérer “de la façon qu'indique le Ministre”.

5. Page 10, ligne 13.—Supprimer le mot “Toutefois”, y substituer le nombre (13) de façon à faire un nouveau paragraphe des mots qui suivent “Toutefois” jusqu'à la fin dudit paragraphe.

6. Page 10, ligne 14.—Avant le mot “rien”, mettre le nombre (13).

7. Page 10, ligne 22.—Après le mot “par”, insérer les mots “le paragraphe (1) de”.

8. Page 14, ligne 37.—Après le mot “fabriqués”, insérer les mots “et vendus par le fabricant”.

9. Page 21, ligne 19.—Après le mot “subséquent”, ajouter les mots “Et nul concessionnaire ne fera instruire une poursuite en vertu de la présente loi à moins que la concession qui lui a été faite et que chaque concession antécédente de son intérêt n'aient été enregistrées”.

La Chambre s'ajourne alors à 2.20 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

* M. Léger—Jeudi prochain—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance que Geoffrey Stead, ingénieur de district du département des Travaux publics à Chatham, N.-B., a échangés avec le département des Travaux publics à Ottawa, touchant un crédit de \$1,700 dans les estimés déposés le 4 juin 1920 par l'honorable J.-D. Reid, ministre-suppléant des Travaux publics, pour les réparations au quai de l'église de Cocagne, dans le comté de Kent, N.-B.

OTTAWA: Imprimé par THOMAS MULVEY, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1921

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Wilson* (Wentworth)—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Combien de trains passent chaque jour sur la voie du T. H. & B. à Binkley's Corners, ou aux environs, sur la route Hamilton-Brantford, là où la construction d'un passage supérieur est projetée au coût de \$60,000.00?

2. Après le changement des devis par la partie de la route Hamilton-Brantford, entre Paradise Road et Binkley's Corners, a-t-on demandé de nouvelles soumissions par voie d'annonce dans les journaux?

3. Quels salaires le département des Travaux publics d'Ontario paye-t-il chaque jour, cette année, pour les attelages doubles, fourgons, conducteurs de fourgons, et inspecteurs voyers, et quels salaires les entrepreneurs des routes fédérales-provinciales payent-ils?

4. Quel est le tracé de la route fédérale-provinciale entre Clappison's Corners et la cité de Hamilton?

5. Quel est le coût estimé de cette route, et quelles en sont la longueur et la largeur, et doit-elle être pavée?

6. Doit-on abandonner l'ancien chemin conduisant à Clappison's Corners?

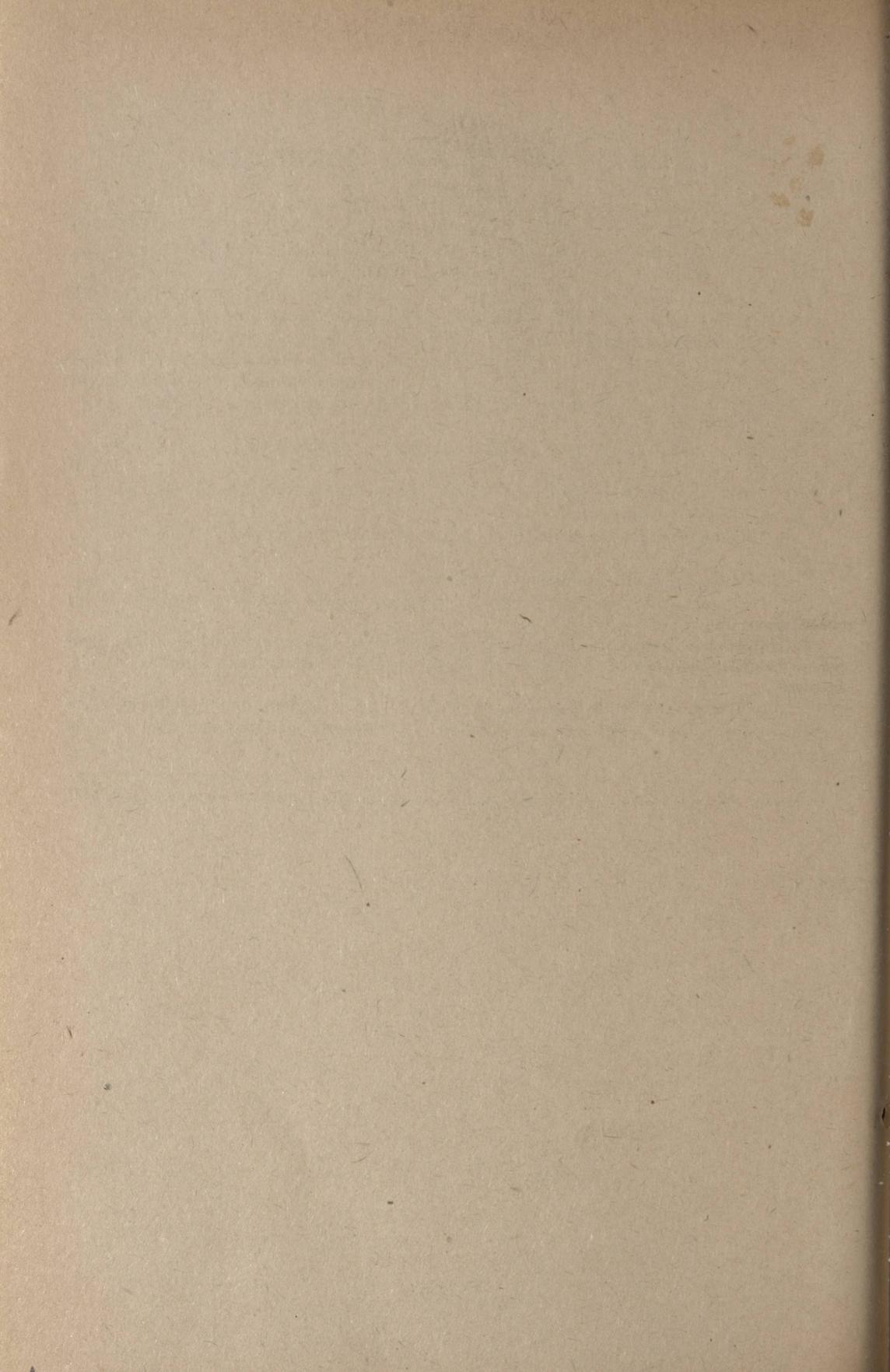
M. *Best*—Vendredi prochain—QUESTION—

1. Sur quelle recommandation les inspecteurs voyers sont-ils nommés pour les routes provinciales?

2. Combien de perches de façade l'honorable F.-C. Biggs et M. C.-S. Biggs (son père) possèdent-ils sur la route projetée Hamilton-Kitchener, entre Dundas et Kitchener?

3. Si l'honorable F.-C. Biggs et M. C.-S. Biggs possèdent une façade sur cette route projetée, quelles proportions possèdent-ils respectivement, et sur quel côté de la route?

OTTAWA : Imprimé par THOMAS MULVEY, imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi, 1921



No 76.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADASEANCE DU MERCREDI, 1^{ER} JUIN 1921.*Deux heures p.m.*

PRIÈRES.

M. Doherty, au nom des représentants de la Chambre des Communes à la conférence libre avec les représentants du Sénat, relativement au Bill (No 60), intitulé: "Loi modifiant la Loi des Juges", a l'honneur de faire rapport comme suit:—

Vos représentants rapportent qu'ils ont dûment tenu conférence avec les représentants nommés par le Sénat relativement aux amendements que le Sénat a faits au Bill (No 60) de la Chambre des Communes, intitulé: "Loi modifiant la Loi des Juges", et que les représentants du Sénat ont convenu de recommander que le Sénat n'insiste pas sur ses deuxième et troisième amendements, mais que ce qui suit leur soit substitué:—

"4. La Loi des Juges, chapitre 138 des Statuts révisés de 1906, est par les présentes modifiée par l'addition de l'article suivant:—

"35. A moins d'être nommé par le Gouverneur en conseil, un juge mentionné dans la présente loi n'agira pas comme commissaire ou arbitre dans une commission d'enquête; à condition toutefois que la présente législation n'empêche pas les juges qui à l'heure actuelle agissent à titre de commissaires ou d'arbitres, de finir le travail dont ils sont chargés."

Sur motion de M. Doherty, l'amendement agréé par la conférence libre avec le Sénat sur le Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des juges, est pris en considération et adopté; et il est ordonné qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, présente,—Réponse à un ordre de la Chambre du 21 avril 1921,—Relevé indiquant:—

1. Combien de secrétaires, secrétaires privés, sous-secrétaires privés, secrétaires adjoints des ministres ont été nommés depuis 1911.

2. Quelle et la date de la nomination de chacun deux.

3. Quels sont les noms de chacun d'eux.

4. Quel traitement chacun d'eux a reçu.

5. Par quel ministre chacun d'eux a été nommé.

6. Si quelqu'un de ces personnes sont encore à l'emploi du gouvernement, et, dans l'affirmative, quels sont leurs noms, quelles positions occupent-elles et quel salaire elles reçoivent.

Sur motion de M. Steele,—Ordonné, que la preuve prise de jour en jour par le comité spécial sur l'approvisionnement futur en combustible du Canada durant la présente session, soit indexée et publiée sous forme de brochure au nombre de 1,000 copies, dont huit cents en anglais et deux cents en français, et que la règle 74 soit suspendue à son sujet; et de plus que la distribution desdites copies soit confiée et est confiée au greffier du comité, lequel reçoit présentement instruction d'avoir à les expédier aux institutions d'éducation, librairies publiques, chambres de commerce et autres corps publics qui pourraient en faire la demande.

Sir Henry Drayton, du consentement de la Chambre, présente un Bill (No 221), Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les amendements faits par le Sénat au Bill (No 12), Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteur sont pris en considération et respectivement adoptés.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.

(En comité).

La résolution suivante est adoptée:—

Résolu,—Que les dispositions du Bill 122, "Loi modifiant la Loi du service civil, 1918," soit amendé par l'addition des dispositions du Bill que le comité spécial des pensions, assurance et réadaptation civile des soldats a rapporté à la Chambre, lesquelles décrètent que ce qui suit soit édicté comme article trente-neuf de la Loi du service civil, 1918:

"39. (1) Immédiatement après chaque examen une liste des candidats heureux, dans le cas d'un examen de concours, et des candidats heureux par ordre de mérite dans les autres examens, sera préparée et publiée dans la *Gazette du Canada*.

"(2) La Commission du service civil préparera et maintiendra une liste spéciale de personnes pensionnées pour services de guerre de dix neuf cent quatorze à dix neuf cent dix-huit, qui

"(i) ont perdu par des causes attribuables à ce service l'aptitude à la fatigue physique au point de les rendre impropres à remplir efficacement les fonctions qu'elles exerçaient avant la guerre,

"(ii) n'ont pas été réadaptées avec succès dans une autre profession, et

"(iii) désirent figurer sur cette liste.

La Commission recueillera autant qu'il lui sera possible de le faire d'après les dossiers utilisables, des renseignements complets sur les personnes inscrites à cette liste, y compris l'âge, l'instruction, l'état mental et physique, les ressources et les charges.

Dans tout examen pour l'admission dans le service public, les personnes inscrites que l'on trouve posséder les qualités nécessaires seront placées dans l'ordre de mérite du tableau des candidats heureux, au-dessus de tous les autres candidats.

"(3) Dans tout examen pour l'admission dans le service public, toutes les personnes autres que celles indiquées dans le paragraphe deux du présent article, et qui ont fait de l'active dans les troupes de terre, ou sur la haute mer à bord d'un navire de guerre des forces navales de Sa Majesté, ou d'un allié de Sa Majesté au cours de la guerre de dix-neuf cent quatorze à dix-neuf cent dix-huit, et qui ont quitté le service avec un carnet honorable, ou qui ont reçu un congé honorable; ou lorsque des particuliers qui ont fait du service comme susdit sont morts par suite de ce service,

leurs veuves qui dans un cas ou dans l'autre obtiendront assez de points pour subir avec succès l'examen, seront placées, quels que soient les points obtenus, dans l'ordre de mérite de la liste des candidats heureux immédiatement après les candidats qui sont inscrits sur la liste spéciale mentionnée au paragraphe deux du présent article, et au-dessus de tous les autres candidats.

“(4) Les dispositions d'un statut ou règlement quelconque établissant une limite d'âge et des aptitudes physiques relativement à l'admission dans le service civil ne s'appliqueront pas aux personnes du service militaire ou du service naval indiquées aux paragraphes deux et trois du présent article.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la seconde fois et agréée, et référée au Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions modifiant la Loi de l'Assurance des Soldats de retour, chapitre cinquante-quatre des Statuts de 1920.

(*En comité*).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

Résolu,—Qu'il est expédient d'amender la Loi de l'Assurance des soldats de retour, chapitre cinquante-quatre des statuts de 1920, comme il est pourvu au Bill rapporté par le comité spécial sur les pensions, assurances et réadaptation civile des soldats, décrète:—

1. Que le paragraphe un de l'article trois de ladite loi soit amendé par l'enlèvement des mots “ayant son domicile et sa résidence au Canada,” dans la deuxième ligne, et les mots “ayant son domicile et sa résidence” dans la troisième ligne.

2. Que le paragraphe deux de l'article trois soit abrogé et remplacé par le suivant:—

“Le dit versement doit, jusqu'à concurrence de mille dollars, être effectué lors du décès de l'assuré, et le reliquat s'il en est, ou la partie d'icelui à laquelle a droit un bénéficiaire, doit au choix de l'assuré être payable comme rente viagère, ou comme annuité fixe durant une période de cinq, dix, quinze ou vingt ans, ou comme annuité garantie pour cinq, dix, quinze ou vingt ans, et être payable dans la suite la vie durant du bénéficiaire.”

3. Que l'article six de la Loi soit abrogé et remplacé par ce qui suit:—

“Si l'assuré est célibataire ou veuf sans enfant, le contrat d'assurance sera au bénéfice de sa future épouse, ou de sa future épouse et ses futurs enfants, et l'assuré peut partager entre eux la somme assurée à son gré; mais, sujet à l'article quatre de la présente Loi, l'assuré peut désigner des bénéficiaires ou bénéficiaires alternatifs, auxquels la somme assurée sera payée s'il meurt célibataire, ou veuf sans enfant. Si l'assuré est encore célibataire lors de sa mort, ou veuf sans enfant, et n'a pas désigné de bénéficiaire ou bénéficiaires alternatifs, la somme, subordonnément aux articles quatre et onze de la présente loi, tombe dans la succession de l'assuré et en fait partie.”

4. Que l'article neuf soit amendé comme suit:—

(a) Le paragraphe 1 est amendé par l'addition de ce qui suit:—

“Cependant, l'assuré peut désigner dans telle déclaration, des personne ou personnes subordonnément à l'article quatre de la présente Loi, auxquelles ces parts seront payées si, lors de sa mort, il est célibataire, ou veuf sans enfant.”

(b) Le paragraphe trois est amendé par l'insertion de ce qui suit, à la fin:—

“Ou s'il est célibataire ou veuf sans enfant lors de sa mort, telles autres personne ou personnes, qu'il pourra désigner, subordonnément à l'article quatre de la présente loi.”

(c) Le paragraphe quatre est abrogé et remplacé par ce qui suit:—

“Si l'assuré survit à son épouse et à tous ses enfants, la somme assurée, subordonnément à l'article quatre de la présente Loi, sera payable à tels bénéficiaire ou bénéficiaires qu'il désignera. S'il ne désigne pas d'autre bénéficiaire, la somme assurée tombera, subordonnément à l'article quatre de la présente Loi, dans sa succession et en fera partie.”

5. Que l'article soit amendé par l'insertion, après le mot “pensions,” dans la deuxième ligne, les mots: “ou les lois des pensions du Royaume-Uni ou de tout autre domaine de Sa Majesté, (autre que le Dominion du Canada), ou des Puissances alliées ou associées de Sa Majesté dans la Grande Guerre;” et par l'addition de la phrase suivante:—

“Pourvu toutefois que le présent article ne s'appliquera pas quand le bénéficiaire de l'assurance est l'épouse de l'assuré, et qu'une pension est accordée en vertu de la Loi des pensions à quelque autre personne ou personnes nommées dans l'article quatre de la présente loi.”

6. La législation proposée et basée sur les présentes résolutions prendra effet le premier jour de juillet, mil neuf cent vingt et un.

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et agréées.

M. Meighen, du consentement de la Chambre, présente alors un Bill (No 222), Loi modifiant la Loi de l'Assurance des Soldats de retour, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions modifiant la Loi des Pensions, chapitre quarante-trois des Statuts de 1919.

(*En comité*).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

Résolu,—Qu'il est expédient d'amender la Loi des Pensions, chapitre quarante-trois des statuts de 1919, comme il est pourvu au Bill rapporté par le comité spécial sur les Pensions, assurance et réadaptation civile des soldats, lequel décrète:—

1. Que l'article onze de la Loi des Pensions, édictée par le chapitre soixante-deux des statuts de 1920, soit amendé par l'addition, à la fin, des mots suivants, “comme tels.”

2. Que l'article douze de ladite Loi amendée par ledit chapitre soixante-deux soit amendé par l'addition des mots suivants: “avant l'entrée en vigueur de la Loi des Pensions.”

3. Que le paragraphe six de l'article trente-quatre de ladite Loi, telle qu'édictée par le chapitre soixante-deux susdit, soit amendé en enlevant les mots: “fils” aux deuxième et cinquième lignes, et en lui substituant les mots “enfants” et “enfant”.

4. Que le paragraphe sept de l'article trente-quatre de ladite Loi telle qu'édictée par ledit chapitre soixante-deux, soit amendé par l'addition des mots suivants:—“Ce revenu étant censé comprendre les contributions des enfants demeurant avec leur mère, ou loin d'elle, que ces contributions aient réellement été faites ou sont par le commissaire censées être faites.”

5. Que l'article trente-neuf de ladite loi soit abrogé.
6. Que ladite Loi soit amendée par l'addition de l'article suivant, immédiatement après l'article quarante-sept B, tel qu'édicte par ledit chapitre soixante-deux.
"47C. Les pensions qui sont actuellement payées aux membres ou relativement aux membres des forces canadiennes navales, militaires ou d'aviation, qui ont été tués, sont morts ou ont été invalidés en activité, pendant l'exercice ou l'entraînement, ou en d'autre service militaire avant la déclaration de la grande guerre, seront pendant la résidence continue au Canada des bénéficiaires de ces pensions, dorénavant augmentées aux tarifs indiqués dans les tableaux A et B de la présente Loi."
7. Que les Tableaux A et B de ladite Loi, soient abrogés et remplacés par les Tableaux A et B des présentes résolutions.
8. Que tous les cas affectés par la présente loi seront revisés et les paiements futurs seront faits selon les tarifs, et conformément aux dispositions indiquées ici. Cependant, lorsque le décès, l'invalidité ou l'infirmité se sont produits avant l'entrée en vigueur de la présente Loi, les dispositions d'icelle ne s'appliqueront pas pour enlever à un requérant de pension, les droits qu'il avait en vertu de la Loi des Pensions.
9. Que la législation basée sur les récentes résolutions entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1921.

ANNEXE

TARIF DES PENSIONS

POURCENTAGE DES INVALIDITÉS—CLASSES

Grade ou rang des membres des forces	Taux par année	1re classe	2e classe	3e classe	4e classe	5e classe	6e classe	7e classe	8e classe
		Total 100%	99%-95%	94%-90%	89%-85%	84%-80%	79%-75%	74%-70%	69%-65%
		\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Tous rangs au-dessous de second maître (marine) simple soldat (armée).	Pension.....	600 00	570 00	540 00	510 00	480 00	450 00	420 00	390 00
	Boni.....	300 00	285 00	270 00	255 00	240 00	225 00	210 00	195 00
Premier maître et second maître (marine): serg.-major et serg. fourrier d'escouade, de batterie ou de compagnie (armée) sergent, y pris 1er sergent et sergent du drapeau (armée).	Pension.....	637 50	605 63	573 75	541 88	510 00	478 13	446 25	414 38
	Boni.....	262 50	249 37	236 25	223 12	210 00	196 87	183 75	170 62
Cadet et aspirant (marine): maître canonier non s.-off. breveté (armée): serg.-major régimentaire non s.-off. breveté (armée): serg.-fourrier régimentaire (armée).	Pension.....	775 00	736 25	697 50	658 75	620 00	581 25	542 50	503 75
	Boni.....	125 00	118 75	112 50	106 25	100 00	92 75	87 50	81 25
Maître entretenu de 2e classe et maître entretenu de 1re classe (marine): sous-off. breveté (armée).	Pension.....	850 00	807 50	765 00	722 50	680 00	637 50	595 00	552 50
	Boni.....	50 00	47 50	45 00	42 50	40 00	37 50	35 00	32 50
Enseigne (marine): lieutenant (armée).	Pension.....	900 00	855 00	810 00	765 00	720 00	675 00	630 00	585 00
	Boni.....								
Lieutenant (marine): capitaine (armée).	Pension.....	1,000 00	950 00	900 00	850 00	800 00	750 00	700 00	650 00
	Boni.....								
Lieutenant - commandant (marine): major (armée).	Pension.....	1,260 00	1,197 00	1,134 00	1,071 00	1,008 00	945 00	882 00	819 00
	Boni.....								
Commandant et capitaine, de moins de trois ans d'ancienneté (marine): lieutenant-colonel (armée).	Pension.....	1,560 00	1,482 00	1,404 00	1,326 00	1,248 00	1,170 00	1,092 00	1,014 00
	Boni.....								
Capitaine (marine): colonel (armée).	Pension.....	1,890 00	1,795 50	1,701 00	1,606 50	1,512 00	1,417 50	1,323 00	1,228 50
	Boni.....								
Commodore et grades supérieurs (marine): général de brigade et grades supérieurs (armée).	Pension.....	2,700 00	2,565 00	2,430 00	2,295 00	2,160 00	2,025 00	1,890 00	1,755 00
	Boni.....								
Grades ci-dessus.....	Supplément de pension aux membres mariés des forces.....	300 00	285 00	270 00	255 00	240 00	225 00	210 00	195 00
Supplément de pension aux enfants pour grades ci-dessus.....	Premier enfant.....	180 00	171 00	162 00	153 00	144 00	135 00	126 00	117 00
	Deuxième enfant.....	144 00	138 00	132 00	126 00	120 00	114 00	108 00	102 00
	Enfant								
	subséquent.....	120 00	114 00	108 00	102 00	96 00	90 00	84 00	78 00

Les bonis énoncés dans la présente Annexe doivent être payés durant l'année commençant le premier jour de septembre 1920.

Les membres des forces qui sont au moment de leur retraite ou licenciement, ou qui dans la suite peuvent devenir indiqués dans cette annexe. Le montant de tel paiement final dans les cas d'invalidité, entre cinq et neuf pour cent, sera six cents dollars et sera déterminé selon le degré d'invalidité et sa durée probable. Les membres de la force ayant membres de la force ayant contracté une invalidité permanente entre cinq et neuf pour cent, recevront trois cents dollars des forces intéressé ne s'aggrave, et alors la pension sera fixée pour la période antérieure conformément à la gravité de la captation d'un versement définitif, le consentement de son épouse doit être obtenu. Tous versements d'une pension définitif.

A

POUR INVALIDITÉS.

ET MONTANT ANNUEL DES PENSIONS.

9e classe 64%-60%5	10e classe 9%-55%	11e classe 54%-50%	12e classe 49%-45%	13e classe 44%-40%	14e classe 39%-35%	15e classe 34%-30%	16e classe 29%-25%	17e classe 24%-20%	18e classe 19%-15%	19e classe 14%-10%	20e classe 9%-5%
\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
360 00	330 00	300 00	270 00	240 00	210 00	180 00	150 00	120 00	90 00	60 00	30 00
180 00	165 00	150 00	135 00	120 00	105 00	90 00	75 00	60 00	45 00	30 00	15 00
382 50	350 63	318 75	286 88	255 00	233 13	191 25	159 38	127 50	95 63	63 75	31 88
157 50	144 37	131 25	118 12	105 00	91 87	78 75	65 62	52 50	39 37	26 25	13 12
465 00	426 25	387 50	348 75	310 00	271 25	232 50	193 75	155 00	116 25	77 50	38 75
75 00	68 75	62 50	56 25	50 00	43 75	37 50	31 25	25 00	18 75	12 50	6 25
510 00	467 50	425 00	382 50	340 00	297 50	255 00	212 50	170 00	127 50	85 00	42 50
30 00	27 50	25 00	22 50	20 00	17 50	15 00	12 50	10 00	7 50	5 00	2 50
540 00	495 00	450 00	405 00	360 00	315 00	270 00	225 00	180 00	135 00	90 00	45 00
600 00	550 00	500 00	450 00	400 00	350 00	300 00	250 00	200 00	150 00	100 00	50 00
756 00	693 00	630 00	567 00	504 00	441 00	378 00	315 00	252 00	189 00	126 00	63 00
936 00	858 00	780 00	702 00	624 00	546 00	468 00	390 00	312 00	234 00	156 00	78 00
1,134 00	1,039 50	945 00	850 50	756 00	661 50	567 00	472 50	378 00	283 50	189 00	94 50
1,620 00	1,485 00	1,350 00	1,215 00	1,080 00	945 00	810 00	675 00	540 00	405 00	270 00	135 00
180 00	165 00	150 00	135 00	120 00	105 00	90 00	75 00	60 00	45 00	30 00	15 00
108 00	99 00	90 00	81 00	72 00	63 00	54 00	45 00	36 00	27 00	18 00	9 00
96 00	90 00	84 00	78 00	72 00	63 00	54 00	45 00	36 00	27 00	18 00	9 00
72 00	66 00	60 00	54 00	48 00	42 00	36 00	30 00	24 00	18 00	12 00	6 00

Les membres des forces ayant contracté une invalidité permanente représentant moins de cinq pour cent ont droit à un paiement définitif n'excédant pas \$100.

Invalides à un degré entre cinq et quatorze pour cent, peuvent choisir d'accepter un paiement final au lieu de la pension ne devra pas dépasser trois cent dollars, et dans les cas d'invalidité entre dix et quatorze pour cent ne devra pas dépasser deux cent dollars. Les contractés une invalidité permanente représentant entre dix et quatorze pour cent, recevront six cents dollars. Les lars. Si l'on a choisi d'accepter le versement définitif, ce choix est final à moins que le degré d'invalidité du membre de l'invalidité, et la somme payée comme versement final sera déduite. Si un pensionnaire marié désire choisir l'acquittement après le temps où une adjudication de quatorze pour cent ou moins aura été faite, seront déduits de la somme du

ANNEXE B.

TARIF DES PENSIONS POUR DÉCÈS.

Grade ou rang du membre des forces.	Taux par année.		
	Veuve ou parents à charge.	Enfant ou frère ou soeur à charge.	Enfant orphelin ou frère orphelin ou soeur orpheline.
	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Tous rangs au-dessous de second maître (marine): simples soldats (armée).....	* 480 00		
Boni	* 96 00	En dehors	du Canada.
"	240 00	En	Canada.
Premier maître et second maître (marine): serg.-major et serg. fourrier d'escouade, de batterie ou de compagnie (armée): serg., y compris 1er sergent et sergent du drapeau (armée).....	* 510 00		
Boni	* 66 00	En dehors	du Canada.
"	210 00	En	Canada.
Cadet et aspirant (marine): maître canonier non s.-off. breveté (armée): serg.-major régimentaire non s.-off. breveté (armée): sergent fourrier régimentaire (armée).....	* 620 00		
Boni	100 00	En	Canada.
Maître entretenu de 2e classe et maître entretenu de 1re classe (marine): sous-officier breveté (armée).....	* 680 00		
Boni	40 00	En	Canada.
Enseigne (marine): lieutenant (armée).....	* 720 00		
Lieutenant (marine): capitaine (armée).....	* 800 00		
Lieutenant-commandant (marine): major (armée).....	* 1,008 00		
Commandant et capitaine, de moins de trois ans d'ancienneté (marine): lieutenant-colonel (armée).....	* 1,248 00		
Capitaine (marine): colonel (armée).....	* 1,512 00		
Commodore et grades supérieurs (marine): général de brigade et grades supérieurs (armée).....	* 2,160 00		
Supplément de pension aux enfants ou frères ou soeurs à charge pour grades ci-dessus.....	Premier....	* 180 00	* 360 00
	Deuxième....	* 144 00	* 288 00
	Subséquent	* 120 00	* 240 00

*Les pensions concédées aux parents ou frères et soeurs peuvent être moindres que ces montants en conformité des dispositions de la présente loi.

Les bonis énoncés dans la présente Annexe doivent être payés durant l'année commençant le premier jour de septembre 1920. Le Premier Ministre.

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et adoptées.

M. Meighen, du consentement de la Chambre, présente alors un Bill (No 223), Loi modifiant la Loi des Pensions, lequel est lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions pour amender les prescriptions du Bill (No 107), Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public.

-(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

Résolu,—Qu'il est expédient d'amender les dispositions du Bill No 107, intitulé: "Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public," en décrétant:

1. Que les mots suivants soient ajoutés, après le mot "salaire" dans la troisième ligne de l'alinéa (b), que l'article deux dudit Bill se propose d'édicter:

"Et tout fonctionnaire, commis ou employé dudit service, qui a été continûment employé d'année en année pendant une période d'au moins en moyenne six mois dans chaque année, ou qui ayant été continûment employé, reçoit un salaire ou des appointements au jour, à la semaine ou au mois, mais ne comprend pas une personne, dont les devoirs requierent attention constante."

2. Que le paragraphe suivant soit ajouté à l'article deux dudit Bill:

"(2) Si la Commission du service civil est d'avis que les dispositions de la Loi doivent s'appliquer à un fonctionnaire, commis ou employé non compris dans l'alinéa (b) du paragraphe un du présent article, elle fera rapport de cet avis au Gouverneur en conseil, en expliquant les circonstances et les raisons afférentes, et si le Gouverneur en conseil approuve ce rapport, le fonctionnaire, commis ou employé pourra être mis à la retraite sous l'empire de la présente Loi."

3. Que le paragraphe suivant soit inséré dans ledit Bill immédiatement après le paragraphe deux de l'article trois dudit Bill:

"(2a) Ledit article trois est amendé par l'addition du paragraphe suivant:—

"(6) S'il y a relativement à la nomination à l'emploi, à la durée du service, aux appointements, rémunération ou allocations d'un fonctionnaire, ou employé qui doit être mis à la retraite sous l'empire de la présente loi, des circonstances extraordinaires que la Commission croit devoir prendre en considération pour déterminer la gratification ou annuité de ce fonctionnaire ou employé, la Commission en fait rapport au Gouverneur en conseil, en indiquant jusqu'à quel point, s'il en est, ces circonstances extraordinaires doivent être prises en considération pour fixer la gratification ou l'annuité du fonctionnaire ou employé à mettre à la retraite; et sur approbation de ce rapport, la gratification ou l'annuité en question est en conséquence fixée."

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et adoptées, et référées au Bill (No 107), Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public.

Le Bill (No 107), Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public est lu la seconde fois, considéré en comité général (avec la résolution adoptée en comité général ce jour), rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 199), Loi modifiant le Tarif des douanes, 1907.

Bill (No 200), Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur.

Bill (No 214), Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre, 1915.

Bill (No 215), Loi modifiant la Loi de l'Oléomargarine, 1919.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat n'insiste pas sur ses deuxième et troisième amendements faits au Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des juges, auxquels la Chambre des Communes n'a pas acquiescé, mais qu'il a adopté à sa place, l'amendement suivant:—

"4. Est amendée la Loi des juges, chapitre 138 des Statuts révisés, 1906, par l'addition de l'article suivant:—

"35. Aucun des juges mentionnés à la présente loi ne peut remplir les fonctions de commissaire ou d'arbitre dans une commission ou dans une enquête, à moins d'avoir été nommé à ces fonctions par le Gouverneur en conseil. Toutefois, le présent article n'empêche pas les juges qui remplissent actuellement les fonctions de commissaire ou d'arbitre de compléter la tâche qu'ils ont entreprise".

Le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du Service civil, 1918 est délibéré en comité général, et sur rapport de progrès le comité obtient l'autorisation de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

Sur motion de M. Reid (Grenville), la motion suivante pour modifier, en comité des Subsidés, deux item formant partie de la résolution 126 dans le budget principal, en enlevant lesdits item pour les remplacer par les suivants, est référée au comité des Subsidés, savoir:—

Prêt n'excédant pas \$89,687,633.39, remboursable sur demande avec intérêt au taux de six pour cent par année, payable semestriellement, à affecter (lorsque les sommes disponibles provenant des recettes nettes d'exploitation peuvent être insuffisantes) au paiement des dépenses faites ou des dettes contractées, en tout temps, par ou au nom de la Compagnie du chemin de fer National canadien, de la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, ou de toute compagnie comprise dans le réseau du chemin de fer National canadien ou du Grand-Tronc de chemin de fer (en excluant, cependant, du présent, les dépenses faites ou les dettes contractées par ou au nom de la *Grand Trunk Pacific Railway Company*, sauf tel que spécifiquement prévu à l'item (f) du présent article), sur l'un quelconque des comptes suivants:— (a) déficits d'exploitation, (b) acquisition de biens, matériaux et approvisionnement, (c) intérêt sur billets, valeurs ou obligations, (d) le principal et l'intérêt des prêts tombant à échéance ou échus, garantis ou non, (e) construction et améliorations, (f) garanties, par ladite Compagnie de Grand-Tronc de chemin de fer, des valeurs de la *Grand Trunk Pacific Railway Company*; ce prêt devant être garanti par hypothèque ou hypothèques sur l'entreprise de la Compagnie du chemin de fer National canadien ou de la Compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada, aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver. Le prêt ou aide autorisé au présent peut être consenti en espèces ou sous forme de garantie, ou partie en espèces et partie en garantie, à la discrétion du Gouverneur en conseil. Toute garantie consentie, au besoin, sous l'autorité du présent peut couvrir le principal et l'intérêt des billets, obligations ou valeurs de la Compagnie du chemin de fer National canadien ou du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, et elle peut être signée par le Ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, en la forme et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver, \$89,687,633.39

Prêt ne dépassant pas \$26,000,000.00, remboursable sur demande avec intérêt au taux de six pour cent par année, payable semestriellement, à affecter (lorsque les sommes disponibles provenant des recettes nettes d'exploitation peuvent être insuffisantes) au paiement des dépenses faites ou des dettes contractées, en tout temps, par ou au nom de la Compagnie du chemin de fer National canadien ou de la *Grand Trunk Pacific Railway Company* ou de toute compagnie comprise dans le réseau du National canadien ou dans le *Grand Trunk Pacific Railway System*, (en incluant, cependant, du présent, les garanties, par la Compagnie du Grand Tronc de chemin de fer, prévues à l'item (f) du crédit précédent), sur l'un quelconque des comptes suivants:—(a) déficits d'exploitation, (b) acquisition de biens, matériaux et approvisionnements, (c) intérêt sur billets, valeurs ou obligations, (d) le principal et l'intérêt des prêts tombant à échéance ou échus, garantis ou non, (e) construction et améliorations; ce prêt devant être garanti par hypothèque ou hypothèques sur l'entreprise de la Compagnie du chemin de fer National canadien ou de la *Grand Trunk Pacific Railway Company*, aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver. Le prêt ou aide autorisé au présent peut être consenti en espèces ou sous forme de garantie, ou partie en espèces et partie en garantie, à la discrétion du Gouverneur en conseil. Toute garantie consentie, au besoin, sous l'autorité du présent peut couvrir le principal et l'intérêt des billets, obligations ou valeurs de la Compagnie du chemin de fer National

canadien ou de la *Grand Trunk Pacific Railway Company*, et elle peut être signée par le Ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, en la forme et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver, \$26,000,000.00.

M. Reid (Grenville), l'un des membres du conseil privé du Roi informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général ayant été mis au fait des changements dans lesdits item, les recommande à la Chambre.

M. Reid (Grenville) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.
La Chambre se forme en conséquence, en comité des Subsidés.
Et le comité continuant de siéger.

Jeudi, 2 juin 1921.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

BUDGET PRINCIPAL.

(Cinq-sixième des sommes ci-dessous):—

XIV—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

DIVERS

Arbitrages et sentences arbitrales et frais de litige..	2,000 00
Commission des chemins de fer du Canada—Entretien et exploitation..	206,060 00
Commission des chemins de fer du Canada—Paiement des dépenses, relatives aux causes qui lui ont été soumises..	5,000 00
Contribution au congrès de l'Association internationale des chemins de fer..	97 33
Commissions des grandes routes—Organisations et paiement du personnel de la Commission des grandes routes, y compris A. W. Campbell, I.C., en qualité de comm. des grandes routes, à \$5,000 par année..	53,000 00
Wagons du gouverneur général: domestique, réparations et altérations..	10,000 00
Prêt ne dépassant pas \$50,000,000, remboursable sur demande avec intérêt au taux de six pour cent par année, payable semestriellement, à utiliser (lorsque les sommes disponibles provenant des recettes nettes d'exploitation peuvent être insuffisantes) au paiement des dépenses faites ou des dettes contractées, en tout temps, par ou au nom de la Compagnie de chemin de fer <i>Canadian Northern</i> , la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, ou toute compagnie comprise dans le réseau du chemin de fer <i>Canadian Northern</i> , ou l'une d'elles, sur l'un quelconque des comptes suivants:—(a) déficits d'exploitation, (b) acquisition de biens, matériaux et approvisionnements, (c) intérêt sur billets, valeurs ou obligations, (d) le principal et l'intérêt des prêts tombant à échéance ou échus, garantis ou non, et (e) construction et améliorations; ce prêt doit être garanti par hypothèques sur l'entreprise de la compagnie du chemin de fer <i>Canadian Northern</i> et de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approu-	

ver. Le prêt ou aide autorisé au présent peut être accordé en espèces ou sous forme de garantie, ou partie en espèces et partie en garantie, à la discrétion du Gouverneur en conseil. Toute garantie consentie, au besoin, sous l'autorité du présent peut couvrir le principal et l'intérêt des billets, obligations ou valeurs de la Compagnie des chemins de fer *Canadian Northern* ou de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, et elle peut être signée par le Ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, en la forme et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver.50,000,000 00

126 Prêt n'excédant pas \$89,687,633.39, remboursable sur demande avec intérêt au taux de six pour cent par année, payable semestriellement, à affecter (lorsque les sommes disponibles provenant des recettes nettes d'exploitation peuvent être insuffisantes) au paiement des dépenses faites ou des dettes contractées en tout temps, par ou au nom de la Compagnie du chemin de fer national canadien, de la compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, ou de toute compagnie comprise dans le réseau du chemin de fer national canadien ou du Grand-Tronc de chemin de fer (en excluant, cependant, du présent, les dépenses faites ou les dettes contractées par ou au nom de la *Grand Trunk Pacific Railway Company*, sauf tel que spécifiquement prévu à l'item (f) du présent article), sur l'un quelconque des comptes suivants:—(a) déficit d'exploitation, (b) acquisition de biens, matériaux et approvisionnements, (c) intérêt sur billets, valeurs ou obligations, (d) le principal et l'intérêt des prêts tombant à échéance ou échus, garantis ou non, (e) construction et améliorations, (f) garanties, par ladite Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer, des valeurs de la *Grand Trunk Pacific Railway Company*; ce prêt devant être garanti, par hypothèque ou hypothèques sur l'entreprise de la Compagnie du chemin de fer national canadien ou de la compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver. Le prêt ou aide autorisé au présent peut être consenti en espèces ou sous forme de garantie ou partie en espèce et partie en garantie à la discrétion du Gouverneur en conseil. Toute garantie consentie, au besoin, sous l'autorité du présent peut couvrir le principal et l'intérêt des billets, obligations ou valeurs de la Compagnie du chemin de fer national canadien ou du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, et elle peut être signée par le Ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, en la forme et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver.89,687,633 39

Prêt ne dépassant pas \$26,000,000, remboursable sur demande avec intérêt au taux de six pour cent par année, payable semestriellement, à affecter (lorsque les sommes disponibles provenant des recettes nettes d'exploitation peuvent être insuffisantes) au paiement des dépenses faites ou des dettes contractées, en tout temps par ou au nom de la compagnie du chemin de fer national canadien ou de la *Grand Trunk Pacific Railway Company* ou de toute compagnie comprise dans le réseau du national canadien ou dans le *Grand Trunk Pacific Railway System*, (en excluant, cependant, du présent, les garanties, par la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer, prévues à

l'item (f) du crédit précédent), sur l'un quelconque des comptes suivants:—(a) déficits d'exploitation, (b) acquisition de biens, matériaux et approvisionnements, (c) intérêt sur billets, valeurs ou obligations, (d) le principal et l'intérêt des prêts tombant à échéance ou échus, garantis ou non, (e) construction et améliorations; ce prêt devant être garanti par hypothèque ou hypothèques sur l'entreprise de la compagnie du chemin de fer national canadien ou de la *Grand Trunk Pacific Railway Company*, aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver. Le prêt ou aide autorisé au présent peut être consenti en espèces ou sous forme de garantie ou partie en espèces et partie en garantie, à la discrétion du Gouverneur en conseil. Toute garantie consentie, au besoin, sous l'autorité du présent peut couvrir le principal et l'intérêt des billets, obligations ou valeurs de la compagnie du chemin de fer national canadien ou de la *Grand Trunk Pacific Railway Company*, et elle peut être signée par le Ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, en la forme et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver.

	26,000,000 00
Travaux divers non prévus	2,000 00
Impressions et papeterie: Service extérieur	7,000 00
Levés et inspections: Canaux, y compris appointements et frais des experts employés temporairement	70,000 00
Levés et inspections et dépenses générales: chemins de fer, y compris appointements et dépenses des experts employés temporairement	75,000 00
Paiement des dépenses afférentes à l'acquisition du Grand-Tronc et des réseaux de chemins de fer associés et procédures d'arbitrage à ce sujet	1,000,000 00

XXXVIII—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

CHEMINS DE FER.

341 Chemins de fer de l'Etat, en vue d'aider à combler le déficit des frais d'exploitation pour les douze mois se terminant le 31 décembre 1921, l'administration étant par les présentes autorisée à appliquer les recettes et le revenu au paiement des dites dépenses d'exploitation	7,000,000 00
---	--------------

CANAUX.

342 Personnel et réparations	2,270,000 00
--	--------------

XIII.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

112 Réclamations pour droit de passage	35,000 00
--	-----------

Matériel divers de chemins de fer

113 Somme requise durant l'exercice courant pour le matériel de chemins de fer commandé en 1920 sous le couvert du crédit n° 115, et pour améliorations au matériel actuel, et pour achat d'un nouvel équipement pour les fins et aux mêmes conditions (sauf tel que modifié au présent) mentionnées au chapitre 38 du Statut de 1918. La subvention prescrite au présent peut	
--	--

être faite sous forme d'avances à la *Canadian National Railway Stock Company* ou à toute compagnie comprise dans le réseau du chemin de fer *Canadian Northern* ou du *Grand Trunk Pacific Railway System*, ou sous forme d'équipement ou de matériel acquis par le Ministre. 1,903,133 00

Chemin de fer de la baie d'Hudson

114 Têtes de ligne de Port-Nelson. 100,000 00

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous).

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

CANAUX.

392	{	Carillon et Grenville—Améliorations—Crédit supplémentaire.	20,500 00
		Welland—Reconstruction de l'élévateur à Port-Colborne—Crédit supplémentaire.	15,000 00
		Lachine—Réparations au syphon de la rivière Saint-Pierre—Crédit supplémentaire.	1,000 00

CHEMINS DE FER.

393	{	Grand Tronc—Paiement des frais se rattachant à l'acquisition du Grand Tronc de chemin de fer et des réseaux alliés—Crédit supplémentaire.	200,000 00
		Pont de Québec—Paiement de soldes de comptes.	24,555 50

DIVERS.

394	{	Etudes et inspections—Canaux—Crédit supplémentaire.	10,000 00
		Paiement des dépenses se rattachant à l'administration du contrôle du combustible (mandat du Gouverneur général du 5 août 1920)	50,000 00
		Augmentation du montant du prêt autorisé par le crédit 478, Loi des subsides No 4, 1920—Crédit supplémentaire.	1,520,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

430	Chemins de fer de l'Etat, en vue de combler le déficit des frais d'exploitation pour les neuf mois se terminant le 31 décembre 1920, l'administration des chemins de fer étant par les présentes autorisée à appliquer les recettes et le revenu au paiement des frais d'exploitation—Crédit supplémentaire.	2,000,000 00
-----	--	--------------

GOVERNEMENT CIVIL.

440	{	Ministère des Chemins de fer et Canaux—	
		Pour payer, au lieu de permis d'absence, aux fonctionnaires mis à la retraite qui suivent, les sommes ci-après indiquées:	
		L. K. Jones.	500 00
		M. W. Maynard.	280 00
		C. W. Ross.	410 66
		A. U. Almon.	160 00
		J. P. Wright.	266 66
W. B. A. Hill.	224 00		
	Dépense casuelle—		
	Impressions et papeterie—Crédit supplémentaire.	1,500 00	

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

CHEMINS DE FER.

Chemins de fer du gouvernement canadien—		
470	Ligne d'embranchement de Dartmouth à Deans—Solde payable aux entrepreneurs.	3,000 00
	Remboursement au chemin de fer St-Martin, pour somme payée en trop.	1,405 39
	Ile du Prince-Edouard, têtes de lignes de bacs transbordeurs—Cap Tourmentin—Réclamations.	97,000 00
471	Achat, à des prix qui ne dépassent pas les sommes spécifiées au présent, des chemins de fer suivants (les dettes de chaque chemin de fer envers les chemins de fer du gouvernement canadien devant être annulées); l'intérêt sur le prix d'achat de chaque chemin de fer est payable au taux de cinq pour cent par an depuis la date de la prise de possession jusqu'à la date du transport du titre. (Ceux desdits chemins de fer qui sont sous la juridiction du Parlement du Canada sont par le présent autorisés à vendre leur actif et entreprises respectifs en conséquence:	
	York et Carleton, \$18,000.00—A voter de nouveau.	4,500 00
	Moncton & Bouctouche Ry., \$70,000.00—A voter de nouveau.	70,000 00
	Caraquet & Gulf Shore Ry., \$200,000.00—A voter de nouveau.	50,000 00
	Intérêt estimé—depuis la date de la prise de possession jusqu'au 31 mars 1922, et n'excédant pas (y compris la somme à voter de nouveau, \$39,000)	47,500 00

CANAUX.

472	Ecluse Sainte-Anne—	
	Contribution au coût du pont de la grande route sur le canal de l'Île Perrot comme partie d'un total de \$150,000.	50,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

CHEMINS DE FER.

Chemins de fer de l'Etat—En remboursement des dépenses faites durant l'exercice 1920-21 pour régler les réclamations des fonctionnaires des chemins de fer de l'Etat qui ont fait du service militaire outre-mer		80,000 00
473	Pour compléter les allocations de pension payables en vertu des dispositions de la <i>Loi de la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer Intercolonial et de l'Île du Prince-Edouard</i> , de manière à porter le paiement minimum durant l'exercice, à \$30 par mois, au lieu de \$20, tel qu'établi par ladite loi.	50,000 00
	Domages réclamés par le vapeur <i>Harlem</i> , d'au plus	130,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 138), Loi modifiant le Code criminel avec plusieurs amendements comme suit:—

1. Page 1, ligne 3.—Retrancher la clause 1.

2. Page 1, ligne 11.—Retrancher les mots “dont la preuve est à la charge de l'accusé”.

3. Page 1, ligne 14.—A la suite du mot “fin” insérer “ Cette possession constitue une preuve *prima facie* d'une possession illégale”.

4. Page 3, ligne 8.—Retrancher la clause 5.

5. Page 3, ligne 15.—Retrancher la clause 7.

6. Page 4, ligne 31.—Au paragraphe (2) substituer le suivant:—

“(2) Est coupable d'un acte criminel et passible de cinq ans d'emprisonnement, celui qui volontairement et dans un but frauduleux brûle un effet mobilier d'une valeur dépassant deux cents dollars”.

7. Page 4, ligne 38.—Retrancher la clause 14.

8. Page 4, ligne 42 jusqu'à page 5, ligne 24.—Retrancher toute la clause 15.

9. Page 10, ligne 2.—Immédiatement à la suite de l'article 24 ajouter ce qui suit comme article 24A:—

“24A. Est amendé l'alinéa (a) de l'article 1140 de ladite loi pour l'addition du sous-alinéa suivant:—

“(iv) une infraction se rapportant ou du à la location d'une terre qui a été payée en totalité ou en partie par *scrip* ou qui a été octroyée sur des certificats émis en faveur de métis relativement à l'extinction du titre indien”.

Page 10, ligne 6.—Immédiatement à la suite de la clause 25 insérer ce qui suit comme clause 25A:—

“25A. Est amendée ladite loi par l'insertion de l'article suivant après l'article 1055:—

“1055A. (1) Lorsqu'un individu a été trouvé coupable d'un acte criminel autre qu'un crime entraînant la peine capitale, un juge de la Cour d'appel de la province dans laquelle la condamnation a été prononcée peut autoriser une demande à cette Cour pour reviser la sentence rendue.”

(2) Sur présentation d'une pareille demande, la Cour d'appel doit examiner l'adéquation de la sentence rendue et, d'après la preuve, s'il en existe, qu'elle juge à propos de requérir ou d'accueillir, elle peut:—

(a) refuser de modifier la sentence;

(b) réduire ou augmenter la peine que cette sentence comporte, mais toujours de façon que telle réduction ou augmentation reste dans les limites de la pénalité que prescrit la loi pour punir l'acte dont ledit individu a été trouvé coupable; ou

(c) d'autre manière modifier la peine infligée, mais en restant toujours dans les limites susdites.

(3) Tout jugement en vertu duquel la Cour d'appel réduit, augmente ou modifie ainsi la peine d'un condamné, a le même effet et la même portée que si c'était une sentence qui aurait été rendue contre ledit individu par le tribunal devant lequel s'est instruit sans procès”.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 139), Loi modifiant la Loi de l'immigration avec plusieurs amendements comme suit:—

1. Page 2, ligne 27.—A la suite du mot “péremptoire” insérer “ Ces frais ne comprennent pas les honoraires”.

2. Page 4, ligne 26.—Retrancher toute la clause 12.

La Chambre s'ajourne alors à 1.55 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

No 77.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU JEUDI, 2 JUIN 1921.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

Sur motion de M. Meighen,—Résolu, que vendredi, le 3 juin prochain, et tous les jours de la présente session, la Chambre se réunira à onze heures de l'avant-midi, excepté le dimanche, et qu'en plus de l'intermission ordinaire à six heures p.m., il y aura une intermission tous les jours de une heure à deux heures et demie p.m., et que les différents comités de la Chambre seront autorisés de siéger durant les séances de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre, qu'il a reçu la résignation des membres suivants:—

De l'honorable Newton Wesley Rowell, membre pour le district électoral de Durham; et

De John A. Maharg, Ecr., membre pour le district électoral de Maple-Creek.

Et qu'il a en conséquence émis ses mandats au directeur général des élections d'avoir à préparer de nouveaux brefs d'élection pour lesdits districts électoraux respectivement.

DISTRICT ELECTORAL DE DURHAM.

OTTAWA, mai 31, 1921.

A l'honorable EDGAR RHODES,
Orateur de la Chambre des Communes,
Ottawa.

Je résigne présentement mon siège comme membre pour le district électoral de Durham.

N. W. ROWELL (L.S.)

Témoins:

A. K. Maclean (L.S.)

H. Cronyn (L.S.)

DISTRICT ELECTORAL DE MAPLE-CREEK.

OTTAWA, 20 mai 1921.

A l'honorable E. N. RHODES,

Orateur de la Chambre des Communes, du Canada.

Je donne présentement ma résignation comme membre de la Chambre des Communes du Canada pour le district électoral de Maple-Creek, ladite résignation devant prendre effet immédiatement.

J. A. MAHARG (L.S.)

Témoins:

Andrew Knox (L.S.)

John F. Reid (L.S.)

M. Tolmie, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,— Rapport annuel du surintendant des levées géodésiques du Canada pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Et aussi,—Copie du rapport conjoint de la commission internationale des frontières touchant le relevé et la démarcation des frontières entre le Canada et les Etats-Unis, depuis le terminus ouest de la terre de frontière le long de la quarante-neuvième parallèle du côté ouest de Point-Roberts passant à travers la Georgie, Haro et le détroit de Juan de Fuca, à l'océan Pacifique, accompagné de deux cartes identiques, signées, en conformité des prescriptions de l'article VIII du traité signé à Washington, le 11 avril 1908.

Les amendements faits par le Sénat aux bills suivants sont pris en considération, et respectivement agréés, savoir:—

Bill (No 138), Loi modifiant le Code criminel.

Bill (No 139), Loi modifiant la Loi de l'immigration.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution à l'effet de réglementer la vente et l'inspection des racinages;

Sur motion de M. Tolmie, ledit ordre est rescindé et la résolution retirée.

Les bills suivants sont respectivement lus la seconde fois, considérés en comité général, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, savoir:—

Bill (No 221), Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le Revenu.

Bill (No 222), Loi modifiant la Loi de l'Assurance des soldats de retour.

Bill (No 223), Loi modifiant la Loi des pensions.

Bill (No 219), Loi concernant certaines procédures prévues à la partie IV de la Loi de tempérance du Canada.

Le Bill (No 211), Loi concernant le ministère des Douanes et de l'Accise est lu la seconde fois, délibéré en comité général;

Et le comité continuant de siéger,

Vendredi, 3 juin 1921.

Ledit bill est rapporté avec un amendement, considéré tel qu'amendé, et remis pour troisième lecture à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 3.20 a.m., jusqu'à onze heures a.m. ce jour.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

AVIS DE MOTIONS ET QUESTIONS

M. *Delisle*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Les Griffenhagen sont-ils encore dans la division des Mandats-Postes du ministère des Postes?
2. Quels sont leurs appointements par mois?
3. Combien de fonctionnaires doivent être destitués dans cette division?
4. Combien de Canadiens français?
5. Est-il vrai que ces fonctionnaires seront remplacés par des machines?
6. Recommande-t-on des machines américaines? Dans l'affirmative, combien, et à quel prix?
7. Combien de temps les Griffenhagen et Compagnie doivent-ils rester à faire leur besogne détestable au département des Postes?
8. Qui est ministre des Postes? M. Blondin ou M. Foster? Si c'est M. Blondin, combien de fonctionnaires de son département seront destitués avec son approbation?

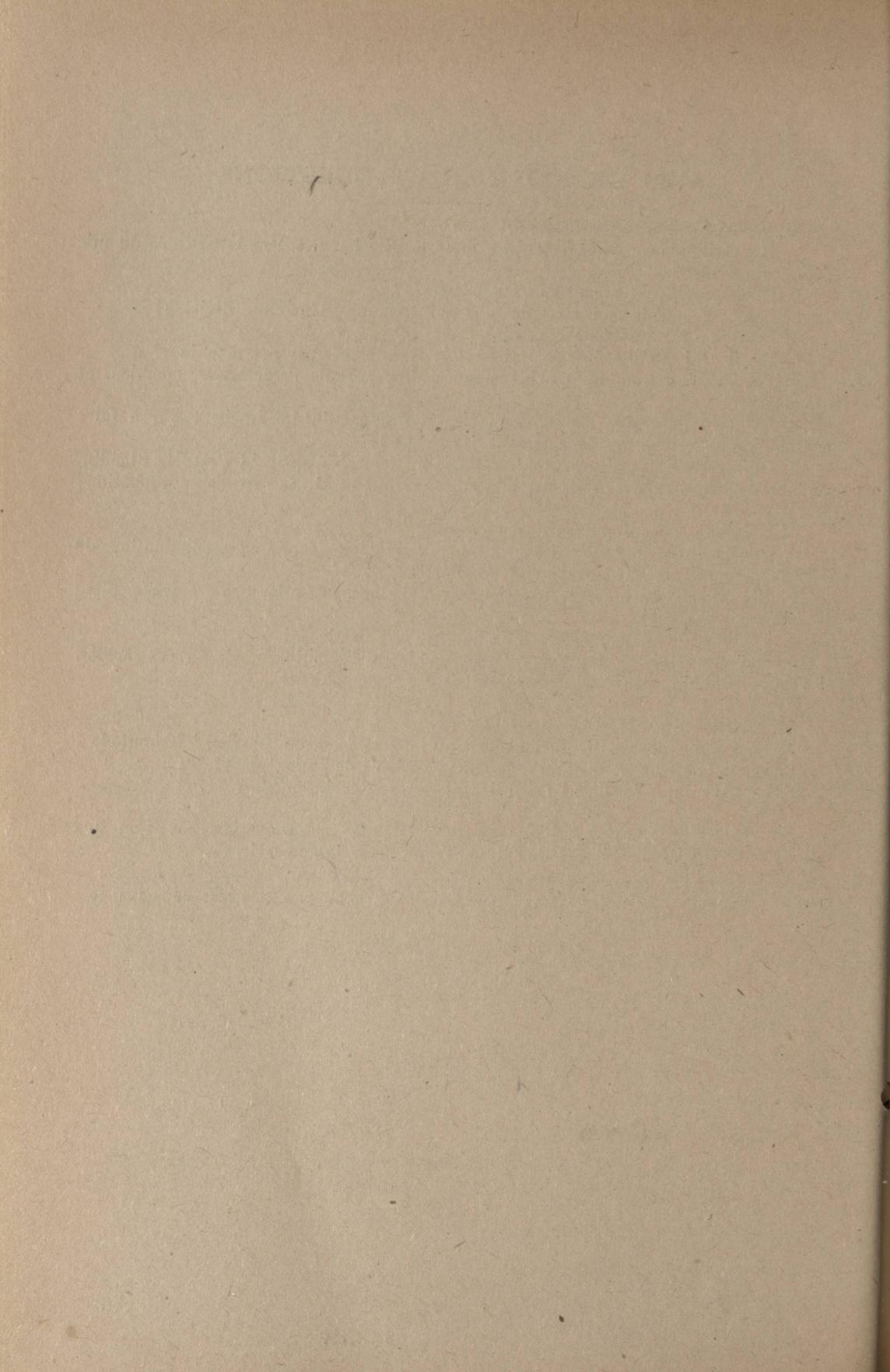
M. *Delisle*—Samedi prochain—QUESTION—

1. Combien de fonctionnaires doivent être destitués sur recommandation de Griffenhagen et Cie, au département des Postes?
2. Est-il vrai que tous ces fonctionnaires sont casernés dans une certaine pièce de l'édifice Langevin?
3. Combien de Canadiens français doivent être destitués?
4. Qui est ministre des Postes? l'honorable M. Blondin ou sir George Foster, si c'est M. Blondin, pourquoi ne protège-t-il pas ses employés?

M. *Delisle*—Samedi prochain—QUESTION—

1. M. George Ross a-t-il un logement au bureau de poste de ville, à Toronto?
2. Dans l'affirmative, quelle est la valeur estimée de ce logement?
3. Le prix de ce logement est-il déduit de ses appointements?

M. *Halbert*—Samedi prochain—QUESTION—Quelle compensation paye-t-on aux membres du comité d'arbitrage du Grand-Tronc, pour leurs services?



No 78.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU VENDREDI, 3 JUIN 1921.

Onze heures a.m.

PRIÈRES.

Sur motion de M. Meighen, secondé Par M. King, une adresse est votée à Son Excellence, le Gouverneur général, dans les termes suivants:—

A Son Excellence Victor-Christian-William, duc de Devonshire, marquis de Hartington, comte de Devonshire, comte de Burlington, baron Cavendish de Harwicke, baron Cavendish de Keighly, chevalier de la Jarretière, conseiller privé, etc., etc., etc., Gouverneur général et commandant en chef de la Puissance du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:—

Nous, féaux et loyaux sujet de Sa Majesté, le les Communes du Canada, en Parlement assemblés, en notre nom comme au nom de ceux que nous représentons, désirons respectueusement offrir à Votre Excellence l'expression des regrets sensibles que le pays éprouve en apprenant la fin prochaine de vos relations officielles avec le Canada.

Nous désirons assurer Votre Excellence de l'appréciation profonde dans laquelle nous avons vu votre zèle et votre dévouement inlassables pour l'exercice des fonctions qui vous incombent au titre de représentant de Sa Majesté parmi nous. Nous nous souvenons que Votre Excellence est entrée en fonctions pendant l'affreuse lutte dont l'Empire est sorti victorieux. Nous rappelons avec reconnaissance la valeur des services que vous avez rendus au pays en des jours de tempête et de troubles, et c'est avec gratitude que nous affirmons la haute portée de ces services pendant la période difficile des reconstitutions subséquentes.

Par ses voyages, Votre Excellence a acquis une connaissance étendue de notre pays, et elle a manifesté une compréhension sympathique des idéals et des aspirations de notre peuplé; et nous osons vous assurer que nous apprécions l'intérêt que vous avez porté, l'encouragement que vous avez accordé à toute cause nationale, aux arts, aux sciences, à l'enseignement.

Nous comprenons que toute reconnaissance de vos services serait imparfaite si elle ne comportait l'expression du sentiment que vous avez de la part charmante que Son Excellence la duchesse de Devonshire et votre famille ont prise dans les différents aspects de vos fonctions. Le nom de Son Excellence rappellera toujours au peuplé du Canada la dignité du rang, et votre souvenir, comme celui de votre famille, évoquera tout ce qui est aimable dans la vie privée.

Nous osons espérer que lorsque Votre Excellence résignera sa charge aux mains du Roi, elle assurera à Sa Majesté la loyauté et le dévouement inéluçtables du peuple canadien au trône et à la personne du souverain, et aussi son affection durable envers la mère patrie, comme sa résolution ferme de maintenir et d'accentuer les liens qui unissent les domaines de Sa Majesté.

En disant adieu à Votre Excellence, à la duchesse de Devonshire et à votre famille, nous vous offrons nos meilleurs vœux pour votre bien-être et votre bonheur futurs.

Sur motion de M. Meighen, secondé par M. King,—Résolu, qu'un message soit envoyé au Sénat informant Leurs Honneurs, que la Chambre a voté une adresse à Son Excellence, le Gouverneur général, à l'occasion de la conclusion prochaine des rapports officiels de Son Excellence avec notre pays, et priant Leurs Honneurs de s'unir à la Chambre dans ladite adresse.

Le Bill (No 206), Loi pour réglementer la qualité des produits laitiers est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Du consentement de la Chambre, Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence, le Gouverneur général,—Douzième rapport annuel de la Commission du service civil du Canada, pour l'année se terminant le 31 décembre 1920.

Le Bill (No 211), Loi concernant le ministère des Douanes et de l'Accise, est lu la troisième fois et passé.

Du consentement de la Chambre, M. Meighen, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre par ordre de Son Excellence, le Gouverneur général,—Rapport intérimaire de Son Honneur le juge Snider touchant la disposition d'une quantité de publications dans la division de distribution du bureau de l'Imprimerie du gouvernement.

Sir Henry Drayton, l'un des membres du conseil privé du Roi, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence, le Gouverneur général, lequel est lu comme suit:—

DEVONSHIRE,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des Communes le budget supplémentaire additionnel des sommes requises pour le service du Canada pour l'année expirant le 31 mars 1922, et conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, il recommande ce budget à la Chambre des Communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

OTTAWA, juin 1921.

Sur motion de Sir Henry Drayton, lesdits message et budget supplémentaire additionnel sont référés au comité des Subsidés.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 107), Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public, avec un amendement comme suit:—

1. Page 1, ligne 13.—Supprimer tous les mots qui suivent le mot "durant" jusqu'au mot "ou" à la quatorzième ligne, pour y substituer "une partie de chaque année".

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur certaines résolutions modifiant la Loi des Assurances, 1917;

Sur motion de M. Meighen, ledit ordre est rescindé et les résolutions retirées.

Le Bill (No 140), Loi modifiant la Loi des brevets est lu la seconde fois, considéré en comité général, rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

Le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, est de nouveau considéré en comité général;

Et le comité continuant de siéger;

A six heures p.m., M. l'Orateur reprend le fauteuil et le quitte pour le reprendre à huit heures p.m.

Huit heures p.m.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill M2 (No 120) du Sénat, intitulé: "Loi pour faire droit à Alphonse LeMoynes de Martigny;"

Sur motion de M. Lemieux, ledit ordre est rescindé et le bill retiré.

Sur motion de M. Lemieux,—Ordonné, qu'un message soit envoyé au Sénat pour retourner à cette Chambre la preuve, etc., faite devant le comité spécial des Divorcés au Sénat, auquel a été soumis le bill ci-haut mentionné.

Ayant disposé de l'ordre pour les bills privés;

Le comité général sur le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du Service civil, 1918, reprend le cours de ses délibérations, et ledit bill est rapporté avec des amendements, considéré tel qu'amendé, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat se joint à la Chambre des Communes dans l'adresse à Son Excellence le Gouverneur général à l'occasion de la conclusion prochaine de ses rapports officiels avec ce pays, en remplissant l'espace en blanc qui s'y trouve par les mots "le Sénat et".

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

BUDGET PRINCIPAL.

(Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous):

XXII—INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Institutions scientifiques.

232	{	Dépenses relatives à l'observatoire fédéral à Ottawa	55,715 00
		Dépenses relatives à l'observatoire fédéral à Victoria, Colombie-Britannique	14,000 00

Service géodésique du Canada.

233	Recherches, reconnaissances, triangulation, nivellements de précision, service topographique et astronomie géodésique, etc..	325,000 00
-----	--	------------

Frontières internationales.

234	Dépenses relatives à l'arpentage et à la démarcation des frontières internationales, y compris \$1,000 à J. J. McArthur à titre de commissaire des frontières internationales.	37,820 00
-----	--	-----------

XXX—GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

270	{ Appointements et frais relatifs à l'administration des Territoires, y compris érection de bâtiments et travaux, recherches, ainsi que \$600 à Geo. D. Pope, comptable.	125,000 00
	{ Territoires du Nord-Ouest, explorations.	70,000 00

XXXI—GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU YUKON

271	{ Appointements et frais relatifs à l'administration du Territoire.	35,000 00
	{ Subvention au conseil local.	45,000 00
	{ Subvention pour entretien des chemins.	20,000 00
	{ Subvention pour la construction de chemins, district de Mayo.	20,000 00

XXXII—TERRES ET PARCS FÉDÉRAUX

272	{ Appointements, service extérieur des terres fédérales.	515,000 00
	{ Dépense casuelle, etc., terres fédérales.	250,000 00
	{ Arpentages des terres fédérales, examen des rapports d'arpentage, impression des plans, etc.	600,000 00
	{ Somme requise pour payer les honoraires de la Commission des examinateurs des candidats arpenteurs fédéraux, et des sous-examinateurs, la papeterie, les impressions, loyers et meubles, etc. (Les honoraires de MM. E. Deville, Otto J. Klotz et W. M. Tobey, membres de la Commission, et de J. A. Côté, secrétaire, doivent être payés à même cette somme).	2,400 00
	{ Pour aider à la publication des mémoires de l'Association des Arpenteurs fédéraux.	125 00
	{ Protection des forêts du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest, et de la zone des chemins de fer de la Colombie-Britannique, arboriculture au Manitoba, en Alberta et en Saskatchewan, et inspection et administration des réserves forestières.	1,000,000 00
	{ Subvention à l'Association forestière canadienne.	4,000 00
	{ Etudes et enquêtes sur les forces et ressources hydrauliques et administration des forces hydrauliques, etc.	367,000 00
	{ Dépenses pour la Commission fédérale des forces hydrauliques relativement l'étude des ressources du combustible et des forces hydrauliques du Dominion.	15,000 00
	{ Levés et inspections, relatifs à l'administration de la <i>Loi d'irrigation</i> , etc., y compris \$400 pour M. P. Marchand, à titre de vérificateur des déboursés faits par les compagnies dans l'acquisition de terres en vertu du régime d'irrigation.	284,000 00
	{ Assainissement des terres fédérales par drainage (y compris \$149,000 à voter de nouveau).	300,000 00
	{ Subvention à la <i>Western Canada Irrigation Association</i>	1,000 00
	{ Subvention à la <i>Cypress Hills Water User's Association</i>	250 00
	{ Parcs nationaux du Canada.	800,000 00
	{ Administration de la <i>Loi du gibier du Nord-Ouest</i> et de la <i>Loi des oiseaux migrateurs</i>	60,000 00

Gravure, lithographie, impressions et préparation des cartes, plans et publications semblables du Dominion, y compris le matériel nécessaire, etc.	105,700 00
Frais de litige et frais judiciaires.	10,000 00
Appointements et frais, terres d'artillerie.	1,595 00
Subvention au Club Alpin du Canada.	1,000 00
Avances pour grains de semence—Somme requise pour couvrir les parties des avances non perçues pour achat de grains de semence dans les provinces de l'Ouest, par les banques autorisées, aux tenanciers de terres fédérales non patentées sous la garantie du gouvernement fédéral, y compris les commissions émoluments des secrétaires-trésoriers des municipalités et fonctionnaires des ministères d'agriculture provinciaux et aide aux écritures, etc.	500,000 00
Sommes requise pour assurer, sous forme de provisions alimentaires, de vêtements, de combustible, indispensables, etc., et de fourrage pour animaux, aux colons nécessiteux des provinces d'Alberta et de la Saskatchewan en coopération et par entente avec les gouvernements provinciaux ou autrement, et en vertu des règlements établis par le Gouverneur en conseil (Partie du solde de 1920-21 non dépensé à voter de nouveau).	325,000 00

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous) :—

GOUVERNEMENT CIVIL.

372 Ministère de l'Intérieur— Dépense casuelle—Crédit supplémentaire.	57,500 00
--	-----------

GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST.

417 Territoires du Nord-Ouest, explorations—(Mandat du Gouverneur général du 18 janvier 1921).	30,000 00
--	-----------

TERRES ET PARCS FEDERAUX.

Dépense casuelle, terres fédérales—Crédit supplémentaire.	40,000 00
Somme requise pour payer les honoraires de M. J. A. Côté comme secrétaire de la Commission des examinateurs des candidats arpenteurs fédéraux.	275 00
Subvention à l'Association forestière canadienne—Crédit supplémentaire.	3,000 00
418 Parcs nationaux du Canada—(y compris le mandat du Gouverneur général du 26 janvier 1921, de \$50,000.00)—Crédit supplémentaire.	65,000 00
Montant requis pour couvrir les parties des avances non perçues pour achat de grains de semence dans les provinces de l'Ouest par les banques autorisées aux tenanciers de terres fédérales non patentées sous la garantie du gouvernement fédéral—Crédit supplémentaire.	85,000 00
Frais de litige et frais judiciaires—Crédit supplémentaire.	5,000 00

BUDGET PRINCIPAL.

(Cinq-sixièmes de la somme ci-dessous) :—

323 Subvention au Bureau impérial des ressources minérales.	12,166 67
---	-----------

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous) :—

MINES ET COMMISSION GEOLOGIQUE.

408	Pour balance des dépenses de développement et des frais à compte du capital d'une station de démonstration établie par le <i>Lignite Utilization Board of Canada</i> , relativement à la carbonisation et à la mise en briquettes du lignite. Cette subvention est accordée à la condition que les provinces du Manitoba et de la Saskatchewan conviennent de fournir chacune la somme supplémentaire de \$70,000—Mandat du Gouverneur général du 11 octobre 1920.	140,000 00
-----	--	------------

MINES ET COMMISSION GEOLOGIQUE

512	Somme requise pour la <i>Lignite Utilization Board of Canada</i> pour frais d'exploitation et autres dépenses se rattachant à la carbonisation et à la mise en briquettes du lignite.	140,000 00
-----	---	------------

BUDGET PRINCIPAL.

(Cinq-sixièmes de la somme ci-dessous) :—

XXVIII—INDIENS

263	Nouveau-Brunswick.	23,784 00
-----	----------------------------	-----------

Samedi, 4 juin 1921.

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous) :—

INDIENS.

Ile du Prince-Edouard—		
412	Réparations aux routes	200 00
	Secours aux Indiens nécessiteux—Crédit supplémentaire.	300 00
413	Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Territoires du Nord-Ouest—	
	Grains de semence et graines de jardins—Crédit supplémentaire.	19,285 00
Colombie-Britannique—		
414	Secours aux nécessiteux—Crédit supplémentaire.	8,500 00
	Hôpital, soins médicaux, etc.—Crédit supplémentaire.	19,500 00
	Frais de voyage—Crédit supplémentaire.	6,700 00
415	Yukon—Secours, soins médicaux, etc.—Crédit supplémentaire.	1,500 00
416	En général—Frais de contentieux—Crédit supplémentaire.	5,000 00
<i>Nouveau-Brunswick—</i>		
516	Secours — Crédit supplémentaire.	5,000 00
Ontario et Québec—		
517	Secours, soins médicaux et médicaments — Crédit supplémentaire.	9,000 00
	Réparations aux chaussées et aux ponts — Crédit supplémentaire	5,000 00
518	Manitoba, Saskatchewan, Alberta et T. du N.—	
	Frais généraux—Crédit supplémentaire.	12,600 00

519 En général—	
Frais du contentieux—Crédit supplémentaire..	4,500 00
520 Colombie-Britannique—	
Secours aux indigents—Crédit supplémentaire..	9,000 00

AGRICULTURE.

381 Pour achat de graines de semence—Mandat du Gouverneur général, 22 décembre 1920..	1,500,000 00
382 Santé des animaux—Crédit supplémentaire—Mandat du Gouverneur général, 18 janvier 1921..	100,000 00
383 Santé des animaux—Crédit supplémentaire—Mandat du Gouverneur général, 11 février 1921..	100,000 00
384 Santé des animaux—Crédit supplémentaire..	100,000 00
456 Crédit supplémentaire pour fermes expérimentales pour l'établisse- ment d'une station de démonstration pour le lin, dans l'ouest de l'Ontario..	25,000 00
457 Crédit supplémentaire pour l'application de la Loi des insectes des- tructeurs et autres fléaux..	10,000 00
458 Crédit supplémentaire pour santé des animaux, expansion de tra- vaux d'élevage autorisés et de travaux relatifs à la tuberculose la nourriture des animaux, pour aider à l'expansion de ce tra- bovine..	300,000 00
459 Crédit supplémentaire pour le contrôle des grains de semence et de vail, et pour l'administration de la Loi des engrais..	20,000 00
Ministère de l'Agriculture—	
Traitements—	
554 { Un commissaire, Institut international d'Agriculture..	3,900 00
Un commis teneur-de-livres senior..	1,380 00
Un adjoint du Chef, division de l'alimentation..	1,920 00
Un expert en chef en produits laitiers..	2,520 00
Un éditeur de la Gazete agricole et directeur adjoint de la publicité.	2,280 00

BUDGET PRINCIPAL.

(Cinq-sixièmes des somme ci-dessous):—

II—FRAIS DE GESTION.

Bureaux des sous-receveurs généraux et caisses d'épargne rurale—	
Appointements..	112,575 00
Dépenses casuelles..	15,000 00
Impression des billets du Dominion..	400,000 00
Impressions, annonces, inspections, frais de messageries, etc..	100,000 00
1) Commission pour paiement de l'intérêt sur la dette publique, vérifica- tion, achat d'effets publics pour fonds d'amortissement..	100,000 00
Courtage sur achat d'effets publics pour fonds d'amortissement..	6,000 00
Timbres anglais, frais de port, etc..	3,000 00
Pour retirer de la circulation, des monnaies étrangères et celles qui n'ont plus cours..	80,000 00

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

2 Gouverneur général—	
Traitements, y compris celui du secrétaire du Gouverneur géné- ral, en sus du traitement autorisé par le chapitre 4, S.R., \$3,600..	33,625 00

	Dépense casuelle, y compris allocation de \$600 à A. F. Sladen, secrétaire particulier.	66,600 00
3	Bureau, du Conseil Privé—	
	Traitements.	38,270 00
	Dépense casuelle.	10,000 00
6	Secrétariat d'Etat—	
	Traitements.	190,410 00
	Dépense casuelle.	33,500 00
10	Royale Gendarmerie à cheval du Canada—	
	Traitements.	31,535 00
	Dépense casuelle.	9,000 00
11	Bureau de l'Auditeur général—	
	Traitements, y compris Auditeur général, \$1,000 de supplément à 7-8 Edouard VII, chapitre 6.	218,575 00
	Dépense casuelle.	22,000 00
12	Finances—	
	Traitements.	416,275 00
	Dépense casuelle.	50,000 00
25	Assurance—	
	Traitements, y compris le surintendant de l'Assurance, \$1,000, en sus des appointements autorisés par 7-8 Ed. VII, chap. 69.	58,095 00
	Dépense casuelle.	50,200 00
27	Département des Archives publiques—	
	Traitements.	66,322 00
	Dépense casuelle.	12,000 00
28	Ministère du Rétablissement des Soldats dans la vie civile—	
	Traitements.	61,660 00
	Dépense casuelle.	10,000 00
29	Commission du Service Civil—	
	Traitements.	192,490 00
	Dépense casuelle.	160,000 00

VI—SERVICE LEGISLATIF

SÉNAT

36	Traitements et dépense casuelle.	142,590 00
----	--	------------

CHAMBRE DES COMMUNES

37	{	Appointements.	238,855 00
		Dépenses des comités, commis sessionnels et surnuméraires.	77,600 00
		Dépense casuelle.	46,885 00
		Publications des <i>Débats</i>	60,000 00
		Prévisions du Sergent-d'Armes.	141,437 00

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

38	{	Appointements.	41,980 00
		Livres pour la bibliothèque générale, y compris frais de reliure.	18,000 00
		Ouvrage sur l'histoire de l'Amérique.	1,000 00
		Dépense casuelle.	12,500 00

EN GÉNÉRAL

39	{	Impressions, papier à imprimer et reliure.	125,000 00
		Impressions, reliure et distribution des lois.	16,000 00

X—PENSIONS

67	Mde Wm McDougall..	1,200 00
69	Pensions aux vétérans de l'invasion féniennne, 1866-70..	1,000 00
70	Pension à la Gendarmerie à cheval, aux Volontaires de Prince-Albert et aux Polices Scouts relativement à la rébellion de 1885...	1,199 03
71	Pensions aux membres de la milice et aux soldats qui ont fait du service actif lors de la rébellion du Nord-Ouest de 1885..	30,000 00
	Pensions aux familles de certains membres de la troupe qui ont perdu la vie alors qu'ils étaient en service:—	
72	Margaret Johnson Brooke..	821 25
74	Mde Elizabeth Willmett..	54 75
75	Mde Elizabeth Fitzgerald..	525 00
76	Mde Mary Emma Bossage..	456 25
77	Mde J. A. Richards..	756 00
78	Pension à J. B. Allan..	450 00
79	Pension à Mary E. Fuller..	600 00
80	Pension à Mde Fabre..	1,000 00
81	Pension à Mde Mary L. Campbell..	500 00
82	Pension aux sœurs de feu le col. Harry Baker, député..	700 00
83	Pension à Mlle Nellie Hopkinson..	720 00
84	Pension à Jas. Elliott..	672 00
85	Pensions—Guerre européenne et milice active..	30,530,359 38
86	Traitements et dépense casuelle de la Commission de Pension du Canada..	625,000 00

XI—PENSIONS DE RETRAITE

87	Allocations de retraite aux employés du département des impressions et de la papeterie publiques....	90,000 00
----	--	-----------

XVIII—SERVICE NAVAL.

197	Service naval—Entretien et maintien de la marine royale canadienne..	2,500,000 00
-----	--	--------------

XXVII—TRAVAIL.

251	<i>Loi de la conciliation et du travail</i> , y compris la publication, impression, reliure et distribution de la <i>Gazette du Travail</i> et indemnités aux correspondents, et appointements du secrétaire particulier du Ministre..	50,000 00
-----	--	-----------

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

20	Postes—	
	Traitements..	1,279,144 00
	Dépense casuelle, y compris \$50 à W. Cooch..	156,000 00

XL—POSTES SERVICE EXTERIEUR.

345	{	Traitements et allocations..	13,603,038 75
	{	Service postal..	10,141,084 50
	{	Divers..	1,689,200 00
	{	Territoire du Yukon..	195,000 00

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous) :—

GOUVERNEMENT CIVIL.

Ministère des Postes—		
374	Traitement, pour le mois de mars 1921, d'un surintendant général du service des postes, au taux de \$5,400 par année, et de deux surintendants de division du service des postes, à raison de \$4,800 par année, chacun.	1,250 00
	Dépense casuelle—	
	Aide aux écritures—Crédit supplémentaire.	9,000 00
	Impressions et papeterie—Crédit supplémentaire.	5,000 00
	Divers—Crédit supplémentaire.	9,000 00

SUBVENTIONS POSTALES ET AUX PAQUEBOTS.

402	Service à la vapeur entre le Canada et l'Australie, ou la Nouvelle-Zélande, ou entre le Canada et ces deux pays, sur l'océan Pacifique—Crédit supplémentaire.	19,300 00
-----	---	-----------

POSTE—SERVICE EXTERIEUR.

SERVICE DES DÉPÊCHES.

432	Service des dépêches par chemin de fer—Crédit supplémentaire.	365,000 00
-----	---	------------

DIVERS.

	Heures de travail supplémentaires—Crédit supplémentaire.	25,000 00
	Divers—Crédit supplémentaire.	235,000 00
	A certains courriers sur chemins de fer pour services supplémentaires relativement à la vérification des dépêches anglaises, entrantes et sortantes, au cours de l'hiver de 1919-20 et de l'été de 1920.	641 12
433	Païement à Madame Elizabeth Hamly, veuve de feu J. S. Hamly, de la somme de \$3,057.50, montant auquel elle a droit à titre d'allocation de subsistance au taux de \$75.00 par mois pendant qu'elle était directrice de poste intérimaire à Lethbridge, du 18 décembre 1914 au 11 mai 1918.	3,057 50
	Païement d'une allocation de commisération à la veuve de feu W. O. Simpson, autrefois commis des postes, au bureau de Calgary, et accidentellement broyé à mort, le 3 octobre 1919, par l'ascenseur du bureau de poste, dans l'exercice de ses fonctions.	2,000 00

GOUVERNEMENT CIVIL.

369	Administration de la Justice—	
	Dépense casuelle—Crédit supplémentaire.	10,000 00

PENITENCIERS.

378	Pénitenciers—Crédit supplémentaire.	200,000 00
-----	---	------------

GOUVERNEMENT CIVIL.

442	Ministère des Postes—	
	Traitements—	
	Traitement d'un surintendant général du service des Postes, au taux de \$5,400 par année, et deux surintendants de division du service des Postes, à raison de \$4,800 par année chacun, depuis le 1er avril 1921.	15,000 00

POSTE — SERVICE EXTERIEUR.

541	{	Traitements — Traitements de soixante-sept employés des succursales des Rebutis, à compter du 1er avril 1921, payés jusqu'à ce jour à même le crédit du gouvernement civil.	86,568 00
		Paiement à M. J. McFarland, courrier sur chemin de fer, du district de Saint-Jean, pour services supplémentaires rendus au cours de l'hiver de 1920-21, relativement à la vérification des dépêches anglaises, entrantes et sortantes.	20 50
		Service des dépêches par chemin de fer — Crédit supplémentaire.	4,380,000 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

448	Allocation de voyage du juge Hewson, district de Manitoulin, pour vacances judiciaires à Toronto.	814 30
449	Crédit supplémentaire pour impressions, reliure et distribution des rapports de la cour de l'Echiquier.	2,500 00
450	Cour Suprême du Canada — Crédit supplémentaire pour impressions, reliure et distribution des rapports de la Cour Suprême.	3,000 00

PENITENCIERS.

451	{ Somme requise pour achat de tabac.	10,000 00
	{ Impressions et traduction.	400 00

DIVERS.

523	Affaires en litige — Crédit supplémentaire pour frais relatifs à la question des frontières du Labrador.	30,000 00
524	Dépenses en vertu de la Convention relative aux réclamations pécuniaires avec les Etats-Unis.	5,000 00
536	Revision des Statuts du Canada.	20,000 00
537	Portrait de feu sir Elzéar Taschereau, destiné à la Cour Suprême.	1,000 00

DEMOBILISATION.

549	Ministère de la Justice.	6,000 00
-----	----------------------------------	----------

BUDGET PRINCIPAL.

(Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous) :—

XXIX—ROYALE GENDARMERIE A CHEVAL DU CANADA

269	{	Solde de la gendarmerie.	1,718,574 00
		Subsistance, billets de logement et frais de voyage, fourrage, chauffage et éclairage, habillement, réparations, réfections, chevaux, munitions, papeterie, etc., hôpitaux, etc., transport et fret, réparations de bâtiments, dépense casuelle, enquêtes criminelles.	1,803,996 75
		Indemnité aux gendarmes de la Royale Gendarmerie à cheval du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions.	5,000 00

XXXIII—ETABLISSEMENT DES SOLDATS SUR DES TERRES.

273	{	Traitement des commissions.	17,000 00
		Avances faites aux soldats s'établissant sur des terres et coût de l'administration de la <i>Loi d'Établissement de</i> , y compris des traitements.	35,000,000 00

XXXIV—RETABLISSEMENT DES SOLDATS.

Service extérieur.

274 Capital—Nouveaux accessoires, machines et outillages en général.	200,000 00
275 Entretien des patients et fonctionnement de fabrique d'appareils de prothèse.	5,250,000 00
276 Frais d'enseignement professionnel—Instruction, frais relatifs aux prêts et soins ultérieurs.	325,000 00
277 Appointements—Administration, écritures, services médical, dentaire et technique, etc., y compris les traitements d'employés transférés du personnel de la Commission de pension.	6,125,000 00
278 Solde et allocations—	
Traitement.	3,750,000 00
Enseignement professionnel.	2,000,000 00
279 Prêts relatifs à l'enseignement professionnel.	150,000 00
280 Intérêt sur soldes de gratifications pour service de guerre.	10,000 00
281 Frais de service et capital d'exploitation—Frais de gestion, matériel, impressions, papeterie, transport et déplacement; fonds pour l'instruction et le traitement de soldats des forces impériales et alliées au Canada et autres articles imprévus.	1,500,000 00

XXXVI—DIVERS.

283 <i>Gazette du Canada</i>	51,000 00
284 Imprimerie de l'Etat—Installations, réparations et réfections.	20,000 00
285 Distribution des documents parlementaires et autres publications.	40,000 00
286 Impressions diverses.	100,000 00
287 Contribution à la publication du Catalogue international des publications scientifiques.	665 00
288 Dépenses occasionnées par la <i>Loi de Tempérance du Canada</i> . (A voter de nouveau).	500,000 00
289 Dépenses sous le rég. des <i>Lois de naturalisation</i>	31,000 00
290 Dépenses imprévues à être autorisées par un décret du conseil, et dont un compte en détail, sera soumis au Parlement dans les quinze premiers jours de la prochaine session.	40,000 00
292 Achat de 650 exemplaires du <i>Parliamentary Guide</i>	1,950 00
293 Archives publiques.	68,250 00
294 Dépenses de la Commission de conservation.	25,000 00
297 Subvention à la <i>Chief Constables, Association of Canada</i>	500 00
298 Pour aider à la suppression de la traite des blanches.	2,500 00
303 Subvention à la Commission des champs de bataille nationaux—	
(a) Frais d'administration.	6,000 00
(b) Entretien du parc des champs de bataille nationaux.	35,000 00
(c) Entretien de la tour Marcello.	600 00
(d) Pour compléter la somme maintenant disponible pour l'achat de terrains, dont l'acquisition est autorisée par le Parlement.	10,000 00
304 <i>Canadian Press Limited</i>	50,000 00
305 Presse associée canadienne.	8,000 00
300 Administration de la <i>Loi taxant les profits d'affaires, 1916</i> et de la <i>Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu, 1917</i> , et de leurs modifications. Les nominations à cet effet peuvent se faire sans tenir compte des dispositions de la <i>Loi du Service civil</i>	2,000,000 00
308 Subvention pour venir en aide à la section canadienne de la <i>St. John Ambulance Association</i>	5,000 00

309	Subvention au <i>Victorian Order of Nurses</i>	5,000 00
310	Subvention pour venir en aide au conseil général canadien de l'Association des Boy Scouts.....	5,000 00
311	Contribution pour aider à continuer les travaux de la Société astronomique.....	2,000 00
312	Subvention à la Société Royale du Canada.....	8,000 00
313	Académie Royale des Arts.....	2,500 00
315	Appointement d'un secrétaire particulier, S. Lelièvre, du Président du Sénat.....	600 00
318	Pour la part proportionnée du Canada aux dépenses faites par la Commission impériale des tombes militaires. Somme probablement requise.....	905,316 80
320	Subvention pour venir en aide au <i>Dominion Council of the Girl Guides</i>	3,000 00
321	Pour pourvoir aux dépenses des travaux qui doivent être exécutés par le département des assurances dans l'intérêt de la prévention des incendies.....	15,000 00
325	Commission d'achat—Salaires et dépense casuelle.....	80,442 96
327	Pour pourvoir à l'administration de la <i>Loi de faillite</i>	15,000 00
328	Pour pourvoir aux frais qui peuvent être encourus dans la révocation des certificats, en vertu de l'article 7 de la <i>Loi de naturalisation</i> ,.....	5,000 00
329	Pour pourvoir au paiement des honoraires nécessaires sur les demandes de certificats de naturalisation, etc., faites par les soldats et marins rapatriés ou en leur nom, en vertu des dispositions de la <i>Loi de naturalisation, 1919</i>	1,000 00

XLI—COMMERCE.

351	Bureau fédéral de la Statistique, y compris recensement de 1921.	1,860,000 00
-----	--	--------------

XLIII—DEMOBILISATION.

365	Secretariat d'Etat.....	50,000 00
-----	-------------------------	-----------

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Cinq-sixièmes de la somme ci-dessous) :—

DIVERS.

367	Allocation provisoire (boni) pour les services intérieur et extérieur du Service public, à payer aux personnes et catégories de personnes, selon les montants et au temps que le Gouverneur en conseil déterminera.....	9,375,000 00
-----	---	--------------

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous) :—

FRAIS DE GESTION.

368	{	Bureaux des sous-receveurs généraux et des caisses d'épargnes rurales	
		—Crédit supplémentaire.....	12,000 00
		Impression des billets du Dominion—Crédit supplémentaire.....	75,000 00
		Impressions, publicité, inspection, messagerie, etc.—Crédit supplémentaire.....	60,000 00
		Courtage pour achat de fonds d'amortissement—Crédit supplémentaire.....	1,000 00

Aide aux écritures au sujet du transport et de l'enregistrement des obligations de l'emprunt de guerre—Crédit supplémentaire.....	66,000 00
---	-----------

GOUVERNEMENT CIVIL.

Division des impressions et de la papeterie publiques—Dépenses casuelle—	
371 { Fournitures d'impressions et de papeterie.....	1,700 00
Frais de voyage.....	4,800 00
Honoraires d'avocat dans la cause Tessier.....	150 00
373 Ministère de l'Immigration et de la Colonisation—	
Dépense casuelle—Crédit supplémentaire.....	10,000 00
375 Ministère du Travail—	
Dépense casuelle—Crédit supplémentaire.....	20,000 00
376 Bureau du Haut-Commissaire—	
Dépense casuelle—Crédit supplémentaire.....	7,000 00
Commission du Service civil—	
Dépense casuelle—	
Pour payer \$1.200 chacun, à titre d'honoraires, à MM. W. W. Kearns, J. C. O'Connor, A. St-Laurent et D. L. McKeand pour services en qualité de membres de la Commission d'audition et de la recommandation.. . .	4,800 00
377 { Crédit supplémentaire pour compléter l'application de la classification et de la réorganisation du département des Impressions et de la papeterie publiques.. . .	5,120 00
Crédit supplémentaire pour couvrir le coût des examens exigés par la loi, y compris les frais de publicité.. . .	10,000 00
Aide aux écritures—Crédit supplémentaire.....	10,000 00
Impression et papeterie—Crédit supplémentaire.....	25,000 00
Divers—Crédit supplémentaire.....	10,000 00

SERVICE LEGISLATIF.

SÉNAT.

379 Dépense casuelle—Crédit supplémentaire.....	6,259 59
---	----------

CHAMBRE DES COMMUNES.

{ Achat de 350 exemplaires de la <i>Canadian Annual Review</i> , édition de 1919, pour les sénateurs et les députés—Crédit supplémentaire.....	350 00
{ Commis pour la session—Crédit supplémentaire.....	7,800 00
380 { Sergent d'armes—	
Messagers de la session—Crédit supplémentaire.....	9,000 00
Femmes de journée, temporaires—Crédit supplémentaire...	4,700 00
Serviteurs temporaires—Crédit supplémentaire.....	11,000 00
Restaurant du Parlement—Crédit supplémentaire.....	8,800 00

IMMIGRATION ET COLONISATION.

385 Dépense casuelle pour agences canadiennes, britanniques et étrangères, et dépenses générales d'immigration—Crédit supplémentaire.....	150,000 00
386 Expositions—Crédit supplémentaire.....	5,000 00

PENSIONS.

387	Appointements supplémentaires de M. Kenneth Archibald, commissaire suppléant, du 7 septembre au 31 décembre 1920...	380 00
388	Appointements et dépense casuelle de la Commission des pensions du Canada—Crédit supplémentaire—Mandat du Gouverneur général du 16 décembre 1920...	350,000 00

MILICE ET DEFENSE.

389	Collège militaire royal—Crédit supplémentaire...	35,000 00
390	Pensions civiles—	
	Pension viagère à Robert Allan...	269 52
	Pension viagère à Ronald Morrison...	330 00
	Pension viagère à Walter Pettipas...	515 90
391	Gratification à Fred. Emmet...	1,428 00

TRAVAIL.

409	Loi des enquêtes en matière de différends industriels— Crédit supplémentaire...	5,000 00
410	Loi de la conciliation et du travail—Crédit supplémentaire...	24,000 00
411	Secours d'urgence—Mandat du Gouverneur général du 24 janvier 1921...	500,000 00

RETABLISSEMENT DES SOLDATS DANS LA VIE CIVILE.

419	Entretien des patients et opérations de fabrique d'appareils de prothèse—Pour procurer des membres artificiels, des chaussures orthopédiques, etc.—Crédit supplémentaire...	1,600,000 00
420	Secours de chômage—Pour procurer de l'aide aux pensionnaires et aux soldats infirmes rééduqués, qui sont sans emploi, ou qui ne peuvent se livrer qu'à un emploi insuffisamment rémunérateur pour les faire vivre ainsi que les personnes à leur charge durant les mois de janvier, février et mars 1921. C.P. 43, du 10 janvier, et C.P. 98, du 17 janvier 1921—Mandat du Gouverneur général du 15 janvier 1921...	1,100,000 00
421	Appointements—Administration, écritures, médecins, administration régionale des pensions, administration du secours de chômage—Crédit supplémentaire...	375,000 00

DIVERS.

422	Imprimerie de l'Etat—Réparation et réfection de matériel—Crédit supplémentaire...	13,000 00
423	Subvention à la Ligue navale du Canada pour frais relatifs aux expositions des gravures de marine au Canada...	5,000 00
424	Tribunal du contrôle du papier...	923 73
425	Administration de la Loi taxant les profits d'affaires pour la guerre, 1916, et de la Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu, 1917. Les nominations à cet effet peuvent se faire sans tenir compte des dispositions de la Loi du Service civil—Crédit supplémentaire...	600,000 00
426	Frais sous le régime de la Loi de naturalisation—Crédit supplémentaire...	12,000 00
427	Subvention à l' <i>Interparliamentary Union for Peace</i>	200 00

COMMERCE.

434	Loi des grains du Canada, administration de la—Crédit supplémentaire.	60,000 00
435	Commissaire du commerce et agents commerciaux—Crédit supplémentaire.	40,000 00

POIDS ET MESURES.

436	Loyer, combustible, frais de déplacement, port, etc.—Crédit supplémentaire.	10,000 00
-----	---	-----------

ARTICLES NON PREVUS, 1919-20.

437	Pour couvrir les articles non prévus, 1919-20, selon le rapport de l'Auditeur général, partie B, page 3, 1919-20.	1,250,303 73
-----	---	--------------

GOUVERNEMENT CIVIL.

370	{	Secrétariat d'Etat—	
		Comité des Impressions des publications du gouvernement—	
		Traitement du président, à compter du 1er juillet 1920 jusqu'au 31 mars 1921, à \$4,500 par année.	3,375 00
		Traitement du secrétaire, à compter du 1er juillet 1920 jusqu'au 31 mars 1921, à \$1,500 par année.	1,125 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

PORTS ET RIVIÈRES.

475	Port-Arthur et Fort-William—Améliorations du port—Crédit supplémentaire	100,000 00
-----	---	------------

EDIFICES PUBLICS.

Nouvelle-Ecosse.

476	{	Bridgewater—Edifice public—Modifications des accessoires du bureau de poste.	1,500 00
		Halifax—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc.—Crédit supplémentaire.	6,000 00
		Liverpool—Edifice public—Agrandissement.	3,000 00
		Yarmouth—Edifice public—Remaniements.	3,000 00

Nouveau-Brunswick.

477	{	Sussex—Edifice public—Améliorations.	5,000 00
		Saint-Jean—Edifice de l'immigration—Remaniements et améliorations	1,500 00

Québec.

478	{	D'Israëli—Bureau de poste—Accessoires et remaniements.	2,200 00
		Edifices administratifs fédéraux—Améliorations, réparations, etc.—Crédit supplémentaire.	25,000 00
		Gaspé—Bureau de poste—Accessoires.	1,400 00
		Marieville—Edifice public—Réparations.	2,750 00
		Montréal—Hôtel général des postes—Améliorations—Crédit supplémentaire	30,000 00

478	Montréal — Ancien hôtel des Douanes — Remaniements pour le ministère de la Santé publique.	3,000 00
	Québec — Edifice d'immigration. — Remaniements et agrandissement.	15,000 00
	Québec — Bureau de poste — Mur mitoyen.	10,000 00
	Québec — Hôpital du parc Savard — Améliorations et réparations	10,000 00
	Trois-Rivières — Edifice public — Améliorations aux terrains . .	1,000 00
	Trois-Rivières — Edifice public — Taxes d'eau	3,750 00

Ontario.

	Barrie — Bureau de poste — Améliorations.	1,600 00
	Collingwood — Edifice public — Améliorations.	2,600 00
	Edifices publics fédéraux — Améliorations, réparations, etc. — Crédit supplémentaire.	30,000 00
	Hamilton — Bureau de poste — Réparations.	2,000 00
	Kingston, C.M.R. — Agrandissement de la maison d'enseignement — Crédit supplémentaire	7,500 00
	Leamington — Edifice public — Accessoires.	1,000 00
	Leamington — Part des frais du gouvernement dans améliorations locales	1,131 00
	London — Immeuble Carling — Réparations	4,000 00
	Ottawa — Agrandissement du bâtiment du R.C.S., rue Victoria, remaniement de l'immeuble Daly et frais de déménagement. .	25,000 00
	Ottawa — Edifices administratifs — Installations du laboratoire d'essais dans l'édifice de l'Ouest.	2,000 00
	Ottawa — Edifices administratifs — Outillage de l'appareil de chauffage.	8,500 00
	Ottawa — Edifices administratifs — Réparations à l'édifice Langevin	2,000 00
	Ottawa — Salle d'exercice — Réparations au toit.	10,000 00
479	Ottawa — Bibliothèque du Parlement — Remaniements des magasins	13,000 00
	Ottawa — Bureau de poste — Améliorations — Crédit supplémentaire	3,000 00
	Ottawa — Imprimerie Nationale — Améliorations.	5,400 00
	Ottawa — Réparations au pavage de la rue Wellington — Crédit supplémentaire.	22,000 00
	Ottawa — Monnaie — Nouvelles chaudières.	9,000 00
	Ottawa — Musée Victoria — Restauration — A voter de nouveau, \$2,500.	5,500 00
	Ottawa — Achat de l'immeuble Daly.	100,000 00
	Port Arthur — Part du gouvernement dans les frais d'améliorations locales	10,084 00
	Sault Sainte-Marie — Edifice public — Réparations et améliorations — A voter de nouveau, \$2,500	2,500 00
	Sudbury — Edifice public — Améliorations	4,500 00
	Toronto — Station postale "A" — Parachèvement — A voter de nouveau, \$160,000.	350,000 00
	Toronto — Bureau de poste — Remaniements.	6,000 00
	Toronto — Edifices fédéraux — Améliorations, réparations, etc. — Crédit supplémentaire.	7,500 00
	Toronto — St-Andrew's College — Part du gouvernement dans les frais d'améliorations locales.	4,252 00

Manitoba.

480	Winnipeg — Bureau de poste — Remaniements.	1,300 00
-----	--	----------

Saskatchewan.

481	{ Moosejaw — Edifice public — Améliorations	7,500 00
	{ Regina — Edifice public — Améliorations — Crédit supplémentaire	2,000 00
	{ Saskatoon — Edifice public — Chauffage	4,500 00

Alberta.

482	{ Calgary — Bureau de poste — Remaniements de l'installation	3,800 00
	{ Edmonton — Salle d'immigration n° 1 — Réparations — A voter de nouveau	1,000 00
	{ Edmonton — Edifice public — Modifications à l'installation du bureau de poste — Crédit supplémentaire	7,000 00
	{ Vermilion — Améliorations à l'édifice public	2,400 00

Colombie-Britannique.

483	{ Edifices administratifs fédéraux — Améliorations, réparations, etc. — Crédit supplémentaire	14,000 00
	{ Vancouver — Station postale "D" — Améliorations	3,500 00
	{ Vancouver — Hôtel des Postes — Améliorations	2,175 00
	{ Vancouver — Bureau de poste — Tracteur	6,000 00
	{ Vancouver — Caserne de la R. G. C. à Fairmount — Améliorations	4,000 00

En général.

484	{ Arsenaux — Réparations et remaniements	87,000 00
	{ Edifices administratifs fédéraux en général — Remaniements exigés par la réunion des bureaux des Douanes et du Revenu de l'Intérieur	30,000 00
439	Ministère de l'Agriculture — Augmentation du traitement d'un pathologiste vétérinaire de 2,100 à \$2,220	120 00
441	Ministère des Travaux Publics — Dépense casuelle — Impressions — Crédit supplémentaire	2,600 00
443	{ Ministère du Commerce — Bureau fédéral de la statistique — Traitements — Traitements suivants — Un statisticien des prix (traitement supplémentaire)	600 00
	Un statisticien	2,400 00
	Un commis principal de la statistique	1,890 00
	Un commis principal	1,800 00
	Cinq commis, à \$960, chacun	4,800 00
	Un commis de la statistique, à \$960	960 00
	Trois sténographes, à \$960, chacun	2,880 00
	Trois commis juniors de la statistique, à \$600	1,800 00
Trois commis juniors, à \$600	1,800 00	
444	Bureau du Haut-Commissaire — Dépense casuelle — Crédit supplémentaire	7,000 00
445	Affaires extérieures — Un secrétaire particulier du Premier Ministre et Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures	4,000 00
446	Département des Archives publiques — Dépense casuelle — Impressions des publications parlementaires et ministérielles	5,550 00

447	{	Commission du service civil—	
		Traitements—	
		Un enquêteur, division de l'organisation..	2,400 00
		Un compositeur à la linotype..	2,000 00
		Un commis senior..	2,100 00
		Un commis dactylo junior..	600 00

SERVICE LEGISLATIF.

SÉNAT.

452	Paiement intégral de l'indemnité sessionnelle pour la session de 1921 aux membres du Sénat pour journées perdues par suite d'absence causée par maladie, affaires publiques ou décès. Le paiement est effectué selon la décision du Conseil de la Trésorerie.	13,000 00
-----	---	-----------

CHAMBRE DES COMMUNES.

453	{	Dépense casuelle—Paiement intégral de l'indemnité sessionnelle des membres de la Chambre des Communes—jours d'absence par suite de maladie, affaires publiques officielles, ou à cause de décès au cours de la présente session—nonobstant toute disposition contraire du chapitre dix des Statuts révisés, Loi concernant le Sénat et la Chambre des Communes, ou toute modification apportée à cette loi. Le paiement est effectué selon la décision du Conseil de la Trésorerie.		17,000 00
		Traitement d'un commis principal, division des lois, selon la classification.	2,040 00	

Sergent d'armes.

454	{	Portiers, gardiens et messagers temporaires—Crédit supplémentaire.	13,850 00
		Serviteurs temporaires ou personnel du nettoyage—	
		Crédit supplémentaire..	11,450 00
		Restaurant du Parlement—Crédit supplémentaire..	10,000 00

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT.

455	Coût de l'impression des rapports..	1,000 00
-----	---	----------

IMMIGRATION ET COLONISATION.

460	Saint-Jean—Edifices de l'Immigration—Crédit supplémentaire.	28,000 00
-----	---	-----------

AGRICULTURE.

461	Comité des recherches médicales.	2,000 00
-----	--	----------

PENSIONS.

462	Pension à Mabel Forbes, veuve de feu le sergent D. Forbes, tué pendant l'accomplissement de son devoir.	700 88
-----	---	--------

MILICE ET DEFENSE.

463	Travaux et services du génie—Crédit supplémentaire	10,000 00
464	Coût de transport par chemin de fer des équipes autorisées des différentes sociétés de tir au fusil qui suivent les concours de la Dominion Rifle Association, à Ottawa, en 1921.	5,000 00

465	Impressions et papeterie—Crédit supplémentaire..	20,000 00
466	Collège militaire royal—Crédit supplémentaire..	3,000 00
467	Indemnité à Mme Annie Clatworthy..	63 33
	{ Pensions civiles—	
	Robert Allen	269 52
468	Ronald Morrison..	330 00
	Walter Pettipas..	515 90
	{ Collège militaire royal—	
469	Aménagement de la division du génie dans le nouvel édifice d'enseignement du Collège militaire royal..	25,000 00
	<i>Loyers, réparations, mobilier, chauffage, etc.</i>	
	{ Edifices publics d'Ottawa—	
	Réparations, mobilier, terrains, neige, entretien des rues— Crédit supplémentaire..	125,000 00
485	Service du téléphone—Crédit supplémentaire..	8,000 00
	{ Edifice fédéraux—	
	Installations, fournitures générales et mobilier—Crédit supplé- mentaire	60,000 00

PORTS ET RIVIÈRES.

Nouvelle-Ecosse.

	Belliveau's-Cove — Réfection du brise-lames..	3,900 00
	Big-Pond—Réparations au quai..	2,800 00
	Black-Rock — Brise-lames, améliorations..	3,500 00
	Blanche — Réparations du brise-lames..	1,500 00
	Bluff-Head — Remplacement du brise-lames endommagé..	10,600 00
	Canada-Creek — Reconstruction d'une partie du brise-lames	2,800 00
	Canning — Hangar à marchandises et réparations au quai..	1,200 00
	Cheticamp — Agrandissement du hangar à marchandises..	500 00
	Cow-Bay (Port-Morien) — Réparations au brise-lames	8,000 00
	Diligent-River — Réparations au quai..	900 00
	Fourchu — Prolongement du quai..	2,200 00
	Hall's-Harbour — Réparations aux quais et aux vannes	1,500 00
	Ingonish-Ferry — Réparations au quai..	1,400 00
	Iona — Réparations au quai..	700 00
	Kraut-Point — Réparations au quai..	1,000 00
486	Long-Cove — Réparations au brise-lames	1,300 00
	Malagash — Prolongement du quai..	1,750 00
	Miligniant-Cove — Réparations au quai..	1,800 00
	Mira-River — Réparations au prolongement de la jetée..	2,000 00
	New-Campbellton — Réparations au quai..	3,500 00
	New-Glasgow — Reconstruction du quai..	9,000 00
	Petite Rivière—Réparations au brise-lames..	2,700 00
	Port-Hawkesbury — Réparations au quai — A voter de nouveau, \$570	1,200 00
	Poulamond — Réparations au quai..	1,200 00
	Prospect — Reconstruction du quai..	3,400 00
	Ray's-Creek — Réparations au quai	1,500 00
	Sandford — Réparations au brise-lames..	3,600 00
	Salmon-River — Réparations au brise-lames..	3,000 00
	Sandy-Cove — Réparations et renouvellement du brise-lames..	7,000 00
	Smith's-Cove (Port-Hood-Island)—Prolongement du brise-lames.	1,400 00
	Trout-Cove — Réparations au brise-lames..	5,000 00

Ile du Prince-Edouard.

487	{ Bay-Fortune — Réparations au quai et agrandissement.	1,700 00
	{ Belle-River — Réparations au brise-lames.	1,850 00
	{ Rustico — Réparations au brise-lames.	3,000 00

Nouveau-Brunswick.

488	{ Black's-Harbour—Prolongement du quai.	7,000 00
	{ Chocolate-Cove—Ponton.	1,000 00
	{ Gull-Cove — Brise-lames — Achèvement.	2,000 00
	{ Renforth — Reconstruction du quai.	3,000 00
	{ Deux-Rivières—Réparations au quai.	1,700 00
	{ Woodlands — Réparations au quai.	1,200 00

Québec.

489	{ Anse Saint-Jean—Reconstruction du quai.	2,000 00
	{ Station de Belœil — Réparations aux piliers de protection.	12,300 00
	{ Cacouna — Réparations au quai.	3,600 00
	{ Cape-Grove — Réparations au quai.	3,000 00
	{ Cap Saint-Ignace—Réparations au quai—A voter de nouveau.	6,000 00
	{ Chicoutimi — Réparations au quai et construction d'un hangar.	3,200 00
	{ Pointe-au-Père—Réparations au quai.	3,600 00
	{ Grande-Rivière — Réparations à la jetée.	12,000 00
	{ Kamouraska—Réparations au quai.	3,000 00
	{ La-Malbaie — Réparations au quai	1,400 00
	{ La-Valtrie — Reconstruction des abords du quai.	2,000 00
	{ Paspébiac-Est—Réparations et reconstruction du quai.	4,000 00
	{ Pointe-Piché — Réparations au quai.	4,000 00
	{ Port-Daniel — Réparations au quai.	4,000 00
	{ Quyon — Réparations au quai	1,500 00
	{ Rivière-Ouelle — Réparations au quai	1,540 00
	{ Ruisseau-à-la-Loutre — Réparations et améliorations au quai.	2,300 00
	{ Saint-Alphonse—Réparations au quai.	2,600 00
	{ Saint-Godfroi — Réparations au quai.	2,300 00
	{ Saint-Ignace-de-Loyola—Réparations au quai.	2,400 00
	{ Saint-Jean-Port-Joli — Réparations au quai.	2,600 00
	{ Saint-Laurent-d'Orléans — Réparations au quai.	1,000 00
	{ Saint-Michel-de-Bellechasse — Réparations au quai.	25,000 00
	{ Saint-Nicholas — Réparations au quai.	5,200 00
	{ Saint-Ours — Réparations au quai.	1,900 00
	{ Saint-Roch-des-Aulnaies — Réparations au quai	1,400 00
	{ Saint-Zothique — Réparations au quai.	2,000 00
	{ Sorel — Réparations au brise-lames.	2,000 00
	{ Squateck — Réparations au quai.	1,500 00

Ontario.

490	{ Barrie — Réparations au quai	1,800 00
	{ Bruce-Mines — Réparations au quai	1,050 00
	{ Cobourg — Reconstruction de la jetée au brise-lames	50,000 00
	{ Collingwood — Reconstruction du brise-lames — Crédit supplémen- taire	35,000 00
	{ Gargantua-Harbour — Réparations au quai	2,000 00
	{ Grand-Bend — Réparations aux jetées.	1,000 00
	{ Kincardine — Réparations aux ouvrages en pilotis.	3,500 00
	{ Port de Kingston — Améliorations.	3,500 00

	McLaren's-Landing—Quai—Crédit supplémentaire..	1,600 00
	Milhaven — Quai..	8,400 00
	North-Bay — Reconstruction du quai..	25,000 00
	Oakville—Réparations à la jetée..	2,000 00
	Owen-Sound — Réparations à la pal-planche..	13,000 00
	Parry-Sound — Améliorations au quai	32,000 00
	Pembroke—Réparation et remplacement du quai..	60,000 00
	Petawawa—Reconstruction du quai..	7,900 00
	Port Stanley—Réparations aux ouvrages du port..	10,000 00
	Rondeau—Réparations et améliorations au port — Crédit supplémentaire — A voter de nouveau..	15,500 00
	Ile Saint-Joseph—Réparations au quai..	1,750 00
	Sturgeon-Falls — Prolongement du quai	6,750 00
	Whitby—Reconstruction des jetées..	13,500 00

Manitoba.

	{ Delta — Achèvement des ouvrages de protection	2,500 00
491	{ Petite rivière Pembina — Réparations au barrage et reconstruction d'une clôture..	1,600 00
	{ Rivière-Rouge—Réparations aux ouvrages de protection du chenal.	12,000 00
	{ Rivière Wanipegow — Enlèvement des obstacles..	5,000 00

Saskatchewan et Alberta.

	{ Fort-McMurray — Falicités temporaires de quayage..	2,500 00
492	{ Ports et rivières en général — Réparations et améliorations — Crédit supplémentaire..	30,000 00

Colombie-Britannique.

	{ Ainsworth — Estacade de défense..	1,750 00
	{ Fleuve Fraser—Améliorations..	100,000 00
	{ Fleuve Fraser (bas) — Emploi du bateau arrache-souches — Crédit supplémentaire	5,000 00
	{ Maples-Bay — Réparations au quai..	2,200 00
	{ New-Masset — Règlement des réclamations motivées par l'effondrement du quai	2,600 00
	{ Port-Washington — Réparations au quai..	2,600 00
493	{ Quathiaski-Cove — Nouveau ponton et réparations au quai	2,700 00
	{ Sooke — Réparations au quai..	2,700 00
	{ Sicamous — Prolongement du quai	2,800 00
	{ Sorrento — Réparation et prolongement du quai..	3,100 00
	{ Squamish — Réparations au quai..	1,500 00
	{ Stewart — Agrandissement de l'entrepôt et améliorations au quai..	6,000 00
	{ Upper-Pitt-Lake — Agrandissement du quai..	1,800 00

Territoire du Yukon.

494	Rivière Stewart—Améliorations..	10,000 00
-----	---	-----------

Ponts et chaussées.

	{ Chenal de Burlington — Pont neuf — Crédit supplémentaire	70,000 00
495	{ Rivière Capilano, C.-B. — Pont — Contribution du Gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et la municipalité devant contribuer chacun pour un montant égal—A voter de nouveau..	11,000 00
	{ Pont de la Grande Rivière—Réparations et réfection..	5,400 00

Saint-Léonard, N.-B.—Réparations—L'Etat du Maine, E. U. A., devant contribuer pour un égal montant—Crédit supplémentaire.....	1,700 00
---	----------

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

Québec.

496 Lignes téléphoniques du comté de Québec — Réparations en général	3,000 00
--	----------

Colombie-Britannique.

Prolongement de Lumby à Sugar-Lake.....	6,580 00
Service téléphonique sur l'île Pender, l'île Mayne, etc.—Réparations générales et améliorations.....	2,000 00
Construction de lignes téléphoniques, de Houston aux lacs Ootsa, François et Burns.....	8,200 00
District de Caribou — Ligne téléphonique entre 100-Mile House et le lac Canim.....	4,000 00
Lignes télégraphiques et téléphoniques de la terre ferme — Réparations générales et améliorations.....	21,500 00
District de Skeena — Ligne téléphonique entre Clinton et le ranch Gang — Parachèvement.....	5,000 00
District de Skeena — Construction d'un bureau de télégraphe au lac Williams.....	2,200 00
497 } District de Skeena — Construction d'un garage et d'un entrepôt à Asheroft.....	600 00
Île Vancouver — Ligne téléphonique entre Squamish et Checkamus-House et Mons.....	1,200 00
Entre Campbell-Range et Robins-Range.....	2,400 00
Entre Celestia et Anglemont.....	1,600 00
Entre le mont Olie et Vavenby.....	6,000 00
Entre Slocan-City et Silverton.....	5,160 00
Entre Sorrento et Blind-Bay.....	800 00
Entre Fairmont-Springs et Canal-Flats.....	4,400 00
Echange téléphonique à Smithers — Achèvement.....	1,000 00
District de Caribou — Echange téléphonique et prolongement de la ligne à Vanderhoof — Achèvement.....	2,481 00

Divers.

Bassin de radoub—d'Esquimalt—Grue mobile.....	45,000 00
Bassin de radoub d'Esquimalt—Logis pour l'ingénieur en chef.....	8,000 00
498 } Palais du Parlement à Ottawa — Plaque à la mémoire de feu Bowman B. Law, qui perdit la vie dans l'incendie qui détruisit l'ancien édifice parlementaire.....	5,000 00

SUBVENTIONS POSTALES ET AUX PAQUEBOTS

499 Service entre Saint-Jean et les ports de la baie de Fundy et le bassin Minas — Crédit supplémentaire.....	3,000 00
500 Service entre Saint-Stephens, Deer-Island et Campobello, etc....	2,000 00
501 Service entre Halifax, LaHave et les ports de la rivière LaHave —Crédit supplémentaire.....	2,000 00
502 Service entre le campement d'Ours-Island et la terre ferme..	2,000 00
503 Service entre Halifax et la côte O. du Cap-Breton, avec arrêt aux ports d'escale — Crédit supplémentaire.....	2,000 00

504 Service entre Pictou, Souris et les Iles de la Madeleine — Crédit supplémentaire.	4,000 00
505 Service entre Mulgrave, Arichat et Petit-de-Grat — Crédit supplémentaire.	1,000 00
506 Service entre Charlottetown, Victoria et Holiday's-Wharf — Crédit supplémentaire.	1,000 00

SERVICE MARITIME ET FLUVIAL.

507 Secours temporaire aux marins en détresse et frais relatifs aux formules d'engagement — Crédit supplémentaire	2,000 00
508 Allocation de commisération à la veuve de feu John T. Roach, autrefois gardien de la salle des machines du navire de l'Etat, l' <i>Estevan</i>	1,000 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL—MINISTERE DE LA MARINE.

509 Chenal maritime du fleuve Saint-Laurent — Entretien et exploitation de la flotte de dragage — Crédit supplémentaire	85,000 00
---	-----------

PHARES ET SERVICE COTIER.

510 Agences, loyers et dépense casuelle — Crédit supplémentaire.	1,500 00
511 Allocation de commisération à John Davidson, ci-devant gardien de phare à Cape-Mudge, C.-B.	500 00

TRAVAIL.

513 Secours aux sans-travail.	100,000 00
514 Gages équitables et officiers d'inspection — Crédit supplémentaire.	10,000 00
515 Directeur des opérations houillères.	10,000 00

RETABLISSEMENT DES SOLDATS DANS LA VIE CIVILE — SERVICE EXTERIEUR.

521 Secours aux sans-travail — Nouvelle aide aux pensionnaires et aux invalides suivant les cours d'enseignement professionnel, qui sont mariés ou célibataires avec charges de famille, et qui antérieurement au 31 mars 1921, ont reçu, à ces titres, de l'aide en vertu des dispositions des arrêtés en conseil, C.P. n° 43 et C.P. n° 98, datés respectivement les 10 et 15 janvier 1921; et traitements et autres dépenses relatives à l'administration desdits arrêtés en conseil, et des arrêtés en conseil supplémentaires, C.P. n° 1007, et C.P. n° 1615, datés respectivement les 24 mars et 13 mai 1921.	600,000 00
522 Dépenses découlant des recommandations du troisième et dernier rapport du comité spécial des pensions, d'assurance et de rétablissement et pour autoriser par les présentes la mise à exécution des recommandations contenues dans la partie 3, article 11, dudit rapport, subordonnement aux règlements et restrictions que le Gouverneur en conseil peut prescrire.	623,000 00
525 Imprimerie de l'Etat — Nouvelle installation.	45,000 00
526 Frais de la Commission de Conservation — Crédit supplémentaire	24,670 00
527 Subvention au Conseil national canadien du Bien-être de l'enfance	5,000 00

528	Dépenses faites ou qui peuvent être faites par le comité nommé aux fins de s'enquérir et de faire rapport au sujet de la modification de l'écusson du Canada, y compris le paiement de pas plus de \$250 à M. J. F. Champagne.	1,500 00
529	Augmentation des traitements par suite de l'application de la re-classification du service civil, tant intérieur qu'extérieur, pour les exercices 1919-20, 1920-21 et 1921-22, et somme requise pour le statut de permanence d'employés en vertu de l'arrêté en conseil C.P. n° 2958, du 16 décembre 1920, et pour les traitements et augmentations qui en découlent, et augmentations de traitements d'employés de retour au service civil après leur service militaire, nonobstant toutes dispositions contraires de la <i>Loi du Service civil</i> , le tout devant être déterminé par la Commission du service civil et approuvé par le Gouverneur en conseil. (A voter de nouveau)	1,500,000 00
530	Allocation de commisération à la succession de feu James Alves, de Parry-Sound.	1,500 00
531	Subvention à l'Académie royale canadienne des arts.	5,000 00
532	Subvention à la <i>Interparliamentary Union for Peace</i>	200 00
533	Contribution aux dépenses de la <i>Empire Parliamentary Association</i> relative à la visite du représentant du Royaume-Uni, et à la présentation du fauteuil de l'Orateur à la Chambre des Communes du Canada.	1,000 00
535	Crédit supplémentaire pour faire face aux dépenses de la Commission du contrôle du lac des Bois.	10,500 00
538	Administration de la <i>Loi taxant les Profits d'affaires pour la guerre, 1916</i> , et de la <i>Loi de l'impôt de Guerre sur le Revenu, 1917</i> , et leurs modifications. Les nominations à cet effet et le paiement d'un traitement supplémentaire de \$4,000 au Commissaire de l'impôt peuvent se faire sans tenir compte des dispositions de la <i>Loi du Service civil</i> et nonobstant lesdites dispositions — Crédit supplémentaire	200,000 00

TRAVAUX PUBLICS — IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

Lignes télégraphiques et téléphoniques.

539	{ Ile du Prince-Edouard, terre ferme.	7,000 00
	{ Colombie-Britannique, terre ferme — Crédit supplémentaire.	13,000 00

Bassin de radoub.

540	Bassin de radoub de Lorne—Crédit supplémentaire.	5,300 00
-----	--	----------

COMMERCE.

542	Contribution au maintien de l'Institut impérial de Londres, avec cette réserve que le solde de £40,000 soit contribué par le Royaume-Uni, les Indes, les autres Dominions d'outre-mer, les colonies et protectorats de la Couronne.	20,000 00
545	Traitements et dépenses de la Commission d'enquête sur les grains.	30,000 00
546	Commissaires du commerce et agents commerciaux, etc. — Crédit supplémentaire pour arrérages de traitement à W. B. Nicholson	1,150 00

DEMOBILISATION.

547	Département du Service Naval.	120,000 00
548	Ministère du Commerce.	5,000 00

550 Immigration et Colonisation	25,000 00
551 Département des Archives publiques — Nettoyage, réparation et travail nécessaire relativement aux trophées de guerre expédiés à divers endroits du Dominion	2,050 00
552 Ministère des Travaux publics—Parachèvement de construction, loyers, etc.—Crédit supplémentaire	89,000 00

GOUVERNEMENT CIVIL.

553 Bureau de l'Auditeur général— Dépense casuelle— Aide aux écritures et autre aide— Crédit supplémentaire	10,000 00
--	-----------

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

Ports et rivières—Colombie-Britannique.

556 Baie Cowichan—Quai—A voter de nouveau	9,800 00
---	----------

Résolutions à rapporter.

Les dites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et adoptées, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 140), Loi modifiant la Loi des brevets avec un amendement comme suit:—

1. Page 2, ligne 29.—Ajouter ce qui suit comme paragraphe (2) de la clause 5:

“(2) Les privilèges énumérés au présent article, en ce qui concerne les paiements de droits sur les brevets déjà obtenus et périmés par suite de non-paiement desdits droits, ne sont concédés par le présent article qu'aux ressortissants du Canada et aux personnes qui y résident. Le Gouverneur peut, cependant, étendre ces mêmes privilèges aux citoyens ou sujets de tous les pays qui ont étendu, ou qui actuellement étendent, ou qui dans les six mois de l'adoption de la présente loi étendront aux citoyens du Canada des privilèges pratiquement équivalants”.

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 15 mars écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

14 Agriculture— Traitements	541,955 00
Dépense casuelle	135,000 00

VII—AGRICULTURE.

40 Stations agronomiques	1,245,639 50
------------------------------------	--------------

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 17 mars écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

VII—AGRICULTURE

41 Entomologie	26,000 00
42 Administration et application de la <i>Loi concernant les insectes destructeurs et autres fléaux</i>	180,000 00
43 Industrie laitière	175,000 00
44 Entrepôts frigorifiques	26,000 00
45 Fruits	145,000 00
46 Santé des animaux, administration de la <i>Loi des Epizooties</i> et de la <i>Loi des viandes et conserves alimentaires</i>	1,410,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés le 18 mars écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

VII.—AGRICULTURE.

47 Publications. 34,500 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

4 Ministère de la Justice—

Traitements. 190,832 50
Dépenses casuelle. 25,000 00

IV.—ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

{ Dépenses diverses. 10,000 00
31 { Frais de subsistance du juge pour le district d'Atlin, C.-B. 1,200 00
{ Frais de bureau du préposé aux achats. 2,000 00

Cour Suprême du Canada.

{ Dépense casuelle et déboursés, salaires des officiers (shérifs, etc.);
livres, magazines, etc., pour les juges, montant n'excédant pas
32 { \$300. 7,500 00
{ Livres de droit et de référence pour la bibliothèque et reliure. 8,000 00
{ Impressions, reliure et distribution des rapports de la cour. 4,500 00

Cour de l'Echiquier du Canada.

{ Dépense casuelle—Frais de voyage des juges, rémunération aux
shérifs, etc., impressions, papeterie, etc., et \$150 pour les livres
des juges. 6,000 00
33 { Dépenses diverses, quand le tribunal siège en cour d'amirauté. 500 00
{ Salaire du prévôt de l'amirauté, Québec. 333 34
{ Impressions, reliure et distribution des rapports de la cour. 1,500 00

Territoire du Yukon.

{ Frais de voyage du juge. 500 00
{ Allocation de subsistance du juge. 5,000 00
{ Traitements des fonctionnaires de la cour territoriale, shérif et
greffier, \$4,000 chacun, sténographe, \$2,000. 10,000 00
34 { Allocations de subsistance des fonctionnaires de la cour et du
magistrat de police. 6,800 00
{ Rétribution et dépenses des témoins, jurés et interprètes dans les
causes criminelles. 4,000 00
{ Entretien et transport des prisonniers. 10,000 00
{ Dépenses diverses. 6,000 00

XXXVI—DIVERS.

295 Dépenses se rattachant à des affaires litigieuses relevant du ministère de la Justice. 13,000 00
296 Contribution annuelle à la Canadian Law Library, Londres, Ang. 500 00

V—PENITENCIERS.

{ Kingston. 382,500 00
{ Saint-Vincent-de-Paul. 305,000 00
{ Dorchester. 205,800 00
{ Manitoba. 152,000 00

35	Colombie-Britannique.	105,000 00
	Alberta.	5,000 00
	Saskatchewan.	215,500 00
	En général.	800 00

VII—AGRICULTURE.

48	Institut International d'agriculture.	10,000 00
49	Bétail sur pied.	1,000,000 00
50	<i>Loi concernant les graines de semence.</i>	240,000 00
51	Administration de la <i>Loi concernant l'instruction agricole.</i>	10,000 00

XXXVI—DIVERS.

335	Subvention au Conseil national de l'industrie laitière.	3,000 00
-----	---	----------

La résolution adoptée en comité des Subsidés, le 22 mars écoulé, est considérée, lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit:—

21 Commerce—

Traitements.	371,612 50
Dépense casuelle.	22,000 00

La résolution adoptée en comité des Subsidés le 29 mars écoulé, est considérée, lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

7 Intérieur—

Traitements, y compris F. Clapp, secrétaire intérimaire du Ministre, \$2,400.	1,353,922 50
Dépense casuelle.	115,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 31 mars écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XLI—COMMERCE

347	Primes sur le lin tissé au Canada avec du lin canadien, y compris les frais de surveillance conformément à l'arrêté ministériel du 3 septembre 1918.	26,000 00
346	Primes sur le pétrole administration de la loi.	3,000 00
349	<i>Annuaire statistique.</i>	20,000 00
350	Mesurage du bois, y compris une somme de \$600 pour mesureurs de bois à la retraite.	1,600 00
352	<i>Loi du Poinçonnage de l'or et de l'argent, administration de la.</i>	4,000 00
353	Subvention à la <i>Canadian Engineering Standards Association</i> pour encourager l'uniformité d'étalons dans les produits mé- talliques et autres.	10,000 00
354	Conseil consultatif honoraire des recherches industrielles et scienti- fiques (Traitements et dépenses, y compris les impressions et la papeterie, la compilation et la distribution des renseignements, bourses d'étude et d'agrégation, les études de problèmes spéciaux et de sylviculture).	120,000 00
355	<i>Loi des inspections et de la vente, administration de la.</i>	2,500 00
357	Bureau du tarif international des douanes.	1,400 00
360	Câble des Indes occidentales.	38,933 33
361	Impression des publications parlementaires et départementales, y compris les frais de traduction.	125,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 1er avril écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XLI.—COMMERCE.

348	<i>Loi des grains du Canada</i> , administration de la	1,175,000 00
356	Entretien des élévateurs de tête de ligne et installation nécessaire..	10,000 00
358	Commissaires du commerce et agents commerciaux, y compris les traitements, les dépenses de voyage, la dépense casuelle et autres frais s'y rapportant..	230,000 00
359	Développement et extension du commerce canadien, y compris les expositions et la publicité, la négociation des traités et les dépenses diverses d'impression et d'annonces ou autres s'y rapportant..	100,000 00

XLII.—INSPECTION DES POIDS ET MESURES DU GAZ ET DE L'ELECTRICITE.

POIDS ET MESURES.

362	{ Appointements des inspecteurs et du personnel des poids et mesures	192,460 00
	{ Loyer, combustible, frais de voyage, frais de port, papeterie, etc., pour le service des poids et mesures..	125,000 00
	{ Bureau international des poids et mesures..	400 00

GAZ ET ÉLECTRICITÉ.

363	{ Appointements des inspecteurs et du personnel du gaz et de l'électricité..	118,310 00
	{ Loyer, combustible, frais de voyage pour l'inspection du gaz et de l'électricité et l'achat et réparation d'instruments..	50,000 00
	{ Exportation de l'énergie électrique..	500 00
	{ A la Commission électrotechnique internationale..	400 00

XVII.—SUBVENTIONS POSTALES ET AUX PAQUEBOTS.

OCÉAN ATLANTIQUE.

155	Service ou services à la vapeur entre le Canada et Terre-Neuve..	35,000 00
156	Service ou services à la vapeur entre le Canada et les Indes Occidentales ou l'Amérique du Sud, ou les deux..	340,666 66
157	Service à la vapeur entre le Canada et l'Afrique du Sud..	146,000 00

OCÉAN PACIFIQUE.

158	Service à la vapeur entre le Canada et l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, ou les deux, sur l'océan Pacifique..	130,509 00
159	Service à la vapeur entre Prince-Rupert C.-B., et les îles de la Reine-Charlotte..	21,000 00
160	Service à la vapeur entre Victoria et San-Francisco..	3,000 00
161	Service à la vapeur entre Victoria, Vancouver, les ports d'escale et Skagway..	25,000 00
162	Service à la vapeur entre Victoria et la côte ouest de l'île de Vancouver..	15,000 00
163	Service à la vapeur entre Vancouver et les ports du nord de la Colombie-Britannique..	24,800 00
164	Service à la vapeur entre Vancouver et les ports sur Howe Sound.	5,000 00

SERVICES LOCAUX.

165	Service à la vapeur entre Baddeck et Iona.	8,825 00
166	Service à la vapeur entre Charlottetown, Pictou et New-Glasgow..	2,000 00
167	Service à la vapeur entre Charlottetown, Victoria et le quai de Holiday.	2,500 00
168	Service à la vapeur entre Grand-Manan et la terre ferme.	15,000 00
169	Service à la vapeur entre Halifax, Canso et Guysborough.	7,000 00
170	Service à la vapeur entre Halifax, La Have et les ports de la rivière La Have.	4,000 00
171	Service à la vapeur entre Halifax et Terre-neuve par les ports du Cap-Breton.	5,000 00
172	Service à la vapeur entre Halifax et Spry-Bay et les ports du Cap- Breton.	6,000 00
173	Service à la vapeur entre Halifax, Cap-Breton-Sud et les ports du lac Bras-d'Or.	6,000 00
174	Service à la vapeur entre Halifax et la côte O. du Cap-Breton avec arrêts aux ports d'escale.	4,000 00
175	Service à la vapeur entre Mulgrave et Canso.	13,500 00
176	Service à la vapeur entre Mulgrave et Guysborough, avec arrêts aux ports d'escale.	7,500 00
177	Service à la vapeur entre Newcastle, Néguaac et Escuminac, arrêts à tous les ports d'escale sur la rivière Miramichi et dans la baie de Miramichi.	4,000 00
178	Service à la vapeur entre l'île pelée et la terre ferme.	8,000 00
179	Service à la vapeur entre Mulgrave, Arichat et Petit-de-Grat.	9,000 00
180	Service à la vapeur entre Pictou, Montague, Murray-Harbour et Georgetown.	6,000 00
181	Service à la vapeur entre Pictou, Mulgrave et Chéticamp.	7,500 00
182	Service de goélette entre Pictou; New-Glasgow et les ports du comté d'Antigonish.	1,500 00
183	Service à la vapeur entre Port-Mulgrave, St-Peter's Irish-Cove et Marble-Mountain et autres ports sur les lacs Bras-d'Or.	6,500 00
184	Service à la vapeur entre Pictou, Souris et les Iles de la Madeleine.	20,000 00
185	Service à la vapeur entre Québec Natashquan et Harrington et autres ports situés sur la rive nord du golfe St-Laurent.	50,000 00
186	Service à la vapeur entre Québec, Montréal et Paspébiac et les ports de la rive sud du golfe St-Laurent.	30,000 00
187	Service à la vapeur entre St-John et St-Andrew's, N.-B., avec arrêts aux ports intermédiaires.	4,000 00
188	Service à la vapeur entre St-John et Bridgetown.	2,000 00
189	Service à la vapeur entre St-John et Digby.	10,000 00
190	Service à la vapeur entre St-John, Digby, Annapolis et Granville; i.e. le long de la côte occidentale du bassin d'Annapolis.	2,000 00
191	Service à la vapeur entre St-John, N.-B. et les ports sur la baie de Fundy et le bassin Minas.	5,000 00
192	Service à la vapeur entre St-John, Westport et Yarmouth et autres ports d'escale.	10,000 00
193	Service à la vapeur entre Sydney et la baie St-Laurent, avec arr. aux ports d'escale.	9,000 00
194	Service à la vapeur entre Sydney et Whyecomagh.	4,000 00
195	Service à la vapeur entre Sydney et les ports du lac Bras-d'Or et les ports sur le litt. orient. et occid. du Cap-Breton.	14,000 00
196	Dépenses relatives à la surveillance des paquebots subventionnés.	4,000 00

XXXVI.—DIVERS.

324 *Patent Record* 45,000 00

III.—GOUVERNEMENT Civil.

22 Bureau des brev. et des droits d'auteur—
 Traitements 161,292 50
 Dépense casuelle 35,000 00

La résolution adoptée en comité des Subsidés, le 6 avril écoulé, est considérée, lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit:—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

17 Chemins de fer et Canaux—
 Traitements 202,025 00
 Dépense casuelle 28,000 00

La résolution adoptée en comité des Subsidés, le 7 avril écoulé, est considérée lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit:—

XIX.—SERVICE OCEANIQUE.

206 Examen des capitaines et seconds 20,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 11 avril écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XIX.—SERVICE MARITIME ET FLUVIAL.

205 Entretien et réparation des steamers de l'Etat et brise-glace 1,750,000 00
 207 Enquête sur les naufrages 12,300 00
 208 Dépenses des écoles de navigation 8,000 00
 209 Pour pourvoir au soutien temporaire des marins indigents et pour couvrir les dépenses de formules d'expédition 3,000 00
 210 Enregistrement des navires 6,000 00
 211 Enlèvement d'obstacles des eaux navigables 18,000 00
 212 Inspection des expéditions de bestiaux 3,000 00
 213 Continuer les subventions pour l'outillage de sauvetage—Québec et Colombie-Britannique 35,000 00
 214 Dépenses imprévus 5,000 00
 215 Service de sauvetage, y compris récompenses pour sauvetage de personnes 90,000 00

XX—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Marine.

216 Chenal de navigation du fleuve Saint-Laurent—Entretien et fonctionnement de la flotte des dragues 528,000 00
 217 Pour l'entretien et les améliorations du chantier maritime de Sorel, des ateliers et des bureaux, et frais d'exploitation 75,000 00
 219 Pour la construction d'un vapeur brise-glace à utiliser dans le fleuve Saint-Laurent, y compris l'entretien de ce vapeur (à voter de nouveau) 2,000,000 00

XXI—PHARES ET SERVICE COTIER.

220 Agences, loyers et dépenses casuelle 215,000 00
 221 Salaires et allocations des gardiens des phares 650,000 00

222	Entretien et réparation des phares.	800,000 00
223	Construction de phares et aide à la navigation, y compris la réglementation de la navigation dans la rivière Détroit et aux autres endroits où la chose est jugée nécessaire.	400,000 00
224	Service des signaux.	75,000 00
225	Administration du pilotage.	250,000 00

La résolution adoptée en comité des Subsidés, le 13 avril écoulé, est considérée, lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit:—

XX—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

218	Programme de construction de navires du gouvernement—Somme requise pour la construction des navires suivant le programme du gouvernement.	8,330,000 00
-----	---	--------------

La résolution adoptée en comité des Subsidés, le 14 avril écoulé, est considérée, lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit; (*Cinq-sixième de la somme ci-dessous*):—

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

19	Mines—	
	Traitements.	477,250 00
	Dépense casuelle.	6,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 15 avril écoulé, sont considérées, lues la seconde fois, et agréées, et elles sont comme suit; (*Cinq-sixième des sommes ci-dessous*):—

XXVI—MINES ET COMMISSION GEOLOGIQUE.

247	Pour l'organisation et l'équipement de la division des explosifs en vertu de la Loi des explosifs c. 31, 4-5 Geo. V.	11,500 00
-----	--	-----------

Division des mines.

248	{ Etude des gisements de minerai et des autres minéraux économiques, des matériaux d'empierrement et de construction; gages; frais de l'usine d'épreuve du combustible et de traitement du minerai; compil. de statistiques minières et métallurgiques, etc. Publication, versions anglaise et française des rapports, achats de livres de référence; fournitures du laboratoire, instruments, aide diverse, dépense casuelle du bureau. Pour dépenses d'une installation locale pour le traitement du minerai et de laboratoire en Colombie-Britannique (à voter de nouveau).	132,100 00
		40,000 00
		100,000 00

ESSAYERIE DU CANADA.

249	Entretien de l'essayerie, Vancouver, C.-B.	26,000 00
-----	--	-----------

Commission géologique.

250	{ Pour explorations, études et recherches, appointements des explorateurs, dessinateurs et autres. Pour publication des éditions anglaise et française des rapports, cartes, illustrations, etc. Entretien des bureaux et du musée, instruments, produits chimiques, livres de référence, aides diverses et dépense casuelle.	197,000 00
		65,000 00
		50,000 00

| Pour l'équipement du musée.	15,000 00
| Pour achat de specimens destinés au musée commémoratif Victoria.	5,000 00

XXXVI—DIVERS.

314 Subvention au <i>Canadian Institute of Mining and Metallurgy</i> . . .	3,000 00
326 Pour pourvoir aux frais relatifs à la participation du Canada à l'exposition nationale des industries chimiques, à New-York..	3,500 00

III—GONVERNEMENT CIVIL.

9 Affaires des Sauvages—	
Traitements.	142,735 00
Dépense casuelle.	19,000 00

XXVIII.—INDIENS.

RÉCAPITULATION.

260 Ontario et Québec.	142,135 00
261 Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Territoire du Nord-Ouest. . .	574,210 00
262 Nouvelle-Ecosse.	50,140 00
264 Ile-du-Prince-Edouard.	3,935 00
265 Colombie-Britannique.	216,340 00
266 Yukon.	15,000 00
267 En général.	192,000 00
268 Instruction des Indiens.	1,327,805 00

XVIII.—SERVICE NAVAL.

226 Entretien et réparations des quais.	10,000 00
227 Pour briser la glace dans la baie du Tonnerre, le lac Supérieur et aux autres endroits jugés favorables à la navigation. . .	40,000 00
228 Montant nécessaire pour verser une pension annuelle aux pilotes mis à la retraite: Ls. R. Demers, Joseph Lapointe, Paul Gobeil, Barthélémi Lachance, Alphonse Asselin, Elzéar Desrosiers, Hubert Raymond, Arbel Bernier, Adélme Pouliot, Edmond Larochelle, L. E. Morin, A. T. Simard, Joseph Plante, Victor Vézina, J. G. Dupil, Raymond Baquet, Alfred Larochelle, Théophile Corriveau, Alphonse Pouliot, Emilio Couillard, Treffé Délisle, David Dumas, Alfred Gaudreau, F.-X. Demeules, Adjutor Baillargeon, Joseph Pouliot, Arthur Baillargeon, John A. Irvine, Camille Bernier, Joseph E. Lachance.	9,000 00
229 Téléphones à différents endroits du Dominion pour aider à la navigation.	500 00
230 Allocation au maître du port d'Amherstburg pour la surveillance des phares et des bouées de la rivière Saint-Clair et le lac Érié, et pour d'autres services des phares durant la saison de navigation de 1921.	600 00
231 Somme requise pour deux navires automobiles de patrouille destinés au service des bouées et des phares dans la Colombie-Britannique.	15,000 00

XXII.—INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES.

Ministères de la Marine.

235 Service météorologique, y compris l'observatoire magnétique, subventions de \$500 chacune aux observatoires de Kingston et Montréal; aussi une allocation de \$400 à L. F. Gorman, observateur à Ottawa..	252,000 00
---	------------

XXIII.—INSPECTION DES BATEAUX A VAPEUR.

236 Inspection des bateaux à vapeur..	108,810 00
---	------------

XXIV.—PECHERIES.

237 Salaires et déboursés des fonctionnaires et gardiens des pêcheries, service de la patrouille des pêcheries et ostréiculture..	754,000 00
238 Pour construction de passe-migratoire et déblayer les rivières..	40,000 00
239 Frais de justice et dépense casuelle..	4,000 00
240 Pour aider à la conservation et au développement des pêcheries en eau profonde et de la demande du poisson..	25,000 00
241 Pour l'entretien d'un bureau de renseignements sur les pêcheries..	5,000 00
242 Inspection de poisson mariné et en conserves..	15,000 00
244 Pour recherches scientifiques sur les problèmes pratiques et économiques se rattachant aux pêcheries..	15,000 00
245 Commission internationale du fleuve Fraser..	10,000 00
246 Commission biologique maritime du Canada..	42,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

15 Marine et Pêcheries—	
Traitements..	360,810 00
Dépense casuelle..	68,870 00
16 Service naval—	
Traitements..	210,090 00
Dépense casuelle..	40,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 19 avril écoulé, sont considérées, lues la seconde fois, et agréées, et elles sont comme suit (*Cinq-sixième des sommes ci-dessous, moins \$57,239 dans le premier item de la résolution No 5*) :—

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

5 Ministère de la Milice et de la Défense—	
Traitements..	643,751 00
Dépense casuelle..	30,000 00

XII.—MILICE ET DEFENSE.

88 Allocations de la milice..	120,000 00
89 Exercices annuels..	1,500,000 00
90 Services scolaires..	450,000 00
91 Effets d'habillements et de petit équipement..	264,346 00

La résolution adoptée en comité des Subsidés, le 20 avril écoulé, est considérée, lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit; (*Cinq-sixième de la somme ci-dessous*) :—

XXXVI.—DIVERS.

330 Pour pourvoir à la contribution du Canada au maintien du Secrétariat permanent de la Société des nations..	200,000 00
--	------------

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 21 avril écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit; (*Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous, moins \$10,000 dans la résolution No 322*):—

XXXVI—DIVERS.

317 Représentation du Canada aux Etats-Unis.	60,000 00
291 Pour fournir les publications canadiennes à la bibliothèque du bureau du haut-commissaire.	1,000 00
299 Somme requise pour services de consulats à l'étranger.	300 00
300 Appointements et frais de l'agence à Paris.	42,500 00
301 Allocation à M. W. J. Stewart, chef hydrographe, pour services rendus, par décret du conseil, 19 octobre 1912, relativement aux questions étudiées par la Commission internationale mixte au cours de l'exercice 1921-22.	1,000 00
302 Somme requise pour faire face aux dépenses de la Commission de contrôle du lac des Bois.	4,500 00
322 Appointements et salaires, bureau des passeports.	40,000 00

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

24 Bureau du haut-commissaire à Londres—	
Traitements.	24,930 00
Dépense casuelle.	69,586 00
26 Affaires extérieures—	
Traitements.	64,625 00
Dépense casuelle.	46,000 00

XII—MILICE ET DEFENSE.

92 Dépense casuelle.	40,000 00
93 Droit de douane.	40,000 00
94 Bibliothèque du ministère.	2,000 00
95 Arsenal fédéral, Lindsay.	243,300 00
96 Arsenal fédéral, Québec.	428,300 00
97 Service du génie.	600,000 00
98 Subventions à des sociétés.	125,000 00
99 Entretien.	200,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 26 avril écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit (*Cinq-sixième des sommes ci-dessous*):—

XIV—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU

CANAUX.

116 Chambly: améliorations.	26,000 00
117 Carillon et Grenville: améliorations.	25,000 00
118 Lachine, améliorations.	50,000 00
119 Soulanges: améliorations.	9,500 00
120 Flotte de dragage de Québec: nouveau remorqueur.	25,000 00
121 Sainte-Anne, écluse: améliorations.	3,500 00
122 Saint-Ours, écluse: améliorations.	4,500 00
124 Trent: reconstruction du quai à Lindsay.	10,000 00

La résolution adoptée en comité des Subsidés, le 28 avril écoulé, est considérée, lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit; (*Cinq-sixième des sommes ci-dessous*):—

XVI—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU

EDIFICES PUBLICS.

Nouvelle-Ecosse.

	Amherst—Salle d'exercices, régilage, pavage, etc.	25,000 00
129	Annapolis—Réparations et restauration de l'édifice public endommagé par le feu, les murs et les fondements étant intacts et en bon état.	17,000 00
	Halifax—Edifices fédéraux, améliorations, réparations, etc. . .	7,000 00
	Halifax—Station de quarantaine: nouveaux bâtiments.	150,000 00
	Yarmouth—Edifice public: restauration et changements après dommages causés par incendie et reconstruction de l'annexe.	8,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 29 avril écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit (*Cinq-sixième des sommes ci-dessous*):—

XII.—MILICE ET DEFENSE.

100	Artillerie, armes, terrains.	75,000 00
101	Solde d'état-maj.	265,000 00

XII.—MILICE ET DEFENSE.

102	Troupe permanente.	6,255,000 00
103	Impressions et papeterie.	85,000 00
104	Collège militaire royal.	350,000 00
105	Salaires et gages.	225,000 00
106	Ecoles d'instruction.	150,000 00
107	Levés topographiques.	45,000 00
108	Zones d'instruction.	30,000 00
109	Transport et fret.	200,000 00
110	Matériel de guerre.	197,054 00

XXXVI—DIVERS.

331	Commémoration des champs de bataille.	500,000 00
-----	---	------------

XLIII—DEMOBILISATION

364	Ministère de la Milice et de la Défense.	6,977,380 00
-----	--	--------------

XVI—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

EDIFICE PUBLICS

Nouveau-Brunswick

	Moncton—Logement pour entrepôt de vérification.	1,000 00
130	Saint-Jean—Edifices fédéraux: améliorations, etc.	7,000 00
	Saint-Jean—Douanes—Améliorations.	1,500 00
	Saint-Jean—Station de quarantaine, Ile aux Perdrix: nouveaux édifices, réparations et améliorations.	75,000 00
	St-Stephen—Edifice public: Amélioration à l'appareil de chauffage.	2,000 00

Provinces maritimes en général

131 Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc. 25,000 00

Québec

132	{	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	25,000 00
		Granby—Edifice public—Remaniements et améliorations.	9,000 00
		Quarantaine de Grosse-Île—Nouveaux édifices et réparations.	200,000 00
		Montréal—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	30,000 00
		Montréal—Entrepôt de vérification, améliorations.	3,000 00
		Hôtel général des Postes—Améliorations.	30,000 00
		Montréal—Magasins de l'artillerie.	20,000 00

Ontario

133	{	Alexandria—Reconstruction de l'édifice public détruit par le feu.	32,000 00
		Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	35,000 00
		Hamilton—Hôtel des Postes—Améliorations.	8,000 00
		Hamilton—Station postale "B".	5,000 00
		Kingston, C.M.R.—Salle d'exercices couverte—régalage, etc.	7,500 00
		Kingston, C.M.R.—Agrandissement de maison d'enseignement.	55,000 00
		Lindsay—Bureau de poste—Installation.	3,500 00
		Ottawa—Bureaux (pour le directeur général des élections).	15,000 00
		Ottawa—Imprimerie nationale—Ascenseurs, agrandissement et amélioration des édifices.	10,000 00
		Ottawa—Edifices administratifs—Installation, etc.	100,000 00
		Améliorations au bureau de poste.	7,000 00
		Ottawa—Hôtel de la Monnaie—Améliorations.	7,000 00
		Ottawa—Reconstruction partielle d'un outillage de traitement du minerai détruit par le feu.	2,500 00
		Ottawa—Réparations au pavage de la rue Wellington.	40,000 00
		Pembroke—Edifice public—Tour et horloge.	3,200 00
		Sault Sainte-Marie—Edifice public—Améliorations et réparations.	2,500 00
		Saint-Thomas—Edifice public—Améliorations.	1,000 00
Toronto—Station postale "A"—Tracteurs.	10,000 00		
Toronto—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	25,000 00		
Walkerton—Edifice public—Canalisation électrique.	2,000 00		
Walkerville—Edifices publics—Changements.	1,000 00		

Manitoba

134	{	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	17,000 00
		Portage-la-Prairie—Agrandissement et améliorations de l'édifice public.	11,000 00
		Winnipeg—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	20,000 00
		Winnipeg—Edifices d'immigration—Améliorations.	3,000 00

Saskatchewan

135	{	Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	17,000 00
		Regina—Edifice public—Améliorations.	3,000 00

Alberta

136	{	Calgary—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	4,000 00
		Calgary—Edifice d'immigration—Changements.	12,000 00
		Coutts—Edifice d'immigration—Améliorations.	3,500 00
		Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	15,000 00
		Edmonton—Edifice public—Changements dans l'installation du bureau de poste.	4,500 00

| Red Deer—Changements au bâtiment de l'ancien palais de justice	
| pour y loger le bureau de poste.	7,900 00

Colombie-Britannique

| Bamfield—Edifice public.	12,000 00
| Edifices publics fédéraux—Améliorations, réparations, etc.	14,000 00
| Nanaïmo—Edifice public—Installation.	2,500 00
137 | Vancouver—Edifices fédéraux—Améliorations, réparations, etc..	10,000 00
| Victoria—Hôtel des postes—Améliorations.	6,500 00
| Victoria—Ancien hôtel des postes—Taxes dues à la ville pour 1920.	1,492 08
| Williams-Head—Station de quarantaine—Réparations et améliora-	
| tions des édifices actuels, accessoires, etc.	13,000 00

En général

| Caserne pour la force permanente.	100,000 00
| Edifices publics fédéraux—En général.	30,000 00
138 | Stations agronomiques—Nouveaux édifices et améliorations, réfec-	
| tions et réparations, etc., relatives aux édifices actuels, instal-	
| lation, etc.	100,000 00
| Drapeaux destinés aux édifices publics fédéraux.	5,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 7 mai écoulé, sont prises en considération, lues la seconde fois et adoptées, et elles sont comme suit (*Cinq-sixième des sommes ci-dessous*):—

XIV—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

CANAUX.

123 Trent: améliorations.	515,000 00
125 Welland: améliorations.	165,000 00

XIII—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

CANAUX.

115 | Canal de navigation Welland—Construction.	5,000,000 00
| Canal de Trent—Construction et améliorations.	339,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 7 mai écoulé, sont prises en considération, lues la seconde fois et adoptées, et elles sont comme suit (*Cinq-sixième des sommes ci-dessous*):—

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

8 Immigration et Colonisation—

Traitements.	193,257 50
Dépense casuelle.	40,000 00

VIII—IMMIGRATION ET COLONISATION.

| Appointements des agents et fonctionnaires (service extérieur)—	
52 | Canada.	425,000 00
| Grand-Bretagne et Europe.	115,000 00
| Etats-Unis.	80,000 00

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

13 Douanes et service du Revenu de l'Intérieur—

Traitements.	532,947 50
Dépense casuelle.	48,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 9 mai écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit (*Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous*):—

III—GOUVERNEMENT CIVIL.

30 Ministère de la Santé publique—	
Traitements.	155,612 50
Dépense casuelle.	82,000 00

IX—MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

59 Falsification des substances alimentaires et mise à exécution des lois concernant les aliments et les drogues, le miel et les produits de léralbe, et l'opium et les drogues, narcotiques.	80,000 00
60 Médicaments dits "Proprietary" ou brevetés.	6,000 00
61 Pollution des eaux limitrophes (à voter de nouveau).	5,000 00
62 Hôpitaux de marine, y compris des subventions aux institutions qui viennent en aide aux matelots.	95,000 00
63 Quarantaine:—Appointements et dépense casuelle pour les districts organisés et la salubrité publique dans d'autres districts; léproseries de Tracadie et de l'île d'Arcy; <i>Loi concernant l'Hygiène dans les travaux publics</i>	275,940 00
64 Immigration et inspection médicale.	50,000 00
65 Recherches:—Entretien d'un laboratoire de recherches—rénovations, fournitures et aide pécuniaire (à voter de nouveau).	10,000 00
66 Maladies vénériennes.	200,000 00

XXXVI.—DIVERS.

307 Subvention à l'Association antituberculeuse canadienne.	10,000 00
319 Subvention pour aider à payer les dépenses du Comité national canadien d'hygiène mentale.	10,000 00

La résolution adoptée en comité des Subsidés, le 23 mai écoulé, est considérée, lue la seconde fois et agréée, et elle est comme suit; (*Cinq-sixième des sommes ci-dessous*):—

XXXV—COMMISSION DE L'AIR

282	[	Traitements.	75,000 00
		Dépense casuelle.	25,000 00
	] Aéronautique civile.		700,000 00
		[Force aérienne du Canada. . . . .		825,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 27 mai écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

BUDGET PRINCIPAL

Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous):—

XVI.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

HAVRES ET RIVIÈRES.

Ontario.

[Bayfield—Réparations à la jetée.	4,600 00
[Collingwood—Reconstruction du brise-lames.	25,000 00

	Depot-Harbour—Réparations et réfection des quais..	15,000 00
	Dyer's-Bay—Réparations au quai..	1,400 00
	Barrages de la rivière aux Français—Réparations et entretien..	3,500 00
	Goderich—Réparations aux docks..	6,600 00
	Ports et rivières en général—Réparations et améliorations..	65,000 00
	Kenora—Réparations au quai..	1,000 00
	Kingston—Entretien et mise en service des quais et ponts combinés.	17,900 00
	Kingsville—Réparations et réfections au quai..	11,000 00
144	Leamington—Réparations à la jetée..	8,500 00
	Little-Current—Reconstruction du quai..	31,000 00
	McLaren's-Landing—Quai..	6,600 00
	Midland—Réparations au quai..	2,000 00
	Owen-Sound—Quai—Reconstruction..	70,000 00
	Pelee-Island—Réparations aux jetées..	4,400 00
	Port-Colborne—Réparations aux brise-lames..	55,000 00
	Port-Dover—Réparations aux jetées..	11,000 00
	Providence-Bay—Réparations au quai..	4,400 00
	Rondeau—Port—Réparations et améliorations..	10,000 00
	Sheguiadah—Reconstruction du quai..	4,700 00
	Thessalon—Achèvement de la reconstruction du quai..	12,250 00

Manitoba.

	Ports et rivières en général—Réparations et améliorations..	15,000 00
145	Selkirk—Réparations au quai..	15,000 00
	Le Pas—Quai..	7,000 00

Saskatchewan et Alberta.

146	Ports et rivières en général—Réparations et améliorations..	20,000 00
-----	---	-----------

Colombie-Britannique.

	Alice-Arm—Quai—à condition que le gouvernement provincial cons- truisse la route..	18,500 00
	Albion—Réparations au quai..	1,150 00
	Boswell—Quai flottant..	8,500 00
	Carroll's-Landing—Quai..	11,000 00
	Fraser River (inférieur)—Service du bateau arrache-souches..	30,000 00
	Graham—Quai..	7,700 00
	Ports et rivières en général—Réparations et améliorations..	95,000 00
	Hope-Bay—North Pender Island—Réparations au quai..	3,600 00
	Ioco—Quai..	9,200 00
	Kincolith—Réfection du quai..	11,000 00
	Kuskanook—Quai..	5,800 00
	Ladysmith—Quai..	12,000 00
147	Manson's Landing—Quai..	6,500 00
	Mission—Réparations au quai..	1,000 00
	Nanaimo—Réparations au quai..	2,150 00
	North—Gabriola Island—Réparations au quai..	1,750 00
	Princess—Creek—Quai flottant..	2,300 00
	Proctor—Quai flottant..	1,700 00
	Sandspit—Point—Reconstruction du quai..	11,500 00
	Skidegate—Réparations au quai..	1,700 00
	South—Gabriola Island—Quai..	3,500 00
	South Pender Island—Réparations au quai..	2,300 00
	Stickine River—Enlèvement d'obstructions..	5,000 00
	Thetis—Island—Reconstruction du quai..	1,600 00
	Tofino—Réparations au quai..	4,600 00

En général

148 Ports et rivières en général. 30,000 00

DRAGAGE

149 { Dragage—Provinces maritimes. 500,000 00
 { Dragage—Ontario et Québec. 450,000 00
 { Dragage—Manitoba, Saskatchewan et Alberta. 90,000 00
 { Dragage—Colombie-Britannique. 400,000 00

PONTS ET CHAUSSÉES

{ Banff—Ponts. 168,000 00
 { Chenal de Burlington—Nouveau pont. 240,000 00
 { Dominion—Ponts et chaussées en général. 5,000 00
 { Edmonton—Réparations au pont. 12,000 00
 { Pont international sur la rivière Saint-Jean à Edmunston, N.-B.,
 L'Etat du Maine, E.-U., devant contribuer pour la même somme. 162,000 00
 150 { Ottawa—Entretien et réparations de ponts et d'abords. 7,000 00
 { Ottawa-Hull—Nouveau pont pour remplacer le pont Union actuel
 sur la rivière Ottawa, en aval des Chaudières. 7,000 00
 { Shellmouth—Repeinturer le pont. 1,050 00
 { Pont international sur la rivière Saint-Jean à Saint-Leonard's, N.-B.
 —Réparations—l'Etat du Maine, E.-U., devant contribuer pour
 la même somme. 2,800 00

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

Nouvelle-Ecosse

151 { Réseau télégraphique du Cap-Breton—Reconstruction de la ligne
 { télégraphique entre Havard-Lake et Margaree, N.-E. 1,000 00
 { Ile de Pictou—Câble téléphonique. 14,300 00

Québec

152 Ligne téléphonique de la quarantaine de la Grosse-Ile—Remplacement de poteaux, etc. 400 00

Saskatchewan et Alberta

153 Ligne de la rivière La Paix—Bureau et habitation à Grand-Prairie. 5,000 00

DIVERS

{ Division de l'architecture—Appointements des architectes, commis
 de travaux, inspecteurs, dessinateurs, commis et messagers du
 service extérieur. 75,000 00
 { Division de la comptabilité—Appointements des agents et des com-
 mis, frais de voyage et dépense casuelle du service extérieur. . 25,000 00
 { Division du génie—Appointements des ingénieurs, inspecteurs, sur-
 intendants, dessinateurs, commis et messagers du service ex-
 térieur. 542,000 00
 { Service et entretien des bateaux d'inspection. 17,500 00
 { Entretien et service des digues d'emmagasinage d'eau sur la rivière
 Ottawa et ses trib., levés hydrographiques à ce sujet, et règle-
 154 { ment des dommages causés aux terres. 125,000 00
 { Monument à feu Sa Majesté le roi Edouard VII. 5,000 00

Monument à la mémoire de feu l'hon. Thos. D'Arcy McGee.	2,000 00
Monument à sir Wilfrid Laurier.	25,000 00
Galerie nationale des arts du Canada.	40,000 00
Jaugeage et mesurage des rivières.	23,450 00
Relevés et inspections.	125,000 00
Pour couvrir le solde de dépense pour ouvrages déjà autorisés pour lesquels les crédits peuvent être insuffisants, mais la somme requisse pour l'un quelconque des ouvrages ne doit pas dépasser \$200.	5,000 00

XXXIX—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

BASSINS DE RADOUB, ECLUSES ET BARRAGES, ETC.—FRAIS D'EXPLOIT, ETC.

343 Bassin de radoub (a)	100,400 00
Ports et rivières, travaux, etc., (b)	44,800 00
Perception du revenu des travaux publics.	5,000 00

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES

Île-du-Prince-Edouard et terre ferme.	7,000 00
Lignes télégraphiques, terre et sous-mer, dans le bas du Saint- Laurent et les Provinces maritimes, y compris les frais des steamers employés au service des câbles.	223,000 00
344 Saskatchewan.	78,400 00
Alberta.	121,500 00
Colombie-Britannique—Terre-ferme.	85,000 00
Colombie-Britannique—District de l'île de Vancouver.	126,000 00
Réseau du Yukon (Ashcroft-Dawson).	279,000 00
Service télégraphique et téléphonique en général.	10,000 00

XLIII.—DEMobilISATION.

366 Travaux publics.	750,000 00
------------------------------	------------

XVI—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU

PORTS ET RIVIÈRES.

Nouvelle-Ecosse.

Bailey's-Brook—Prolongement de la jetée.	6,000 00
Bass-River—Quai.	20,000 00
Digby—Réparations à la jetée.	5,000 00
East-Sheet-Harbour—Réparations au quai.	1,200 00
Ports et rivières en général—Réparations et améliorations.	60,000 00
Lower-West-Pubnico—Réparations au brise-lames.	1,000 00
Maitland—Achèvement du prolongement du quai de bateau-passeur.	1,000 00
Newport-Landing—Réparations au quai.	1,600 00
Noel—Réparations au quai.	2,900 00
Nyanza—Réparations au quai.	1,200 00
Parrsboro—Réparations au quai.	1,050 00
140 Parker's-Cove—Réparations au brise-lames.	1,200 00
Port-Hood—Quai, réparations et prolongement.	7,000 00
Scotch-Cove (White Point)—Prolongement du brise-lames.	9,800 00
Seaforth—Reconstruction de partie du brise-lames.	7,100 00

| Soldier's-Cove—Quai.	2,500 00
| Summerville—Réparations au quai brise-lames.	7,000 00
| Sydney—Quai.	100,000 00
| Three-Fathom-Harbour—Réparations au brise-lames.	9,000 00
| Watt-Settlement—Réparations au quai.	2,000 00
| Arichat-Ouest—Réparations au brise-lames.	3,000 00
| Chezzetcook-Ouest—Réparations au brise-lames.	15,000 00
| Western-Head—Réparations au brise-lames.	1,500 00
| Whycomagh—Réparations au quai.	4,000 00
| Yarmouth-Bar—Réparations au quai.	4,000 00

Ile-du-Prince-Edouard.

| Annandale—Réparations au quai.	1,400 00
| Belfast—Réparations au quai.	2,100 00
| Haggerty's-Wharf—Réparations.	1,150 00
| Ports et rivières en général—Réparations et améliorations.	14,000 00
141 | Naufrage-Harbour—Réparations aux brise-lames.	1,000 00
| North-Lake—Port des embarcations.	17,000 00
| Port-Selkirk—Réparations au quai.	1,100 00
| Pownal—Réparations au quai.	1,500 00
| Vernon-River-South—Réparations au quai.	2,250 00
| Victoria—Réparations à la jetée.	1,900 00

Nouveau-Brunswick.

| Cap-Bald—Réparations à la pile brise-lames.	6,500 00
| Ports et rivières en général—Réparations et améliorations.	40,000 00
| Lord's-Cove—Quai.	14,000 00
142 | North-Head, Ile Grand Manan—Réparations au brise-lames—Quai.	1,600 00
| Quaco (St-Martin's)—Reconstruction des brise-lames.	29,800 00
| Cap-Richibouctou—Achèvement de la jetée et du brise-lames.	1,000 00
| St-Andrews—Réparations au quai.	7,500 00
| Wilson's-Beach—Réparations au brise-lames—Quai.	1,700 00

Québec.

| Anse-aux-Gascons—Quai.	49,000 00
| Aylmer—Réparations au quai.	1,800 00
| Contrecoeur—Réparations aux abords du quai.	5,000 00
| Cross-Point—Réparations au quai.	3,800 00
| Deschambault—Réparations au quai.	1,095 00
| Gaspé—Réparations au quai et reconstruction.	34,000 00
| Grand-Mechins—Réparations au quai.	1,350 00
| Grosse-Ile, station de quarantaine—Prolongement des quais et réparations.	50,000 00
| Ports et rivières en général—Réparations et améliorations.	75,000 00
| Ile-Perrot—Réparations et améliorations du quai.	1,100 00
143 | New-Richmond—Réparations au quai.	2,500 00
| North-Temiskaming—Quai.	8,800 00
| Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (Ile Verte)—Achèvement du quai de l'ouest.	5,800 00
| Pointe-aux-Trembles—Réparations au quai.	2,800 00
| Pointe-Shea—Amherst—Réparations à la jetée.	6,500 00
| Rimouski—Améliorations du port.	17,900 00
| Rivière-du-Loup (en bas)—Réparations au quai.	4,100 00
| Rivière-du-Lièvre—Ecluse et barrage—Reconstruction des murs de revêtements.	14,400 00

Ste-Famille—Quai—Réparations et reconstruction.	4,000 00
St-François-Sud—Réparations au quai.	9,000 00
St-Jérôme—Réparations au quai.	1,000 00
St-Mathias—Quai—Réparations et améliorations.	1,700 00
Tadoussac (Anse-à-l'Eau)—Réparations au quai	1,125 00
Thurso—Réparations au quai.	1,650 00

XVIII—SERVICE NAVAL.

198 Relevés hydrographiques et entretien et réparations des steamers employés à ces relevés.	315,000 00
199 Services de protection des pêcheries—Réparations et entretien des steamers de protection des pêcheries.	370,000 00
200 Service radiotélégraphique—Construction et entretien de stations radiotélégraphiques et administration générale de la radiotélégraphie dans tout le Canada.	456,480 00
201 Marées et courants, études des.	30,000 00
202 Patrouille des eaux septentrionales du Canada.	15,000 00
203 Droit de douanes.	500 00
204 Rémunération des employés et commis temporaires aux quartiers généraux, chantiers maritimes de Halifax et d'Esquimalt.	40,000 00

XXIV—PECHERIES.

243 Traitements, construction et entretien de piscifactories.	365,000 00
---	------------

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous):—

SERVICE Océanique ET FLUVIAL.

403 Entretien et réparation des vapeurs et brise-glaces du Dominion—Crédit supplémentaire.	304,000 00
404 Secours temporaire aux marins en détresse et frais relatifs aux formules d'engagement—Crédit supplémentaire.	3,500 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

MINISTÈRE DE LA MARINE.

405 Fleuve Saint-Laurent—Chenal de la navigation—Entretien et mise en œuvre de la flotte de dragage—Crédit supplémentaire.	30,000 00
--	-----------

PHARES ET SERVICE COTIER.

406 Service des signaux—Crédit supplémentaire.	4,000 00
--	----------

PECHERIES.

407 Frais d'avocats dans l'affaire des pêcheries de Québec, portés au comité judiciaire du Conseil privé.	21,645 55
---	-----------

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 28 mai écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

BUDGET PRINCIPAL.

Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous):—

XV.—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

EDIFICE PUBLICS.

127 Ottawa—Edifice du Parlement—Restauration—Les plans de cet édifice et le mode d'assurer sa reconstruction sont subordonnés à l'approbation du Comité mixte nommé par le Premier ministre et le Chef de l'opposition.	1,000,000 00
---	--------------

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

18 Travaux publics—	
Traitements.	598,510 00
Dépense casuelle.	85,000 00

XVI.—TRAVAUX PUBLICS IMPUTABLE SUR LE REVENU.

EDIFICE PUBLICS.

Loyers, réparations, ameublement, chauffage, etc.

[Ottawa, édifices publics: Observatoire fédéral et édifice de la Commission géodésique—Entretien des terrains, etc.	5,000 00
[Ottawa—Edifice public—Eau.	35,000 00
[Préposés aux ascenseurs.	70,000 00
[Eclairage, y compris ponts et chaussées.	90,000 00
[Chauffage, y compris salaires des mécaniciens, chauffeurs et gardiens.	540,000 00
[Ministère en général—Garde et nettoyage des édifices administratifs, y compris la somme de \$100 à E. Snowden pour le tir du canon du midi.	385,000 00
[Réparations, ameublement, terrains enlèvement de la neige et entretiens des rues.	700,000 00
[Rideau-Hall (y compris terrains)—Améliorations, ameublement, entretien, etc.	60,000 00
139 [Rideau-Hall—Allocation de chauffage et d'éclairage.	17,000 00
[Service téléphonique.	90,000 00
[Edifice publics fédéraux—Edifice fédéraux d'immigration—Réparations, ameublement, etc.	45,000 00
[Station de quarantaine fédérale—Entretien.	5,000 00
[Installation, fourniture et ameublement en général.	125,000 00
[Chauffage.	450,000 00
[Eclairage.	180,000 00
[Energie électrique pour faire fonctionner ascenseurs, machines à oblitérer les timbres, etc.	75,000 00
[Loyers.	1,130,000 00
[Salaires des gardiens, mécaniciens, chauffeurs, etc.	795,000 00
[Fournitures aux gardiens, etc.	35,000 00
[Eau.	60,000 00
[Yukon—Edifice publics—Loyers, réparations, combustible, lumière, service d'eau et salaires des gardiens.	40,000 00
[Victoria, C.B.—Observatoire astrophysique (Little Saanich Mountain)—Entretien, réparations, etc.	3,500 00

XV—TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

PORTS ET RIVIÈRES.

	Esquimalt, C.-B.—Nouvelle cale sèche.	1,300,000 00
	Port-Arthur et Fort-William—Améliorations.	170,000 00
128	Port de Québec—Bassin de radoub Champlain—Pour achèvement.	136,000 00
	Port de Saint-Jean—Améliorations.	1,250,000 00
	Port de Toronto—Améliorations.	1,000,000 00
	Ile Torontó—Brise-lames—Protection.	175,000 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

EDIFICE PUBLICS.

Nouvelle-Ecosse.

395	Halifax—Bureau de poste—Remaniement de l'installation.	4,210 00
-----	--	----------

Nouveau-Brunswick.

396	Saint-Jean—Bureau de poste—Réparation et réfection du système de chauffage—Crédit supplémentaire.	690 00
-----	---	--------

*Ontario.**Loyers, réparations, ameublement, chauffage, etc.*

397	{	Edifices publics d'Ottawa—Chauffage, y compris les salaires des mécaniciens chauffeurs et gardiens—Crédit supplémentaire.	167,000 00
		Eau.	55,000 00
		Service du téléphone—Crédit supplémentaire.	20,000 00
		Edifice publics fédéraux—Salaires des concierges, mécaniciens, chauffeurs, etc.—Crédit supplémentaire.	66,000 00

PORTS ET RIVIÈRES.

Nouvelle-Ecosse.

398	{	Owls-Head—Réparations au quai—Crédit supplémentaire.	1,110 00
		Port-Lorne—Réparations au brise-lames et réfections—Crédit supplémentaire.	1,260 00

Colombie-Britannique.

399	Ile Moresby—Quai, réfection—Crédit supplémentaire.	1,250 00
-----	--	----------

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

400	Contribution à la moitié du coût de reconstruction des lignes télégraphiques qui sont la propriété conjointe de l' <i>Anglo-American Telegraph Co.</i> , et du Gouvernement fédéral.	4,750 00
-----	--	----------

DIVERS.

401	{	Division des architectes—Appointements des architectes, commis des travaux, inspecteurs, dessinateurs, commis et messagers du service extérieur—Crédit supplémentaire.	7,000 00
		Division des ingénieurs—Appointements des ingénieurs, inspecteurs, surintendants, dessinateurs, commis et messagers du service extérieur—Crédit supplémentaire.	53,000 00
		Etudes et inspections—Crédit supplémentaire.	35,000 00

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES.

431	}	Lignes télégraphiques, terre et sous-mer, dans le bas du Saint-Laurent et les Provinces maritimes, y compris les frais d'exploitation des navires employés au service des câbles—Crédit supplémentaire.	40,000 00
		Colombie-Britannique—Terre ferme—Crédit supplémentaire.	12,000 00
		Colombie-Britannique—District de l'île Vancouver—Crédit supplémentaire.	35,000 00
		Réseau du Yukon (Ashcroft-Dawson)—Crédit supplémentaire.	35,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 30 mai écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

XXXVII—DOUANES ET REVENU DE L'INTERIEUR.

340	}	Appointements et dépense casuelle aux différents port du Canada, y compris paiement d'heures supplémentaires aux fonctionnaires, nonobstant les dispositions de la <i>Loi du Service civil</i> , et édifices provisoires de douanes et loyers.	5,489,815 00
		Appointements et frais de déplacement des inspecteurs de ports et d'autres fonctionnaires du service d'inspection et du service préventif, y compris les salaires et dépenses se rattachant à la Commission des douanes.	621,380 00
		Divers—Impressions et papeterie, abonnements aux journaux de commerce, drapeaux, timbres, à dater, serrures, instruments, etc., pour divers ports de déclaration, frais de messageries sur échantillons, papeterie et formules, frais judiciaires, et uniformes des douaniers.	423,000 00
		Pour frais d'entretien des croiseurs du revenu et service préventif.	238,000 00
		Somme à payer au ministère de la Justice, qui doit la déboursier, en rendre compte, pour le service préventif secret.	10,000 00

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous):—

DOUANES.

428	Frais d'entretien des croiseurs du revenu et service préventif—Crédit supplémentaire.	45,000 00
-----	---	-----------

ACCISE.

429	Dépense casuelle relative à la taxe d'accise de guerre—Crédit supplémentaire.	210,000 00
-----	---	------------

VIII.—IMMIGRATION ET COLONISATION.

53	Dépense casuelle dans les agences canadienne, britannique et étrangères et dépense générale de l'immigration.	870,000 00
54	Expositions.	90,000 00
55	<i>Imperial Institute</i>	3,190 00
56	Immigration chinoise—appointements et dépense casuelle.	32,000 00
57	Secours aux canadiens nécessiteux dans les pays autres que le Canada.	6,000 00

58 Edifices d'immigration à Saint-Jean:—

Remise à bagages.	9,000 00
Nouveaux quartiers d'internement.	6,000 00

III.—GOUVERNEMENT CIVIL.

23 Ministère du Travail—

Traitements.	171,640 00
Dépense casuelle.	35,000 00

Les résolutions adoptées en comité des Subsidés, le 1er juin écoulé, sont considérées, lues la seconde fois et agréées, et elles sont comme suit:—

BUDGET PRINCIPAL.

XIV—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

DIVERS.

Arbitrages et sentences arbitrales et frais de litige.	2,000 00
Commission des chemins de fer du Canada—Entretien et exploitation.	206,060 00
Commission des chemins de fer du Canada—Paiement des dépenses, relatives aux causes qui lui ont été soumises.	5,000 00
Contribution au congrès de l'Association internationale des chemins de fer.	97 33
Commissions des grandes routes—Organisations et paiement du personnel de la Commission des grandes routes, y compris A. W. Campbell, I.C., en qualité de comm. des grandes routes, à \$5,000 par année.	53,000 00
Wagons du Gouverneur général; domestiques, réparations et altérations.	10,000 00
Prêt ne dépassant pas \$50,000,000, remboursable sur demande avec intérêt au taux de six pour cent par année, payable semestriellement, à utiliser (lorsque les sommes disponibles provenant des recettes nettes d'exploitation peuvent être insuffisantes) au paiement des dépenses faites ou des dettes contractées, en tout temps, par ou au nom de la Compagnie de chemin de fer <i>Canadian Northern</i> , la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, ou toute compagnie comprise dans le réseau du chemin de fer <i>Canadian Northern</i> , ou l'une d'elles, sur l'un quelconque des comptes suivants:—(a) déficits d'exploitation, (b) acquisition de biens, matériaux et approvisionnement, (c) intérêt sur billets, valeurs ou obligations, (d) le principal et l'intérêt des prêts tombant à échéance ou échus, garantis ou non, et (e) construction et améliorations; ce prêt doit être garanti par hypothèques sur l'entreprise de la Compagnie du chemin de fer <i>Canadian Northern</i> et de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver. Le prêt ou aide autorisé au présent peut être accordé en espèces ou sous forme de garantie, ou partie en espèces et partie en garantie, à la discrétion du Gouverneur en conseil. Toute garantie consentie, au besoin, sous l'autorité du présent peut couvrir le principal et l'intérêt des billets, obligations	

ou valeurs de la Compagnie des Chemins de fer *Canadian Northern* ou de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, et elle peut être signée par le Ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, en la forme et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver. . . . 50,000,000 00

126

Prêt n'excédant pas \$89,687,633.39, remboursable sur demande avec intérêt au taux de six pour cent par année, payable semestriellement, à affecter (lorsque les sommes disponibles provenant des recettes nettes d'exploitation peuvent être insuffisantes) au paiement des dépenses faites ou des dettes contractées en tout temps, par ou au nom de la Compagnie du chemin de fer national canadien, de la compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, ou de toute compagnie comprise dans le réseau du chemin de fer national canadien ou du Grand-Tronc de chemin de fer (en excluant, cependant, du présent, les dépenses faites ou les dettes contractées par ou au nom de la *Grand Tronc Pacific Railway Company*, sauf tel que spécifiquement prévu à l'item (f) du présent article), sur l'un quelconque des comptes suivants:—(a) déficit d'exploitation, (b) acquisition de biens, matériaux et approvisionnements, (c) intérêt sur billets, valeurs ou obligations, (d) le principal et l'intérêt des prêts tombant à échéance ou échus, garantis ou non, (e) construction et améliorations, (f) garantis, par ladite Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer, des valeurs de la *Grand Trunk Pacific Railway Company*; ce prêt devant être garanti, par hypothèque ou hypothèques sur l'entreprise de la Compagnie du chemin de fer national canadien ou de la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver. Le prêt ou aide autorisé au présent peut être consenti en espèces ou sous forme de garantie ou partie en espèce et partie en garantie consentie, au besoin, sous l'autorité du présent peut couvrir le principal et l'intérêt des billets, obligations ou valeurs de la Compagnie du chemin de fer national canadien ou du Grand-Tronc de chemin de fer du Canada, et elle peut être signée par le Ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, en la forme et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver. . . . 89,687,633 39

Prêt ne dépassant pas \$26,000,000, remboursable sur demande avec intérêt au taux de six pour cent par année, payable semestriellement, à affecter (lorsque les sommes disponibles provenant des recettes nettes d'exploitation peuvent être insuffisantes) au paiement des dépenses faites ou des dettes contractées en tout temps par ou au nom de la Compagnie du chemin de fer national canadien ou de la *Grand Trunk Pacific Railway Company* ou de toute compagnie comprise dans le réseau du national canadien ou dans le *Grand Trunk Pacific Railway System*, (en excluant, cependant, du présent, les garanties, par la Compagnie du Grand-Tronc de chemin de fer, prévues à l'item (f) du crédit précédent), sur l'un quelconque des comptes suivants:—(a) déficits d'exploitation, (b) acquisition de biens, matériaux et approvisionnements, (c) intérêt sur billets, valeurs ou obligations, (d) le principal et l'intérêt des prêts

tombant à échéance ou échus, garantis ou non, (e) construction et améliorations; ce prêt devant être garanti par hypothèque ou hypothèques sur l'entreprise de la compagnie du chemin de fer national canadien ou de la <i>Grand Trunk Pacific Railway Company</i> , aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver. Le prêt ou aide autorisé au présent peut être consenti en espèces ou sous forme de garantie ou partie en espèces et partie en garantie, à la discrétion du Gouverneur en conseil. Toute garantie consentie, au besoin, sous l'autorité du présent peut couvrir le principal et l'intérêt des billets, obligations ou valeurs de la Compagnie du chemin de fer national canadien ou de la <i>Grand Trunk Pacific Railway Company</i> , et elle peut être signée par le Ministre des Finances, au nom de Sa Majesté, en la forme et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut approuver.	26,000,000 00
Travaux divers non prévus.	2,000 00
Impressions et papeterie: Service extérieur.	7,000 00
Levés et inspections: Canaux, y compris appointements et frais des experts employés temporairement.	70,000 00
Levés et inspections et dépenses générales: chemins de fer, y compris appointements et dépenses des experts employés temporairement.	75,000 00
Paiement des dépenses afférentes à l'acquisition du Grand-Tronc et des réseaux de chemins de fer associés et procédures d'arbitrage à ce sujet.	1,000,000 00

XXXVIII—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

CHEMINS DE FER.

341 Chemins de fer de l'Etat, en vue d'aider à combler le déficit des frais d'exploitation pour les douze mois se terminant le 31 décembre 1921, l'administration étant par les présentes autorisée à appliquer les recettes et le revenu au paiement desdites dépenses d'exploitation.	7,000,000 00
---	--------------

CANAUX.

342 Personnel et réparations.	2,270,000 00
---------------------------------------	--------------

XIII.—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

112 Réclamations pour droit de passage.	35,000 00
---	-----------

Matériel divers de chemins de fer.

113 Somme requise durant l'exercice courant pour le matériel de chemins de fer commandé en 1920 sous le couvert du crédit n° 115, et pour améliorations au matériel actuel, et pour achat d'un nouvel équipement pour les fins et aux mêmes conditions (sauf tel que modifié au présent) mentionnées au chapitre 38 du Statut de 1918. La subvention prescrite au présent peut être faite sous forme d'avances à la <i>Canadian National Railway Stock Company</i> ou à toute compagnie comprise dans le	
--	--

réseau du chemin de fer *Canadian Northern* ou du *Grand Trunk Pacific Railway System*, ou sous forme d'équipement ou de matériel acquis par le Ministre. 1,903,133 00

Chemins de fer de la baie d'Hudson.

114 Têtes de ligne de Port-Nelson. 100,000 00

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

CANAUX.

392	[	Carillon et Grenville—Améliorations—Crédit supplémentaire.	20,500 00
		Welland—Reconstruction de l'élevateur à Port-Colborne—Crédit supplémentaire.	15,000 00
		Lachine—Réparations au syphon de la rivière Saint-Pierre—Crédit supplémentaire.	1,000 00

CHEMINS DE FER.

393	[	Grand-Tronc—Paiement des frais se rattachant à l'acquisition du Grand Tronc de chemin de fer et des réseaux alliés—Crédit supplémentaire.	200,000 00
		[Pont de Québec—Paiement de soldes de comptes.	24,555 50

DIVERS.

394	[	Etudes et inspections—Canaux—Crédit supplémentaire.	10,000 00
		Paiement des dépenses se rattachant à l'administration du contrôle du combustible (mandat du Gouverneur général du 5 août 1920).	50,000 00
		Augmentation du montant du prêt autorisé par le crédit 478, Loi des subsides No 4, 1920—Crédit supplémentaire.	1,520,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LA PERCEPTION DU REVENU.

430 Chemins de fer de l'Etat, en vue de combler le déficit des frais d'exploitation pour les neuf mois se terminant le 31 décembre 1920, l'administration des chemins de fer étant par les présentes autorisée à appliquer les recettes et le revenu au paiement des frais d'exploitation—Crédit supplémentaire. 2,000,000 00

GOVERNEMENT CIVIL.

440	[	Ministère des Chemins de fer et Canaux—	
		Pour payer, au lieu de permis d'absence, aux fonctionnaires mis à la retraite qui suivent, les sommes ci-après indiquées:	
		L. K. Jones.	500 00
		M. W. Maynard.	280 00
		C. W. Ross.	410 66
		A. U. Almon.	160 00
		J. P. Wright.	266 66
		W. B. A. Hill.	224 00
		Dépense casuelle—	
		Impressions et papeterie—Crédit supplémentaire.	1,500 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

CHEMINS DE FER.

	{ Chemins de fer du gouvernement canadien—	
	Ligne d'embranchement de Dartmouth à Deans—Solde payable aux entrepreneurs.	3,000 00
470	{ Remboursement au chemin de fer St-Martin, pour somme payée en trop.	1,405 39
	Ile du Prince-Edouard, têtes de lignes de bacs transbordeurs—Cap Tourmentin—Réclamations.	97,000 00
471	{ Achat, à des prix qui ne dépassent pas les sommes spécifiées au présent, des chemins de fer suivants (les dettes de chaque chemin de fer envers les chemins de fer du gouvernement canadien devant être annulées); l'intérêt sur le prix d'achat de chaque chemin de fer est payable au taux de cinq pour cent par an depuis la date de la prise de possession jusqu'à la date du transport du titre. (Ceux desdits chemins de fer qui sont sous la juridiction du Parlement du Canada sont par le présent autorisés à vendre leur actif et entreprises respectifs en conséquence:	
	York et Carleton, \$18,000.00—A voter de nouveau.	4,500 00
	Moncton & Bouctouche Ry., \$70,000.00—A voter de nouveau.	70,000 00
	Caraquet & Gulf Shore Ry., \$200,000.00—A voter de nouveau.	50,000 00
	Intérêt estimé—depuis la date de la prise de possession jusqu'au 31 mars 1922, et n'excédant pas (y compris la somme à voter de nouveau, \$39,000).	47,500 00

CANAUX.

472	{ Ecluse Sainte-Anne—	
	Contribution au coût du pont de la grande route sur le canal de l'Île Perrot comme partie d'un total de \$150,000.	50,000 00

CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE REVENU.

CHEMINS DE FER.

	{ Chemins de fer de l'Etat—En remboursement des dépenses faites durant l'exercice 1920-21 pour régler les réclamations des fonctionnaires des chemins de fer de l'Etat qui ont fait du service militaire outre-mer.	80,000 00
473	{ Pour compléter les allocations de pension payables en vertu des dispositions de la <i>Loi de la caisse de prévoyance des employés des chemins de fer Intercolonial et de l'Île du Prince-Edouard</i> , de manière à porter le paiement minimum durant l'exercice, à \$30 par mois, au lieu de \$20, tel qu'établi par ladite loi.	50,000 00
	{ Dommages réclamés par le vapeur <i>Harlem</i> , d'au plus.	130,000 00

La Chambre s'ajourne alors à 5.28 a.m., jusqu'à ce jour à 11 a.m.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

No 79.

PROCÈS-VERBAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

SEANCE DU SAMEDI, 4 JUIN 1921.

Deux heures p.m.

PRIÈRES.

Sir George Foster, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre,—Rapport annuel du Commerce du Canada (Importations pour consommation et exportations), pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920.

Aussi,—Rapport concernant les subsides pour malle et paquebots, tels que contrôlés par le département du Commerce pour l'exercice se terminant le 31 mars 1920, avec rapports du trafic, etc., à décembre 1920.

Et aussi,—Lettre de Fred Cook, Ecr., président du comité éditorial des publications du gouvernement, et de F. C. C. Lynch Ecr., relativement au rapport du juge Snider sur le rejet de publications dans le bureau de distribution du gouvernement, avec copie de l'inventaire No 1.

Les amendements fait par le Sénat au Bill suivants, sont pris en considération, et agréés, savoir:—

Bill (No 107), Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public.

Bill (No 140), Loi modifiant la Loi des brevets.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsidés;

M. Meighen propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

La Chambre se forme en conséquence en comité des Subsidés.

(En comité).

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

BUDGET PRINCIPAL.

Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous):—

XXVII—TRAVAIL

252 Loi des enquêtes en matière de différends industriels... ..	35,000 00
253 Salaires équitables et officiers d'inspection... ..	10,000 00

254	Administration de la <i>Loi de coordination des bureaux de placement.</i>	75,000 00
255	Pour compléter le montant prévu par Statut, 8-9 Geo. V., chap. 21, <i>Loi de coordination des bureaux de placement.</i>	100,000 00
256	Administration de la <i>Loi d'enseignement technique.</i>	12,000 00
257	Conférence internationale du travail.	15,000 00
258	Conférence industrielle nationale, et commissions résultant de la conférence de 1919.	40,000 00
259	Conseils industriels mixtes.	15,000 00

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous) :—

DIVERS.

538½	Prêt aux gouvernements provinciaux en vue de favoriser la construction de logements, aux termes et conditions énoncés à l'arrêté en conseil du 3 décembre 1918, et des amendements y apportés de temps à autre — toutefois, le montant du prêt consenti à une province quelconque ne doit pas, une fois ajouté aux prêts déjà consentis à cette province aux mêmes fins, dépasser la proportion du total de \$31,250,000, que représente la population de cette province par rapport à la population du Dominion, telle que déterminée par le dernier recensement fédéral — substitué au crédit n° 316 du budget principal, 1921-22. (A voter de nouveau), \$10,456,800.00.	12,000,000 00
------	---	---------------

COMMERCE.

543	Etablissement, construction et équipement de l'Institut national de Recherches du Canada.	150,000 00
544	Extension des agences commerciales dans les pays étrangers relativement à l'attestation des factures d'exportation en conformité de la <i>Loi des Douanes de 1921</i> , article 31, le revenu de cette source devant être affecté au paiement des traitements et autres frais d'entretien de ces bureaux.	100,000 00

DIVERS.

534	Réorganisation des ministères à Ottawa—Crédit supplémentaire..	50,000 00
-----	--	-----------

GOUVERNEMENT CIVIL.

	Secrétariat d'Etat—	
	Dépense casuelle—	
	Administration de la <i>Loi des compagnies</i> — Crédit supplémentaire.	7,000 00
	Comité des impressions des publications du gouvernement—	
	Traitements—	
438½	Un président.	4,500 00
	Un secrétaire.	1,890 00
	Un commis-sténographe.	960 00
	Un commis-sténographe junior.	600 00
	Un commis messenger.	600 00
	Dépense casuelle.	1,500 00

BUDGET PRINCIPAL.

Cinq-sixièmes des sommes ci-dessous):—

XIII—CHEMINS DE FER ET CANAUX—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

CHEMINS DE FER

Chemins de fer de l'Etat

111 Construction et améliorations (à dépenser sous la direction et aux termes et conditions que le Gouverneur en conseil peut, de temps à autre, prescrire)	4,117,994 00
---	--------------

BUDGET SUPPLEMENTAIRE.

(Plein montant des sommes ci-dessous):—

TRAVAUX PUBLICS—IMPUTABLE SUR LE CAPITAL.

Ports et rivières—Québec.

555 Port de Québec—Bassin Champlain—Balance due à J. T. et M. P. Davis	278,349 60
--	------------

Résolutions à rapporter.

Lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et agréées, le comité des Subsidés devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre étant lu pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

Sir Henry Drayton propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Et la question étant posée sur la motion, elle est agréée.

La Chambre se forme en conséquence en comité des Voies et Moyens.

(En comité.)

Les résolutions suivantes sont adoptées:—

1. Résolu,—Que pour faire face aux subsides votés à Sa Majesté pour défrayer certaines dépenses au Service public de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1921, la somme de \$14,681,810.14 soit octroyée à même le Fonds du Revenu consolidé du Canada.

2. Résolu,—Que pour faire face aux subsides votés à Sa Majesté pour défrayer certaines dépenses au service public de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1921, la somme de \$14,681,810.4 soit octroyée à même le Fonds du Revenu consolidé du Canada.

Résolutions à rapporter.

Du consentement de la Chambre, lesdites résolutions sont rapportées, lues la seconde fois et adoptée,—le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Sir Henry Drayton présente alors un Bill (No 220), Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le Service public des exercices financiers se terminant respectivement le 31 mars 1921 et le 31 mars 1922—lequel est lu une première fois.

Du consentement de la Chambre

Ledit bill est lu une deuxième fois, délibéré en comité général, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante:—

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
OTTAWA, 2 juin 1921.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général se rendra dans la salle des séances du Sénat pour proroger la session du Parlement, samedi, le 4 juin, à 4.45 heures p.m.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre obéissant serviteur,

ARTHUR F. SLADEN,
Député-secrétaire du Gouverneur général.

L'honorable ORATEUR
de la Chambre des Communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que le Sénat acquiesce à l'amendement fait par la Chambre des Communes au Bill X4 (No 212) du Sénat, intitulé: "Loi amendant la Loi des terres fédérales", sans amendement.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat acquiesce à l'amendement fait par la Chambre des Communes au Bill A6 (No 216) du Sénat, intitulé: "Loi concernant les eaux du lac des Bois et d'autres eaux", sans amendement.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé les bills suivants sans amendement:—

Bill (No 159), Loi modifiant la Loi de l'inspection et de la vente (Inspection du foin et de la paille).

Bill (No 130), Loi modifiant la Loi des élections fédérales.

Bill (No 219), Loi concernant certaines procédures prévues à la Partie IV de la Loi de tempérance du Canada.

Bill (No 221), Loi modifiant la Loi de l'Impôt de guerre sur le Revenu, 1917.

Bill (No 222), Loi modifiant la Loi de l'assurance des soldats de retour.

Bill (No 223), Loi modifiant la Loi des pensions.

Bill (No 216), Loi ayant pour objet de réglementer le classement des produits laitiers.

Bill (No 211), Loi concernant le ministère des Douanes et de l'Accise.

Aussi,—Un message informant la Chambre que le Sénat a passé le Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, avec un amendement comme suit:—

1. Page 2, ligne 44.—Après le mot "article", ajouter ce qui suit: "si la Commission certifie que ces personnes sont d'un âge et dans un état de santé leur permettant de remplir les devoirs de l'emploi qui peut leur être assigné et qu'elles seront probablement capables de continuer à remplir cet emploi durant une période raisonnable après leur nomination".

L'amendement fait par le Sénat au Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du service civil, 1918, est pris en considération et agréé.

M. Ballantyne, l'un des membres du conseil privé du Roi, met devant la Chambre, —Copie d'un arrêté en conseil, C.P. 1642, du 18 mai 1921; Volontaires pour un détachement de la liste active de la marine royale prêtée temporairement aux forces de la Marine royale canadienne.

Sur motion de Sir George Foster, la Chambre s'ajourne jusqu'à 6.15 p.m.

6.15 p.m.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que le Sénat a passé le bill suivant sans amendement:—

Bill (No 220), Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le Service public des exercices financiers se terminant respectivement le 31 mars 1921 et le 31 mars 1922.

Un message est reçu de Son Excellence le Gouverneur général, désirant la présence immédiate de la Chambre des Communes dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur s'y rend avec la Chambre.

Il plaît alors à Son Excellence le Gouverneur général de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:—

Loi amendant la Loi de la Convention des oiseaux migrateurs.

Loi modifiant la Loi de la Royale gendarmerie à cheval du Canada.

Loi amendant la Loi des Postes.

Loi concernant la Compagnie James MacLaren (à responsabilité limitée).

Loi concernant la compagnie d'Exprès de la Puissance.

Loi constituant en corporation La Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada (*Fidelity Insurance Company of Canada*).

Loi constituant en corporation la *Metropolitan Trust Company of Canada*.

Loi concernant le Crédit Foncier Franco-Canadien.

Loi modifiant la Loi de la marine marchande au Canada (Havres publics).

Loi pour faire droit à John Edward Kelly.

Loi pour faire droit à Annie Belle Westbeare.

Loi pour faire droit à Christina Wilson Stephens.

Loi pour faire droit à Alice Andrews.

Loi pour faire droit à Esther Annie Vanzant.

Loi pour faire droit à Werden Grant Parker.

Loi pour faire droit à James Edward Nixon.

Loi pour faire droit à Joseph Sorton.

Loi pour faire droit à Gladys Frances Annie Wheeler Bernard.

Loi pour faire droit à William Carr.

Loi pour faire droit à Ada Florence Keenan.

Loi pour faire droit à Gertrude May Turner.

Loi pour faire droit à James Henry Bigrow.

Loi pour faire droit à Emelina Dunsmore.

Loi pour faire droit à Alfred William Wells.

Loi pour faire droit à Elizabeth Gertrude Conner.

Loi pour faire droit à Louise Sullivan.

Loi pour faire droit à Lily Appleton.

Loi pour faire droit à Harry Hirshenbain.

Loi pour faire droit à Percy Christopher Paul.

Loi pour faire droit à John Graham.

Loi concernant la *Maritime Coal, Railway and Power Company, Limited*.

Loi concernant *The Western Dominion Railway Company*.

Loi modifiant et codifiant les lois concernant l'inspection du gaz et des compteurs à gaz.

Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut et la Cour Permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920.

Loi concernant Les Révérends Pères Oblats de Marie Immaculée des Territoires du Nord-Ouest.

Loi pour faire droit à John Wilson.

Loi pour faire droit à Albert Harding.

Loi pour faire droit à Thomas Furneaux.

Loi pour faire droit à Matthew John Scott.

Loi pour faire droit à Dora Lucy Bell.

Loi pour faire droit à Henry Kropp.

Loi pour faire droit à Athur Daughton.

Loi pour faire droit à Annie Maude Bell.

Loi pour faire droit à Thomas Henry Foster.

Loi pour faire droit à Edward George Taylor.

Loi pour faire droit à Margaret Swanston Neville.

Loi pour faire droit à Ernest Lillie Montgomery.

Loi pour faire droit à Ethel Gordon Wright Ball.

Loi pour faire droit à Ivan Ignatius Brazill.

Loi modifiant la Loi des épizooties.

Loi modifiant la Loi des prisons publiques et de réforme.

Loi pour faire droit à Lily Maude McCormack.

Loi pour faire droit à Herbert Henry Brown.

Loi pour faire droit à Rose Seigler Schatsburg.

Loi pour faire droit à Eudora Edith Webster Perry.

Loi pour faire droit à John Howard Ferguson.

Loi pour faire droit à Edith Myrtle Barnes.

Loi pour faire droit à Sherman Talmage Smith.

Loi pour faire droit à John Hurst.

Loi pour faire droit à Florence Gibb.

Loi pour faire droit à Norah Beatrice McDonald.

Loi pour faire droit à Mabel Alice Allport.

Loi pour faire droit à Abbie Jane Harris Wigle.

Loi pour faire droit à Walter Edwin Sloan.

Loi pour faire droit à James Leslie Glover.

Loi pour faire droit à William Gordon Gordon.

Loi pour faire droit à Anna Elizabeth Walker.

Loi pour faire droit à Arthur Wilfred Rigby.

Loi pour faire droit à Albert Sydney McPherson.

Loi pour faire droit à Ernest Alfred Ballard.

Loi pour faire droit à William Gladstone Cook.

Loi pour faire droit à Frederick Orford.

Loi pour faire droit à John Deluce.

Loi pour faire droit à John Samuel Bain.

Loi pour faire droit à Addie Irene Gilbert.

Loi pour faire droit à Ethel Edna Denning.

Loi pour faire droit à Audrey Clève Bennett Gibbons.

Loi pour faire droit à Laura Newson.

Loi pour faire droit à Tom Eccles.

Loi pour faire droit à John Chalk.

Loi concernant la *Great West Bank of Canada*.

Loi concernant *The Central Railway Company of Canada*.

Loi constituant en corporation la *Edmonton and Mackenzie River Railway Company*.

-Loi concernant certains brevets de la compagnie dite *Autographic Register Systems, Limited*.

Loi constituant en corporation la *Fort Smith Railway Company*.

Loi modifiant la Loi des faillites.

Loi modifiant la Loi de la Commission d'amélioration d'Ottawa, 1919.

Loi modifiant la Loi de la Statistique.

Loi modifiant la Loi de la preuve en Canada.

Loi modifiant la Loi des jeunes délinquants.

Loi constituant en corporation la *Ensign Insurance Company*.

Loi modifiant et codifiant la législation concernant la Compagnie des Steamers de Québec.

Loi abrogeant la Loi de la conservation et ses amendements.

Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques.

Loi pour faire droit à Agnes Robertson.

Loi pour faire droit à Hilda May Freeman.

Loi pour faire droit à Sarah Ann King.

Loi pour faire droit à Richard John Whitley.

Loi pour faire droit à Herbert Morgan Davies.

Loi pour faire droit à James Charles Allward.

Loi pour faire droit à Ernest Joseph Wismer.

Loi pour faire droit à Carmen Adams.

Loi concernant le jour de l'Armistice.

Loi modifiant la Loi de l'immigration chinoise.

Loi modifiant le tarif des douanes, 1907.

Loi modifiant la Loi du Revenu de l'Intérieur.

Loi modifiant la Loi spéciale des Revenus de guerre, 1915.

Loi modifiant la Loi de l'oléomargarine.

Loi modifiant la Loi des terres fédérales.

Loi concernant la *Calgary and Fernie Railway Company*.

Loi pour faire droit à Suzan Lee Johnson Bell.

Loi amendant la Loi des territoires du Nord-Ouest.

Loi concernant le lac des Bois et d'autres eaux.

Loi modifiant la Loi des juges.

Loi modifiant et codifiant la législation concernant le droit d'auteur.

Loi modifiant la Loi de l'immigration.

Loi modifiant le Code criminel.

Loi modifiant la Loi des inspections et de la vente (inspection du foin et de la paille).

Loi modifiant la Loi des élections fédérales.

Loi concernant certaines procédures prévues à la Partie IV de la Loi de tempérance du Canada.

Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, 1917.

Loi modifiant la Loi de l'assurance des soldats de retour.

Loi modifiant la Loi des pensions.

Loi ayant pour objet de réglementer le classement des produits laitiers.

Loi concernant le ministère des Douanes et de l'Accise.

Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du Service public.

Loi modifiant la Loi des brevets.

Loi modifiant la Loi du Service civil, 1918.

A ces bills la sanction royale est donné par le greffier du Sénat dans les termes suivants:—

“Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Gouverneur général, sanctionne ces bills.”

Alors l'honorable Orateur de la Chambre des Communes adresse la parole à Son Excellence le Gouverneur général comme suit :—

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

Au nom des Communes, je présente à Votre Excellence le bill suivant :—

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public des exercices financiers expirant respectivement le 31 mars 1921 et le 31 mars 1922.

Que je prie humblement Votre Excellence de sanctionner.

A ce bill, la sanction royale a été donnée par le greffier du Sénat, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général, dans les termes suivants :—

“ Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill. ”

Après quoi, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général de clore la cinquième session du treizième Parlement du Canada par le discours suivant :—

Honorables Messieurs du Sénat :

Messieurs de la Chambre des Communes :

Je suis heureux de pouvoir vous dispenser de prolonger votre présence au Parlement après une session marquée par une législation d'un caractère important.

Des mesures ont été prises pour augmenter le commerce du pays au moyen de la ratification des accords commerciaux conclus avec la France et des Indes Occidentales Britanniques. Il est à espérer que le dernier accord aura aussi pour résultat de fortifier les liens qui unissent les possessions de Sa Majesté.

Comme conséquence de la position du Canada, à titre de membre de la Ligue des Nations, des lois ont été passées pour définir les ressortissants canadiens et pour autoriser la ratification et la mise en vigueur du protocole acceptant le statut qui établit une Cour Permanente de Justice Internationale.

La tentative faite pour établir un contrôle conjoint du Dominion et de la province d'Ontario sur le niveau et le cours de l'eau du lac des Bois, ayant échoué parce que le projet de loi concurrent relatif au contrôle du Lac des Bois, n'a pas été adopté par la Législature d'Ontario, une loi a été passée déclarant que certains travaux sur ce lac ont en vue l'avantage général du Canada et pourvoyant au contrôle par le Dominion de l'intérêt public de toutes les parties de la région ayant des droits sur le lac.

Un comité chargé de s'occuper de nouveau des pensions, de l'assurance et du rétablissement des soldats, a fait une étude approfondie de ces problèmes et ses recommandations ont été incorporées dans la législation qui établit d'une façon plus équitable l'assistance que le pays doit à ses soldats démobilisés.

Une loi pour fixer la différence de qualité des produits de la laiterie a été passée. Elle devrait produire une vente plus systématique et plus satisfaisante d'une marchandise canadienne très importante avec de meilleurs résultats et pour le producteur et pour le consommateur.

La loi abrogeant la loi de la Commission de la Conservation et à l'effet d'établir des dispositifs pour faire appliquer par les ministères compétents les services nécessaires faits dernièrement par la Commission de la Conservation, aura pour résultat une diminution des dépenses publiques, chose importante dans le temps actuel.

Une nouvelle mesure relative à la solution du problème des Chemins de Fer Nationaux a été prise au moyen de la loi qui donne au Gouvernement la possession et le contrôle du réseau du Chemin de fer du Grand Tronc, et des dispositifs pris pour remettre en vigueur l'arbitrage destiné à faire connaître la valeur des obligations de cette compagnie. Un comité spécial a fait une enquête sur certaines parties du problème de l'exploitation de ces chemins de fer.

Les dispositifs concernant le revenu contenus dans la loi des subsides, auront pour résultat—on l'espère avec confiance—de faire face aux dépenses de l'année en imposant un minimum de fardeau sur le peuple et les industries.

Messieurs de la Chambre des Communes :

Je vous remercie des larges crédits que vous avez votés pour le service public.

Honorables Messieurs du Sénat :

Messieurs de la Chambre des Communes :

C'est aujourd'hui la dernière fois que j'aurai l'honneur de vous adresser la parole vu que la durée de mes fonctions aura expiré avant que vous vous réunissiez de nouveau.

Puis-je vous assurer que je conserverai toujours une affection réelle pour le Canada et son peuple et que je surveillerai vos progrès avec le plus haut intérêt et la ferme croyance qu'un bonheur et une prospérité sans cesse croissants attend le Canada.

L'ORATEUR du Sénat alors dit :—

C'est le plaisir de Son EXCELLENCE LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL, que ce Parlement soit prorogé jusqu'à jeudi, le 14^e jour de juillet prochain, pour être tenu en ce lieu, et ce parlement est, en conséquence prorogé jusqu'à jeudi, le 14 juillet prochain.

EDGAR N. RHODES,

Orateur.

INDEX

DU

CINQUANTE-HUITIÈME VOLUME

12 GEORGE V

Journaux de la Chambre des Communes

A

Acton, Margaret Thorne:—Bill C-2 (No 88) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 209; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 237; 3e lecture, adoption, 244; S.R., 258.

Adams, Carman:—Bill C-6 (No 215) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 336; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 336; rapp. sans amendement, 375; 3e lecture, adoption, 386; S.R., 487.

Adresse en réponse au discours du trône:

Proposée par M. McIsaac, appuyée par M. MacKelvie, 9.

Amendement King, 10.

Voir Discours du trône.

Affaires indiennes:—Rapport du département des—, 1919-1920, 57.

Affranchissements:—Relevé indiquant le nombre des— accordés à des Sauvages, du 1-4-20 au 18-2-21, 57.

Agences de commerce:—Relevé indiquant dans quels pays le Gouvernement a établi des—, etc.; doc. demandés (M. Duff), 65; déposé, 90.

Agriculture:—Rapport du ministre de l'—, 1919-1920, déposé, 13.

Agriculture et Colonisation:—Formation et personnel du comité d'— 22; nom de M. McDermand ajouté, 32; 1er rapport, 183; 2e rapport, 261; 3e rapport, 317.

Albert (Comté d'—, N.-B.):—

Vacance du siège de— par entrée de M. Wigmore dans le Cabinet, 2.

Election de l'hon. M. Wigmore, 3.

Alderson, George B.:—Copie de documents sur l'abatage de 285 pores appartenant à—, etc., doc. demandés (M. Sutherland), 145; déposés, 168. Voir rapport de l'inspecteur, 318.

Alexander, Elizabeth:—Bill I (No 46) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 136; 1re lecture, 139; 2e lecture, au comité des Bills privés, 144; rapp. sans amendement, 157; 3e lecture, adoption, 163; S.R., 186.

Allport, Mabel Alice:—Bill D-5 (No 177) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.

- Allward, James Charles:**—Bill Z-5 (No 210) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 330; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 330; rapp. sans amendement, 335; 3e lecture, adoption, 386; S.R., 487.
- Amendements aux bills:**—Message du Sénat sur le rapport Belcourt concernant la façon de préparer les—, 350; rapport adopté, 350.
- Ames, Sir Herbert:**—Démissionne comme député de Saint-Antoine, Montréal, 104.
- Andrews, Alice:**—Bill Z-2 (No 112) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 217; 1re lecture, 222; 2e lecture, au comité des Bills privés, 246; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Ansell, Lillian Florence:**—Bill D-2 (No 89) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 237; 3e lecture, adoption, 244; S.R., 258.
- Antilles:**—*Voir* Indes Occidentales.
- Anthracite:**—Tableau indiquant les prix moyens du charbon— au Canada en 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919; déposé, 64.
- Appleton, Lily:**—Bill S-3 (No 142) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 208; 1re lecture, 209; 2e lecture, au comité des Bills privés, 272; rapp. sans amendement, 280; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Armistice:**—Bill No 119, Loi concernant le jour de l'—; 1re lecture, 234; transféré des Ordres publics au Mesures du gouvernement, 277; 2e et 3e lectures, adoption, 330; adopté au Sénat, 410; S.R., 487.
- Arthur Young & Co.:**—*Voir* Imprimerie.
- Assurances:**—Copie de correspondance relative à la motion modificatrice de la Loi des—, etc.; doc. demandé (M. Lemieux), 272; déposé, 306.
- Assurances, Loi des (1917):**—Résolution pour amender la—, 396; retirée, 431.
- Assurance des soldats:**
 Motion (M. Power) pour déduire des pensions les primes de l'—; débat, retirée, 67.
 Résolution pour amender la Loi de l'—, 399; en comité, 413; adoptée, 414.
 Bill No 222, Loi modifiant la Loi de l'— de retour; présenté, 1re lecture, 414; 2e et 3e lectures, adopté, 428; adopté au Sénat, 484; S.R., 487.
- Assurances du Canada, Surintendant des:**—Rapport du—, année 1919, Vol. I, Assurances autres que l'assurance-vie; Vol. II, assurance-vie, déposé, 13.
- Assurance du Service civil:**—Relevé sur l'—, 1919-1920; déposé, 13.
- Auditeur général:**
 Rapport de l'—, 1919-1920, Vol. I, parties a-b, A à J; vol. II; parties K à SS, 69.
 Rapport de l'—, 1919-1920, Vol. III, parties T à Z, déposé, 86.
 Rapport de l'—, 1919-1920; Vol. IV, partie ZZ, 144.
 Motion Archambault pour soumettre les volumes I, II et III du rapport de l'— au comité des Comptes publics, 108.
 Quatrième volume du rapport de l'— référé au comité des Comptes publics, 195.
- Automobiles:**—Relevé indiquant combien d'— le gouvernement possède et utilise à Ottawa, etc.; doc. demandé (M. Lanctôt), 239; déposé, 348.
Voir Police fédérale.

Autographic Register Systems, Ltd.:—Bill R-3 (No 167) du Sénat, Loi concernant certains brevets de la compagnie dite "—; présentation, 302; 1re et 2e lectures; au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 487.

Aviation:

Règlements du corps canadien, 42.

Rapport du bureau de l'—, 1920, 275.

B

Baie d'Hudson:—Motion (Campbell) pour la reprise des travaux du chemin de fer de la—; débat, point d'ordre, 100-101; amendement Hay, débat, 101; retiré, 171.

Baie Geogienne:—Bill (No 7), Loi concernant la Compagnie du canal de Montréal à Ottawa et à la—; présenté, 1re lecture, 32; renvoi au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, 64; rapp. sans amendement, 117; 3e lecture, adoption, 128; adopté au Sénat, 170; S.R., 186.

Bain, John Samuel:—Bill B-5 (No 192) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 316; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 319; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 483.

Ball, Ethel Gordon Wright:—Bill K-4 (No 163) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 1re lecture, 289; 2e lecture, 294; au comité des Bills privés, 294; rapp. sans amendement, 300; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.

Ballard, Ernest Alfred:—Bill L-5 (No 185) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures; au comité des Bills privés, 307; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.

Banques et Commerce:—Formation et personnel du comité des—, 21; premier rapport, agréé, 99; 2e rapport, 123; 3e rapport, 204; 4e rapport, 294; 5e rapport, 223.

Banville, Edmond:—Copie de documents relatifs à l'enquête de Sayabec et à la destitution de M.—; doc. demandés (M. Pelletier), 115.

Barnes, Edith Myrtle:—Bill T-4 (No 172) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 303; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.

Bell, Annie Maud:—Bill D-4 (No 154) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 281; 1re lecture, 284; 2e lecture, au comité des Bills privés, 292; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.

Bell, Dora Lucy:—Bill A-4 (No 151) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 281; 1re lecture, 284, 2e lecture, au comité des Bills privés, 292; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.

Bell, Susan Lee Johnson:—Bill D-6 (No 218) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 384; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 384; rapp. sans amendement, 392; 3e lecture, adopté, 408; S.R., 487.

Bell, William John:—Bill K (No 48) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 136; 1re lecture, 149; ordre pour la 2e lecture, 157; 2e lecture, au comité des Bills privés, 163; rapp. sans amendement, 203; 3e lecture, 211; S.R., 258.

Bernard, Gladys Frances Annie Wheeler:—Bill G-3 (No 124) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 240; 1re lecture, 243; 2e lecture, au comité des Bills privés, 251; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.

- Beurre, fromage et margarine:**—Etat indiquant les exportations de— depuis 1910 (M. Boyer); doc. demandé, 94; déposé, 153.
- Bibliothèque du Parlement:**
Rapport des bibliothécaires conjoints, 6.
Formation et personnel du comité de la—, 24.
Membres du Sénat dans le comité, 25.
- Bigrow, James Henry:**—Bill K-3 (No 123) du Sénat. Loi pour faire droit à—; présenté, 240; 1re lecture, 243; 2e lecture, au comité des Bills privés, 252; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Bills privés:**
Formation et personnel du comité des—, 19.
Nom de M. McDermand ajouté, 32; nom de M. Gordon ajouté, 38; 1er rapport, 103; 2e rapport, 135; 3e rapport, 157; 4e rapport, 203; 5e rapport, 237; 6e rapport, 279; 7e rapport, 290; 8e rapport, 326; 9e rapport, 335; 10e rapport, 375; 11e rapport, 392.
- Board of Trade de Québec:**—*Voir* Transcontinental.
- Bœuf musqué:**—*Voir* Rennes.
- Bottes en cuir:**—Relève indiquant quel département a commandé des— depuis six mois, etc.; doc. demandé (M. Charters), 349.
- Brazill, Ivan Ignatius:**—Bill L-4 (No 104) du Sénat. Loi pour faire droit à—; présenté, 286; 1re lecture, 289; 2e lecture, au comité des Bills privés, 294; rapp. sans amendement, 300; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.
- Brevets:**
Bill No 140, Loi modifiant la Loi des—; présenté, 1re lecture, 266; 2e lecture, en comité, amendé, 3e lecture, adopté, 431; adopté au Sénat, amendement, 454; amendement agréé, 481; S.R., 487.
Rapport du commissaire des—, 1919-1920; déposé, 24.
Bill (No 11), LoLi modifiant et codifiant la législation relative aux brevets d'invention; présenté, 1re lecture, 38; bill retiré, 257.
- Brown, Herbert Henry:**—Bill P-4 (No 103) du Sénat. Loi pour faire droit à—; présenté, 297; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 300; rapp. sans amendement, 323; 3e lecture, adoption, 323; S.R., 486.
- Brunelle, Mme:**—Motion (Lemieux) pour copie de documents *re* demande de pension de—; débat, agréé, 145; déposé, 192.
- Budget:**
Message du gouverneur général transmettant le—; référé au comité des subides, 72; budget supplémentaire, 152; référé, 152; budget supplémentaire additionnel, 1920-21, 348; référé, 348; budget supplémentaire additionnel, 1921-22, référé, 406; 2e budget supplémentaire additionnel, référé, 430.
Motion Reid pour amender l'item No 126 (\$89,687,633.29), 420.
- Bureau des compensations:**—*Voir* Compensations.
- Burnham, Docteur:**—Motion (Lemieux) pour copie de doc. échangés avec la Serbie sur l'expulsion du—, etc.; débat, agréé, 145.
Voir aussi Mission des hôpitaux.
- Burnham, John Hampdon:**
Résigne son mandat de député de Peterborough-Ouest, 1.
Lettre de démission comme député de Peterborough-Ouest, 2.
- Burrell, L'hon. Martin:**—Vacance du siège électoral de Yale, C.-B., 2.

C

- Cale-sèche**:—Copies de documents *re* contrat avec J. Coughlan & Sons pour construction d'une— à Vancouver; doc. demandé, 59; déposé, 70; sup. déposé, 238.
- Calgary & Fernie Ry. Co.**:—Bill W-5 (No 217) du Sénat, Loi concernant la—; présenté, 350; 1re lecture, 376; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 386; rapp. sans amendement, 392; 3e lecture, adopté, 408; S.R., 487.
- Campbell, Evelyn**:—Bill B-2 (No 87) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 209; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 237; 3e lecture, adoption, 244; S.R., 258.
- Canadian Bar Association, The**:—Bill (No 3), Loi constituant en corporation—; présenté, 1re lecture, 32; au comité des Bills privés, 65; rapp. avec amendements, 103; en comité, 3e lecture, 112; adopté au Sénat, 165; S.R., 186.
- Canadian Recruit**:—Copie d'une lettre du Board of Trade de Québec au ministère de la Marine et des Pêcheries sur le naufrage du— et l'accident au *Canadian Spinner*, etc.; déposé, 64.
- Canadian Transit Company**:—Bill No 32, Loi constituant en corporation *The*—; présenté, 107; 1re lecture, 108; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 114; rapp. avec amendements, 147; 3e lecture, adoption, 162; adoption au Sénat, 217; S.R., 257.
- Canadien-Nord**:—Sixième rapport annuel des directeurs du—, 1920, 221.
- Canal de drainage de Chicago**:—Motion Lemieux pour production de documents sur la diversion d'eau dans le—; débat, agréée, 192.
- Cardinal, Z.**:—*Voir* Dominion Drug.
- Carr, William**:—Bill H-3 (No 125) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 240; 1re lecture, 243; 2e lecture, au comité des Bills privés, 251; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Cautionnements**:—*Voir* Secrétaire d'Etat.
- Censure officielle**:—Copie des règlements de la— de la guerre, articles censurés, etc.; doc. demandés (M. Archambault), 60.
- Central Ry Co. of Canada**:—Bill I-4 (No 188) du Sénat, Loi concernant la—; présenté, 308; 1re lecture, 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 298; rapp. sans amendement, 325; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.
- Chalk, John**:—Bill S-5 (No 198) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 316; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 320; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.
- Chambre des Communes**:
 Ajournement du mercredi, 23 mars à mardi, 29 (Pâques), 104; Ascension, 262; le jour Victoria, 317.
 Recommandation de la Commission du Service civil sur les appointements des fonctionnaires de la—; déposée, 209; approuvée, 239.
 Réorganisation: Copie des décrets 2483 et 2652 C.P. sur la— de la division des Lois de la Chambre; déposée, 209, approuvée, 239.
 Bill No 10, Loi modifiant la Loi du Sénat et de la—; présenté, 1re lecture, 35; motion pour la 2e lecture, débat, 61, 72; motion rejetée sur division, 72-3.
 Résolution pour que la Chambre siège à 2 heures p.m., 317; à 11 heures a.m., 427.

- Champs de bataille, Commission des:**—Relevé des recettes et dépenses de la— au 31 mars 1920; déposé, 13.
- Changements au Revenu de l'Intérieur:**—Copie de documents sur les— et allocations des bureaux aux préposés aux anciennes divisions du département; doc. demandés (M. Copp), 199.
- Chantiers du gouvernement à Sorel:**
 Copie du rapport de l'enquête Wiallard sur l'administration des—; doc. demandé (M. Gervais), 115.
 Copie de documents sur le boni aux employés (1920), etc.; déposé, 204.
 Relevé indiquant les postulants aux fonctions vacantes aux—; doc. demandés (M. Cardin), déposés, 205.
- Chasse-marées:**—Tableau indiquant le coût primitif des 36—, réparations, etc.; déposé, 64.
- Chemins de fer:**
 Bill No 41, Loi modifiant la Loi des—; présenté, 1re lecture, 124.
 Bill No 54, Loi modifiant la Loi des—; 1919; présenté, 1re lecture, 144.
 Motion (Reid) pour amender la Loi des—, 1919, *re* combustible, 119; retirée, 262.
 16e rapport de la Commission des—, 1920; déposé, 221.
Voir Manitoba.
- Chemin de fer d'Ottawa, du Nord et de l'Ouest:**—Bill No 30, Loi concernant la Compagnie du—; présenté, 1re lecture, 90; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 98; rapp. sans amendement, 118; 3e lecture, adoption, 128; adopté au Sénat, 170; S.R., 186.
- Chemins de fer et Canaux:**—Rapport annuel du ministre des—, 1918-1919, 77.
- Chemins de fer, Canaux et Télégraphes:**—Formation et personnel du comité des—, 18; premier rapport, 117; 2e rapport, 125; 3e rapport, 147; 4e rapport, 195; 5e rapport, 240; 6e rapport, 205; 7e rapport, 230; 8e rapport, 225; 9e rapport, 202.
- Chemins de fer nationaux et navigation:**—Motion Meighen pour former un comité permanent des—, etc.; amendement King, débat, 162, 163; division, amendement rejeté, 163-164; amendement Crerar, agréé, motion amendée agréée, 164-165; personnel du comité, 170; 1er rapport, 179; adopté, 179; MM. McGregor et Fournier substitués à MM. Davidson et Bureau, 244; 2e rapport, 383.
- Chemins de fer nationaux:**—Réponse supplémentaire à une question sur les gages payés sur les— (7 avril), 161.
- Chinois:**—*Voir* Immigration.
- Chômage:**—*Voir* Immigration.
- Church of England:**—*Voir* General Synod.
- Code criminel:**
 Bill No 52, Loi modifiant le—; présenté, 1re lecture, 139; 2e lecture, 171.
 Bill No 74, Loi modifiant le—; (mise en surveillance des délinquants); 1re lecture, 179.
 Bill No 76, Loi modifiant le—; présenté, 1re lecture, 185.
 Bill No 83, Loi modifiant le—; présenté, 1re lecture, 204; retiré (motion Currie), 219.
 Bill E-3 (No 121) du Sénat, Loi amendant le—; présenté, 235; 1re lecture, 239.

Code criminel—Suite.

Bill (No 138), Loi modifiant le— présenté, 1re lecture, 263; 2e lecture, en comité, progrès, 332, 338; amendé, 3e lecture, adopté 349; adopté au Sénat amendements, 425; amendements agréés, 428; S.R., 487.

Colchester, N.-E.:

Vacance du siège électoral de— par entrée de M. McCurdy dans le cabinet, 2.
Election de l'hon. M. McCurdy, 3.

Combustible:—Motion (Steele) pour assurer l'approvisionnement de— au Canada; débat, 125; comité spécial nommé, 139; motion retirée, 171; 1er rapport, 173; ordre d'imprimer les délibérations, 174; M. Chisholm substitué à M. Lemieux, 184; 2e rapport (final), 392; impression du rapport à 1,000 exemplaires ordonnée, 412.

Comité éditorial:—Quatrième rapport annuel du—, 1er mars 1921, 97.

Comités permanents:—Motion pour nommer les membres du comité spécial chargé de former les— de la Chambre, 5; rapport déposé, 18; formation et personnel, 18.

Commerce du Canada:—Rapport annuel (1919-1920) du—, 481.

Commission d'embellissement d'Ottawa:—Rapport de la— pour 1919-1920; déposé, 13.

Commission des blés:

Motion Foster pour ratifier les décrets relatifs à la— et prolonger son administration, 119; agréée, 180.

Bill (No 75), Loi concernant la— du Canada; présentée, 1re lecture, 181; 2e et 3e lectures, 185; adopté au Sénat, 235; S.R., 258.

Rapport de la— du Canada, saison 1920, 28.

Commission des champs de bataille:—Etat des dépenses et recettes de la— au 31 mars 1920; déposé, 13.

Commission du port de Montréal:

Motion pour proroger l'échéance de certaines débetures de la—, 109; en comité, agréée, 185.

Bill (No 77), Loi prorogeant l'échéance de certaines débetures émises par les commissaires du havre de Montréal; présentée, 1re lecture, 185; 2e et 3e lectures, adoption, 197; adoption au Sénat, 248; S.R., 258.

Commission du port de Québec:—Voir Transcontinental.

Commission du service civil:—Premier rapport de la— sur la mise à la retraite de certains fonctionnaires, 168.

Commission Royale:—Voir Rennes.

Commissions:—Relevé indiquant combien de— le gouvernement a nommées depuis 1911, etc.; doc. demandé, 59; déposé, 132.

Compensations, Bureau des:—Décret établissant le— et ses devoirs re droits allemands en Canada, 45.

Comptes publics:

Formation et personnel du comité des—, 20.

Premier rapport: Prise en considération des paiements faits à la Arthur Young Co., 300; 2e rapport, 395.

Rapport sur les— du Canada, 1919-1920, 45.

Concours (Budget) :

Première séance, 177.

Deuxième séance, 454.

Troisième séance, 483.

Conférence internationale financière :—Minutes de la— tenue à Bruxelles, 1920; Vols I-IV, déposées, 99.

Conner, Elizabeth Gertrude :—Bill P-3 (No 133) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 253; 1re lecture, 256, 2e lecture, au comité des Bills privés, 265; rapp. sans amendement, 280; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.

Conservation :—Bill F-4 (No 187) du Sénat, Loi abrogeant la Loi de la— et ses amendements, présenté, 316, 1re lecture, 319; 2e et 3e lectures, adoption, 374; S.R., 487.

Construction maritime :—Relevé des endossements et obligations re la—; déposé, 13. Voir Navires.

Convention française :

Copie de la— du 29 janvier 1921, 128; ordre d'imprimer 800 copies, 135.

Motion pour étudier en comité la—, 136; en comité, adopté, 150.

Bill (No 61) Loi concernant un certain arrangement commercial entre Sa Majesté et le Président de la République française; présenté, 1re lecture, 150; 2e lecture, amendé, 181; 3e lecture, adoption, 185; adopté au Sénat, 257; S.R., 258.

Cook, Fred :—Lettre de— sur le rapport intérimaire du juge Snider, 481.

Cook Margaret Marie :—Bill J-2 (No 95) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

Cook, William Gladstone :—Bill M-5 (No 186) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 307; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.

Corruption électorale :— Voir Manœuvres frauduleuses.

Coughlan & Sons, J. :— Voir Calé-sèche.

Coulson, William Henry :—Bill G (No 45) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 136; 1re lecture, 139; 2e lecture, au comité des Bills privés, 144; rapp. sans amendement, 157; 3e lecture, adoption, 162; S.R., 186.

Cours monétaire :

Motion pour amender la Loi du—, 1910, re monnaie de nickel, 108; en comité, 186; agréée, 187.

Bill (No 78), Loi modifiant la Loi du—; présenté, 1re lecture, 187; 2e et 3e lectures, adoption, 197; adopté au Sénat, 248; S.R., 258.

Crédits avancés :—Tableau des— à la Grande-Bretagne et aux Puissances alliées avant l'armistice; doc. déposé, 168.

Crédit Foncier Franco-Canadien :—Bill No 33, Loi concernant le—; présenté, 1re lecture, 108; 2e lecture, au comité des Banques et du Commerce, 114; rapp. sans amendement, 204; 3e lecture, adoption, 211; adopté au Sénat, 277; S.R., 485.

Crerar, Hon. Thos. Alexander :—Message du Sénat priant la Chambre de permettre à P— de comparaître devant le comité spécial du Sénat, re déviation du commerce d'exportation, 276; permis accordé, 278.

Criblures de grain:—Etat indiquant l'autorité qui a permis au département de l'Agriculture d'acheter des— aux élévateurs, etc. (M. Sutherland); doc. demandé, 133.

D

Daughton, Arthur:—Bill C-4 (No 153) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 281; 1re lecture, 284; 2e lecture, au comité des Bills privés, 292; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.

Davie, G. T. & Sons:—Copie de documents *re* l'expropriation de terrains à Lévis pour l'Intercolonial; doc. demandé (M. Fielding), 171; déposé, 255.

Davies, Herbert Morgan:—Bill Y-5 (No 209) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 330; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 330; rapp. sans amendement, 335; 3e lecture, adoption, 386; S.R., 487.

Débats:—Formation et personnel du comité des, 23.

Décarie, M. A. R.:—Copie de doc. aux mains de—, etc., *re* travaux aux quais du comté de Matane; doc. demandés (M. Pelletier), 115; déposés, 280.

Décrets:

Relevé des décrets du Conseil publiés dans la *Gazette du Canada* du 5-2-20 au 31-12-20, *re* la Loi des Terres fédérales, 57.

Grains: Copie du No 1270 C.P. nommant les commissaires enquêteurs sur l'administration et l'écoulement des—, 195.

Décrets adoptés depuis le 5 février 1920, approuvant règlements et formules sur les oiseaux migrateurs, 58.

Décrets publiés dans la *Gazette du Canada* du 5 février 1920 au 31 décembre 1920, *re* Loi des réserves forestières et des parcs fédéraux, 58.

Médicaments et propriétés pharmaceutiques: Copie des décrets 2016 et 2089 C.P. sur les règlements en vertu de la Loi des—, 179.

Engrais, Loi des—: Décret du C.P., 1217, transférant l'administration de la— de l'Hygiène à l'Agriculture, 407.

C.P. 1849, du 12 août 1920: Limite d'âge d'entrée de sous-officiers pour service spécial—Changement de: 69.

C.P. 2137, du 15 septembre 1920: Mettant en vigueur la Loi de la discipline navale, 69.

C.P. 2328, du 25 septembre 1920: Etablissement de "Professeur naval", M.R.C., 69.

C.P. 2790, du 6 novembre 1920: Prix en argent pour tir et torpillage, 70.

C.P. 2835, du 19 novembre 1920: Entrée de lieutenant-chirurgien, 70.

C.P. 2678, du 3 décembre 1920: Entrée des premiers maîtres et maîtres dans la Marine Royale canadienne, 70.

C.P. 2911, du 3 décembre 1920. Solde supplémentaire des marins dans la M.R.C., 70.

C.P. 3037, du 30 décembre 1920: Allocation du secrétaire de capitaine, 70.

C.P. 28, du 21 janvier 1921: Entrée d'instructeur des officiers, M.R.C., 70.

C.P. 288, du 7 février 1921: Allocation aux officiers nommés au bureau des renseignements de districts, 70.

C.P. 299, du 7 février 1921: Allocation de vêtements protecteurs pour les hommes engagés dans le service de sous-marins, 70.

C.P. 289, du 14 février 1921: Allocation de solde aux officiers des quartiers généraux du service naval, 70.

Décrets du C.P. 1722 et 1860 approuvant tarifs des honoraires des officiers d'élection, 30.

Décrets—Suite.

Décret du C.P. 2609 nommant sir George Foster et MM. Doherty et Rowell représentants du Canada à la Société des Nations, 30.

No 755 C.P. amendé par 879 C.P. établissant le Bureau des compensations et ses devoirs *re* règlement des propriétés ou dettes en Canada des Allemands naturalisés, 45.

Deluce, John:—Bill A-5 (No 191) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 316; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 319; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.

de Martigny, Alphonse LeMoÿne:—Bill M-2 (No 120) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 235; 1re lecture, 239, 2e lecture, au comité des Bills privés, 246; rapp. sans amendement, 300; en comité, 308, 328, 381, 386, 395; proposition Stein renvoyant au comité des Bills privés, rejetée sur division, 396; en comité, 396, 408; retiré, 431.

Denning, Ethel Edna:—Bill O-5 (No 194) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 316; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 320; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.

Dépenses imprévues:—Relevé des— du 1-4-20 au 15-2-21; déposé, 13.

Déplacements:—Relevé (M. Peck) indiquant combien le gouvernement a payé en 1920 pour— des ministres, fonctionnaires, etc.; sur l'Intercolonial, etc.; doc. demandé, 93.

Déportation des indésirables:—*Voir* Immigration.

Dessins de fabrique:—*Voir* Marques de commerce.

Directeur général des élections:—Motion Guthrie pour faire imprimer le rapport du— et le référer au comité des Privilèges et Elections, 81; rapport du 9 mars 1921, déposé, 86.

Voir Elections.

Discours du trône:

Lecture donnée à la Chambre par l'Orateur, 4.

Motion pour prise en considération du—, 5.

Adresse proposée, 9.

Amendement King, 10.

Débat, 13, 16, 25, 28, 30, 33, 36, 39, 42, 47.

Sous-amendement Campbell, 42, 49, 52.

Sous-amendement rejeté, 53; amendement rejeté, 53; motion agréée, 54.

Ordre de grossoyer, 54; remerciements du gouverneur, 333; prorogation, 488.

Discours français:—Motion Archambault pour faire traduire et et imprimer en anglais les— prononcés en Chambre, etc.; débat, agréée, 78.

Districts des Travaux publics:—Copie de la correspondance sur la refonte des—, etc.; déposée, 64.

District militaire No 12:—Tableau indiquant l'effectif total des enrôlés, etc., du—; doc. demandé (M. Reid, Mackenzie), 234.

Diversión du grain sur New-York:—*Voir* Transcontinental.

Divorces, Bills de:—Motion pour 1re et 2e lectures simultanées des—, 300.

Documents détruits:—Résolution (Lemieux) qu'une enquête soit tenue sur la destruction de documents précieux à l'Imprimerie nationale; débat, 60.

Documents historiques:—Troisième rapport annuel du Bureau de publication des—, 1919-1920, 58.

Doherty, L'hon. M.:—Nommé l'un des représentants du Canada à la Société des nations, 1920, 30.

Dominion Drug:—Copie de documents entre l'Hygiène et M. J. A. Eoisy, de la—, etc.; lettres de Z. Cardinal et du policier McMillan, doc. demandés (M. Archambault), 329.

Dominion Express Co.:—Bill X (No 108) du Sénat, Loi concernant la compagnie d'Express de la Puissance —; présenté, 217; 1re lecture, 222; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 246; rapp. sans amendement, 265; 3e lecture, adopté, 270; S.R., 485.

Dominion Life Assurance Company, The:—Bill (No 4), Loi concernant—; présenté, 1re lecture, 32; au comité des Banques, 64; rapp. avec amendements, 123; 3e lecture, adoption, 129; adopté au Sénat, 193; S.R., 257.

Dominion Shipbuilding Co.:—Copie de documents *re gages payés aux ouvriers de la—*, etc.; doc. demandés (M. Duff), 61.

Douanes:

Motion Wigmore pour constituer un département des— et de l'Accise, etc.; proposée, 290; adoptée, 331.

Bill No 211, Loi concernant le ministère des— et de l'Accise; présenté, 1re lecture, 332; 2e lecture, en comité, amendé, 428; 3e lecture, adopté, 430; adopté au Sénat, 484; S.R., 487.

Relevé donnant le nom des préposés aux manifestes, au bureau des— de Toronto, etc.; doc. demandé (M. Archambault), 134; déposé, 216.

Douanes et Revenu de l'Intérieur:—Rapport du ministre des—, 1919-1920; déposé, 24.

Doyle, William Gleaves:—Bill J (No 47) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 136; 1re lecture, 139; 2e lecture, au comité des Bills privés, 144; rapp. sans amendement, 157; 3e lecture, adoption, 163; S.R., 186.

Droit d'auteur:—Bill (No 12), Loi modifiant et codifiant la législation concernant le—; présenté, 1re lecture, 42; 2e lecture, au comité spécial, 259; personnel du comité, 262; premier rapport, amendements, 325; en comité, amendé, 3e lecture, adoption, 336; adopté au Sénat, amendé, 410; amendements du Sénat adoptés, 412; S.R., 486.

Dunsmore, Emelina:—Bill L-3 (No 129) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 240; 1re lecture, 243; 2e lecture, au comité des Bills privés, 252; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.

Durham:—Vacance du siège électoral de—; démission de l'hon. M. Rowell, 427.

E

Eau profonde:—Motion Keefer pour former un comité avec charge d'étudier une voie navigable à—, etc., 74; débat, 75; motion retirée, 82.

Eccles, Tom:—Bill R-5 (No 197) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 316; 1re et 2e lecture, au comité des Bills privés, 320; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.

Echiquier, Cour de l':

Ordres et règlements de la—, 35.

Bill No 19, Loi modifiant la Loi de la Cour de l'—; présenté, 1re lecture, 58; 2e lecture, en comité, amendé, 67; 3e lecture, adoption, 72; adoption au Sénat, 145; S.R., 186.

Copie de règles et ordonnances supplémentaires de la cour de l'—, 272.

Edmonton & Mackenzie River Ry. Co.:—Bill O-4 (No 168) du Sénat, Loi constituant en corporation la—; présentation, 302; 1re et 2e lectures, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 307; rapp., amendé, 326; 3e lecture, adoption, amendé, 329; acquiescement du Sénat, 385; S.R., 486.

Elections fédérales:

Bill A (No 2) du Sénat, Loi amendant la Loi des—; présenté, 25. 1re lecture, 28; priorité du bill, 33; 2e lecture, 33; en comité, 33, 36, 38; amendé, 3e lecture, adoption, 38; amendement agréé au Sénat et S.R., 52.

Recommandation du comité des Privilèges et Elections, *re* Bill pour amender la Loi des—, 225. (Appendice No 1).

Bill (No 130), Loi modifiant la Loi des—; présenté, 1re lecture, 243; 2e lecture, en comité, 272, 409; amendé, motion pour la 3e lecture, amendement Euler, rejeté, 409; 3e lecture, adopté, 410; adopté au Sénat, 484; S.R., 487.

Voir Décrets du Conseil.

Elections, Directeur général des:

Ordre d'émettre des brefs d'élection pour Yale, Saint-Jean, Albert et Peterborough-Ouest, 2.

Rapport du—, 6.

Elections générales et partielles:—Relevé des— de 1917, 1916-17-18-19; déposé, 18.

Elections partielles:

Relevé indiquant combien chacune des— a coûté depuis la dernière session, etc.; doc. demandé (M. Casgrain), 65.

Rapport des— à la Chambre des Communes, en 1920, 191.

Elgin-Est, Saint-Jean, N.-B., Colchester, N.-E., Peterborough-Ouest et Yale, C.-B., 2-3-4.

Elgin-Est:—Election de M. McDermand dans le district électoral de—, 4.

Ells, M. S. C.:—*Voir* Sables pétrolifères.

Embargo:

Copie de documents que le gouvernement a échangés avec l'Ontario sur la révocation de l'— placé sur le bétail canadien en Angleterre; doc. demandé (M. Smith), 169; déposé, 271.

Motion Smith pour faire enlever l'— sur le bétail canadien en Angleterre, débat, amendement Pedlow, débat, 79, 82; amendement Steele, agréé, 82.

Emeutes de Québec (1918):—Motion (Parent) pour payer une indemnité aux victimes des—, etc.; débat, division, rejetée, 145.

Emprunts temporaires:—Relevé des— depuis la dernière session; déposé, 13.

Engrais:—Bill (No 55), Loi modifiant la Loi des—, 1909; présenté, 1re lecture, 144; 2e lecture, au comité de l'Agriculture et de la Colonisation, 193; rapp. avec amendement, 261; recommandation d'imprimer 500 copies des témoignages entendus au comité, 317.

Enseignement technique:—Relevé indiquant l'argent dépensé par le gouvernement pour la voirie, l'enseignement technique, les expositions agricoles, la vente du bétail, la propagation de l'agriculture, le logement; doc. demandé, 133; déposé, 161.

Ensign Insurance Company:—*Voir* Standard Insurance Co.

Epizooties:

Motion pour amender la Loi des—, 110; en comité, agréé, 175.

Bill (No 136), Loi modifiant la Loi des—; présenté, 1re lecture, 262; 2e lecture, 3e lecture, adoption, 261; adopté au Sénat, 336; S.R., 486.

Rapport de l'inspecteur, *re* abatage d'animaux appartenant à George Alderson, en vertu de la Loi des—, 318.

Erable:

Motion Béland pour amender la Loi des produits de l'—, 193; en comité, agréé, 218.

Bill (No 117), Loi modifiant la Loi des produits de l'—; présenté, 1re lecture, 234; 2e lecture, au comité de l'Agriculture, 257; recommandation de retirer le bill, 317.

Esquimault:—Copie de documents sur le contrat de la cale-sèche d'—; doc. demandés (M. Lemieux), 217.

Estimations budgétaires:—Motion Lemieux pour étudier les— en comité spécial avant leur dépôt en Chambre; débat, retirée, 192.

Exportation de l'or:—Relevé indiquant si le Gouverneur en conseil a interdit l'— en monnaie, lingots, etc.; doc. demandé (M. Devlin), 66; déposé, 66.

Expositions agricoles:—*Voir* Enseignement technique.

Expositions animalières d'automne:—Motion (Archambault) pour augmenter les primes accordées aux—; débat, retirée, 125.

Express de la Puissance:—*Voir* Dominion Express Co.

Extradition:

Bill (No 158), Loi concernant une convention d'— supplémentaire avec les États-Unis d'Amérique; présentée, 1re lecture, 284; bill retiré, 320.

Copie d'une convention supplémentaire d'— avec les États-Unis, 277.

Copie du supplément à la convention anglo-américaine de 1917, pour l'— *re* refus de pourvoir et abandon de famille, 318.

F**Faillite:**

Bill (No 36), Loi modifiant la Loi de la—; présenté, 1re lecture, 108; 2e lecture, en comité, progrès, 218.

(Version française)—Bill (No 37), Loi modifiant la Loi de la—; présenté, 1re lecture, 108.

Bill (No 118), Loi modifiant la Loi de la—; 1re lecture, 234; 2e lecture, en comité, 259; amendements, 273; 3e lecture, 275; adopté au Sénat, amendements, 318; amendements adoptés, 329; Sénat demande de modifier son message sur les amendements, 386; acquiescement, 407; S.R., 487.

Règles et formules, *re* art. 66 de la—, 35.

Fauteuil de l'Orateur:—Avis de la présentation du— par le très hon. James W. Lowther, le 20 mai, à 2.30, 302.

Motion Meighen remerciant le lord chancelier et l'Orateur des Communes anglaises, etc., pour présentation du—; agréée, 305.

Motion Meighen, appréciation de la visite du très hon. James W. Lowther, *re* présentation du—; agréée, 305.

Motion Meighen ordonnant la publication des discours sur la présentation du—, comme préface aux débats du jour; agréée, 306.

Ferguson, John Howard:—Bill S-4 (No 171) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.

- Ferme Centrale**:—Etat indiquant le coût d'exploitation de la— et des succursales, etc.; doc. demandé (M. Sutherland), 180.
- Fermes des soldats**:
 Relevés (M. Tobin) indiquant combien de fermes les soldats ont achetées dans les comtés de Brome, Missisquoi, Stanstead, Compton, Richmond-Wolfe, Shefford et Drummond-Arthabaska, etc.; doc. demandés, 93-94; déposés, 147, 148.
 Relevé (M. Marcil, Bonaventure) indiquant comme susdit pour le comté de Bonaventure; doc. demandé, 216; déposé, 238.
- Fermes modèles**:—Rapport des—, 1919-1920, 195.
- Fidélité du Canada**:—Bill (No 5), Loi constituant en corporation la compagnie—; présenté, 1re lecture, 32; au comité des Banques, 64; amendé, 123; titre changé en: La Compagnie d'Assurance Fidélité du Canada, 123; 3e lecture, adoption, 129; adopté au Sénat, 277; S.R., 485.
- Finances**:—Tableau indiquant le nombre des fonctionnaires au département des—; doc. déposé, 238.
- Flower, Thos. Edwin William**:—Bill U (No 68) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 170; 1re lecture, 174; 2e lecture, au comité des Bills privés, 188; rapp. sans amendement, 204; 3e lecture, adoption, 211; S.R., 258.
- Foin**:—*Voir* Inspection.
- Foisy, J. A.**:—*Voir* Dominion Drug.
- Forêts, Cours d'eau et Hydraulique**:—Formation et personnel du comité des, 23.
- Fort Smith Ry. Co., The**:—Bill (No 53), Loi constituant en corporation—; présenté, 1re lecture, 144; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphe, 151; rapp. avec amendements, 241; 3e lecture, adoption, 245; adopté au Sénat, amendé, 316; amendements adoptés, 329; S.R., 487.
- Foster, Sir George**:—Nommé représentant du Canada à la Ligue des Nations (Genève, 1920), 30.
- Foster, Thomas Henry**:—Bill E-4 (No 155) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 281; 1re lecture, 284; 2e lecture, au comité des Bills privés, 292; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.
- Fourgons**:—Relevé indiquant à quelle date on a commandé 18,000— pour le C.N.R., etc.; doc. demandé (M. Reid, Mackenzie), 133; déposé, 133.
- Freeman, Hilda May**:—Bill U-5 (No 203) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 323; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 328; rapp. sans amendement, 335; 3e lecture, adoption, 386; S.R., 487.
- Fromage**:—*Voir* Beurre.
- Frontières**:—Rapport de la Commission internationale des— (49e parallèle), 428.
- Furneaux, Thomas**:—Bill Y-3 (No 149) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 145; 1re lecture, 149; 2e lecture, au comité des Bills privés, 163; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.
- G**
- Gagné, Camille**:—Copie de documents re travaux du scaphandrier—, au quai de la Grande-Rivière; doc. demandé (M. Lemieux), 336;

- Galbraith, Hazel**:—Bill O (No 58) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 145; 1re lecture, 149; 2e lecture, au comité des Bills privés, 163; rapp. sans amendement, 203; 3e lecture, adoption, 211; S.R., 258.
- Galerie Nationale**:—Etat indiquant les sommes affectées à la., etc.; doc. demandé (M. Edwards), 104; déposé, 168.
- Gaspé**:—Motion (M. Lemieux) pour donner un meilleur service de transport à la péninsule de—, débat, retirée, 217.
- Gaz et compteurs à gaz**:—Bill (No 13), Loi modifiant et codifiant les lois concernant l'inspection du—; présenté, 1re lecture, 42; 2e lecture, en comité, 67; amendé, 3e lecture, adoption, 263; adopté au Sénat, 297; S.R., 485.
- Gendarmerie à cheval**:
Etat montrant si les membres de la Royale— reçoivent une part des amendes imposées pour infractions (M. Cahill); doc. demandé, déposé, 91.
Tableau indiquant les noms des officiers de la Royale—, etc. (M. Cahill); doc. demandé, déposé, 92.
Voir Police fédérale.
- General Synod of the Church of England in Canada**:—Bill (No 6), Loi constituant en corporation The—; présenté, 1re lecture, 32; comité des Bills privés, 65; rapp. amendements 135; 3e lecture, adoption, 140; adopté au Sénat, 194; S.R., 257.
- Géodésie**:—Rapport annuel du surintendant du bureau de—, 1919-1920, 428.
- Géologiques, Levés**:—Rapport sommaire des— pour 1919, 262.
- Gibb, Florence**:—Bill W-4 (No 175) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.
- Gibbons, Audrey Cleve Bennett**:—Bill P-5 (No 195) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 316; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 320; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.
- Gilbert, Addie Irene**:—Bill N-5 (No 193) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 316; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 320; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.
- Gilmour and Hughson, Ltd.**:—Bill (No 14), Loi concernant—; présenté, 1re lecture, 47; comité des Bills privés, 65; rapp. avec amendements: Titre changé en "Loi modifiant la Loi constituant en corporation—", 103; en comité, 3e lecture, adoption, 112; adopté au Sénat avec amendements, 200; amendements agréés, 246; S.R., 258.
- Gladu, Joseph Oscar**:—Vacance de son siège électoral d'Yamaska, 70.
- Glossop, George-Elmor**:—Bill N (No 51) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 137; 1re lecture, 144; 2e lecture, au comité des Bills privés, 151; rapp. sans amendement, 157; 3e lecture, adoption, 163; S.R., 186.
- Glover, James Leslie**:—Bill G-5 (No 180) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures; au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.
- Gordon, Albert Edwin**:—Bill O-2 (No 99) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

- Gordon, George Newcombe:**—Rapport de son élection dans Peterborough-Ouest, 32; prend son siège, 35.
- Gordon, William Gordon:**—Bill H-5 (No 181) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.
- Gourley, George:** Bill T (No 67) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 170; 1re lecture, 174; 2e lecture, au comité des Bills privés, 188; rapp. sans amendement, 203; 3e lecture, adoption, 211; S.R., 258.
- Gouverneur général:**
 Informe la Chambre qu'il se rendra au Sénat pour ouvrir la session, 1.
 Message nommant la Commission de la Régie interne des Communes, 7.
 Adresse d'adieu du Parlement au—, et à S. E. la duchesse de Devonshire, 429; message au Sénat, 430; message du Sénat, 431.
 Prononce le discours du trône à la prorogation, 488; fait ses adieux au Parlement, 489.
- Graham, John:**—Bill V-3 (No 145) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 268; 1re lecture, 269; 2e lecture, au comité des Bills privés, 272; rapp. sans amendement, 280; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Grain Canadien:**
 Tableau indiquant combien de boisseaux de— on a transporté de Winnipeg vers l'Est en 1919 et 1920, etc. (M. Vien); doc. demandé, 65; déposé, 154; supplémentaire déposé, 233.
 Commission d'enquête sur les—: Voir Décrets.
- Grands chemins:**—Voir Voirie.
- Grand-Tronc:**
 Bill (No 80), Loi concernant l'arbitrage du—; présenté, 1re lecture, 195; débat sur la 2e lecture; 2e lecture, 210; en comité, 211; 3e lecture, adoption, 219; adopté au Sénat, avec amendements, 242; amendements agréés, 252; S.R., 258.
 Relevé indiquant la cote des stocks du—, etc.; déposé, 157-8.
 Arbitrage du Grand-Tronc:—Relevé donnant le nom des avocats du gouvernement dans l'—, etc.; doc. demandé (M. Brûillard), 205.
 Correspondance du gouvernement avec le chemin de fer du—, re retard de l'arbitrage, etc.; déposé, 154; supplément, 318.
- Great North Western Telegraph Co.:**—Relevé indiquant si le gouvernement exploitait une ligne télégraphique en Colombie avant d'acquérir le—, etc.; doc. demandé (M. Reid, Mackenzie), 174; déposé, 204.
- Great West Bank of Canada:**—Bill M-4 (No 189) du Sénat, Loi concernant la—; présenté, 316; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 319; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.
- Grèce:**—Voir Roumanie.
- Greenwood, Ellen:**—Bill E-2 (No 90) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 244; S.R., 258.
- Griffenhagen & Associés:**—Voir Imprimerie.
- Guelph:**—Copie de documents sur la descente au noviciat jésuite de—; doc. demandé, (M. Lemieux), 217.
- Guibeau, Abel:**—Copie de correspondance sur l'emploi et la démission de—, ingénieur à bord du *Canadian Traveller* et du *Canadian Sawyer*; doc. demandé (M. Rinfret), 74; déposé, 192.

H

- Hansard**:—Motion Prévost pour le dépôt du— dans les bureaux de poste, etc.; débat, retirée, 192.
- Harding, Albert**:—Bill X-3 (No 148) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 281; 1re lecture, 284; 2e lecture, au comité des Bills privés, 292; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.
- Haut Commissaire à Londres**:—Copie du décret 856 C.P. plaçant le— sous la direction du Secrétaire d'Etat (Affaires étrangères), 132.
- Havres publics**:—Bill (No 40), Loi modifiant la Loi de marine marchande au Canada (—); présenté, 1re lecture, 118; 2e lecture, en comité, 193, 218; 3e lecture, adoption, 218; adopté au Sénat, 281; S.R., 485.
- Heures de travail**:—Relevé indiquant les— du service intérieur, etc.; salaires et bonis; doc. déposé, 64.
- Hirshenbain, Harry**:—Bill T-3 (No 143) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 268; 1re lecture, 269; 2e lecture, au comité des Bills privés, 272; rapp. sans amendement, 280; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Hislop, Elizabeth**:—Copie de documents, etc., sur l'émission d'un scrip en faveur d'—; doc. demandé (M. Mackie, Edmonton), 294.
- Holt, Jean Grey**:—Bill K-2 (No 96) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.
- Hood, Rosetta**:—Bill N-2 (No 98) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.
- Hôpitaux, Mission des**:—Motion (Lemieux) pour copie du rapport Burnham sur le traitement de la— au Monténégro; débat, agréée, 145.
- Hôpitaux militaires**:—Relevé indiquant combien il y a d'— au Canada, etc.; doc. demandé (M. Proulx), 78; déposé, 191.
- Hopkinson, Willie**:—Bill P-2 (No 100) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.
- Hurst, John**:—Bill V-4 (No 174) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R. 486.
- Hygiène**:—Rapport du département de l'—, 1919-1920, 195.

I

- Iles britanniques**:—Tableau indiquant combien de fonctionnaires le gouvernement occupe dans les—; doc. demandé (M. Wright), 158; déposé, 173.
- Immigration**:
- Bill (No 56), Loi modifiant la Loi de l'— (déportation des indésirables), présenté, 1re lecture, 144.
 - Bill (No 139), Loi modifiant la Loi de l'—; présenté, 1re lecture, 266; 2e lecture, en comité, progrès, 332; 3e lecture, adoption, 374; adopté au Sénat; amendements, 426; amendements agréés, 428; S.R., 487.
 - Bill (No 146), Loi modifiant la Loi de l'immigration chinoise; présenté, 1re lecture, 277; 2e lecture, en comité, 332; 3e lecture, adoption, 336; adopté au Sénat, 410; S.R., 487.
- Motion (Deslauriers) pour suspendre l'— pendant la crise actuelle, etc.; débat, retirée, 134.

Immigration et Colonisation:—Rapport annuel du ministère de l'—, 1920-1921, 157.

Impressions du Parlement:

Formation et personnel du comité des— (Chambre des Communes), 20.

Membres du Sénat dans le comité, 25.

Premier rapport, 225-233; rapport agréé, 256; deuxième rapport, 339-348; adopté, 384.

Imprimerie:

Rapport supplémentaire du comité d'experts (janvier 1921) sur l'enquête touchant le département de l'—, etc., 103; rapport de la Arthur Young Co., 103.

Rapport 1919-1920 du département de l'— et de la papeterie publiques, 306.

Copie de documents et rapports d'Arthur Young & Co. et Griffenhagen et al. au sujet de l'—, etc.; doc. demandés (M. Murphy), 125.

Impôt sur le revenu:—Bill (No 221), Loi modifiant la Loi de l'—; présenté, 1re lecture, 412; 2e et 3e lectures, adoption, 428; adopté au Sénat, 484; S.R., 487.

Indésirables:—*Voir* Immigration.

Indes Occidentales:—

Motion d'une résolution approuvant la convention du 18 juin 1920 avec les—, 58; en comité, adoptée, 149.

Bill (No 59), Loi concernant un certain traité entre le Canada et quelques colonies de Sa Majesté dans les—; présenté, 1re lecture, 149; 2e et 3e lectures, adoption, 196; adopté au Sénat, 257; S.R., 258.

Copie de la convention de commerce avec les—, 1920, 63.

Copie des procès-verbaux de la conférence du Canada avec les—, 191.

Insectes destructeurs et autres fléaux:—Règlements re Loi des—, 30. fl

Inspection:

Motion Tolmie pour réglementer la vente et l'— des racinages, etc.; proposée, 289; retirée, 428.

Bill (No 159), Loi modifiant la Loi de l'— (Inspection du foin et de la paille); présenté, 1re lecture, 284; 2e et 3e lectures, adoption, 323; adopté au Sénat, 484; S.R., 487.

Inspection et vente des baies:—Motion Ethier (de son siège) pour discuter les dimensions des boîtes de baies (Loi de l'—), 395; opinion de l'Orateur, rejetant la motion, 395.

Instruction agricole:—Rapport sur la Loi de l'—, 1919-1920, 30.

Intérieur:—Rapport annuel du ministre de l'—, 1919-1920, 57.

Inverness:—*Voir* Maître de poste.

J

Jackson, Stella Anna:—Bill H-2 (No 93) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

Jeunes délinquants:—Bill (No 157), Loi modifiant la Loi des—; présenté, 1re lecture, 284; 2e et 3e lectures, adoption, 322; adopté au Sénat, 382; S.R., 487.

Juge en chef:—Message du— pour la sanction de bills, 52, 184, 256; sanction, 52, 186, 256, 257, 258.

Juges:

- Motion pour amender la Loi des—, 1920, *re* exemptions de l'impôt, etc., 139; en comité, agréée, 150.
- Bill (No 60), Loi modifiant la Loi des—; 1re lecture, 150; 2e lecture, amendé, 181; 3e lecture, adoption, 185; adopté au Sénat, amendements, 263; 1er amendement agréé, 2e et 3e amendements refusés, message au Sénat, 267; Sénat insiste sur amendement, 336; demande d'une conférence libre avec le Sénat, 376; acquiescement du Sénat, 382; personnel du Sénat, 382; personnel des Communes, 385; rapport de la conférence, adopté avec amendements, message au Sénat, 411; message du Sénat pour acquiescement, déposé en retard, 419; S.R., 487.
- Copie de documents échangés avec M. A. E. D. Morgan sur la nomination des— dans la province de Québec; doc. demandés (M. Lemieux), 217.
- Copie de correspondance entre le juge en chef d'Ontario et le gouvernement au sujet de la Loi des—; doc. demandé (M. Lemieux), 171; déposé, 271.

Justice:—Correspondance et rapports des ministres de la—, approuvés par le Gouverneur en conseil sur la Législation provinciale depuis 1896, 204.

Justice internationale:—Bill (No 73), Loi autorisant la ratification et l'exécution du Protocole du seizième jour de décembre 1920, reconnaissant le Statut de la Cour permanente de Justice Internationale du treizième jour de décembre 1920; 1re lecture, 179, 2e lecture, en comité, progrès, 240, 241, 267; amendé, 267; en comité, amendé, 3e lecture adoption 269; adopté au Sénat 315; S.R., 486.

K

Keenan, Ada Florence:—Bill I-3 (No 126) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 240; 1re lecture, 243; 2e lecture, au comité des Bills privés, 251; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.

Kelly, John Edward:—Bill W-2 (No 109) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 217; 1re lecture, 222; 2e lecture, au comité des Bills privés, 246; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 284; S.R., 485.

Kettle Valley Ry. Co., The:—Bill (No 25), Loi concernant—; présenté, 1re lecture, 86; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 91; rapp. sans amendement, 118; 3e lecture, adoption, 128; adopté au Sénat, 170; S.R., 186.

King, L'hon. Lyon Mackenzie:—Propose amendement de l'adresse en réponse au discours du trône, 10.

King, Sarah Ann:—Bill V-5 (No 207) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 330; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 330; rapp. sans amendement, 335; 3e lecture, adoption, 386; S.R., 487.

Kropp, Henry:—Bill B-4 (No 152) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 281; 1re lecture, 284; 2e lecture, au comité des Bills privés, 292; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.

L

Labrie, Frères:—*Voir* Montezano.

Lac des Bois:

Bill D (No 23) du Sénat, Loi concernant le commission de contrôle du—; présenté, 83; 1re lecture, 86; 2e lecture, 175; en comité, amendé, 200; 3e lecture, adoption, 210; amendements agréés au Sénat, 217; S.R., 258.

Bill A-6 (No 216) du Sénat, Loi concernant le— et d'autres eaux; présenté, 338; 1re lecture, 349; résolution pour les frais d'administration de la Loi, 376; résolution adoptée, référée au Bill, 407; 2e lecture, en comité, 408; amendé.

Lac des Bois—Suite.

motion pour 3^e lecture, amendement Pardee pour renvoyer à 6 mois, vote, amendement rejeté, 408; 3^e lecture, adoption, 409; Sénat acquiesce à l'amendement des Communes, 484; S.R., 487.

Correspondance supplémentaire entre les gouvernement fédéral et du Manitoba, et de l'Ontario, *re* contrôle du—, 375; autres télégrammes afférents, 407.

Copies de documents échangés avec le gouvernement d'Ontario au sujet du Bill D (No 23) du Sénat: Loi concernant la commission de contrôle du—; doc. demandé (M. Molloy), 115; déposé, 118.

LaRue, Alexander:—Bill R (No 64) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 165; 1^{re} lecture, 168; 2^e lecture, au comité des Bills privés, 188; rapp. sans amendement, 203; 3^e lecture, adoption, 211; S.R., 258.

Leeds:—Vacance du siège électoral de—; démission du sir Thomas White, 154; nouveau mandat, 154.

Législation provinciale:—*Voir* Justice, 204.

Lemieux, L'hon. Rodolphe:—Motion Edwards référant à un comité spécial le double mandat de—; débat, agréée sur division, 199.

Leonard, Mary Elizabeth:—Bill Q (No 63) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 165; 1^{re} lecture, 168; 2^e lecture, au comité des Bills privés, 188; rapp. sans amendement, 203; 3^e lecture, adoption, 211; S.R., 258.

Lettre imaginaire:—Opinion de M. l'Orateur sur la lecture d'une— en Chambre, 280.

Ligue des Nations:—*Voir* Société des Nations.

Lindsay, Général Wm. Bethune:—*Voir* Sables pétrolifères.

Liqueurs alcooliques:

Copie de documents échangés au sujet des pouvoirs de la Colombie britannique quant au contrôle de l'importation des—; doc. demandés (M. McCoig), 115.

Relevé du nombre des permis accordés pour le transport des— dans les Territoires du Nord-Ouest, 1920, 58.

Relevé indiquant combien le gouvernement a accordé de patentes pour entrepôts douaniers de— dans l'Alberta, depuis 1917; doc. demandé, 59; déposé, 154.

Liquidations:—Bill No 72, Loi modifiant la Loi des—; 1^{re} lecture, 179; 2^e et 3^e lectures, adoption, 185; adopté au Sénat, 240; S.R., 258.

Logements:—Motion (Hocken) pour que le Canada dépense dix millions pour construire des, etc.; modification en "appropriation annuelle"; débat, 115; retirée, 171.

London and Lake Erie Ry. & Transportation Co.:—Bill (No 34), Loi concernant la—; présenté, 1^{re} lecture, 108; 2^e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 114; rapp. sans amendement, 135; 3^e lecture, adoption, 140; rapp. sans amendement, 204; adopté au Sénat, 253; S.R., 258.

Lowther, Le très hon. James W.:—*Voir* Fauteuil.

Lundis:—Ordre du jour des— modifié, 184.

M

Machines agricoles:—Résolution (McCoig) pour légiférer sur l'uniformisation de parties de—, etc.; débat, agréée, 60; débat, amendement Henders, renvoyant la question au comité de l'Agriculture et Colonisation, agréé, 74.

- Mackelvie, M.**:—Appuie l'adresse en réponse au discours du trône, 9.
- Maclaren Lumber**:—Bill (No 8), Loi concernant la compagnie James— (à responsabilité limitée); présenté, 1re lecture, 32; 2e lecture, au comité des Bills privés, 73; rapp. avec amendements, 157; 3e lecture, adoption, 162; adopté au Sénat, amendements, 263; amendements agréés, 267; S.R., 486.
- Maharg, John A.**:—Résigne son mandat du district électoral de Maple Creek, 427.
- Maîtres de poste**:
Etat indiquant le nom des— de Chambly-Verchères, etc. (M. Archambault); doc. demandé, 272.
Copie de documents touchant la nomination d'un— à Inverness, N.-E.; doc. demandé (M. Chisholm), 95.
- Malles et paquebots**:—Rapport sur les subsides accordés pour les—, 481.
- Mandats du Gouverneur**:—Relevé des— émis depuis la dernière session, 12.
- Mandats-postes**:—Tableau montrant les noms des employés des divisions des— dans les bureau de postes de Hamilton, London, Ottawa, etc.; doc. demandés (M. Parent), 100; déposé, 128.
- Manitoba**:—Copie de correspondance échangée avec le— *re* la Loi des chemins de fer (M. Cahill); doc. demandés, 95; déposé, 272.
- Manitoba & North-Western Ry. Co. of Canada**:—Bill (No 26), Loi concernant la—; présenté, 1re lecture, 86; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 91; rapp. sans amendement, 118; 3e lecture, adoption, 128; adopté au Sénat, 170; S.R., 186.
- Manœuvres frauduleuses aux élections**:—Bill (No 39), Loi modifiant les lois concernant les—; présenté, 1re lecture, 114; 2e lecture, 175; 3e lecture et adoption, 185; adoption au Sénat, 235; S.R., 258.
- Maple-Creek**:—Vacance du siège électoral de—; démission de M. Maharg, 427.
- Marble Mountain**:—Copie de documents *re* changement de la route des postes à—, Inverness; doc. demandé (M. Chisholm), 329.
- Margarine**:—*Voir* Beurre.
- Marine marchande au Canada**:—*Voir* Havres publics.
- Marine royale**:—Décret No 1642 C.P. *re* Volontaires de la— britannique prêtés à la—canadienne, 485.
- Marine et Pêcheries**:
53e rapport annuel du ministère de la— (Marine), déposé, 9.
Formation et personnel du comité de—, 22.
- Maritime Coal, Ry. & Power Co., Ltd., The**:—Bill U-2 (No 132) du Sénat, Loi concernant—; présenté, 253; 1re lecture, 256; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 268; rapp. sans amendement, 280; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Marques de commerce**:—Bill No 9, Loi modifiant la Loi des— et dessins de fabrique; présenté, 1re lecture, 32; bill retiré, 257.
- Marshall, Mabel**:—Bill I-2 (No 94) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

Matane:—*Voir* Décarie.

Maynard, Henry William:—Bill M (No 50) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 137; 1re lecture, 139; 2e lecture, au comité des Bills privés, 144; rapp. sans amendement, 157; 3e lecture, adoption, 163; S.R., 186.

Mayo Valley Railway, Ltd., The:—Bill (No 20), Loi constituant en corporation—; présenté, 1re lecture, 63; 2e lecture, au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, 73; amendé, 118; 3e lecture, adoption, 129; adopté au Sénat, 217; S.R., 257.

McAree, John Verner:—Bill T-2 (No 104) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

McCormack, Lily Maude:—Bill N-4 (No 165) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 297; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 300; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.

McCurdy, L'hon. Fleming Blanchard:

Vacance de son siège électoral de Colchester, N.-É., 2.

Élu député de Colchester, N.-É., 3; prête serment et prend son siège, 4.

McDermand, Sydney Smith:

Élu député d'Elgin-Est, 4. Prête serment et prend son siège, 4.

Son nom ajouté au comité d'Agriculture et de Colonisation, au comité des Bills privés, et au comité des Ordres permanents, 32.

McDonald, Norah Beatrice:—Bill C-5 (No 176) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.

McElvie, John Armstrong:—Élu député d'Yale, C.-B., 2; prête serment et prend son siège, 4.

McIsaac, M.:—Propose l'adresse en réponse au discours du trône, 9.

McKee, Fergus:—Bill V-2 (No 106) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 213; 1re lecture, 216; 2e lecture, au comité des Bills privés, 222; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

McKillop, Mamie:—Bill Q-2 (No 101) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

McLeod, Harry:—Décès de M.—, député de York-Sunbury aux Communes; vacance de son siège, 70.

McMillan, policier:—*Voir* Dominion Drug.

McNeill, Juge:—Copie de document *re* vacance de la cour de district de l'Alberta, vu la permutation du juge—; doc. demandé (M. Douglas, Strathcona), 192; déposé, 256.

McPherson, Albert Sidney:—Bill K-5 (No 184) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 307; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.

Medicine-Hat:—Vacance du siège électoral de—; décès du très hon. M. Sifton, 118.

Metropolitan Trust Co. of Canada:—*Voir* North American Trust Co.

Milice:

Rapport du ministre de la— et de la Défense, 1919-1920, 42.

Copie des Ordres généraux de la—, du 2 février 1920 au 15 janvier 1921, 70.

Nominations, promotions et retraites dans la—, 70.

Mille-Isles:—Bill (No 22), Loi concernant la Cie du chemin de fer des—; présenté, 1re lecture, 63; 2e lecture, au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, 73; rapp. sans amendement, 117; 3e lecture, adoption, 128; adopté au Sénat, 170; S.R., 186.

Mines:—Rapport sommaire de la division des—, année 1919, 57.

Mines et minéraux:—Formation et personnel du comité des—, 23.

Ministres:—Motion (Lemieux) pour que les— du gouvernement puissent siéger au besoin dans l'une ou l'autre des Chambres; débat, retirée, 116.

Ministres, directeurs de compagnies:—Motion McMaster pour production d'une liste des—, noms de compagnies, etc.; débat, agréée, 193.

Monténégro:—*Voir* Burnham.

Montezano, Onofrio:—Copies de documents *re prooès* d'— et des frères Labrie, sur irrégularités de procédure; déposées, 70.

Montgomery, Ernest Lillie:—Bill J-4 (No 162) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 286; 1re lecture, 289; 2e lecture, au comité des Bills privés, 294; rapp. sans amendement, 299 3e lecture, adoption, 307 S.R., 486.

Morel, Maria Martin:—Bill S (No 65) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 165; 1re lecture, 168; 2e lecture, au comité des Bills privés, 188; rapp. sans amendement, 203; 3e lecture, adoption, 211; S.R., 258.

Morgan, E. A. D.:—*Voir* Juges.

Morrison, Royland Stanley:—Bill V (No 69) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 170; 1re lecture, 174; 2e lecture, au comité des Bills privés, 188; rapp. sans amendement, 204; 3e lecture, adoption, 211; S.R., 258.

Murs et fortifications de Québec:—Motion (Power) pour conserver les— à titre de souvenir, etc.; débat, retirée, 100.

N

National-Canadien:—Etat des employés du— dans les divisions du trafic et du service, etc.; doc. demandé (M. Myers), 169; déposé, 238.

Nationaux-Canadiens:—*Voir* Ressortissants.

Naturalisation:—Bill (No 105), Loi modifiant la Loi portant modification et rétablissement de la Loi concernant la—, 1914; présenté, 1re lecture, 209.

Navires:—Relevé indiquant combien le gouvernement a dépensé pour la construction de— au 31 décembre 1920; doc. demandé (M. Sinclair, Antigonish), 78.

Neville, Margaret Swanston:—Bill H-4 (No 161) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 286; 1re lecture, 289; 2e lecture, au comité des Bills privés, 294; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.

Newson, Laura:—Bill Q-5 (No 196) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 316; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 320; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.

"Niobé":—Tous documents du service naval sur la vente du C.S.M.—, 335.

Nixon, James Edward:—Bill D-3 (No 115) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 217; 1re lecture, 222; 2e lecture, au comité des Bills privés, 246; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.

Nominations permanentes:—Etat des— faites chez les fonctionnaires le 1er avril 1921, etc.; doc. demandé (M. Ethier), 168.

North American Trust Co. of Canada:—Bill (No 15), Loi constituant en corporation la—; présenté, 1re lecture, 47; au comité des Banques, 64; rapport du comité: Bill amendé: titre changé en "Loi constituant en corporation la Scottish Canadian Trust Company of Canada", 99; renvoyé au comité des Banques et du Commerce, 114; rapporté, amendé: Titre: "Loi constituant en corporation Metropolitan Trust Company of Canada", 204; 3e lecture, adoption, 211; adopté au Sénat, 277; S.R. 485.

North Eastern Drug, Limited:—*Voir* Dominion Drug.

O

Oblats de Marie Immaculée:—Bill (No 16), Loi concernant les révérends pères— des Territoires du Nord-Ouest; présenté, 1re lecture, 47; comité des Bills privés, 65; rapp., amendements, 238; 3e lecture, adoption, 245; adopté au Sénat, 315; S.R., 486.

Obligations:—*Voir* Secrétaire d'Etat.

"Officiers-médicaux":—Relevé indiquant les— employés au Bureau des Pensions à Ottawa, etc.; doc. demandés (M. Cameron), 124; déposés, 124.

Oiseaux migrateurs:—Bill Y (No 84) du Sénat, Loi amendant la Loi de la convention des —; présenté, 207; 1re lecture, 209; 2e et 3e lectures, adoption, 257; S.R., 485.

Voir Décrets.

Oléomargarine:

Motion d'une résolution pour révoquer l'article 3 de la Loi de l'—, 1919, 59; en comité, adoptée, 323.

Bill (No 205), Loi modifiant la Loi de l'—, 1919; présenté, 1re lecture, 323; motion pour 2e lecture, amendement Denis, 336; débat: amendement rejeté, 2e lecture, 337; amendements, 338; 3 lecture, adoption, 349; adopté au Sénat, 419; S.R., 487.

Opium et drogues narcotiques:

Motion pour amender la Loi de l'—, 110; en comité, agréée, 196.

Bill (No 81) Loi modifiant la Loi de l'—; présenté, 1re lecture, 196; 2e lecture, référé à un comité spécial, son personnel, ses pouvoirs, 200; rapp., amendement, 241; en comité, 257; amendé, 259; motion pour le renvoyer à un comité ayant pouvoir de modifier, 266; en comité, amendement adopté, 267; 3e lecture, adoption, 267; adopté au Sénat, amendements, 382; amendements agréés, 385; S.R., 487.

Orateur, M. l':

Communique message du Gouverneur re ouverture de la session, 1; message du Gouverneur suppléant re sanction, 52, 184; se rend au Sénat, 186; message re sanction, 256; se rend au Sénat, 257, 485.

Informe la Chambre des vacances survenues dans l'intersession, 1.

Communique lettre de démission de M. Burnham, 2.

Mandats pour élections partielles au directeur général des élections, 2.

Orateur, M. P.—Suite.

Donne lecture du discours du trône, 4.

Soumet le rapport des bibliothécaires conjoints du Parlement, 6.

Soumet le rapport du Directeur général des élections, 6.

Absence forcée, 265, 269, 271, 297, 299.

Approuve nomination de M. Panet aux fonctions de sergent-d'armées assistant, 7.

Opinion sur la lecture d'une lettre imaginaire (M. McClaster) en Chambre, 280.

Décision sur point d'ordre *re motion* Campbell, 100-101.

Ordres de routine:—Copie des— des forces expéditionnaires canadiennes, du 3 février au 30 septembre 1920, 70.

Ordres permanents:

Formation et personnel du comité des—, 20.

Nom de M. McDermand ajouté, 32; 1er rapport, 261; adopté, 265.

Ordre spécial:—Priorité de la discussion du discours du Trône, 5.

Orford, Frederick:—Bill Z-4 (No 190) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 316; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 319; rapp. sans amendement, 327; 3e lecture, adoption, 329; S.R., 486.

Osborne Beatrice:—Bill S-2 (No 103) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

Oshawa:—Bill (No 21), Loi concernant la Cie du chemin de fer d'—; présenté, 1re lecture, 63; 2e lecture, au comité des Chemins de fer, Canaux et Télégraphes, 73; rapp. sans amendement, 117; 3e lecture, adoption, 128; adopté au Sénat, 170; S.R., 186.

Ottawa:—Bill (No 135), Loi modifiant la Loi de la Commission d'amélioration d'—; présenté, 1re lecture, 262; 2e et 3e lectures, adopté, 323; adopté au Sénat, 382; S.R., 487.

Oxley, Duncan Macdonald:—Bill Z (No 85) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 209; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 237; 3e lecture, adoption, 244; S.R., 258.

P**Pacifique:**

Bill (No 31), Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Canadien du—; présenté, 107; 1re lecture, 108; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 114; rapp. amendements, 147; 3e lecture, adoption, 162; adoption au Sénat, 217; S.R., 257.

Relevé indiquant les terres que la Cie du — a vendues en 1919-1920, les noms des acheteurs, etc., 58.

Paiements irréguliers:—Etat indiquant combien de— ont été faits à la Milice pour assignation de solde, gratifications de guerre et allocations, etc. (M. Séguin); doc. demandé, 94.

Paille:—*Voir* Inspection.

Panet, Louis Charles:—Nomination aux fonctions de sergent d'armes assistant pour la session, 7.

Parcs fédéraux:—*Voir* Décrets.

- Parker, Werden Grant:**—Bill B-3 (No 114) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 217; 1re lecture, 222; 2e lecture, au comité des Bills privés, 246; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Patronage politique:**—Motion (Hughes) proposant un régime de— confiant les nominations et promotions des fonctionnaires aux députés, etc.; débat, retirée, 87.
- Paul, Percy Christopher:**—Bill U-3 (No 144) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 268; 1re lecture, 269; 2e lecture, au comité des Bills privés, 272; rapp. sans amendement, 280; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Pêcheries:**
 Relevé des travaux des fonctionnaires des— recevant \$1,800 ou plus par année, etc.; doc. demandé, (M. Duff), 180.
 Copie de tous documents, décrets, sur la contrôle fédéral des— dans les eaux de la P. Q., etc.; doc. demandé (M. Marcell), 294.
- Pénitenciers:**
 Rapport du surintendant des—, 1919-1920, 173.
 Rapport du comité nommé par le ministre de la Justice re règlements sur les— et l'amendement à la Loi des—, 384.
 Bill (No 201), Loi modifiant la Loi des—; présenté, 1re lecture, 319; retiré, 376.
- Pensions, 1919, Loi des:**
 Résolutions pour amender la—, 400; en comité, 414; adoptées, 418.
 Bill (No 223), Loi modifiant la—; présenté, 1re lecture, 418; 2e et 3e lectures; adoption, 428; adoption au Sénat, 484; S.R., 487.
- Pensions, assurances, etc.:**
 Rapport du comité spécial sur les— aux soldats rapatriés, 350-369.
 Voir Soldats.
 Motion (Power) pour que les revenus d'une mère veuve de soldat n'annulent pas son droit à la—; débat, retirée, 67.
- Permutations:**—Relevé indiquant le nombre des— de fonctionnaires entre Calgary, Winnipeg, etc., et Vancouver, etc.; doc. demandé (M. Stevens), 252; déposé, 271.
- Perry, Eudora Edith Webster:**—Bill R-4 (No 170) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.
- Personnes par mille de chemin de fer:**—Etat indiquant le nombre de— exploités au Canada en 1896, 1911 et 1914, etc.; doc. demandé (M. Casgrain), déposé, 205.
- Peterborough-Ouest:**
 Vacance du siège par la démission de M. Burnham, 1.
 Election de M. Gordon dans le district électoral de, 32.
- Pétrole:**
 Résolution (M. Griesbach) relative à l'exploitation des baux de— dont le sous-sol est acquis à la Couronne, etc.; débat, 60, 73; retirée, 73.
 Motion (Mackie, Edmonton) sur la révision des permis d'exploitation des— et gaz; débat, 95; retirée, 95.
- Point d'ordre:**—Décision de l'Orateur sur la motion Campbell, 100-101, 280.
- Police fédérale:**
 Relevé indiquant si une automobile suffisait aux besoins de la— avant le fusionnement, etc. (M. Cahill); doc. demandé, 92; déposé, 93.

Relevé indiquant combien de voyages les membres de la— faisaient aux palais administratifs pour la malle, etc. (M. Cahill); doc. demandé, déposé, 92.

Relevé indiquant combien il y avait de sous-officiers dans la— lors du fusionnement avec la gendarmerie, etc. (M. Cahill); doc. demandé, 91; déposé, 91.

Relevé indiquant combien la— a coûté en 1919, etc. (M. Cahill); doc. demandé, déposé, 91.

Pont Montréal-Rive Sud:—Motion, Archambault pour la construction d'un—; débat, retirée, 192.

Pont Saint-Maurice:—Copie de rapports, etc., sur le changement du maître de poste à—; doc. demandé (M. Desaulniers), 155.

Porcs abattus:—Voir Alderson.

Port de Matane:—Copie de documents échangés entre le gouvernement, etc., touchant les améliorations aux—; doc. demandé (M. Pelletier), 115.

Postes:

Bill F (No 57) du Sénat, Loi amendant la Loi des—; présenté, 145; 1re lecture, 155; 2e lecture, amendé, 181; 3e lecture, adopté, 262; S.R., 485.

Rapport annuel du directeur général des—, pour 1919-1920; déposé, 9.

Preuve:—Bill (No 156), Loi modifiant la Loi de la— au Canada; présenté, 1re lecture, 284; 2e et 3e lectures, adopté, 322; adopté au Sénat, 382; S.R., 487.

Prisons et maisons de réforme:—Bill (No 35), Loi modifiant la Loi des—; présenté, 1re lecture, 108; 2e lecture, amendements, 3e lecture, adoption, 267; adopté au Sénat, 336; S.R., 486.

Privilèges et Elections:—Formation et personnel du comité des—, 18; substitutions de MM. Stewart (Lanark), Green, Douglas (Cap-Breton) et Griesbach à MM. Boys, McIntosh, Meighen et Porter, 204; MM. Murphy et Papineau substitués à MM. Lemieux et Devlin, 269; 1er rapport, 225; 2e rapport re double mandat de M. Lemieux, 237.

Produits laitiers:

Motion (Tolmie) pour réglementer le classement des—, etc., 266; en comité, agréée, 323.

Bill (No 206), Loi ayant pour objet de réglementer le classement des—; présenté, 1re lecture, 324; 2e et 3e lectures, adoption, 430; adopté au Sénat, 484; S.R., 487.

Prohibition:—Relevé indiquant le nombre d'électeurs dans chaque comté, d'après les listes qui ont servi au référendum sur la—; doc. demandé (M. Euler), 272.

Promotions:—Relevé des— du service intérieur à Ottawa en 1920-21, etc.; doc. demandé (M. Currie), 169.

Q

Quais et autres améliorations:—Etat indiquant les dépenses en— des ports, etc.; doc. demandés (M. McMaster), 193;

Voir Décarie.

Québec Central:—Bill (No 27), Loi concernant la Cie du chemin de fer—; présenté, 1re lecture, 86; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 91; rapp. sans amendement, 118; 3e lecture, adoption, 128; adopté au Sénat, 170; S.R., 186.

Quebec, Montreal and Southern Ry. Co., The:—Bill H (No 66) du Sénat, Loi concernant—; présenté, 170; 1re lecture, 174; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 188; rapp., amendé, 240; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

Quebec Steamship Company:—

Pétition de la— pour amender et codifier sa législation et augmenter son capital-actions; au comité des Ordres permanents, 243; recommandée, 261.

Bill (No 137), Loi modifiant et codifiant la législation concernant la Compagnie des Steamers de Québec; présenté; 1re lecture, 266; 2e lecture, au comité des Banques et du Commerce, 270; rapp. amendements, 294; 3e lecture, adoption, 295; adopté au Sénat, 382; S.R., 487.

Quebec Union Electric Telephone Co.:—Bill No 38, Loi constituant en corporation la—; présenté, 1re lecture, 114; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 120; rapp., amendements, 280; en comité, 285; 3e lecture, adoption, 292; resté au Sénat, 395.

Québec:—*Voir* Transcontinental.

R

Rabb, Edna Garnet:—Bill F-2 (No 91) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

Recherches scientifiques:

Bill (No 116), Loi ayant pour objet de modifier la Loi du Conseil des Recherches et d'établir un institut national de recherches; présenté, 1re lecture, 222; 2e lecture, en comité, progrès, 240; en comité, amendements, 3e lecture, adoption, 257.

Etat financier du conseil honoraire consultatif des—, 1919-1920, 28.

Régie interne, Commission de la:—Nomination de la— pour la session, 7.

Remises de Douanes:—Etat des— pour l'exercice 1919-1920, 118.

Rennes et bœuf musqué:—Rapport de la commission royale sur l'industrie des—, 262.

Représentation proportionnelle:—Motion (Sexsmith) pour adopter un régime de— au Canada, et former un comité d'étude, etc., 145; débat, amendement Calder, agréé, motion agréée, comité formé, son personnel, 146; quorum de 7 membres, droit d'imprimer les rapports, 174; premier rapport, 391.

Réserves forestières et parcs fédéraux:—*Voir* Décrets.

Ressortissants du Canada:—Bill (No 17), Loi ayant pour objet de définir "nationaux-canadiens"—; présenté, 1re lecture, 47; motion pour la 2e lecture, débat, 61, 72; agréée, 2e lecture, en comité, 82; en comité, amendé, 175; 3e lecture, adoption, titre changé en: "Loi ayant pour objet de définir l'expression "ressortissants du Canada" et de statuer sur la renonciation à la nationalité canadienne", 185; adoption au Sénat, 235; S.R., 258.

Ressources naturelles:

Motion (Campbell) pour rendre aux provinces de l'Ouest l'exploitation de leurs—; débat, amendement Doherty, amendement agréé, motion amendée retirée, 218.

Tableau indiquant le coût d'administration des— de Saskatchewan, etc.; doc. demandé (M. Reid, Mackenzie), 205.

Motion (Manion) pour que le gouvernement exploite les— du Canada; motion (Casgrain) pour ajourner le débat, rejetée, 95; motion principale rejetée, 95.

Restaurant du Parlement:

Message du Sénat sur le comité conjoint du—, 25.

Comité de la Chambre, nommé, 38.

Copie des décrets 279 C.P. et 999 C.P. nommant un gérant du—, 144; décrets approuvés, 173.

Revenu de l'Intérieur:

Bill (No 79) Loi modifiant la Loi du—; présenté (M. Archambault), 1re lecture, 195.

Motion pour amender la Loi du—, 314; agréée, 315.

Bill (No 200), Loi modifiant la Loi du—; présenté, 1re lecture, 315; 2e et 3e lectures, adoption, 374; adopté au Sénat, 419; S.R., 487.

Revenus de guerre:

Motion pour amender la Loi spéciale des—, 320; agréée, 322.

Bill (No 204), Loi modifiant la Loi spéciale des—, 115; présenté, 1re lecture, 322; 2e et 3e lectures, adoption, 374; adopté au Sénat, 419; S.R., 487.

Rigby, Arthur Wilfred:—Bill J-5 (No 183) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures; au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.

Robertson, Agnes:—Bill T-5 (No 202) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 323; 1re et 2e lecture, au comité des Bills privés, 328; rapp. sans amendement, 335; 3e lecture, adoption, 386; S.R., 487.

Roumanie:—Etat indiquant les sommes prêtées ou des crédits faits à la Grèce et à la—, etc.; doc. demandé (M. Archambault), 60; déposé, 283.

Rowell, L'hon. M.:—

Nommé l'un des représentants du Canada à la Société des Nations, 1920, 30.

Résigne son mandat, district électoral de Durham, 427.

Royale Gendarmerie à cheval du Canada:—

Bill (No 82), Loi modifiant la Loi de la—; présenté, 1re lecture, 199; 2e et 3e lectures, adoption, 211; adopté au Sénat, 268; S.R., 485.

Rapport de la—, 1919-1920, 153.

S**Sables pétrolifères:**

Copie de documents re adoption du No 1547 C.P. donnant au général Wm Bethune Lindsay 1,920 acres de— en Alberta; doc. demandés (M. Mackie, Edmonton), 74; déposé, 147.

Copie (a) du rapport de M. Ells sur les— de l'Alberta; et (b) documents re adoption du No 1495 C.P.; doc. demandé (M. Mackie, Edmonton), 74; déposé, 124.

Saint-Antoine, Montréal:—Vacance du siège électoral de—; démission de sir Herbert Ames, 104; nouveau mandat, 104.

Saint-Jean, N.-B.:

Vacance du siège électoral de la— par entrée de M. Wigmore dans le cabinet, 2.

Election de l'hon. M. Wigmore, 3.

Saint John and Quebec:

Motion (Reid, Grenville) pour étudier en comité la prorogation de délai pour la construction du chemin de fer— entre Centreville et Andover, 155; en comité, 174; agréée.

Bill (No 71), Loi autorisant une prorogation de délai pour l'achèvement du chemin de fer Saint John and Quebec, entre Centreville, dans le comté de Carleton, et Andover, dans le comté de Victoria, N.-B.; présenté, 1re lecture, 175; recommandation de S.E., 180; 2e et 3e lectures, adoption, 185; adopté au Sénat, 235; S.R., 258.

- Saint-Laurent, Alfred:**—Copie de documents, etc., touchant la destitution de—; doc. demandés (M. Fripp), 82; déposés, 147.
- Saint-Michel de Bellechasse:**... Copie de documents *re* réparations au quai de—, depuis 1er octobre 1918 doc. demandé (M. Fournier), 100 déposé, 270.
- Salaisons et frigorifiques:**—Etat indiquant les sommes que le gouvernement a perçues dès— *re* loi des profits excessifs, etc.; doc. demandé (M. Archambault), 67.
- Sanatorium de Dalton:**—Copie de documents sur l'acquisition et l'administration du—, etc.; doc. demandé (M. Sinclair) (Q.), 169; déposé, 204.
- Sanction des bills:**
 Première séance, 52.
 Deuxième séance, 186.
 Troisième séance, 257.
 Quatrième séance, 485.
- Saskatchewan:**—*Voir* Ressources naturelles.
- Sauvages:**—*Voir* Affaires indiennes.
- Schatsburg, Rose Seigler:**—Bill Q-4 (No 169) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 302; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.
- Score, Dorothy Mearuel:**—Bill L (No 49) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 137; 1re lecture, 139; 2e lecture, au comité des Bills privés, 144; rapp. sans amendement, 157; 3e lecture, adoption, 163; S.R., 186.
- Scotch Hill:**—Copies de documents *re* changement d'emplacement du bureau de poste de— comté d'Inverness, N.-E.; déposées, 64.
- Scott, Matthew John:**—Bill Z-3 (No 150) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 281; 1re lecture, 284; 2e lecture, au comité des Bills privés, 292; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R. 486.
- Scottish Canadian Trust Company of Canada:**—*Voir* North American Trust Co. of Canada (bill 15).
- Secrétaire d'Etat:**
 Rapport du— du Canada, 1919-1920, 118.
 Etat détaillé des obligations et cautionnements enregistrés au département du—, 38.
 Rapport du— pour 1919-1920, 46.
- Secrétaires des ministres:**—Relevé indiquant combien de—, sous-secrétaires, etc., ont été nommés depuis 1911, etc.; doc. demandé (M. Parent), 205; déposé, 411.
- Sel:**—Copie de documents sur l'adoption du No 1860 C.P. autorisant le retrait de— mise en disposition de concessions de—, etc., en Alberta; doc. demandé (M. Mackie, Edmonton), 78; déposé, 124.
- Sénat:**—Bill (No 10), Loi modifiant la Loi du— et de la Chambre des Communes: *Voir* Chambre des Communes.
- Sentences excessives ou inadéquates:**—Bill B ((No 18) du Sénat, Loi amendant le Code criminel de façon à permettre la révision des—; présenté, 58; 1re lecture, 77.
- Serbie:**—*Voir* Burnham.

- Sergent d'armes, assistant:**—Nomination de M. Louis Charles Panet à ces fonctions pour la session, 7.
- Serments d'office:**—Bill (No 1), Loi concernant la prestation des—; présenté, 1re lecture, 4.
- Service civil:**
- Douzième rapport annuel de la Commission du—, 1920, 430.
 - Etat indiquant ce qu'on entend par service intérieur et service extérieur dans le—, etc.; doc. demandé (M. Edwards), 65; déposé, 179.
 - Relevé sur l'assurance du—, 1919-1920; déposé, 13.
 - Employés du gouvernement:—Tableau indiquant l'effectif total des—, sauf les chemins de fer de l'Etat, etc.; doc. demandés (M. Reid, Mackenzie), 158; déposés, 185.
 - Tableau indiquant le nombre total des fonctionnaires en 1913, en 1920 (M. McGibbon, Argenteuil); doc. demandé, 65; déposé, 132.
 - Tableau indiquant le nombre des fonctionnaires du service intérieur dans chaque département, etc.; doc. demandé (M. Steele), 65; déposé, 349.
 - Fonctionnaires congédiés:—Tableau indiquant nommément les— depuis le 1-1-18, etc.; doc. demandé, 59.
 - Fonctionnaires en retraite:—Relevé indiquant combien de— retirent une pension, etc. (M. Steeves); doc. demandés, 144; déposés, 161.
 - Relevé des pensions et retraites du—, année 1920; déposé, 15.
 - Temporaires:—Tableau indiquant combien de fonctionnaires intérimaires ont été remerciés, etc.; doc. demandé (M. Macdonald), 252.
 - Motion pour la mise à la retraite de certains fonctionnaires, 1920, 109; avis de séance en comité, avec amendements à la motion, 199; en comité sur les ordres 27 et 32, 211; motions agréées, 212.
 - Bill (No 107), Loi modifiant la Loi statuant sur la mise à la retraite de certains membres du service public; présenté, 1re lecture, 212.
 - Résolution pour amender le bill, 397; en comité, 418; adoptée, 419.
 - Bill lu la 2e fois, amendé, 3e lecture, adoption, 419; adopté au Sénat, amendé, 430; amendements agréés, 481; S.R., 487.
 - Bill (No 122), Loi modifiant la Loi du—, 1918; présenté, 1re lecture, 239; motion pour référer le Bill à un comité spécial, agréée, personnel du comité, 244; motion pour 2e lecture, débat, 244, 252; amendement Maclean (Halifax), débat, division, 253; motion agréée, 2e lecture, bill référé au comité, 253; premier rapport du comité, quorum réduit, 261; rapport adopté, 266; ordre d'imprimer les délibérations (2e rapport), 271; apport agréé, 272; 3e rapport (final), 369.
 - Résolutions pour amender le bill, 398; en comité, 412; adoptées, référées au Bill, 413; progrès, 420, 431; amendé, 3e lecture, adopté, 431; adopté au Sénat, amendé, amendement agréé, 484; S.R., 487.
- Service de vapeurs, Malbaie-Tadoussac:**—Motion (Casgrain) pour établir un— trois fois par semaine débat, rejetée, 169.
- Service naval:**—Rapport du ministère du—, 1919-1920; déposé, 9.
- Sheridan, John:**—Copie de documents *re* démission de—, surintendant des Indiens au N.-B., en 1920, etc. (M. Léger); doc. demandé, 95; déposé, 161.
- Siéger dans les deux Chambres:**—*Voir* Ministres.
- Sifton, Très hon. Arthur Lewis:**—Décès du—, député de Medicine-Hat aux Communes, 118.
- Sims, Arthur Ebenezer:**—Bill W (No 70) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 170; 1re lecture, 174; 2e lecture, au comité des Bills privés, 188; rapp. sans amendement, 204; 3e lecture, adoption, 211; S.R., 258.

Sixièmes provisoires:—Premier vote, 177.

Slave River Ry. Co., The:—Bill (No 28), Loi constituant en corporation—; présenté, 1re lecture, 86; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 91; rapp.: recommandation de retirer le bill, 241; retiré, 241.

Sloan, Walter Edwin:—Bill F-5 (No 179) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 300; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.

Smith, Rose Winnifred:—Bill A-2 (No 86) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 209; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 237; 3e lecture, adoption, 244; S.R., 258.

Smith, Sherman Talmage:—Bill U-4 (No 173), du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.

Snider, S. H. le juge:—Rapport intérimaire de— sur la destruction de documents publics, 430.

Société des Nations:

Sir George Foster et MM. Doherty et Rowell nommés représentants du Canada à la— en 1920, 30.

Copie des résolutions adoptées par la—, le 15 décembre 1920, 31.

Rapport du secrétaire général de la— sur le travail du Conseil, 32.

Société Royale du Canada:—Recettes et dépenses de la—, 1919-1920; déposé, 13.

Soldats:

Motion (Meighen) pour former un comité *re* pensions, assurances et rétablissement des—, etc.; agréée, 81.

Personnel du comité, 81; M. Sutherland substitué à M. Peck, 86; premier rapport, diminution du quorum de 15 à 7 membres, 97; agréé, 97; 2e rapport, 153; agréé, 153; 3e rapport (final), 350-369; adoption proposée, amendement Pedlow, 385; rapport adopté, 385.

Règlements supplémentaires en vertu de la Loi d'établissement des—, 57.

Rapport du département du Rétablissement des— dans la vie civile, décembre, 1920, 96.

Sommes d'argent:

Motion Drayton pour les sixièmes provisoires; agréée, 177.

Bill (No 42), Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1922; présenté, 1re lecture, 177; 2e et 3e lectures, adoption, 180; adopté au Sénat, 185; S.R., 186.

Bill (No 220), Loi allouant à Sa Majesté certaines— pour le service public des exercices financiers se terminant respectivement les 31 mars 1921 et 31 mars 1922; 1re lecture, 483; 2e et 3e lectures, adoption, 484; adopté au Sénat, 485; S.R., 488.

Sorel:—*Voir* Chantiers du gouvernement.

Sorton, Joseph:—Bill F-3 (No 123) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 240; 1re lecture, 243; 2e lecture, au comité des Bills privés, 251; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.

Sous-ministres:—Relevé indiquant quels étaient les— des départements le 1er janvier 1910 et 1921, etc.; doc. demandé, 59; déposé, 132.

Spiritueux:—*Voir* Liqueurs alcooliques;

- Standard Insurance Company**:—Bill (No 43), Loi constituant en corporation la—; présenté, 1re lecture, 128; 2e lecture, au comité des Banques et du Commerce, 140; rapp. avec amendements, 294 (recommandation de changer le titre en "Loi constituant en corporation *Ensign Insurance Company*"), 294; 3e lecture, adoption, 295; adopté au Sénat, 382; S.R., 487.
- Statistique**:—Bill (No 141), Loi modifiant la Loi de la—; présenté, 1re lecture, 266; 2e et 3e lectures, adoption, 322; adopté au Sénat, 382; S.R., 487.
- Staunton, Frank Alexander**:—Bill E (No 24) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 83; 1re lecture, 86, 2e lecture, au comité des Bills privés, 98; rapp. sans amendement, 103; en comité, 3e lecture, adoption, 112; S.R., 186.
- Steamers de Québec, Compagnie des**:—*Voir* Quebec Steamship Co.
- Stephens, Christina Wilson**:—Bill Y-2 (No 111) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 217; 1re lecture, 222, 2e lecture, au comité des Bills privés, 246; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Studholme, Frederick Robert**:—Bill R-2 (No 102) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.
- Subsides**:
- Motion pour que la Chambre siége en comité des—, 54; en comité, 97, 98, 104, 105, 111, 112, 119; amendement King, 119; débat, division, 120; en comité, 121; débat, 128, 129; amendement King défait, 129; en comité, 130, 136, 140; débat, 151; amendement Maclean (Halifax), débat, retiré, en comité, 151; en comité, 155, 158, 171; amendement Fielding rejeté, 175; en comité, 176, 181, 187; progrès, 193, 197, 200, 206, 222; amendement King, débat, division, amendement rejeté, 234; en comité, progrès, 235, 241; 244, 246, 254, 259, 263; 267, 268, 270, 272, 273, 330, 376, 381, 386, 387, 404, 421, 431-454, 454-480 (concours), 481.
 - Rapport à recevoir, 98, 105, 111-112, 121, 130, 136, 140-141-142, 155, 158, 172, 177, 181, 187-8-9-190, 197, 201, 207, 223, 241, 244, 248, 263, 270, 273, 330, 376-382, 387-9, 405, 425.
 - Concours, 454 et seq., 483.
- Sucre**:—Copie de documents *re* permis d'exporter le— aux raffineries; doc. déposés, 82.
- Sullivan, Louise**:—Bill Q-3 (No 134) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 253; 1re lecture, 256; 2e lecture, au comité des Bills privés, 268; rapp. sans amendement, 280; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Surintendant des Postes**:—Copie du décret fusionnant la division du— avec l'inspection; doc. demandé (adresse, M. Casgrain), 134.
- Syndic**:—Copie de documents touchant une demande de nomination comme— (loi des faillites), etc.; doc. demandé (M. Parent), 115.

T

- Tapley, W. H.**:—Motion (Casgrain) pour révoquer la libération de—, forçat; débat, rejetée, 100.
- Tarif des douanes, 1907**:
- Motion pour amender le—; agréée, 309.
 - Bill (No 199), Loi modifiant le—; présenté, 1re lecture, 314; 2e et 3e lectures, adoption, 374; adopté au Sénat, 419; S.R., 487.
- Taylor, Edward George**:—Bill G-4 (No 160) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 286; 1re lecture, 289; 2e lecture, au comité des Bills privés, 294; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.

- Téléphone Quebec Union Electric:**—*Voir* The Quebec Union Electric Telephone Co.
- Tempérance au Canada, Loi de la:**
 Bill (No 219), Loi concernant certaines procédures prévues à la Partie IV de la—; présenté, 1re lecture, 385; 2e et 3e lectures, adoption, 428; adopté au Sénat, 484; S.R., 487.
 Opinion du sous-ministre de la Justice *re* mise en vigueur de la— au Nouveau-Brunswick, 385.
- Terminal d'Essex:**—Bill (No 29), Loi concernant la compagnie du chemin de fer—; présenté, 1re lecture, 90; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 98; rapp. sans amendement, 118; 3e lecture, adoption, 128; adopté au Sénat, 170; S.R., 186.
- Terres fédérales:**—Bill X4 (No 212) du Sénat, Loi amendant la Loi des—; présenté, 336; 1re lecture, 349; 2e lecture, en comité, amendé, 385; 3e lecture, adoption, 407; Sénat accepte amendement, 484; S.R., 487.
Voir Décrets.
- Territoires du Nord-Ouest:**—Bill Y-4 (No 213) du Sénat, Loi amendant la Loi des—; présenté, 336; 1re lecture, 349; 2e et 3e lectures, adoption, 404; S.R., 487.
- Tolhurst, Harry:**—Bill L-2 (No 97) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.
- "Tornado":**—Etat indiquant si la drague— a travaillé à Courtney-Bay, etc.; doc. demandé (M. Sinclair, Antigonish), 104; déposé, 158.
- Traité franco-canadien:**—*Voir* Convention française.
 Correspondance relative au—, 184.
- Transcontinental:**
 Motion (Lemieux) pour établir un meilleur service ferroviaire entre Winnipeg et Québec sur le—; débat, retirée, 217.
 Copie de correspondance entre la Board of Trade et le Conseil de Québec et la commission du Port de Québec sur la diversion du grain et l'inexécution des têtes de ligne du—, etc.; doc. demandé (M. Lavigne), 145; déposé, 297.
- Travail:**
 Rapport du ministère du—, 1919-1920; déposé, 108.
 Projet de convention et recommandation des conférences internationales du— à Washington (1920) et Genève (1921), 385.
- Travaux publics:**—Rapport du ministère des— pour 1919-1920; déposé, 9.
- Troupes canadiennes:**—Relevé indiquant combien il y a eu d'enrôlements dans les— entre le 4 août 1914 et le 11 novembre 1918, etc.; doc. demandé (M. Gordon), 66; déposé, 256.
- Turner, Gertrude May:**—Bill J-3 (No 127) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 240; 1re lecture, 243; 2e lecture, au comité des Bills privés, 252; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.

U

- Union 66 des fonctionnaires:**—Copie de documents *re* pétitions de l—, touchant la commission du service civil; doc. demandés (M. Henders), 192.
- Université Acadia:**—Copie de documents *re* emploi des étudiants de l—aux Mines, etc.; doc. demandés (M. Douglas, Strathecona), 124; déposés, 147.

V

Vacances:

- M. l'Orateur informe la Chambre des— survenues dans l'intersession, 1, 2, 3, 70, 104, 118, 154, 427. (
- Siège électoral de Colchester, N.-E., par entrée de M. McCurdy dans le Cabinet, 2.
- District électoral de Durham, 427.
- District électoral de Leeds, par démission de sir Thomas White, 154.
- District électoral de Maple Creek, 427.
- Siège électoral de Medicine-Hat, 118.
- Peterborough-Ouest vacant, par la démission de M. John H. Burnham, 1.
- Saint-Antoine, Montréal, par la démission de sir Herbert Ames, 104.
- Comté de Saint-Jean, N.-B., d'Albert, N.-B., et de Saint-Jean (Cité), par entrée de M. Wigmore dans le Cabinet, 2.
- Siège électoral de Yale, C.-B., par entrée de l'hon. M. Martin Burrell dans le service public, 2.
- District électoral d'Yamaska, décès de M. Joseph Oscar Gladu, 70.
- York-Sunbury, 70.

Vagons et locomotives:—Tableau indiquant combien de— le gouvernement a commandés en 1918, 1919 et 1920, etc.; doc. demandés (M. Wright), 124; déposé, 149.

Vancouver:—*Voir* Cale-sèche.

Vanzant, Esther Annie:—Bill A-3 (No 113) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 217; 1re lecture, 222; 2e lecture, au comité des Bills privés, 246; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.

Vapeurs-passagers:—Copie d'une lettre du 30-1-20 du président du Board of Trade de Québec, M. Ross, au premier ministre suppléant relativement à des— de 15,000 tonneaux, etc., réponse à cette lettre; doc. déposés, 63.

Veniot, L'hon. P. J.:—Copie de correspondance re l'invitation faite à— d'entrer dans le Cabinet fédéral, 308.

Vernon, Gertrude Gladys:—Bill G-2 (No 92) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 207; 1re lecture, 210; 2e lecture, au comité des Bills privés, 216; rapp. sans amendement, 238; 3e lecture, adoption, 245; S.R., 258.

Version française:—Relevé indiquant si des ordres ont été donnés pour diminuer la publication des livres bleus, —, etc.; déposé, 148-9.

Vétérinaire:—Rapport du directeur— pour 1918-1919, 144.

Voglers Cove:—Copies de documents échangés par le département des Postes et des particuliers de— sur les plaintes contre le service postal à—; déposées, 64.

Voies et Moyens:—Motion pour que la Chambre siège en comité des—, 55, 177, 272, 275; amendement Fielding, 275; ordre d'imprimer les résolutions du 9 mai, 276; débat, 277, 281, 284, 286, 292, 294, 295, 297, 300; vote, 301; en comité, 302, 307, 309, 314, 315, 320, 483.

Voirie:—Relevé indiquant combien le gouvernement a dépensé dans chaque province pour la— en 1920; doc. demandé (M. Armstrong, Lambton), 133; déposé, 161.

Voyages:—*Voir* Déplacements.

W

Walker, Anna Elizabeth:—Bill I-5 (No 182) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.

- Wallace, Thomas George**:—Décès de—, député de York-Ouest, vacance de son siège, 70.
- Walton, Frederick Harold**:—Bill P (No 62) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 159; 1re lecture, 165; 2e lecture, au comité des Bills privés, 188; rapp. sans amendement, 203; 3e lecture, adoption, 211; S.R., 258.
- Watson, James**:—Copie du décret 118/1361 du C.P. touchant la mise en retraite de— 255.
- Wells, Alfred William**:—Bill N-3 (No 131) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 248; 1re lecture, 251; 2e lecture, au comité des Bills privés, 259; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 285; S.R., 485.
- Westbears, Annie Belle**:—Bill X-2 (No 110) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 217; 1re lecture, 222; 2e lecture, au comité des Bills privés, 246; rapp. sans amendement, 279; 3e lecture, adoption, 284; S.R., 485.
- Western Dominion Ry. Co., The**:—Bill (No 44), Loi concernant—; présenté, 1re lecture, 128; 2e lecture, au comité des Chemins de fer et Télégraphes, 140; rapp. avec amendements, 195; 3e lecture, adoption, 211; adopté au Sénat, amendements, 277; amendements adoptés, 286; S.R., 485.
- White, Sir Thomas**:
Copie d'un décret nommant— estimateur du fonds du Grand-Tronc, etc.; doc. demandé (M. King), 82; déposé, 144.
Démission de—, député de Leeds, 154.
- Whitley, Richard John**:—Bill X-5 (No 208) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 330; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 330; rapp. sans amendement, 335; 3e lecture, adoption, 386; S.R., 487.
- Wigle, Abbie Jane Harris**:—Bill E-5 (No 178) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 303; 1re et 2e lectures, au comité des Bills privés, 306; rapp. sans amendement, 326; 3e lecture, adoption, 328; S.R., 486.
- Wigmore, L'hon. Rupert Wilson**:
Vacance des sièges de Saint-Jean, N.-B. (Cité) et des comtés de Saint-Jean et Albert, N.-B., 2.
Elu député de Saint-Jean (Cité et Comté), et Albert, N.-B., 3; prend son siège, 4.
- Wilson, John**:—Bill W-3 (No 147) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 281; 1re lecture, 284; 2e lecture, au comité des Bills privés, 292; rapp. sans amendement, 299; 3e lecture, adoption, 307; S.R., 486.
- Wismar, Ernest Joseph**:—Bill B-6 (No 214) du Sénat, Loi pour faire droit à—; présenté, 336; 1re et 2e lecture, au comité des Bills privés, 336; rapp. sans amendement, 375; 3e lecture, adoption, 386; S.R., 487.
- Y**
- Yale, C.-B.**:
Vacance du siège électoral de—, par entrée de l'hon. M. Burrell dans le service public, 2.
Election de John Armstrong McElvie, 3.
- Yamaska**:—Vacance du siège électoral d'—, par le décès de M. Joseph Oscar Gladu, 70; mandat nouveau, 70.
- York-Ouest**:—Vacance du siège électoral d'—, décès de M. Thos. Geo. Wallace, 70; mandat nouveau, 70.

- York-Sunbury**:—Vacance du siège électoral d'—; décès de M. Harry McLeod, 70; mandat nouveau, 70.
- Young, Arthur**:—Rapport de la Cie—, 6-12-20, sur la réorganisation de l'Imprimerie, 103.
- Y.M.C.A.**:—Relevé indiquant si la— a soumis un état financier au gouvernement, etc.; doc. demandé (M. Griesbach), 155; déposé, 191.

York County: Volume for 1911. - 100
 York County: Volume for 1910. - 99
 York County: Volume for 1909. - 98
 York County: Volume for 1908. - 97
 York County: Volume for 1907. - 96
 York County: Volume for 1906. - 95
 York County: Volume for 1905. - 94
 York County: Volume for 1904. - 93
 York County: Volume for 1903. - 92
 York County: Volume for 1902. - 91
 York County: Volume for 1901. - 90

